



HAL
open science

Comprendre les mutations du vote des ouvriers

Florent Gougou

► **To cite this version:**

Florent Gougou. Comprendre les mutations du vote des ouvriers. Science politique. Sciences Po Paris, 2012. Français. NNT: . tel-01701077

HAL Id: tel-01701077

<https://shs.hal.science/tel-01701077v1>

Submitted on 5 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Études Politiques de Paris

ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral Sociologie politique et politiques publiques

Centre d'Études Européennes de Sciences Po

Doctorat en science politique

COMPRENDRE LES MUTATIONS DU VOTE DES OUVRIERS

*Vote de classe, transformation des clivages et changement électoral en
France et en Allemagne depuis 1945*

Florent Gougou

Thèse dirigée par Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS

Soutenue le 12 décembre 2012

Jury

Mme Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS, Centre d'Études Européennes

M. Pierre Bréchon, professeur des universités, Institut d'Études Politiques de Grenoble

M. Mark N. Franklin, professeur associé, Institut Universitaire Européen, Florence

M. Oscar W. Gabriel, professeur, Université de Stuttgart (rapporteur)

M. Hanspeter Kriesi, professeur, Institut Universitaire Européen, Florence (rapporteur)

M. Vincent Tiberj, chargé de recherche à la FNSP, Centre d'Études Européennes

Remerciements

C'est la fin. Et il faut revenir au début pour retrouver tous ceux qui ont pu m'aider, m'accompagner et me soutenir pour que cette thèse vienne au jour. Du Cevipof au Centre d'Etudes Européennes en passant par l'Université de Stuttgart et l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, j'ai toujours bénéficié d'excellentes conditions de travail. Que tous ceux que je ne nomme pas, mais qui ont contribué à créer cet environnement favorable, me pardonnent.

Avant toute autre chose, je veux remercier Nonna Mayer, dont le soutien indéfectible est la principale raison de l'existence de cette thèse. Son optimisme et son enthousiasme ont été précieux, sa disponibilité sans faille, sa patience et sa compréhension sans limites. Sa curiosité, ses conseils et ses relectures m'ont permis de constamment améliorer ce texte et ce fut un plaisir de travailler avec elle.

Je veux également remercier Pierre Martin, dont la rencontre en 2002 fut un tournant. Il m'a donné le goût des élections, et toutes nos discussions depuis cette date ont grandement participé à façonner mon travail de chercheur.

Je pense aussi à Guy Michelat et à Vincent Tiberj, pour leurs apports décisifs dans la construction de cette thèse, et au-delà. A Guillaume Roux, pour m'avoir ouvert de nouveaux horizons. Et à Simon Labouret, mon compagnon de recherche, qui ne mesure sans doute pas tout ce que ce travail lui doit.

Un mot pour tous ceux qui ont vu cette thèse grandir au quotidien, partageant les moments de doute et les moments d'espoir : Antoine, Charlotte, Hélène, Louise, Nora, Nuria, Pauline, Sara, Simon. Une pensée spéciale pour Thibault et Aurélien, avec qui j'ai commencé cette thèse, et que j'ai mis du temps à rejoindre. Et une pour Fred, mon meilleur supporter.

Merci enfin à mes parents, à mon frère et à tous mes amis pour leurs encouragements répétés, leur patience inouïe et leur affection. Un merci particulier à Ben, qui a su trouver les mots pour que la fin arrive enfin. Et une pensée émue pour Estelle : je sais que ce ne fut pas facile tous les jours, et j'ai conscience de tout ce que je lui dois.

Table des matières

Introduction. Les ouvriers et le changement électoral	9
Chapitre 1. Les structures de la compétition politique	19
1.1. Conflits, électeurs et partis	21
1.1.1. Clivages et enjeux	21
<i>Clivages et divisions.....</i>	<i>21</i>
<i>Les enjeux.....</i>	<i>24</i>
1.1.2. Alignements, désalignements et réalignements électoraux.....	26
<i>Les alignements électoraux</i>	<i>26</i>
<i>Le changement des alignements électoraux</i>	<i>29</i>
1.2. La dynamique des clivages en France et en Allemagne.....	32
1.2.1. La théorie des clivages	32
<i>Le développement historique des structures de clivages</i>	<i>33</i>
<i>La transformation des structures de clivages.....</i>	<i>36</i>
1.2.2. Les structures de clivages en Allemagne depuis le XIXe siècle	41
<i>Les origines historiques du système partisan allemand</i>	<i>42</i>
<i>La dynamique des clivages en Allemagne depuis 1945.....</i>	<i>44</i>
1.2.3. Les structures de clivages en France depuis le XIXe siècle	47
<i>Les origines historiques du système partisan français</i>	<i>48</i>
<i>La dynamique des clivages en France depuis 1945.....</i>	<i>51</i>

1.3. Les réalignements en France et en Allemagne..... 54

1.3.1. La théorie des réalignements..... 54

Les fondations 54

Les développements 58

1.3.2. La vie politique en Allemagne depuis 1949 63

La refondation du système partisan : concentration et démocratisation..... 66

Le réalignement des années 1980 : fragmentation et réunification..... 72

1.3.3. La vie politique en France depuis 1945..... 80

Le réalignement des années 1960 : gaullisme et présidentialisation 83

Le réalignement des années 1980 : Front National et tripartition..... 86

Chapitre 2. Les modèles d'analyse du vote des ouvriers 93

2.1. Les fondements théoriques du concept de vote de classe 97

2.1.1. Les origines du concept de vote de classe 97

L'observation de bases sociales du vote 97

L'analyse d'une lutte des classes démocratique..... 102

2.1.2. Les variations internationales du vote de classe 104

R.R. Alford et le vote de classe dans les démocraties anglo-américaines 105

Classe et religion dans l'explication du vote en Europe continentale 109

2.1.3. Les mécanismes du vote de classe 113

Les fondations individuelles du vote de classe 114

Les approches macrosociologiques du vote de classe 118

2.2. Les débats sur les évolutions du vote de classe 122

2.2.1. La thèse d'un déclin du vote de classe..... 122

Déclin du vote de classe et changement électoral..... 123

Déclin du vote de classe et émergence d'un nouvel électeur 127

2.2.2. La contestation d'un déclin du vote de classe 131

La critique d'Oxford..... 131

La critique de Berkeley 134

2.2.3. L'explication des évolutions du vote de classe.....	138
<i>Les modèles de changement du vote de classe</i>	138
<i>La dimension géographique du vote de classe</i>	142
2.3. Les définitions du vote de classe	147
2.3.1. Vote de classe et classes sociales.....	147
<i>Vote de classe et conceptions des classes sociales</i>	147
<i>Vote de classe et mesure de la classe sociale</i>	151
2.3.2. Vote de classe et études électorales	155
<i>Vote de classe et bases sociales du vote</i>	155
<i>Vote de classe et vote des classes sociales</i>	157
Chapitre 3. La dynamique du vote des classes sociales	163
3.1. La dynamique du vote des classes sociales en France.....	168
3.1.1. L'état du débat : la persistance du vote de classe ?.....	169
<i>Le débat français : les recompositions du vote de classe</i>	169
<i>La France dans une perspective comparée : un modèle de stabilité ?</i>	172
3.1.2. Le tableau général : convergences et divergences.....	173
<i>La gauche et la droite modérée</i>	176
<i>L'extrême droite</i>	178
<i>L'abstention</i>	179
3.1.3. Les explications : l'importance du changement des enjeux.....	180
<i>Le modèle du changement social</i>	180
<i>Le modèle des choix politiques</i>	182
3.2. La dynamique du vote des classes sociales en Allemagne.....	185
3.2.1. L'état du débat : la fin du vote de classe ?.....	186
<i>Le débat allemand : montée de l'individualisme et recul du vote de classe</i>	186
<i>Le débat international : l'Allemagne, modèle d'une « nouvelle politique » ?</i>	189
<i>Le cas des nouveaux Länder : un « vote de classe inversé » ?</i>	190

3.2.2. Le tableau général : permanences et changements	191
<i>Les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates</i>	193
<i>Les autres forces politiques</i>	197
<i>L'abstention</i>	200
3.2.3. Les explications	203
<i>Le modèle du changement social</i>	203
<i>Le modèle des choix politiques</i>	205

Chapitre 4. Logiques de désalignement..... 207

4.1. Le déclin du « vote de classe ouvrier » en France..... 209

4.1.1. La nature du changement : un désalignement électoral	209
<i>La forme du changement : rythme, vitesse et amplitude</i>	210
<i>Les séquences du changement : timing et temporalités</i>	213
4.1.2. Les acteurs du changement : le renouvellement des générations.....	214
<i>Le moteur du changement : la génération de la crise</i>	216
<i>Les mécanismes secondaires : l'impact caché du recul de la pratique catholique</i>	218
4.1.3. Les résultats du changement : les dynamiques contextuelles	219
<i>La dynamique de la gauche</i>	219
<i>Les évolutions de la participation électorale</i>	223

4.2. Le déclin du « vote de classe ouvrier » en Allemagne..... 227

4.2.1. La nature du changement : un désalignement inachevé ?	227
<i>La forme du changement : vitesse et amplitude</i>	229
<i>Les séquences du désalignement : phases, timing et temporalités</i>	230
4.2.2. Les acteurs du changement : générations et politisation	231
<i>Le moteur du changement : la dynamique des générations</i>	233
<i>Les mécanismes secondaires : nouveaux enjeux et diversification de l'offre</i>	234

Chapitre 5. Logiques de réalignement.....	237
5.1. La droitisation du vote des ouvriers en France.....	239
5.1.1. De la droitisation à la lepénisation du vote des ouvriers.....	239
<i>La progression du vote ouvrier de droite.....</i>	<i>240</i>
<i>La progression de l'extrême droite dans le vote ouvrier de droite.....</i>	<i>241</i>
5.1.2. La dynamique des générations et l'impact des valeurs.....	243
<i>Le poids du renouvellement des générations.....</i>	<i>243</i>
<i>La dynamique des valeurs et la polarisation sur les nouveaux enjeux culturels.....</i>	<i>246</i>
5.1.3. Les deux électorats ouvriers du Front National.....	247
<i>Les ouvriers et le réalignement des années 1980.....</i>	<i>247</i>
<i>Les ouvriers et la rupture de 2007.....</i>	<i>249</i>
5.2. Les recompositions du vote des ouvriers en Allemagne.....	251
5.2.1. Les nouveaux visages du vote des ouvriers.....	251
<i>Un vote éclaté ?.....</i>	<i>251</i>
<i>La montée de l'abstention.....</i>	<i>255</i>
5.2.2. La dynamique des générations et l'absence de l'extrême droite.....	259
<i>L'abstentionnisme ouvrier et le renouvellement des générations.....</i>	<i>259</i>
<i>Un détour par les valeurs.....</i>	<i>262</i>
Conclusion. Comprendre le vote des groupes sociaux.....	265
Bibliographie.....	269
Annexe 1. Les enquêtes électorales allemandes.....	301
Annexe 2. Les enquêtes électorales françaises.....	307
Annexe 3. Les résultats électoraux en Allemagne.....	311
Annexe 4. Les résultats électoraux en France.....	329

Introduction

Les ouvriers et le changement électoral

France, 21 avril 2002. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle sonnent comme un coup de tonnerre. Le duel annoncé entre le Président sortant, Jacques Chirac, et le Premier ministre en exercice, Lionel Jospin, n'aura pas lieu : le candidat du Parti socialiste est devancé par le leader du Front National, Jean-Marie Le Pen. L'extrême droite accède pour la première fois au second tour d'une élection présidentielle. La défaite de la gauche est cuisante. Elle est accentuée par les mots de Jean-Marie Le Pen, dans son appel aux électeurs en vue du second tour : « N'ayez pas peur ! Rentrez dans l'espérance ! L'événement, c'est le 5 mai. N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans grade... Vous les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht ». Sous les yeux stupéfaits des commentateurs, le leader d'extrême droite s'adresse directement aux ouvriers, alors que ceux-ci constituent historiquement une chasse gardée de la gauche.

Allemagne, 22 mai 2005. Les sociaux-démocrates perdent le contrôle du Parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, alors qu'ils étaient au pouvoir dans la région, la plus peuplée et la plus ouvrière du pays, depuis 1966. Lié à l'impopularité des réformes économiques du Chancelier Schröder, ce basculement régional en faveur d'une coalition entre les libéraux et les chrétiens-démocrates offre à ces derniers, qui forment l'opposition au niveau fédéral, une majorité de blocage des deux tiers au *Bundesrat*. Ne pouvant plus gouverner sans leur aval, le Chancelier Schröder organise sa propre défiance au *Bundestag*, poussant le *Bundespräsident* à convoquer des élections législatives anticipées, qui aboutissent à la formation d'une « grande coalition » entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates.

France, 29 mai 2005. Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adopté par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement européens en 2004, est soumis au peuple par référendum. Pour la troisième fois dans l'histoire de la construction européenne, les Français sont consultés sur un traité européen. Comme lors du référendum sur le Traité de Maastricht en 1992, le résultat est déterminant pour l'avenir de l'intégration européenne. Combattu par le pouvoir en place, par les dirigeants de tous les partis de gouvernement (de droite comme de gauche) et par la majorité des élites médiatiques, le « non » l'emporte en rassemblant plus de 54 % des suffrages. Le rejet du Traité atteint son maximum dans les milieux populaires, et notamment chez les ouvriers, où il est estimé entre 70 et 80 % selon les instituts de sondage. Trois ans après le choc du 21 avril 2002, la question du vote des ouvriers refait surface.

Ces trois moments, qui correspondent chacun à un chapitre important dans l'histoire politique récente de la France et de l'Allemagne, résument parfaitement l'intuition à l'origine de cette thèse¹ : le vote des ouvriers est un élément décisif pour analyser les rapports de force électoraux et comprendre les résultats des élections, mais il a connu des transformations dont les chercheurs et les responsables politiques peinent à saisir les causes et les conséquences.

Les évolutions du vote des ouvriers renvoient à deux grandes problématiques de la science politique. L'analyse du vote des ouvriers s'inscrit d'abord dans le champ des études électorales et participe ainsi à la réflexion sur les conditions d'allocation du pouvoir dans les démocraties représentatives. Mais ce n'est pas tout. Elle constitue aussi une entrée privilégiée pour comprendre les changements des relations entre gouvernés et gouvernants : malgré la montée en puissance de nouvelles formes de participation dans la sphère publique, le vote reste l'activité politique la plus commune des citoyens en démocratie.

Les évolutions du vote des ouvriers posent également un problème pour les partis de gauche issus du mouvement ouvrier. Longtemps, ces partis ont été confrontés à un dilemme électoral entre une stratégie ouvriériste dont la radicalité sociale pouvait effrayer les couches moyennes et empêcher tout accès aux responsabilités politiques et une stratégie interclassiste dont la modération sur la question des inégalités pouvait décevoir la classe ouvrière². De nos jours, ce dilemme n'existe plus : les partis issus du mouvement ouvrier ont tous opté pour un positionnement interclassiste et font appel au peuple tout entier. De fait, le débat s'est déplacé et porte désormais sur la capacité de ces partis à gagner les élections sans avoir le soutien des ouvriers. De ce point de vue, le cas du Parti socialiste français est emblématique, avec une lutte féroce entre les tenants d'une reconquête des classes populaires et les tenants d'une stratégie orientée vers les minorités et les diplômés du supérieur³.

Un objet classique : le vote des ouvriers

Au cours du dernier siècle, aucun groupe social n'a concentré autant d'attention que celui des ouvriers. Indissociablement liés à la révolution industrielle et à la modernisation des structures économiques des sociétés occidentales, longtemps considérés comme un ensemble revendicatif dangereux pour l'ordre public car chargé de porter un idéal révolutionnaire, les ouvriers n'ont jamais laissé indifférent. Et bien qu'ils soient aujourd'hui menacés par le recul des activités industrielles, ils restent une cible importante pour tous les partis politiques.

-
- 1 Les deux exemples sont européens, mais la question se pose en fait dans l'ensemble des grandes démocraties occidentales. De ce point de vue, l'élection présidentielle américaine de 2008 est un excellent exemple, avec l'irruption de la figure de « Joe le plombier » pendant la campagne et la question lancinante du vote de la « classe ouvrière blanche ».
 - 2 Sur ce dilemme de la social-démocratie, PRZEWORSKI Adam, SPRAGUE John, *Paper Stones: A History of Electoral Socialism*, Chicago, Chicago University Press, 1986.
 - 3 Ce débat a atteint son paroxysme pendant la campagne présidentielle de 2012, après la parution d'un rapport de la fondation *Terra Nova* actant la fin de la coalition historique entre la gauche et les ouvriers et prônant une stratégie électorale orientée vers la « France de demain ».

Des ouvriers à la classe ouvrière : éléments de définition

Les ouvriers sont intimement liés à l'avènement du capitalisme industriel. Autrefois véritables artisans réalisant des objets avec leurs mains, les ouvriers dans leur sens moderne apparaissent avec l'industrialisation du monde occidental. Ils désignent alors les travailleurs exerçant une activité manuelle contre le paiement d'un salaire. Souvent assimilés à la figure du prolétaire, celui qui ne possède rien d'autre que sa force de travail, ils s'imposent comme les fers de lance d'une nouvelle source de production de richesse, les produits manufacturés.

Parce qu'ils se sont organisés pour défendre leurs intérêts en fondant successivement des syndicats et des partis politiques, les ouvriers ont assez rapidement été envisagés comme un acteur collectif : la « classe ouvrière ». Toutefois, en termes objectifs, il n'y a jamais eu *une* classe ouvrière. La condition ouvrière a toujours été éclatée, avec la coexistence de plusieurs types d'ouvriers selon leur lieu d'habitation, la taille de leur structure de travail ou encore leur niveau de qualification. De la sorte, l'unicité de la classe ouvrière doit d'abord être pensée comme un produit de l'idéologie socialiste et du travail effectué par les élites du mouvement ouvrier pour homogénéiser des expériences et des destins fondamentalement divers.

Cette remarque a des implications très importantes : au fond, elle pose la question de la pertinence sociologique de la catégorie « ouvriers ». Le problème est d'autant plus fort que l'amélioration générale des conditions de vie et le développement progressif du secteur des services dans la seconde moitié du XXe siècle ont profondément transformé les contours du groupe ouvrier. Toutefois, la difficulté n'est pas propre aux ouvriers. Par la force des choses, tous les groupes sociaux changent au cours du temps. Dans ces conditions, la continuité du discours politique joue un rôle déterminant : le fait que la catégorie « ouvriers » soit toujours utilisée par les responsables politiques pour parler aux électeurs et s'adresser à eux justifie sa pertinence en tant que catégorie d'analyse. Evidemment, cela ne veut pas dire qu'elle ne doit pas être discutée d'un point de vue sociologique, mais elle a une signification politique qui la rend de fait intéressante pour les études électorales.

Les enjeux du vote des ouvriers

Le vote des ouvriers n'est pas un vote comme les autres. Il se distingue, d'abord, par son importance stratégique : malgré la diminution progressive de leur poids numérique depuis le début des années 1970, les ouvriers (actifs et retraités confondus) représentent encore plus d'un quart du corps électoral dans la plupart des démocraties occidentales, constituant ainsi une cible de premier choix pour les forces politiques qui désirent conquérir le pouvoir. Mais il se distingue, aussi, par ses enjeux symboliques : en filigrane, il rappelle systématiquement que la classe ouvrière est à l'origine idéologique et partisane du socialisme. Car les premiers partis se réclamant du socialisme à la fin du XIXe siècle étaient effectivement d'authentiques partis ouvriers, avec une base militante ouvrière, des cercles dirigeants ouvriers et un projet d'émancipation de la classe ouvrière.

De la sorte, le vote des ouvriers s'est rapidement imposé comme un objet classique de la science politique. Un concept spécifique a d'ailleurs été développé pour en rendre compte, le concept de « vote de classe ». Bien qu'il pose des problèmes importants par sa polysémie et par la diversité de ses usages, ce concept est aujourd'hui incontournable dans les travaux sur le vote des ouvriers. Dans son acception scientifique, il met en avant la dimension collective de l'expression électorale des ouvriers et invite à réfléchir aux mécanismes qui conduisent les ouvriers à adopter la norme de comportement de leur groupe. De ce point de vue, il se révèle extrêmement utile. Cependant, cette perspective scientifique est largement parasitée par une utilisation politique du concept, qui vise à mesurer la qualité de la mobilisation électorale des ouvriers pour peser sur les choix stratégiques des partis de gauche. Démêler ces deux usages est primordial pour comprendre les différentes manières de concevoir le vote des ouvriers et les présupposés normatifs qui les gouvernent.

Un objectif général : comprendre le changement électoral

Bien qu'elle se concentre sur les évolutions du vote des ouvriers, cette thèse porte, de manière plus générale, sur le changement électoral dans les démocraties industrialisées. Au fond, elle cherche à montrer que l'analyse des mutations du vote des ouvriers peut permettre de progresser dans la compréhension des transformations du paysage politique des sociétés occidentales. En ce sens, elle constitue d'abord un travail d'analyse électorale, et comme tout travail de ce type, elle engage une conception implicite des électorats partisans, de la stabilité électorale et de l'opposition gauche/droite. Il est préférable de préciser ces trois éléments dès maintenant afin de ne pas avoir à revenir dessus par la suite.

Les électorats partisans

Comme tout agrégat, la notion d'électorat est soumise au risque de la réification. Par commodité de langage autant que par inclinaison naturelle de la sociologie électorale, il est courant d'assembler les électeurs dans un collectif : l'électorat communiste, l'électorat social-démocrate ou l'électorat de droite sont autant d'énoncés qui paraissent naturels et légitimes, alors que ces ensembles sont fondamentalement hétérogènes. Dans ce travail, les électorats partisans sont conçus comme des coalitions de plusieurs groupes sociaux. Cette conception a deux forces : elle tient compte du fait qu'un parti peut cibler différents groupes sociaux pour conquérir le pouvoir, mais elle intègre aussi le fait que ces groupes n'ont pas nécessairement le même lien avec le parti selon les raisons qui les ont poussés à rallier sa coalition.

La notion d'électorat est également soumise au risque de l'intemporalité. Souvent, les électorats sont assimilés à des agents dormants qu'il suffirait de réveiller avant les élections, à des armées constituées qu'il suffirait de mobiliser. Or le fait que la majorité des citoyens ne s'intéresse que peu ou pas du tout à la politique (et dans bien des cas ne se souvient pas de ses votes passés) invalide cette conception. De fait, les électorats n'existent pas en dehors des

élections. L'affirmation peut paraître caricaturale, mais c'est bien la question particulière posée par chaque scrutin aux citoyens qui produit les électors¹. De la sorte, les partis reconstituent leur électors lors de chaque élection en fonction de la qualité de leurs candidats, des enjeux débattus au cours de la campagne et des préférences de long terme des citoyens.

Au final, l'électors d'un parti politique n'a pas de contours fixes. Au contraire, il peut être décrit comme un ensemble de cercles concentriques qui se distinguent selon l'intensité et la durée des relations qui lient les différents groupes sociaux au parti. Au cœur de ces cercles figurent les électeurs les plus fidèles, ceux qui constituent le « noyau électors » du parti². De ce point de vue, les ouvriers occupent une place particulière dans l'électors des partis issus de la tradition socialiste : ils sont à l'origine du parti et forment son noyau historique.

La stabilité électors

L'affirmation peut là encore paraître brutale, sinon caricaturale, mais elle s'impose à la réflexion : la stabilité électors n'existe pas. A sa façon, chaque élection est un moment unique, avec son contexte économique et social, son offre électors et son enjeu de pouvoir. Le corps électors lui-même est un ensemble en perpétuel mouvement, entre les arrivées à la majorité électors, les décès, les migrations et les privations de droits civiques. De la sorte, le changement électors ne doit pas surprendre : chaque élection pose une question originale à un corps électors différent, de sorte que la réponse a toujours quelque chose d'inédit.

Pour autant, l'idée de stabilité ne doit pas être écartée. Certes elle est une construction du chercheur, qui tente inlassablement de la débusquer pour sortir de l'impression inévitable d'instabilité. Mais les élections ne sont pas que changement. Tous les paramètres ne sont pas systématiquement remis en cause entre deux scrutins. Le corps électors n'est pas renouvelé entièrement et ses préférences de long terme ne changent pas radicalement compte tenu des mécanismes de transmission intergénérationnelle. De même, les enjeux à l'agenda et l'offre électors présentent des éléments de continuité. Il n'en reste pas moins que c'est la recherche de la stabilité électors, et non du changement, qui doit toujours être considérée comme non évidente. Avec une conséquence importante : avant toute discussion du changement, il est nécessaire de comprendre en quoi il existait auparavant de la stabilité.

L'opposition gauche-droite

Dans une approche fonctionnaliste, l'opposition gauche-droite est conçue comme une contrainte structurelle de la vie politique, un principe organisateur dont les fondements sont périodiquement redéfinis par la lutte entre les élites partisans pour imposer leur agenda. La

1 Cette conception des électors partisans est inspirée de MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorsales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 17-18.

2 Sur la notion de noyau électors, on peut se reporter à LINDON Denis, WEILL Pierre, *Le choix d'un député. Un modèle explicatif du comportement électorsal*, Paris, Editions de Minuit, 1974, p. 104-105.

gauche et la droite ne sont donc pas deux univers idéologiques au contenu fixe et immuable, mais des notions contingentes qui dépendent des clivages et des enjeux qui structurent la vie politique d'un pays à un moment donné. La lutte pour le pouvoir pousse à un affrontement dualiste entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. Cette compétition crée les conditions nécessaires à l'établissement d'un terrain commun sur lequel les principaux partis s'affrontent en s'adressant au même corps électoral, avec un travail d'articulation et de hiérarchisation des enjeux qui a pour effet de comprimer les différentes dimensions de conflit en une seule : la dimension gauche-droite. Cela ne signifie pas que tous les conflits politiques participent à l'opposition gauche-droite, mais simplement que le travail des élites partisans est de réduire les oppositions multiformes en une opposition duale qui permet à l'électeur de se repérer et de faire un choix entre différentes options de gouvernement.

La démarche empirique

Le dispositif d'enquête de cette thèse est la synthèse d'un long parcours de recherche. Il croise plusieurs influences théoriques et empiriques, qui se sont mutuellement enrichies au fil du temps et des collaborations. Le choix le plus important fut celui de la comparaison. Les cas de la France et de l'Allemagne ne s'imposaient pas *a priori*, mais ils disposaient de deux atouts importants. D'une part, il s'agit des deux plus grands pays d'Europe, deux pays dont la sphère d'influence, notamment en ce qui concerne le mouvement ouvrier, déborde assez largement leurs frontières au Nord et au Sud. D'autre part, il s'agit de deux cas relativement peu étudiés dans une littérature très anglo-saxonne¹. Par ailleurs, la France et l'Allemagne se caractérisent par des configurations originales qui offrent un bon terrain pour avancer dans l'analyse des relations entre les évolutions du vote des ouvriers, le changement électoral, et les transformations des systèmes partisans : la présence d'un Parti communiste et l'héritage d'une droite gaulliste en France, l'absence de percée d'une extrême droite anti-immigration et l'existence d'un parti chrétien-démocrate en Allemagne. Enfin, l'analyse du cas allemand permet d'apprécier les conséquences de la réunification, avec des ouvriers qui ont connu le « socialisme réel ».

Une approche comparative

Le choix d'une approche comparative soulève plusieurs enjeux. Le premier concerne la comparabilité des catégories d'analyse, et notamment de la catégorie « ouvriers ». Dans les deux pays, les nomenclatures socioprofessionnelles usuelles sont le produit de luttes sociales entre les groupes sociaux pour obtenir une reconnaissance de leur existence. Dans les deux pays, ces classifications sont marquées par les conditions historiques de leur réalisation, par

1 Le cas de la Grande-Bretagne, où a été forgé le concept de vote de classe, est d'ailleurs utilisé comme contrepoint lors des développements théoriques.

des oublis et par des approximations. Mais dans les deux pays, elles distinguent les ouvriers des autres groupes sociaux, rappelant l’empreinte qu’a laissée la sociologie marxiste dans les différentes représentations du monde social¹.

La démarche comparative est un aller-retour permanent entre les cas étudiés. Elle vise à identifier des logiques communes et des grandes variations en fixant un certain nombre de paramètres. De ce point de vue, la France et l’Allemagne sont deux pays assez proches quant aux processus économiques et politiques de long terme, et en même temps des pays avec des divergences assez marquées quant au timing et au tempo des dynamiques de modernisation. S’agissant du développement historique du mouvement ouvrier, ils s’opposent par le rythme de l’industrialisation, par la force du syndicalisme et par la prégnance du communisme, mais se ressemblent par la formation de partis ouvriers et par l’articulation de conflits religieux au clivage de classe. Pour la période récente, les principales similitudes sont liées à la montée en puissance des activités tertiaires au détriment des activités industrielles, à l’avènement du néolibéralisme économique et à l’arrivée d’une main d’œuvre originaire d’Afrique du Nord ou de Turquie, alors que les principales variations proviennent du timing des passages de la gauche au pouvoir, de la percée d’un parti d’extrême droite en France et des conséquences de la réunification allemande. Car une comparaison entre la France et l’Allemagne est en fait une comparaison entre trois pays tant les différences entre les structures de la compétition politique dans les anciens *Länder* et les nouveaux *Länder* sont prononcées.

Une approche quantitative

Bien qu’il garantisse la liberté du choix des électeurs et constitue un élément essentiel pour l’expression de la démocratie, le secret du vote est un obstacle pour les chercheurs, qui doivent accepter de ne pas avoir directement accès à leur objet d’étude et sans cesse trouver des moyens pour l’approcher. De manière générale, les études électorales s’appuient sur trois sources de données : (1) les listes d’émargement et les bulletins de vote ; (2) les réponses aux enquêtes par sondage ; (3) les entretiens sociologiques approfondis. Ces sources de données ne sont pas interchangeables : elles ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients. Sauf en cas de fraude électorale, les bulletins de vote assurent une parfaite fiabilité aux données, mais ils ne permettent pas d’analyser le comportement individuel des électeurs². A l’inverse, les réponses aux enquêtes par sondage permettent d’aller à l’individu, mais elles posent des problèmes de sincérité et tendent à déraciner les électeurs des groupes et des environnements

1 Pour une comparaison systématique entre les classifications socioprofessionnelles françaises et les nomenclatures allemandes, on peut notamment se reporter à PFEUFFER Andreas, SCHULTHEIS Franz, « Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social », *Sociétés contemporaines*, 45-46, 2002.

2 Les problèmes posés par l’inférence de comportements individuels à partir de données agrégées ont été mis en évidence par ROBINSON William S., « Ecological Correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, 15 (3), 1950.

dans lesquels ils s'inscrivent¹. Enfin, les entretiens permettent d'interroger les raisonnements des électeurs, mais ils échappent à toute tentative de quantification².

Cette thèse repose sur l'utilisation conjointe de données d'enquête par sondage et de résultats électoraux. L'association de ces deux matériaux empiriques permet de quantifier les évolutions du vote des ouvriers tout en restituant les logiques contextuelles qu'elles mettent en jeu. Pour autant, la thèse ne prétend pas à l'exhaustivité et ne vise pas à expliquer le vote de *tous* les ouvriers : elle cherche d'abord à mettre en évidence des mécanismes généraux et des relations probabilistes. Les données de sondage utilisées proviennent principalement des enquêtes électorales universitaires réalisées dans les deux pays lors des élections nationales. Elles ont fait l'objet d'un important travail préparatoire pour aboutir à des fichiers cumulés permettant de travailler dans le temps long ; elles sont présentées en détail dans les annexes 1 et 2. Les fichiers de résultats électoraux pour l'Allemagne ont été fournis par le *Statistisches Bundesamt* ; ils sont décrits dans l'annexe 3. Les fichiers de résultats électoraux pour la France proviennent de l'ancienne Banque de données sociopolitiques de Grenoble pour les élections antérieures à 1993 et du Ministère de l'Intérieur pour les scrutins postérieurs à 1993 ; ils sont présentés dans l'annexe 4.

Vue d'ensemble

Dans la mesure où elle ne s'est pas construite contre une théorie ou contre un auteur, cette thèse n'a pas d'ennemi identifié. En revanche, elle s'attaque à deux mythes persistants sur le vote des ouvriers en montrant que l'électorat ouvrier n'a jamais été entièrement acquis aux partis de gauche... et qu'il ne les a pas massivement abandonnés.

Trois idées fortes : évolution des structures de clivages, renouvellement des générations et logiques d'ancrage territorial

Cette thèse défend une approche des évolutions du vote des ouvriers centrée sur la transformation des structures de clivages et sur le changement des enjeux structurant le jeu politique. Et elle montre que l'expression électorale des ouvriers dépend fondamentalement de la nature des lignes de conflit qui sont politisées par les responsables politiques.

Cette thèse insiste également sur le poids du renouvellement des générations dans les évolutions du vote des ouvriers, et plus généralement dans le changement électoral. De fait, ce ne sont pas les mêmes ouvriers qui votaient hier massivement pour les partis de gauche et qui votent aujourd'hui pour les partis de droite ou s'abstiennent.

1 SCHEUCH Erwin K., « Social Context and Individual Behavior », in DOGAN M., ROKKAN S. (dir.), *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*, Cambridge, MIT Press, 1969.

2 Ce point est crucial. L'affirmation peut paraître banale, mais les bulletins de vote se comptent. De fait, les études électorales ne peuvent faire l'économie d'une forme de décompte statistique.

Enfin, cette thèse identifie certaines logiques contextuelles structurant les évolutions du vote des ouvriers mises en évidence par les enquêtes par sondage nationales. De la sorte, elle souligne l'existence d'une dynamique locale des clivages et rappelle que tous les conflits sociaux s'articulent dans des territoires.

Plan de la thèse

Le chapitre 1 retrace les transformations des structures de la compétition politique en France et en Allemagne depuis 1945. Il présente le jeu politique comme le produit d'une lutte entre les élites partisans pour contrôler l'agenda et imposer les enjeux qui les favorisent. Il insiste sur l'importance des recompositions des deux systèmes partisans au cours des années 1980, avec la percée du Front National en France et l'échec de l'extrême droite en Allemagne, et propose ainsi un cadre général d'interprétation des évolutions du vote des ouvriers.

Le chapitre 2 discute la littérature sur le vote de classe. Il remet le concept de vote de classe en perspective, insiste sur l'appauvrissement des réflexions théoriques au profit d'un débat méthodologique et suggère d'introduire une différence entre une approche centrée sur les déterminants individuels du vote des électeurs et une approche axée sur les alignements électoraux des classes sociales. Sur cette base, il contraste quatre modèles d'analyse du vote des ouvriers et souligne l'importance du travail des partis politiques et des enjeux politisés à l'agenda dans la mobilisation électorale des ouvriers.

Le chapitre 3 dresse un tableau général des évolutions du vote des classes sociales. De la sorte, il inscrit les mutations du vote des ouvriers dans des recompositions plus larges, qui affectent l'ensemble de la structure sociale. Cependant, il démontre que la dynamique la plus importante est une forme de banalisation du vote des ouvriers, banalisation qui se manifeste par un net rapprochement avec le vote des autres classes sociales.

Le chapitre 4 se concentre sur les évolutions du vote de gauche des ouvriers et sur les puissantes logiques de désalignement qui les sous-tendent. Il montre notamment comment le renouvellement des générations a affaibli l'alignement des ouvriers sur la gauche communiste et socialiste en France et sur les sociaux-démocrates en Allemagne et propose sur cette base une analyse du développement historique du « vote de classe ouvrier » dans les deux pays.

Le chapitre 5 s'intéresse aux recompositions du vote des ouvriers depuis le milieu des années 1970. Il souligne les nombreuses différences qui existent dans les dynamiques qui ont lieu en France et en Allemagne, et insiste sur l'importance du changement des structures de la compétition politique, avec la présence ou l'absence d'une force d'extrême droite. Au final, il montre que les nouvelles spécificités du vote des ouvriers dépendent largement des enjeux qui dominent le jeu politique, et donc des clivages incorporés dans le système partisan.

Chapitre 1

Les structures de la compétition politique

Enjeux, clivages et réalignements

Toutes les sociétés modernes sont traversées par une multitude de conflits, mais seule une infime partie d'entre eux est prise en charge par les systèmes politiques. De prime abord, cette remarque introductive peut paraître relativement banale pour des analystes attentifs de la vie politique dans les démocraties représentatives. Il n'en est rien. En filigrane, elle révèle l'essence de la compétition politique : un affrontement libre et ouvert entre des partis pour la définition et la maîtrise de l'agenda gouvernemental.

La dynamique des conflits

Cette analyse des ressorts de la compétition politique en démocratie doit beaucoup à E.E. Schattschneider. Elle repose sur une observation plutôt simple : « *at the root of all politics is the universal language of conflict* »¹. Que l'on considère une campagne électorale, une grève, un débat parlementaire ou une manifestation, toutes les activités politiques véhiculent de la conflictualité. L'explication tient en quelques mots : les conflits ont une formidable capacité de diffusion. Après tout, rien ne passionne autant qu'un combat.

Ainsi, la lutte entre les partis politiques pour la conquête du pouvoir est d'abord une lutte sur le contenu de leur opposition : chacun essaie de porter le combat sur le terrain qui le favorise, sur le terrain qui peut lui permettre d'être majoritaire. Cette opération implique que les partis sélectionnent et hiérarchisent les conflits², en un mot qu'ils définissent une ligne de conflit dominante. L'enjeu est décisif : « *What happens in politics depends on the way in which people are divided into factions, parties, groups, classes, etc. The outcome of the game of politics depends on which of a multitude of possible conflicts gains the dominant position* »³. De la sorte, la principale ligne de fracture est entre ceux qui sont satisfaits par le contenu de l'affrontement

1 SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1960, p. 2.

2 « There are billions of potential conflicts in any modern society, but *only a few become significant*. The reduction of the number of conflicts is an essential part of politics. Politics deals with the domination and the subordination of conflicts ». SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *The Semisovereign People*, 1960, p. 66. Les italiques proviennent du texte original.

3 SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *The Semisovereign People*, 1960, p. 62. Le passage qui ne figure pas en italique est en italique dans le texte original.

dominant, le plus souvent parce qu'il leur permet de gagner les élections, et ceux qui essaient de le renverser, parce qu'ils jugent que d'autres combats sont plus importants ou parce qu'ils pensent qu'ils pourraient en tirer avantage¹.

La périodisation de la vie politique

Par-delà des conflits qui structurent la compétition politique, l'histoire électorale d'un pays met en scène une multitude d'acteurs, d'institutions et d'événements dont l'articulation exacte n'est pas directement intelligible à l'esprit humain. Pour réduire cette complexité, des formes de périodisation sont utiles. Dans ce chapitre, deux théories visant à séquencer la vie politique des démocraties représentatives sont mobilisées : la théorie des réalignements et la théorie des clivages. Elles permettent d'identifier des phases de changement et des phases de stabilité dans l'histoire politique de la France et de l'Allemagne, puis de décrire, de manière simplifiée, les différentes périodes qui se sont succédé dans les deux pays².

Ces deux théories mobilisent des notions caractéristiques du « néo-institutionnalisme historique ». Elles s'appuient notamment sur les idées de « *critical junctures* », de bifurcations et d'équilibres ponctuels pour rendre compte de l'influence du *timing* dans le développement, la cristallisation et le changement des principales structures de la compétition politique dans les démocraties représentatives. De manière générale, elles considèrent que le *temps* n'est pas une variable comme les autres car il s'écoule toujours dans la même direction (la « flèche du temps »). En d'autres termes, elles reposent sur l'hypothèse que des événements semblables peuvent revêtir une importance singulière s'ils interviennent dans certaines circonstances, et rester insignifiants s'ils interviennent dans d'autres circonstances³.

En fait, ces deux théories se distinguent essentiellement par leur portée : la théorie des clivages est pertinente pour comprendre des dynamiques de long terme, alors que la théorie des réalignements s'inscrit dans un temps moyen (ou intermédiaire), entre le temps court et le temps long⁴. Et en cela, elles sont parfaitement complémentaires.

-
- 1 L'imposition d'une nouvelle ligne de conflit n'est pas la seule option pour modifier des rapports de force électoraux : une autre possibilité consiste à déplacer la ligne de conflit en jouant sur sa portée (« *the scope of the conflict* »), c'est-à-dire sur son échelle ou son étendue.
 - 2 Sur ces deux dimensions des théories de la périodisation (une stratégie intellectuelle qui permet d'identifier des moments de changement, et un résultat substantiel qui permet de décrire et de caractériser les différentes phases de la vie politique d'un pays), on peut notamment lire SHAFER Byron E., « Orders and Eras in American Politics », *Polity*, 37 (4), 2005.
 - 3 L'idée selon laquelle le *timing* compte (« *timing matters* ») a été développée et systématisée par P. Pierson. PIERSON Paul, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, 94 (2), 2000. PIERSON Paul, *Politics in Time: History, Institutions, and Social Analysis*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
 - 4 Pour cette distinction entre les évolutions électorales de long terme (niveau I), de moyen terme (niveau II) et de court terme (niveau III), ainsi que pour leur utilisation pour préciser la zone de validité de la théorie des réalignements et de la théorie des clivages, on doit lire MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 85-86 et 422-424.

1.1. Conflits, électeurs et partis

Par analogie avec le fonctionnement des marchés économiques, une élection peut être conçue comme la rencontre entre l'offre des partis politiques et de la demande des électeurs. Cette manière de voir les choses est souvent utile, dans la mesure où elle conduit à interroger l'adéquation entre les aspirations de l'électorat et la réponse du système politique. Toutefois, elle peut parfois être réductrice, en ignorant notamment l'impact des règles qui organisent la compétition politique. Mais surtout, elle est incomplète : elle omet que l'offre des partis et la demande des électeurs sont filtrées par la question particulière que le scrutin pose au corps électoral. Or cette dimension est fondamentale : le niveau de pouvoir en jeu, et plus encore les conflits qui animent la lutte pour le pouvoir, pèsent fortement sur la nature et l'intensité des liens qui se forment entre les électeurs et les partis politiques.

1.1.1. Clivages et enjeux

Tous les conflits façonnant la compétition politique dans les démocraties modernes ne sont pas de même nature. Certains sont superficiels, d'autres sont profonds. Certains sont le produit de problèmes concrets, d'autres engagent des questions plus générales. Certains sont éphémères, d'autres s'inscrivent dans la durée. Les exemples ne manquent pas et la science politique abonde de notions permettant de décrire et de caractériser ces différentes formes de conflictualité. Pour autant, leur usage est souvent fluctuant, engendrant des malentendus, de la confusion, et parfois même des contradictions.

Clivages et divisions

La notion de « clivage » fait indiscutablement référence aux lignes de fracture les plus profondes. Historiquement associée aux travaux de S.M. Lipset et S. Rokkan sur la formation et le développement des systèmes partisans en Europe occidentale, elle a longtemps souffert de l'absence d'une définition précise¹. Ce problème a toutefois été levé au début des années 1990, S. Bartolini et P. Mair proposant de réserver le terme aux lignes de conflit associant un « élément empirique » (une réalité sociale), un « élément normatif » (un ensemble de valeurs)

1 S.M. Lipset et S. Rokkan suggèrent simplement que la notion renvoie aux rares conflits qui sont incorporés par les systèmes politiques au point de pouvoir donner naissance à des partis. De la sorte, ils insistent sur le caractère exceptionnel, sinon extraordinaire, des clivages qu'ils mettent en évidence. « Conflicts and controversies can arise out of a great variety of relationships in the social structure but only a few of these tend to polarize the politics of any given system ». LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967, p. 6.

et un « élément organisationnel/comportemental » (une expression institutionnelle)¹. De nos jours largement acceptée dans la littérature, cette définition a déplacé les discussions vers la caractérisation des lignes de conflits qui ne comprennent qu'un seul de ces trois éléments, ou en combinent deux, et ainsi donné naissance à la notion de « division ».

Les clivages

La notion de « clivage » a toujours été accompagnée par un certain flou sémantique. L'ambiguïté renvoie largement au sens intuitif du terme (un conflit profond et durable entre des groupes sociaux), qui peut conduire des auteurs peu précautionneux à l'utiliser de façon générique pour toutes les formes d'oppositions. Mais elle tient aussi aux nombreux adjectifs qualificatifs qui peuvent lui être adjoints, et qui engendrent de la confusion. Car en suivant avec rigueur la définition de S. Bartolini et P. Mair, la notion se suffit à elle-même : parler de clivages culturels, de clivages économiques, de clivages politiques ou de clivages sociaux ne fait pas sens². La notion fait simplement référence à un type particulier de conflit, qui engage simultanément une dimension sociale, une dimension culturelle et une dimension politique. Et à moins de lui dénier toute portée analytique, il est contre-productif d'aller plus loin³.

De la sorte, les clivages ne sont jamais exclusivement économiques, ou exclusivement culturels : ils associent nécessairement un aspect socio-économique fondé sur une opposition d'intérêts entre des groupes sociaux, et un aspect culturel basé sur des conflits de valeurs. Ils peuvent toutefois avoir une dominante, à l'image des quatre clivages décrits par S.M. Lipset et S. Rokkan. Ainsi, le clivage de classe est d'abord un conflit d'ordre économique consécutif à la propriété privée des moyens de production, bien qu'il s'appuie aussi sur la construction d'une identité ouvrière autour du rôle messianique du prolétariat dans le renversement du système capitaliste. De même, le clivage religieux est d'abord un conflit d'ordre culturel sur la définition des normes régissant la vie en communauté, dont témoigne le combat acharné pour le contrôle de l'instruction des masses populaires, même s'il implique aussi des enjeux matériels non négligeables, notamment le financement des activités religieuses.

Les clivages sont autant de lignes de fracture en concurrence pour structurer l'espace de la compétition politique dans les démocraties représentatives. Pour autant, ils ne sont pas nécessairement opposés, et peuvent même parfois se recouper. Si les clivages se superposent

-
- 1 BARTOLINI Stefano, MAIR Peter, *Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 216-225.
 - 2 Ce problème du « bagage sémantique » avait déjà été souligné par ZUCKERMAN Alan, « Political Cleavage: A Conceptual and Theoretical Analysis », *British Journal of Political Science*, 5 (2), 1975.
 - 3 Sur ce point, on peut lire MAIR Peter, « Cleavages », in KATZ R.S., CROTTY W. (dir.), *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage, 2006, p. 373. Toutefois, cette position ne fait pas consensus dans la littérature. Ainsi, pour K. Deegan-Krause, le terme a été tellement galvaudé qu'il est désormais préférable d'utiliser l'expression « *full cleavage* » pour désigner un clivage au sens de S. Bartolini et P. Mair. DEEGAN-KRAUSE Kevin, « New Dimensions of Political Cleavage », in DALTON R.J., KLINGEMANN H.-D. (dir.), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 540.

(« *overlapping cleavages* »), la compétition s'exerce sur une seule dimension. En revanche, s'ils s'entrecroisent (« *cross-cutting cleavages* »), la compétition peut devenir multidimensionnelle. Toutefois, cet état est généralement transitoire : sur le long terme, la dynamique dualiste des démocraties représentatives tend à réduire cette complexité en articulant les clivages sur un seul axe de compétition mêlant une dimension économique et une dimension culturelle.

Les divisions

Les clivages ne sont pas des conflits comme les autres. Parce qu'ils forment des lignes de fracture totales, qui mettent en jeu une réalité sociale, un ensemble de valeurs partagées et des dynamiques de mobilisation, les clivages peuvent structurer durablement l'espace de la compétition politique, et parfois même donner naissance à des partis. Cependant, la plupart des conflits ne réunit pas simultanément ces trois éléments. La notion de « division » permet de décrire ces conflits qui ne sont pas des clivages : les divisions simples reposent sur un seul élément constitutif d'un clivage, les divisions composées sur deux¹.

Parmi les divisions composées, les divisions politiques sont les plus importantes pour analyser les structures de la compétition politique dans les démocraties représentatives. Bien qu'elles ne s'appuient pas sur des groupes sociaux spécifiques, et se contentent d'associer un élément normatif et un élément organisationnel, elles peuvent également donner naissance à des partis politiques. L'émergence des partis communistes, que S.M. Lipset et S. Rokkan ont paru hésiter à associer à un clivage issu de la révolution russe², correspond parfaitement à ce type de division : les partis socialistes se scindent sur la question du ralliement à la Troisième Internationale, mais leur conflit normatif n'a pas d'ancrage social, communistes et socialistes continuant à se présenter comme les défenseurs de la « classe ouvrière ».

Bien qu'ils ne soient pas à proprement parler des divisions politiques, dans la mesure où ils n'engagent pas véritablement de conflit, les paradigmes peuvent jouer un rôle similaire dans la structuration des systèmes de partis. Ils correspondent à un ensemble de croyances et de valeurs constituant, à un moment donné, le mode de pensée dominant parmi les élites. De fait, ils peuvent être remis en cause ou susciter des affrontements, mais ils entraînent alors la marginalisation des contestataires, au motif qu'ils ne respectent pas la norme en place. Ainsi, en Allemagne, les partis qui refusent le paradigme démocratique établi aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale peuvent être interdits par la Cour Constitutionnelle.

1 BARTOLINI Stefano, « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 32. Dans le même esprit, K. Deegan-Krause distingue les « différences », qui mettent en jeu un seul élément constitutif d'un clivage, et les « divisions », qui en associent deux. DEEGAN-KRAUSE Kevin, « New Dimensions of Political Cleavage », in DALTON R.J., KLINGEMANN H.-D. (dir.), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, 2007, p. 540-542.

2 Finalement, ils rejettent l'idée d'un nouveau clivage. « The Russian Revolution did not generate new cleavages but simply accentuated long-established lines of division within the working-class elite ». LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 48.

Les enjeux

Les grandes lignes de fracture structurant l'opposition entre les partis politiques dans les démocraties représentatives ne s'expriment pas en tant que telles dans l'arène électorale. Elles sont médiatisées par un ensemble de problèmes concrets, sur lesquels les partis peuvent formuler des propositions de politiques publiques : les enjeux.

La classification des enjeux

Tous les enjeux ne sont pas de même nature. D'emblée, ils doivent être distingués en fonction de leur niveau d'action : certains influencent le vote d'un grand nombre d'électeurs mais ne pèsent presque pas sur les rapports de force électoraux, alors que d'autres polarisent un nombre réduit d'électeurs mais peuvent décider de l'issue d'un scrutin. Toutefois, dans la littérature scientifique, les enjeux sont d'abord caractérisés par leur capacité à structurer et à orienter le comportement des électeurs. De ce point de vue, deux oppositions ont été établies, l'une entre « *position-issues* » et « *valence-issues* »¹, l'autre entre « *hard issues* » et « *easy issues* »².

Historiquement associée au nom de D.E. Stokes, la distinction entre « *position-issues* » et « *valence-issues* » résulte initialement d'une remise en cause des fondements théoriques des modèles spatiaux du vote, et notamment du modèle développé par A. Downs. Alors que ce dernier postule que les électeurs votent pour le parti dont les positions sont les plus proches des leurs, D.E. Stokes montre que ce n'est pas toujours le cas dans la mesure où sur certains enjeux, ceux dont l'objectif à atteindre fait consensus dans une large partie de l'électorat, les partis n'endossent pas des positions différentes. Ces enjeux sont des enjeux consensuels, des enjeux sur lesquels les partis sont en fait jugés sur leur performance, qu'elle soit effective ou supposée. Et par contraste, les enjeux sur lesquels les partis s'affrontent sur l'objectif même à atteindre en formulant des alternatives clairement définies sont des enjeux conflictuels, des enjeux sur lesquels les partis sont directement jugés sur leur position.

Le fait que les partis partagent la même position sur les enjeux consensuels ne signifie pas que ces enjeux ne peuvent pas structurer la compétition politique, bien au contraire : un enjeu consensuel suscite également des affrontements, tant sur les moyens à mettre en œuvre que sur l'importance à lui accorder dans l'action gouvernementale³. Toutefois, le conflit est de fait circonscrit par l'existence d'un accord sur l'objectif final, de sorte que les électeurs ont plus de chances de se polariser sur un enjeu conflictuel que sur un enjeu consensuel.

1 STOKES Donald E., « Spatial Models of Party Competition », *American Political Science Review*, 57 (2), 1963.

2 CARMINES Edward G., STIMSON James A., « The Two Faces of Issue Voting », *American Political Science Review*, 74 (1), 1980.

3 Cette dimension a fait l'objet de recherches quantitatives intensives sur la base des programmes des partis ; elle est désormais décrite par la notion de « saillance ». Dans le cadre de ces travaux a également été développée la notion de « *proprietary issue* » pour rendre compte des enjeux qui ne sont traités que par un seul parti. Ce troisième type d'enjeu n'est pas abordé ici : de fait, il ne suscite pas d'affrontement et ne peut donc structurer la compétition politique.

Bien que ce ne soit pas sa vocation initiale¹, la distinction entre « *hard issues* » et « *easy issues* » proposée par E.G. Carmines et J.A. Stimson permet également d'expliquer pourquoi certains enjeux divisent fortement les électeurs alors que d'autres restent marginaux. Dans ce cadre, une traduction littérale des deux notions peut toutefois être trompeuse : elles ne font pas référence aux difficultés que rencontrent les responsables politiques dans leur traitement d'un enjeu, mais à la complexité de cet enjeu aux yeux des électeurs. Ainsi, des « *easy issues* » sont des enjeux faciles à comprendre pour les électeurs, parce qu'ils sont symboliques plutôt que techniques, parce qu'ils renvoient aux objectifs des politiques publiques plutôt qu'à leurs moyens concrets, et parce qu'ils restent suffisamment longtemps à l'agenda². En revanche, les « *hard issues* » sont des enjeux difficiles à investir pour les électeurs, essentiellement parce qu'ils sont éloignés de leurs préoccupations quotidiennes. Et de fait, un enjeu a d'autant plus de chances de polariser qu'il est facile à comprendre et proche des problèmes des électeurs³.

La dynamique des enjeux

Les enjeux ne sont pas des problèmes éternels sur lesquels les électeurs sont amenés à se prononcer lors de chaque scrutin. A l'exception des référendums, les électeurs choisissent d'abord des candidats ou des partis, qui sélectionnent et hiérarchisent les enjeux sur lesquels ils s'affrontent. De la sorte, un enjeu doit nécessairement remplir trois conditions pour avoir de l'impact sur le comportement d'un électeur⁴ : (1) il doit être connu de l'électeur ; (2) il doit provoquer une réaction chez l'électeur ; (3) l'électeur doit avoir le sentiment qu'un candidat ou un parti défend une position proche de la sienne.

A priori, ces trois conditions permettent seulement de comprendre comment un enjeu devient pertinent pour un électeur. Toutefois, elles peuvent être généralisées à l'ensemble de l'électorat pour déterminer les critères qu'un enjeu doit satisfaire pour affecter les équilibres électoraux : (1) il doit impliquer un nombre élevé d'électeurs ; (2) il doit susciter des réactions tranchées dans l'électorat ; (3) il doit diviser les partis⁵. Peu d'enjeux réunissent durablement ces trois propriétés. Dans la mesure où ils polarisent plus nettement les électeurs et les partis que les enjeux consensuels les enjeux conflictuels sont les mieux placés. Mais parmi ceux-ci, une catégorie se détache : les enjeux adossés à des clivages.

1 Cette distinction est née de la remise en cause des travaux inférant une sophistication croissante des citoyens à partir de la montée du « vote sur enjeu ». En contrastant les électeurs ayant voté sur l'enjeu de la déségrégation (un « *easy issue* ») et ceux ayant voté sur l'enjeu du Vietnam (un « *hard issue* ») en 1972, E.G. Carmines et J.A. Stimson montrent que seuls les « *hard-issue voters* » sont plus sophistiqués que les électeurs qui ne votent pas en fonction d'un enjeu particulier.

2 CARMINES Edward G., STIMSON James A., « The Two Faces of Issue Voting », *American Political Science Review*, 1980, p. 80.

3 De ce point de vue, les expressions « enjeux proches » et « enjeux éloignés » permettent d'éviter toute confusion. MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 40-41.

4 CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, New York, John Wiley, 1960, p. 169-170.

5 BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*, Londres, Macmillan, 1969, p. 187-189.

Les clivages ne se manifestent jamais de manière directe dans le débat public : ils font référence à des lignes de fracture très générales, qui ne peuvent être prises immédiatement en charge dans l'arène électorale. De fait, les clivages sont activés et agencés par un ensemble d'enjeux qui leur donnent un contenu précis¹. Ces enjeux ne sont pas des enjeux comme les autres : ce sont nécessairement des enjeux de position, dans la mesure où les clivages vont de pair avec des affrontements intenses sur des objectifs politiques à réaliser². Mais ce n'est pas leur seule propriété. Parce qu'ils mettent en forme des divisions particulièrement profondes au sein des sociétés modernes, ils jouent un rôle crucial dans la constitution des alignements électoraux. Et parce qu'ils ne se résolvent pas facilement, ils restent longtemps à l'agenda et participent à la stabilité des rapports de force électoraux.

1.1.2. Alignements, désalignements et réalalignements électoraux

Bien que le vote soit fondamentalement un acte individuel, les études électorales font constamment référence à des groupes ou à des appartenances de groupe pour comprendre le comportement des électeurs : les citoyens sont beaucoup trop nombreux pour que leur choix puisse être analysé sans qu'ils ne soient, d'une manière ou d'une autre, regroupés en un petit nombre de catégories³. Souvent, le mouvement est initié par les partis politiques eux-mêmes, qui focalisent leur discours sur des segments de l'électorat qu'ils jugent stratégiques. Dans ce cadre, les notions d'alignement, de désalignement et de réalignement électoral permettent de décrire les régularités et les discontinuités dans le comportement des groupes sociaux.

Les alignements électoraux

La notion d'alignement électoral fait référence à une forme de stabilité : on parle d'un alignement électoral dès lors qu'un groupe social se prononce régulièrement en faveur d'un parti ou d'une tendance politique, et ceci de manière nettement supérieure à la moyenne de l'électorat. Cette notion est purement descriptive : (1) elle implique des groupes sociaux mais elle ne suppose pas qu'ils soient définis *a priori* ; (2) elle ne rend pas compte des motivations

-
- 1 Dans ce cadre, la distinction entre « vote sur clivage » et « vote sur enjeu » ne fait pas sens. Du moins, elle implique d'être mieux spécifiée, afin de décrire plus clairement la réalité empirique à laquelle elle fait référence. Car les enjeux du « vote sur enjeu » sont généralement des enjeux consensuels de court terme donnant lieu à un jugement rétrospectif sur l'action des sortants, alors que les enjeux du « vote sur clivage » sont des enjeux conflictuels adossés à un clivage.
 - 2 Cet aspect n'est pas explicite dans la définition des clivages de S. Bartolini et P. Mair, mais il en découle : par leur dimension normative, les clivages portent des visions du monde opposées.
 - 3 « Popular and scholarly writing about parties and elections invariably talk about groups, as a matter of sheer necessity. The behavior of individuals cannot be analyzed or discussed until they are grouped in some manner; there are just too many of them ». SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System: Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*, Washington D.C, The Brookings Institution, édition révisée, 1983, p. 38-39.

qui conduisent les membres d'un groupe social à favoriser durablement un parti. De la sorte, la notion d'alignement électoral ne décrit pas les mêmes phénomènes que le concept de vote de classe. Si le « vote de classe ouvrier » pour les partis de gauche peut être considéré comme un alignement électoral, il ne peut s'y réduire : il engage plus largement des inégalités socio-économiques que des partis politisent dans l'arène électorale. Et de manière symétrique, un alignement des ouvriers sur un parti ne correspond pas nécessairement à un vote de classe : ses ressorts peuvent être déconnectés du clivage de classe.

La mesure des alignements électoraux

La question des alignements électoraux ne se conçoit pas de la même façon au niveau des individus et au niveau des groupes sociaux¹. Pour les électeurs, la décision de voter pour un parti est un choix binaire. Il est donc facile de savoir s'ils sont alignés ou non sur un parti : soit ils se prononcent régulièrement en sa faveur, soit ils ne le font pas. En revanche, pour un groupe social, c'est une question de degré. Et les enjeux sont, d'un coup, plus complexes.

De fait, l'alignement électoral d'un groupe social sur un parti politique ne signifie pas que ce sont toujours les mêmes électeurs qui portent la dynamique : les membres du groupe ne sont pas nécessairement eux-mêmes alignés sur le parti en question. Entre deux élections, certains rejoignent la coalition électorale, d'autres la quittent, et l'alignement ne se maintient que si les chassés-croisés se compensent. A l'inverse, l'alignement électoral d'un groupe peut se transformer profondément sans qu'aucun de ses membres ne change de préférence ; pour cela, il suffit que la composition du groupe social évolue.

De manière générale, deux éléments doivent être pris en compte pour mesurer le vote d'un groupe social : son niveau et sa spécificité. Le critère du niveau ne pose aucun problème particulier, sinon qu'il ne faut pas oublier qu'un alignement électoral est d'abord question de degré : lorsque 80 % d'un groupe social se prononce déjà pour un parti, il est difficile de faire mieux. En revanche, le critère de la spécificité soulève deux enjeux importants : il suppose de choisir une catégorie de référence et de déterminer un indicateur statistique. De prime abord, trois catégories de référence peuvent être envisagées : un autre groupe social, l'ensemble des autres groupes sociaux ou l'ensemble de l'électorat. Pour garantir la neutralité et l'objectivité de la mesure, l'ensemble de l'électorat est préférable : il n'impose aucune lecture particulière de la société et n'engage donc pas d'oppositions *a priori* entre certains groupes sociaux. Dans ce cadre, trois indicateurs peuvent être calculés : l'écart à la moyenne, l'indice d'originalité et l'*odds ratio*². En raison de sa supériorité statistique, l'*odds ratio* doit être privilégié.

1 « Unlike an individual, the decision of a group to support a party is not a yes-no decision but a matter of degree ». MCMICHAEL Lawrence G., TRILLING Richard J., « The Structure and Meaning of Critical Realignment: The Case of Pennsylvania », in CAMPBELL B.A., TRILLING R.J. (dir.), *Realignment in American Politics: Toward a Theory*, Austin, University of Texas Press, 1980, p. 44.

2 L'écart à la moyenne est obtenu par simple soustraction, l'indice d'originalité par division. Ces deux indicateurs ont un avantage évident : leur interprétation est intuitive. Toutefois, ils posent des problèmes statistiques auxquels l'*odds ratio* n'est pas confronté.

La formation et le développement des alignements électoraux

Les alignements électoraux sont des phénomènes complexes, dont le développement et l'institutionnalisation prennent du temps. La remarque peut sembler de bon sens, mais elle mérite d'être rappelée : un phénomène durable s'appuie nécessairement sur des dynamiques s'inscrivant dans le temps long. De la sorte, s'ils peuvent se former de manière brutale quand ils engagent des forces de court terme très puissantes, les alignements électoraux ne peuvent se maintenir que s'ils sont ensuite portés par des forces de long terme.

P.E. Converse est le premier à avoir formulé une théorie permettant de comprendre le développement des alignements électoraux¹. Son modèle est extrêmement parcimonieux : il associe un mécanisme de socialisation individuelle (« *individual learning* ») et un mécanisme de transmission intergénérationnelle (« *intergenerational transmission* »)². Son point de départ est une observation relativement simple résultant des conclusions de l'école du Michigan sur la dynamique de l'identification partisane : le comportement des électeurs tend à se stabiliser au fur et à mesure qu'ils s'impliquent dans le processus électoral. Sur cette base, les électeurs les plus prompts à porter un nouvel alignement électoral sont ceux dont les préférences ne sont pas encore cristallisées, soit parce qu'ils viennent seulement d'acquérir le droit de vote, soit parce qu'ils n'ont jamais participé de manière régulière aux élections : par la faiblesse de leurs attaches partisans, ils sont particulièrement réactifs face aux événements qui peuvent influencer leur socialisation politique. Toutefois, ce mécanisme ne garantit pas la persistance de cet alignement ; au contraire, le renouvellement démographique tend à l'affaiblir. C'est la raison pour laquelle un second mécanisme doit intervenir, par lequel les électeurs à l'origine d'un alignement le transmettent à leurs enfants : ainsi, quand ces derniers font leur entrée au sein du corps électoral, ils ont déjà de fortes attaches partisans qui contribuent à pérenniser l'alignement électoral du groupe social.

Ce schéma général a été revu et corrigé par R. Inglehart et A. Hochstein³. Comparant les évolutions de l'identification partisane en France et aux Etats-Unis dans les années 1960, ils montrent que des « crises », c'est-à-dire des situations où les enjeux à l'agenda évoluent et suscitent des réactions très intenses de l'électorat, peuvent accélérer, retarder ou empêcher le développement des alignements électoraux. Lorsqu'aucune « crise » n'intervient, le schéma décrit par P.E. Converse suffit à rendre compte de la dynamique des alignements électoraux. En revanche, dès qu'un événement inattendu survient, comme le retour du général de Gaulle au pouvoir en France en 1958, le processus est profondément altéré.

-
- 1 CONVERSE Philip E., « Of Time and Partisan Stability », *Comparative Political Studies*, 2 (2), 1969. Pour une mise en perspective générale de la dynamique des alignements électoraux, CARMINES Edward G., « The Logic of Party Alignments », *Journal of Theoretical Politics*, 3 (1), 1991.
 - 2 En fait, le modèle de P.E. Converse met également en jeu deux « mécanismes secondaires » : un phénomène de résistance, qui fait référence au déclin de la réactivité des électeurs avec l'âge, et un processus d'oubli, qui rend compte des éventuelles suspensions du processus démocratique. CONVERSE Philip E., « Of Time and Partisan Stability », *Comparative Political Studies*, 1969, p. 148.
 - 3 INGLEHART Ronald, HOCHSTEIN Avram, « Alignment and Dealignment of the Electorate in France and the United States », *Comparative Political Studies*, 5 (3), 1972.

Le changement des alignements électoraux

Les alignements électoraux ne sont pas des phénomènes gravés dans le marbre. Bien qu'ils fassent référence à des éléments de stabilité dans le paysage politique des démocraties représentatives, ils peuvent connaître d'importantes fluctuations quand ils sont affectés par de puissantes forces de court terme, notamment du côté de l'offre électorale. Mais au-delà de ces déviations temporaires, qui ne dépassent jamais le temps d'une élection, ils peuvent aussi subir des évolutions durables. Et dans ce cas, on oppose généralement deux grands types de changement : les réalignements et les désalignements¹.

La forme du changement

En dépit de leur popularité, les notions de réalignement et de désalignement électoral véhiculent un certain nombre de malentendus. Au fond, un seul point fait consensus dans la littérature : elles désignent un changement durable des alignements électoraux. Pour le reste, l'incertitude domine. La plupart du temps, le critère du rythme est utilisé pour distinguer les deux notions : les réalignements électoraux seraient des évolutions rapides et brutales, tandis que les désalignements électoraux seraient des évolutions lentes et progressives². En fait, ces deux dynamiques diffèrent d'abord par leur issue : un réalignement renvoie au passage d'un alignement à un autre, alors qu'un désalignement décrit l'affaiblissement d'un alignement et correspond à la perte de spécificité du vote d'un groupe social.

Dès lors, un réalignement électoral peut aussi bien être brutal (« *critical realignment* ») que progressif (« *secular realignment* »)³, selon la nature des forces qui le portent. De manière schématique, un réalignement résulte soit d'un changement dans les enjeux qui dominent la compétition politique, soit d'un changement dans la morphologie des groupes sociaux. Dans le second cas, il a toutes les chances d'être progressif car il est le produit de processus de long terme, qu'il s'agisse de transformations socio-économiques, de dynamiques démographiques ou de mutations culturelles. En revanche, dans le premier cas, il est impossible de déterminer à l'avance s'il sera brutal ou progressif. Plus précisément, dans la mesure où les électeurs ne sont pas exposés de la même façon aux nouveaux enjeux, il est probable que le réalignement ait à la fois une dimension brutale et une dimension progressive.

1 Les notions de réalignement et de désalignement sont ici utilisées pour décrire les évolutions du vote d'un groupe social, mais elles peuvent aussi être mobilisées pour caractériser, de manière plus large, les grandes phases de changement électoral dans les démocraties représentatives. On parle alors de théorie du désalignement (voir chapitre 2) et de théorie des réalignements.

2 Sur ce point, on peut consulter MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 36. Cette manière d'opposer réalignements et désalignements est souvent liée à un amalgame entre les réalignements et les « *critical realignments* ». Pour un exemple caricatural, MAYHEW David R., *Electoral Realignments: A Critique of an American Genre*, New Haven, Yale University Press, 2002.

3 Les deux notions dérivent des travaux fondateurs de V.O. Key sur les évolutions électorales aux Etats-Unis. KEY V.O., « A Theory of Critical Elections », *Journal of Politics*, 17 (1), 1955. KEY V.O., « Secular Realignment and the Party System », *Journal of Politics*, 21 (2), 1959.

D'un point de vue théorique, un désalignement électoral peut lui aussi être brutal ou progressif. Cependant, dans la mesure où il renvoie généralement à des dynamiques de long terme qui affaiblissent une homogénéité de groupe, il est presque toujours progressif. Deux exceptions existent : un désalignement peut être brutal quand un parti disparaît de manière inattendue¹ ou quand un enjeu perd soudain sa pertinence dans le vote d'un groupe social². Pour autant, toutes les difficultés ne sont pas levées. Et la principale tient à l'impossibilité de distinguer, dans un premier temps, un désalignement du passage progressif d'un alignement à un autre : de fait, un « *secular realignment* » prend d'abord la forme d'un désalignement.

Le moteur du changement

Le changement d'un alignement électoral ne se définit pas seulement par sa forme ; il se caractérise également par son moteur. De ce point de vue, deux explications sont souvent opposées dans la littérature³ : (1) la conversion d'électeurs avec de fortes attaches partisans, qui changent durablement de préférence ; (2) la mobilisation d'électeurs sans fortes attaches partisans préalables, qui portent des préférences différentes de celles de leur groupe.

Dans la mesure où elle touche plusieurs partis à la fois, la conversion des électeurs est un moteur extrêmement puissant du changement des alignements électoraux. Toutefois, elle a des implications très fortes : pour que des électeurs abandonnent leurs habitudes de vote et adoptent un nouveau comportement, il est nécessaire que les questions qui comptent le plus au moment de leur choix changent. Evidemment, cela ne signifie que leurs attitudes doivent elles aussi bouger : de nouveaux enjeux peuvent simplement activer des préférences latentes des électeurs, qui ne pesaient pas dans leur vote car elles n'étaient pas mobilisées. Mais dans tous les cas, une profonde modification de l'agenda politique est indispensable.

L'hypothèse de la mobilisation insiste pour sa part sur l'importance des dynamiques démographiques : les alignements évoluent avec l'arrivée de nouveaux électeurs au sein des groupes sociaux, qu'il s'agisse d'électeurs qui étaient trop jeunes pour voter, d'électeurs qui étaient privés du droit de suffrage ou d'électeurs qui ne participaient pas encore de manière régulière aux élections. De ce point de vue, l'impact d'un élargissement du droit de vote ne

1 De manière surprenante, la mort des partis n'a jamais été l'objet de recherches systématiques, à l'exception notable de MACK Charles S., *When Political Parties Die: A Cross-National Analysis of Disalignment and Realignment*, Santa Barbara, Praeger, 2010. C.S. Mack profite d'ailleurs de cette situation pour forger un nouveau concept, le « *disalignment* », afin de décrire les changements électoraux qui résultent de la disparition d'un parti dominant.

2 Ce cas de figure a déjà été évoqué dans MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 35. Toutefois, la notion de « désalignement d'enjeu » que P. Martin introduit pour caractériser la situation n'est pas pleinement convaincante. Au fond, le phénomène qu'il met en évidence est seulement la perte de pertinence d'un enjeu aux yeux des électeurs, pas la fin de l'originalité du vote d'un groupe social. Mais il est vrai qu'une perte soudaine de signification d'un enjeu pour un groupe social peut effectivement conduire au désalignement brutal du groupe.

3 Ces explications ont été initialement confrontées pour comprendre le réalignement du *New Deal*. Sur ce débat, CAMPBELL James A., « Sources of the New Deal Realignment: The Contributions of Conversion and Mobilization to Partisan Change », *Western Political Quarterly*, 38 (3), 1985.

prête pas spécialement à discussion : les nouveaux électeurs entrent massivement au sein du corps électoral et il est probable qu'ils n'aient pas exactement les mêmes préférences que les autres membres du groupe social auquel ils appartiennent¹. En revanche, de prime abord, les effets du renouvellement des générations ne sont pas aussi évidents : dans la mesure où les jeunes électeurs ont tendance à reproduire les préférences de leurs parents, leur arrivée dans le corps électoral ne menace pas nécessairement l'alignement de leur groupe social.

A leur façon, les travaux de P.A. Beck sur les liens entre réalignements et socialisation des électeurs permettent de comprendre comment la succession des générations peut aboutir au changement d'un alignement². Amendant les analyses de P.E. Converse sur la persistance des alignements, P.A. Beck souligne la fragilité de la transmission intergénérationnelle : si les électeurs à l'origine d'un nouvel alignement peuvent facilement transmettre leur expérience de politisation à leurs enfants, ces derniers éprouvent plus de difficultés à léguer cet héritage à leurs propres enfants car ils n'ont pas directement vécu la genèse de l'alignement. Or, avec le temps, le poids numérique de cette troisième génération s'accroît inexorablement et ouvre la voie au changement : elle n'a pas des attaches partisans aussi solides que ses devancières et peut donc, selon les circonstances, porter à son tour un nouvel alignement électoral.

-
- 1 D'ailleurs, historiquement, les grandes vagues d'extension du droit de suffrage ont souvent été l'occasion de profonds changements dans les alignements électoraux. De ce point de vue, le cas le plus emblématique est sans doute le réalignement des ouvriers britanniques sur le *Labour* aux lendemains de la Première Guerre Mondiale : suite à la suppression des derniers vestiges du suffrage censitaire en 1918, le Parti travailliste parvient à mobiliser des pans entiers du monde ouvrier qui étaient jusque là tenus à l'écart de la politique. BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain: The Evolution of Electoral Choice*, Londres, MacMillan, 1974, p. 193-208.
 - 2 BECK Paul A., « A Socialization Theory of Partisan Realignment », in NIEMI R.G. et alii. (dir.), *The Politics of Future Citizens*, San Francisco, Jossey-Bass, 1974.

1.2. La dynamique des clivages en France et en Allemagne

Quelle que soit l'époque, les systèmes partisans dans les démocraties représentatives se caractérisent par une structure de clivages spécifique, qui reflète la compétition à laquelle se livrent les partis sur les conflits à prendre en charge et à traiter de manière prioritaire dans l'action gouvernementale. Ces structures de clivages sont le produit de l'histoire nationale de chaque pays et s'inscrivent dans le temps long. De ce fait, elles ont longtemps été considérées comme des configurations immuables, qui résisteraient au changement. Ainsi, il est fréquent de résumer le développement historique du système partisan français et du système partisan allemand à l'action de deux clivages : le clivage de classe et le clivage religieux.

Pourtant, l'articulation entre les principales lignes de fracture politisées par les partis n'est pas fixe. Qu'elle résulte du réagencement des clivages dominants, de l'incorporation de nouveaux clivages ou de l'obsolescence d'anciens affrontements, la dynamique des clivages est décisive pour comprendre les évolutions de l'espace de la compétition politique dans un pays. Elle permet de distinguer les différents âges des systèmes partisans, avec des partis qui apparaissent, des partis qui disparaissent et des partis qui se reconvertissent.

1.2.1. La théorie des clivages

La théorie des clivages développée par S.M. Lipset et S. Rokkan¹ fait indiscutablement partie des théories les plus ambitieuses de la science politique. Couvrant une période longue de cinq siècles, de la Réforme à la généralisation du suffrage universel aux lendemains de la Première Guerre Mondiale, elle vise à expliquer la formation et la structuration des systèmes de partis en Europe de l'Ouest à partir d'un modèle associant quatre clivages fondamentaux.

Quatre décennies plus tard, ses fondements n'ont jamais vraiment été remis en cause. Certes, quelques amendements ont pu être proposés², mais ils sont toujours restés marginaux par rapport au schéma initial. De la sorte, l'essentiel des débats a porté sur la pertinence de la théorie pour analyser les transformations des systèmes de partis européens depuis la fin des années 1960, et sur ses possibilités d'actualisation.

1 Le texte fondateur de la théorie des clivages est le chapitre introductif de *Party Systems and Voter Alignments* (1967), un ouvrage que les deux auteurs ont codirigé. Toutefois, il est fréquent que la paternité de la théorie soit attribuée au seul S. Rokkan. Sur ce point, FLORA Peter, « Introduction and Interpretation », in ROKKAN S., édité par FLORA P., KUHNLE S., URWIN D., *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe: The Theory of Stein Rokkan*, Oxford, Oxford University Press, 1999. Il est vrai que les quatre clivages fondamentaux sont déjà identifiés dans ROKKAN Stein, « Zur entwicklungssoziologischen Analyse von Parteiensystemen : Anmerkungen für ein hypothetisches Modell », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 17 (3), 1965.

2 La critique la plus aboutie est sans doute celle d'H. Kriesi sur l'influence respective des clivages à dominante socio-économique et des clivages à dominante culturelle dans les différences entre les systèmes de partis nationaux. Elle est abordée plus loin.

Le développement historique des structures de clivages

La théorie des clivages n'est pas une théorie totale. Bien que son projet initial soit très ambitieux, elle n'a pas vocation à expliquer toutes les variations nationales dans le processus de formation des systèmes partisans en Europe de l'Ouest. Au fond, elle ne se préoccupe pas des détails historiques et cherche d'abord à décrire les principaux contrastes entre pays. En d'autres termes, elle ne prétend pas rendre compte de l'intégralité du paysage politique.

La théorie des clivages repose sur l'idée que les partis politiques ne se présentent pas *de novo* aux électeurs lors de chaque nouveau scrutin. A leur façon, ils sont tous les héritiers d'une histoire qui détermine les politiques publiques qu'ils entendent mettre en œuvre, les valeurs qu'ils défendent, et les relations qu'ils entretiennent avec les autres partis. Or, pour comprendre cette histoire, et plus généralement pour expliquer comment se sont développés les systèmes de partis dans les pays d'Europe occidentale, S.M. Lipset et S. Rokkan estiment qu'il faut identifier les principales divisions sociales et culturelles qui caractérisaient chaque pays dans la seconde moitié du XIXe siècle, avant l'intégration politique des masses.

La naissance des clivages

De manière schématique, le modèle de S.M. Lipset et de S. Rokkan peut être résumé à l'action de deux grandes révolutions, la révolution nationale et la révolution industrielle, qui ont généré chacune deux clivages : le clivage centre/périphérie et le clivage Etat/Eglise pour la première, le clivage rural/urbain¹ et le clivage possédants/travailleurs pour la seconde. Les deux clivages issus de la révolution nationale sont à dominante culturelle et correspondent à la construction des Etats-nations. Les deux clivages issus de la révolution industrielle sont à dominante économique et renvoient au développement du capitalisme industriel.

De manière plus précise, S.M. Lipset et S. Rokkan identifient trois moments cruciaux dans le processus de modernisation des sociétés européennes, qui coïncident chacun avec la cristallisation d'une nouvelle ligne de clivage. Le clivage centre/périphérie se forme lors de la *Réforme et de la Contre-Réforme*, lorsque les populations attachées à une culture périphérique, qu'elle soit régionale ou supranationale, organisent leur résistance face à la culture nationale promue par les élites bâtisseuses de l'Etat-nation. Le clivage Eglise/Etat se constitue lors de la *révolution démocratique*, lorsque l'Etat centralisateur cherche à abolir les derniers privilèges de l'Eglise pour achever son travail d'unification nationale. Quant au clivage rural/urbain, il se forge dès les premières heures de la *révolution industrielle*, à partir du moment où les intérêts

1 Ce clivage n'a pas de dénomination stabilisée : S.M. Lipset et S. Rokkan le qualifient également de clivage campagne/industrie ou de clivage secteur primaire/secteur secondaire. Quoi qu'il en soit, il ne doit pas être réduit à une opposition territoriale : il fait d'abord référence aux conflits d'intérêts entre l'agriculture et l'industrie. De ce point de vue, il exprime le véritable enjeu de la révolution industrielle : pour la première fois depuis l'invention de l'agriculture au Néolithique, les hommes imaginent une nouvelle source de production de richesse. Sur cet aspect, NORTH Douglass C., *Structure and Change in Economic History*, New York, Norton, 1981, p. 71-112.

établis des grands propriétaires terriens entrent en conflit avec les intérêts des entrepreneurs industriels. S.M. Lipset et S. Rokkan sont également tentés d'ajouter un quatrième moment critique, la *révolution russe*, lorsque le mouvement ouvrier se scinde entre une aile réformiste et une aile révolutionnaire, fixant de manière définitive le clivage possédants/travailleurs¹.

De fait, les quatre clivages identifiés par S.M. Lipset et S. Rokkan ne sont pas nés dans les mêmes circonstances et n'ont pas mis en jeu les mêmes groupes sociaux. Pour autant, ils « ont tous pris la forme de mouvements de protestation contre l'élite nationale *en place* et ses standards culturels, et se sont inscrits dans une dynamique générale d'émancipation et de mobilisation »². En d'autres termes, ces clivages ont tous résulté des résistances suscitées par l'action des élites dans le processus de modernisation des sociétés européennes.

Au final, la formation des quatre clivages fondamentaux peut être analysée comme le produit d'une seule et même séquence historique, qui s'ouvre à la Renaissance et se clôt lors de l'avènement définitif de la démocratie représentative. La cristallisation successive de ces quatre lignes de clivage décrit une série d'événements ordonnés et de décisions imbriquées : les alliances et les oppositions qui se forment lors d'une « *critical juncture* » pèsent fortement sur les alliances et les oppositions qui se forment lors de la « *critical juncture* » suivante.

La politisation des clivages

Les clivages ne se traduisent pas de manière automatique en alternatives partisans. Leur prise en charge dans la compétition politique est un processus complexe, qui dépend de puissants facteurs institutionnels. Quatre seuils doivent être successivement franchis avant qu'un clivage puisse être pleinement intégré au sein d'un système de partis³ : (1) un seuil de *légitimation*, qui exprime le degré d'opposition toléré dans le système politique ; (2) un seuil d'*incorporation*, qui renvoie à la capacité des mouvements de protestation à participer au jeu politique ; (3) un seuil de *représentation*, qui correspond à la capacité de ces mouvements de protestation à nouer des alliances ou à obtenir une représentation autonome à l'intérieur du

-
- 1 L'articulation entre les « *critical junctures* » et les révolutions n'est pas toujours aussi nette. Dans un article ultérieur, S. Rokkan évoque quatre révolutions, la Réforme, la Révolution nationale, la Révolution industrielle et la Révolution internationale, qui correspondent aux quatre « *critical junctures* » du modèle initial. ROKKAN Stein, « The Structuring of Mass Politics in the Smaller European Democracies: A Developmental Typology », *Comparative Studies in Society and History*, 10 (2), 1968, p. 197-202. De ce point de vue, il semble plus clair de distinguer deux processus historiques de modernisation, un processus de modernisation politique avec la formation des Etats-nations et un processus de modernisation économique avec l'avènement du capitalisme industriel, qui sont tous les deux jalonnés par deux moments cruciaux.
 - 2 « The four critical cleavages [...] were all movements of protest against the *established* national elite and its cultural standards and were parts of a broad wave of emancipation and mobilization ». LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 23.
 - 3 Ce point est déjà abordé par S.M. Lipset et S. Rokkan, mais il est développé dans ROKKAN Stein, *Citizens Elections Parties: Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Oslo, Universitetsforlaget, 1970, p. 79-83.

système ; (4) le seuil du *pouvoir exécutif*, qui décrit leur capacité à accéder aux responsabilités gouvernementales¹. Evidemment, le niveau de ces quatre seuils varie fortement selon le pays et les époques. Et si les deux premiers ont été abaissés lors de la démocratisation progressive du continent européen, les deux derniers restent encore aujourd’hui des obstacles importants pour l’intégration de nouvelles lignes de conflit dans la compétition politique.

Au-delà de ces verrous institutionnels, le processus de politisation d’un clivage décrit six grandes étapes² : (1) l’émergence d’une ligne de clivage à partir de macro-processus tels que l’industrialisation, l’urbanisation ou la sécularisation ; (2) la cristallisation de la ligne de clivage dans des conflits sur les politiques publiques ; (3) la constitution d’alliances entre des entrepreneurs politiques sur les politiques publiques à mener ; (4) le choix d’une stratégie de mobilisation, avec le dilemme entre la reprise des canaux existants et la création de nouvelles organisations ; (5) le choix de l’arène du combat, avec deux options principales : les urnes ou l’action directe ; (6) l’obtention de résultats. De fait, les partis jouent un rôle décisif dans cette dynamique : c’est parce qu’ils imposent l’option des urnes lors de la cinquième étape que les clivages sont véritablement incorporés dans la compétition politique. Dans le cas contraire, les conflits ne trouvent pas de traduction dans l’arène électorale et forment des divisions de corporation, gérées par des syndicats. Ainsi, sans élites ouvrières soucieuses de prendre part au processus démocratique, le clivage de classe ne se serait jamais cristallisé.

Pour autant, les structures fondamentales des systèmes partisans d’Europe de l’Ouest sont actées dès le milieu du XIXe siècle, avant l’irruption des premiers partis ouvriers sur la scène politique. Les principaux contrastes nationaux résultent de différences et de variations dans le développement historique des trois premières lignes de clivage : ce sont les alliances que les élites bâtisseuses de l’Etat-nation ont successivement constituées lors de la Réforme, de la révolution démocratique et de la révolution industrielle pour assurer la construction de l’Etat et piloter la transformation des structures économiques qui déterminent les principaux signes distinctifs de chaque système partisan. Car par la suite, la cristallisation du clivage de classe a très fortement rapproché les configurations nationales, des partis ouvriers se formant dans la plupart des pays³. De la sorte, les systèmes partisans sont largement stabilisés lors de la phase d’intégration politique des masses et reflètent, pour l’essentiel, les divisions d’ordre culturel qui se sont établies au sein des classes moyennes et supérieures⁴.

1 Dans leur modèle initial, S.M. Lipset et S. Rokkan évoquent le seuil du « pouvoir majoritaire » (*majority power*) plutôt que le seuil du « pouvoir exécutif » (*executive power*).

2 ROKKAN Stein, « Towards a Generalized Concept of *Verzuiling*: A Preliminary Note », *Political Studies*, 25 (4), 1977, p. 564.

3 LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 35.

4 C’est ce point précis qui a été critiqué par H. Kriesi : alors que S.M. Lipset et S. Rokkan donnent la priorité à l’aspect religieux pour expliquer les différences entre pays, H. Kriesi montre que le clivage de classe a aussi produit des variations importantes, selon que le mouvement ouvrier est resté uni ou s’est divisé entre les socialistes et les communistes. KRIESI Hanspeter, *Les démocraties occidentales. Une approche comparée*, Paris, Economica, 1994, p. 230-234.

La transformation des structures de clivages

La théorie des clivages est fondamentalement un modèle historique de la formation et du développement des systèmes de partis en Europe de l'Ouest. Elle se focalise sur les lignes de clivage qui se sont cristallisées pendant la constitution des Etats-nations et l'émergence du capitalisme industriel pour rendre compte du paysage politique des années 1920. De fait, elle ne cherche pas à expliquer les évolutions qui sont intervenues plus tard, même si S.M. Lipset et S. Rokkan observent, qu'à quelques exceptions près, les alternatives partisanes des années 1960 sont les mêmes que celles des années 1920.

Néanmoins, une fois actualisée, la théorie des clivages peut s'imposer comme un outil extrêmement puissant pour comprendre le champ de bataille partisan des années 2000. De ce point de vue, deux approches se sont développées dans la littérature. La première souligne la relative stabilité des systèmes de partis et insiste sur la continuité des alternatives partisanes qui se sont imposées dans les années 1920. La seconde analyse le déploiement d'une nouvelle révolution depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, qui donne naissance à de nouveaux clivages et conduit à l'émergence de nouvelles forces politiques¹.

La continuité des alternatives partisanes et la reconversion des partis établis

L'héritage de S.M. Lipset et S. Rokkan est considérable : depuis la fin des années 1960, la théorie des clivages s'est exportée au-delà des frontières européennes², au point de devenir le principal modèle pour comprendre la structuration historique des systèmes partisans dans les pays démocratiques. Mais leur legs ne s'arrête pas là : de manière plus générale, la théorie des clivages a marqué une étape cruciale dans l'affirmation de la sociologie politique en tant que discipline autonome, en démontrant que les dynamiques partisanes et électorales ne sont pas la simple projection des structures sociales, mais aussi le produit de facteurs historiques et politiques³. De ce point de vue, les mots de S.M. Lipset et S. Rokkan ne laissent pas planer

-
- 1 A sa façon, la théorie du désalignement constitue aussi une forme d'actualisation de la théorie des clivages. Toutefois, dans la mesure où elle postule un affaiblissement général des liens entre les électeurs et les partis, elle n'engage pas vraiment la discussion : la théorie des clivages serait simplement non pertinente pour comprendre le changement électoral depuis les années 1970.
 - 2 De ce point de vue, le cas le plus emblématique est l'Amérique latine. DIX Robert H., « Cleavage Structures and Party Systems in Latin America », *Comparative Politics*, 22 (1), 1989. A ce sujet, et bien que l'analyse ne s'intéresse pas directement à la formation des systèmes de partis, on peut aussi lire COLLIER Ruth B., COLLIER David, *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 1991.
 - 3 « One of the revolutionary thoughts in Lipset's and Rokkan's introductory chapter was that there is never a direct translation of structural divisions into political action or into party alignments. Between them there are actors and agents with their various motives and political perceptions ». ALLARDT Erik, « Party Systems and Voter Alignments in the Tradition of Political Sociology », in KARVONEN L., KUHNLE S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments Revisited*, Londres, Routledge, 2001, p. 21. Cette réflexion est d'ailleurs à l'origine de l'approche *top-down* du vote de classe proposée par G. Sartori. Ce point est développé au chapitre 2.

de doute : « *Cleavages do not translate themselves into party oppositions as a matter of course: there are considerations of organizational and electoral strategy; there is the weighing of payoffs of alliances against losses through split-offs; and there is the successive narrowing of the 'mobilization market' through the time sequences of organizational efforts* »¹.

Pour autant, la postérité des travaux de S.M. Lipset et S. Rokkan est souvent réduite à l'hypothèse d'un « gel des principales alternatives partisanes ». Les termes exacts utilisés par les deux auteurs sont assez variables (« *freezing' of different types of party systems* », « *freezing of the major party alternatives* », « *freezing of political alternatives* »), mais leur remarque principale ne souffre d'aucune équivoque : « *The party systems of the 1960's reflect, with few but significant exceptions, the cleavage structures of the 1920's. [...] The party alternatives, and in remarkably many cases the party organizations, are older than the majorities of the national electorates* »². En clair, des années 1920 aux années 1960, les grandes lignes du paysage politique dans les pays d'Europe de l'Ouest ont peu bougé, et dans de nombreux cas, les partis sont restés les mêmes.

L'hypothèse du gel a donné lieu à plusieurs interprétations concurrentes. De manière surprenante, les différents tests empiriques auxquels elle a été soumise n'ont pas directement porté sur la pérennité des alternatives partisanes des années 1920, mais sur la persistance des structures de clivages traditionnelles et sur la stabilité des systèmes de partis³. Sur cette base, ils apportent assez peu d'éléments susceptibles d'éclairer le champ partisan des années 2000. L'idée d'un « gel des clivages » est difficile à concevoir, sauf à supposer que les sociétés elles-mêmes sont gelées, ce qui n'est pas le cas. Quant à l'idée d'un « gel des systèmes partisanes », elle est trop imprécise pour aboutir à une conclusion indiscutable : le tableau varie selon que l'on considère la stabilité des rapports de force électoraux⁴, la survie des partis traditionnels ou la permanence du même ensemble d'interactions entre les organisations partisanes.

Au fond, l'hypothèse du gel fait d'abord référence à la consolidation des systèmes de partis suite à la généralisation du suffrage universel au début des années 1920 : l'intégration politique des derniers segments de la population qui étaient privés du droit de vote restreint les possibilités de mobilisation de nouveaux groupes sociaux et permet l'institutionnalisation des grandes lignes de l'offre politique en place. En d'autres termes, l'hypothèse du gel insiste sur la force d'inertie des alternatives partisanes qui se sont cristallisées lorsque l'ensemble du corps électoral a enfin été mobilisé.

1 LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 26.

2 LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 50.

3 MAIR Peter, « The Freezing Hypothesis: An Evaluation », in KARVONEN L., KUHNLE S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments Revisited*, 2001, p. 34.

4 BARTOLINI Stefano, MAIR Peter, *Identity, Competition, and Electoral Availability*, 1990. De ce point de vue, S. Bartolini et P. Mair observent que la volatilité électorale n'est pas plus élevée dans les années 1980 qu'à la fin du XIXe siècle, validant par là-même la thèse du gel. Cette conclusion a toutefois été tempérée au cours des années 1990, suite à certaines évolutions électorales brutales en Italie, aux Pays-Bas et en Norvège. LANE Jan-Erik, ERSSON Svante, « Parties and Voters: What Creates the Ties? », *Scandinavian Political Studies*, 20 (2), 1997.

Cette force d'inertie est cruciale pour comprendre les contours du paysage politique actuel en Europe de l'Ouest. Pour l'essentiel, elle renvoie à la fermeture du club des partis de gouvernement : de nos jours, tous les partis qui sont capables d'accéder aux responsabilités nationales et de résister à l'épreuve du pouvoir en restant ou en revenant assez rapidement au gouvernement, sont les descendants directs de partis qui existaient dès les années 1920, à l'exception des Verts en Allemagne, des gaullistes et de leurs héritiers en France et du Peuple de la Liberté en Italie¹. Cette continuité des alternatives partisans résulte de la reconversion des partis traditionnels² : face aux évolutions des enjeux structurant la compétition politique, ceux-ci sont parvenus à se repositionner pour survivre, bien aidés en cela par le changement de leurs modèles d'organisation et par la coupure qui s'est progressivement installée avec les groupes sociaux qui leur ont historiquement donné naissance³.

La cristallisation de nouveaux clivages et l'apparition de nouveaux partis

La persistance des alternatives partisans des années 1920 est souvent perçue comme incompatible avec l'hypothèse d'une nouvelle révolution, qui aurait conduit au déploiement de nouveaux clivages. Pourtant, il n'en est rien : la notion de reconversion partisane permet précisément de comprendre comment, dans certains pays, de nouvelles lignes de clivage ont pu s'imposer sans provoquer l'irruption de nouvelles forces politiques, en étant simplement incorporées par les partis établis. Il n'en reste pas moins vrai que, dans la majeure partie des systèmes partisans d'Europe de l'Ouest, de nouveaux partis se sont effectivement constitués sur la base de nouveaux clivages : les partis écologistes et les partis de droite radicale.

Paradoxalement, les premières propositions d'actualisation de la théorie des clivages ne sont pas directement liées aux évolutions du paysage politique européen. A l'origine, elles ont essentiellement une visée prospective : elles cherchent à anticiper les effets des mutations socio-économiques intervenues après 1945, afin de compléter le modèle historique établi par S.M. Lipset et S. Rokkan. Ainsi, dès la fin des années 1960, E. Allardt juge qu'une révolution « éducative » est à l'œuvre dans les sociétés occidentales, avec la progression du niveau d'instruction et l'augmentation du niveau des connaissances politiques⁴. Cette révolution se manifeste par une forte demande de démocratie participative et une exigence d'égalité, dont témoignent les révoltes étudiantes de 1968. Certes, aucun clivage n'est encore cristallisé, mais une contestation de l'ordre établi émerge, dans un mouvement qui fait écho aux dynamiques qui ont historiquement donné naissance aux quatre clivages fondamentaux.

1 MARTIN Pierre, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », *Revue internationale de politique comparée*, 14 (2), 2007, p. 280.

2 MAIR Peter, « Myths of Electoral Change and the Survival of Traditional Parties: The 1992 Stein Rokkan Lecture », *European Journal of Political Research*, 24 (2), 1993.

3 KATZ Richard S., MAIR Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1 (1), 1995.

4 ALLARDT Erik, « Past and Emerging Political Cleavages », in STAMMER O. (dir.), *Party Systems, Party Organizations, and the Politics of New Masses*, 1968, p. 73.

De ce point de vue, les travaux de R. Inglehart sur la mutation culturelle constituent la première analyse systématique d'une nouvelle *révolution* au sens de la théorie des clivages. Le changement ne résulte pas de l'élévation du niveau d'instruction, mais de deux processus qui font suite à la Seconde Guerre Mondiale : la pacification du continent européen et la forte progression du niveau de vie. Pour R. Inglehart, la paix et la prospérité sont à l'origine d'une « révolution silencieuse »¹, qui modifie la hiérarchie des besoins humains et donne corps à de nouvelles aspirations sociétales, plus complexes et plus sophistiquées que la seule recherche de la sécurité physique et matérielle : la protection de l'environnement, la défense des droits des minorités, la lutte contre le nucléaire, etc. Il en résulte une nouvelle ligne de clivage entre matérialistes et post-matérialistes, qui restructure fortement la gauche des systèmes partisans en donnant naissance aux partis écologistes. Au début des années 1990, ce cadre analytique est élargi par P. Ignazi : la « révolution post-industrielle » a certes contribué à la diffusion des aspirations post-matérialistes², mais elle a aussi suscité une « contre-révolution silencieuse », qui a réaffirmé la primauté des valeurs conservatrices traditionnelles et provoqué la percée des partis de droite radicale³. Ce premier courant de recherche, centré sur le changement des valeurs, est finalement synthétisé par H. Kitschelt : la transition culturelle des années 1960 a produit un nouveau clivage entre libertaires et autoritaires qui a progressivement remodelé la plupart des systèmes partisans d'Europe de l'Ouest en déplaçant le principal axe de conflit d'un affrontement gauche-droite dominé par le clivage de classe à un affrontement entre un pôle de gauche libertaire et un pôle de droite autoritaire⁴.

Au cours des années 1990, un autre courant d'analyse se développe sous l'impulsion d'H. Kriesi. A la différence de R. Inglehart, H. Kriesi insiste moins sur l'évolution des valeurs que sur la transformation des structures économiques des démocraties occidentales, avec la mise en place de l'Etat-providence, l'essor du secteur tertiaire et l'apparition du chômage de masse. Sur cette base, il met en évidence la formation de deux nouvelles lignes de clivage⁵, la première entre les anciennes classes moyennes et les nouvelles classes moyennes, la seconde à l'intérieur des nouvelles classes moyennes entre les *managers* qui pilotent la modernisation

1 INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

2 La littérature n'établit pas une distinction claire entre la révolution silencieuse de R. Inglehart et la révolution post-industrielle popularisée par D. Bell. Pourtant, les termes ne sont pas anodins : la révolution silencieuse fait initialement référence à des changements de valeurs, tandis que la révolution post-industrielle renvoie essentiellement à des transformations socio-économiques.

3 IGNAZI Piero, « The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe », *European Journal of Political Research*, 22 (1), 1992. Dans la même veine, avec un accent particulier sur les effets de la montée de l'individualisme, on peut aussi lire BETZ Hans-Georg, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke, MacMillan 1994.

4 Ce schéma d'analyse est esquissé dès KITSCHOLT Herbert, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994. Il est repris, développé et popularisé par KITSCHOLT Herbert, en collaboration avec MCGANN Anthony J., *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

5 Ces deux clivages sont d'abord identifiés aux Pays-Bas. KRIESI Hanspeter, *Political Mobilization and Social Change: The Dutch Case in Comparative Perspective*, Aldershot, Avebury, 1993.

économique et les *socio-cultural specialists* qui contestent leur action au nom d'un style de vie plus humain, plus démocratique et plus respectueux de l'environnement¹. Ces deux clivages sont définis en termes structurels mais ils comportent également une dimension normative et une dimension organisationnelle² : le clivage entre les *managers* et les *socio-cultural specialists* recoupe largement le conflit entre les valeurs matérialistes et les valeurs post-matérialistes et correspond à la poussée de la « nouvelle gauche », tandis que l'opposition entre les nouvelles et les anciennes classes moyennes exprime une reconfiguration du clivage de classe entre des gagnants et des perdants de la modernisation et se traduit par la percée de la droite radicale. Au cours des années 2000, ce schéma initial a été précisé et amendé³ : désormais, H. Kriesi et ses collègues distinguent deux mouvements complémentaires. Une première transformation est amorcée dans les années 1960, dans le sillage des « nouveaux mouvements sociaux ». Elle résulte de la diffusion des valeurs universalistes et aboutit à une recomposition du clivage de classe autour de l'opposition entre *managers* et *socio-cultural specialists*. Cette première phase concerne essentiellement la gauche, avec l'émergence des partis verts et le repositionnement de certains partis sociaux-démocrates. Mais une seconde phase s'ouvre dans les années 1980, avec l'intensification de la globalisation et de l'eupéanisation⁴. L'ouverture croissante des frontières constitue un nouveau moment critique (*critical juncture*) dans l'histoire des sociétés occidentales et produit un nouveau clivage, baptisé identité/démarcation. Ce clivage oppose les gagnants aux perdants de la mondialisation⁵ et achève la reconfiguration de la dimension culturelle de la compétition politique en combinant l'enjeu immigration aux enjeux sociétaux qui se sont imposés à l'agenda dans les années 1960. De fait, la droite radicale est le principal moteur (*driving force*) de cette seconde dynamique, mais sa présence n'est pas indispensable : l'espace de la compétition politique se transforme dans tous les pays, y compris dans ceux où les partis de droite radicale peinent à s'installer durablement dans le paysage politique⁶.

1 Ce clivage au sein des nouvelles classes moyennes est analysé en détail dans KRIESI Hanspeter, « The Transformation of Cleavage Politics: The 1997 Stein Rokkan Lecture », *European Journal of Political Research*, 33 (2), 1998.

2 KRIESI Hanspeter, *Les démocraties occidentales*, 1994, p. 268-269.

3 KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos, « Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, 45 (6), 2006.

4 La globalisation et l'eupéanisation font partie d'un même processus de dénationalisation, qui affaiblit les frontières traditionnelles des Etats-nations. Cette dynamique a une triple dimension économique (l'accroissement du commerce international), culturelle (la diversification ethnique et religieuse liée à l'immigration du tiers-monde) et politique (les transferts de souveraineté).

5 De manière très schématique, les « perdants de la mondialisation » se trouvent dans les secteurs d'activité nouvellement exposés à la concurrence internationale et dans les populations les plus attachées à l'identité nationale, alors que les « gagnants » se trouvent dans les secteurs protégés (le secteur public notamment) et dans les populations les plus ouvertes au multiculturalisme.

6 BORNSCHIER Simon, *Cleavage Politics and the Populist Right: The New Cultural Conflict in Western Europe*, Philadelphie, Temple University Press, 2010.

Le modèle utilisé dans ce chapitre pour analyser la dynamique des clivages en France et en Allemagne se distingue légèrement des schémas précédents en ce qu'il considère que le processus de modernisation politique, économique et sociétale qui s'est ouvert à la suite de la Seconde Guerre Mondiale est le produit d'une seule révolution, la « révolution mondiale ». Pour l'essentiel, il reprend le schéma élaboré par P. Martin, qui associe les nouveaux clivages à l'action d'une élite mondialisatrice productiviste, cosmopolite et libre-échangiste¹. Dans ce cadre, la révolution mondiale englobe deux macro-processus historiques qui vont de pair au sein d'un mouvement marqué par l'accélération des progrès technologiques² : la constitution d'institutions politiques supranationales et l'avènement du capitalisme financier. De fait, ces deux dynamiques remettent en cause les institutions politiques et économiques héritées de la révolution nationale et de la révolution industrielle, et suscitent un mouvement de résistance de la part des groupes sociaux qui refusent les standards culturels des élites mondialisatrices. Il en résulte deux nouveaux clivages, écologie/productivisme et identité/cosmopolitisme, qui renvoient à la naissance des partis écologistes et à la percée des partis de droite radicale³.

1.2.2. Les structures de clivages en Allemagne depuis le XIXe siècle

L'histoire politique de l'Allemagne depuis le XIXe siècle est marquée par une série de ruptures sans égal sur le reste du continent européen. La première intervient en 1871, avec la proclamation de l'Empire et l'unification du territoire national sous l'impulsion de la Prusse. La seconde a lieu en 1918, avec la dissolution de l'Empire et l'avènement de la République de Weimar, qui ouvrent la première expérience démocratique du pays. La troisième survient en 1933, avec l'effondrement de la démocratie et l'avènement du Troisième *Reich*. La quatrième s'étend entre 1945 et 1949, de la chute du régime nazi à la partition des deux Allemagnes. La cinquième couvre la période 1989-1990, avec la chute du Mur de Berlin et la réunification.

Evidemment, le développement du système partisan allemand a été fortement affecté par ces nombreux soubresauts. Pour autant, l'examen de sa structure de clivages révèle des éléments de continuité, au point que l'Allemagne est généralement considérée comme un cas emblématique d'articulation d'un conflit religieux et d'un conflit de classe. Plus précisément, le système partisan allemand se caractérise, une fois sa démocratisation achevée en 1945, par la domination d'un parti démocrate-chrétien et l'absence d'un parti communiste fort⁴.

1 MARTIN Pierre, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », *Revue internationale de politique comparée*, 2007. De manière beaucoup moins affirmative, P. Martin évoque un troisième clivage antilibéraux/mondialisateurs, auquel pourrait être associée la poussée de la gauche radicale en Allemagne ou aux Pays-Bas.

2 ROSA Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

3 Le label écologie/productivisme est emprunté à A-P. Frogner, P. Martin évoquant pour sa part un clivage homme/nature. FROGNIER André-Paul, « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », *Revue internationale de politique comparée*, 14 (2), 2007.

4 Cette configuration est caractéristique de l'Europe centrale : elle se retrouve aussi en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas, etc. KRIESI Hanspeter, *Les démocraties occidentales*, 1994, p. 250.

Les origines historiques du système partisan allemand

Bien que des organisations évoquant les partis politiques modernes aient émergé dès la première moitié du XIXe siècle, notamment lors de la Révolution de 1848, la naissance du système partisan allemand remonte à la proclamation du Second Empire, en 1871. Jusque là, l'Allemagne était divisée en de nombreux royaumes, duchés, principautés et villes libres, qui constituaient autant d'Etats souverains. Soudain, avec l'unification nationale et l'instauration d'élections libres au suffrage universel masculin¹, les conditions d'une vie politique nationale sont réunies. Bien entendu, il n'est pas encore question d'élections décidant de l'allocation du pouvoir exécutif, la nomination du Chancelier restant la prérogative de l'Empereur, mais des enjeux nationaux s'imposent progressivement à l'agenda.

Ce système partisan naissant est marqué par une forte régionalisation, qui résulte de l'unification récente du territoire. Au niveau national, la compétition met aux prises quatre grandes familles politiques : les conservateurs, les libéraux, les socialistes et les catholiques². Au niveau local, la situation est plus complexe : souvent, les partis répugnent à présenter un candidat dans les circonscriptions où ils ont très peu de chances de l'emporter³, de sorte que l'offre peut varier assez fortement. Mais rapidement, une structure en trois camps (*Lager*) se dessine⁴ : l'aristocratie terrienne prussienne et la bourgeoisie industrielle rhénane se rangent derrière Bismarck et soutiennent la construction de l'Etat-nation, tandis que les catholiques et les socialistes sont marginalisés et s'organisent pour lutter contre la politique impulsée par le Chancelier. Leur résistance face à l'alliance du seigle et de l'acier aboutit à la cristallisation de deux grandes lignes de conflit associant les trois éléments caractéristiques d'un clivage : une base sociale, une identité collective et une expression organisationnelle⁵.

1 Le mode de scrutin utilisé pour ces élections au *Reichstag* est le même que celui en vigueur pour l'élection présidentielle française depuis 1962. Il s'agit d'un mode de scrutin uninominal à deux tours, où seuls les deux candidats sortis en tête du premier tour peuvent se maintenir au second tour. Initialement, l'Empire est divisé en 382 circonscriptions ; dès 1874, le nombre passe à 397, avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

2 NIEDERMAYER Oskar, « Das Parteiensystem Deutschlands », in NIEDERMAYER O., STÖSS R., HAAS M. (dir.), *Die Parteiensysteme Westeuropas*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, p. 109-110. Toutefois, conservateurs et libéraux sont divisés en deux tendances, de sorte que la vie politique est en fait dominée par six partis. La famille conservatrice est composée d'un parti favorable aux grands propriétaires terriens et d'un parti favorable aux grands industriels, tandis que la famille libérale est composée d'une tendance nationaliste et d'une tendance progressiste.

3 RITTER Gerhard A., « The Social Bases of the German Parties, 1867-1920 », in ROHE K. (dir.), *Elections, Parties and Political Traditions: Social Foundations of German Parties and Party Systems, 1867-1987*, New York, Berg, 1990, p. 31. Seuls les sociaux-démocrates font exception.

4 ROHE Karl, « Entwicklung der politischen Parteien und Parteiensysteme in Deutschland bis zum Jahre 1933 », in GABRIEL O.W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002, deuxième édition actualisée, p. 49-52.

5 Pour une autre utilisation de la théorie des clivages sur le cas allemand, moins centrée sur le rôle moteur des élites bâtisseuses de l'Etat-nation, on peut se reporter à LEES Charles, *Party Politics in Germany: A Comparative Politics Approach*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2005.

La cristallisation rapide d'un clivage confessionnel

Le développement historique des clivages en Allemagne a longtemps été contrecarré par l'absence de véritables institutions nationales et par l'existence de fortes loyautés locales. A la fin du XVIII^e siècle, alors que l'Angleterre ou la France étaient déjà des Etats-nations, le Saint Empire Romain Germanique n'était qu'une constellation de petits Etats indépendants, qui cherchaient seulement à s'assurer une protection commune face aux éventuelles menaces extérieures. Certes, la Réforme a contribué à l'homogénéisation du territoire avec la diffusion de la Bible en *Hochdeutsch*, mais elle l'a aussi divisé entre une majorité protestante, située au Nord et à l'Est, et une minorité catholique, concentrée au Sud et à l'Ouest.

La construction de l'Etat-nation, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, s'appuie sur une alliance entre l'aristocratie foncière prussienne (les *Junkers*) et les grands industriels. Afin de consolider l'idée nationale, Bismarck lance, dès la proclamation de l'Empire en 1871, la politique du *Kulturkampf*. Elle s'attaque essentiellement à l'Eglise catholique, qui constitue le principal refuge des particularismes locaux. La réaction est quasi immédiate : la minorité catholique s'organise dans une véritable contre-société, avec ses propres associations et son propre parti politique, le *Zentrum*. Et elle se mobilise très rapidement dans les urnes : lors des élections au *Reichstag* de 1874, la participation dépasse 70 % dans les 97 circonscriptions dont la population compte plus de 75 % de catholiques, alors qu'elle plafonne à 50 % dans les 199 circonscriptions qui comptent plus de 75 % de protestants¹.

Les succès électoraux du *Zentrum* au cours des années 1870 (27,9 % des exprimés lors des élections de 1874 ; 24,8 % lors des élections de 1877) conduisent Bismarck à renoncer au *Kulturkampf* à partir de 1878. Mais il est déjà trop tard : le *Zentrum* est définitivement installé dans le paysage politique allemand, et il peut s'appuyer sur un clivage. D'ailleurs, il continue à s'opposer à l'Empire jusqu'à sa dissolution, au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Et contrairement à la plupart des autres partis fondés sous l'Empire, il survit à la création de la République de Weimar, dont il devient l'un des principaux soutiens.

La formation progressive du clivage de classe

La formation du clivage de classe repose également sur un mouvement d'opposition aux politiques imposées par Bismarck et l'élite impériale prussienne dans la construction de l'Etat-nation². A l'instar des catholiques, les socialistes sont rapidement considérés comme des ennemis de l'unification nationale en raison de leur opposition au pouvoir de l'Etat. Dès les premières années de l'Empire, le mouvement ouvrier subit des mesures répressives de la

1 RITTER Gerhard A., « The Social Bases of the German Parties, 1867-1920 », in ROHE K. (dir.), *Elections, Parties and Political Traditions*, 1990, p. 32.

2 Sur l'importance du leadership de Bismarck dans le développement des clivages en Allemagne, CLAGGETT William, LOESCH Jeffrey, SHIVELY W. Phillips, SNELL Ronald, « Political Leadership and the Development of Political Cleavages: Imperial Germany, 1871-1912 », *American Journal of Political Science*, 26 (4), 1982.

part du gouvernement, qui se concrétisent avec le vote des lois antisocialistes de 1878 : toutes les organisations socialistes et leurs activités sont interdites. Evidemment, ces lois mettent un frein à la progression des partis sociaux-démocrates, mais paradoxalement, elles contribuent à l'unification et à la consolidation du mouvement ouvrier. Au point que dès leur suspension en 1890, le SAPD s'impose comme le premier parti allemand en nombre de voix¹.

La dynamique électorale des sociaux-démocrates sous l'Empire est impressionnante : alors que les deux petits partis socialistes présents lors des premières élections au *Reichstag* en 1871 ne rassemblaient que 3,2 % des suffrages exprimés, le SPD en obtient 34,8 % en 1912. Au fond, elle rend compte de la cristallisation du clivage de classe dans le paysage politique allemand, les sociaux-démocrates se présentant alors clairement comme le parti de la classe ouvrière. Mais l'histoire ne s'arrête pas là : suite à la révolution russe, une partie du SPD fait scission pour fonder, au prix de plusieurs recompositions, le KPD. L'Allemagne se retrouve ainsi, aux débuts de la République de Weimar, avec un mouvement ouvrier divisé entre une tendance social-démocrate et une tendance communiste.

De prime abord, le système partisan de Weimar présente de grandes similitudes avec le système partisan de l'Empire : le paysage politique reste structuré par la présence de trois grands camps, le camp national, le camp catholique et le camp socialiste. Cependant, il s'en distingue par une très forte tendance à la désagrégation. Cette tendance est évidente au sein du camp socialiste, avec la division politique entre sociaux-démocrates et communistes, mais elle concerne l'ensemble des forces politiques : près de 40 partis présentent une liste lors des élections au *Reichstag* de 1928², les dernières avant la percée électorale des nazis³. A la suite de la Seconde Guerre Mondiale, le système partisan se reconstruit sur des bases différentes, à partir d'une nouvelle structure de clivages.

La dynamique des clivages en Allemagne depuis 1945

La période nazie a laissé des traces extrêmement profondes dans la société allemande. En l'espace d'une décennie, les structures sociales traditionnelles héritées de l'Empire ont été balayées et les élites dirigeantes de la République de Weimar délégitimées⁴. Paradoxalement, cette situation ouvre une période faste pour la nouvelle République Fédérale, avec le miracle

1 En revanche, il faut attendre les élections de 1912 pour que les sociaux-démocrates deviennent le premier parti allemand en nombre de sièges. Pour l'essentiel, l'explication tient à l'absence de redécoupage des circonscriptions : la progression des sociaux-démocrates est concentrée sur les zones industrialisées en pleine expansion démographique.

2 FALTER Jürgen W., LINDENBERGER Thomas, SCHUMANN Siegfried, *Wahlen und Abstimmungen in der Weimarer Republik : Materialien zum Wahlverhalten 1919-1933*, Munich, Beck, 1986, p. 49-51.

3 La Première Guerre Mondiale joue évidemment un rôle dans la percée nazie, notamment par le ressentiment qu'elle crée dans la population allemande. Mais l'effondrement de la République de Weimar résulte d'abord de l'incapacité des partis établis à passer des compromis.

4 De manière plus générale, la période nazie a posé la question de la viabilité de la démocratie en Allemagne. Sur ce point, on peut notamment se reporter à DAHRENDORF Ralf, « Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland », *European Journal of Sociology*, 1, 1960.

économique (*Wirtschaftswunder*) et la consolidation définitive de la démocratie. Dès la fin des années 1950, l'Allemagne de l'Ouest est de retour dans le concert des nations : elle devient la seconde puissance économique mondiale derrière les Etats-Unis, et s'impose comme un des piliers de la construction européenne.

La modernisation rapide du pays après 1945 s'appuie largement sur le consensus qui s'établit entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates au moment de la reconstruction¹. De ce point de vue, la rupture avec le système partisan fragmenté et polarisé caractéristique de la République de Weimar est indéniable. Toutefois, de nouvelles contestations surgissent dès les années 1960 et s'affirment rapidement au sein d'une opposition extra-parlementaire : la révolution mondiale suscite déjà des réactions.

La transformation des anciens clivages

L'héritage de la Seconde Guerre Mondiale pèse très fortement sur la renaissance d'un système partisan pluraliste en Allemagne de l'Ouest, à la fin des années 1940. Le changement le plus évident concerne son cadre territorial : la République Fédérale ne couvre que la partie la plus occidentale de la République de Weimar. Le remodelage des frontières n'est pas sans conséquences : d'emblée, il entraîne d'importants mouvements de populations qui modifient profondément la structure démographique traditionnelle du pays. Mais surtout, il provoque un très net rééquilibrage entre le poids numérique des catholiques et le poids numérique des protestants, qui affecte le développement du clivage confessionnel.

Dans la nouvelle République Fédérale, les catholiques représentent environ la moitié de la population et sont beaucoup plus unis politiquement. Pendant la reconstruction, entre 1945 et 1949, ils abandonnent leur parti traditionnel, le *Zentrum*, et s'organisent au sein d'un nouveau parti démocrate-chrétien ouvert aux protestants, la CDU. Rapidement, le nouveau parti s'impose comme un véritable parti multiconfessionnel et provoque une reconfiguration du conflit religieux : le clivage confessionnel opposant les catholiques et les protestants cède sa place à un clivage séculier opposant les chrétiens pratiquants et les laïcs².

Dès la fin des années 1950, cette transformation du clivage religieux s'accompagne de l'affaiblissement du clivage de classe. La dépoliarisation sur les enjeux socio-économiques est particulièrement nette après le Congrès de Bad Godesberg de 1959, qui marque le ralliement des sociaux-démocrates à l'économie sociale de marché. Le tournant est décisif : les sociaux-démocrates renoncent à toute référence au marxisme, rompent avec leur identité ouvrière, et s'ouvrent aux « nouvelles classes moyennes ». Mais ce n'est pas tout : le déclin du clivage de classe résulte également de la disparition de toutes les forces situées sur la gauche du SPD en matière économique, suite à l'effondrement du KPD en 1953 et à son interdiction en 1956.

1 LINZ Juan J., « Cleavage and Consensus in West German Politics: The Early Fifties », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967.

2 Pour une discussion des différences entre le vote des catholiques et le vote des protestants, on peut notamment se reporter à WOLF Christof, « Konfessionelle versus religiöse Konfliktlinie in der deutschen Wählerschaft », *Politische Vierteljahresschrift*, 37 (4), 1996.

Quoi qu'il en soit, le consensus entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates sur les questions économiques perdure jusqu'à l'entrée en crise du paradigme keynésien, dans la seconde moitié des années 1970. Une première rupture intervient en octobre 1982, lorsque le Chancelier social-démocrate Helmut Schmitt est remplacé par le chrétien-démocrate Helmut Kohl suite au vote d'une motion de censure constructive soutenue par une large partie de ses anciens alliés libéraux du FDP. Elle est suivie d'une seconde rupture en octobre 1990, lorsque la réunification impose de nouveaux enjeux socio-économiques à l'agenda. Cependant, entre temps, de nouveaux clivages se sont cristallisés.

L'institutionnalisation des clivages de la révolution mondiale

Les années 1960 marquent un tournant dans la dynamique des clivages en Allemagne de l'Ouest : au moment même où le consensus entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates atteint son paroxysme avec la formation d'une grande coalition, un mouvement de contestation de l'ordre établi s'organise. Ses revendications sont diverses : il naît dans les universités, mais il réunit les opposants à la guerre du Vietnam, les opposants au nucléaire et les opposants à la société de consommation dans une profonde remise en cause du modèle productiviste qui a permis au pays de se reconstruire rapidement après 1945. La dynamique aboutit en 1978 à la fondation d'un nouveau parti, les *Grünen*, qui transforme les contours du paysage politique : dès les élections législatives de 1983, des députés Verts font leur entrée au *Bundestag*. La politisation du clivage écologie/productivisme est lancée¹.

A la fin des années 1980, une seconde série d'enjeux liés à la révolution mondiale fait brusquement irruption à l'agenda. Pour l'essentiel, elle fait suite à l'ouverture croissante des frontières et à l'accélération des flux migratoires en provenance d'Europe de l'Est². En dépit des difficultés persistantes sur le marché du travail, le débat ne porte pas sur les travailleurs immigrés (*Gastarbeiter*), dont le recrutement a été réduit depuis les années 1960, mais sur les demandeurs d'asile et sur les réfugiés. Et il réactive des interrogations sur l'identité nationale qui avaient été enfouies depuis la partition des deux Allemagnes. En 1983, d'anciens députés dissidents de la CSU, la petite sœur bavaroise de la CDU, fondent les *Republikaner*, avec pour principal mot d'ordre la réunification du pays. Dans un premier temps, la dynamique de ce nouveau parti de droite radicale est limitée au niveau régional, mais il parvient finalement à s'imposer au niveau national à l'occasion des élections européennes de juin 1989, avec 7,1 % des suffrages exprimés. Le clivage identité/cosmopolitisme semble en voie de cristallisation, quand la réunification met brutalement un frein à son développement.

1 Sur la naissance des *Grünen* dans une perspective inspirée de la théorie des clivages, on peut lire KITSCHOLT Herbert, *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 1989 ; BÜRKLIN Wilhelm P., *Grüne Politik. Ideologische Zyklen, Wähler und Parteiensystem*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1984.

2 Pour une description complète des six grandes vagues migratoires vers l'Allemagne de l'Ouest depuis 1945, MÜNZ Rainer, ULRICH Ralf, « Les migrations en Allemagne : 1945-1996 », in *Revue européenne des migrations internationales*, 14 (2), 1998, p. 174-176.

La réunification joue un rôle déterminant dans le nouvel agencement des clivages en Allemagne. D'une part, elle règle les tensions naissantes sur l'identité nationale et retarde la formation du clivage identité/cosmopolitisme. D'autre part, elle inscrit à l'agenda des enjeux socio-économiques inattendus, notamment le coût de l'absorption des nouveaux *Länder*¹, qui écrasent toutes les autres lignes de conflit. Toutefois, elle ne suffit pas à expliquer la soudaine marginalisation des *Republikaner* dans les années 1990 : le phénomène renvoie également à la délégitimation durable de l'extrême-droite suite à la période nazie et à la dépolitisation de la question de l'immigration². Au final, à ce jour, un seul clivage issu de la révolution mondiale est véritablement parvenu à s'institutionnaliser dans le système partisan allemand, le clivage écologie/productivisme.

1.2.3. Les structures de clivages en France depuis le XIXe siècle

L'histoire politique de la France depuis la fin du XIXe siècle n'est pas aussi agitée que celle de l'Allemagne. De prime abord, cette remarque peut paraître surprenante : après tout, la France a également connu des changements de régime et des moments de contestation des institutions démocratiques. Cependant, dans les faits, la souveraineté du peuple n'a plus été remise en cause depuis la proclamation de la Troisième République en 1870, à l'exception de la parenthèse du régime de Vichy, pendant la Seconde Guerre Mondiale. D'ailleurs, la France fait partie des plus anciennes démocraties représentatives modernes, aux côtés du Canada, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Nouvelle-Zélande.

A l'image du système partisan allemand, le système partisan français est le produit de deux clivages fondamentaux, le clivage Eglise/Etat et le clivage de classe. Toutefois, il n'a pas suivi la même trajectoire historique ; au contraire, il a longtemps présenté des caractéristiques strictement opposées, avec la présence d'un parti communiste dominant au sein de la gauche et l'absence d'un grand parti démocrate-chrétien³. Cette configuration particulière résulte en partie de l'alliance qui s'est nouée entre l'Eglise catholique et les grands propriétaires terriens face à la modernisation impulsée par la nouvelle élite industrielle aux débuts de la Troisième République, mais elle traduit aussi l'impact de la division politique communistes/socialistes dans le développement du système partisan français après la Première Guerre Mondiale.

1 DOLEZAL Martin, « Germany: The Dog that Didn't Bark », in KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., et al., *West European Politics in the Age of Globalization*, 2008, p. 211.

2 Cette dépolitisation est essentiellement le fait des sociaux-démocrates. Dans un premier temps, au cours des années 1980, ils refusent de s'intéresser à l'enjeu (*dismissive strategy*). Puis, dans un second temps, ils refusent l'affrontement avec les chrétiens-démocrates, en ne s'opposant pas au durcissement de la politique d'immigration imposé par le gouvernement Kohl. Sur le lien entre la stratégie des grands partis et la dynamique électorale des partis de droite radicale, MEGUID Bonnie M., « Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success », *American Political Science Review*, 99 (3), 2005.

3 KRIESI Hanspeter, *Les démocraties occidentales*, 1994, p. 242.

Les origines historiques du système partisan français

La construction de l'Etat-nation est un processus relativement précoce en France. Elle débute au Moyen Âge, au moment où les rois capétiens commencent à étendre leur autorité politique sur le futur royaume de France grâce à leurs conquêtes militaires et à leurs alliances matrimoniales. A partir du XIII^e siècle, la dynamique s'accélère : la monarchie se dote d'une puissante administration centrale, qui parvient à soumettre les seigneurs locaux et à imposer la langue française dans l'ensemble du royaume. L'unification nationale est en marche. Une première rupture dans ce processus intervient dans la seconde moitié du XVI^e siècle, avec la Réforme et le début des guerres de religion : dans un contexte d'affaiblissement de l'autorité royale, l'Etat monarchique s'allie à l'Eglise catholique et marginalise les protestants. Puis une seconde rupture a lieu en 1789 : l'alliance initiale entre l'Etat et l'Eglise catholique, qui s'était concrétisée au XVII^e siècle par l'instauration d'une monarchie de droit divin, est rompue par une révolution démocratique sécularisante.

Paradoxalement, la Révolution française n'aboutit pas à l'établissement d'un régime démocratique. Il faut attendre la proclamation de la Deuxième République en 1848 pour que le suffrage universel devienne le mode normal de désignation des détenteurs du pouvoir¹, et l'avènement de la Troisième République en 1870 pour que la plupart des élites se rallient au paradigme de la démocratie représentative. Rétrospectivement, le système partisan naissant est souvent réduit à une opposition gauche/droite structurée par le clivage religieux et par le clivage de classe. Il n'en est rien : à l'époque, les termes de gauche et de droite ne se sont pas encore imposés et le clivage de classe n'est pas encore politisé. La vie politique française est en fait dominée par l'opposition républicains/monarchistes, opposition qui exprime d'abord le clivage entre le monde urbain et le monde rural².

Le processus de modernisation politique et économique est essentiellement porté par la bourgeoisie industrielle. Républicaine, laïque et progressiste, cette nouvelle élite déplace les centres de pouvoir vers les villes et entraîne rapidement une réaction de l'Eglise catholique et des grands propriétaires agricoles, qui défendent l'ordre ancien et s'allient au sein d'un vaste camp conservateur favorable au rétablissement de la monarchie. De la sorte, l'affrontement entre républicains et monarchistes traduit initialement deux clivages, le clivage urbain/rural et le clivage religieux. Toutefois, la bourgeoisie entre très rapidement en conflit avec la classe ouvrière, provoquant *in fine* la division du monde urbain et la formation du clivage de classe.

-
- 1 Le suffrage universel n'est pas suspendu sous le Second Empire. Au contraire, c'est au cours de cette période qu'il devient une pratique régulière, notamment dans les campagnes. Toutefois, il reste réservé aux hommes et son usage est largement dévoyé par le recours aux plébiscites.
 - 2 Cette opposition entre les villes et les campagnes est déjà particulièrement forte sous le Second Empire. Lors du plébiscite du 8 mai 1870, le dernier avant la chute de Napoléon III, le « oui » l'emporte par près de 83 % des exprimés, mais les grandes villes se prononcent majoritairement en faveur du « non ». Sur la géographie électorale au début de la Troisième République, on peut lire GOUAULT Jacques, *Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale, 1870-1875*, Paris, Armand Colin, 1954.

L'affirmation du clivage urbain/rural et la cristallisation du clivage religieux

A la chute du Second Empire en 1870, la question du nouveau régime n'est pas tout à fait tranchée. Malgré la proclamation de la République, les premières élections à l'Assemblée nationale provisoire en février 1871 marquent une nette victoire de l'opposition monarchiste. Certes, la forme du gouvernement n'est pas directement en cause, l'enjeu principal portant sur la poursuite ou non de la guerre avec la Prusse, mais la nouvelle majorité royaliste saisit l'occasion pour tenter de rétablir la monarchie, en abrogeant les lois d'exil qui pesaient sur la famille royale. Après une période d'apaisement, au cours de laquelle le gouvernement Thiers accumule les succès, notamment contre la Commune de Paris, le conflit entre républicains et monarchistes s'exacerbe en 1873 lorsque la majorité royaliste renverse Thiers, qui avait pris position en faveur d'une République conservatrice, et porte le maréchal de Mac-Mahon à la tête de l'Etat. La victoire définitive de la République n'intervient qu'à la fin des années 1870. Divisés entre orléanistes et légitimistes, incapables de s'entendre sur un prétendant au trône, les monarchistes sont sévèrement battus dans les urnes : ils échouent aux législatives de 1876 et de 1877, puis perdent le Sénat en 1879, entraînant la démission de Mac-Mahon¹.

En dépit de la nette domination électorale des républicains au cours des années 1880, l'opposition républicains/monarchistes ne disparaît pas. Cependant, elle change en partie de contenu, le ralliement des catholiques au nouveau régime conduisant à l'autonomisation de la question religieuse². Elle révèle ainsi l'existence d'un conflit plus large entre progressistes et conservateurs, les premiers soutenant la modernisation du pays, les seconds luttant pour la préservation de l'ordre ancien. De la sorte, l'opposition monarchistes/républicains articule le clivage entre les nouvelles villes industrielles et les campagnes agricoles³ et le clivage entre l'Etat centralisateur et l'Eglise catholique, et se traduit à la fois par un conflit d'intérêts sur le prix du blé⁴ et par un conflit de valeurs sur le contrôle de l'instruction des masses.

Bien qu'il reconfigure durablement la compétition politique, le clivage religieux ne se traduit pas par la fondation d'un parti démocrate-chrétien : les intérêts de l'Eglise catholique sont explicitement pris en charge par les conservateurs, qu'il s'agisse des monarchistes dans un premier temps ou des républicains conservateurs dans un second temps, une fois l'Eglise officiellement ralliée à la République. En revanche, ce clivage est directement à l'origine du développement de forces anticléricales : il donne naissance aux premiers partis politiques se revendiquant expressément de la gauche, le Parti radical notamment, et rappelle au passage qu'une tradition de gauche républicaine et laïque préexiste à l'émergence du socialisme.

1 MAYEUR Jean-Marie, *Les débuts de la Troisième République. 1871-1898*, Paris, Seuil, 1973, p. 26-54.

2 Sur les conséquences du ralliement dans les transformations du camp monarchiste, on peut lire REMOND René, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982, quatrième édition, p. 160-163.

3 Le clivage urbain/rural se forme d'abord au sein des élites, avec l'opposition entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie industrielle. Dans un premier temps, il s'exprime dans le conflit entre légitimistes et orléanistes. Sur ce point, on peut notamment se reporter à MARX Karl, *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1984 [1895].

4 La bourgeoisie industrielle cherche à limiter le prix du blé afin de diminuer le coût du pain pour les ouvriers. Initialement, ses intérêts sont donc convergents avec ceux de la classe ouvrière.

La division du monde urbain et le développement du clivage de classe

Bien que l'industrialisation débute dès les années 1820, puis s'accélère sous le Second Empire, la cristallisation définitive du clivage de classe dans le jeu politique n'intervient pas avant le début des années 1890. Pour l'essentiel, ce décalage temporel renvoie aux conditions d'élargissement du droit de vote. En France, le suffrage universel n'est pas une conquête du mouvement ouvrier, mais un acquis de la République. En d'autres termes, la classe ouvrière n'est pas contrainte de s'organiser politiquement pour accéder à la citoyenneté électorale¹, ce qui ne favorise pas la constitution d'un parti autonome prenant en charge ses intérêts.

Comme en Allemagne, la politisation du conflit de classe résulte largement de l'action du pouvoir gouvernemental. Après avoir reconnu la liberté syndicale en 1884, la République durcit soudainement sa position contre le mouvement ouvrier au début des années 1890, en réprimant de plus en plus violemment les grèves et les manifestations. Le basculement a lieu le 1^{er} mai 1891, lorsque les forces de l'ordre tirent dans la foule à Fourmies, dans le Nord. Le massacre retentit sur l'ensemble du territoire et réveille une conscience ouvrière qui avait été éteinte par l'échec de la Commune. Les socialistes enregistrent des progrès spectaculaires à l'occasion de plusieurs partielles, et percent finalement lors des législatives de 1893².

Le développement du clivage de classe est un phénomène relativement progressif. La question sociale s'impose à l'agenda au cours de la seconde moitié des années 1890, profitant d'un apaisement sur le front religieux consécutif au ralliement de l'Eglise à la République. En 1899, les socialistes sont intégrés au sein de la coalition du Bloc des gauches, qui remporte les élections législatives de 1902. En 1905, la montée en puissance du clivage de classe aboutit à la création du premier parti socialiste unifié, la SFIO. La dynamique s'achève en 1920, lors du Congrès de Tours : après la Révolution russe, le versant ouvrier du clivage de classe se divise entre une tendance socialiste et une tendance communiste.

En introduisant un second axe de conflit, la cristallisation du clivage de classe modifie une nouvelle fois l'espace de la compétition politique. Après la percée des socialistes, le Parti radical, qui occupait auparavant la position la plus à gauche du champ partisan en raison de son anticléricalisme, est mécaniquement déporté vers la droite par ses positions modérées en matière socio-économique. Puis, à partir de 1920, les socialistes sont à leur tour débordés sur leur gauche par les communistes. Le système partisan français atteint alors un premier point d'équilibre : le clivage de classe et le clivage Etat/Eglise façonnent un espace de compétition bidimensionnel, dans lequel s'affrontent quatre grandes familles politiques, les communistes, les socialistes, les radicaux et les modérés³.

-
- 1 Sur l'importance du *timing* et du *tempo* de l'extension du droit de suffrage dans l'émergence des partis ouvriers, BARTOLINI Stefano, *The Political Mobilization of the European Left*, 2000, p. 215-220.
 - 2 Cette dynamique est particulièrement forte dans les grandes villes, confirmant que le clivage de classe est d'abord une division au sein du monde urbain. Elle entraîne une transformation de la géographie électorale des radicaux, qui se replie dans les campagnes.
 - 3 Le terme « modérés » désigne les deux grandes forces de « droite » de la Troisième République, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine.

La dynamique des clivages en France depuis 1945

La Seconde Guerre Mondiale marque un tournant dans le développement historique du système partisan français. La rupture la plus évidente est d'ordre constitutionnel : le rejet définitif de la Troisième République par référendum en 1945 entraîne le vote d'une nouvelle Constitution, qui entre en vigueur en 1946. Néanmoins, les changements les plus significatifs interviennent dans l'arène électorale, avec la très forte poussée des communistes et la percée des démocrates-chrétiens du MRP lors des premières élections constituantes de 1945, puis le raz-de-marée des gaullistes du RPF lors des élections municipales de 1947.

Paradoxalement, la structure des clivages évolue peu : l'expansion des communistes et l'irruption des démocrates-chrétiens dans le paysage politique témoignent simplement de la prégnance du clivage de classe et du clivage religieux. Cependant, elle est complétée par la formation de deux divisions politiques : une division présidentialistes/parlementaristes, qui aboutit à l'irruption des gaullistes, et une division procommunistes/anticommunistes¹, qui se traduit par l'isolement des communistes à l'extrême gauche du champ partisan.

Les changements sont beaucoup plus importants sous la Cinquième République. Dès le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958, la mise en place des nouvelles institutions marque la victoire du paradigme présidentialiste. Elle conduit à l'installation définitive des gaullistes dans le paysage politique² et au recul des partis qui dominaient sous la Quatrième République. Et à partir des années 1970, l'affaiblissement du clivage religieux et l'atténuation du clivage de classe ouvrent la voie à la politisation de nouveaux clivages.

L'épuisement des clivages traditionnels

Le clivage religieux a longtemps dominé la structure du système partisan français. De prime abord, cette situation peut paraître relativement surprenante : aucun parti démocrate-chrétien n'est parvenu à percer de manière durable, à l'exception du MRP sous la Quatrième République, et la loi de 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'Etat a rapidement mis un terme aux affrontements violents de la fin du XIXe siècle entre les partisans d'un maintien du concordat de 1801³ et les adeptes de la laïcité. Toutefois, l'apaisement n'a jamais vraiment été synonyme de consensus : malgré la loi de 1905, la France est restée divisée sur la place de la religion dans la sphère publique, et notamment sur la question de l'école privée.

-
- 1 Cette nouvelle division politique peut être considérée comme une reconfiguration de la division communistes/socialistes : la progression du Parti communiste contraint tous les partis à prendre position par rapport au communisme, pas seulement les socialistes.
 - 2 Les gaullistes s'étaient marginalisés du jeu politique lors des élections législatives de 1956, suite au retrait momentané du général de Gaulle après l'échec des municipales de 1953.
 - 3 Le régime concordataire, établi pendant le Consulat, organise les relations entre l'Etat français et l'Eglise de Rome suite à la Révolution française et rétablit la paix religieuse. Il témoigne d'une subordination de l'Eglise catholique mais prévoit en contrepartie la rémunération du clergé par l'Etat. Sur les relations entre l'Etat et les Eglises en France, on peut lire BOUDON Jacques-Olivier, *Religion et politique en France depuis 1789*, Paris, Armand Colin, 2007.

L'affaiblissement du clivage religieux débute à la fin des années 1960. Pour l'essentiel, il renvoie au recul spectaculaire de la pratique catholique : des élections législatives de 1967 à l'élection présidentielle de 2007, la part des catholiques pratiquants réguliers dans l'ensemble de l'électorat passe de 26 à 8 %¹. Curieusement, la sécularisation exerce ses premiers effets au moment où émergent de nouveaux enjeux sociétaux qui auraient pu accroître la polarisation sur la morale traditionnelle : l'avortement, la place des femmes dans la société, les droits des homosexuels, etc. Cependant, les partis de droite qui défendaient les positions restrictives de l'Eglise catholique préfèrent adopter des positions de plus en plus modérées, dans la mesure où le poids des catholiques pratiquants diminue fortement dans leur électorat. Evidemment, tous les conflits mettant en jeu les dogmes de l'Eglise catholique n'ont pas été résolus, mais la plupart des débats sur la place des religions dans la sphère publique concernent aujourd'hui l'islam, de sorte qu'ils sont plus volontiers associés à l'enjeu immigration ou à la question de l'identité nationale qu'au clivage historique entre l'Eglise et l'Etat.

L'atténuation du clivage de classe est un processus plus complexe et ne se réduit pas à une dépoliarisation sur les enjeux socio-économiques suite au recul du nombre des ouvriers dans le corps électoral. De manière générale, la force du clivage de classe dépend du contexte socio-économique et du paradigme économique dominant². De ce point de vue, trois grandes phases peuvent être identifiées depuis la Seconde Guerre Mondiale. Jusqu'à la fin des années 1960, le clivage de classe est relativement prégnant en dépit d'un consensus sur les politiques économiques à mener. Le paradigme keynésien assure simultanément une forte croissance et le plein emploi, de sorte que la redistribution ne constitue pas une entrave à la rémunération du capital et à la progression continue des taux de profit. Les partis de gauche sont dans une position favorable : ils peuvent continuer à politiser le clivage de classe sans compromettre le dynamisme économique. Au milieu des années 1970, la domination du « compromis social-démocrate » s'effrite suite à l'entrée en crise du paradigme keynésien. Le clivage de classe se renforce : la polarisation sur les enjeux économiques s'accroît avec l'installation du chômage de masse et la signature du programme de gouvernement de la gauche entre les socialistes et les communistes. Toutefois, cette période ne dure pas longtemps : dès la première moitié des années 1980, le clivage de classe commence à s'estomper. Suite au « tournant de la rigueur » impulsé par le Parti socialiste en 1983, les politiques économiques promues par les partis de gouvernement convergent très nettement. Et contrairement à la situation qui prévalait dans la période de domination du paradigme keynésien, la dépoliarisation sur les questions socio-économiques est cette fois synonyme d'affaiblissement du clivage de classe : en se ralliant au paradigme néolibéral, les partis de gauche perdent de fait toute crédibilité dans leur travail de politisation du conflit possédants/travailleurs.

1 Ces données sont issues des enquêtes post-électorales françaises (voir annexe 2). Les catholiques pratiquants réguliers assistent à la messe au moins une fois par semaine.

2 GOUGOU Florent, ROUX Guillaume, « Political Change and Cleavage Voting in France: Class, Religion, Political Appeals and Voter Alignments (1962-2007) », in EVANS G., DE GRAAF N.D. (dir.), *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*, Oxford, Oxford University Press, à paraître.

La cristallisation des clivages de la révolution mondiale

Comme en Allemagne, la phase de modernisation qui s'est ouverte en France après la Seconde Guerre Mondiale avec le développement d'institutions politiques supranationales et l'essor du capitalisme financier a conduit à l'émergence du clivage écologie/productivisme et du clivage identité/cosmopolitisme. Ces deux nouveaux clivages ne se sont pas cristallisés au même rythme et n'ont pas été incorporés au même moment dans le système partisan, mais ils ont tous les deux transformé l'espace de la compétition politique à partir des années 1980.

La formation du clivage écologie/productivisme résulte de la contestation du modèle de développement productiviste et consumériste qui s'est imposé lors des Trente Glorieuses. Fondamentalement, elle remonte aux nouveaux mouvements sociaux des années 1960, dont la sévère critique de la société de consommation culmine avec les mobilisations étudiantes du printemps 1968. Toutefois, la prise de conscience de l'urgence environnementale retombe rapidement. De ce point de vue, la France se distingue nettement de l'Allemagne de l'Ouest. La raison est assez simple : contrairement aux écologistes allemands, les écologistes français ne parviennent pas à mobiliser sur la question centrale du nucléaire¹. De fait, les écologistes peinent à sortir de l'anonymat, en dépit de la candidature de René Dumont lors de l'élection présidentielle de 1974, et de la fondation des Verts en 1984. Finalement, ils obtiennent leurs premiers résultats significatifs lors des élections municipales et des élections européennes de 1989, mais la percée n'est pas durable. D'ailleurs, les résultats des Verts restent extrêmement fluctuants au cours des années 1990 et des années 2000, même s'ils décident de s'arrimer à la gauche lors de l'élection présidentielle de 1995 et intègrent la coalition de « gauche plurielle » en 1997. Quoi qu'il en soit, le clivage écologie/productivisme est désormais bien installé dans le système partisan, au point que sa politisation n'est plus le seul fait des écologistes : tous les partis prennent aujourd'hui position sur les enjeux environnementaux.

L'institutionnalisation du clivage identité/cosmopolitisme n'est pas aussi chaotique : elle intervient au début des années 1980, avec l'inscription soudaine de l'enjeu immigration à l'agenda². Pour l'essentiel, cette nouvelle ligne de clivage résulte des réactions d'hostilité que suscite l'immigration en provenance du Tiers-Monde face à la forte montée du chômage. Elle se traduit par la percée électorale d'un parti d'extrême droite xénophobe, le Front National à l'occasion des élections européennes de 1984. Elle conduit ensuite à un repositionnement des partis traditionnels, chacun intégrant au sein de son programme des propositions en matière d'immigration. Et elle aboutit finalement à une tripartition de l'espace politique entre un bloc de gauche, un bloc de droite modérée et un bloc d'extrême droite³.

1 En France, le nucléaire n'est pas considéré comme un danger. Au contraire, il est perçu comme un atout : il constitue un des fondements du paradigme de l'indépendance nationale.

2 L'enjeu immigration émerge lors des élections municipales de 1983, sous l'impulsion des partis de droite modérée. MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 258-262.

3 GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, « La tripartition de l'espace politique », in PERRINEAU P., YSMAL C. (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

1.3. Les réalignements en France et en Allemagne

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'Allemagne et la France ont connu plus de six décennies ininterrompues d'élections libres et concurrentielles. Par-delà la succession des gouvernements et des législatures, leur paysage politique a subi de profondes mutations. De nouvelles formations se sont développées, des partis établis se sont effondrés. Des enjeux ont disparu, des conflits ont émergé. Le cadre institutionnel lui-même s'est transformé.

A leur façon, toutes les élections ont contribué à ces mutations, mais certaines ont été plus importantes que les autres car elles ont été l'occasion d'évolutions brutales et durables. Quelques dates viennent immédiatement à l'esprit : 1958 ou 1981 en France, 1953 ou 1983 en Allemagne. Ce sont ces retournements, qui concernent à la fois le contenu de l'affrontement partisan et les rapports de force électoraux, qu'éclaire la théorie des réalignements.

1.3.1. La théorie des réalignements

La théorie des réalignements est une théorie profondément liée à l'histoire électorale des Etats-Unis¹, qui vise à comprendre les principales discontinuités dans la vie politique des démocraties représentatives. Bien qu'elle soit indissociablement liée au nom de V.O. Key, elle ne constitue pas une théorie unifiée, dont une seule formulation serait parvenue à s'imposer dans la littérature. Bien au contraire : elle a plusieurs autres pères fondateurs, parmi lesquels figurent W.D. Burnham et J.L. Sundquist, et a subi de nombreuses révisions.

En dépit de son caractère pluriel, la théorie classique des réalignements repose sur un socle de quatre propositions communes². (1) La vie politique des démocraties représentatives peut être analysée comme une succession de périodes de politique ordinaire et de phases de réalignement. (2) Les phases de réalignement, qui se déroulent sur une ou plusieurs élections consécutives, sont caractérisées par des évolutions brutales et durables des rapports de force électoraux et de la structure des électors partisans. (3) Ces phases de réalignement résultent de modifications dans les enjeux structurant la compétition politique. (4) Elles correspondent à des transformations majeures au-delà de la seule sphère électorale.

Les fondations

La théorie des réalignements est née dans les années 1950, suite à l'incompréhension suscitée par la victoire surprise d'Harry Truman lors de la présidentielle américaine de 1948. Pour la cinquième fois consécutive, un démocrate est élu à la Maison Blanche. Une rupture

1 ROSENOF Theodore, *Realignment: The Theory That Changed the Way We Think about American Politics*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003.

2 MARTIN Pierre, *Dynamiques partisans et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 18.

s'impose : contrairement à la conception dominante, la présidence de Franklin D. Roosevelt n'est pas qu'une déviation temporaire dans la norme républicaine qui semble caractériser la vie politique des Etats-Unis depuis la guerre de Sécession¹. De fait, la période du *New Deal* a marqué un tournant dans le développement du système partisan, en modifiant durablement les structures de la compétition politique. Deux éléments paraissent décisifs : l'émergence de nouveaux enjeux socio-économiques à l'agenda et la redistribution des soutiens partisans en faveur du Parti démocrate. Les fondations de la théorie des réalignements sont posées : la vie politique américaine est scandée par des changements brutaux et durables, qui touchent à la fois la ligne de conflit entre les partis et les alignements des électeurs.

Une dimension électorale

La composante électorale des réalignements est la plus évidente : un réalignement fait d'abord référence à un changement durable des équilibres électoraux. Cependant, les choses ne sont pas aussi simples. Le changement n'est pas toujours uniforme : il peut varier selon les groupes sociaux, selon les zones géographiques, etc. De manière générale, on distingue donc les évolutions de niveau, qui concernent les rapports de force électoraux, et les évolutions de structure, qui concernent la composition des électorats partisans. De fait, les changements de niveau sont les plus faciles à détecter, mais les changements de structure ne doivent pas être négligés pour bien comprendre les logiques d'un réalignement : une évolution de niveau est souvent liée à l'impact d'enjeux consensuels, alors qu'une évolution de structure résulte plus volontiers de l'irruption de nouveaux enjeux conflictuels². Quoi qu'il en soit, dans la plupart des cas, un réalignement associe changement de niveau et changement de structure.

Dans ses travaux fondateurs, V.O. Key distingue deux formes de réalignement. Dans un premier temps, il identifie une catégorie particulière d'élections, les « élections critiques », qui marquent un changement large, durable et brutal des rapports de force électoraux³. Puis, dans un second temps, il insiste sur l'existence conjointe de changements plus progressifs, les *secular realignments*⁴, qui résultent de dynamiques sociologiques et démographiques de long terme. Contrairement aux apparences, ces deux types de réalignements ne sont pas opposés. Au contraire, ils sont complémentaires pour comprendre les évolutions électorales : certains événements produisent des réactions immédiates dans le corps électoral et sont à l'origine de changements brutaux, alors que d'autres événements engagent des processus de long terme,

1 Ce changement de perspective est initié dans KEY V.O., « The Future of the Democratic Party », *Virginia Quarterly Review*, 28 (2), 1952.

2 CLUBB Jerome M., FLANIGAN William H., ZINGALE Nancy H., *Partisan Realignment: Voters, Parties and Government in American History*, Londres, Sage, 1980, p. 80. Les enjeux consensuels vont de pair avec un jugement sur la performance des partis et peuvent donc conduire à un changement uniforme de la balance partisane, alors que l'irruption de nouveaux enjeux conflictuels modifie la ligne de conflit dominante et tend donc à redéfinir les coalitions électorales.

3 KEY V.O., « A Theory of Critical Elections », *Journal of Politics*, 1955.

4 KEY V.O., « Secular Realignment and the Party System », *Journal of Politics*, 1959.

et provoquent des reconfigurations graduelles. Dans tous les cas, le changement est large et durable, et débouche sur de nouveaux alignements électoraux.

Une première cristallisation de la théorie des réalignements intervient avec l'école du Michigan. Après s'être longuement intéressés aux logiques du choix individuel des électeurs, les auteurs de *The American Voter* décentrent progressivement leur regard vers le résultat des élections et associent la problématique des réalignements aux dynamiques de l'identification partisane. Pour A. Campbell et ses associés, la décision collective de l'ensemble de l'électorat peut être décomposée en deux éléments¹ : (1) le « vote normal », qui renvoie à la distribution théorique de l'identification partisane dans le corps électoral ; (2) une composante spécifique à chaque scrutin, qui décrit l'action des forces de court terme. Sur cette base, ils proposent de distinguer des élections de maintien (*maintaining elections*), des élections déviantes (*deviating elections*) et des élections de réalignement (*realigning elections*)². Une élection de maintien est une élection où le parti majoritaire en termes d'identification partisane l'emporte, et ce quel que soit le poids des forces de court terme. A l'inverse, une élection déviante est une élection où l'influence temporaire des forces de court terme permet la victoire du parti minoritaire en termes d'identification partisane. Enfin, une élection de réalignement est une élection où les forces de court terme sont si puissantes qu'elles modifient durablement le « vote normal » et instaurent un nouvel équilibre entre les partis. A. Campbell et ses associés précisent toutefois qu'il y a rarement une seule élection de réalignement, mais plutôt une phase de réalignement (*realigning electoral era*), qui couvre plusieurs élections rapprochées.

Parmi les pères fondateurs de la théorie classique des réalignements, W.D. Burnham est incontestablement le plus ambitieux³. Pour lui, les évolutions brutales qui se produisent à l'occasion des élections critiques (*critical realignments*) constituent l'essence de la vie politique américaine, la réponse aux conservatismes qui minent le système institutionnel. A intervalles réguliers, le décalage entre les attentes du peuple et les politiques publiques mises en œuvre est si grand qu'une rupture s'impose : les réalignements sont ces moments d'adaptation, où le système politique américain change brutalement car il n'est plus capable de répondre aux aspirations des citoyens. Ces périodes de crise, qui peuvent être conçues comme un substitut à la révolution⁴ à l'intérieur d'une démocratie représentative, sont souvent catalysées par un

1 CAMPBELL A., CONVERSE P.E., MILLER W.E., STOKES D.E., *The American Voter*, 1960, p. 528-531. Le concept de « vote normal » n'est pas encore formalisé. Pour une présentation systématique, CONVERSE Philip E., « The Concept of a Normal Vote », in CAMPBELL A., CONVERSE P.E., MILLER W.E., STOKES D.E., *Elections and the Political Order*, New York, John Wiley, 1966.

2 La présentation la plus aboutie de cette classification est CAMPBELL Angus, « A Classification of the Presidential Elections », in CAMPBELL A., CONVERSE P.E., MILLER W.E., STOKES D.E., *Elections and the Political Order*, 1966. Pour une première esquisse de ce chapitre, sans mention d'auteur CAMPBELL A., CONVERSE P.E., MILLER W.E., STOKES D.E., *The American Voter*, 1960, p. 531-538.

3 L'ouvrage de référence est BURNHAM Walter D., *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, New York, Norton, 1970.

4 BURNHAM Walter D., « Party Systems and the Political Process », in CHAMBERS W.N., BURNHAM W.D. (dir.), *The American Party Systems: Stages of Political Development*, New York, Oxford University Press, 1967, p. 289.

événement exceptionnel, une guerre, une crise économique, etc. Elles se manifestent par une très nette intensification du combat politique et par une transformation des rapports de force électoraux, avec une restructuration large et durable des coalitions partisans sur les enjeux liés aux tensions qui ne peuvent plus être canalisées par le système politique. La plupart du temps, cette restructuration n'a pas lieu lors d'une seule élection, mais lors d'une « phase de réaligement » (*era of critical realignment*). Et elle a des conséquences importantes dans quatre autres domaines de la vie politique : le système de partis, le fonctionnement des institutions, les politiques publiques et les relations entre les élites et les citoyens.

Une dimension partisane

Pour autant, les réaligements ne se réduisent pas à des changements électoraux : ils supposent également une modification des principaux enjeux à l'agenda. Cette approche des réaligements, centrée sur le contenu de l'affrontement entre les partis, est largement héritée des travaux d'E.E. Schattschneider. Dans cette perspective, l'essence des réaligements n'est pas l'évolution large et durable des équilibres électoraux, mais le déplacement de la ligne de conflit entre les partis : la reconfiguration des coalitions électorales n'est qu'une conséquence du changement des enjeux dominants. En d'autres termes, un réaligement correspond à un « changement de l'alignement partisan », c'est-à-dire à un changement du terrain sur lequel les partis s'affrontent pour mobiliser les électeurs¹. Dans ce cadre, les élites partisans jouent un rôle déterminant : les réaligements sont le produit de la lutte permanente à laquelle elles se livrent pour imposer des enjeux qui leur permettent d'être majoritaires dans l'électorat.

De ce point de vue, les travaux de J.L. Sundquist proposent sans doute la formulation la plus élaborée de la théorie des réaligements². Prolongeant les réflexions sur la nature des réaligements esquissées par E.E. Schattschneider, J.L. Sundquist suggère de distinguer deux types de changements électoraux : (1) les changements liés à une reconfiguration durable du conflit partisan, qu'il qualifie de « réaligements » ; (2) les changements qui ne résultent pas d'une redéfinition du conflit partisan, qu'il qualifie de « *changements de la balance partisane* au sein d'un alignement établi et persistant »³. Sur cette base, il rejette la séparation entre *critical* et *secular realignments* : dans la mesure où les électeurs ne réagissent pas nécessairement tous au même rythme à l'établissement d'une nouvelle ligne de conflit dominante entre les partis, un réaligement peut avoir à la fois des phases de changement brutal (*critical*) et des phases de changement progressif (*secular*). La vitesse du changement importe peu : l'originalité d'un réaligement réside dans la modification du contenu de l'affrontement partisan.

Le modèle développé par J.L. Sundquist accorde une place centrale à la dynamique des enjeux : un réaligement implique l'irruption d'un nouvel enjeu à l'agenda. Cependant, l'inverse n'est pas vrai : un nouvel enjeu ne conduit pas toujours à un réaligement. En fait,

1 SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *The Semisovereign People*, 1960, p. 87.

2 SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System*, 1983. Une première édition de cet ouvrage est parue en 1973, mais les développements théoriques sont moins nourris.

3 SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System*, 1983, p. 12-14.

le déclenchement d'un réalignement dépend de cinq facteurs¹ : (1) la taille du problème : un réalignement est d'autant plus probable que le nouvel enjeu touche beaucoup d'électeurs et suscite de l'émotion ; (2) la capacité à générer des résistances : un réalignement est d'autant plus probable que le nouvel enjeu polarise fortement les électeurs sur les moyens à mettre en œuvre ou, mieux, sur les objectifs à atteindre ; (3) le leadership des responsables politiques : un réalignement est d'autant plus probable que les leaders en place sont affaiblis et peinent à écarter le nouveau problème ; (4) la division interne des partis : un réalignement est d'autant plus probable que le nouvel enjeu divise les partis établis et ne se superpose pas à la ligne de conflit en place ; (5) la force des attaches partisans existantes : un réalignement est d'autant plus probable que les attaches partisans des électeurs sont affaiblies.

Les développements

En dépit de son caractère parfois éclaté, la théorie des réalignements s'est rapidement imposée comme un outil indispensable pour périodiser la vie politique américaine. Au début des années 1970, trois phases de réalignement font consensus dans la littérature, la première dans les années 1850, la seconde dans les années 1890, la troisième dans les années 1930. De fait, l'histoire électorale des Etats-Unis semble pouvoir être décrite comme une succession de phases de réalignement et de périodes de politique ordinaire.

Ce tableau change radicalement au cours des années 1970. La théorie peine soudain à rendre compte des évolutions électorales les plus récentes : les équilibres électoraux issus du *New Deal* sont rompus depuis le milieu des années 1960, mais aucun réalignement ne semble avoir eu lieu. La remise en cause s'étend à la chronologie traditionnelle des réalignements : la théorie est accusée de n'avoir jamais été pertinente pour comprendre l'histoire politique des Etats-Unis². La critique porte essentiellement sur la multiplication des modèles d'analyse et sur le foisonnement des techniques statistiques pour repérer les « élections critiques ».

Depuis la fin des années 1980, de nouveaux développements ont permis de répondre à la plupart des critiques. En intégrant les apports successifs d'E.G. Carmines et J.A. Stimson, de B.E. Shafer et de P. Martin, un réalignement peut désormais être défini comme le passage d'un ordre électoral à un autre suite à une transformation de la structure d'enjeux dominant la compétition politique³. Ce passage intervient au cours d'une phase de changement brutal, la phase de réalignement, qui s'ouvre avec l'effondrement de l'ordre électoral en place et se referme avec l'émergence d'un nouvel ordre électoral. Cette phase est suivie par une période de politique ordinaire, au cours de laquelle la structure d'enjeux qui s'est imposée à l'agenda se déploie au sein du nouvel ordre électoral.

1 SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System*, 1983, p. 41-47.

2 LICHTMAN Allan J., « The End of Realignment Theory? Toward a New Research Program for American Political History », *Historical Methods*, 15 (4), 1982.

3 GOUGOU Florent, LABOURET Simon, « Critical and Secular Patterns of Electoral Change in France: The Realignment Era of the 1980's and Afterwards », Paper presented in a Short Course of the Annual Meeting of the American Political Science Association, Seattle, 2011.

La nature du changement : le passage d'un ordre électoral à un autre

La théorie des réalignements s'est assez largement construite autour du problème du repérage des « élections critiques ». De prime abord, cette situation n'a rien d'anormal : après tout, la théorie est née pour rendre compte des évolutions électorales brutales et durables qui peuvent se produire à l'occasion de certaines élections. Cependant, la recherche permanente de nouvelles méthodes pour dater les réalignements a longtemps parasité la discussion sur la nature des processus à l'œuvre, et parfois conduit à les réduire à de simples changements de niveau dans les rapports de force électoraux. De ce point de vue, la notion d'ordre électoral développée par B.E. Shafer est extrêmement utile car elle permet de réconcilier la dimension électorale et la dimension partisane des réalignements¹.

Étonnamment, la notion d'ordre électoral a d'abord été pensée comme une alternative à la problématique des réalignements² : pour B.E. Shafer, l'histoire politique américaine peut être découpée en plusieurs époques correspondant chacune à un ordre électoral, c'est-à-dire à un ensemble de « structures politiques » influençant les comportements des électeurs et les résultats des élections. La notion est très générale : parmi les structures politiques figurent la nature des divisions sociales, la place des partis, l'agencement des institutions politiques, etc. De la sorte, elle est moins rigide que la notion de « *party system* » généralement utilisée dans la littérature sur les réalignements pour décrire les structures de la compétition politique lors des périodes de politique ordinaire, et permet d'envisager l'existence de différences durables entre les enjeux dominant chaque type d'élection³.

Dans la suite de ce travail, la notion d'ordre électoral est employée dans un sens plus précis : elle fait référence à une structure d'enjeux stable et durable, qui façonne les relations entre les partis et les rapports de force électoraux. De fait, elle est plus large que la notion de « système partisan »⁴ : elle rend compte des relations de compétition et de coopération qui se nouent entre les partis, mais elle s'intéresse aussi aux liens qui s'établissent entre les électeurs et les partis. En clair, elle désigne une configuration spécifique de la compétition politique, à laquelle correspondent un système partisan et des alignements électoraux. Dans ce cadre, un réalignement peut être simplement défini comme le passage d'un ordre électoral à un autre.

D'un point de vue théorique, un réalignement décrit deux dynamiques : la disparition d'un ordre électoral en place et l'apparition d'un nouvel ordre électoral. Sur cette base, et à la

1 SHAFER Byron E., « The Notion of an Electoral Order: The Structure of Electoral Politics at the Accession of George Bush », in SHAFER B.E. (dir.), *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1991.

2 Cependant, les deux perspectives ne sont pas incompatibles : pour B.E. Shafer, la notion d'ordre électoral est plus abstraite que celle de réalignement, de sorte qu'elle peut aussi rendre compte des élections critiques traditionnelles. SHAFER Byron E., « The Notion of an Electoral Order », in SHAFER B.E. (dir.), *The End of Realignment?*, 1991, p. 65.

3 Cet aspect est primordial : B.E. Shafer montre ainsi que le « gouvernement divisé » n'est pas une anomalie, mais une caractéristique structurelle de la politique américaine après les années 1960.

4 Sur cette notion, la référence reste SARTORI Giovanni, *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

suite de P. Martin, on peut distinguer un « moment de rupture », qui marque l'effondrement d'un ordre électoral établi, et un « moment de réalignement », qui marque l'émergence d'un nouvel ordre électoral¹. Ces deux moments ne sont pas nécessairement séparés : en principe, rien n'empêche qu'un réalignement s'opère sur un seul et même scrutin. Cependant, dans les faits, le « moment de rupture » et le « moment de réalignement » sont généralement distincts, de sorte qu'ils délimitent une « phase de réalignement ».

Cette nouvelle approche des réalignements axée sur la nature du changement permet à la fois de mieux articuler la dimension électorale et la dimension partisane, et de spécifier la notion souvent ambivalente d'élections critiques. En revanche, elle ne résout pas le problème du repérage des réalignements : à ce jour, il n'existe pas de méthode infaillible pour identifier à coup sûr des élections de rupture ou des élections de réalignement. La plupart du temps, il est nécessaire d'accumuler plusieurs indices concordants. Et, plus déroutant, il faut attendre au moins l'élection suivante pour confirmer l'effondrement d'un ordre électoral en place ou l'émergence d'un nouvel ordre électoral.

Tous les scrutins ne sont pas susceptibles de constituer un moment de rupture ou un moment de réalignement². En principe, seuls les scrutins pouvant permettre un changement des enjeux à l'agenda du pouvoir gouvernemental sont concernés. De fait, en France, toutes les élections d'organisation nationale satisfont ce critère : la présidentielle, les législatives, les européennes, mais aussi les régionales, les municipales et les référendums. En Allemagne, en revanche, les possibilités sont beaucoup plus limitées : seules les élections au *Bundestag* et les élections européennes sont synchronisées sur l'ensemble du territoire, et donnent donc lieu à une véritable campagne nationale³.

La forme du changement : une phase critique et une période de déploiement

La théorie des réalignements est souvent utilisée de manière caricaturale, comme si la vie politique des démocraties représentatives pouvait être résumée à de longues périodes de stabilité entrecoupées par de brefs moments concentrant l'essentiel des évolutions électorales et partisanes. Les choses sont pourtant un peu plus compliquées que cela : le changement ne se réduit pas aux phases de réalignement. De fait, le modèle d'un réalignement s'opérant de manière brutale, sur une seule élection critique, est très éloigné de la réalité.

Au fond, un réalignement correspond plus volontiers au modèle du « développement dynamique » proposé par E.G. Carmines et J.A. Stimson : le changement débute de manière brutale lors d'un « moment critique », mais se poursuit ensuite à un rythme plus lent sur une

1 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 60-61 et 418-419.

2 Sur la question des élections à prendre en compte, le débat a été ouvert par CAMPBELL Bruce A., TRILLING Richard J., « Toward a Theory of Realignment: An Introduction », in CAMPBELL B.A., TRILLING R.J. (dir.), *Realignment in American Politics*, 1980.

3 Les élections régionales peuvent aussi avoir des conséquences politiques nationales, notamment quand elles provoquent un changement de majorité au *Bundesrat*. Cependant, elles ne sont pas synchronisées, chaque *Land* étant maître de son calendrier électoral. De fait, les enjeux discutés sont avant tout des enjeux régionaux.

période de temps qui peut être relativement longue¹. Ce modèle est parfaitement compatible avec la distinction entre élections de rupture et élections de réalignement, le moment critique du processus de développement dynamique pouvant être assimilé à un moment de rupture, où un ordre électoral en place s'effondre soudainement. De la sorte, il rappelle la métaphore utilisée par J.L. Sundquist pour décrire les réalignements : un « tremblement de terre » initial (*earthquake*), suivi par des « répliques » (*aftershocks*)².

Dans ce schéma général, les périodes de politique ordinaire qui succèdent aux phases de réalignement ne sont pas nécessairement des périodes de parfaite stabilité. Au contraire, le changement est la norme : compte tenu du renouvellement constant du corps électoral, les mêmes rapports de force ne se reproduisent jamais sur plusieurs élections consécutives. De fait, une période de politique ordinaire n'est pas synonyme d'immobilisme et des évolutions importantes sont possibles tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec l'ordre électoral en place. Ces évolutions peuvent être le produit de mouvements de long terme, qu'il s'agisse de changements démographiques, de transformations économiques ou de mutations culturelles. Mais elles peuvent également résulter d'un déploiement des enjeux du réalignement, tous les électeurs ne réagissant pas au même rythme au changement d'agenda impulsé au cours de la dernière phase de réalignement.

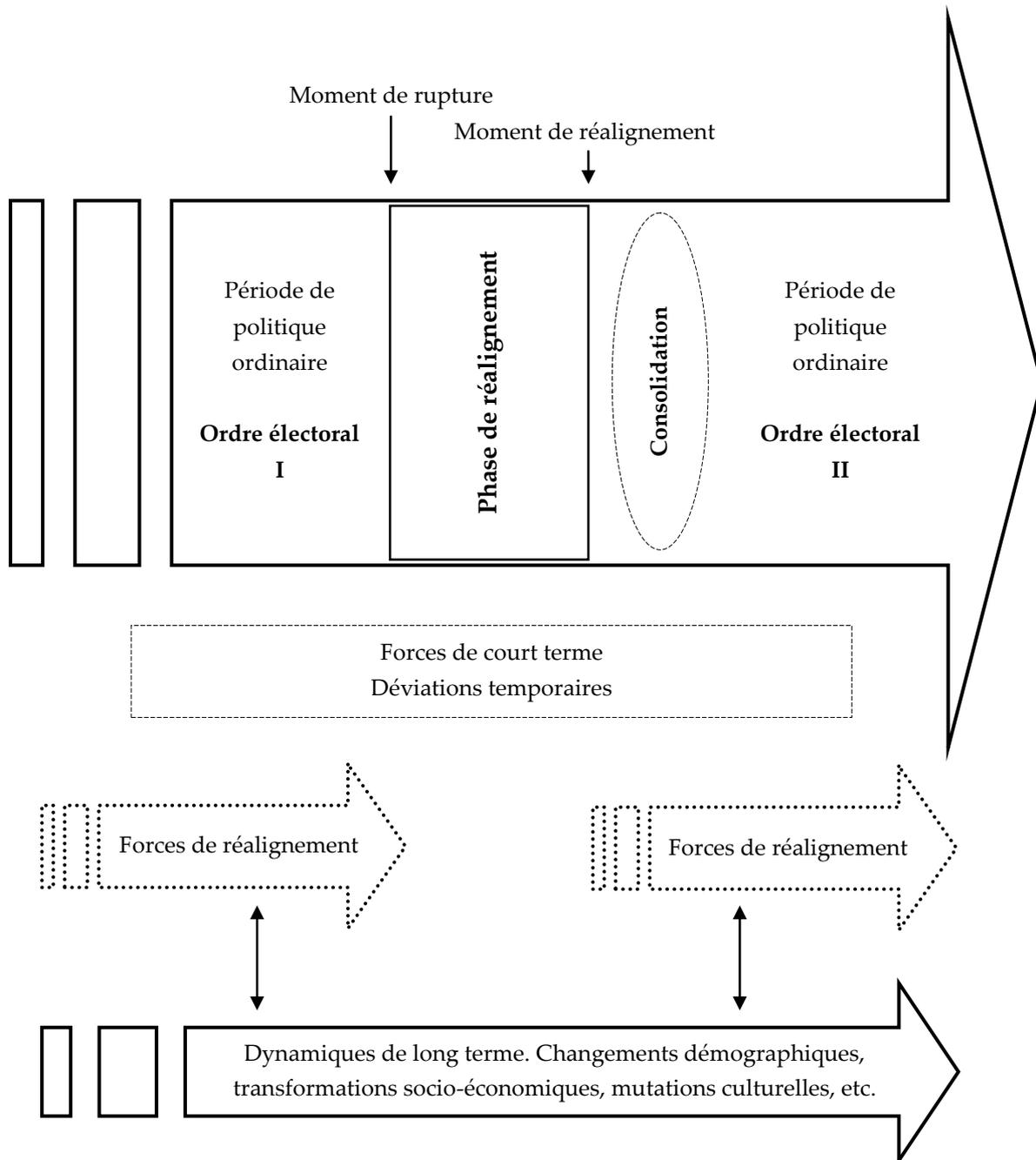
Dans ce cadre, la stabilité d'un ordre électoral renvoie essentiellement au maintien de la même structure d'enjeux sur plusieurs scrutins successifs, et à la stabilité de la position des partis sur ces enjeux. Cette structure d'enjeux s'affirme dès le moment de réalignement, mais elle doit attendre la consolidation de l'ordre électoral au cours des élections suivant la phase de réalignement pour s'imposer définitivement. Car l'histoire n'est pas écrite à l'avance : un réalignement peut échouer si l'ordre électoral émergent ne parvient pas à se cristalliser.

Au final, un réalignement désigne une reconfiguration large et durable des structures de la compétition politique, avec le passage d'un ordre électoral à un autre. Il intervient lors d'une phase de changement brutal, la phase de réalignement. Cette phase est bornée par des élections de rupture, qui marquent la chute de l'ancien ordre électoral, et par des élections de réalignement, qui marquent l'émergence du nouvel ordre électoral. Elle couvre généralement plusieurs élections de transition, au cours desquelles le combat politique est particulièrement intense pour imposer de nouveaux enjeux à l'agenda. Le réalignement se déploie ensuite lors d'une période de politique ordinaire, qui débute par un moment de consolidation du nouvel ordre électoral. Ce déploiement du réalignement correspond en fait à la diffusion des enjeux qui se sont imposés lors de la phase critique ; il peut alors se combiner avec des évolutions de long terme, qui continuent à exercer leurs effets indépendamment des nouveaux enjeux.

1 CARMINES Edward G., STIMSON James A., *Issue Evolution: Race and the Transformation of American Politics*. Princeton, Princeton University Press, 1989. Pour une mise en perspective synthétique, CARMINES Edward G., WAGNER Michael W., « Political Issues and Party Alignments: Assessing the Issue Evolution Perspective », *Annual Review of Political Science*, 9, 2006.

2 SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System*, 1983, p. 12. En dépit de cette réelle proximité, E.G. Carmines et J.A. Stimson rejettent la notion de réalignement et considèrent que leur modèle constitue une troisième voie entre le « *critical realignment* » et le « *secular realignment* ».

Figure 1.1
Le changement électoral dans la théorie des réalignements¹



1 Ce graphique est repris de GOUYOU Florent, LABOURET Simon, « Critical and Secular Patterns of Electoral Change in France », 2011.

1.3.2. La vie politique en Allemagne depuis 1949

A ce jour, la théorie des réalignements n'a jamais été utilisée pour analyser l'histoire électorale allemande d'après-guerre¹. Certes, quelques césures importantes ont été identifiées dans le développement du système partisan, mais aucune périodisation ne fait consensus au sein de la littérature. Et à leur façon, toutes les élections ont été, à un moment ou à un autre, considérées comme des élections décisives dans l'histoire du pays².

De manière schématique, deux approches de la vie politique allemande peuvent être opposées. La première, centrée sur le format du système partisan, utilise le critère du nombre de partis représentés au *Bundestag* et aboutit à un découpage en quatre grandes phases³ : (1) une phase de concentration, de 1949 à 1961 ; (2) une phase à trois partis, entre 1961 et 1983 ; (3) une phase à quatre partis, entre 1983 et 1990 ; (4) une phase à cinq partis, depuis 1990. La seconde, centrée sur la composition de la coalition au pouvoir, s'intéresse aux relations entre les partis qui gouvernent et permet d'identifier cinq périodes⁴ : (1) une période d'hégémonie de la CDU de 1949 à 1969 ; (2) une période d'hégémonie du SPD entre 1969 et 1982 ; (3) une nouvelle période d'hégémonie de la CDU de 1982 à 1998 ; (4) une période de domination du SPD entre 1998 et 2005 ; (5) une période de domination de la CDU depuis 2005.

Contrairement à ces deux approches, la théorie des réalignements ne se contente pas d'un seul critère d'analyse, mais articule de manière systématique les évolutions électorales, les transformations du système partisan et le changement des enjeux à l'agenda. A ce stade, elle suggère une périodisation originale, distinguant une phase de reconstruction du système partisan (1949-1961), deux phases de réalignement (1983-1990 et 2005-...) et deux périodes de politique ordinaire (1961-1983, 1990-2005)⁵.

1 Pour la période 1949-1987, seule l'Allemagne de l'Ouest est concernée. Avant la réunification, il n'existait pas de système partisan compétitif en Allemagne de l'Est, de sorte que l'utilisation de la théorie des réalignements ne ferait pas sens : le système partisan est-allemand se réduisait à la SED. Sur ce point, JESSE Eckhard, « Die Parteien in der SBZ/DDR 1945 bis 1989/90 », in GABRIEL O. W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, 2002, p. 84.

2 PARTCH Richard D., « The Transformation of the West German Party System: Patterns of Electoral Change and Consistency », *German Studies Review*, 3 (1), 1980, p. 96.

3 NIEDERMAYER Oskar, « Die Entwicklung des bundesdeutschen Parteiensystems », in DECKER F., NEU V. (dir.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007. Dans cette catégorie, on retrouve aussi LEES Charles, *Party Politics in Germany*, 2005, p. 131-132 ; PAPPI Franz U., « The West German Party System », *West European Politics*, 7 (4), 1984 ; et POGUNTKE Thomas, « The German Party System: Eternal Crisis? », *German Politics*, 10 (2), 2001.

4 JESSE Eckhard, « Die Parteien im westlichen Deutschland von 1945 bis zur deutschen Einheit 1990 », in GABRIEL O. W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, 2002, p. 70-75. Le chapitre d'E. Jesse s'arrête en 1990, mais l'analyse peut être prolongée. Dans la même veine, on peut lire CONRADT David P., DALTON Russell J., « The West German Electorate and the Party System: Continuity and Change in the 1980's », *Review of Politics*, 50 (1), 1988.

5 Cette périodisation constitue une première ébauche : elle doit être conçue comme un ensemble d'hypothèses sur le développement du système partisan allemand. Ce travail ne permettait pas d'effectuer une analyse aussi détaillée que nécessaire, notamment sur le contenu des campagnes électorales et le poids des enjeux dans le vote des électeurs.

Ce découpage de la vie politique allemande contemporaine est basé sur l'analyse des résultats des élections législatives et des élections européennes depuis 1949. Les principales données empiriques mobilisées sont résumées dans les tableaux 1.1 et 1.2. Les évolutions des rapports de force électoraux sont opérationnalisées à partir de quatre variables : les résultats de la CDU/CSU, les résultats du SPD, la somme des résultats du SPD et de la CDU/CSU¹, et la différence entre les résultats de la CDU/CSU et du SPD. De manière générale, ces variables sont lissées afin d'écartier les déviations temporaires que la théorie des réalignements n'a pas vocation à expliquer². Les mutations du système partisan sont elles opérationnalisées à partir de deux variables : le nombre de coalitions qui peuvent être arithmétiquement majoritaires au *Bundestag* d'une part, le nombre de coalitions qui sont politiquement envisageables d'autre part. Elles permettent de comprendre comment sont structurées les relations entre les partis.

Tableau 1.1
La répartition des sièges au *Bundestag* (1949-2009)

	1949	1953	1957	1961	1965	1969	1972	1976	1980
SPD	131	151	169	190	202	224	230	214	218
FDP	52	48	41	67	49	30	41	39	53
CDU/CSU	139	243	270	242	245	242	225	243	226
Autres	80	45	17	-	-	-	-	-	-
Total	402	487	497	499	496	496	496	496	497

	1983	1987	1990	1994	1998	2002	2005	2009
PDS / Die Linke	-	-	17	30	36	2	54	76
SPD	193	186	239	252	298	251	222	146
Grünen	27	42	8	49	47	55	51	68
FDP	34	46	79	47	43	47	61	93
CDU/CSU	244	223	319	294	245	248	226	239
Total	498	497	662	672	669	603	614	622

NB. Avant la réunification, le *Bundestag* comptait parmi ses membres des députés de Berlin-Ouest (19 en 1949, 22 de 1953 à 1987). Ces députés ne sont pas décomptés dans le tableau car ils n'avaient pas formellement le droit du vote et ne participaient donc pas à la constitution des coalitions.

- 1 Cette variable peut aussi être conçue comme une mesure du score des tiers-partis. Elle permet d'analyser les rapports de force électoraux sans poser d'hypothèse sur l'idéologie des partis et leur position dans l'espace de la compétition politique : la somme SPD + CDU/CSU exprime la force d'intégration des partis qui ont reconstruit le système partisan après guerre.
- 2 Pour chaque élection, le résultat retenu est la médiane entre le résultat de l'élection considérée, le résultat de l'élection précédente et le résultat de l'élection suivante. Dans ce cadre, seules les évolutions de plus de 4 points sont considérées comme significatives. Ce seuil est arbitraire.

Tableau 1.2

Les résultats du SPD et de la CDU/CSU aux élections législatives et européennes depuis 1949

	B1949	B1953	B1957	B1961	B1965	B1969	B1972	B1976	E1979	B1980	B1983	E1984
SPD												
Allemagne de l'Ouest			31,8	36,2	39,3	42,7	45,8	42,6	40,8	42,9	38,2	37,4
Ouest sans la Sarre	29,2	28,8	31,9	36,3								
CDU/CSU												
Allemagne de l'Ouest			50,2	45,3	47,6	46,1	44,9	48,6	49,2	44,5	48,8	45,9
Ouest sans la Sarre	31,0	45,2	50,1	45,2								
SPD + CDU/CSU												
Allemagne de l'Ouest			81,9	81,5	86,9	88,8	90,7	91,2	90,0	87,4	87,0	83,4
Ouest sans la Sarre	60,2	74,0	82,0	81,5								
	B1987	E1989	B1990	E1994	B1994	B1998	E1999	B2002	E2004	B2005	E2009	B2009
SPD												
Allemagne de l'Ouest	37,0	37,3	35,9	34,0	37,6	42,4	32,7	38,3	23,0	35,2	21,9	24,2
Allemagne réunifiée			33,5	32,2	36,4	40,9	30,7	38,5	21,5	34,2	20,8	23,0
CDU/CSU												
Allemagne de l'Ouest	44,3	37,8	44,2	40,5	42,2	37,2	51,0	41,0	47,3	37,7	39,9	34,9
Allemagne réunifiée			43,8	38,8	41,4	35,1	48,7	38,5	44,5	35,2	37,9	33,8
SPD + CDU/CSU												
Allemagne de l'Ouest	81,3	75,1	80,1	74,5	79,8	79,7	83,7	79,4	70,3	72,9	61,8	59,1
Allemagne réunifiée			77,3	71,0	77,8	76,1	79,4	77,0	66,0	69,4	58,6	56,8

NB. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés. Pour les élections au *Bundestag*, seules les secondes voix sont considérées. La Sarre n'a été rattachée à la République Fédérale qu'en 1957, mais elle n'a pas affecté les rapports de force électoraux en raison de son poids démographique très limité (2 % des inscrits).

La refondation du système partisan : concentration et démocratisation

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la reconstruction du système partisan allemand est très étroitement supervisée par les Alliés. Des licences sont délivrées au sein de chaque zone d'occupation pour empêcher la reconstitution de partis ouvertement opposés à la démocratie. En Allemagne de l'Est, ce système est rapidement détourné par les Soviétiques et conduit à l'hégémonie du SED. En Allemagne de l'Ouest, en revanche, il joue parfaitement son rôle en réduisant drastiquement le nombre de partis, qui avait littéralement explosé lors des dernières années de la République de Weimar.

Les élections législatives de 1949 intègrent largement cette nouvelle donne¹, mais elles confirment également la rupture provoquée par la percée soudaine des nazis à l'occasion des élections au *Reichstag* de 1930. Elles accélèrent la recomposition de la droite entamée dans les années 1930, avec la constitution d'un pôle démocrate-chrétien aux dépens des catholiques et des conservateurs. Les élections de 1953 marquent une première étape déterminante dans la reconstruction du système partisan, avec la liquidation quasi définitive des partis opposés au nouveau système politique. Cette phase de reconstruction est placée sous le signe du miracle économique et de la consolidation de la démocratie. Elle s'achève lors des élections de 1961 par une concentration du système partisan autour de trois partis, le SPD, la CDU/CSU et le FDP. Le nouvel ordre électoral est caractérisé par l'hégémonie des deux *Volksparteien*, par la domination du paradigme de l'économie sociale de marché et par les enjeux internationaux.

La phase de reconstruction du système partisan, 1949-1961

Les élections au *Bundestag* de 1953 marquent un tournant décisif dans le processus de refondation du système partisan allemand qui s'engage après la Seconde Guerre Mondiale. Bien qu'elles interviennent dans une phase de transition et ne correspondent pas strictement à l'effondrement d'un ordre électoral, elles signent la mort définitive du système politique de la République de Weimar et sont les élections les plus importantes de la période.

Le changement concerne toutes les dimensions de la compétition politique. Il touche d'abord le cadre institutionnel, avec l'introduction d'un nouveau mode de scrutin associant représentation proportionnelle et désignation directe des députés par un système original de double vote². Il se manifeste ensuite dans l'arène électorale, avec une très forte poussée de la CDU/CSU aux dépens des nombreux partis de droite qui s'étaient formés dans l'après guerre (figure 1.2). Il s'exprime enfin dans l'arène parlementaire, avec la marginalisation brutale du *Zentrum* et la disparition du Parti communiste au sein du *Bundestag*.

1 FALTER Jürgen W., « Kontinuität und Neubeginn: Die Bundestagswahl 1949 zwischen Weimar und Bonn », *Politische Vierteljahresschrift*, 22 (2), 1981.

2 Pour une comparaison avec les modes de scrutin utilisés pendant l'Empire et la République de Weimar, on peut se reporter à ROBIN Maurice, « Le système électoral de la République Fédérale Allemande », *Revue française de science politique*, 7 (4), 1957.

Trois enjeux dominent l'agenda au cours de cette phase de reconstruction du système partisan : la reconstruction de l'économie, la consolidation de la démocratie et les relations Est/Ouest. Le moment de réalignement intervient lors des élections législatives de 1961, avec l'émergence d'un nouvel ordre électoral dominé par les deux partis politiques qui ont permis le retour du pluralisme, le SPD et la CDU/CSU. La date n'est pas anodine : ces élections ont lieu un mois seulement après la construction du Mur de Berlin et elles sont premières depuis le ralliement des sociaux-démocrates à l'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*) lors du congrès de Bad Godesberg en 1959.

La phase de reconstruction est marquée par une profonde recomposition du paysage politique : de 1949 à 1961, le nombre de partis représentés au *Bundestag* passe de 11 à 3. Cette dynamique de concentration du système partisan résulte essentiellement de la capacité de la CDU/CSU à absorber les partis régionalistes et les autres formations de droite en surfant sur les vagues du « miracle économique ». Mais elle renvoie aussi à la mise en place de nouvelles règles du jeu politique prolongeant les premiers effets du système de licences imposé par les Alliés¹, notamment l'interdiction des partis antidémocratiques² et la fixation du seuil d'accès à la répartition des sièges pour le *Bundestag* à 5 % des suffrages exprimés au niveau fédéral³ (ou trois élus directs au scrutin uninominal à un tour).

Les évolutions électorales sont également très impressionnantes. De ce point de vue, les élections au *Bundestag* de 1957 constituent un moment clé, bien qu'elles ne soient que des élections de transition : la CDU/CSU confirme sa très nette poussée de 1953 en obtenant plus de la moitié des suffrages exprimés, tandis que les deux partis dominants rassemblent pour la première fois plus de 80 % des voix (figure 1.6). Pour l'essentiel, le réalignement s'opère à droite de l'échiquier politique, avec l'affirmation de l'hégémonie des chrétiens-démocrates. Il aboutit à une très forte asymétrie entre les deux grands partis, à l'avantage de la CDU/CSU : inférieur à 2 points en 1949, l'écart entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates passe soudainement à 16 points en 1953, avant d'être finalement ramené à 9 points en 1961. De fait, cette asymétrie constitue une des principales caractéristiques du nouvel ordre électoral. Mais ce n'est pas tout : le réalignement se manifeste aussi par une réorganisation de la géographie électorale, avec la constitution d'un bastion CDU/CSU dans le Sud catholique⁴.

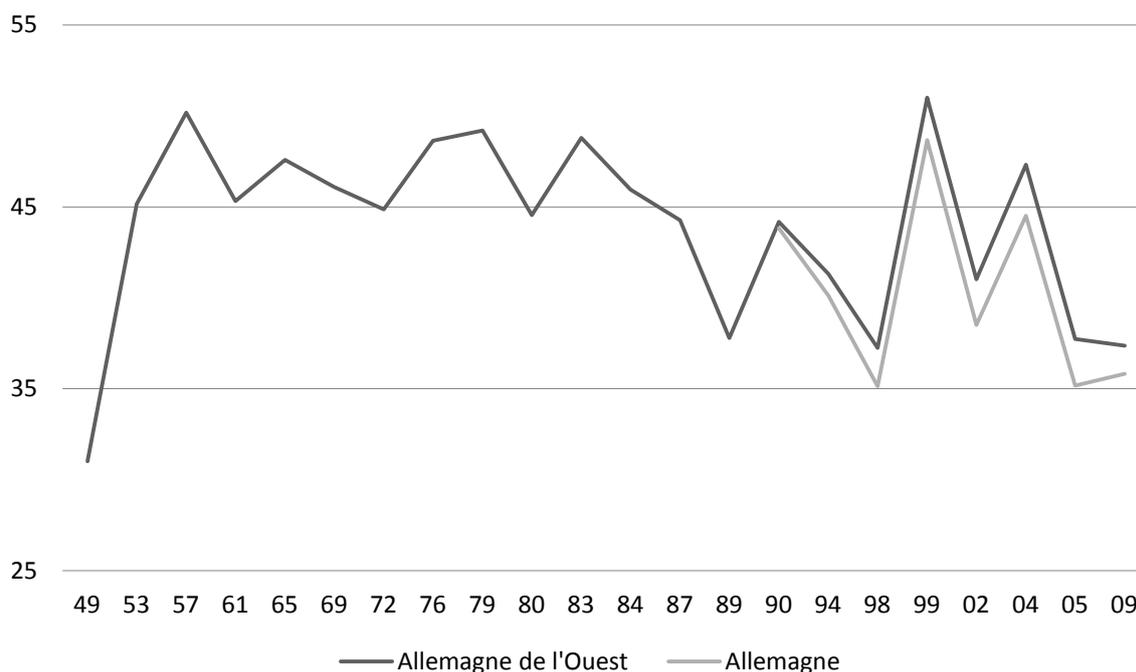
1 KREUZER Marcus, « How Party Systems Form: Path Dependency and the Institutionalization of the Post-War German Party System », *British Journal of Political Science*, 39 (4), 2009.

2 Cette procédure, introduite dans la Loi Fondamentale, a été utilisée à deux reprises : la première contre un parti néo-nazi, le SRP, en 1952 ; la seconde contre le KPD, en 1955.

3 Ce seuil existait déjà pour les élections au *Bundestag* de 1949, mais il s'appliquait alors au niveau des *Länder* : tous les partis dépassant 5 % dans un *Land* avaient accès à la répartition des sièges.

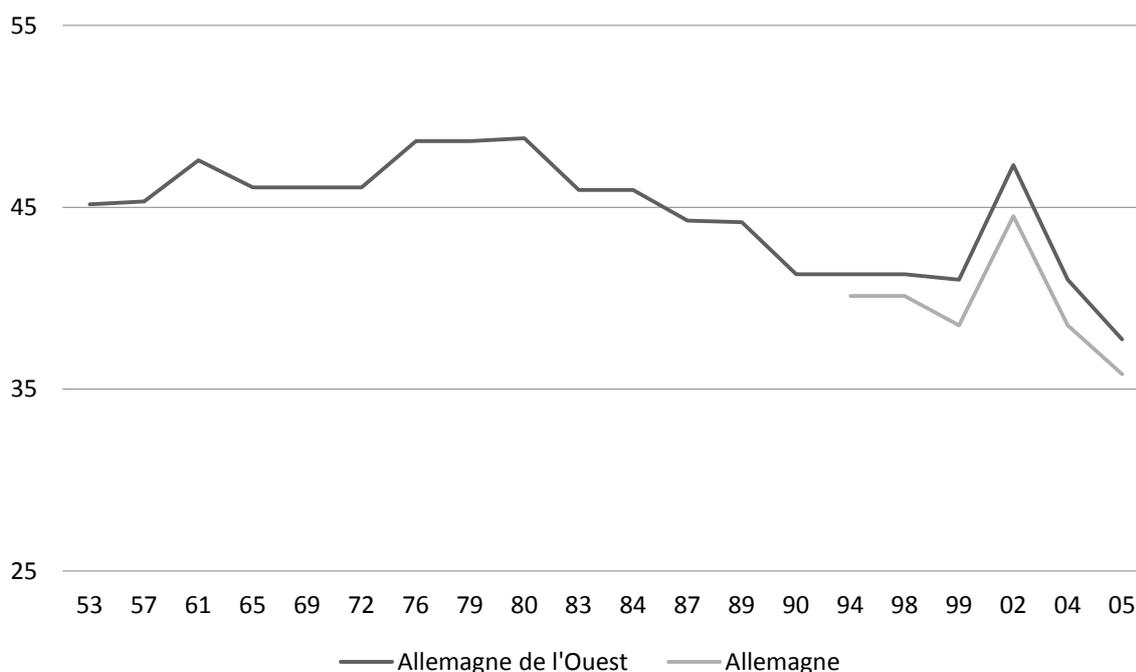
4 Dans le Bade-Wurtemberg, la domination de la CDU est actée dès les élections au *Bundestag* de 1953, où elle obtient 52,4 % des suffrages exprimés. Ses résultats se stabilisent ensuite autour de 50 % jusqu'en 1983. En Bavière, l'hégémonie de la CSU se construit en deux temps : elle obtient 47,8 % en 1953 puis 57,2 % en 1957. Ses résultats fluctuent ensuite entre 55 et 60 % jusqu'en 1987. Sur le cas de la Bavière, on peut lire MINTZEL Alf, « Regionale politische Traditionen und CSU-Hegemonie in Bayern », in OBERNDÖRFER D., SCHMITT K. (dir.), *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Duncker & Humblot, 1991.

Figure 1.2
Les résultats de la CDU/CSU aux élections nationales depuis 1949



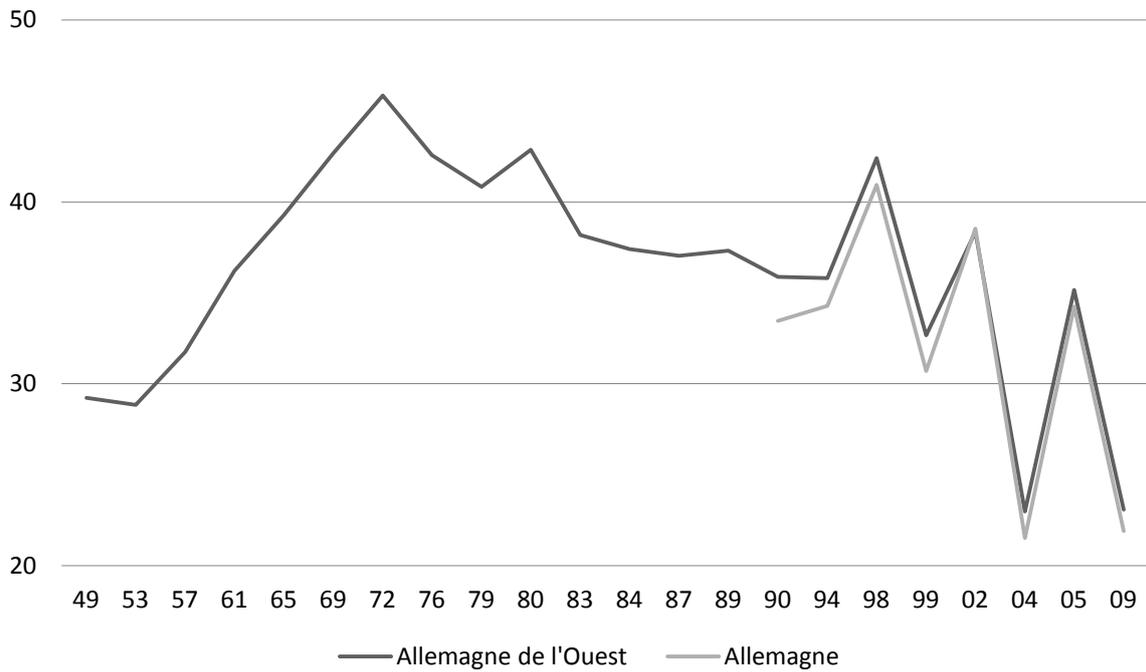
NB. Ce graphique reprend les données présentées dans le tableau 1.2. Quand deux scrutins ont lieu la même année, le résultat retenu est la moyenne arithmétique des deux scores.

Figure 1.3
Les résultats de la CDU/CSU aux élections nationales après lissage des données



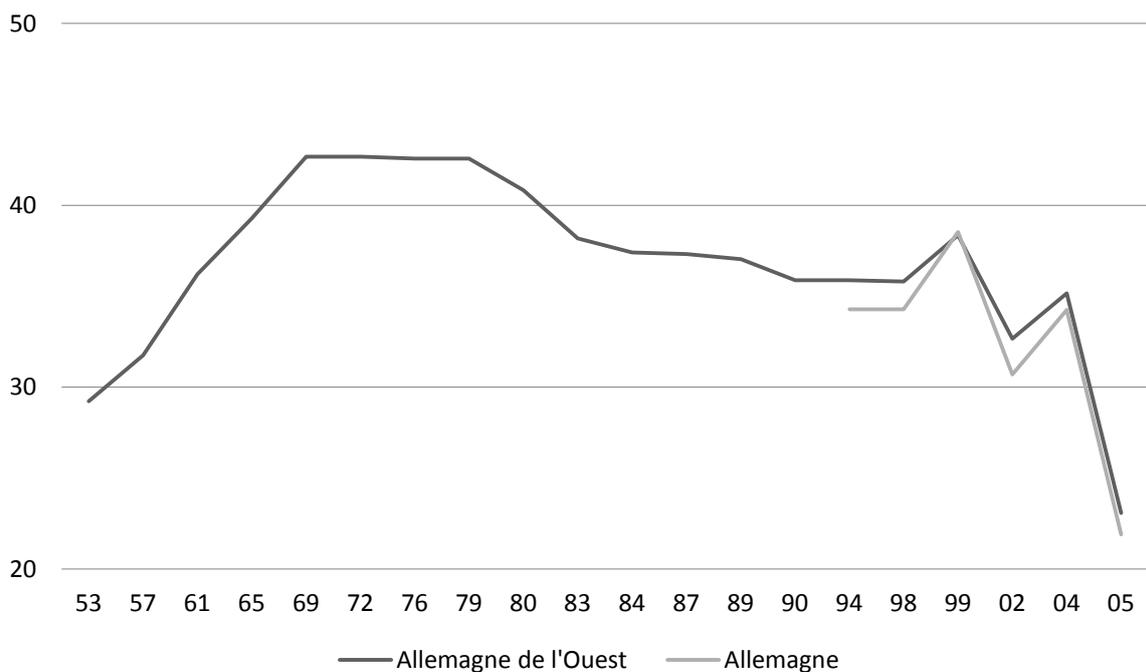
NB. Ce graphique reprend les données de la figure 1.2. La technique retenue pour le lissage est une médiane d'ordre 3 (la médiane sur trois points consécutifs).

Figure 1.4
Les résultats du SPD aux élections nationales depuis 1949



NB. Ce graphique reprend les données présentées dans le tableau 1.2. Quand deux scrutins ont lieu la même année, le résultat retenu est la moyenne arithmétique des deux scores.

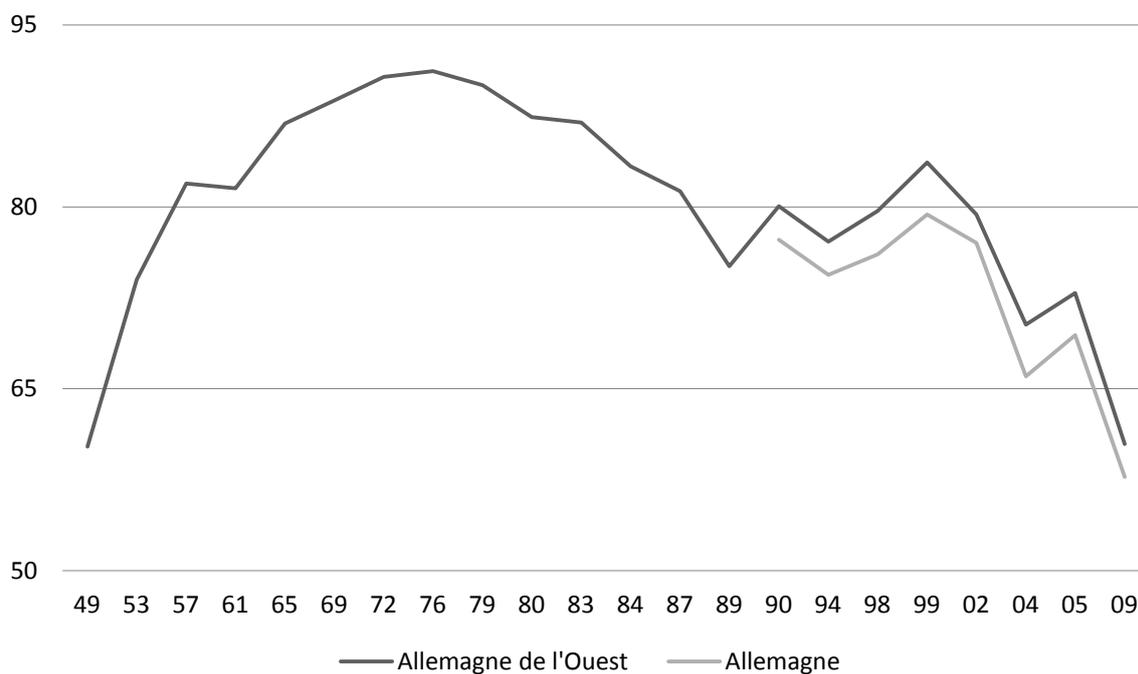
Figure 1.5
Les résultats du SPD aux élections nationales après lissage des données



NB. Ce graphique reprend les données de la figure 1.4. La technique retenue pour le lissage est une médiane d'ordre 3 (la médiane sur trois points consécutifs).

Figure 1.6

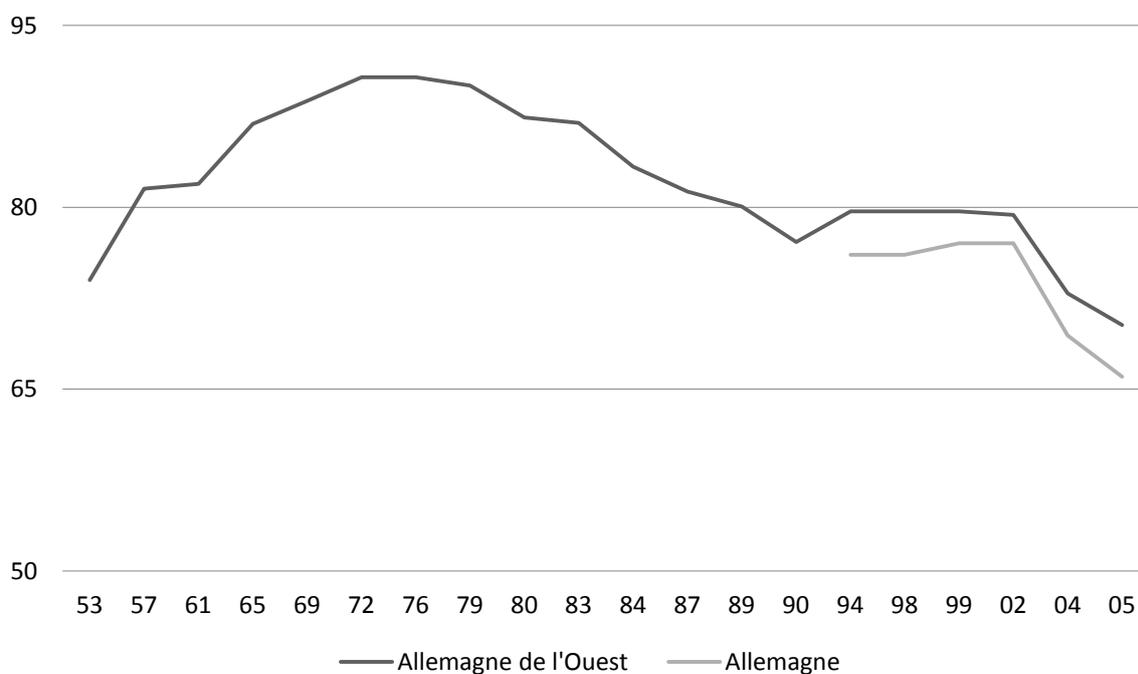
La somme de la CDU/CSU et du SPD aux élections nationales depuis 1949



NB. Ce graphique reprend les données présentées dans le tableau 1.2. Quand deux scrutins ont lieu la même année, le résultat retenu est la moyenne arithmétique des deux scores.

Figure 1.7

La somme de la CDU/CSU et du SPD aux élections nationales après lissage des données



NB. Ce graphique reprend les données de la figure 1.6. La technique retenue pour le lissage est une médiane d'ordre 3 (la médiane sur trois points consécutifs).

La période de politique ordinaire, 1961-1983

L'ordre électoral qui émerge lors des élections législatives de 1961 est structuré par les enjeux économiques et par les enjeux de politique étrangère : depuis l'interdiction des partis ouvertement antidémocratiques, la question de la consolidation de la démocratie n'est plus à l'agenda. La dynamique de concentration du système partisan, qui a rythmé l'ensemble de la phase de reconstruction, aboutit à la constitution d'un « système à deux partis et demi » (*two-and-a-half party system*)¹, avec deux partis dominants et un parti pivot. En dépit d'un mode de scrutin proportionnel, ce système se distingue par une faible fragmentation : seuls trois partis sont représentés au *Bundestag* et les deux grands rassemblent systématiquement plus de 80 % des voix. Mais surtout, il se caractérise par une absence de segmentation : aucun parti n'a la majorité absolue des sièges au *Bundestag* et toutes les coalitions sont envisageables.

La période 1965-1969 est décisive dans la consolidation du nouvel ordre électoral. En dépit du retrait de Konrad Adenauer en 1963, les élections de 1965 confirment la structure de compétition qui s'est cristallisée lors des élections de 1961 : les chrétiens-démocrates gardent l'avantage dans les urnes, mais aucun des partis représentés au *Bundestag* n'est en mesure de gouverner seul. Dans un premier temps, la coalition CDU/CSU-FDP se maintient au pouvoir et reconduit Ludwig Erhard au poste de Chancelier. Toutefois, la situation ne dure pas et dès 1966, la démission des ministres libéraux provoque une crise. Le nouveau Chancelier, Kurt Georg Kiesinger, prend alors la tête d'une grande coalition avec le SPD. Ce changement de gouvernement est capital : les sociaux-démocrates accèdent pour la première fois au pouvoir national depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale². Et la dynamique ne s'arrête pas là : les élections de 1969 conduisent à la première alternance, avec la formation d'une coalition SPD-FDP. De prime abord, ces élections marquent une « rupture » : les chrétiens-démocrates sont soudainement écartés des responsabilités alors qu'ils gouvernaient sans interruption depuis 1949. Pourtant, ce n'est pas le cas : la formation d'une coalition sociale-libérale n'entre pas en contradiction avec l'ordre électoral de 1961. Au contraire, elle révèle le bon fonctionnement du « *two-and-a-half party system* » : toutes les coalitions sont possibles entre les trois partis qui sont présents aux *Bundestag*, et toutes sont effectivement réalisées³.

La consolidation du nouvel ordre électoral passe également par l'échec de l'extrême droite lors des élections législatives de 1969. En dépit de plusieurs percées au niveau régional dans la seconde moitié des années 1960, le NPD ne parvient pas à dépasser la barre des 5 % nécessaires pour faire son entrée au *Bundestag* : sa dynamique résultait essentiellement d'un recul de la polarisation entre les deux grands partis au moment de la grande coalition, et il ne peut résister au rétablissement d'une situation concurrentielle en vue des élections fédérales.

1 BLONDEL Jean, « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Canadian Journal of Political Science*, 1 (2), 1968, p. 185.

2 De ce point de vue, l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir peut être considérée comme le dernier acte de la consolidation démocratique : la grande coalition prouve que tous les partis peuvent faire des compromis, une situation qui tranche avec la République de Weimar.

3 POGUNTKE Thomas, « The German Party System », *German Politics*, 2001, p. 40.

De la sorte, le système partisan ne connaît aucune altération pendant la période de politique ordinaire et les libéraux ne sont pas menacés dans leur rôle de parti pivot : bien que le poids de leur groupe parlementaire varie fortement selon les élections, ils suffisent toujours à faire l'appoint pour les deux grands partis. Au fond, ce rôle particulier correspond à leur position dans l'espace de la compétition politique : les libéraux sont du côté des chrétiens-démocrates sur le clivage de classe, mais du côté des sociaux-démocrates sur le clivage religieux¹.

Le nouvel ordre électoral atteint son apogée lors des élections au *Bundestag* de 1972 et de 1976 : la participation dépasse 90 % des inscrits et les deux grands partis rassemblent plus de 90 % des suffrages exprimés. Toutefois, cette très forte capacité d'intégration du système partisan ne signifie pas stabilité électorale. Au contraire : la période de politique ordinaire est marquée par une progression constante du SPD jusqu'aux élections législatives de 1972, où il prend pour la première fois l'avantage sur la CDU/CSU. L'asymétrie originelle entre les deux grands partis, qui résultait du rôle moteur des chrétiens-démocrates dans les recompositions de la compétition politique au cours de la phase de réaligement, s'était déjà réduite lors des élections de 1961, après le ralliement des sociaux-démocrates à l'économie sociale de marché. La dynamique se déploie ensuite pendant la période de politique ordinaire (figure 1.4)², bien aidée par le développement des nouvelles classes moyennes³. Ainsi, la poussée du SPD et sa stabilisation au-dessus de 40 % s'inscrivent dans la logique de l'ordre électoral de 1961.

Le réaligement des années 1980 : fragmentation et réunification

Les élections législatives de 1983 ouvrent une première phase de réaligement dans la vie politique allemande d'après guerre. La rupture est provoquée par l'entrée des *Grünen* au *Bundestag* : les libéraux perdent soudainement leur statut de parti charnière et condamnent le « système à deux partis et demi » qui s'était fixé lors des élections de 1961. La déstabilisation est accentuée par le recul des sociaux-démocrates, qui tombent sous la barre des 40 %.

La phase de réaligement est marquée par l'irruption de nouveaux enjeux à l'agenda, parmi lesquels figurent l'environnement et l'immigration, et par l'imposition du paradigme néolibéral. Elle s'achève de manière inattendue lors des élections de décembre 1990, qui font suite à la réunification : l'immigration, qui s'était imposée comme la nouvelle priorité depuis la percée des *Republikaner* lors des élections européennes de 1989, est brusquement reléguée au second plan par le problème du coût de la réunification. De fait, le nouvel ordre électoral est structuré par des enjeux socio-économiques. Mais il se caractérise aussi par une très forte régionalisation de la compétition politique entre les anciens *Länder* et les nouveaux *Länder*.

1 DOLEZAL Martin, « Germany: The Dog that Didn't Bark », in KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., et al., *West European Politics in the Age of Globalization*, 2008, p. 227.

2 Les sociaux-démocrates progressent déjà de manière significative en 1957, mais leur dynamique résulte essentiellement de l'absence du Parti communiste, interdit un an plus tôt.

3 PAPPI Franz U., « Parteiensystem und Sozialstruktur in der Bundesrepublik », *Politische Vierteljahresschrift*, 14 (2), 1973.

La phase de réalignement, 1983-1990

Les élections législatives de 1983, qui marquent l'effondrement de l'ordre électoral en place depuis 1961, interviennent dans un contexte politique mouvementé. A l'automne 1982, les libéraux quittent le gouvernement et rompent leur coalition avec les sociaux-démocrates, qui tenait depuis 1969. Ils votent ensuite une motion de défiance constructive déposée par les chrétiens-démocrates contre Helmut Schmitt, et portent ainsi Helmut Kohl à la Chancellerie. Pour donner une légitimité populaire à la nouvelle coalition gouvernementale, Helmut Kohl décide de provoquer des élections législatives anticipées en posant la question de confiance, et en organisant sa propre défiance¹. L'opération est menée avec succès en décembre 1982 : le *Bundestag* est dissous et des élections sont prévues en mars 1983.

Les élections au *Bundestag* de 1983 entérinent le changement de coalition. Avec 48,8 % des secondes voix, les chrétiens-démocrates obtiennent leur meilleur score pour des élections législatives depuis 1957 et reconduisent leur alliance avec les libéraux. La confirmation de la nouvelle coalition ne constitue pas une rupture en soi : après tout, toutes les élections depuis 1961 permettaient la mise en place d'une coalition « noire-jaune ». Deux autres éléments sont en contradiction avec l'ordre électoral en place et provoquent son effondrement : (1) l'entrée d'un quatrième parti, les Verts, au *Bundestag* ; (2) la fin du rôle charnière du FDP, qui ne peut plus faire simultanément l'appoint des deux grands partis.

La phase de réalignement est rythmée par une lutte très intense autour du contenu de l'agenda. Dans un premier temps, elle est marquée par la montée en puissance du paradigme néo-libéral² et par l'irruption dans l'espace de la compétition partisane des thématiques qui s'étaient développées dans le sillage des mouvements étudiants de 1968 (l'antimilitarisme, la lutte contre le nucléaire, la protection de l'environnement). A partir des élections législatives de 1987, elle est largement dominée par l'enjeu immigration et notamment par la question du droit d'asile³. Finalement, elle se referme lors des élections législatives de 1990 avec le retour en force des enjeux socio-économiques, suite à la réunification.

Les élections législatives de 1990 sont à bien des égards des élections exceptionnelles dans l'histoire politique allemande. Pour autant, de prime abord, elles ne provoquent pas de modifications significatives dans les rapports de force qui s'étaient établis lors des élections législatives de 1987 : en dépit de l'élargissement du corps électoral, elles confirment la nette avance des chrétiens-démocrates sur les sociaux-démocrates et se soldent par une troisième

1 La dissolution du *Bundestag* est un pouvoir du Président. Elle ne peut être prononcée que si les députés ne s'entendent pas sur le nom du Chancelier, ou s'ils refusent de lui voter la confiance.

2 Toutefois, à l'inverse de la situation en France, la conversion au néo-libéralisme est plus nette dans le discours que dans les politiques mises en œuvre. LEHMBRUCH Gerhard, « RFA : Le cadre institutionnel et les incertitudes des stratégies néo-libérales », in JOBERT B. (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994.

3 La mise sur l'agenda de l'immigration résulte essentiellement d'un changement de cadrage : à partir du milieu des années 1980, les immigrés ne sont plus considérés comme des « travailleurs invités », mais comme des demandeurs d'asile. HERBERT Ulrich, *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, Munich, Beck, 2001.

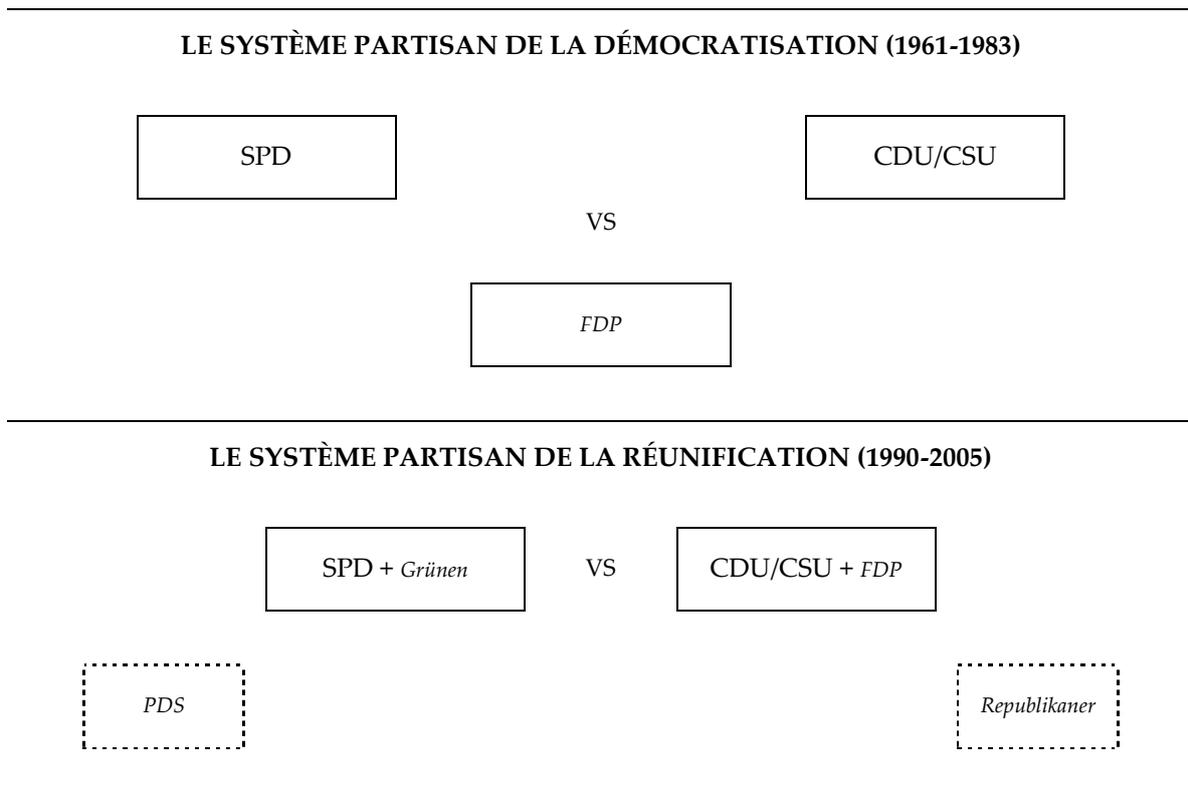
victoire consécutive pour la coalition « noire-jaune » au pouvoir à Bonn depuis 1982. De fait, les éléments de changement ne sont pas parmi les plus spectaculaires : au final, ces élections marquent essentiellement un redressement des chrétiens-démocrates sur les européennes de 1989 (figure 1.2), une marginalisation de l'extrême droite et l'entrée d'un cinquième parti, le PDS, au *Bundestag*. Toutefois, ces changements sont décisifs car ils révèlent l'émergence d'un nouvel ordre électoral structuré par la question de la réunification.

La phase de réaligement ne se réduit pas à une évolution des enjeux à l'agenda : elle entraîne également une profonde reconfiguration du système partisan, avec la disparition du « système à deux partis et demi » qui s'était imposé lors des élections de 1961 et l'émergence d'un système opposant deux coalitions formées chacune d'un parti dominant et d'une force d'appoint (figure 1.8). Ce nouveau système se caractérise par une hausse de la fragmentation et par une forme de segmentation. La fragmentation résulte de l'entrée des *Grünen* et du PDS au *Bundestag* : désormais, cinq partis sont représentés dans l'arène parlementaire¹. Quant à la segmentation, elle résulte du basculement des libéraux à droite², du glissement des *Grünen* à gauche³ et de l'isolement du PDS⁴ : désormais, deux camps opposés se font face.

Pour finir, la phase de réaligement est marquée par des évolutions larges et durables des rapports de force électoraux. Le changement le plus évident concerne le niveau des deux partis dominants : alors qu'ils parvenaient à rassembler plus de 90 % des suffrages exprimés dans les années 1970, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates peinent à dépasser la barre des 80 % à partir des élections de 1990 (figure 1.7). Ce reflux touche les deux partis, mais il prend des temporalités différentes. Le recul des chrétiens-démocrates est progressif : ils passent de 48,8 % aux législatives de 1983 à 45,9 % aux européennes de 1984, 44,3 % aux législatives de 1987 et 37,8 % aux européennes de 1989, avant de se rétablir aux alentours de 44 % aux législatives de 1990. En revanche, la chute des sociaux-démocrates est brutale : elle survient dès les élections législatives de 1983, avec un recul de près de 5 points sur 1980. Les pertes du SPD s'expliquent en partie par l'usure du pouvoir, mais elles s'inscrivent dans une dynamique plus large : à partir des années 1980, les sociaux-démocrates sont pénalisés par la concurrence des Verts, notamment dans les grandes métropoles.

-
- 1 La hausse de la fragmentation est confirmée par la progression de l'indice du nombre effectif de partis (*effective number of parties*) mis au point par M. Laakso et R. Taagepera. SAALFELD Thomas, « The German Party System: Continuity and Change », *German Politics*, 11 (3), 2002, p. 113.
 - 2 Ce basculement est largement dicté par les résultats électoraux : à partir de 1983, les libéraux ne peuvent plus faire l'appoint des sociaux-démocrates. Mais il renvoie également à des questions programmatiques : avec l'avènement du paradigme néolibéral, une alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates devient politiquement impossible.
 - 3 Dans un premier temps, les Verts ont refusé de participer à toute coalition gouvernementale. Ils basculent finalement à gauche à partir de 1985, lorsqu'ils nouent leur première alliance avec les sociaux-démocrates en Hesse, sous l'impulsion de Joschka Fischer.
 - 4 L'isolement du PDS est d'abord une question d'arithmétique. Bien qu'il dispose d'un groupe au *Bundestag*, le PDS n'est pas un parti significatif (*relevant party*) au sens de G. Sartori : il ne suffit pas à faire l'appoint d'un des partis dominants et ne pèse pas sur la direction de la compétition. En d'autres termes, il n'a ni « potentiel de coalition (*coalition potential*), ni potentiel de chantage (*blackmail potential*). SARTORI Giovanni, *Parties and Party Systems*, 1976, p. 122-123.

Figure 1.8
Les transformations du système partisan allemand



NB. Ces schémas sont des représentations simplifiées de la structure du système partisan allemand : ils n'intègrent donc pas tous les partis participant aux élections.

La dynamique de l'ordre électoral et la rupture de 2005

L'ordre électoral qui émerge lors des élections législatives de 1990 est structuré par la question de la réunification, par le problème du chômage et par l'enjeu environnement. Les évolutions des structures de la compétition politique qui sont intervenues lors de la phase de réaligement débouchent sur la constitution d'un nouveau système partisan opposant deux coalitions de deux partis. Malgré la présence systématique de cinq partis au *Bundestag*, le jeu des alliances est relativement fermé. Le SPD et la CDU/CSU restent les seuls partis capables de prendre la tête d'une coalition, mais toutes les options ne leur sont pas ouvertes. Au-delà de la contrainte arithmétique, trois alliances seulement sont politiquement envisageables : la grande coalition, une coalition de gauche entre le SPD et les Verts, et une coalition de droite entre la CDU/CSU et le FDP. Dans ce cadre, le poids des Verts et du FDP est décisif : au fond, ce sont eux qui décident de la couleur de la coalition au pouvoir, selon qu'ils peuvent ou non faire l'appoint de leur partenaire. Dans l'arène électorale, les rapports de force sont marqués par la persistance d'une asymétrie entre les partis dominants en faveur de la CDU/CSU, par l'existence de différences significatives entre les anciens *Länder* et les nouveaux *Länder*, et par une marginalisation des partis d'extrême droite.

La consolidation du nouvel ordre électoral intervient lors des élections européennes et législatives de 1994, avec l'effondrement des *Republikaner* et l'accentuation des contrastes entre Est et Ouest. Bien qu'elles puissent paraître moins importantes que les législatives, les européennes jouent un rôle décisif dans la dynamique de l'extrême droite : elles confirment que le premier recul des *Republikaner* entre les européennes de 1989 et les législatives de 1990 n'était pas lié au type de scrutin ou à l'enjeu de pouvoir, mais bien au changement d'agenda imposé par la réunification, notamment la neutralisation de l'enjeu immigration¹. Quant aux élections législatives, elles entérinent l'existence de deux systèmes partisans distincts dans les anciens *Länder* et les nouveaux *Länder*² : à l'Ouest, la compétition politique est structurée par l'opposition nationale entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates, alors qu'à l'Est, elle est perturbée par la présence des anciens communistes du PDS.

La période de politique ordinaire qui débute en 1990 est marquée par des évolutions électorales importantes. Les enjeux qui se sont imposés au cours de la phase de réalignment continuent à produire des effets, notamment sur la géographie électorale. La progression des Verts aux dépens du SPD dans les grandes métropoles se poursuit, portée par la diffusion de l'enjeu environnement et par une mutation de la sociologie des centres urbains, avec le poids croissant des électeurs à haut niveau d'instruction (tableau 1.3). La dynamique est régulière, mais elle n'affecte pas le rapport de force général entre la gauche et la droite : la poussée des Verts s'effectue seulement aux dépens de leurs partenaires sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates restant structurellement faibles dans les grandes métropoles³. Ce n'est pas le cas de la seconde grande dynamique, l'accentuation des contrastes entre l'Est et l'Ouest⁴. Pour le SPD, les évolutions différenciées entre anciens et nouveaux *Länder* permettent une forme de convergence : les sociaux-démocrates parviennent assez rapidement à reconstruire leur base organisationnelle à l'Est⁵ et progressent fortement en 1994 et en 2002, au point de compenser leur faiblesse initiale par rapport à l'Ouest (tableau 1.4). Pour la CDU et le FDP, la situation est opposée : après avoir bénéficié à l'Est de leur rôle moteur dans la réunification rapide du pays, ils subissent de très fortes pertes en 1994 et 1998. Cette dynamique pénalise d'abord les

-
- 1 La neutralisation de l'enjeu immigration est entérinée par une réforme du droit d'asile en 1993, adoptée grâce à un accord entre les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates et les libéraux (*Asylkompromiss*). Par ailleurs, les *Republikaner* souffrent de la délégitimation de l'extrême droite depuis la période nazie, qui les prive de tout relais médiatique. Sur ce point, on peut se reporter à BORNSCHIER Simon, *Cleavage Politics and the Populist Right*, 2010, p. 166.
 - 2 Sur les élections législatives de 1994, on peut lire DALTON Russell J. (dir.), *Germans Divided: The 1994 Bundestag Election and the Evolution of the German Party System*, Oxford, Berg, 1996.
 - 3 Cette faiblesse structurelle des chrétiens-démocrates dans les grandes métropoles est d'ailleurs remarquablement stable dans le temps, avec des *odds ratios* autour de 0,7 depuis 1972.
 - 4 Pour une comparaison systématique entre les anciens et les nouveaux *Länder*, ARZHEIMER Kai, FALTER Jürgen W., « 'Good Bye Lenin'? Bundes- und Landtagswahlen seit 1990: eine Ost-West-Perspektive », in FALTER J. W., GABRIEL O. W., WESSELS B. (dir.), *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 2002*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.
 - 5 Le système partisan de l'ancienne Allemagne de l'Est était officiellement multipartite. De fait, la CDU avait pu subsister et conserver sa structure organisationnelle d'avant guerre. Ce n'était pas le cas du SPD, qui avait été contraint de se fondre dans le SED.

libéraux, qui perdent 8,5 points entre 1990 et 1994 et tombent sous la barre des 5 % alors que les chrétiens-démocrates ne reculent que de 4 points et résistent à 38,5 %. L'effondrement de la CDU en 1998 n'en est que plus spectaculaire¹ : elle perd 10,9 points et chute sous la barre des 30 %. En moins d'une décennie, les chrétiens-démocrates reculent de 15 points à l'Est : ils devançaient les sociaux-démocrates de 17 points en 1990, ils en accusent 8 de retard en 1998.

Tableau 1.3
Les évolutions électorales dans les grandes métropoles allemandes (1972-2002)

	1972	1976	1980	1983	1987	1990	1994	1998	2002
SPD									
Allemagne de l'Ouest	45,8	42,6	42,9	38,2	37,0	35,9	37,6	42,4	38,3
Métropoles	53,0	49,5	49,0	45,4	41,3	40,5	40,1	44,9	41,3
CDU/CSU									
Allemagne de l'Ouest	44,9	48,6	44,5	48,8	44,3	44,2	42,2	37,2	41,0
Métropoles	35,2	39,3	35,3	39,4	36,4	35,9	35,0	30,5	31,4
Grünen									
Allemagne de l'Ouest			1,5	5,6	8,3	4,7	7,8	7,1	9,2
Métropoles			1,9	7,5	11,3	6,5	11,2	10,8	14,9
	1972	1976	1980	1983	1987	1990	1994	1998	2002
SPD									
Écarts	+ 7,2	+ 6,9	+ 6,1	+ 7,2	+ 4,3	+ 4,6	+ 2,5	+ 2,5	+ 3,0
Odds ratios	1,33	1,32	1,28	1,35	1,20	1,22	1,11	1,11	1,13
CDU/CSU									
Écarts	- 9,7	- 9,3	- 9,2	- 9,4	- 7,9	- 8,3	- 7,2	- 6,7	- 9,6
Odds ratios	0,67	0,68	0,68	0,68	0,72	0,71	0,74	0,74	0,66
Grünen									
Écarts			+ 0,4	+ 1,9	+ 3,0	+ 1,8	+ 3,4	+ 3,7	+ 5,7
Odds ratios			1,27	1,37	1,41	1,41	1,49	1,58	1,73

NB. Les résultats sont en pourcentage des exprimés sur les secondes voix. Les métropoles désignent les villes de plus de 500.000 habitants. Sur l'ensemble de la période analysée, dix villes remplissent systématiquement ce critère en Allemagne de l'Ouest. Par ordre décroissant, il s'agit d'Hambourg, Munich, Cologne, Francfort, Stuttgart, Düsseldorf, Dortmund, Essen, Brême et Hanovre.

1 ARZHEIMER Kai, FALTER Jürgen W., « 'Annäherung durch Wandel'? Das Wahlverhalten bei der Bundestagswahl 1998 in Ost-West-Perspektive », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 52, 1998.

Tableau 1.4
Les résultats des élections nationales dans l'Allemagne réunifiée (1990-2005)

	B1990	E1994	B1994	B1998	E1999	B2002	E2004	B2005
Est								
PDS / Die Linke	9,9	18,6	17,6	19,5	21,1	15,3	22,9	23,3
SPD	25,0	25,9	31,8	35,6	24,1	39,2	16,1	30,8
Grünen	6,2	6,9	5,3	5,2	4,1	6,2	8,6	6,3
Divers	1,2	7,5	1,3	3,6	4,8	2,4	9,3	2,0
FDP	12,5	3,7	4,0	3,6	2,3	6,6	4,9	8,3
CDU	42,6	33,2	38,5	27,6	40,9	28,7	34,1	25,6
EXD	2,6	4,1	1,4	4,9	2,7	1,6	4,1	3,7
Ouest								
PDS / Die Linke	0,3	0,6	0,9	1,1	1,2	1,1	1,6	4,8
SPD	35,9	34,0	37,6	42,4	32,7	38,3	23,0	35,2
Grünen	4,7	11,0	7,8	7,1	7,1	9,2	12,9	8,6
Divers	1,7	5,3	1,9	2,3	2,8	1,9	6,4	1,7
FDP	10,6	4,2	7,7	7,0	3,3	7,6	6,4	10,2
CDU/CSU	44,2	40,5	42,2	37,2	51,0	41,0	47,3	37,7
EXD	2,6	4,4	2,0	2,9	1,9	0,9	2,5	1,7

NB. Les résultats sont en pourcentage des exprimés (secondes voix pour les élections au *Bundestag*). Berlin-Ouest est compté dans la partie Est du pays.

Le recul progressif des chrétiens-démocrates est un élément central de la dynamique de l'ordre électoral de 1990. Il s'explique en partie par l'élargissement du corps électoral aux nouveaux *Länder* et par l'usure du pouvoir, mais il ne s'y résume pas : il concerne aussi bien l'Est que l'Ouest et il se poursuit après les élections de 1998, en dépit du retour de la CDU et de la CSU dans l'opposition¹. Pour l'essentiel, il résulte de la baisse de la pratique religieuse, qui rétrécit la composante catholique du noyau électoral des deux partis². Quoi qu'il en soit, après avoir été un temps enrayé par la réunification et le prestige qu'a pu en retirer Helmut Kohl, il conduit à une diminution de l'asymétrie avec les sociaux-démocrates et contribue à

1 Les élections européennes masquent partiellement ce recul de long terme car elles donnent lieu à des dynamiques de vote sanction contre les sociaux-démocrates. Toutefois, elles révèlent aussi un recul des chrétiens-démocrates entre 1999 et 2004, en dépit d'une accentuation de la sanction contre la coalition « rouge-verte » au pouvoir à Berlin.

2 GLUCHOWSKI Peter, GRAF Jutta, VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF Ulrich, « Sozialstrukturelle Grundlagen des Parteienwettbewerbs in der Bundesrepublik », in GABRIEL O. W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, 2002.

l'alternance lors des élections législatives de 1998. De prime abord, ces élections constituent un moment exceptionnel dans l'histoire politique allemande : pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie en 1949, tous les partis qui gouvernaient sont balayés par les urnes¹. De manière plus générale, elles s'accompagnent d'importantes évolutions de niveau : le SPD bondit 4,5 points sur 1994 et repasse au-dessus de la barre des 40 %, ce qui lui permet de devancer la CDU/CSU pour la première fois depuis 1972. Toutefois, elles n'entraînent pas d'altération du système partisan qui s'est cristallisé lors des élections de 1990². Au contraire, la victoire des sociaux-démocrates et la formation d'une coalition « rouge-verte » témoignent du bon fonctionnement de ce système opposant deux coalitions de deux partis³.

La rupture intervient lors des élections législatives de 2005. Elle est provoquée par la percée de la gauche radicale⁴ et par le recul des deux partis dominants. Pour la première fois depuis la réunification, les cinq partis présents au *Bundestag* sont significatifs et aucun grand parti ne peut former une coalition majoritaire : ni les libéraux ni les *Grünen* ne font l'appoint dans leur camp⁵. Depuis les élections fédérales de 1990, les relations entre les partis s'étaient progressivement transformées, avec une compétition de plus en plus serrée entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates, et une concurrence de plus en plus ouverte entre les trois autres partis⁶. L'ordre électoral en place résistait car le PDS ne parvenait pas à peser sur la formation des coalitions. Mais une fois qu'il devient significatif, l'ordre s'effondre.

La rupture est confirmée lors des élections fédérales de 2009 : les cinq partis présents au *Bundestag* sont de nouveau significatifs et empêchent le rétablissement de l'ancien ordre électoral. Mieux, l'effondrement des sociaux-démocrates, le léger tassement des chrétiens-démocrates et la progression des trois autres partis, qui franchissent tous la barre des 10 %, accentuent la déstabilisation du système partisan : pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, le SPD et la CDU/CSU rassemblent moins de 60 % des suffrages. A ce stade, il est encore trop tôt pour savoir si ces élections auront permis la « solidification » d'un

1 Sur la dimension exceptionnelle des élections fédérales de 1998, on peut lire PULZER Peter, « The German Federal Election of 1998 », *West European Politics*, 22 (3), 1999.

2 Pour une analyse similaire, inscrivant les résultats des élections de 1998 dans une dynamique de long terme, NIEDERMAYER Oskar, « Die Bundestagswahl 1998: Ausnahmewahl oder Ausdruck langfristiger Entwicklungen der Parteien und des Parteiensystems? », in NIEDERMAYER O. (dir.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 1998*, Opladen, Leske und Budrich, 1999.

3 Malgré une nouvelle progression en sièges, le PDS n'est toujours pas significatif : il lui manque un député pour faire l'appoint du SPD. De fait, il ne pèse pas sur la formation des coalitions.

4 La gauche radicale correspond alors à l'alliance électorale entre le PDS et le WASG, un nouveau parti issu d'une scission du SPD à l'Ouest. Les deux formations fusionnent finalement en 2007 pour donner naissance à une force nationale, *Die Linke*. Sur ce processus, OLSEN Jonathan, « The Merger of the PDS and WASG: From Eastern German Regional Party to National Radical Left Party », *German Politics*, 16 (2), 2007.

5 Le problème est résolu par la constitution d'une grande coalition, la seule option politiquement envisageable. PROKSCH Sven-Oliver, SLAPIN Jonathan B., « Institutions and Coalition Formation: The German Election of 2005 », *West European Politics*, 29 (3), 2006.

6 NIEDERMAYER Oskar, « Nach der Vereinigung: Der Trend zum fluiden Fünfparteiensystem », in GABRIEL O. W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, 2002.

nouveau système à cinq partis¹ ou si elles auront marqué un changement de type de système partisan, avec le passage d'un système dominé par deux partis à un système pluraliste². Des évolutions sensibles sont déjà intervenues, avec l'ouverture du jeu des coalitions au niveau régional³ et la conquête du Bade-Wurtemberg par les *Grünen* en 2011⁴. Mais des incertitudes importantes demeurent, notamment quant à la capacité des sociaux-démocrates à retrouver leur statut de parti dominant au niveau fédéral.

1.3.3. La vie politique en France depuis 1945

Contrairement à l'Allemagne, la France fait partie des quelques pays dans lesquels la théorie des réalignements a déjà été utilisée de manière systématique. Depuis les travaux de P. Martin, il est généralement admis que l'histoire électorale française peut être divisée en six phases de réalignement (1870-1877, 1893-1902, 1936-1947, 1958-1962, 1981-1984 et 2007-...) et cinq périodes de politique ordinaire (1877-1893, 1902-1936, 1947-1958, 1962-1981, 1984-2007)⁵. Dans ce schéma, la première phase de réalignement a un statut particulier : elle correspond à la mise en place des institutions démocratiques après la chute du Second Empire.

Le travail de P. Martin repose essentiellement sur l'analyse des résultats des élections. Par la force des choses, il est centré sur la dimension électorale des réalignements : il cherche à identifier les élections qui provoquent des changements durables dans le niveau des forces politiques et dans la structure des électors. Pour ce faire, il se focalise sur les évolutions du rapport de force gauche-droite et utilise une définition extensive de la gauche et de la droite⁶. La périodisation de la vie politique française présentée ici reprend le découpage proposé par P. Martin, mais elle articule plus directement les réalignements aux changements des enjeux à l'agenda et retient une définition restrictive de la gauche et de la droite (tableau 1.5).

-
- 1 WELDON Steven, NÜSSER Andrea, « Bundestag Election 2009: Solidifying the Five Party System », *German Politics and Society*, 28 (3), 2010.
 - 2 NIEDERMAYER Oskar, « Von der Zweiparteiendominanz zum Pluralismus: Die Entwicklung des deutschen Parteiensystems im westeuropäischen Vergleich », *Politische Vierteljahresschrift*, 51 (1), 2010. L'argument est développé dans NIEDERMAYER Oskar, « Das deutsche Parteiensystem nach der Bundestagswahl 2009 », in NIEDERMAYER O. (dir.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2009*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2011. Un système est dominé par deux partis si deux partis détiennent chacun plus d'un quart des sièges, et deux-tiers à deux.
 - 3 De ce point de vue, les élections de Hambourg en 2008 marquent un tournant, avec la première coalition CDU-Verts au niveau régional. JOU Willy, « The 2008 Hamburg *Bürgerschaftswahl*: Birth of a New Coalition Formula », *German Politics*, 18 (1), 2009.
 - 4 Pour la toute première fois dans l'histoire politique allemande, les Verts prennent la tête d'une coalition gouvernementale, grâce à l'appoint des sociaux-démocrates.
 - 5 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000. Ce travail s'achève sur les élections de 1999. Pour une actualisation, MARTIN Pierre, « Les scrutins de 2007 comme moment de rupture dans la vie politique française », *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007.
 - 6 Le caractère nécessairement arbitraire d'une définition strictement dualiste de la gauche et de la droite est assumé. Pour l'essentiel, ce choix conduit à compter tous les écologistes à gauche, et à classer les chasseurs à droite.

Tableau 1.5
Les évolutions électorales en France métropolitaine depuis 1945

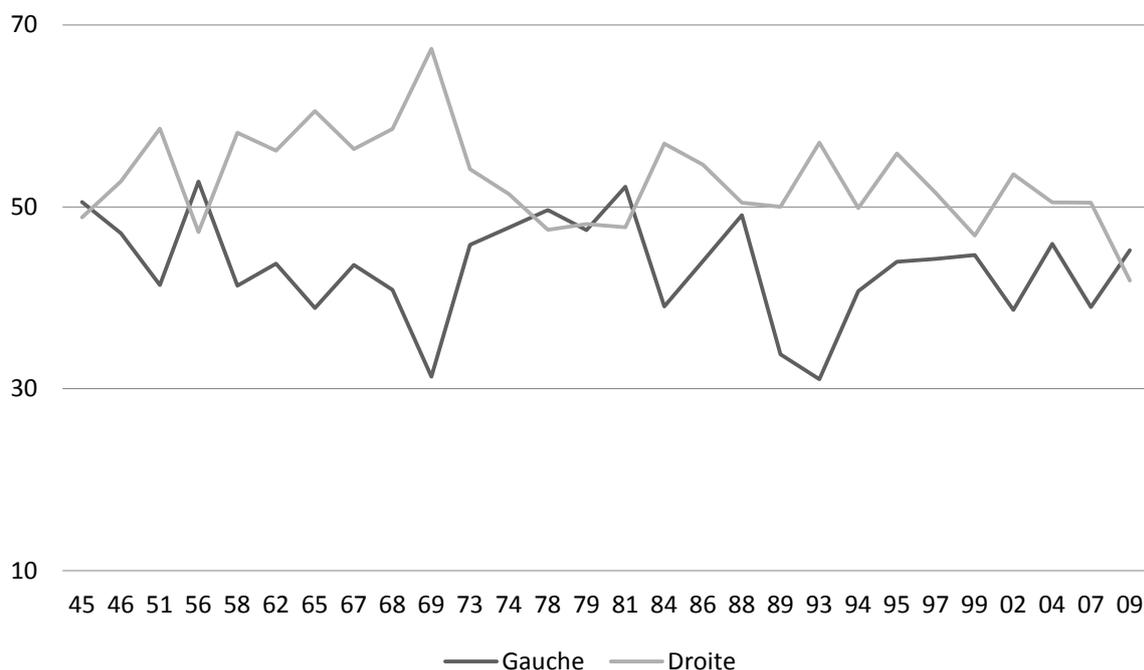
	C1945	C1946	L1946	L1951	L1956	L1958-1	L1962-1	P1965-1	P1965-2	L1967-1	L1968-1	P1969-1	L1973-1
Tendances													
Gauche	50,5	47,4	46,8	41,4	52,8	41,3	43,7	32,2	45,5	43,6	40,9	31,3	45,8
Droite	48,9	52,4	53,2	58,6	47,2	58,2	56,2	66,6	54,5	56,4	58,6	67,4	54,2
Autres	0,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1	1,2	0,0	0,0	0,5	1,3	0,0

	P1974-1	P1974-2	L1978-1	E1979	P1981-1	P1981-2	L1981-1	E1984	L1986	P1988-1	P1988-2	L1988-1	E1989
Tendances													
Gauche	46,1	49,3	49,6	47,4	47,2	52,2	55,6	39,1	44,0	45,3	54,0	49,1	33,8
Droite	52,2	50,7	47,5	48,1	48,8	47,8	43,2	57,0	54,6	50,9	46,0	50,5	50,0
Autres	1,7	0,0	2,9	4,5	3,9	0,0	1,2	4,0	1,3	3,8	0,0	0,4	16,2

	L1993-1	E1994	P1995-1	P1995-2	L1997-1	E1999	P2002-1	L2002-1	E2004	P2007-1	P2007-2	L2007-1	E2009
Tendances													
Gauche	31,0	40,7	40,7	47,3	44,3	44,7	37,3	40,0	45,9	36,1	46,7	39,0	45,2
Droite	57,1	49,9	59,1	52,7	51,5	46,8	51,1	56,1	50,5	44,0	53,3	50,5	41,9
Autres	11,9	9,4	0,3	0,0	4,2	8,5	11,6	3,9	3,6	19,9	0,0	10,5	12,9

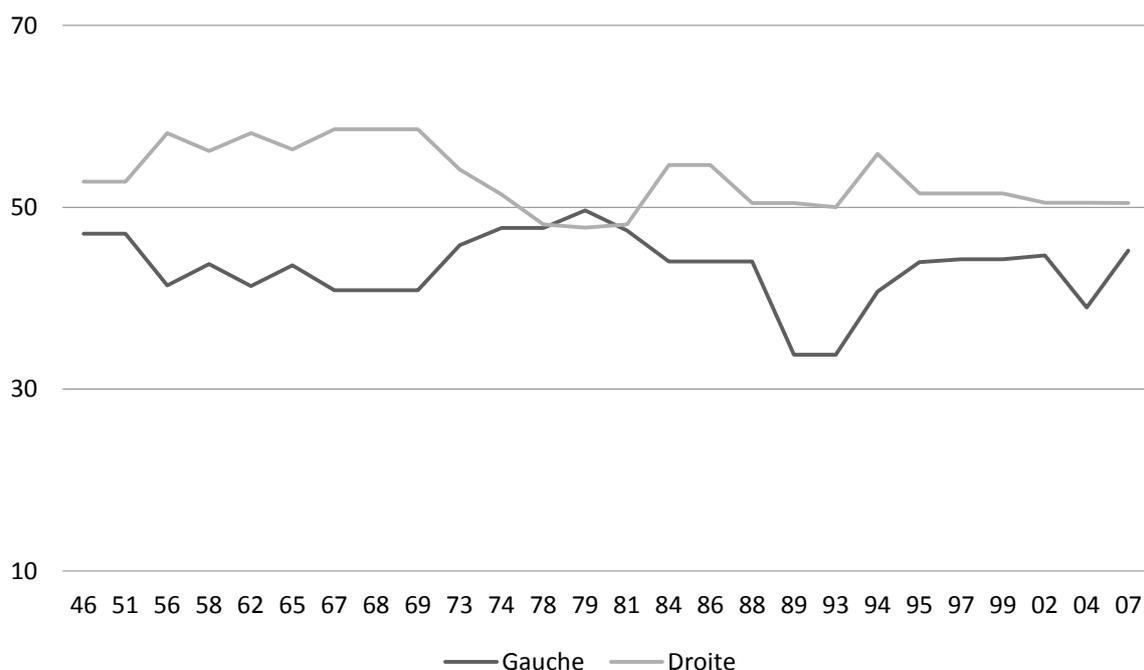
NB : Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés. Le tableau intègre toutes les élections d'enjeu national ou supranational : les élections constitutives (C), les élections européennes (E), les élections législatives (L) et les élections présidentielles (P). Les élections européennes ne comptent qu'un seul tour, disputé à la proportionnelle. Les élections constitutives de 1945 et 1946 et les élections législatives de 1946, 1951, 1956 et 1986 se sont elles aussi tenues à la proportionnelle, avec un tour unique. Pour les élections législatives au scrutin uninominal à deux tours, les seconds tours ne sont pas pris en compte car ils ne concernent que les circonscriptions qui n'ont pas été pourvues au premier tour. Les seconds tours des présidentielles de 1969 et 2002 sont également exclus car ils mettent aux prises deux candidats de droite. Pour une présentation exhaustive des données utilisées et pour les résultats complets de ces élections, on peut se reporter à l'annexe 4.

Figure 1.9
Les évolutions du rapport de forces gauche-droite depuis 1945



NB. Ce graphique reprend les données du tableau 1.5. Quand deux scrutins ont lieu la même année, la moyenne est retenue. Quand trois scrutins ont lieu la même année, la médiane est retenue.

Figure 1.10
Les évolutions lissées du rapport de forces gauche-droite depuis 1945



NB. Ce graphique reprend les données de la figure 1.9. La technique retenue pour le lissage est une médiane d'ordre 3 (la médiane sur trois points consécutifs).

Le réalignement des années 1960 : gaullisme et présidentialisation

Comme dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, la Seconde Guerre Mondiale marque une rupture dans la vie politique française. Ou plutôt, une seconde rupture : l'ordre électoral en place dans l'entre-deux-guerres s'était déjà effondré lors des élections législatives de 1936, avec la victoire du Front Populaire¹. Après la Libération, la reconstruction rapide du système démocratique entraîne de nouveaux bouleversements. La Troisième République est massivement rejetée par référendum et les élections à l'Assemblée constituante provoquent une large recomposition du paysage politique : les communistes deviennent le premier parti du pays et deux nouvelles forces font leur apparition à droite, les démocrates chrétiens et les gaullistes. Les institutions de la Quatrième République sont finalement adoptées en 1946 et un nouvel ordre électoral se cristallise lors des élections municipales de 1947. Structuré par trois grands enjeux, l'anticommunisme, la décolonisation et la mise en place de l'Etat social, il met fin au sinistrisme qui avait caractérisé le développement de la Troisième République : la progression de la gauche est endiguée et aucune nouvelle force significative n'apparaît sur la gauche du Parti communiste². Mieux, les communistes sont brutalement mis à l'écart du pouvoir et isolés à l'extrême gauche du champ partisan.

La période de politique ordinaire qui s'ouvre à la fin des années 1940 est caractérisée par une très forte instabilité gouvernementale : aucune coalition ne parvient à s'installer de manière durable au pouvoir. L'ordre électoral est miné par ses contradictions et porte en lui les germes de son effondrement. La rupture intervient en 1958, après le retour au pouvoir du général de Gaulle pour régler la crise algérienne. Le changement le plus évident est d'ordre institutionnel, avec la mise en place d'une nouvelle Constitution restaurant la primauté du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif. Mais les évolutions électorales sont également très impressionnantes, avec la poussée des gaullistes et le très fort recul des communistes lors des élections législatives organisées suite à la proclamation de la Cinquième République³.

La phase de réalignement est marquée par le règlement du dossier algérien et par un intense débat sur les nouvelles institutions. Elle s'achève à l'automne 1962 avec la victoire du « oui » lors du référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct et le raz-de-marée gaulliste lors des élections législatives. Le nouvel ordre électoral est structuré par l'anticommunisme et par une division politique sur la nature du régime entre les partisans du retour au parlementarisme et les partisans de la présidentialisation imposée par le général de Gaulle. Il est caractérisé par une bipolarisation croissante de la compétition politique et par la persistance de la domination des communistes sur la gauche, domination qui empêche l'alternance et permet à la droite de rester durablement au pouvoir.

1 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 136-138. Sur les élections de 1936, on peut lire DUPEUX Georges, *Le Front Populaire et les élections de 1936*, Paris, Armand Colin, 1959.

2 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 142.

3 Sur les consultations électorales des débuts de la Cinquième République, on peut notamment se reporter à GOGUEL François, *Chroniques électorales. 2, La Cinquième République du général de Gaulle*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983.

La phase de réalignement, 1958-1962

Le retour du général de Gaulle au pouvoir en mai 1958 est un tournant dans l'histoire politique française contemporaine. Ultime recours pour résoudre la crise en Algérie, l'ancien chef de la France libre accepte de devenir Président du Conseil, mais obtient de l'Assemblée Nationale le pouvoir d'écrire une nouvelle Constitution. Son objectif est clair : mettre fin au régime des partis qui a conduit à l'échec de la Quatrième République. Le référendum sur les nouvelles institutions, en septembre 1958, est un net succès : le « oui » l'emporte avec 82,6 % des suffrages exprimés. Des élections législatives sont organisées deux mois plus tard, avec de nouvelles règles du jeu : le mode de scrutin uninominal à deux tours, qui avait été utilisé tout au long de la Troisième République, est rétabli aux dépens de la proportionnelle¹.

La victoire du « oui » lors du référendum de 1958 est un élément décisif de la rupture de 1958. Toutefois, elle ne suffit pas à provoquer l'effondrement de l'ordre électoral de 1947 : les résistances sont encore très fortes contre le nouveau régime, qui donne des prérogatives extrêmement importantes au Président de la République et encadre l'action du Parlement en déterminant un domaine de la loi. La rupture définitive intervient lors des législatives, avec la percée des gaullistes et un recul du PCF, qui passe pour la première fois depuis 1945 sous la barre des 20 %. De manière générale, tous les partis identifiés à la Quatrième République souffrent. Pour le PCF, les effets du mode de scrutin à deux tours sont désastreux : il reste la première force de gauche en voix, mais il est marginalisé à l'Assemblée, où il n'obtient que 10 sièges et ne peut pas former de groupe parlementaire.

La phase de réalignement s'achève à l'automne 1962 avec le référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct et les élections législatives faisant suite à la dissolution de l'Assemblée nationale². Ces deux consultations sont un succès pour le général de Gaulle, qui remporte le référendum par 61,8 % des suffrages exprimés, et pour les gaullistes, qui progressent fortement sur les législatives de 1958 et obtiennent la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. De fait, cette séquence met fin à l'instabilité qui avait miné la Quatrième République. D'ailleurs, depuis 1962, aucun gouvernement n'a été renversé par l'Assemblée nationale. Mais surtout, elle entérine la présidentialisation de la vie politique et accentue les affrontements autour du nouveau régime. Le nouvel agenda est dominé par la question des institutions, mais deux autres enjeux continuent à compter dans les rapports de force électoraux : l'indépendance nationale et l'anticommunisme.

Cette phase de réalignement correspond également à une reconfiguration du système partisan, avec le passage de la droite non gaulliste dans l'opposition et le désenclavement du Parti communiste. De ce point de vue, l'accentuation de la division entre présidentialistes et

1 Le mode de scrutin proportionnel semblait responsable du morcellement du paysage politique et de l'instabilité gouvernementale. Pour un jugement plus nuancé, MARTIN Pierre, *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 2006, troisième édition, p. 126-131.

2 Cette dissolution fait suite au vote d'une motion de censure contre le gouvernement Pompidou, motion de censure elle-même motivée par la décision très controversée du général de Gaulle de soumettre la réforme constitutionnelle au référendum plutôt qu'au vote du Parlement.

parlementaristes joue un rôle crucial : elle marginalise les forces politiques qui dominaient la vie politique sous la Quatrième République (les radicaux, les indépendants, les démocrates-chrétiens) et divise la droite entre gaullistes et non gaullistes. Mais le rétablissement du mode de scrutin uninominal à deux tours pèse aussi, notamment sur la gauche : dès les législatives de 1962, les socialistes sont contraints de passer un accord de désistement réciproque avec les communistes pour limiter la poussée gaulliste. D'abord strictement défensive, cette stratégie met fin à l'isolement du Parti communiste et ouvre la voie à l'union de la gauche¹.

Les évolutions électorales ne sont pas moins impressionnantes, mais elles se passent essentiellement au sein de la droite, avec la très forte progression des gaullistes aux dépens des indépendants et des démocrates-chrétiens. A gauche, le statu quo l'emporte : après leur recul initial en 1958, les communistes se rétablissent au-dessus de la barre des 20 % en 1962, ce qui leur permet de conserver leur leadership sur les socialistes. Au final, la domination de la droite n'est pas remise en cause (figure 1.10) et l'anticommunisme demeure un argument électoral extrêmement puissant contre la gauche.

La période de politique ordinaire, 1962-1981

Le nouvel ordre électoral est caractérisé par la présidentialisation de la vie politique, par une bipolarisation du système partisan et par la réactivation progressive de l'opposition gauche-droite. Dans un premier temps, la compétition politique est structurée par le conflit entre les gaullistes, qui défendent les nouvelles institutions, et les forces politiques issues de la Quatrième République, qui militent pour un retour au parlementarisme. Une partie de la droite figure alors dans l'opposition. Toutefois, à la fin des années 1960, l'isolement croissant des partis hostiles au nouveau régime et la victoire de Georges Pompidou face à Alain Poher lors du second tour de l'élection présidentielle de 1969² précipitent le ralliement de la plupart des élites au paradigme présidentieliste et entraînent le retour de l'affrontement traditionnel entre la gauche et la droite. La dynamique générale du système partisan aboutit finalement à la formation du « quadrille bipolaire », un système de deux coalitions de gauche et de droite composées chacune par deux partis équilibrés. A gauche, cette évolution est favorisée par le désenclavement du Parti communiste et par la disparition des coalitions dites de « Troisième Force » entre les socialistes et les centristes³. A droite, elle est portée par le regroupement des

1 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 147-152.

2 L'élection présidentielle de 1969 est souvent présentée comme une « anomalie » dans l'histoire électorale française, avec la qualification de deux candidats de droite au second tour de scrutin. Pourtant, le duel final entre Georges Pompidou et Alain Poher décrit bien les contours du débat politique des années 1960 : l'ancien Premier ministre du général de Gaulle incarne le camp de la présidentialisation, tandis que le Président du Sénat incarne le camp du parlementarisme. De ce point de vue, l'élimination de tous les candidats de gauche à l'issue du premier tour et la défaite d'Alain Poher au second tour consacrent la victoire définitive du paradigme présidentieliste.

3 Ces alliances héritées de la Quatrième République se poursuivent d'abord au niveau local, pour les municipales, mais elles deviennent rapidement incompatibles avec la stratégie d'union de la gauche. De manière générale, leur disparition participe à la nationalisation de la vie politique.

indépendants, des démocrates-chrétiens, des réformateurs et des radicaux valoisien au sein d'une nouvelle formation politique, l'UDF.

L'élection présidentielle de 1965 est un moment très important dans la consolidation du nouvel ordre électoral. Avec plus de 85 % de participation, l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct s'impose immédiatement comme le nouveau temps fort dans la vie politique française. Mais surtout, les résultats du scrutin confirment les rapports de force qui se sont cristallisés lors de la phase de réaligement, avec l'hégémonie gaulliste sur la droite et une balance gauche-droite extrêmement favorable à la droite.

La période de politique ordinaire qui s'ouvre après les élections législatives de 1962 n'en reste pas moins marquée par d'importantes évolutions électorales. Elles résultent, pour l'essentiel, de dynamiques sociologiques et conduisent à un net rééquilibrage du rapport de forces gauche-droite au cours des années 1970 (figure 1.10) : le désalignement électoral des femmes et le recul de la pratique catholique pénalisent très fortement la droite¹, tandis que la montée des couches moyennes salariées contribue à une poussée de la gauche². Toutefois, ces évolutions ne sont pas en contradiction avec l'ordre électoral en place : en dépit de son recul constant dans les urnes, la droite remporte toutes les élections nationales de la période grâce à la persistance de l'anticommunisme.

Le réaligement des années 1980 : Front National et tripartition

L'effondrement de l'ordre électoral de 1962 intervient lors des élections du printemps 1981. La rupture est amorcée par le recul inattendu du Parti communiste au premier tour de la présidentielle, qui ouvre la voie à l'alternance. Elle se concrétise par l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République et par le raz-de-marée du Parti socialiste lors des élections législatives organisées dans la foulée, suite à la dissolution de l'Assemblée. Pour la première fois depuis 1945, la droite est écartée de toutes les responsabilités nationales.

La phase de réaligement consacre une évolution rapide de l'agenda politique avec la perte de pertinence de l'anticommunisme, le triomphe du paradigme néolibéral et l'irruption de deux nouveaux enjeux, l'insécurité et l'immigration. Elle se referme lors des européennes de 1984 par une poussée de la droite et la percée du Front National. Le nouvel ordre électoral est caractérisé par la succession des alternances à l'Assemblée nationale et par la tripartition de l'espace de la compétition politique entre une coalition de gauche dominée par le PS, une coalition de droite modérée dominée par le RPR, et le FN isolé à l'extrême droite³.

1 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 159-177.

2 GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », in LAVAU G., GRUNBERG G., MAYER N. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983.

3 MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 285. Sur la tripartition, on peut aussi se reporter à GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, « La tripartition de l'espace politique », in PERRINEAU P., YSMAL C. (dir.), *Le vote de tous les refus*, 2003.

La phase de réalignement, 1981-1984

L'élection présidentielle et les élections législatives du printemps 1981 marquent sans conteste une rupture dans l'histoire politique française. Dans l'opposition depuis le début de la Cinquième République, la gauche réussit enfin l'alternance en portant François Mitterrand à la présidence de la République. Par certains côtés, cette victoire de la gauche, amplifiée par la suite aux législatives¹, peut être analysée comme l'aboutissement logique de la dynamique de l'ordre électoral de 1962 : après tout, les évolutions du corps électoral jouaient clairement en faveur de la gauche. Pourtant, la rupture n'a rien de naturel : lors des élections législatives de 1978, la droite avait déjà été minoritaire dans les urnes à l'issue du premier tour, ce qui ne l'avait pas empêché de l'emporter au second².

L'effondrement de l'ordre électoral en place depuis l'automne 1962 est intimement lié au recul inattendu des communistes lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Le phénomène est spectaculaire : alors que le Parti communiste dépassait systématiquement la barre des 20 % aux élections nationales depuis 1945 (les législatives de 1958 mises à part), Georges Marchais chute brutalement à 15,5 %, le plus mauvais résultat du Parti depuis 1936. Ce recul résulte essentiellement de la dégradation de l'image de l'Union soviétique en France suite aux révoltes ouvrières en Pologne et à l'invasion de l'Afghanistan³. Ses conséquences sont décisives pour l'ensemble du système partisan : les communistes ne sont plus assez forts pour faire peur et ne peuvent plus servir de repoussoir à l'arrivée de la gauche au pouvoir. L'alternance se concrétise avec la victoire de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle et elle est confirmée lors des élections législatives qui font suite à la dissolution de l'Assemblée par le nouveau Président : le Parti socialiste remporte la majorité absolue des sièges en jeu, tandis que le Parti communiste subit un nouveau recul et perd la moitié de sa représentation parlementaire, passant de 86 à 43 députés.

Les élections de 1981 plongent la droite dans une situation inédite sous la Cinquième République. Ecartée des responsabilités nationales et déstabilisée par le recul de son meilleur ennemi, elle profite de la phase de réalignement pour introduire deux nouveaux enjeux dans la compétition politique. Dès la campagne des municipales de 1983, elle politise fortement les thèmes de l'immigration et de l'insécurité en prenant le contre-pied de la gauche, qui a aboli la peine de mort et procédé à des régularisations massives de sans papiers dès son arrivée au pouvoir. L'inscription de ces deux nouveaux enjeux à l'agenda est facilitée par le ralliement du Parti socialiste au paradigme néolibéral lors du tournant de la rigueur, qui débouche sur

1 Sur la séquence électorale du printemps 1981, on peut se reporter à LANCELOT Alain (dir.), *1981 : Les élections de l'alternance*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

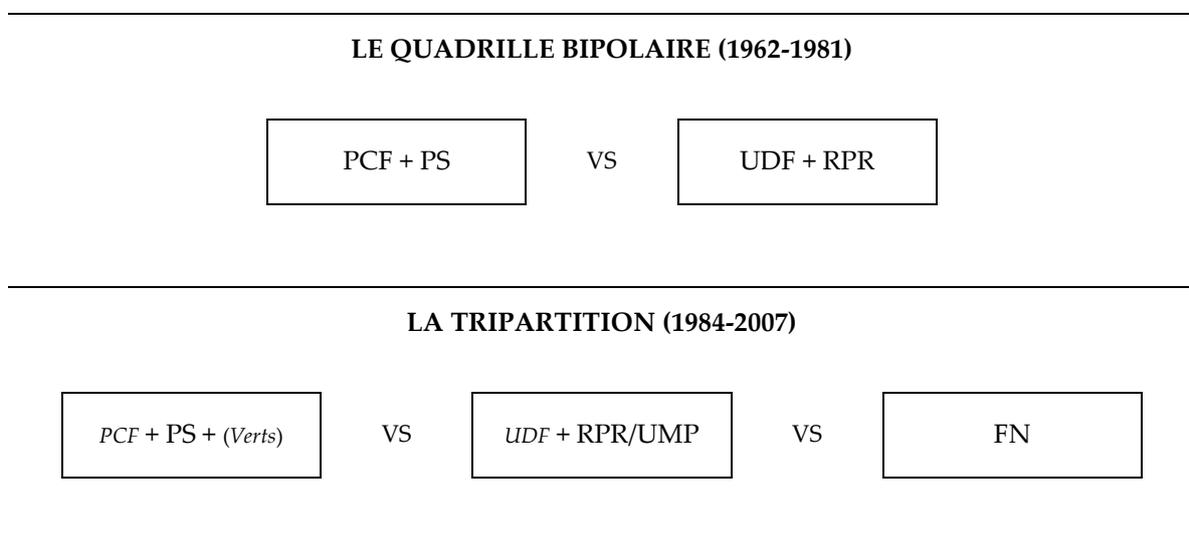
2 Le titre de l'ouvrage de référence sur ces élections témoigne bien de ce paradoxe. CAPDEVIELLE Jacques, DUPOIRIER Elisabeth, GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, YSMAL Colette, *France de gauche, vote à droite ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981.

3 DUHAMEL Olivier, PARODI Jean-Luc, « Images du communisme 2 : Sur l'effet Kaboul... et quelques autres », *Pouvoirs*, 22, 1982. Ce phénomène est transnational et s'observe dans tous les pays d'Europe occidentale où les communistes se sont installés dans le jeu politique. Il débute à la fin de l'année 1979 et produit ses effets dès les élections législatives partielles de 1980.

la neutralisation de l'affrontement sur les questions économiques. La phase de réalignement se referme finalement lors des européennes de 1984, avec la percée du Front National et une très nette poussée de la droite, après une décennie de progression de la gauche (figure 1.10).

Cette phase de réalignement se traduit par une profonde reconfiguration de l'espace de la compétition politique, avec la disparition du « quadrille bipolaire » et la formation d'un nouveau système partisan structuré par la présence du Front National (figure 1.11). Le recul du Parti communiste et l'apparition d'une force politique significative mais isolée à l'extrême droite du champ partisan sont évidemment les deux éléments clés dans ce processus, mais ils ne résument pas l'ensemble des recompositions à l'œuvre : la phase de réalignement entérine également la domination du PS sur la gauche et celle du RPR sur la droite.

Figure 1.11
Les transformations du système partisan français



NB. Ces schémas sont des représentations simplifiées du système partisan français. Ils ne décrivent pas l'ensemble du champ partisan et ne rendent pas compte des altérations mineures qui ont lieu au cours des deux périodes de politique ordinaire mises en évidence.

Les évolutions électorales au cours de la phase de réalignement sont particulièrement spectaculaires. Elles concernent aussi bien le niveau que la structure des rapports de force et ne se limitent pas à la percée du Front National. Les changements de niveau sont sans doute les plus évidents, avec la poussée de la droite : à partir des élections européennes de 1984, la droite obtient plus de 50 % des exprimés lors de la quasi-totalité des scrutins, qu'ils soient de premier ordre ou de second ordre (figure 1.9). Mais les changements de structure ne sont pas moins importants, avec l'impact nouveau de la macro-géographie de l'immigration : à partir des élections européennes de 1984, la droite obtient systématiquement ses meilleurs résultats au sein des départements qui comptent la plus grande proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans leur population (tableau 1.6).

Tableau 1.6
Les résultats de la droite en France selon les zones d'immigration (1974-2007)

		Métropole	Zone I	Zone II	Zone III	Ecart I-III
P1974	T1	52,2	51,4	50,5	55,2	- 3,8
P1974	T2	50,7	50,5	48,4	53,2	- 2,7
L1978	T1	47,5	46,9	45,0	51,1	- 4,2
E1979		48,1	48,2	45,3	50,9	- 2,7
P1981	T1	48,8	48,8	46,7	51,1	- 2,3
P1981	T2	47,8	48,2	45,7	49,2	- 1,0
L1981	T1	43,2	43,2	40,7	45,8	- 2,6
E1984		57,0	58,8	54,5	56,4	+ 2,4
L1986		54,6	56,2	52,6	54,2	+ 2,0
P1988	T1	50,9	53,4	48,2	49,3	+ 4,1
P1988	T2	46,0	47,9	43,6	45,4	+ 2,5
L1988	T1	50,5	53,3	46,9	49,6	+ 3,7
E1989		50,0	53,0	46,9	48,2	+ 4,8
L1993	T1	57,1	58,5	54,4	57,5	+ 1,0
E1994		49,9	51,1	48,4	49,3	+ 1,8
P1995	T1	59,1	61,0	57,2	57,8	+ 3,2
P1995	T2	52,7	54,8	50,1	51,9	+ 2,9
L1997	T1	51,5	53,8	49,1	50,2	+ 3,6
E1999		46,8	49,8	44,8	44,3	+ 5,5
P2002	T1	51,1	54,0	49,7	47,7	+ 6,3
L2002	T1	56,1	59,2	53,5	53,7	+ 5,5
E2004		50,5	52,3	49,4	48,8	+ 3,5
P2007	T1	44,0	46,5	44,0	39,5	+ 7,0
P2007	T2	53,3	56,1	52,4	49,4	+ 6,7
L2007	T1	50,5	53,7	48,8	46,8	+ 6,9

NB. La construction de ces trois zones d'immigration est présentée dans MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 270-278. Chaque zone est constituée de 32 départements, en fonction de la proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans la population au moment du recensement de 1982. La zone I est celle où cette proportion est la plus forte, la zone III celle où elle est la plus faible. Pour une discussion de la pertinence et de l'actualité de cet indicateur, on peut se reporter à MARTIN Pierre, « L'immigration, un piège pour la droite ? », *Commentaire*, 132, 2010.

La dynamique de l'ordre électoral et la rupture de 2007

Le nouvel ordre électoral est caractérisé par la domination des deux nouveaux enjeux culturels, l'immigration et l'insécurité, et par le ralliement de la plupart des élites partisans au paradigme néolibéral. Il conduit à une tripartition de l'espace de la compétition politique entre une coalition de gauche dominée par le PS, une droite modérée dominée par le RPR et le FN isolé à l'extrême droite. Pour autant, il n'est pas synonyme de stabilité : l'alternance s'impose comme le mode de fonctionnement normal du système politique, aucune majorité sortante ne parvenant à remporter les élections législatives.

Les élections législatives de 1986 et l'élection présidentielle de 1988 sont extrêmement importantes dans la consolidation du nouvel ordre électoral : elles confirment que la percée du Front National est durable, et qu'elle n'est pas limitée aux élections de second ordre¹. De ce point de vue, l'élection présidentielle de 1988 est absolument capitale : avec plus de 14 % des exprimés au premier tour, Jean-Marie Le Pen prouve sa capacité à exister dans le scrutin qui structure la vie politique française sous la Cinquième République. De manière générale, ces deux consultations entérinent la tripartition de l'espace de la compétition politique avec la mise en place d'un « cordon sanitaire » entre la droite modérée et l'extrême droite. Quant au second tour de la présidentielle, il démontre que la macro-géographie de l'immigration structure aussi les rapports de force quand l'extrême droite n'est pas là (tableau 1.6).

Au cours des années 1990 et 2000, le système partisan subit quelques altérations, mais aucune ne remet durablement en cause les fondements du nouvel ordre électoral en place. A gauche, les recompositions résultent de la poussée de l'extrême gauche trotskiste à partir du premier tour de la présidentielle de 1995, mais surtout de l'intégration des Verts au sein de la coalition de « gauche plurielle » qui remporte les élections législatives de 1997. A droite, elles renvoient essentiellement à la création de l'UMP en 2002, afin de pouvoir réunir les gaullistes et les centristes au sein d'une seule et même formation politique.

Les rapports de force électoraux connaissent également des évolutions significatives au cours de la période de politique ordinaire qui s'ouvre en 1984, les forces de réalignement continuant à produire leurs effets. La dynamique la plus évidente est la poussée de la gauche dans les grandes métropoles urbaines à forte proportion d'électeurs diplômés du supérieur, une poussée qui témoigne de la polarisation croissante des électeurs sur les enjeux culturels qui se sont imposés au cours de la phase de réalignement². Deux autres éléments retiennent également l'attention : la poursuite du lent déclin du PCF et la progression limitée du FN.

1 Au fond, elles prouvent que la percée du Front National n'est pas seulement une radicalisation temporaire de l'électorat de droite suite au passage de la gauche au pouvoir. Cet effet typique des élections de second ordre a toutefois pu jouer dans un premier temps, lors des européennes de 1984, notamment dans les milieux bourgeois.

2 Cette dynamique profite essentiellement au Parti socialiste. GOUYOU Florent, TIBERJ Vincent, « Les électeurs du Parti socialiste. Sociologie de l'électorat d'un parti en reconversion (1981-2007) », in LEFEBVRE R., SAWICKI F. (dir.), *Sociologie des socialistes*, Paris, Economica, à paraître. Pour une mise en perspective générale, TIBERJ Vincent, « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012.

Les élections du printemps 2002 marquent un tournant dans la période de politique ordinaire, avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de la présidentielle. Paradoxalement, elles ne provoquent pas la chute de l'ordre électoral en place : la tripartition de la compétition politique se rétablit dès les législatives, le Front National ne parvenant pas à sortir de son isolement à l'extrême droite¹. Toutefois, elles accentuent la dynamique interne de l'ordre électoral et exacerbent ses contradictions : la large défaite de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle confirme l'incapacité du Front National à l'emporter dans un scrutin à deux tours, mais sa progression au premier tour renforce la menace qu'il exerce sur la droite modérée et constitue un obstacle à son installation durable au pouvoir.

L'effondrement de l'ordre électoral en place depuis les élections européennes de 1984 intervient lors des élections du printemps 2007². La rupture est provoquée par la stratégie de reconquête de l'électorat du Front National menée par Nicolas Sarkozy, qui conduit à un très net recul de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle³ mais entraîne, en réaction, l'autonomisation d'une partie de l'ancien centre droit derrière François Bayrou. Ces deux dynamiques s'accompagnent d'une modification de la structure géographique du vote de droite, avec l'accentuation du poids de la macro-géographie de l'immigration (tableau 1.6) et son impact désormais positif sur les résultats de la droite modérée (tableau 1.7). Elles sont finalement confirmées aux élections législatives qui suivent la victoire de Nicolas Sarkozy au second tour de la présidentielle : le Front National recule sous la barre des 5 %, tandis que le nouveau parti du centre, le MoDem, s'installe dans le paysage politique en fédérant la partie de l'ancien électorat de centre droit qui s'est durablement détachée de la droite modérée. De fait, les élections législatives jouent un rôle capital dans l'effondrement de l'ordre électoral en accentuant les recompositions à l'œuvre depuis le premier tour de la présidentielle. Mais leur rôle ne s'arrête pas là. Elles participent également de manière directe à la rupture en mettant fin à la « règle » de l'alternance : elles se soldent par une reconduction de la majorité sortante de droite à l'Assemblée, une première depuis 1978.

A ce jour, il est trop tôt pour savoir quand se refermera la phase de réalignement qui s'est ouverte au printemps 2007. Mais d'ores et déjà, il semble que certains éléments décisifs dans la rupture n'étaient que temporaires, en particulier l'effondrement du Front National⁴. Au fond, l'enjeu principal se situe désormais au centre de l'échiquier politique, pour fixer cet électorat qui s'est désormais détaché de la droite.

1 MARTIN Pierre, « Les élections de 2002 constituent-elles un 'moment de rupture' dans la vie politique française ? », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002.

2 MARTIN Pierre, « Les scrutins de 2007 comme moment de rupture dans la vie politique française », *Revue politique et parlementaire*, 2007.

3 Le recul de Jean-Marie Le Pen profite essentiellement à Nicolas Sarkozy. Sur les dynamiques de cette reconquête de l'électorat du Front National, MAYER Nonna, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), 2007.

4 Sur les évolutions électorales depuis 2007, on peut lire GOUGOU Florent, LABOURET Simon, « The 2010 French Regional Elections: Transitional Elections in a Realignment Era », *French Politics*, 8 (3), 2010. Et GOUGOU Florent, LABOURET Simon, « The 2011 French Cantonal Elections: The Last Voter Sanction Before the 2012 Presidential Poll », *French Politics*, 9 (4), 2011.

Tableau 1.7

Les résultats de la droite modérée en France selon les zones d'immigration (1984-2007)

		Métropole	Zone I	Zone II	Zone III	Ecart I-III
E1984		45,9	44,6	44,6	49,4	- 4,8
L1986		44,6	43,1	43,5	48,3	- 5,2
P1988	T1	36,3	35,6	34,4	39,4	- 3,8
L1988	T1	40,6	40,2	37,9	44,1	- 3,9
E1989		38,2	38,2	36,0	40,7	- 2,5
L1993	T1	44,1	42,4	41,9	49,3	- 6,9
E1994		39,3	38,0	37,9	42,8	- 4,8
P1995	T1	43,8	42,9	41,7	47,6	- 4,7
L1997	T1	36,2	35,2	33,7	40,5	- 5,3
E1999		37,8	38,6	35,6	38,7	- 0,1
P2002	T1	31,5	31,8	29,1	33,5	- 1,7
L2002	T1	43,4	44,3	39,9	45,7	- 1,4
E2004		40,2	40,6	37,9	42,0	- 1,4
P2007	T1	33,3	35,4	31,8	31,2	+ 4,2
L2007	T1	45,7	48,2	43,5	43,8	+ 4,4

NB. Pour la construction des trois zones d'immigration, on peut se reporter au tableau 1.6.

Chapitre 2

Les modèles d'analyse du vote des ouvriers

Le concept de vote de classe en débat

Depuis plus de trois décennies, le vote de classe est au cœur de l'une des controverses les plus animées de la science politique internationale. Dans toutes les grandes démocraties occidentales s'est posée au même moment, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, la question de son éventuel déclin. Dans la plupart, aucun consensus ne s'est vraiment dégagé. Cette situation n'est pas surprenante : rares sont les concepts aussi flous dans leur définition, leur usage et leur portée que celui de vote de classe.

Le constat d'une faiblesse théorique du concept n'est pas nouveau. Il a déjà été établi par G. Evans, dans son état de l'art au début des années 2000 : « *The debate on class voting has been strong on evidence and weak on theory* »¹. Une décennie plus tard, cette observation n'a rien perdu de son actualité : ni la poursuite des controverses dans les démocraties occidentales, ni l'intérêt pour de nouveaux cas d'étude (les démocraties postcommunistes notamment²) n'ont réellement permis d'asseoir son utilité pour la compréhension des phénomènes électoraux, et plus particulièrement pour l'analyse du vote des ouvriers.

Le concept de vote de classe a été essentiellement forgé dans le monde anglophone, à partir de la fin des années 1950. Dans un contexte de domination du paradigme *behavioriste*, il est introduit afin de comprendre l'existence de bases sociales du vote. Toutefois, ses origines ne relèvent pas seulement de la science politique : il renvoie également à l'agenda marxiste et au rôle politique que ce dernier confère à la classe ouvrière dans les sociétés capitalistes.

C'est une affirmation de S.M. Lipset qui constitue le véritable acte de naissance des travaux sur le vote de classe : « *The most impressive single fact about political party support is that in virtually every economically developed country the lower-income groups vote mainly for parties of the left, while the higher-income groups vote mainly for the parties of the right* »³. Or, à sa façon, elle

1 EVANS Geoffrey, « The Continued Significance of Class Voting », *Annual Review of Political Science*, 3, 2000, p. 410.

2 EVANS Geoffrey, « The Social Bases of Political Divisions in Post-Communist Eastern Europe », *Annual Review of Sociology*, 32, 2006.

3 LIPSET Seymour M., *Political Man: The Social Bases of Politics*, Garden City, Doubleday, 1960, p. 223-224. Cette phrase est en fait reprise de LIPSET Seymour M., LAZARSFELD Paul L., BARTON Allen H., LINZ Juan J., « The Psychology of Voting: An Analysis of Political Behavior », in LINDZEY G. (dir.), *Handbook of Social Psychology. Volume II: Special Fields and Applications*, Reading, Addison-Wesley, 1954, p. 1136.

résume déjà toutes les faiblesses du concept : elle ne repose sur rien d'autre que l'observation empirique de spécificités du vote de certaines classes sociales dans les pays industrialisés.

Les générations de recherche sur le vote de classe

Un demi-siècle de recherches plus tard, le concept de vote de classe n'a pas gagné en précision. La littérature en retient souvent une définition *a minima* : le lien entre classe sociale et vote. De ce point de vue, il désigne plus volontiers un champ de recherche qu'un concept opératoire. Pour autant, P. Nieuwbeerta parvient à distinguer trois générations successives de recherches sur le vote de classe, en fonction de cinq critères : la question de recherche, les hypothèses, la mesure des variables, les données et les méthodes statistiques employées¹.

Les travaux de la première génération débutent dès les années 1950 et se poursuivent jusqu'au milieu des années 1970. Ils s'intéressent aux variations du niveau du vote de classe entre pays et au sein de ces pays. Pour cela, ils opérationnalisent la classe sociale en opposant travailleurs manuels et travailleurs non-manuels, utilisent les premières données de sondage disponibles et construisent des tableaux croisés à partir desquels ils peuvent mesurer l'écart absolu entre le vote des deux classes sociales. Le calcul de l'indice du vote de classe, obtenu par la simple soustraction du pourcentage de non ouvriers votant pour les partis de gauche du pourcentage des ouvriers votant pour ces mêmes partis, s'inscrit dans cette logique.

Les travaux de la deuxième génération s'étendent des années 1970 aux années 1990. Ils s'intéressent aux mêmes questions, mais concernent un nombre plus important de pays et, de fait, une période plus longue. La classe sociale demeure le plus souvent opérationnalisée à partir de la dichotomie entre travailleurs manuels et travailleurs non-manuels. Ces travaux se distinguent essentiellement par leur méthode d'analyse des données et la préférence pour des modèles de régression linéaire par rapport aux tableaux croisés.

Les travaux de la troisième génération émergent dans les années 1980. Ils refusent la dichotomisation des classes sociales et généralisent des schémas de classes plus détaillés. Ils critiquent les mesures absolues du vote de classe utilisées dans les travaux antérieurs (toutes les mesures fondées sur des différences de pourcentage) et leur préfèrent des mesures d'écart relatif, notamment les *odds ratios* et les modèles log-linéaires qui leur sont associés.

Récemment, O. Knutsen a complété ce découpage de la littérature en distinguant une quatrième génération de travaux apparue depuis le milieu des années 1990². Contrairement à ceux des trois générations précédentes, ces travaux ne reposent pas sur une dichotomisation des partis politiques entre deux tendances opposées et considèrent tous les choix électoraux possibles. De la sorte, ils s'intéressent, selon les termes de J. Manza, M. Hout et C. Brooks, au

1 NIEUWBEERTA Paul, *The Democratic Class Struggle in Twenty Countries, 1945-1990*, Amsterdam, Thesis Publishers, 1995. Cette succession des générations de recherche sur le vote de classe est présentée de manière synthétique dans NIEUWBEERTA Paul, « The Democratic Class Struggle in Postwar Societies: Class Voting in Twenty Countries 1945-1990 », *Acta Sociologica*, 39 (4), 1996.

2 KNUTSEN Oddbjørn, « The Decline of Social Class? », in DALTON R. J., KLINGEMANN H.-D. (dir.), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 460-461.

« vote de classe total », c'est-à-dire à toutes les sources d'association statistique entre classe et vote, plutôt qu'au « vote de classe traditionnel », qui se focalise sur les liens entre ouvriers et vote de gauche d'une part, et entre non ouvriers et vote de droite d'autre part¹.

Les deux niveaux d'analyse du vote de classe

Ce premier chapitre expose les origines théoriques du concept de vote de classe et les débats empiriques qui lui sont associés. Il poursuit ainsi un double objectif : (1) expliciter les différents phénomènes qui ont été saisis par l'intermédiaire du concept de vote de classe ; (2) préciser l'articulation entre vote de classe et vote des ouvriers. Pour ce faire, il introduit une distinction entre un niveau d'analyse micro et un niveau d'analyse macro du vote de classe. Le découpage en générations proposé par P. Nieuwbeerta et complété par O. Knutsen croise en fait deux oppositions, l'une entre mesures absolues et mesures relatives du vote de classe, l'autre entre « vote de classe traditionnel » et « vote de classe total ». Ces lignes de fracture, qui concernent respectivement les techniques statistiques utilisées pour mesurer le lien entre classe et vote et l'opérationnalisation des variables, sont incontestablement des clés utiles pour comprendre le développement de la littérature. Il n'en reste pas moins que la principale opposition entre les recherches sur le vote de classe ne renvoie ni à la mesure des variables ni au traitement des données, mais à leur question de départ².

Comme le concept de classe sociale, le concept de vote de classe peut être utilisé pour caractériser des individus ou des collectifs. Or ces deux niveaux d'analyse renvoient à deux questions distinctes, quoique complémentaires. Si le concept de vote de classe est défini au niveau individuel de l'électeur, il vise à éclairer l'orientation du comportement électoral. En revanche, s'il est appliqué au niveau collectif des groupes sociaux, il contribue à comprendre l'existence de liens durables entre certaines classes sociales et certaines tendances politiques. Dans le premier cas, il s'inscrit dans les débats sur l'explication du vote des électeurs. Dans le second, il aide à analyser le noyau électoral des partis et les rapports de force électoraux³.

-
- 1 MANZA Jeff, HOUT Michael, BROOKS Clem, « Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation? », *Annual Review of Sociology*, 21, 1995, p. 152. Cet article constitue le premier état de l'art sur la question du vote de classe. Il a été publié dans une revue de sociologie et témoigne de l'influence décisive des sociologues dans le cadrage et le développement de la littérature. Ce point sera discuté plus loin.
 - 2 La question de recherche figure certes parmi les critères mentionnés par P. Nieuwbeerta pour sa périodisation des recherches sur le vote de classe, mais le découpage qu'il propose ignore très largement cette dimension, et c'est un euphémisme. Sa distinction entre trois générations repose d'abord sur des questions d'ordre méthodologique, en particulier la mesure de la classe sociale et les techniques statistiques employées.
 - 3 La distinction entre ces deux niveaux d'analyse rappelle celle entre « general class voting » et « class alignments » dans WEAKLIEM David L., HEATH Anthony, « The Secret Life of Class Voting: Britain, France, and the United States since the 1930s », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 97-98. Mais elle va plus loin en ce qu'elle articule les travaux sur le vote de classe aux deux grandes questions auxquelles sont confrontées les études électorales. Ce point est développé plus tard.

Or ces deux questions de départ, qui rappellent que les études électorales traitent tout à la fois du vote des électeurs et des résultats des élections, ont des implications théoriques et empiriques spécifiques. Quand le vote de classe est pensé au niveau des individus, l'objectif est de mesurer le pouvoir explicatif de la classe sociale sur l'orientation du vote des électeurs. C'est d'ailleurs cet objectif qui a progressivement conduit à rejeter la double dichotomisation entre ouvriers et non ouvriers d'une part, et entre gauche et droite d'autre part : prendre en compte toutes les sources d'association possibles entre classe et vote permet de maximiser la capacité explicative de la variable de classe. En revanche, quand le vote de classe est compris au niveau des collectifs, l'objectif est de mesurer le degré de distinction du vote des diverses classes sociales. Et ici, l'existence d'un lien statistique entre classe et vote ne suffit pas, car il ne tient pas compte de la direction des relations dont il est le produit : la classe peut avoir le même pouvoir explicatif sur le vote des électeurs lors de deux scrutins différents, alors que la configuration des alignements électoraux¹ a changé.

Au final, la distinction entre ces deux niveaux d'analyse ne permet pas seulement de définir une nouvelle grille de lecture du nombre incalculable de travaux consacrés au vote de classe. Elle permet aussi de comprendre comment ce concept et l'analyse du « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche socialiste et communiste s'articulent, et ainsi de déterminer sous quelles conditions la littérature sur le vote de classe peut être utilisée et mobilisée pour analyser les mutations du vote des ouvriers.

1 La notion d'alignement électoral est utilisée pour décrire le fait qu'un groupe social se prononce durablement, et de manière nettement supérieure à la moyenne, en faveur d'une force politique. Elle est présentée et discutée dans le chapitre 1.

2.1. Les fondements théoriques du concept de vote de classe

Le concept de vote de classe n'est pas associé à une œuvre fondatrice unique, dont la construction théorique se serait immédiatement imposée puis aurait été discutée, critiquée et développée. Bien au contraire, la manière de désigner de manière abstraite le lien entre classe sociale et vote a beaucoup évolué dans le temps, avant que l'usage du terme « *class voting* » ne se généralise suite aux travaux de R.R. Alford dans les années 1960. D'ailleurs, la plupart des auteurs qui ont façonné le concept n'utilisent pas cette expression, mais des équivalents.

Au final, deux décennies ont été nécessaires pour poser les fondements théoriques du concept. Mais des travaux de l'école de Columbia à l'adaptation du paradigme de Michigan au Royaume-Uni par D.E. Butler et D.E. Stokes, toutes ses dimensions constitutives ont pu être abordées. S.M. Lipset est le premier à avoir identifié et décrit l'existence d'un lien entre classe et vote, description que R.R. Alford a complétée en utilisant une mesure standardisée, l'indice du vote de classe. G. Sartori a ensuite attiré l'attention sur les interactions que le vote de classe peut impliquer, au niveau macrosociologique, entre structure sociale et compétition politique, avant que D.E. Butler et D.E. Stokes n'identifient, au niveau individuel cette fois, les diverses raisons qui peuvent conduire un électeur à voter pour le « parti naturel » de sa classe. Néanmoins, aucun ne lève l'ambiguïté relative au statut exact du vote des ouvriers : le « vote de classe ouvrier » est tour à tour le modèle et l'objet du concept de vote de classe.

2.1.1. Les origines du concept de vote de classe

Dans les grandes démocraties occidentales, l'intuition d'un lien entre classe et vote s'affirme dès les premières élections au suffrage universel. Elle prend toutefois deux formes très différentes. La première procède d'une démarche résolument scientifique : elle résulte de l'observation des résultats des élections et associe la stabilité surprenante des rapports de force électoraux et des préférences des citoyens à l'influence de données sociologiques. Il en va autrement de la seconde : elle découle directement des hypothèses de la doctrine socialiste et se focalise sur l'existence d'un vote massif des ouvriers en faveur des partis de gauche.

L'observation de bases sociales du vote

La formulation sociologique du concept de vote de classe puise largement ses racines dans la mise en évidence du poids des caractéristiques sociales sur le vote des électeurs. De ce fait, elle renvoie tout autant aux études pionnières de géographie électorale, qui associent structure sociale et comportement électoral, qu'aux premiers travaux de sociologie électorale, en particulier américains, qui confirment le lien entre classe et vote au niveau individuel.

La découverte du vote de classe par la géographie électorale

Les travaux d'A. Siegfried, qu'ils concernent la France de l'Ouest ou l'Ardèche, sont souvent réduits à un cadre d'analyse (géographique) et à un type de données (agrégées), en bref à une manière d'étudier les phénomènes électoraux. Pourtant, leurs résultats et leur interprétation méritent autant d'attention. Avec son *Tableau politique de la France de l'Ouest*, A. Siegfried est en effet le premier à remarquer de manière systématique la permanence de certaines structures électorales. On en retient souvent une interprétation déformée, « le granit vote à droite, le calcaire vote à gauche », alors qu'A. Siegfried évoque seulement un dicton vendéen qu'il estime suggestif : « le granit produit le curé et le calcaire l'instituteur »¹. Or les implications de ces deux formulations sont différentes : la première suppose un fondement géologique à la stabilité des rapports de force électoraux là où la seconde laisse entrevoir une explication complexe, réservant une place décisive aux relations sociales. Car A. Siegfried montre qu'à la nature des sols sont associés un mode de peuplement et un régime foncier, qui déterminent un degré de diffusion du catholicisme et une forme de stratification sociale. Un sol granitique favorise un habitat dispersé et la grande propriété foncière, ce qui permet une bonne diffusion du catholicisme et façonne une structure sociale hiérarchique entre de grands propriétaires et des paysans. A l'inverse, un sol calcaire favorise un habitat resserré et la petite propriété, ce qui entrave la diffusion du catholicisme et produit une structure sociale égalitaire entre petits propriétaires indépendants. Et au final, ce sont les appartenances de classe et la pratique du catholicisme qui sont les deux variables décisives pour comprendre l'orientation du vote des électeurs, même si elles renvoient aux caractéristiques géologiques des territoires dans lesquels elles s'inscrivent².

Toutefois, la structure sociale de la France de l'Ouest qu'étudie A. Siegfried n'est pas celle des sociétés industrielles modernes. La Bretagne, la Normandie, le Maine, l'Anjou et la Vendée n'ont pas encore connu une industrialisation massive. Pour autant, A. Siegfried note déjà un lien entre les premières percées socialistes et la présence d'ouvriers, notamment dans les villes portuaires et les nœuds ferroviaires³. La constitution d'un vote de classe ouvrier en faveur des partis issus du mouvement socialiste n'est pas propre à la France ; sa première observation systématique date du *Political Behavior* (1937) d'H. Tingsten. Contrairement aux travaux d'A. Siegfried, il ne s'agit pas d'une recherche originale, mais de la synthèse d'une série d'enquêtes réalisées dans plusieurs pays par les offices de la statistique nationale. Ces enquêtes sont rarement répétées dans le temps et s'intéressent plus souvent à la participation qu'aux rapports de force électoraux. Mais dès que des données sont disponibles sur le score des forces politiques et sur la composition sociale des circonscriptions étudiées, H. Tingsten

1 SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Imprimerie Nationale, 1995 [1913], réédition avec présentation de P. Milza, p. 16-17 et 79.

2 A. Siegfried consacre d'ailleurs quatre chapitres à l'analyse de l'orientation politique de chaque classe sociale (deuxième partie, livre II, « Les classes sociales et leur évolution politique »). Il distingue alors la noblesse, la bourgeoisie et les classes populaires.

3 SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, 1995, p. 554-556.

parvient toujours à la même conclusion : plus une circonscription compte un pourcentage élevé d'ouvriers, plus les partis socialistes ou sociaux-démocrates obtiennent un score élevé¹. C'est du moins le cas au niveau des districts lors de l'élection cantonale de Bâle Ville de 1911 et des élections municipales de Zurich de 1933, et au niveau de l'ensemble des communes² pour les élections législatives suédoises de 1924, 1928 et 1932. De ces observations au niveau agrégé, H. Tingsten infère une relation entre statut social et vote au niveau individuel. Ce lien est confirmé par les premières études électorales fondées sur des données de sondage.

La classe sociale dans les paradigmes de Columbia et de Michigan

L'influence des variables sociologiques est au cœur du modèle d'explication du vote développé dans les années 1940 par P.F. Lazarsfeld, B.R. Berelson et leurs associés au *Bureau of Applied Social Research* de l'université de Columbia. Leur ambition initiale est pourtant plus modeste : à la suite de travaux dans le domaine de la publicité et du marketing, ils cherchent à saisir comment les préférences politiques se forment au cours des campagnes électorales et à évaluer l'influence des médias de masse dans ce processus. Dans ce cadre, ils réalisent une enquête par panel dans le comté d'Erie (Ohio), lors de l'élection présidentielle américaine de 1940³. Cependant, leurs conclusions dépassent largement leurs premières préoccupations. Ils remarquent en effet que la campagne n'a que des effets limités : peu d'électeurs changent de préférence lors des six mois précédant le scrutin. Au contraire, les orientations politiques des électeurs peuvent être prédites à partir d'un petit nombre de caractéristiques sociologiques ; du moins, c'est le sens de leur « indice de prédisposition politique » associant le statut socio-économique⁴, la religion et le lieu de résidence des électeurs. Car les préférences politiques

1 TINGSTEN Herbert, *Political Behavior: Studies in Election Statistics*, Totowa, The Bedminster Press, 1963 [1937], p. 127 (Bâle), 133-134 (Zurich) et 171-172 (Suède).

2 Pour ce faire, la statistique publique a séparé les communes rurales et les communes urbaines, puis construit au sein de chaque catégorie trois groupes de communes selon leur composition sociale (un groupe A comptant moins de 30 % d'électeurs appartenant aux classes inférieures, un groupe B en comptant entre 30 et 60 %, un groupe C en comptant plus de 60 %). Sur les trois élections, l'écart entre le score des socialistes dans les communes du groupe A et du groupe C est supérieur à 20 points en milieu urbain et à 50 points en milieu rural.

3 Le dispositif de recherche est fondé sur un échantillon représentatif de 3.000 individus interrogé en mai 1940, dont ont été extraits 4 groupes composés de 600 personnes. Le groupe principal du panel est ensuite réinterrogé six fois jusqu'en novembre 1940, tandis que les trois autres groupes ne le sont qu'une seule fois, afin de contrôler d'éventuels effets d'échantillonnage. LAZARFELD Paul L., BERELSON Bernard R., GAUDET Hazel, *The People's Choice: How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1948 [1944].

4 Le statut socio-économique des électeurs n'est pas mesuré à partir de questions posées pendant l'enquête. Il repose sur un classement effectué par les enquêteurs, classement tenant compte de la maison, des biens, ainsi que de l'apparence physique et de la manière de parler des enquêtés. Initialement, cette évaluation s'effectue en 4 catégories, mais la catégorie C a finalement dû être subdivisée en deux groupes en raison de ses effectifs trop nombreux (le critère retenu pour cette opération est celui de la possession d'un téléphone). LAZARFELD Paul L., BERELSON Bernard R., GAUDET Hazel, *The People's Choice*, 1948, p. 17-18 et 160.

ne sont pas seulement stables ; elles sont surtout conformes aux normes qui prévalent dans le milieu social des électeurs. C'est la naissance du paradigme de Columbia : « *A person thinks, politically, as he is, socially. Social characteristics determine political preference* »¹.

Dans une seconde étude réalisée à l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1948 dans la commune d'Elmira (New York), les chercheurs de Columbia approfondissent et complètent ces premières observations. En associant une analyse détaillée de la campagne électorale (analyse de contenu des articles de la presse locale et des discours des candidats, observation de l'activité des partis politiques, etc.) à une enquête par panel², ils remarquent que l'environnement social est aussi important que les attributs individuels des électeurs. Ils insistent évidemment sur le rôle central de la famille dans la définition et la transmission des préférences politiques, mais aussi sur celui des amis et des leaders d'opinion. De la sorte, ils montrent que le vote des électeurs est l'aboutissement d'un processus soumis à l'influence de multiples pressions sociales, pressions qui peuvent d'ailleurs être contradictoires et conduire à une abstention. Et ils observent déjà que le vote en faveur d'un même candidat peut avoir une signification très différente selon les électeurs, car tous ne sont pas sensibles aux mêmes enjeux électoraux : « *The people vote in the same election but not all of them vote on it* »³.

Au cours des années 1950, A. Campbell, P.E. Converse, W.E. Miller et D.E. Stokes développent, au sein du *Survey Research Center* de l'université du Michigan, un autre modèle d'explication du vote, articulé autour d'un mécanisme d'ordre psychologique, l'identification partisane⁴. Depuis 1948, A. Campbell et ses associés conduisent des enquêtes par sondage nationales lors de chaque élection présidentielle⁵. *The American Voter* (1960) analyse en détail les scrutins de 1952 et 1956. Et contrairement aux chercheurs de Columbia, ceux du Michigan

1 LAZARFELD Paul L., BERELSON Bernard R., GAUDET Hazel, *The People's Choice*, 1948, p. 27.

2 Le dispositif de recherche repose sur un échantillon de 1.029 individus, constitué en juin 1948 et réinterrogé à trois reprises, en août (814 réponses), en octobre (881 réponses) et en novembre (944 réponses). BERELSON Bernard R., LAZARFELD Paul L., MCPHEE William N., *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, The University of Chicago Press, 1954.

3 BERELSON Bernard R., LAZARFELD Paul L., MCPHEE William N., *Voting*, 1954, p. 316.

4 La référence incontournable de l'école du Michigan est CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, New York, John Wiley, 1960. Elle est complétée par un second ouvrage, qui s'intéresse au choix collectif des électeurs (le résultat des élections) plutôt qu'à leur décision individuelle. CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *Elections and the Political Order*, New York, John Wiley, 1966.

5 Sur l'élection présidentielle de 1948, on peut lire CAMPBELL Angus, KAHN Robert L., *The People Elect a President*, Ann Arbor, University of Michigan, 1952 ; sur l'élection présidentielle de 1952, CAMPBELL Angus, GURIN Gerald, MILLER Warren E., *The Voter Decides*, Evanston, Peterson, 1954. Ces premiers travaux ont été vivement critiqués, essentiellement en raison de l'utilisation de la technique novatrice des sondages à un niveau national. « There is here nothing stupid, nothing actually incorrect, nothing hasty, nothing over-generalized. The difficulty is, simply, that such a high degree of research sophistication is put to such pedestrian and unimaginative use, giving us form with very little content, practically a virtuoso performance of technique for technique's sake ». STAR Shirley A., « Book review: *The People Elect a President* », *American Journal of Sociology*, 59 (3), 1953, p. 285. Pour une attaque encore plus virulente, on peut consulter TITUS Charles H., « Book review: *The People Elect a President* », *Political Research Quarterly*, 6 (1), 1953, p. 194.

ne sont pas confrontés à l'énigme d'une stabilité du vote : en novembre 1956, les Américains reconduisent le républicain Dwight Eisenhower à la Maison Blanche, mais portent, le même jour, une majorité démocrate à la Chambre des représentants. A. Campbell et ses collègues proposent alors un modèle distinguant des forces de long terme et des forces de court terme, selon leur proximité avec la date de l'élection. Ces forces s'intègrent dans un entonnoir de causalité au milieu duquel figure l'identification partisane, mesurée par l'attachement à l'un des deux grands partis¹. En amont de l'entonnoir figurent les attributs socio-économiques et les attitudes politiques des électeurs, qui contribuent à façonner leur identification partisane. Cette disposition psychologique intervient ensuite comme un filtre intermédiaire, qui permet aux électeurs, notamment les plus apathiques, de faire un choix en dépit de leur faible intérêt pour la politique. Elle repose sur des appartenances et des préférences de long terme ; elle est donc source de stabilité. Mais ce n'est qu'une partie du modèle. A. Campbell et ses collègues soulignent également le rôle d'éléments spécifiques à chaque scrutin, notamment les enjeux débattus lors de la campagne, la personnalité des candidats et le jugement rétrospectif des électeurs sur le bilan des sortants. De la sorte, ils reconnaissent l'influence des appartenances sociales des électeurs et de leurs attitudes politiques, mais montrent que leur vote résulte de la rencontre entre ces forces de long terme qui façonnent l'identification partisane, des enjeux électoraux et un jugement sur les candidats (les forces de court terme).

The American Voter est trop souvent réduit au concept d'identification partisane. Cette lecture partielle des travaux d'A. Campbell et de ses collègues conduit à penser leur modèle d'explication du vote comme un modèle « déterministe », qui se différencierait seulement du modèle développé par l'école Columbia par la substitution d'une approche psychologisante à une approche sociologique. Or l'école du Michigan propose une explication plus complexe du comportement électoral ; après tout, il s'agit d'expliquer pourquoi des électeurs peuvent élire, le même jour, un Président républicain et une majorité démocrate lors de deux élections où le pouvoir national est en jeu. A. Campbell et ses collègues montrent ainsi que le prestige et la personnalité de Dwight Eisenhower, mais aussi son bilan sur l'économie et la guerre de Corée, sont décisifs dans sa reconduction à la Maison Blanche en 1956, alors que la majorité obtenue par les démocrates à la Chambre est le résultat de leur avantage dans la distribution de l'identification partisane. Ainsi, les forces de long terme constituent certes une base stable et durable de l'orientation du vote des électeurs, mais aussi une base sur laquelle opèrent des forces de court terme propres à chaque élection. Et au final, les auteurs de *The American Voter* sont à la fois les premiers à utiliser des données de sondage collectées dans un cadre national pour démontrer l'influence de la classe sur le choix des électeurs, et les premiers à intégrer de manière systématique dans leur modèle des variables politiques qui tempèrent ce lien.

1 L'identification partisane combine trois questions : (1) l'attachement ou non au parti démocrate ou au parti républicain ; (2) l'intensité de cet attachement ; (3) l'éventuelle proximité avec un des deux partis pour les indépendants. Il s'agit donc d'une mesure d'intensité : un électeur peut être fortement démocrate, modérément démocrate, indépendant proche des démocrates, indépendant, indépendant proche des républicains, modérément républicain ou fortement républicain.

L'analyse d'une lutte des classes démocratique

Le mouvement de démocratisation qui anime l'Europe occidentale dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle est un tournant dans la réflexion sur le fonctionnement des systèmes politiques. L'élargissement du droit de suffrage à l'ensemble des citoyens de sexe masculin fait débat. Au niveau des élites, l'extension massive du corps électoral interroge la possibilité d'intégrer pacifiquement la classe ouvrière au jeu démocratique ; du côté des ouvriers, elle conduit à réfléchir à la manière de s'organiser pour être représenté sur la scène politique. Ces deux questions constituent la seconde origine de l'intuition de l'existence d'un vote de classe.

Le vote de classe et l'avènement du socialisme par les urnes

Historiquement, l'idée de vote de classe appartient au registre du mythe. Avant les premiers travaux de sociologie électorale, elle n'a pas d'autre fondement que la croyance de certains penseurs socialistes en l'avènement du socialisme par les urnes : la prédiction d'une victoire inéluctable des partis ouvriers, sur la foi d'une progression constante du poids de la classe ouvrière dans le corps électoral des démocraties industrielles, suppose que les ouvriers votent effectivement pour le parti de leur classe.

Dans un premier temps, cette proposition divise le mouvement ouvrier. Le débat ne concerne pas directement la possibilité d'imposer le socialisme par la voie des urnes, mais sa condition préalable : la participation aux élections¹. Pour certains dirigeants du mouvement ouvrier, l'implication dans les institutions de la « démocratie bourgeoise » et l'acceptation de ses règles du jeu politique signifient la consécration de l'ordre social existant. Pour d'autres, la représentation politique des intérêts des ouvriers conduit à une démobilisation de la classe ouvrière, qui l'écarte de l'idéal révolutionnaire. Ces dilemmes se résolvent de fait, une fois que des partis ouvriers se constituent, présentent des candidats aux élections et acquièrent la conviction que les logiques de la démocratie représentative peuvent être une arme au service du mouvement ouvrier dans sa volonté de réorganiser l'économie.

Cette pensée est résumée par F. Engels dans son introduction à l'ensemble des essais écrits par K. Marx sur la révolution de 1848 en France, et rassemblés en 1895 sous le titre *Les luttes de classes en France 1848-1850*. Evoquant la dynamique électorale de la social-démocratie allemande depuis l'instauration du suffrage universel masculin, F. Engels écrit : « Grâce à l'intelligence avec laquelle les ouvriers allemands ont utilisé le suffrage universel institué en 1866, l'accroissement étonnant du Parti apparaît ouvertement aux yeux du monde entier dans des chiffres indiscutables. [...] Mais, outre le premier service que constituait leur simple existence, en tant que Parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, les ouvriers allemands avaient rendu encore à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage

1 PRZEWORSKI Adam, *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 7-23

universel, ils leur avaient fourni une nouvelle arme des plus acérées ». Plus loin, F. Engels ajoute : « En utilisant ainsi efficacement le suffrage universel, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle, qui se développa rapidement. On s'aperçut que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie offraient encore d'autres possibilités d'utilisation permettant à la classe ouvrière de combattre ces institutions »¹. En bref, l'avènement du socialisme par les urnes est possible : la mission historique de la classe ouvrière dans le système capitaliste peut être réalisée grâce au suffrage universel et c'est tout le sens du vote de classe ouvrier en faveur des partis socialistes².

Le vote de classe et le fonctionnement de la démocratie

Cette conception du jeu politique comme arène d'expression du conflit de classe est systématisée par S.M. Lipset dans son *Political Man* (1960), même s'il ne reprend pas à son compte la conclusion marxiste du renversement inévitable du capitalisme³. Qu'il analyse les conditions préalables à l'institutionnalisation d'un régime démocratique, le développement du fascisme, l'absence de parti socialiste aux Etats-Unis, l'autoritarisme de la classe ouvrière ou les déterminants du vote, S.M. Lipset estime que les phénomènes politiques reflètent des rapports de force dans la structure sociale. Ce faisant, il élargit l'application du paradigme sociologique de l'école de Columbia à l'ensemble des processus politiques et consacre le rôle structurant des oppositions de classe.

Dans ce cadre, les élections sont le lieu par excellence de l'expression de la « lutte des classes démocratique »⁴. Toutefois, s'écartant d'emblée d'une posture politiquement engagée, S.M. Lipset rappelle que l'existence d'un vote de classe importe moins par ses conséquences sur le destin électoral du socialisme que par ses implications générales sur le fonctionnement de la démocratie : le vote de classe révèle le degré de polarisation entre les classes sociales, et

1 ENGELS Friedrich, « Introduction », in MARX K., *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1984 [1895], p. 64-65 et 74.

2 La possibilité d'un passage pacifique vers le socialisme avait déjà été évoquée par K. Marx lui-même à propos du mouvement chartiste anglais, dans un article du *New York Daily Tribune* paru le 25 août 1852 : « Universal Suffrage is the equivalent for political power for the working class of England, where the proletariat forms the large majority of the population, where, in a long, though underground civil war, it has gained a clear consciousness of its position as a class. [...] The carrying of Universal Suffrage in England would, therefore, be a far more socialistic measure than anything which has been honored with that name on the Continent. Its inevitable result, here, is *the political supremacy of the working class* ».

3 Cette orientation théorique est clairement explicitée dans l'édition actualisée et augmentée du *Political Man*. « At the core of the analytic framework in *Political Man* is an Aristotelian approach revitalized in the sixteenth century by Machiavelli and modified for the study of industrial society by an apolitical Marxist analysis ». LIPSET Seymour M., *Political Man: The Social Bases of Politics*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1981, p. 459.

4 S.M. Lipset emprunte cette expression à ANDERSON Dewey, DAVIDSON Percy E., *Ballots and the Democratic Class Struggle: A Study in the Background of Political Education*, Stanford, Stanford University Press, 1943. D. Anderson et P.E. Davidson analysent le réaligement électoral des ouvriers sur le Parti démocrate en Californie pendant la période du New Deal.

donc la gouvernabilité des sociétés. Si jamais le vote de classe était parfait, c'est-à-dire si tous les ouvriers votaient en faveur des partis socialistes, alors le risque d'une guerre civile serait très élevé : « *For considered from this perspective, such phenomena as the Tory worker or the middle-class socialist are not merely deviants from class patterns, but basic requirements for the maintenance of the political system. A stable democracy requires a situation in which all the major parties include supporters from many segments of the population* »¹.

Cette conviction en arrière-plan, S.M. Lipset est le premier à rassembler des données de sondage produites dans plusieurs grandes démocraties et à comparer le niveau du vote de classe entre les pays. Bien qu'il ne dispose pas d'une mesure commune de la classe sociale et qu'il soit contraint d'alterner entre profession et revenu pour mesurer la position sociale des électeurs, il remarque que dans presque tous les pays industrialisés, les groupes aux plus bas revenus votent principalement pour les partis de gauche, tandis que les groupes aux plus hauts revenus votent principalement pour les partis de droite. Un de ses élèves, R.R. Alford, poursuit ce travail en utilisant un indicateur standardisé pour la classe sociale et une mesure du vote de classe strictement comparable entre les pays : l'indice du vote de classe.

2.1.2. Les variations internationales du vote de classe

Les travaux de R.R. Alford marquent le véritable envol des recherches sur le vote de classe. Pourtant, leur objet est fondamentalement incertain : ils sont focalisés sur le vote des ouvriers pour les partis de gauche, mais s'intéressent de manière plus large à l'influence du conflit de classe sur la structuration de la vie politique dans les démocraties occidentales². Et l'ambiguïté va plus loin : la théorie des clivages de S.M. Lipset et S. Rokkan, qui prolonge et systématisé les observations de R.R. Alford en analysant la formation des systèmes partisans d'Europe de l'Ouest selon l'articulation de quatre grandes lignes de conflit³, s'impose comme un nouveau paradigme d'explication du vote en Europe. Pour le concept de vote de classe, ce basculement est décisif : désormais, il est aussi bien utilisé pour comprendre le vote massif des ouvriers pour la gauche que pour expliquer l'orientation du vote des électeurs⁴.

1 LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1960, p. 31. L'institutionnalisation des clivages est d'ailleurs un élément central de la réflexion de S.M. Lipset sur la stabilisation des régimes démocratiques. LIPSET Seymour M., « Cleavages, Parties, and Democracy », in KARVONEN L., KUHNLE S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments Revisited*, Londres, Routledge, 2001.

2 Cette approche est explicitée par R.R. Alford dans la préface de son ouvrage *Party and Society* : « Voting behavior is analyzed in this study not as a process of individual decision-making, but as an aspect of the social and political structure of nations ». ALFORD Robert R., *Party and Society: The Anglo-American Democracies*, Londres, John Murray, 1964 [1963], p. xi.

3 LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967.

4 Bien que le titre de leur chapitre introductif, qui pose les principales fondations de la théorie des clivages, fasse explicitement référence aux alignements électoraux, S.M. Lipset et S. Rokkan ne posent pas directement la question du vote des électeurs.

R.R. Alford et le vote de classe dans les démocraties anglo-américaines

En dépit de leur postérité, les travaux de R.R. Alford sur le vote de classe ne forment qu'une partie infime de l'œuvre du politiste américain. Ils se limitent à cinq textes, parus en l'espace de seulement cinq années, entre 1962 et 1967 : un article méthodologique sur l'indice du vote de classe ; un article sur les évolutions du vote de classe aux Etats-Unis entre 1936 et 1960 ; un chapitre sur les bases sociales du vote lors des élections fédérales canadiennes de 1962¹ ; un chapitre sur le vote de classe en Grande-Bretagne, en Australie, aux Etats-Unis et au Canada ; et l'ouvrage *Party and Society*, analysant le poids respectif du clivage de classe, du clivage religieux et des oppositions régionales dans les quatre pays précédemment cités.

La construction de l'indice du vote de classe

L'indice du vote de classe proposé par R.R. Alford se calcule par la soustraction du pourcentage des travailleurs non manuels votant pour les partis de gauche au pourcentage des travailleurs manuels votants pour ces mêmes partis². Le niveau du vote de gauche et du vote de droite dans l'ensemble de l'électorat ne sont pas importants en soi ; ce qui compte, c'est le degré d'opposition entre le vote des travailleurs manuels et le vote des travailleurs non manuels³. Néanmoins, un même indice du vote de classe peut renvoyer à des situations très différentes, sinon opposées : il s'élève à 20 si 70 % des travailleurs manuels et 50 % des travailleurs non manuels votent en faveur des partis de gauche, ou si 20 % des travailleurs manuels et 0 % des travailleurs non manuels votent pour ces partis. R.R. Alford est conscient de ce problème et reconnaît que son indice ne fait pas sens dans le second cas. Pour autant, il rappelle que le choix d'une mesure dépend toujours du système politique dans lequel elle est utilisée. Or les démocraties anglo-américaines sont fondamentalement consensuelles, avec un rapport de forces relativement équilibré entre partis de gauche et partis de droite ; il est donc improbable qu'une tendance politique ne trouve aucun soutien dans un groupe social.

La manière dont R.R. Alford construit son indice du vote de classe est intimement liée à sa conception du changement électoral dans les démocraties représentatives. Dans l'annexe

1 ALFORD Robert R., « The Social Bases of Political Cleavage in 1962 », in MEISEL J. (dir.), *Papers on the 1962 Election: Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*, Toronto, University of Toronto Press, 1964.

2 « The suggested index of class voting is computed very simply as follows: subtract the percentage of persons in non-manual occupations voting for Left parties from the percentage of persons in manual occupations voting for Left parties ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 79-80. L'indice du vote de classe a été introduit dans ALFORD Robert R., « A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting », *Public Opinion Quarterly*, 26 (3), 1962. Cet article est repris *in extenso* et développé dans le chapitre 4 de *Party and Society*, « Measures of Social and Political Cleavages ».

3 « This index thus assumes that it is the gap between the voting patterns of manual and non-manual occupation that is vital for assessing class voting, not the overall level of Right or Left voting ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 80.

méthodologique de *Party and Society*¹, il présente deux mesures alternatives de son indice du vote de classe, fondées sur des rapports entre pourcentages, et justifie sa préférence pour une simple différence entre pourcentages en critiquant les présupposés des autres mesures sur la nature du changement électoral : contrairement au calcul d'un écart absolu, le calcul d'écarts relatifs présume des effets de saturation² ou des effets d'unanimité³ qui ne correspondent pas aux évolutions électorales qu'il observe dans les démocraties anglo-américaines. Tout au contraire, R.R. Alford estime que la progression et/ou le recul d'une force politique dans un groupe social ne dépendent pas du niveau de soutien dont celle-ci dispose préalablement au sein du groupe en question. Et c'est cette hypothèse qui le conduit à préférer une mesure du vote de classe fondée sur une simple différence de pourcentages.

Le calcul de l'indice du vote de classe repose sur une double dichotomie : il oppose le vote de deux classes sociales en faveur de deux tendances politiques. De fait, il impose des regroupements qui peuvent paraître arbitraires, mais dont R.R. Alford se justifie dans le cas des démocraties anglo-américaines. Dans les quatre pays qu'il étudie, le paysage politique est dominé par deux grands partis qui peuvent être classés à gauche ou à droite⁴, bien que leur nom varie (travailleurs et conservateurs en Grande-Bretagne, démocrates et républicains aux Etats-Unis). Certes, leur hégémonie n'interdit pas l'existence de tiers partis, mais ceux-ci aussi peuvent être classés à gauche ou à droite. Dès lors, opposer les partis de gauche et les partis de droite ne conduit pas à simplifier outre mesure le choix partisan. En revanche, la mesure de la classe sociale pose plus de problèmes. En dépit d'une conception wébérienne des classes sociales, R.R. Alford rappelle que l'opérationnalisation de cette variable dépend de la question de recherche⁵. Reprenant les conclusions des auteurs de *The American Voter* et les travaux américains contemporains sur la mesure du statut socio-économique, il considère que la profession est le meilleur indicateur de classe sociale pour une enquête comparative⁶. Il n'en reste pas moins que dichotomiser la profession ne va pas de soi ; le choix d'opposer travailleurs manuels et travailleurs non manuels repose sur l'observation empirique que c'est bien entre ces deux catégories qu'existent les plus forts contrastes socio-économiques. Dans les sociétés industrielles, cette opposition correspond à la dichotomie entre les cols bleus et les cols blancs, et plus généralement entre les ouvriers et les non ouvriers.

1 ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 82 et 363-364.

2 Une progression de 10 points dans un groupe serait plus difficile à atteindre pour un parti qui obtient déjà 70 % des suffrages dans ce groupe que pour un parti qui n'en obtient que 20 %.

3 Une progression de 10 points dans un groupe social serait plus facile à atteindre pour un parti qui obtient déjà 90 % des voix dans ce groupe que pour un parti qui n'en obtient que 10 %.

4 « Political parties in the Anglo-American countries, more than those in most others, fall along the classic Left-Right continuum; they lack the complications introduced by strong totalitarian or religious parties that cut across ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 11.

5 « An appropriate measure of social class from surveys [...] depends entirely on the theoretical purposes and assumptions of a particular research problem. No single social characteristic of individuals can adequately measure their economic life-chances, their community prestige, or their power over other individuals ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 73.

6 « For a comparative study of voting behavior, occupation is probably the best single indicator ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 74.

L'indice du vote de classe présente une grande proximité avec l'indice de polarisation sociale (*status polarization*) calculé par A. Campbell et ses collègues dans *The American Voter*¹. Statistiquement équivalents, ces deux indices ne se différencient que par leur signification². Dans le paradigme du Michigan, la classe ne produit pas nécessairement une appartenance de groupe susceptible de compter dans le vote des électeurs : elle n'oriente le comportement électoral que si elle emporte un sentiment d'identification³. Dans ce cadre, il est primordial de déterminer à quel moment et sous quelles conditions elle influe sur le vote des électeurs. C'est précisément la fonction de l'indice de polarisation sociale : en dépit d'une incohérence dans sa construction (il est calculé sur une opposition dans le vote alors qu'il se réfère à une opposition dans les valeurs)⁴, il indique si la classe sociale pèse lors d'un scrutin. Il constitue ainsi une variable pour comprendre le vote des électeurs, et c'est en cela qu'il se différencie de l'indice du vote de classe, qui constitue pour sa part un résultat à part entière.

Les ambiguïtés de l'indice du vote de classe

L'indice du vote de classe est une mesure qui porte mal son nom. Dans les travaux de R.R. Alford, comme dans les travaux qui en critiquent les faiblesses méthodologiques⁵, il est présenté comme une mesure de l'association classe-vote. Pourtant, il est évident qu'il ne rend pas compte de l'ensemble des liens entre classe et vote, ne serait-ce que par la simplification

-
- 1 La construction de l'indice de polarisation sociale est implicite : les auteurs se contentent d'un tableau présentant trois niveaux différents de polarisation sociale. CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, 1960, p. 345. Il est toutefois possible de reconstruire le calcul effectué sur la foi de ces données. Leur indice de polarisation sociale est en fait la figure symétrique de l'indice du vote de classe : il se présente sous la forme d'un coefficient qui varie de 0 à 1, mais il est obtenu par la soustraction de la proportion des classes inférieures (*lower classes*) votant conservateur ou ayant des valeurs conservatrices à la proportion des classes supérieures (*higher classes*) votant conservateur ou partageant des valeurs conservatrices. Si le paysage politique est réduit à deux tendances, alors les deux mesures sont égales. La manière de distinguer classes supérieures et inférieures n'est pas explicitée, mais elle est fondée sur la division entre travailleurs manuels et travailleurs non manuels ; ce point a été clarifié par P.E. Converse : ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 86.
 - 2 « The method of computing the index of status polarization is identical to that used for the index of class voting described later. I use the different terms because of a different theoretical concern, with long-term rather than short-term fluctuations of the effect of various social factors upon voting ». ALFORD Robert R., « The Role of Social Class in American Voting Behavior », *Western Political Quarterly*, 16 (1), 1963, p. 182.
 - 3 « It is our thesis that the "group" reality of the social class is variable. [...] An adequate approach to the problem of social class in politics involves consideration of the conditions under which a sense of class identification develops in the social stratum ». CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, 1960, p. 335-337.
 - 4 « We shall refer to the condition of active discord between social strata as *status polarization*. [...] Status polarization then refers to the degree to which upper and lower status groups in a society have taken up mutually antagonistic value positions ». CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, 1960, p. 338-339.
 - 5 Les critiques méthodologiques de l'indice d'Alford sont détaillées plus loin dans ce chapitre.

de la structure sociale qu'il impose. Pour comprendre ce que cet indice mesure réellement, un retour sur ce qu'il ne mesure pas est utile. A sa façon, R.R. Alford donne une partie de la réponse : « *This particular index does leave aside two important aspects of the relation of social classes to parties: the degree of political distinctiveness of the working-class (the absolute level of Left voting by workers) and the degree of class distinctiveness of the Left party (the proportion of support for the Left party drawn from workers)* »¹. En filigrane, il reconnaît que l'indice du vote de classe s'intéresse moins à l'ensemble des liens entre classe et vote qu'au vote de classe des ouvriers en faveur des partis de gauche. De la sorte, même s'il ne tient pas compte du niveau du vote de gauche des ouvriers et du poids des ouvriers dans l'électorat de gauche, l'indice du vote de classe n'est rien d'autre qu'une mesure de l'originalité du vote des ouvriers².

Les ambiguïtés de l'indice du vote de classe ne se réduisent pas à la manière dont il est construit : le sentiment d'un décalage entre le phénomène qu'il est supposé mesurer et le phénomène qu'il mesure vraiment est renforcé par la manière dont R.R. Alford interprète les variations du niveau du vote de classe entre les pays qu'il étudie. Au début des années 1960, c'est en Grande-Bretagne et en l'Australie que le vote de classe est le plus fort, loin devant les Etats-Unis puis le Canada³. Or R.R. Alford estime que les liens explicites entre les syndicats ouvriers et le parti travailliste dans les deux premiers pays expliquent en partie pourquoi le vote de classe y est plus affirmé⁴. De la sorte, s'il introduit le rôle décisif des partis politiques dans le développement d'un vote de classe, il alimente également la confusion entre vote de classe d'une part, et vote de classe ouvrier en faveur de la gauche d'autre part.

Au final, la mise en garde que R.R. Alford formule sur l'interprétation de son indice du vote de classe n'en est que plus pertinente : « *The suggested index of class voting must not be overinterpreted to imply the importance of class issues in the programs of the parties or the meaning of class issues to the voters. Whether a high level of class voting (as measured by this index) is related to class appeals and a high level of class consciousness is an important question, but no inferences from*

1 ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 83-84.

2 L'indice du vote de classe n'en constitue pas pour autant une bonne mesure de l'originalité du vote ouvrier. Les différentes méthodes pour mesurer les alignements électoraux sont présentées et discutées dans le chapitre 1.

3 La conclusion de R.R. Alford sur le Canada (« *pure non-class politics* ») a été discutée de manière convaincante par MYLES John F., « Differences in the Canadian and American Class Vote: Fact or Pseudofact? », *American Journal of Sociology*, 84 (5), 1979. En opposant les conservateurs et les libéraux aux tiers partis plutôt que les partis de gauche aux partis de droite, J.F. Myles note que le niveau du vote de classe au Canada est très proche de celui obtenu par R.R. Alford aux Etats-Unis. Or l'opposition entre partis du système et tiers partis est la plus pertinente pour analyser la vie politique canadienne au niveau fédéral. Sur ce point, on peut se reporter à MARTIN Pierre, *Dynamiques partisanes et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005. Cette réflexion dépasse largement le cas canadien et peut notamment s'appliquer au cas ouest-allemand où le SPD et la CDU/CSU se sont imposés, après la Seconde Guerre Mondiale, comme les deux partis du rétablissement de la démocratie, et ainsi comme les deux partis du système. Cet aspect de la vie politique allemande est développé dans le chapitre 1.

4 ALFORD Robert R., « Class Voting in the Anglo-American Political Systems », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 76.

the index itself can be made. It measures simply the extent to which social strata, as defined by manual and non-manual occupations, diverge in their support of a major political party »¹. Mieux, puisque l'indice du vote de classe mesure l'originalité du vote des ouvriers, il ne peut pas être utilisé pour autre chose que pour analyser les évolutions du vote des ouvriers.

Classe et religion dans l'explication du vote en Europe continentale

Les travaux de R.R. Alford sur les bases sociales du vote dans les démocraties anglo-américaines, ainsi que les diverses autres études de cas réunies dans *Party Systems and Voter Alignments*, constituent le principal matériau empirique utilisé par S.M. Lipset et S. Rokkan pour développer la théorie des clivages. La dynamique collective à l'origine de *Party Systems and Voter Alignments*, enclenchée à la fin des années 1950 dans le cadre du *Comité de Sociologie Politique de l'Association Internationale de Sociologie*, se poursuit sous la direction de R. Rose et aboutit au volumineux *Electoral Behavior* (1974). Il ressort de cet ouvrage une nette distinction entre les pays d'Europe du Nord, où le clivage de classe pèse fortement sur le comportement électoral, et les pays d'Europe continentale, où il est sévèrement concurrencé par le clivage religieux. Sont ainsi confirmées les conclusions des premières études réalisées en France et en Allemagne de l'Ouest indépendamment des grands projets internationaux.

La concurrence du clivage religieux en Europe continentale

En dépit de son sous-titre, *Electoral Behavior: A Comparative Handbook* ne constitue pas à proprement parler un ouvrage comparatif. Les douze pays étudiés sont traités dans autant de chapitres indépendants, avec pour objectif de rassembler un maximum de connaissances sur leur structure sociale, leur système politique et leurs éventuelles spécificités nationales. Toutefois, l'investigation des bases sociales du vote repose sur un cadre d'analyse commun, inspiré de la théorie des clivages : dans tous les pays est mesuré le poids respectif de la classe sociale, de la religion et de la région de résidence dans l'orientation du vote des électeurs. Et malgré des différences notables dans l'opérationnalisation des variables, la confrontation des résultats obtenus permet à R. Rose de proposer le premier test empirique de la pertinence de la théorie des clivages pour expliquer le comportement électoral².

Les méthodes statistiques qu'utilise R. Rose témoignent de la sophistication croissante des travaux de sociologie électorale dans les années 1970. Alors que R.R. Alford se contentait de tableaux croisés pour « mettre en concurrence » vote de classe et vote religieux, R. Rose défend l'utilisation de modèles de classification (selon la méthode de détection automatique des interactions). Comme pour un modèle de régression linéaire, les résultats obtenus dans ce type d'analyse s'interprètent en termes de variance expliquée. Leur comparaison est sans

1 ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 83.

2 ROSE Richard, « Comparability in Electoral Studies », in ROSE R. (dir.), *Electoral Behavior: A Comparative Handbook*, New York, The Free Press, 1974.

équivoque : dans les pays d'Europe continentale (Allemagne de l'Ouest, Autriche, Belgique, France, Italie), la part de variance associée à la religion est plus élevée que la part de variance associée à la classe sociale, alors que dans les pays d'Europe du Nord, la classe prime.

Cette observation complète les conclusions de travaux antérieurs de R. Rose, réalisés conjointement avec D. Urwin¹. S'intéressant à la composition sociale de l'électorat des partis politiques (« *social cohesion of political parties* ») plutôt qu'à l'alignement électoral des groupes sociaux (« *political cohesion of social groups* »), R. Rose et D. Urwin montrent qu'au cours des années 1960, près de 75 % des électors partisans en Europe de l'Ouest sont socialement homogènes², et que cette homogénéité repose plus fréquemment sur un critère religieux que sur un critère de classe. Leur bilan est sans appel et fait écho aux affirmations de S.M. Lipset sur l'impact décisif des divisions de classe dans la structuration du jeu politique dans les démocraties industrielles avancées : « *Religious divisions, not class, are the main social basis of parties in the Western world today* »³. En dépit de l'étonnante faiblesse de ses bases empiriques⁴, le tableau dressé par R. Rose et D. Urwin correspond fidèlement à celui auquel aboutissent les analyses consacrées exclusivement au cas français ou au cas ouest-allemand.

Classe et religion en France et en Allemagne de l'Ouest

De part et d'autre du Rhin, les premières recherches sur les bases sociales du vote des électeurs reposant sur des données individuelles remontent au début des années 1950. Elles précèdent les travaux de S.M. Lipset et de R.R. Alford de quelques années, mais s'inscrivent dans la même dynamique, ouverte par l'avènement des sondages d'opinion. Cette précision est fondamentale pour apprécier la portée de leurs résultats : dans la mesure où les données qu'elles utilisent ne couvrent qu'une période limitée dans le temps, les liens qu'elles mettent en évidence entre classe, religion et comportement électoral ne sont pas nécessairement des

1 ROSE Richard, URWIN Derek, « Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes », *Comparative Political Studies*, 2 (1), 1969. Voir aussi ROSE Richard, URWIN Derek, « Persistence and Change in Western Party Systems since 1945 », *Electoral Studies*, 18 (3), 1970.

2 Un parti politique est considéré comme socialement homogène si 67 % de son électorat est issu d'un même groupe social. Si le groupe social en question représente plus de la moitié du corps électoral, le seuil correspond au poids de ce groupe dans le corps électoral plus 17 (soit le même écart qu'entre 50 et 67 %). Si un groupe social représente plus de 83 % du corps électoral, alors le critère qui le définit ne peut pas être considéré comme un critère d'homogénéité sociale pour un électorat partisan. ROSE Richard, URWIN Derek, « Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes », *Comparative Political Studies*, 1969, p. 10.

3 ROSE Richard, URWIN Derek, « Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes », *Comparative Political Studies*, 1969, p. 12.

4 Si 46 % des électors partisans analysés par R. Rose et D. Urwin sont socialement homogènes sur une base religieuse, 42 % le sont sur une base de classe : la différence est minime. S'agissant des alignements électoraux, la conclusion de R. Rose n'est pas plus solide : sur les 15 pays pour lesquels il présente une analyse par classification, la religion est le premier déterminant dans 8, la classe sociale dans 7. ROSE Richard, « Comparability in Electoral Studies », in ROSE R. (dir.), *Electoral Behavior*, 1974, p. 17. Au final, le primat de la religion semble indéniable en Europe de l'Ouest, mais très discutabile dans le reste du monde occidental.

liens durables. D'autant que la Seconde Guerre Mondiale a constitué un tournant majeur de l'histoire politique des deux pays, entraînant de profonds changements dans la composition du corps électoral, dans la configuration du système partisan et dans le vote des électeurs.

En dépit de leur usage inédit des enquêtes par sondage, ces recherches s'appuient très largement sur les travaux de géographie électorale qui jusque-là dominaient l'étude du vote des électeurs. Elles ne rejettent pas *a priori* leurs résultats et cherchent plutôt à les confronter aux données individuelles désormais disponibles. Elles reposent donc, en France comme en Allemagne de l'Ouest, sur le postulat que la classe et la religion structurent profondément le vote des électeurs car telle était la conclusion à laquelle étaient parvenus A. Siegfried sur la Troisième République¹, F. Goguel sur la Quatrième République² et S. Neumann sur la République de Weimar³. Plus précisément, ce sont deux grandes intuitions de la géographie électorale qui guident les premières analyses du comportement électoral des Français et des Allemands fondées sur des sondages d'opinion : un fort soutien des ouvriers en faveur des partis de gauche et un vote massif des catholiques en faveur des partis de droite.

Les résultats des premiers sondages politiques réalisés dans les deux pays au sortir de la Seconde Guerre Mondiale confirment immédiatement ces deux intuitions⁴. Mais ils vont plus loin : ils mettent en évidence l'hétérogénéité du vote des ouvriers et soulignent la forte concurrence entre la classe et la religion dans la structuration des comportements électoraux.

-
- 1 Les conclusions d'A. Siegfried sur la France de l'Ouest ont déjà été présentées plus haut. Elles ont été complétées par un travail postérieur consacré au département de l'Ardèche, dans lequel A. Siegfried relève notamment un lien entre protestantisme et vote de gauche. SIEGFRIED André, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1949.
 - 2 GOGUEL François, *Chroniques électorales. La Quatrième République*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. A l'image d'A. Siegfried, F. Goguel est souvent réduit à une méthode : la représentation cartographique des résultats électoraux. Or il propose aussi une explication du vote, articulée autour de la classe sociale et la religion. En témoignent les facteurs sociaux qu'il confronte le plus souvent à la répartition géographique des suffrages obtenus par chaque parti : la pratique catholique, le type d'habitat et la structure de la population active.
 - 3 NEUMANN Sigmund, *Die Parteien der Weimarer Republik*, Stuttgart, Kohlhammer, 1965. Paru pour la première fois en 1932 sous le titre *Die Deutschen Parteien: Wesen und Wandel nach dem Kriege*, cet ouvrage est un classique de la politique allemande pendant la République de Weimar. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une étude de géographie électorale, mais d'une analyse de la structure et des évolutions du système de partis entre 1918 et 1932. Toutefois, en s'appuyant sur les travaux d'H. Blank, S. Neumann indique que le SPD obtient ses meilleurs résultats dans les bassins industriels ouvriers, tandis que le *Zentrum* domine dans les terres catholiques rurales.
 - 4 Bien qu'elle soit aujourd'hui largement oubliée, la première recherche démontrant l'existence de ces alignements électoraux en France à partir d'enquêtes par sondage est l'œuvre de J. Stoetzel. Les données proviennent de sondages réalisés par l'IFOP entre 1952 et 1955. STOETZEL Jean, « Voting Behaviour in France », *British Journal of Sociology*, 6 (2), 1955. En Allemagne de l'Ouest, l'honneur revient à LINZ Juan J., « Cleavage and Consensus in West German Politics: The Early Fifties », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967. En dépit de la date tardive de sa publication, l'analyse de J.J. Linz était déjà très largement diffusée auprès des spécialistes : ce chapitre est en fait une synthèse des résultats de sa thèse de doctorat, *The Social Bases of West German Politics* (Université de Columbia, 1959, sous la direction de S.M. Lipset). Les données proviennent de l'enquête électorale de 1953 (ZA0145).

L'existence d'un vote de classe ouvrier en faveur des partis de gauche ne fait aucun doute : en France, en 1952, 63 % des ouvriers déclarent qu'ils se sont prononcés en faveur du PCF ou de la SFIO lors des élections législatives de juin 1951, contre seulement 40 % de l'ensemble de l'électorat ; en Allemagne de l'Ouest, en 1953, 48 % des ouvriers déclarent avoir intention de voter en faveur du SPD aux prochaines élections au *Bundestag*, contre 31 % pour l'ensemble de l'électorat¹. Pour autant, les préférences politiques des ouvriers ne sont pas homogènes : les partis de gauche ne captent pas l'ensemble de leurs suffrages. Dans les deux pays, cette hétérogénéité du vote des ouvriers s'explique largement par l'influence de la religion : qu'ils soient français ou ouest-allemands, les ouvriers catholiques pratiquants votent massivement en faveur des partis de droite². Pour autant, le statut de la religion n'est pas le même de part et d'autre du Rhin. En France, le catholicisme est hégémonique et les électeurs se distinguent avant tout selon leur assiduité à l'office : plus ils assistent fréquemment à la messe, plus ils ont de chances de voter à droite. En revanche, en Allemagne de l'Ouest, la situation est plus complexe en raison de la division entre protestants et catholiques : ici aussi la fréquence de la pratique est décisive, mais s'y ajoute un effet propre de la confession, les catholiques votant en moyenne plus à droite que les protestants³. Quoi qu'il en soit, dans les deux pays, l'effet de la religion sur le comportement électoral dépasse celui de la classe sociale⁴.

Toutefois, le vote des Français et des Allemands de l'Ouest ne peut pas se réduire à la concurrence entre ces deux variables. Analysant la France des années 1960, P.E. Converse et R. Pierce relèvent ainsi que la personnalité exceptionnelle du général de Gaulle perturbe très profondément les alignements électoraux traditionnels, en dépit du fait que la vie politique reste extraordinairement imprégnée par la symbolique du conflit de classe. Leur conclusion fait clairement apparaître ce contraste : « *France stands out because of the sharp contrast between the terms in which electoral conflict is typically described and the reality underlying mass electoral choices. The language of French political commentary is saturated with class imagery. [...] What is*

-
- 1 Les données citées pour la France sont issues de l'enquête « Attitudes politiques des Français » réalisée par l'IFOP en mars 1952. Cette enquête a été abondamment utilisée au cours des années 1950. Toutefois, ses résultats ont toujours été accompagnés de nombreuses précautions d'usage : l'enquête a lieu 9 mois après les élections législatives de 1951, l'échantillon ne compte que 1.351 individus, et le taux de non réponse aux questions sur le vote est élevé. Voir *Sondages. Revue française d'opinion publique*, 1952, n°3-4. Les résultats cités pour l'Allemagne de l'Ouest sont ceux obtenus par J.J. Linz à partir de l'enquête électorale de 1953 (ZA0145).
 - 2 Ce constat a déjà été établi par J.J. Linz, à partir d'une comparaison entre ses résultats sur le cas de l'Allemagne de l'Ouest et une enquête IFOP. LINZ Juan J., « Cleavage and Consensus in West German Politics », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 304. De manière générale, l'hétérogénéité du vote ouvrier a été l'objet de plusieurs travaux de M. Dogan dans les années 1960. Pour un bilan comparatif, DOGAN Mattéi, « Le vote ouvrier en Europe occidentale », *Revue française de sociologie*, 1 (1), 1960.
 - 3 URWIN Derek, « Germany: Continuity and Change in Electoral Politics », in ROSE R. (dir.), *Electoral Behavior*, 1974, p. 148.
 - 4 A partir d'autres cas d'étude, A. Lijphart généralise d'ailleurs cette observation à l'ensemble des démocraties où le clivage de classe et le clivage religieux sont en concurrence. LIJPHART Arend, « Religious vs. Linguistic vs. Class Voting: The "Crucial Experiment" of Comparing Belgium, Canada, South Africa, and Switzerland », *American Political Science Review*, 73 (2), 1979.

striking in the light of this environment is that the relationship between social status and partisan preference in France is as weak as it is »¹. Il n'en reste pas moins qu'à la fin des années 1960, la vie politique des deux côtés du Rhin peut être décrite comme l'affrontement entre deux pôles opposés façonnés par les divisions de classe et les conflits religieux. En France, ce tableau est associé aux recherches de G. Michelat et M. Simon : sur la base d'entretiens semi-directifs et d'enquêtes d'opinion, ils analysent l'électorat français comme un continuum allant d'un type « ouvrier irrégulier communiste » à un type « catholique conservateur »². En Allemagne de l'Ouest, le portrait brossé par K. Liepelt est similaire : l'électorat ouest-allemand se répartit le long d'un axe conduisant des ouvriers syndiqués alignés sur le SPD aux classes moyennes catholiques pratiquantes fidèles à la CDU³. En bref, dans les deux pays, la classe et la religion se combinent pour structurer la compétition politique. Pour autant, leurs effets respectifs ne s'exercent pas de manière directe : les travaux de G. Michelat et M. Simon en France, comme ceux de K. Liepelt en Allemagne de l'Ouest, font apparaître la médiation d'éléments d'ordre subjectif (l'intégration d'une sous-culture) et d'éléments d'ordre organisationnel (l'assistance à la messe, la syndicalisation). Ils s'inscrivent ainsi dans une partie de la littérature qui vise à mettre à jour les mécanismes conduisant à l'existence d'une relation entre classe et vote.

2.1.3. Les mécanismes du vote de classe

Les apports de la première génération de travaux sur le vote de classe sont souvent réduits à la mesure du lien statistique entre classe sociale et comportement électoral dans les démocraties occidentales. Pourtant, ils ne se résument pas à cet aspect méthodologique, bien que celui-ci soit central dans leur agenda de recherche : ils s'intéressent aussi aux ressorts du vote de classe, c'est-à-dire au type de relations qui se nouent entre électeurs, classes sociales et partis politiques. Cette contribution a été largement négligée par la suite, alors qu'elle est décisive pour comprendre ce qu'est le vote de classe : elle permet de préciser les contours du concept, de souligner le statut ambigu du « vote de classe ouvrier » et de rappeler la tension entre un niveau d'analyse micro et un niveau d'analyse macro. Car les mécanismes du vote de classe peuvent aussi bien être appréhendés au niveau des électeurs et de leurs motivations de vote qu'au niveau du système politique et de ses rapports avec la structure sociale.

1 CONVERSE Philip E., PIERCE Roy, *Political Representation in France*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1986, p. 152.

2 MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977. Voir aussi MICHELAT Guy, SIMON Michel, « Systèmes d'opinions, choix politiques, caractéristiques socio-démographiques : résultats d'une analyse typologique », *Revue française de science politique*, 24 (1), 1974.

3 LIEPELT Klaus, « Esquisse d'une typologie des électeurs allemands et autrichiens », *Revue française de sociologie*, 9 (1), 1968. Cet article s'inscrit dans un programme de recherche plus large, comparant l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Voir JANOWITZ Morris, SEGAL David R., « Social Cleavage and Party Affiliation: Germany, Great Britain, and the United States », *American Journal of Sociology*, 72 (6), 1967 ; ainsi que SEGAL David R., « Strata and Parties in West Germany and the United States », *Comparative Studies in Society and History*, 10 (1), 1967.

Les fondations individuelles du vote de classe

En dépit de la diversité de leurs origines théoriques, les travaux sur le vote de classe se sont historiquement constitués autour d'une hypothèse commune, posée par la doctrine socialiste : les électeurs votent pour le parti naturel de leur classe. Or, cette idée ne va pas de soi et peut renvoyer à des motivations de vote très différentes, sinon contradictoires. Pour les théoriciens d'une accession au socialisme par les urnes, elle ne fait aucun doute : le vote de la classe ouvrière en faveur des partis de gauche est un vote quasi fanatique, le vote de la classe élue pour renverser le système capitaliste. En revanche, dans les travaux scientifiques, cette interprétation messianique est écartée ; deux explications alternatives sont avancées : un vote fondé sur des intérêts économiques ou un vote fondé sur une identité de groupe.

L'expression d'intérêts économiques

L'étude des motivations que peuvent recouvrir un vote de classe doit beaucoup aux travaux de D.E. Butler et D.E. Stokes. Jusqu'à la parution de leur *Political Change in Britain* (1969)¹, aucune étude empirique ne s'est intéressée aux raisons qui poussent un électeur à se prononcer en faveur du parti naturel de sa classe. L'explication proposée par S.M. Lipset et ses collègues de l'université de Columbia au milieu des années 1950 semble faire consensus dans la littérature : « *The simplest explanation for this widespread pattern is simple economic self-interest. The leftist parties represent themselves as instruments of social change in the direction of equality; the lower-income groups support them in order to become economically better off, while the higher-income groups oppose them in order to maintain their economic advantages* »². Le vote de classe est le produit des inégalités socio-économiques et des différences de revenus.

Ce relatif désintérêt pour la question des motivations individuelles du vote de classe n'est pas surprenant. Après tout, comme le souligne W.G. Runciman : « *There is nothing, in a sense, that needs to be explained about a South Wales miner voting Labour or an executive of General Motors voting Republican. The simplest model of rational self-interest is enough to explain these cases [...]. The question 'why?' can still be asked, of course, as it always can indefinitely. But it turns at this point into a historical question about how the Labour came to represent the working-class interest* »³.

-
- 1 La première édition de cet ouvrage, sous-titrée *Forces Shaping Electoral Choice* est parue en 1969 ; une seconde édition, sous-titrée *The Evolution of Electoral Choice*, a été publiée en 1974. En dépit de l'intégration de nouvelles données et de changements significatifs dans l'économie générale de l'ouvrage, la plupart des analyses présentées dans la première édition ont été reprises dans la seconde édition. Afin de mettre clairement en évidence les révisions apportées par D.E. Butler et D.E. Stokes à leur manuscrit initial, les renvois à la seconde édition seront réservés aux ajouts ; pour les conclusions communes aux deux éditions, il sera fait référence à la première édition.
 - 2 LIPSET Seymour M., LAZARFELD Paul L., BARTON Allen H., LINZ Juan J., « The Psychology of Voting », in LINDZEY G. (dir.), *Handbook of Social Psychology*, 1954, p. 1136. La phrase est reprise *in extensor* dans LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1960, p. 229.
 - 3 RUNCIMAN Walter G., *Social Science and Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1963, p. 94. Sur cette base, les cas déviants sont plus éclairants que les cas normaux.

Un problème reste néanmoins en suspens : cet intérêt personnel doit-il être entièrement posé en termes individuels ou renvoie-t-il aussi à la perception d'un intérêt collectif ?

Afin de répondre à cette question, D.E. Butler et D.E. Stokes proposent de distinguer trois manières de comprendre les relations qui peuvent unir les électeurs, les classes sociales et les partis politiques dans l'esprit des citoyens, puis de mesurer la fréquence respective de ces modèles dans l'électorat britannique grâce aux données recueillies dans le cadre de leur grande enquête par panel, réalisée en 1963, 1964 et 1966¹. Le premier modèle est celui d'une lutte des classes (« *politics as class conflict* ») : l'électeur perçoit le jeu politique comme l'arène d'expression d'intérêts antagonistes, ce qui le conduit à s'identifier fortement avec sa classe et avec le parti qui défend ses intérêts, mais aussi à rejeter la classe opposée et le parti qui la représente. Le second modèle est une forme déconflictualisée de ce premier modèle (« *simple representation of class interest* ») : l'électeur a conscience que les partis représentent des intérêts de classe spécifiques, mais il ne juge pas que ces intérêts sont nécessairement opposés, si bien qu'il s'identifie à sa classe sociale et au parti qui prend en charge ses intérêts sans manifester de jugement particulier à l'endroit des autres partis. Au cœur de ces deux premiers modèles figure bien l'idée d'un vote de classe motivé par un intérêt personnel. Cependant, le modèle de la lutte des classes va plus loin en ce qu'il suppose la perception d'un intérêt collectif : la compétition politique est un jeu à somme nulle, où toute mesure en faveur d'une des classes s'exerce aux dépens de l'autre. De la sorte, ce n'est pas le degré d'identification des électeurs au parti de leur classe qui distingue ces modèles, mais la perception du parti « ennemi »².

A partir de questions ouvertes relatives à la perception du Parti travailliste, du Parti conservateur et du Parti libéral, ainsi qu'aux raisons de la préférence pour l'un de ces partis, D.E. Butler et D.E. Stokes parviennent à mesurer la diffusion de ces deux premiers modèles au sein de l'électorat britannique. Dans les années 1960, 39 % des électeurs issus de la classe ouvrière votant pour le Parti travailliste correspondent au premier modèle contre 47 % au second, tandis que ces proportions sont respectivement de 13 et 12 % pour les électeurs issus des classes moyennes³. De la sorte, D.E. Butler et D.E. Stokes mettent clairement en évidence une différence de nature entre le vote de classe des ouvriers en faveur du Parti travailliste et l'alignement électoral des classes moyennes sur le Parti conservateur : alors que les ouvriers associent massivement leur vote travailliste à un intérêt de classe, ce n'est le cas que du quart des classes moyennes votant conservateur.

1 BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*, Londres, Macmillan, 1969, p. 80-91. Compte tenu de la structure de la vie politique britannique, ces modèles ne supposent que deux classes et deux partis.

2 Ces dynamiques d'identification sont centrales dans le modèle d'explication du vote développé par D.E. Butler et D.E. Stokes. L'importance accordée à ces mécanismes psychologiques rappelle que leur ouvrage est une importation du paradigme de Michigan au Royaume-Uni. Au final, il s'agit plutôt d'une adaptation, l'identification partisane n'est pas aussi opérante qu'aux Etats-Unis, où il est demandé aux électeurs d'indiquer leur affiliation lors de leur inscription sur les listes électorales. Sur ce point, BUDGE Ian, CREWE Ivor, FARLIE Dennis J. (dir.), *Party Identification and Beyond: Representations of Voting and Party Competition*, New York, John Wiley, 1976.

3 BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain*, 1969, p. 92.

L'expression d'une identité de groupe

Bien qu'ils discutent prioritairement l'explication par les intérêts de classe, D.E. Butler et D.E. Stokes suggèrent une troisième manière de comprendre le vote d'un électeur pour le parti naturel de sa classe : la réponse à une norme sociale (« *partisanship in the class culture* »). Dans ce modèle, l'électeur perçoit également un lien positif entre sa classe et un parti, mais ce lien ne renvoie à rien d'autre qu'à une règle de conduite intériorisée : le choix de ce parti est naturel, habituel, ancré dans une culture de classe. Toutefois, ce modèle est relativement peu répandu dans l'électorat britannique des années 1960 : 5 % des ouvriers votant travailliste et 10 % des classes moyennes votant conservateur associent leur vote à une norme de groupe¹.

La situation est toute autre aux Etats-Unis, lors des années Eisenhower. Analysant les données de l'enquête réalisée par A. Campbell et ses associés lors de l'élection présidentielle de 1952, H. Eulau remarque que les électeurs perçoivent clairement les préférences politiques de leur classe sociale : à la veille du scrutin, 88 % des ouvriers estiment que la classe ouvrière va majoritairement voter démocrate, tandis que 73 % électeurs des classes moyennes pensent que leur groupe va favoriser les républicains. Or cette perception a une forte influence sur le choix des électeurs : 72 % des ouvriers considérant que la classe ouvrière va majoritairement se prononcer pour les démocrates déclarent avoir l'intention de voter démocrate, alors que 82 % des ouvriers jugeant que la classe ouvrière va majoritairement soutenir les républicains affirment vouloir voter républicain². Dans tous les cas, l'opposition entre le vote des ouvriers et celui des classes moyennes ne renvoie pas à des intérêts de classe antagonistes : quelle que soit leur classe sociale, les électeurs votant en fonction de leurs intérêts sont majoritairement séduits par les démocrates, alors que les électeurs motivant leur choix par d'autres raisons soutiennent majoritairement les républicains.

Toutefois, cette norme sociale qui pousse les électeurs à voter pour le parti naturel de leur classe n'existe pas en soi : elle doit être construite et intériorisée. De ce point de vue, une observation de R.R. Alford permet de préciser l'explication : en remarquant que l'indice du vote de classe est plus élevé lorsque la classe n'est pas seulement mesurée par la profession, mais aussi par le revenu, l'instruction, la syndicalisation et un sentiment d'appartenance³, il suggère que le degré d'intégration dans une classe sociale est décisif dans l'expression d'un vote de classe. Une nouvelle fois, c'est le « vote de classe ouvrier » qui valide cette intuition.

-
- 1 De fait, le vote des classes moyennes pour le Parti conservateur ne correspond à aucun des trois modèles testés par D.E. Butler et D.E. Stokes. Toutefois, il est possible que les classes moyennes alignées sur les *Tories* aient plus de difficultés à déclarer voter selon leurs intérêts de classe que les ouvriers alignés sur le *Labour*.
 - 2 EULAU Heinz, « Perceptions of Class and Party in Voting Behavior: 1952 », *American Political Science Review*, 49 (2), 1955, p. 369-371. Les nombreux travaux effectués par H. Eulau sur les liens entre classe et parti aux Etats-Unis dans les années 1950 sont largement repris dans son ouvrage EULAU Heinz, *Class and Party in the Eisenhower Years: Class Roles and Perspectives in the 1952 and 1956 Elections*, Glencoe, The Free Press, 1962.
 - 3 ALFORD Robert R., « Class Voting in the Anglo-American Political Systems », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 84-85.

En France, G. Michelat et M. Simon démontrent ainsi que le vote de gauche, et en particulier le vote communiste, atteignent leur maximum chez les ouvriers enfants d'ouvriers qui ont le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière¹. Au passage, ils remarquent que l'identification subjective à la classe ouvrière a un impact plus fort sur le vote de gauche que l'appartenance objective, un constat déjà établi au Royaume-Uni par D.E. Butler et D.E. Stokes². Et leurs résultats peuvent être utilement complétés par les conclusions de C.L. Prysby³ : l'identité de classe (« *class identity* ») est certes une variable décisive pour comprendre le vote des ouvriers en faveur de la gauche, mais deux autres variables psychologiques doivent lui être associées pour parvenir à une « explication générale » du vote des ouvriers en faveur du parti naturel de leur classe : leur compétence politique (« *political awareness* ») et leur perception d'un écart entre leur situation personnelle et leurs attentes (« *subjective deprivation* »)⁴.

Un dernier problème n'en reste pas moins à résoudre, dans la mesure où les identités de classe ne se développent pas de manière endogène au sein des classes sociales. Une partie de ce mystère est toutefois levée par les travaux de K. Liepelt sur les bases sociales du vote en Allemagne de l'Ouest et en Autriche. En comparant l'effet de trente-deux variables socio-économiques sur le vote dans ces deux pays, K. Liepelt remarque que les plus explicatives n'expriment pas des intérêts, mais plutôt un lien entre les citoyens et certaines organisations : le mouvement ouvrier organisé d'une part, l'Eglise catholique d'autre part. Sa conclusion ne laisse planer aucun doute : « Le comportement électoral est lié bien davantage à l'intégration des individus dans certains groupes sociaux qu'à des motivations individuelles fondées sur des intérêts clairement perçus »⁵. Concrètement, le vote massif des ouvriers pour les sociaux-démocrates en Allemagne de l'Ouest et en Autriche doit être associé à leur syndicalisation. Or, K. Liepelt suggère ainsi que l'intégration objective dans les organisations ouvrières est un préalable à l'expression d'une identité de classe, de la même façon que le degré d'intégration dans une Eglise, que mesure l'assiduité à la messe dans le cas de l'Eglise catholique, est un préalable à l'expression d'une identité religieuse. Au final, l'explication du vote de classe par une identité de groupe implique des institutions intermédiaires qui transmettent des normes de groupe aux électeurs ; en clair, elle suppose un rôle actif des instances de socialisation.

1 MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, 1977. Ces résultats, ainsi que les différentes propositions méthodologiques formulées par les deux auteurs, sont abordés en détail au cours du chapitre 3.

2 BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain*, 1969, p. 77-78.

3 PRYSBY Charles L., « Psychological Sources of Working-Class Support for Leftist Political Parties », *Journal of Politics*, 39 (4), 1977.

4 « It might seem that the subjective factors discussed in this study could be used to construct a general explanation of why some individuals vote for the party associated with their social class while others do not ». PRYSBY Charles L., « Psychological Sources of Working-Class Support for Leftist Political Parties », *Journal of Politics*, 1977, p. 1080-1081. Une forte compétence politique conduit les ouvriers à comprendre que la compétition politique est une lutte entre des intérêts de classe antagonistes, tandis que la perception d'un écart entre leur situation personnelle et leurs attentes les conduit à voter selon leurs préférences en matière socio-économique.

5 LIEPELT Klaus, « Esquisse d'une typologie des électeurs allemands et autrichiens », *Revue française de sociologie*, 1968, p. 19.

Les approches macrosociologiques du vote de classe

La discussion sur les mécanismes du vote de classe ne se limite pas à la question des motivations individuelles exprimées par les électeurs ; elle concerne également, de manière plus générale, la question des relations entre la structure sociale et la compétition politique. De ce point de vue peuvent être distinguées deux approches, que G. Evans a respectivement labellisées « *bottom up* » et « *top down* »¹. La première, formulée par S.M. Lipset, estime que le vote de classe est le reflet, dans la sphère politique, des oppositions de classe structurant la sphère sociale ; la seconde, initiée par G. Sartori et complétée par A. Przeworski et J. Sprague, considère que le vote de classe est le produit de l'activité des partis politiques.

Un reflet des conflits sociaux : l'approche « *bottom up* »

Le fait a déjà été mentionné à plusieurs reprises au cours de ce chapitre : les premiers travaux scientifiques consacrés aux bases sociales du vote dans les démocraties occidentales sont largement fondés sur des hypothèses issues de la sociologie marxiste. Cette situation n'a rien d'étonnant : d'une part, le concept de vote de classe puise une partie de ses racines dans la doctrine socialiste ; d'autre part, la sociologie des années 1940-1950, en Europe comme aux Etats-Unis, est très marquée par le marxisme et l'idée d'une lutte des classes. Cet arrière-plan a des conséquences importantes sur le cadrage général des recherches consacrées au vote de classe : elles assument, de fait, une approche relativement déterministe du lien entre la classe et le vote. La formulation classique de cette approche revient à S.M. Lipset, dans son *Political Man* : « *In every modern democracy conflict among different groups is expressed through political parties which basically represent a "democratic translation of the class struggle". Even though many parties renounce the principle of class conflict or class loyalty, an analysis of their appeals and their support suggests that they do represent the interests of different classes* »².

L'argument de S.M. Lipset repose sur l'idée centrale de translation : les partis agissent comme les représentants d'intérêts de classe particuliers, intérêts qui expriment les inégalités présentes dans la structure sociale ; la compétition politique n'est, au fond, qu'une projection des conflits qui traversent la société. Cette idée est reprise, sous une forme plus détaillée, par R.R. Alford : « *A relation between class position and voting behavior is a natural and expected association in the Western democracies for a number of reasons: the existence of class interests, the representation of these interests by political parties, and the regular association of certain parties with certain interests. Given the character of the stratification order and the way political parties act as representatives of different class interests, it would be remarkable if such a relation were not found* »³. Ainsi, le vote de classe est une dimension quasi naturelle de la compétition politique dans les

1 EVANS Geoffrey, « The Continued Significance of Class Voting », *Annual Review of Political Science*, 2000, p. 410-411.

2 LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1960, p. 220.

3 ALFORD Robert R., « Class Voting in the Anglo-American Political Systems », in LIPSET S.M., ROKKAN S. (dir.), *Party Systems and Voter Alignments*, 1967, p. 68-69.

systèmes partisans occidentaux car les partis ne sont que les réceptacles des inégalités socio-économiques et des intérêts de classe qui en découlent.

Cette approche déterministe, dans laquelle les partis politiques sont réduits au statut de variable dépendante, est caractéristique d'une « *sociology of politics* »¹. Elle est, de ce fait, vivement remise en cause par G. Sartori : l'idée selon laquelle les partis politiques sont les représentants des intérêts d'une classe et se sont historiquement constitués sur cette base est théoriquement sous-spécifiée, empiriquement fautive et donc scientifiquement inacceptable². Les faiblesses théoriques renvoient essentiellement à la définition des intérêts : admettant qu'il s'agit ici d'intérêts économiques, G. Sartori considère que ceux-ci ne sont pas nécessairement antagonistes et que des classes sociales peuvent tout à fait avoir, à certaines occasions, des intérêts concordants. Les faiblesses empiriques concernent elles le développement historique des systèmes de partis occidentaux : rappelant que la conception de la compétition politique sous-jacente aux propositions de S.M. Lipset et R.R. Alford est inspirée de la lutte des classes, G. Sartori indique que seule la période postérieure à l'élargissement du droit de suffrage à la classe ouvrière peut être concernée.

Un produit de l'activité des partis politiques : l'approche « *top down* »

Afin de surmonter ces difficultés, G. Sartori propose de retourner l'argument défendu par S.M. Lipset et R.R. Alford en suggérant que les partis politiques jouent un rôle actif dans l'expression d'un vote de classe. Son approche est fondée sur la distinction entre deux termes jusque là confondus dans la littérature : bases sociales du vote (*social bases of voting*) et vote de classe (*class voting*). Pour G. Sartori, la mise en évidence de bases sociales du vote ne souligne rien d'autre que l'influence de certaines polarisations sociales sur le choix des électeurs, alors qu'un vote de classe suppose l'action consciente d'un groupe constitué en tant que collectif. Or, le passage entre des positions inégales dans la structure sociale et une action de classe n'a pas de caractère automatique et rien ne permet de déterminer *a priori* par quels processus des conditions socio-économiques objectives deviennent la source de comportements. Face à une telle impasse, G. Sartori est contraint de faire intervenir une variable intermédiaire, et c'est la

1 SARTORI Giovanni, « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in LIPSET S.M. (dir.), *Politics and the Social Sciences*, Oxford, Oxford University Press, 1969. Ce chapitre est une version révisée et complétée de SARTORI Giovanni, « The Sociology of Parties: A Critical Review », in STAMMER O. (dir.), *Party Systems, Party Organizations, and the Politics of New Masses*, Berlin, Institut für politische Wissenschaft an der Freien Universität, 1968. Cette première version n'en est pas moins la plus souvent citée dans la littérature car elle a été reprise dans MAIR Peter (dir.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

2 « One finds only too often, in the literature, the assertion that "parties act as representatives of different class interests"; that "political parties have developed largely as instruments of various class interests", and "historically have come to represent specific coalitions of class interests'. Given the fact that statements of the sort are delivered by many sociologists as if they were self-evident, let me present the view that I find them obscure, historically incorrect and scientifically unacceptable ». SARTORI Giovanni, « The Sociology of Parties: A Critical Review », in MAIR P. (dir.), *The West European Party System*, 1990, p. 153.

raison pour laquelle il introduit un élément organisationnel dans son approche : l'activité des partis politiques (et des syndicats, bien que son développement soit focalisé sur les partis).

L'hypothèse développée par G. Sartori repose sur l'idée centrale de médiatisation : les partis sont des agents de mobilisation des électeurs, qui politisent certains conflits sociaux en vue d'obtenir des voix et de remporter des élections. La structure sociale ne constitue qu'une donnée avec laquelle ils interagissent ; une donnée qu'ils adaptent et à laquelle ils s'adaptent. De la sorte, ce ne sont pas les classes sociales qui sont à l'origine des partis politiques, mais plutôt les partis qui façonnent les classes et leur identité. Au passage, G. Sartori rappelle que cette idée n'est pas nouvelle, et qu'elle est déjà développée par Lénine dans ses écrits sur le rôle du Parti communiste dans la constitution d'une conscience de classe ouvrière ; elle n'est donc pas étrangère aux penseurs marxistes.

Cette approche volontariste du vote de classe, dans laquelle les partis ont le statut de variable indépendante, ne considère pas les phénomènes politiques comme un prolongement naturel des données sociales. De ce fait, elle est caractéristique, selon les termes de G. Sartori, de la « *political sociology* »¹. Quoi qu'il en soit, elle est reprise et développée par A. Przeworski et J. Sprague : « *Class, religion, ethnicity, race, or nation do not happen spontaneously as reflections of objective conditions in the psyches of individuals. Collective identity, group solidarity, and political commitment are continually transformed – shaped, destroyed, and moulded anew – as a result of conflicts in the course of which political parties, schools, unions, etc. strive to impose a particular form of organization upon the life of the society. The relation between places occupied by individuals in society and their acts is a contingent historical outcome of struggles that confront interests and images, that involve preferences and strategies, that bring victories and defeats. [...] Our central thesis is that the voting behavior of individuals is an effect of the activities of political parties. More precisely, the relative salience of class as a determinant of individual voting behavior is a cumulative consequence of the strategies pursued by political parties of the Left* »². Sur cette base, ce sont les conflits et les stratégies situés au niveau des élites qui produisent et activent les oppositions de classe conduisant à l'expression d'un vote de classe. Les inégalités socio-économiques et la structure sociale sont certes des données importantes, mais c'est leur politisation par des partis qui prime. Plus précisément, c'est le positionnement des partis de gauche, notamment en matière économique, qui est décisif puisque dans cette approche, le vote de classe désigne essentiellement le « vote de classe ouvrier ».

Au terme de la présentation des travaux fondateurs du concept de vote de classe, un rapide bilan s'impose. En dépit d'origines théoriques et empiriques très diverses, ces travaux

1 SARTORI Giovanni, « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in LIPSET S.M. (dir.), *Politics and the Social Sciences*, 1969, p. 69. En cela, G. Sartori s'inscrit dans la perspective ouverte par S.M. Lipset et S. Rokkan dans leur chapitre introductif à la théorie des clivages. De fait, dans ce débat, il y a deux S.M. Lipset : celui du *Political Man* (1960) et celui de *Party Systems and Voter Alignments* (1967). La théorie des clivages est présentée en détail dans le chapitre 1.

2 PRZEWORSKI Adam, SPRAGUE John, *Paper Stones: A History of Electoral Socialism*, Chicago, The University of Chicago Press, 1986, p. 8-9.

s'accordent sur trois points. (1) Le vote de classe est un phénomène commun à l'ensemble des démocraties occidentales, qui doit être associé à l'existence de positions sociales inégales. (2) Le vote de classe est un phénomène soumis à des variations entre pays, qui dépendent de la configuration des clivages structurant chaque système partisan. (3) Le vote de classe est un phénomène situé aux frontières du politique et du social, qui résulte de relations complexes s'établissant entre les électeurs, les classes sociales et les partis politiques.

Pour le reste, de nombreuses pistes de recherche ont été ouvertes, sans être refermées. S'agissant des raisons qui poussent les électeurs à voter pour le parti naturel de leur classe, s'opposent une explication par des intérêts économiques et une explication par une identité de groupe forgée lors de la socialisation des électeurs. S'agissant des relations générales entre structure sociale et compétition politique, s'opposent une conception mécaniste considérant que les oppositions entre partis ne sont que le reflet des conflits sociaux, et une conception volontariste jugeant que les partis jouent un rôle actif dans la politisation de ces conflits.

Plus important, une ambiguïté persiste quant au niveau d'analyse du phénomène. Le concept de vote de classe est en effet suffisamment général et abstrait pour pouvoir désigner deux réalités qui sont certes associées à un lien entre classe et vote, mais qui ne renvoient pas à la même question de recherche : l'influence de l'appartenance de classe sur l'orientation du comportement électoral d'une part, l'alignement électoral des ouvriers sur la gauche d'autre part. Evidemment, le fait que les auteurs ne proposent jamais de définition claire du concept contribue à brouiller les cartes. Mais le doute est, de fait, entretenu par la dichotomisation de la structure sociale entre les ouvriers et les non-ouvriers. Le calcul de l'indice d'Alford révèle parfaitement cette tension : à partir du moment où on ne considère que deux classes sociales et deux partis, la soustraction du pourcentage des non-ouvriers qui votent pour les partis de gauche au pourcentage des ouvriers qui votent pour ces partis mesure à la fois l'influence de la classe sur l'orientation du comportement électoral¹ et l'originalité du vote des ouvriers².

En dépit de ces insuffisances, le concept de vote de classe ne doit pas être abandonné. Au contraire, il reste absolument incontournable pour comprendre le vote des ouvriers, et ce pour trois raisons. (1) Il insiste sur le soubassement économique du vote massif des ouvriers en faveur des partis de gauche. (2) Il signale l'importance d'une dimension organisationnelle dans la mobilisation électorale des ouvriers, en attirant l'attention sur le rôle actif des partis politiques dans la politisation des clivages : l'existence d'inégalités socio-économiques n'est pas une condition suffisante pour l'expression d'un vote de classe. (3) Il souligne l'influence de facteurs proprement culturels dans le vote des ouvriers, en soulignant le poids d'un vote « déviant » en faveur des partis de droite motivé par la pratique de la religion catholique.

1 Le résultat de cette soustraction peut être interprété comme le coefficient de régression associé à la variable de classe (sous forme dichotomisée) dans un modèle de régression linéaire prédisant le vote (également sous forme dichotomisée). Sur ce point, KORPI Walter, « Some Problems on the Measurement of Class Voting », *American Journal of Sociology*, 78 (3), 1972, p. 631.

2 Ce point est absolument capital. Tout recul de l'indice d'Alford (ou d'une mesure dérivée) peut donc être interprété comme une diminution de l'influence de la variable de classe sociale dans l'orientation du vote ou comme un déclin du « vote de classe ouvrier ».

2.2. Les débats sur les évolutions du vote de classe

Depuis maintenant trois décennies, les fondements théoriques du concept de vote de classe n'ont pas connu de développements significatifs. Ce n'est pas le cas de sa dimension empirique : dans toutes les grandes démocraties occidentales a été discutée l'hypothèse d'un affaiblissement du lien entre classe sociale et vote. En quelques années seulement, les travaux sur le vote de classe se sont multipliés à un rythme exponentiel¹. Et deux ouvrages collectifs permettent de dresser un premier bilan des deux premières décennies de débat. Le premier, *The End of Class Politics?* (1999), dirigé par G. Evans, est un réquisitoire contre la thèse d'un déclin du vote de classe. Le second, *The Breakdown of Class Politics* (2000), sous la direction de T.N. Clark et S.M. Lipset, conclut plutôt à l'affaiblissement du lien entre classe et vote.

Qu'ils défendent la thèse d'un déclin ou la contestent, les travaux sur les évolutions du vote de classe se caractérisent d'abord par une sophistication méthodologique croissante. La discussion porte autant sur l'opérationnalisation des variables (principalement la classe et le vote) que sur les modèles statistiques utilisés et permet des clarifications importantes sur les différentes mesures des liens entre classe et vote. Cependant, elle ne lève pas l'ambiguïté sur le statut du vote des ouvriers et produit des effets pervers en établissant la primauté des questions techniques sur les questions de science politique. De ce point de vue, le jugement de G. Evans est éloquent : « *In general, theory has lagged behind measurement and modeling* »².

Depuis le début des années 2000, cette situation a toutefois évolué. Avec le ralliement progressif de la majorité des auteurs à la thèse d'un déclin du vote de classe dans l'ensemble des grandes démocraties occidentales, de nouvelles directions de recherche ont été explorées, notamment quant à l'explication des changements. Et au final, après s'être un temps limitée à la mesure de la relation statistique entre classe sociale et vote, cette littérature se révèle très instructive pour comprendre, analyser et mesurer les mutations du vote des ouvriers.

2.2.1. La thèse d'un déclin du vote de classe

Les travaux concluant au déclin du vote de classe dans les démocraties occidentales ne forment pas un ensemble homogène, loin s'en faut. Plusieurs questions de recherche ont, séparément, conduit à poser le diagnostic d'un affaiblissement du lien entre classe sociale et vote. Cette situation pourrait, *a priori*, être considérée comme une force : la thèse d'un déclin du vote de classe ne repose pas sur un seul indice. Elle constitue cependant une faiblesse : les différentes formes que prend cette thèse doivent absolument être spécifiées car ce ne sont pas

1 Le plus souvent, il s'agit de travaux routiniers, s'interrogeant à chaque nouvelle élection sur les évolutions de la relation statistique entre classe sociale et vote. Ils ne seront évoqués par la suite que s'ils se distinguent par une innovation théorique ou méthodologique.

2 EVANS Geoffrey, « The Continued Significance of Class Voting », *Annual Review of Political Science*, 2000, p. 411.

toujours les mêmes phénomènes électoraux qui sont visés. De ce point de vue, la distinction entre les deux niveaux d'analyse du vote de classe est très éclairante. La thèse d'un déclin du vote de classe est d'abord envisagée au niveau des groupes sociaux et de leurs alignements électoraux (en particulier du côté des ouvriers), afin d'expliquer les profondes mutations des systèmes partisans occidentaux à partir des années 1960. Elle est par la suite mobilisée au niveau de l'électeur et conduit à réévaluer le poids des caractéristiques sociales sur le vote.

Déclin du vote de classe et changement électoral

La thèse d'un déclin du vote de classe est apparue au Royaume-Uni, au milieu des années 1970. Elle est alors associée aux bouleversements du paysage politique britannique, et notamment au recul du Parti travailliste. Puis, au début des années 1980, elle est généralisée à toutes les démocraties industrialisées : le déclin du vote de classe s'impose alors comme un élément incontournable pour comprendre les mutations des systèmes de partis occidentaux. De fait, les évolutions du vote de classe intéressent, dans un premier temps, des spécialistes de science politique : elles permettent d'expliquer des changements électoraux.

Le déclin du vote de classe et les transformations du paysage politique britannique

Il n'est pas surprenant que le Royaume-Uni soit le premier pays dans lequel ait été postulé un déclin du vote de classe : compte tenu du poids des divisions de classe dans la structuration du système partisan britannique depuis la percée du *Labour* dans l'entre-deux-guerres, il paraît naturel que les puissantes évolutions électorales des années 1970 aient été associées à des évolutions du vote de classe. Après tout, suite aux travaux de R.R. Alford, la Grande-Bretagne est considérée comme un cas de « *relatively 'pure' class politics* »¹. Et à la fin des années 1960, P. Pulzer peut affirmer, sans aucune autre forme de précaution : « *Class is the basis of British party politics; all else is embellishment and details* »².

D.E. Butler et D.E. Stokes proposent toutefois une description plus nuancée de la vie politique britannique. Utilisant la théorie des réalignements³ pour comprendre les différentes phases de l'histoire électorale du pays, ils montrent que la domination du « *class alignment* »

-
- 1 ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 289-290. Cette conclusion a été très peu discutée, à l'exception de SARTORI Giovanni, « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in LIPSET S.M. (dir.), *Politics and the Social Sciences*, 1969, p. 75. Or, en moyenne, l'indice du vote de classe s'élève à 40 sur la période 1952-1962, alors qu'il peut théoriquement atteindre 100. Certes, une valeur de 100 est improbable car elle signifierait une situation de guerre civile. Il n'en reste pas moins qu'une valeur de 40 est, relativement ou non, loin d'un cas de « pure class politics ».
 - 2 PULZER Peter, *Political Representation and Elections in Britain*, Londres, George Allen and Unwin, 1967, p. 98. Cette phrase est si souvent citée dans la littérature qu'elle en est déformée, « British party politics » devenant simplement « British politics ».
 - 3 Cette théorie, qui vise à rendre compte des grandes discontinuités dans l'histoire électorale d'un pays, est exposée dans le chapitre 1. Elle est ensuite utilisée pour périodiser la vie politique en France et en Allemagne depuis 1945.

n'est qu'un état récent du système partisan, qui s'est cristallisé après le déclin du Parti libéral et l'affaiblissement des divisions religieuses dans les années 1920¹. Ils ne contestent donc pas que le Royaume-Uni traverse une ère de stabilité depuis l'entre-deux-guerres, caractérisée par un « alignement de classe » (l'identification du Parti conservateur aux classes moyennes et du Parti travailliste à la classe ouvrière) et un « alignement partisan » (l'attachement très fort des électeurs au parti naturel de leur classe), mais ils rappellent que cela n'a pas toujours été le cas. Mieux, à la fin des années 1960, ils signalent les premiers signes de déstabilisation de cet ordre électoral² : l'embourgeoisement de la classe ouvrière suite à l'élévation générale du niveau de vie depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'arrivée progressive dans le corps électoral d'une nouvelle génération d'électeurs moins enclins à penser la compétition politique comme une opposition entre des intérêts de classe, la désouvriérisation des élites du Parti travailliste, ainsi que le relâchement des liens entre le *Labour* et les syndicats sous le gouvernement Wilson ont commencé à éroder l'alignement de classe.

Cependant, les évolutions électorales britanniques dans les années 1970 sont bien plus brutales que celles suggérées par les dynamiques de changement identifiées par D.E. Butler et D.E. Stokes. Alors que le *Labour* et les *Tories* rassemblaient régulièrement plus de 90 % des suffrages exprimés depuis les années 1930, cette proportion tombe subitement à 75,1 % lors des élections générales de février 1974. Pour la première fois depuis 1945, le premier parti à la Chambre des Communes n'obtient pas la majorité absolue des sièges ; les travaillistes sont contraints de s'allier aux libéraux pour former un gouvernement. Evidemment, ce recul des deux grands partis correspond à une poussée des tiers partis : il profite essentiellement aux libéraux, mais aussi aux nationalistes en Ecosse, en Irlande-du-Nord et au Pays-de-Galles. Il est ensuite confirmé lors des élections d'octobre 1974, et à l'exception du scrutin de 1979, le total des deux grands partis n'a plus jamais dépassé la barre des 80 % à ce jour.

Ce recul brutal de la proportion des suffrages rassemblés par le Parti travailliste et le Parti conservateur lors des élections de février 1974 a évidemment intrigué les observateurs. L'enjeu est de taille : depuis l'entre-deux-guerres, le bipartisme est un des traits distinctifs du système partisan britannique. Pour comprendre cette évolution, I. Crewe, B. Särilvik et J. Alt élaborent le concept de « désalignement partisan », car ils estiment que le phénomène qu'ils

1 « The decline of religion as a basis for partisanship was closely linked with the rise of the new class alignment. The emergence of Labour as a strong and explicit class-based party was both a consequence of the decline of the religious alignment ». BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain: The Evolution of Electoral Choice*, Londres, MacMillan, 1974, p. 172. Cette phase de réaligement est d'ailleurs plus complexe que la substitution du Parti travailliste au Parti libéral, la redistribution de l'électorat libéral suivant la nouvelle ligne de clivage profitant autant aux *Tories* qu'au *Labour*. Si le *Labour* progresse subitement de 7,3 % des exprimés en 1910 à 26,8 % en 1918, c'est aussi parce qu'il bénéficie du quasi triplement du corps électoral faisant suite au *Representation of the People Act 1918* pour mobiliser des électeurs, qui ne votaient pas ou n'avaient pas le droit de vote jusque là (en particulier des ouvriers).

2 BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain*, 1969, p. 115-122. L'argument est développé et précisé dans BUTLER David E., STOKES Donald E., *Political Change in Britain*, 1974, p. 193-208 (chapitre 9, « The Aging of the Class Alignment »). Ils soulignent alors le rôle central du renouvellement physique du corps électoral dans le changement des alignements électoraux.

observent n'est pas une redistribution de l'électorat entre les deux grands partis comme dans le cas classique d'un réalignement, mais bien un recul conjoint des deux grands partis¹. Ils en concluent que les élections générales de février 1974 marquent le début d'une nouvelle phase dans l'histoire électorale britannique, caractérisée par le recul de l'identification des électeurs au *Labour* ou aux *Tories*. Plus important encore, ils indiquent que ce désalignement partisan va de pair avec un désalignement de classe², dont témoigne le recul de l'indice d'Alford de 44 en 1966 à 32 en octobre 1974. Un déclin du vote de classe qu'ils confirment définitivement après la victoire des conservateurs lors des élections de 1979, en utilisant cette fois un nouvel instrument : l'indice du vote de classe absolu. Obtenu en additionnant la part de l'électorat que représentent respectivement les travailleurs manuels votant travailliste et les travailleurs non manuels votant conservateur³, cet indice est une mesure de la proportion de l'électorat alignée sur le parti naturel de sa classe. Son évolution est éloquent : d'une moyenne de 65 au cours des années 1960, il tombe à 55 lors des deux scrutins de 1974 et en 1979.

Un autre bouleversement du paysage politique britannique, non moins spectaculaire, est également associé à un déclin du vote de classe dans les années 1970 : l'effondrement du *Labour*. Le mouvement est impressionnant : après avoir frôlé son plus haut niveau historique en 1966 avec 48,1 % des exprimés, le *Labour* entame une longue période de reflux (43,1 % en 1970, 37,2 % en février 1974, 39,2 % en octobre 1974, 37 % en 1979) pour finalement atteindre en 1983 son niveau plancher depuis 1918, avec 27,6 %. Le lien entre les évolutions du vote de classe et le destin électoral du *Labour* n'est pas nouveau : dès les années 1950, le tassement du Parti travailliste avait été expliqué par l'affaiblissement des divisions de classe⁴. Cependant, cette fois-ci, le recul n'est pas conjoncturel. Au contraire, I. Crewe juge que la poursuite du déclin du vote de classe contribue fortement à une quatrième défaite de rang du *Labour* face aux *Tories* en 1992, alors même que le gouvernement Major ne parvient pas à sortir le pays de sa plus longue période de récession depuis les années 1930⁵. Ce qui lui permet de confirmer, en filigrane, le diagnostic établi quelques années plus tôt : « *Most of Labour's decline since 1964 arises from the changing behaviour, not the changing size, of the classes* »⁶.

-
- 1 CREWE Ivor, SÄRLVIK Bo, ALT James, « Partisan Dealignment in Britain 1964-1974 », *British Journal of Political Science*, 7 (2), 1977, p. 134.
 - 2 Ce point est clairement explicité par I. Crewe dans un article ultérieur : « The period of partisan dealignment is also one of class dealignment: it is easier to vote against one's class once party loyalties weaken, easier to abandon one's party once class loyalties wither ». CREWE Ivor, « The Electorate: Partisan Dealignment Ten Years On », *West European Politics*, 6 (4), 1983, p. 193.
 - 3 SÄRLVIK Bo, CREWE Ivor, *Decade of Dealignment: The Conservative Victory of 1979 and Electoral Trends in the 1970s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 87.
 - 4 ABRAMS Mark, « Social Class and British Politics », *Public Opinion Quarterly*, 25 (3), 1961. Pour la première fois depuis sa percée électorale de 1918, le Parti travailliste voit ses résultats décliner deux fois consécutivement : il obtient 48,8 % en 1951, 46,4 % en 1955 et 43,9 % en 1959.
 - 5 CREWE Ivor, « Pourquoi les travaillistes ont-ils (à nouveau) perdu ? », *Revue française de science politique*, 43 (2), 1993. Sur ces élections, on peut aussi lire GRUNBERG Gérard, « Sur l'analyse des élections britanniques de 1992 », *Revue française de science politique*, 43 (2), 1993, p. 330.
 - 6 CREWE Ivor, « On the Death and Resurrection of Class Voting: Some Comments on How Britain Votes », *Political Studies*, 34 (4), 1986, p. 634.

Le déclin du vote de classe et les mutations des systèmes partisans occidentaux

Le Royaume-Uni n'est pas le seul pays à connaître de telles évolutions électorales au cours des années 1970. Tous les systèmes partisans occidentaux traversent alors une période de turbulences et d'incertitudes, dont se dégagent deux traits communs : d'une part, de très fortes variations du niveau de la volatilité électorale et d'autre part, l'apparition de nouvelles forces politiques. Le constat de stabilité des systèmes de partis européens, que S.M. Lipset et S. Rokkan avaient associé à la persistance des alternatives politiques qui s'étaient constituées dans les années 1920¹, est brutalement remis en cause.

Une nouvelle fois, les débats se cristallisent autour des mutations du vote de classe. Et paradoxalement, S.M. Lipset est le premier à ouvrir les hostilités, dans l'édition actualisée de son *Political Man* : en comparant les évolutions de l'indice d'Alford sur la période 1948-1980 en Allemagne de l'Ouest, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Suède, il met à jour une tendance générale au recul du vote de classe² et à l'affaiblissement des oppositions de classe traditionnelles. Pour autant, il ne renonce pas à son interprétation d'inspiration marxiste des structures de la compétition politique, en indiquant que ces deux mouvements résultent de la transition des démocraties occidentales vers des sociétés post-industrielles, dans lesquelles la connaissance scientifique est appelée à se substituer à la propriété privée des moyens de production comme principale origine des inégalités sociales.

Plus important, S.M. Lipset reprend à son compte la théorie de la mutation culturelle esquissée par R. Inglehart³ et montre que la montée des aspirations post-matérialistes est une source supplémentaire d'affaiblissement du vote de classe : « *These concerns have produced new bases for political cleavage which vary from those of industrial society and have given rise to a variety of "single-issue" protest movements. Since the existing political parties have found it difficult to link positions on the new issues to their traditional socioeconomic bases of support, party loyalties and even rates of voting participation have declined in many countries. [...] There are now two Lefts, the "materialist" and the "postmaterialist", which are rooted in different classes* »⁴. En clair, les valeurs portées par la révolution post-matérialiste (la défense de l'environnement, la valorisation des formes non conventionnelles de participation politique, la promotion des droits des femmes, des immigrés et des homosexuels) façonnent de nouvelles divisions sociales, qui aboutissent

1 La question du « gel des alternatives partisans » et les nombreux malentendus qu'elle véhicule sont abordés en détail dans le chapitre 1.

2 LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1981, p. 503-505.

3 INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977. Les conséquences politiques de la mutation culturelle ont été détaillées dans INGLEHART Ronald, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 259-288.

4 LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1981, p. 510-511. Cette idée est précisée dans CLARK Terry N., LIPSET Seymour M., « Are Social Class Dying? », *International Sociology*, 6 (4), 1991, p. 403. « There are now two Lefts, with distinct social bases. The traditional Left is blue-collar based and stresses class-related issues. But a second Left is emerging in Western societies (sometimes termed New Politics, New Left, Post-Bourgeois or Post-Materialist), which increasingly stresses social issues ».

à une profonde transformation de la gauche européenne¹ et à sa division entre un versant matérialiste attaché aux enjeux de classe et un versant post-matérialiste attaché aux enjeux sociétaux (une division qui peut soit traverser les partis établis, soit conduire à la constitution de partis écologistes). Quelques années plus tard, ce tableau est complété par R.J. Dalton : la coexistence de ces deux gauches révèle, au même titre que l'émergence d'une nouvelle droite conservatrice, un « *new politics cleavage* » caractéristique des sociétés contemporaines².

En revanche, l'instabilité qui caractérise les systèmes de partis européens à la fin des années 1970, et dont témoigne la forte variation des niveaux de volatilité électorale, ne peut pas être associée aussi clairement au déclin du vote de classe car la direction du changement n'est pas la même dans tous les pays. Ainsi, en Allemagne de l'Ouest, en France ou en Italie, la volatilité nette est plus faible sur la période 1970-1977 qu'elle ne l'était sur la période 1948-1969, alors qu'elle augmente au Danemark, en Norvège ou au Royaume-Uni³. Pour autant, le cas britannique s'impose comme un modèle du lien entre déclin du vote de classe, montée de la volatilité électorale et instabilité des systèmes partisans. De ce point de vue, les travaux de M.N. Franklin sont très clairs : « *In fact the only change that is likely to result immediately from the decline of class voting has already come about. The decline has led to an era of uncertainty in electoral outcomes unparalleled in fifty years* »⁴. D'ailleurs, cette progression de la volatilité électorale est rapidement associée à des changements au niveau individuel : elle correspond à l'émergence d'un nouvel électeur, « libéré » de ses appartenances de classe.

Déclin du vote de classe et émergence d'un nouvel électeur

La thèse d'un déclin du vote de classe puise ses racines dans la période d'instabilité que traversent les systèmes de partis occidentaux à partir des années 1960, instabilité dont les principaux outils théoriques disponibles à l'époque pour expliquer le vote des électeurs et les résultats des élections peinent à rendre compte. Initialement, elle permet de donner du sens aux dynamiques de recomposition des électorats partisans à l'œuvre dans les démocraties

-
- 1 A la fin des années 1990, la « troisième voie » (*third way*) de Tony Blair et le « nouveau centre » (*Neue Mitte*) de Gerhard Schröder ont conduit S.M. Lipset à établir un nouveau diagnostic : celui d'une américanisation de la gauche européenne, refusant de politiser le conflit de classe. LIPSET Seymour M., « The Americanization of the European Left », *Journal of Democracy*, 12 (2), 2001.
 - 2 DALTON Russell J., *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Chatham, Chatham House, 1996, p. 187-194.
 - 3 PEDERSEN Mogens N., « The Dynamics of European Party Systems: Changing Patterns of Electoral Volatility », *European Journal of Political Research*, 7 (1), 1979, p. 9. La notion de volatilité électorale n'est pas aisée à définir. Elle implique évidemment des changements de préférence de la part des électeurs entre deux élections, mais peut désigner la volatilité totale (l'ensemble des déplacements d'électeurs) ou la volatilité nette (le résultat final des chassés-croisés individuels sur le score des partis). Les travaux de M.N. Pedersen s'inscrivent clairement dans la seconde perspective. Sur ce point, on peut aussi lire CREWE Ivor, DENVER David (dir.), *Electoral Change in Western Democracies: Patterns and Sources of Electoral Volatility*, Londres, Croom Helm, 1985.
 - 4 FRANKLIN Mark N., « How the Decline of Class Voting Opened the Way to Radical Change in British Politics », *British Journal of Political Science*, 14 (4), 1984, p. 508.

occidentales, et aux évolutions électorales qui en résultent¹. Cependant, sous l'impulsion de M.N. Franklin, elle est progressivement envisagée au niveau de l'électeur. Dans un premier temps, elle se traduit par la remise en cause des modèles sociologiques d'explication du vote, qu'il s'agisse du modèle de Columbia ou de la théorie des clivages, et par la mise en évidence d'une montée du vote sur enjeux. Puis, dans un second temps, elle débouche sur le portrait d'un électeur désaligné, un électeur qui ne s'identifie plus à un parti ou à un groupe social, et dont le comportement est de moins en moins prévisible en raison de sa sensibilité aux forces de court terme propres à chaque scrutin (enjeux, situation économique, etc.).

Le déclin du vote de classe et la montée du vote sur enjeux

Les travaux de M.N. Franklin sur les évolutions du vote de classe au Royaume-Uni² constituent un tournant dans la manière d'analyser les relations entre classe sociale et vote. La rupture ne renvoie pas à leur verdict : comme I. Crewe, B. Särilvik et J. Alt un peu plus tôt, M.N. Franklin met en évidence un sévère déclin du vote de classe au Royaume-Uni au cours des années 1970. En revanche, les méthodes employées et la posture théorique adoptée pour interpréter cette tendance marquent des inflexions majeures. Contrairement à ses devanciers, M.N. Franklin fonde son diagnostic sur des outils statistiques avancés encore peu répandus à l'époque, en particulier les modèles de régression. Certes, il n'est pas le premier à privilégier explicitement des techniques d'analyse multivariée pour mesurer le vote de classe : R. Rose a déjà défendu l'utilisation des modèles de classification et renoncé, au moins implicitement, à l'indice d'Alford. Mais il rappelle que les modèles de régression, à l'inverse des modèles de classification, ont la propriété de ne pas segmenter la part de variance expliquée par chaque prédicteur, ce qui permet de mieux évaluer l'effet des variables qui sont corrélées entre elles³. Son constat est sans appel : « *Is class, then, still the basis of British politics? At the individual level the answer must be an unequivocal 'no'. The explanatory power of variables most central to the concept of social class (parents' class and respondent's occupation) had declined so extensively by 1974 that supportive variables which used to reinforce these central influences are now essentially propping up a structure that has lost its backbone* »⁴.

Plus important, M.N. Franklin est le premier à essayer d'articuler le niveau micro et le niveau macro du vote de classe, en associant la tendance au déclin du lien entre classe et vote à des mutations plus profondes dans les mécanismes de formation du choix des électeurs. Il déplace ainsi le débat vers les déterminants du vote, alors que celui-ci restait focalisé sur la

-
- 1 Elle s'inscrit ainsi, de manière plus générale, dans le débat entre réaligement et désalignement. DALTON Russell J., FLANAGAN Scott C., BECK Paul A. (dir.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
 - 2 L'ensemble de ces travaux est synthétisé dans FRANKLIN Mark N., *The Decline of Class Voting in Britain: Changes in the Basis of Electoral Choice, 1964-1983*, Oxford, Clarendon Press, 1985.
 - 3 FRANKLIN Mark N., MUGHAN Anthony, « The Decline of Class Voting in Britain. Problems of Analysis and Interpretation », *American Political Science Review*, 72 (2), 1978, p. 524-526.
 - 4 FRANKLIN Mark N., « How the Decline of Class Voting Opened the Way to Radical Change in British Politics », *British Journal of Political Science*, 1984, p. 507.

compréhension du changement électoral dans les démocraties occidentales. Il identifie alors, à l'instar de N.H. Nie, S. Verba et J.R. Petrocik aux Etats-Unis¹, une progression du vote sur enjeux : le choix des électeurs est de plus en plus souvent lié à leurs préférences en matière de politiques publiques sur les enjeux qu'ils estiment comme les plus importants. Au final, le déclin du vote de classe et la montée du vote sur enjeux se conjuguent pour conduire à une certaine forme de sophistication de l'électorat : « *No longer constrained to the same extent by characteristics largely established during childhood, British voters are now more open to rational argument than they were in the past* »².

Cette réflexion sur les évolutions des déterminants du vote trouve son aboutissement dans *Electoral Change* (1992), un ouvrage couvrant la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et du monde anglo-américain. Les seize chapitres nationaux obéissent à un cahier des charges très strict, défini par M.N. Franklin, T.T. Mackie et H. Valen : les études de cas suivent toutes le même canevas, utilisent les mêmes méthodes statistiques et opérationnalisent les variables clés de la même façon. L'indice d'Alford est définitivement abandonné au profit des modèles de régression linéaire, qui permettent de mesurer simultanément, et en concurrence, le poids de plusieurs variables sur l'orientation du vote des électeurs. De la sorte, l'investigation n'est pas limitée à la classe sociale, mais élargie à l'ensemble des lignes de clivage identifiées par S.M. Lipset et S. Rokkan. Et une nouvelle fois, le bilan de M.N. Franklin ne souffre d'aucune d'équivoque : « *One thing that has by now become quite apparent is that almost all the countries we have studied show a decline during our period in the ability of social cleavages to structure individual voting choice* »³. En un mot, partout ou presque, le vote sur clivages est moins fort à la fin des années 1980 qu'il ne l'était au cours des années 1960 : l'affaiblissement du poids des variables sociologiques sur le vote est incontestable. En revanche, la montée du vote sur enjeux n'est pas aussi claire qu'au Royaume-Uni : bien que M.N. Franklin la juge indéniable, elle est plus difficile à généraliser en raison de limitations dans les données.

Le déclin du vote de classe et la théorie du désalignement

Le déclin du vote de classe ne conduit pas seulement à une remise en cause du poids des variables sociologiques dans l'orientation du comportement électoral. Plus généralement, il débouche sur le portrait d'un « nouvel électeur »⁴, plus mobile, plus rationnel aussi, dont le

1 NIE Norman H., VERBA Sidney, PETROCIK John R., *The Changing American Voter*, Cambridge, Harvard University Press, 1976. Aux Etats-Unis, la montée du vote sur enjeux (*issue voting*) n'est pas associée au recul du vote de classe, mais au déclin de l'identification partisane. Elle renvoie directement à la progression du nombre d'électeurs se déclarant « indépendants » et constitue donc, de fait, une remise en cause du paradigme de Michigan.

2 FRANKLIN Mark N., *The Decline of Class Voting in Britain*, 1985, p 152.

3 FRANKLIN Mark N., « The Decline of Cleavage Politics », in FRANKLIN M.N., MACKIE T.T., VALEN H. (dir.), *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 385.

4 HABERT Philippe, *Le nouvel électeur*, Paris, Vinci, 1996. Cet ouvrage posthume reprend une série d'articles publiés par P. Habert, seul ou en collaboration, entre 1988 et 1993.

choix n'est plus contraint par ses appartenances de classe ou ses appartenances religieuses, qui se décide en fonction des spécificités de chaque élection.

Cet effacement des loyautés partisans est au cœur de la théorie du désalignement¹, qui postule que les mutations économiques et sociales *a priori* irréversibles que connaît le monde occidental depuis les années 1960, notamment la progression du niveau d'instruction et l'expansion des médias de masse, ont ouvert une nouvelle phase de son histoire politique, caractérisée par un relâchement des liens entre les électeurs et les partis². Concurrencés par de nouvelles formes de médiation entre élites et citoyens, les partis perdent progressivement la fonction de guide dans l'univers complexe de la politique qui les rendait indispensables au fonctionnement de la démocratie³. La « mobilisation cognitive »⁴ induit une sophistication des électeurs, qui se manifeste par une plus grande sensibilité aux enjeux débattus lors des campagnes, aux positions adoptées par les partis, aux qualités des candidats et au bilan des sortants. Dans ce cadre, le déclin du vote de classe est la manifestation de l'avènement d'un nouveau mode de fonctionnement des démocraties modernes, centré sur des candidats en campagne permanente pour convaincre des électeurs sans attaches durables à un parti ou à une classe, mais de plus en plus réceptifs (« *responsive* ») aux signaux qui leur sont envoyés⁵.

Une très forte dimension normative n'en est pas moins associée à ce nouvel électeur et à l'individuation des choix électoraux qu'il incarne. Pour R. Rose et I. McAllister, le déclin du vote de classe permet à l'électeur de retrouver une part de liberté dans l'expression de ses préférences : il peut enfin choisir, ce qui rend la compétition politique plus ouverte⁶. Les mots de P. Habert et A. Lancelot sont un peu différents, mais ils décrivent la même idée : « Moins contraint par le jeu des pesanteurs partisans et idéologiques, rendu à son libre arbitre par la disparition progressive de structures d'encadrement traditionnelles, accédant aux logiques de l'individualisme électoral par le recours aux normes personnelles, le nouvel électeur affirme une autonomie croissante dans la prise de décision électorale et module ses choix à partir d'une adaptation stratégique aux variations de l'offre électorale et aux enjeux du scrutin »⁷.

1 DALTON Russell J., FLANAGAN Scott C., BECK Paul A., « Political Forces and Partisan Change », in DALTON R.J., FLANAGAN S.C., BECK P.A. (dir.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies*, 1984, p. 460-462 et 469-472. Voir aussi CARMINES Edward G., MCIVER John P., STIMSON James A., « Unrealized Partisanship: A Theory of Dealignment », *Journal of Politics*, 49 (2), 1987.

2 Pour une critique de cette thèse, notamment en ce qui concerne la caractérisation des électeurs se déclarant sans attaches partisans, on peut lire PETROCIC John R., « Measuring Party Support: Leaners are not Independents », *Electoral Studies*, 28 (4), 2009.

3 DALTON, Russell J., WATTENBERG Martin P. (dir.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

4 DALTON Russell J., « Cognitive Mobilization and Partisan Dealignment in Advanced Industrial Democracies », *Journal of Politics*, 46 (1), 1984.

5 WATTENBERG Martin P., *The Rise of Candidate-Centered Politics: Presidential Elections of the 1980s*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.

6 ROSE Richard, MCALLISTER Ian, *Voters Begin to Choose: From Closed-Class to Open Elections in Britain*, Londres, Sage, 1986.

7 HABERT Philippe, LANCELOT Alain, « L'émergence d'un nouvel électeur », in HABERT P., YSMAL C. (dir.), *Les élections législatives de 1988*, Paris, Le Figaro – Etudes Politiques, 1988, p. 23.

2.2.2. La contestation d'un déclin du vote de classe

La thèse d'un déclin du vote de classe a plusieurs ramifications : tantôt focalisée sur les évolutions des électorats partisans, tantôt centrée sur le changement des mécanismes de formation de la décision électorale, elle ne constitue pas un bloc monolithique. Il est pourtant possible d'en dégager deux traits communs. Le premier renvoie à la manière de mesurer les évolutions du vote de classe : la majorité des travaux observant un déclin utilisent l'indice d'Alford, ou du moins des mesures fondées sur la dichotomisation des classes sociales et du paysage politique. Le second tient à l'explication du changement : tous accordent une place centrale aux mutations socio-économiques engendrées par la révolution post-industrielle, en particulier l'élévation générale du niveau de vie et la progression du niveau d'instruction.

En dépit de la diversité de ses angles d'attaque, la thèse d'un déclin du vote de classe est surtout contestée pour la faiblesse de ses fondements méthodologiques. Paradoxalement, les deux éléments les plus critiqués sont ceux qui ont assuré le succès de l'indice d'Alford : la simplification de la structure sociale à deux classes et la réduction de l'offre politique à deux tendances. Dans un premier temps, ils ont facilité l'exportation de l'indice, notamment dans les pays où la comparabilité des enquêtes n'était pas un enjeu important. A partir des années 1980, en revanche, ils deviennent un obstacle à la compréhension des évolutions du vote de classe¹. Pour être précis, deux vagues de critiques se succèdent, la première portée par des chercheurs d'Oxford, la seconde par des chercheurs de Berkeley. Avec un point commun : la mise au point de nouvelles mesures du vote de classe, dont les évolutions dans le temps n'indiquent pas de tendance générale au déclin.

La critique d'Oxford

Chargés des *British Electoral Studies* à partir des élections générales de 1983², A. Heath, R. Jowell et J. Curtice sont les premiers à remettre en cause la thèse du recul du vote de classe au Royaume-Uni. Bien que celle-ci séduise un nombre de plus en plus élevé d'observateurs³, ils insistent sur deux de ses limites : la simplification de la structure de classes d'une part, la

-
- 1 Cette critique avait déjà été formulée par R. Rose, avant que ne débutent les grands débats sur les évolutions du vote de classe. « The best known British voting study, by Butler and Stokes (1969, 1974), frequently forces data to align with the class equals party model by reducing party choices and class alternatives to two ». ROSE Richard, *Class Does not Equal Party: The Decline of a Model of British Voting*, Glasgow, University of Strathclyde Studies in Public Policy, 1980, p. 1.
 - 2 La série des *British Electoral Studies* a été initiée par D.E. Butler et D.E. Stokes avec le soutien de l'université d'Oxford (1964-1966-1970). Elle est ensuite brièvement passée sous la responsabilité de B. Särilvik et I. Crewe, à l'université d'Essex (1974-1979), avant de revenir à Oxford en 1983.
 - 3 En plus des chercheurs mentionnés plus haut (B. Särilvik et I. Crewe, M.N. Franklin, R. Rose et I. MacAllister), on peut aussi citer BUTLER David E, KAVANAGH Dennis, *The British General Election of 1983*, Londres, MacMillan, 1984 ; ROBERTSON David, *Class and the British Electorate*, Oxford, Blackwell, 1984 ; DUNLEAVY Patrick, HUSBANDS Christopher T., *British Democracy at the Crossroads: Voting and Party Competition in the 1980s*, Londres, Allen and Unwin, 1985.

confusion entre les pertes du *Labour* et un éventuel déclin du soutien relatif dont il dispose au sein de la classe ouvrière d'autre part. Introduisant un schéma de classe plus élaboré que l'opposition entre travailleurs manuels et travailleurs non manuels, et mobilisant des outils statistiques qui tiennent compte des variations de niveau des forces politiques, ils montrent que le vote de classe connaît en fait des fluctuations sans tendance dans leur pays.

La complexification de la structure sociale

Qu'ils utilisent l'indice d'Alford ou qu'ils préfèrent des mesures qui en sont dérivées, les premiers travaux observant un déclin du vote de classe, au Royaume-Uni comme ailleurs, n'envisagent que deux classes sociales : d'un côté les « cols bleus », les travailleurs manuels, en bref la classe ouvrière ; de l'autre les « cols blancs », les travailleurs non manuels et, par extension, les classes moyennes. Cependant, cette représentation de la structure sociale est de moins en moins adaptée à la structure des sociétés post-industrielles, en particulier du côté des « cols blancs » : avec la tertiarisation des économies, cette catégorie s'est transformée en un immense agrégat hétérogène. Dans les années 1960, R.R. Alford pouvait justifier le choix d'opposer les travailleurs manuels et les travailleurs non manuels par le fait que le passage d'une catégorie à l'autre avait alors une signification sociale plus forte qu'un changement de position au sein de chaque catégorie¹. Une décennie plus tard, ce n'est plus le cas.

Cette nouvelle donne est intégrée par A. Heath, R. Jowell et J. Curtice dès *How Britain Votes* (1985). S'inspirant des travaux de J.H. Goldthorpe sur la mobilité sociale au Royaume-Uni², ils distinguent cinq classes sociales : « *salariat* », « *petty bourgeoisie* », « *routine non manual workers* », « *foremen and technicians* » et « *working-class* »³. Ces classes sont définies à partir de trois critères : le type de profession exercée, le rapport d'emploi (salarié/indépendant) et le degré d'autonomie dans le travail. De la sorte, A. Heath, R. Jowell et J. Curtice marquent leur rejet de la dichotomisation de la structure sociale, mais signifient aussi leur opposition à une définition des classes selon le seul critère du revenu, critère alors couramment utilisé dans le domaine du marketing. Au final, le schéma en cinq classes qu'ils utilisent a deux avantages par rapport aux schémas n'envisageant que deux classes : il garantit un plus grand réalisme sociologique et diminue le risque d'effets de composition qui résulteraient de l'agrégation de classes dont le comportement divergerait dans le temps. Toutefois, rien n'assure *a priori* qu'il soit plus pertinent pour comprendre les évolutions du vote de classe.

1 « The shift from a blue-collar to a white-collar job has more significance, personally and socially, than a shift within each category ». ALFORD Robert R., *Party and Society*, 1964, p. 76.

2 GOLDTHORPE John H., avec LLEWELLYN Catriona, PAYNE Clive, *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1980.

3 HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, *How Britain Votes*, Oxford, Pergamon Press, 1985, p. 14-15 et 23. Ce schéma de classe est en fait une variante du schéma en 7 classes initialement développé par J.H. Goldthorpe. Aujourd'hui, les travaux sur le vote de classe sont généralement fondés sur un schéma plus élaboré, datant du début des années 1990. Les principales lignes de force de ce schéma, dit « EGP », sont décrites dans la troisième partie de ce chapitre.

Contrairement aux controverses dans les autres grandes démocraties occidentales, les débats sur les évolutions du vote de classe au Royaume-Uni ne se sont pas cristallisés autour de l'indice d'Alford, mais autour de l'indice du vote de classe absolu. L'enjeu est important : A. Heath et ses collègues estiment que cet indice, utilisé par B. Särilvik et I. Crewe, n'est pas une mesure appropriée du vote de classe car il dépend des variations du niveau des forces politiques et ne capte pas les évolutions du soutien dont bénéficient les partis politiques dans les différentes classes sociales. Concrètement, ils montrent qu'il est logique que la proportion de l'électorat alignée sur le parti naturel de sa classe chute si les deux grands partis reculent simultanément, comme c'est le cas lors des élections générales de février 1974. De la sorte, le déclin de l'indice du vote de classe absolu qu'observent B. Särilvik et I. Crewe dans *Decade of Dealignment* ne signifie pas qu'un désalignement de classe soit à l'œuvre. S'il y a bien montée d'un vote déviant par rapport aux divisions de classe, celle-ci ne doit pas être assimilée à un déclin du vote de classe : elle n'est que le reflet de la poussée des tiers partis.

Pour les auteurs de *How Britain Votes*, un déclin du vote de classe implique un recul du soutien relatif que les partis politiques obtiennent au sein de certaines classes sociales. Ils distinguent donc clairement vote de classe absolu (« *absolute class voting* ») et vote de classe relatif (« *relative class voting* »), et indiquent que seul ce dernier peut permettre de déceler un éventuel déclin du vote de classe. Pour mesurer les évolutions de ce vote de classe relatif, ils prônent l'usage des *odds ratios*, car leur calcul ne dépend pas des variations de niveau des forces politiques¹. Et au final, par une modélisation log-linéaire de l'ensemble des *odds ratios* qu'ils calculent, pour toutes les élections de la période 1964-1983, sur la base de trois forces politiques (travailleurs, conservateurs, autres) et de cinq classes sociales, ils montrent qu'il n'y a pas de mouvement continu à la baisse du vote de classe au Royaume-Uni, mais plutôt des fluctuations sans tendance (« *trendless fluctuations* »)².

Sur cette base, A. Heath, R. Jowell et J. Curtice concluent que ni l'érosion progressive du Parti travailliste depuis 1964, ni son effondrement en 1983, ne peuvent être imputés à un déclin du vote de classe : le Parti travailliste subit certes des pertes importantes au sein de la classe ouvrière, mais il recule dans les mêmes proportions au sein des autres classes sociales. Cela ne veut pas dire que des changements sociaux n'interviennent dans le processus ; au

1 L'*odds ratio* est le rapport de deux rapports de chance. Il s'agit donc d'une mesure d'écart relatif, ce qui explique son insensibilité aux variations des distributions marginales (dans le cas du vote de classe, les variations du niveau des forces politiques). L'indice d'Alford, en revanche, est une mesure d'écart absolu, car il repose sur une simple différence de pourcentages.

2 Bien que les *British Electoral Studies* ne couvrent pas les élections antérieures à 1964, A. Heath et ses associés s'intéressent également à l'ensemble de la période 1945-1983 en réanalysant, avec des *odds ratios*, les données publiées par R.R. Alford, puis B. Särilvik et I. Crewe. Evidemment, ils sont contraints de ne considérer que deux classes, mais les résultats qu'ils obtiennent sur cette base sont cohérents avec la thèse de fluctuations sans tendance. Plus précisément, ils admettent une diminution entre 1964 et 1983, mais indiquent que 1964 constitue le point le plus haut de la série. HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, *How Britain Votes*, 1985, p. 29-31 et 40.

contraire, les auteurs d'*How Britain Votes* concèdent que la diminution du nombre d'ouvriers explique une partie de la chute du *Labour*. Toutefois, cela n'affecte pas leur argument central : l'érosion du Parti travailliste ne résulte pas de changements de comportement spécifiques à la classe ouvrière, mais de facteurs politiques, à commencer par ses échecs au pouvoir¹.

Cette conclusion suscite naturellement de vives polémiques. La première critique est l'œuvre d'I. Crewe. Elle n'est pas toujours convaincante, notamment s'agissant des questions de méthode, mais elle attire l'attention sur un point capital : pour mesurer le vote de classe, le niveau absolu du vote des classes sociales en faveur des différents partis politiques est tout aussi important que les écarts relatifs². La seconde attaque est portée par P. Dunleavy³. Elle n'est pas plus convaincante sur les questions de méthode, notamment dans sa contestation du bien fondé de l'usage des *odds ratios*, mais elle signale un autre point important : au-delà de la distinction entre vote de classe absolu et vote de classe relatif, il y a une définition quasi intuitive du vote de classe dans l'esprit des électeurs, renvoyant au degré d'opposition entre le vote de la classe ouvrière et le vote des classes moyennes. Or, à partir du moment où des tiers partis sans base de classe explicite progressent, le contraste entre les deux classes est, de fait, moins fort. Au fond, seule une innovation méthodologique des travaux d'A. Heath et ses collègues trouve grâce aux yeux d'I. Crewe et P. Dunleavy : l'adoption d'un schéma de classe plus complexe qu'une dichotomie. Cela n'empêche pas les auteurs d'*How Britain Votes* de confirmer leur constat de fluctuations sans tendance après les élections générales de 1987⁴, et de trouver du soutien aux Etats-Unis, au début des années 1990.

La critique de Berkeley

Impulsée par M. Hout, J. Manza et C. Brooks, la seconde vague de contestation de la thèse du déclin du vote de classe repose sur des fondements différents. Initialement, elle est seulement conçue comme une réponse à un article de T.N. Clark et S.M. Lipset⁵, observant

-
- 1 A cet effet de conjoncture s'ajoute un effet d'offre électorale, avec l'accroissement du nombre de circonscriptions où se présente un candidat libéral. Le phénomène est particulièrement net lors des élections générales de 1983, lorsque l'ancienne aile modérée du *Labour*, qui a fait scission en 1981 suite à la radicalisation impulsée par Michael Foot, rejoint l'alliance SDP-libéraux.
 - 2 CREWE Ivor, « On the Death and Resurrection of Class Voting: Some Comments on *How Britain Votes* », *Political Studies*, 1986, p. 638. Pour la réponse générale : HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, « Trendless Fluctuation: A Reply to Crewe », *Political Studies*, 35 (2), 1987.
 - 3 DUNLEAVY Patrick, « Class Dealignment in Britain Revisited », *West European Politics*, 10 (3), 1987. Et la réponse : HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, « Class Dealignment and the Explanation of Political Change: A Reply to Dunleavy », *West European Politics*, 11 (1), 1988.
 - 4 HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, EVANS Geoff, FIELD Julia, WITHERSPOON Sharon, *Understanding Political Change: The British Voter 1964-1987*, Oxford, Pergamon Press, 1991.
 - 5 HOUT Mike, BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Persistence of Classes in Post-Industrial Societies », *International Sociology*, 8 (3), 1993 ; en réponse à CLARK Terry N., LIPSET Seymour M, « Are Social Class Dying? », *International Sociology*, 1991. L'article de T.N. Clark et S.M. Lipset ne s'intéresse pas seulement à la politique, mais aussi au marché du travail, à la mobilité sociale et à la famille. Le débat s'est toutefois cristallisé autour de la question du déclin du vote de classe.

l'affaiblissement des polarisations de classe dans les sociétés post-industrielles. Mais, par sa critique de l'usage de l'indice d'Alford, elle ouvre un débat extrêmement animé, qui se greffe sur la discussion britannique. Reprenant les schémas de classes introduits par les chercheurs d'Oxford, les chercheurs de Berkeley s'attaquent à la deuxième variable clé dans la mesure du vote de classe, le vote, et militent pour la prise en compte de tous les choix électoraux. Ce qui les conduit à différencier le « vote de classe total » et le « vote de classe traditionnel », et à promouvoir l'usage de modèles de régression logistique multinomiale.

La prise en compte de la diversité des choix électoraux

En toute rigueur, le calcul de l'indice du vote de classe ne suppose pas de réduire la compétition politique à l'affrontement entre deux tendances politiques. Par construction, il impose seulement l'agrégation des résultats des partis de gauche¹ ; rien n'empêche, *a priori*, de considérer séparément partis de droite et tiers partis, ou droite modérée et extrême droite. Pour autant, la simplification du paysage politique des démocraties anglo-américaines à une opposition entre gauche et droite est très prégnante dans les travaux de R.R. Alford, et ne lui pose aucun problème : il estime que la vie politique nationale des quatre pays qu'il étudie est effectivement dominée par deux grands partis, qui peuvent être classés à gauche et à droite. Sur la période qu'il considère, 1952-1962, ce jugement est difficilement contestable aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, où le total des deux grands partis dépasse quasi systématiquement 95 % des suffrages exprimés. En revanche, il l'est déjà en Australie, où les travaillistes et les libéraux ne rassemblent 80 % des électeurs qu'en 1958 et 1961, et au Canada, où le total des libéraux et des progressistes-conservateurs ne franchit qu'une seule fois cette barre des 80 %, lors des élections fédérales de 1958. Et depuis les années 1960, les évolutions électorales dans ces pays ont confirmé la difficulté de réduire la vie politique à une lutte binaire : partout, des tiers partis ou des candidats indépendants ont pu réussir des percées significatives.

Ce problème est particulièrement aigu en Europe continentale, où la fragmentation des systèmes partisans est traditionnellement plus élevée. Jusqu'au début des années 1990, les travaux sur le vote de classe résument quasi systématiquement la compétition politique à l'opposition gauche/droite, que ce soit par l'usage de l'indice d'Alford ou par l'utilisation de modèles de régression linéaire. Or, depuis deux décennies, l'émergence de forces politiques difficiles à classer sur un axe gauche/droite ou refusant de l'être (les écologistes notamment) rend ce choix de plus en plus contestable. D'ailleurs, bien qu'ils n'insistent pas spécialement sur ce point, les chercheurs d'Oxford analysent les évolutions du vote de classe au Royaume-Uni sur la base de trois tendances politiques, en intégrant le vote en faveur des tiers partis

1 Ce point a été discuté dans la littérature. Certains auteurs affirment que l'indice d'Alford n'est calculé sur le vote de gauche que par convention, et qu'il peut aussi bien être calculé sur le vote de droite. D'un point de vue statistique, si l'offre électorale est effectivement réduite à ces deux tendances, les deux manières de procéder produisent strictement le même résultat. Il n'en reste pas moins que ce n'est pas un hasard si R.R. Alford calcule l'indice du vote de classe sur le vote de gauche : il ne faut pas oublier qu'il s'intéresse avant tout au vote des ouvriers.

dans leurs calculs d'*odds ratios* et dans les modèles log-linéaires qui en résultent. Il faut dire qu'ignorer la percée des libéraux aurait écarté du champ d'investigation un élément central des évolutions électorales que connaît le Royaume-Uni depuis les années 1970.

Il n'en reste pas moins que les chercheurs de Berkeley sont les premiers à défendre de manière systématique la prise en compte de tous les choix électoraux possibles pour mesurer le vote de classe, notamment l'abstention¹. Cette posture est dictée par deux spécificités du cas américain. La première renvoie à la présence très régulière de candidats indépendants à l'élection présidentielle : bien qu'ils soient le plus souvent marginaux, ces candidats peuvent parfois perturber l'affrontement entre les démocrates et les républicains, comme c'est le cas avec Ross Perot en 1992. La seconde renvoie à la nature du vote de classe : alors que dans la plupart des démocraties, il se manifeste d'abord dans l'orientation du vote, aux Etats-Unis, il se traduit prioritairement dans la participation électorale².

Le vote de classe total et l'indice *kappa*

La prise en compte de l'abstention et le refus de réduire la compétition politique à un affrontement binaire conduisent les chercheurs de Berkeley à établir une distinction entre le « vote de classe traditionnel » (*traditional class voting*), qui ne retient que deux classes sociales et deux tendances politiques, et le « vote de classe total » (*total class voting*), qui s'intéresse à toutes les sources d'association envisageables entre classe et vote. Et évidemment, ils jugent que la thèse du déclin du vote de classe doit être examinée en considérant le « vote de classe total » plutôt que le « vote de classe traditionnel », dans la mesure où ce dernier peut exclure certaines associations possibles entre la classe sociale et le vote.

Le « vote de classe total » pose des problèmes de mesure auxquels n'ont encore jamais été confrontés les travaux sur le vote de classe. De solides arguments méthodologiques ont longtemps pu justifier que la variable de vote soit réduite à deux modalités : lorsqu'elles sont sous une forme dichotomisée, les variables dépendantes qualitatives permettent l'utilisation des méthodes d'analyse multivariée conçues pour les variables quantitatives, notamment les modèles de régression linéaire. Mais ces contraintes ne pèsent pas sur M. Hout, J. Manza et C. Brooks : dans les années 1980, de nouveaux outils statistiques ont été développés pour les variables dépendantes qualitatives, en particulier les modèles de régression logistique. Des modèles qui appartiennent à la même famille que les *odds ratios* défendus par A. Heath et ses collègues et qui en partagent donc les avantages : les coefficients estimés sont insensibles aux distributions marginales, ce qui permet de mesurer l'écart relatif entre les classes sociales.

Plus précisément, les chercheurs de Berkeley fondent leur mesure du « vote de classe total » sur des modèles de régression logistique multinomiale, qui permettent d'analyser des

1 HOUT Michael, BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992 », *American Sociological Review*, 60 (6), 1995.

2 VERBA Sidney, NIE Norman H., *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*, New York, Harper and Row, 1972. VERBA Sidney, NIE Norman H, KIM Jae-On, *Participation and Political Equality: A Seven-Nation Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

variables dépendantes qualitatives non dichotomiques. Cependant, ces modèles estiment un nombre très élevé de paramètres, qui tranchent avec la simplicité de l'indice d'Alford. Pour pouvoir résumer les résultats obtenus sur une élection, et *a fortiori* pour pouvoir les comparer dans le temps et dans l'espace, M. Hout et ses collègues établissent une mesure synthétique, l'indice *kappa*¹. Cet indice est défini comme l'écart-type des différences entre classes sociales dans le choix électoral estimées par le modèle pour une élection donnée². Il peut également être désagrégé en *sub-kappas*, qui permettent d'apprécier le changement des alignements de chaque classe sociale. Sur cette base, les chercheurs de Berkeley montrent qu'aux Etats-Unis, le « vote de classe total » subit des fluctuations sans tendance sur la période 1948-1992, mais que ces fluctuations cachent des dynamiques de réalignement et de désalignement électoral au sein de certaines classes : « *within this broad picture of trendless fluctuation, some important shifts have occurred in the alignment of particular classes with particular parties* »³.

Cette construction théorique en arrière-plan, C. Brooks et J. Manza poursuivent leurs investigations dans deux directions différentes, qui renvoient aux deux niveaux d'analyse du vote de classe précédemment identifiés. D'une part, ils étudient les évolutions de l'impact de l'appartenance ethnique, de la religion et du genre sur le vote des électeurs aux Etats-Unis en reproduisant la stratégie déployée pour mesurer les évolutions de l'impact de la classe (c'est-à-dire en calculant des indices *kappa* à partir de modèles de régression multinomiale), ce qui les conduit à définir un nouvel indice, le *lambda*, pour résumer l'effet simultané de l'ensemble de ces clivages sur l'orientation du vote des électeurs⁴. D'autre part, ils analysent de manière détaillée l'évolution des alignements électoraux de chaque classe sociale, mettant en lumière de profondes mutations au sein des classes moyennes, avec le glissement progressif (« *secular realignment* ») des professionnels socioculturels (« *professionals* ») vers le Parti démocrate et la stabilité de l'alignement électoral des managers sur le Parti républicain⁵, mais aussi au sein de la classe ouvrière, avec le désalignement électoral des ouvriers qualifiés et le réalignement électoral des ouvriers non qualifiés sur les républicains lors de l'élection de Ronald Reagan

1 « We define the index as the standard deviation of class differences in vote choice in a given election », HOUT Michael, BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992 », *American Sociological Review*, 1995, p. 813.

2 La présentation originale de l'indice *kappa* n'indique pas si ces différences sont calculées à partir des coefficients estimés ou des probabilités prédites par le modèle. Quoi qu'il en soit, ces deux méthodes mènent à des résultats similaires : seule la métrique de l'indice change. Ce point a été précisé et discuté en détail dans MANZA Jeff, BROOKS Clem, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 62 et 264.

3 HOUT Michael, BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992 », *American Sociological Review*, 1995, p. 825. Les notions de désalignement électoral et de réalignement électoral d'un groupe social sont définies dans le chapitre 1.

4 BROOKS Clem, MANZA Jeff, « Social Cleavages and Political Alignments: U.S. Presidential Elections, 1960 to 1992 », *American Sociological Review*, 62 (6), 1997. L'indice *lambda* est obtenu par calcul de la moyenne des *kappas* associés à chacun des clivages.

5 BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Social and Ideological Bases of Middle-Class Political Realignment in the United States, 1972 to 1992 », *American Sociological Review*, 62 (2), 1997.

en 1980¹. De la sorte, C. Brooks et J. Manza démontrent qu'il n'y a pas de contradiction entre des fluctuations sans tendance du « vote de classe total » et la décomposition de l'alignement électoral des ouvriers sur le Parti démocrate qui s'était imposé avec le *New Deal*. Et au final, leurs travaux se révèlent aussi intéressants par la distinction entre « vote de classe total » et « vote de classe traditionnel » que par la différenciation analytique entre l'impact de la classe sur l'orientation du vote des électeurs et l'évolution du vote de chaque classe sociale.

2.2.3. L'explication des évolutions du vote de classe

En dépit du dépassement progressif des limites méthodologiques de l'indice d'Alford par l'usage de techniques statistiques avancées et par une opérationnalisation plus complexe des variables, les débats sur les évolutions du vote de classe ne se referment pas subitement. Certes, les chercheurs de Berkeley et d'Oxford, dans un premier temps fervents partisans de la thèse des fluctuations sans tendance, admettent qu'il y a bien déclin du vote de classe dans certains pays, mais des malentendus demeurent. Pour l'essentiel, ces malentendus renvoient à des problèmes de définition du phénomène, et plus précisément à la confusion de ses deux niveaux d'analyse, certains discutant l'impact général de la classe sociale sur le vote, d'autres se focalisant sur les évolutions de certains alignements de classe. Pour autant, la littérature subit une inflexion importante à la fin des années 1990. Le consensus croissant sur l'existence de cas de déclin du vote de classe ouvre la voie à de nouveaux questionnements. Les débats empiriques ne sont plus circonscrits à la caractérisation des évolutions du vote de classe ; ils se prolongent désormais dans les mécanismes de ces changements. Deux pistes de recherche, distinctes mais complémentaires sont explorées : l'identification d'un modèle d'explication général des évolutions du vote de classe dans les démocraties occidentales d'un côté, la mise en évidence de spécificités nationales et de logiques contextuelles d'un autre.

Les modèles de changement du vote de classe

Initialement, l'observation d'un déclin du vote de classe a été associée aux profondes mutations sociales accompagnant la transition des démocraties occidentales vers des sociétés post-industrielles, notamment l'élévation générale du niveau de vie et la hausse continue du niveau d'instruction. Cette vision sociologique des évolutions du vote de classe, analysant le relâchement du lien entre classe et vote comme une conséquence naturelle de changements sociaux, a longtemps dominé la littérature. Elle a toutefois été concurrencée dans les années 1990 par une vision politique, centrée sur l'adaptation stratégique des partis à ces mutations sociales. De la sorte se sont cristallisés deux modèles du changement du vote de classe, qui

1 BROOKS Clem, MANZA Jeff, « Class Politics and Political Change in the United States, 1952-1992 », *Social Forces*, 76 (2), 1997. C. Brooks et J. Manza se focalisent sur le réalignment électoral des ouvriers non qualifiés, mais un désalignement des ouvriers qualifiés est tout aussi évident.

renvoient respectivement à l'approche « *bottom up* » et à l'approche « *top down* » des relations entre la structure sociale et la compétition politique.

Le modèle du changement social

Le modèle du changement social repose sur la conviction que le vote de classe est un simple reflet des conflits sociaux : de la prégnance des divisions de classe dépend la force du lien entre classe sociale et vote. Or, au cours des dernières décennies, les sociétés occidentales ont connu de profondes transformations dans leur structure sociale, entre la modernisation des activités économiques, la montée de l'individualisme et l'accès du plus grand nombre à la consommation de masse. Evidemment, toutes les explications centrées sur le changement social ne mettent pas l'accent sur les mêmes mutations, mais toutes s'accordent sur le constat d'une perte d'homogénéité des classes sociales. Celles-ci ne sont plus considérées comme des blocs monolithiques qui portent une identité collective et des intérêts communs, mais comme des ensembles hétérogènes aux frontières floues. Cette fragmentation de la structure sociale se traduit par un affaiblissement des polarisations de classe, dont le déclin du vote de classe ne constitue qu'une conséquence mécanique. Deux phénomènes retiennent particulièrement l'attention : l'embourgeoisement de la classe ouvrière et l'émergence de nouvelles divisions sociales qui ne recoupent pas les divisions de classe traditionnelles.

L'impact de l'homogénéité des classes sociales sur la force des oppositions de classe a été analysé bien avant la première observation d'un déclin du vote de classe : dès les années 1950, R. Bendix et S.M. Lipset lient la faiblesse du clivage de classe aux Etats-Unis à la grande fluidité des positions sociales qui y règne¹. Pour autant, ce n'est pas la mobilité sociale en tant que telle qui est considérée comme le principal facteur de la perte d'homogénéité des classes sociales, mais l'embourgeoisement de la classe ouvrière : au cours des années 1950 et 1960, la mise en place des systèmes de protection sociale et les hausses de salaire liées à la persistance de très forts taux de croissance ont conduit à un enrichissement sans précédent des ouvriers, enrichissement qui les aurait rapprochés du style de vie des classes moyennes. Si l'idée d'une identification de la classe ouvrière aux classes moyennes a été rejetée², nul ne conteste le fait que la figure du prolétaire, qui ne possède rien d'autre que sa force de travail, n'a plus cours dans la période d'expansion économique que traverse le monde occidental après 1945. Ni le

-
- 1 BENDIX Reinhard, LIPSET Seymour M., *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley, University of California Press, 1959. Pour une discussion des liens entre mobilité sociale intergénérationnelle, mobilité sociale intragénérationnelle et vote de classe, on peut se reporter à NIEUWBEERTA Paul, DE GRAAF Nan Dirk, ULTEE Wout, « The Effects of Class Mobility on Class Voting in Post-War Western Industrialized Countries », *European Sociological Review*, 16 (4), 2000.
 - 2 GOLDTHORPE John H., LOCKWOOD David, BECHHOFFER Frank, PLATT Jennifer, « The Affluent Worker and the Thesis of Embourgeoisement: Some Preliminary Research Findings », *Sociology*, 1 (1), 1967. Cet article est la première publication issue d'une enquête par entretiens menée dans trois usines de la ville de Luton, en Angleterre, auprès de 229 « ouvriers de l'abondance » (âgés de 21 à 46 ans et gagnant plus de 17 livres sterling par semaine) et d'un groupe témoin de 54 employés avec les mêmes caractéristiques sociodémographiques.

fait que la formidable amélioration de la condition ouvrière et la généralisation de l'accès à des biens de consommation jusque là réservés aux milieux aisés (électroménager, télévision, automobile, etc.) ont pu éroder les solidarités de groupe au sein de la classe ouvrière.

Qui plus est, les effets de l'élévation générale du niveau de vie ne se réduisent pas au recul des polarisations de classe ; ils débouchent également sur la cristallisation de nouvelles lignes de fracture qui transcendent les oppositions socio-économiques traditionnelles. Cette idée est au cœur de la théorie de la mutation culturelle formulée par R. Inglehart : au cours des années 1960, les sociétés occidentales ont atteint un tel niveau de développement que les citoyens n'aspirent plus seulement à la réalisation de besoins physiologiques¹, mais aussi à la réalisation de besoins sociaux qu'expriment les valeurs post-matérialistes. Or, l'émergence de ces nouvelles valeurs est portée par le renouvellement des générations et par la progression du niveau d'instruction, deux mouvements qui contribuent à dessiner des divisions sociales dont les frontières ne recoupent pas celles des conflits hérités de la révolution industrielle.

Fondamentalement, le modèle du changement social associe le recul du vote de classe aux transformations des structures économiques des sociétés occidentales depuis 1945 et aux mutations des systèmes de valeurs qu'elles engendrent. Bien que ces deux dimensions soient indissociablement liées dans la révolution post-industrielle, elles doivent être distinguées sur un plan analytique car elles n'impliquent pas les mêmes mécanismes quant au déclin du vote de classe : les mutations socio-économiques affaiblissent les polarisations de classe, alors que le changement de valeurs donne naissance à des oppositions culturelles qui concurrencent ces polarisations de classe. Cette distinction conduit d'ailleurs J. Van der Waal, P. Achterberg et D. Houtman à différencier le vote de classe, fondé sur des orientations économiques, et le vote culturel, basé sur des valeurs sociétales, et à contester le consensus grandissant autour d'une tendance au déclin du vote de classe dans le monde occidental depuis 1945 : le vote de classe serait simplement « enterré vivant » par la progression constante du vote culturel².

Le modèle des choix politiques

A l'instar du modèle du changement social, le modèle des choix politiques reconnaît que les mutations socio-économiques engendrées par la révolution post-industrielle jouent

-
- 1 R. Inglehart reprend ici à son compte le modèle de hiérarchisation des besoins humains proposé par A.H. Maslow dans les années 1940. Cette référence à la pyramide des besoins n'est présente que dans ses premiers écrits, notamment INGLEHART Ronald, « The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-Industrial Societies », *American Political Science Review*, 65 (4), 1971, p. 991. Elle disparaît par la suite, laissant place à une justification fondée sur la diminution de l'utilité marginale des aspirations égalitaristes et des préoccupations redistributives une fois atteint un certain niveau d'égalité. Sur ce point, INGLEHART Ronald, FLANAGAN Scott C., « Value Change in Industrial Societies », *American Political Science Review*, 81 (4), 1987, p. 1309.
 - 2 VAN DER WAAL Jeroen, ACHTERBERG Peter, HOUTMAN Dick, « Class Is Not Dead—It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956–1990) », *Politics & Society*, 35 (3), 2007. Pour pouvoir contraster le vote de classe du vote culturel, les trois auteurs confrontent l'impact du revenu et du niveau d'instruction sur le vote.

un rôle décisif dans les évolutions du vote de classe. Cependant, il n'associe pas directement changement social et recul du vote de classe, mais fait intervenir une variable intermédiaire : les partis politiques. Plutôt que de se focaliser sur la perte d'homogénéité des classes sociales, il se concentre sur les choix stratégiques des partis, et notamment sur leur réaction face aux changements de la composition du corps électoral dans les démocraties post-industrielles¹. En clair, l'agent du changement est politique plutôt que sociologique.

Ce modèle de changement repose sur l'idée que le vote de classe n'est pas le produit mécanique de l'existence de divisions de classe, mais la conséquence de leur politisation par les partis politiques. De la sorte, il ne conteste pas l'antériorité des structures économiques et sociales, mais postule que le déclin du vote de classe résulte d'une adaptation stratégique des partis au changement social, que cette adaptation touche à leur positionnement idéologique ou à leur pratique gouvernementale. Pour l'essentiel, il s'intéresse aux réponses qu'apportent les partis de gauche au déclin numérique de la classe ouvrière et à l'expansion des classes moyennes, dans la lignée des travaux précurseurs d'H. Kitschelt sur les transformations de la social-démocratie européenne². L'idée est simple : les changements démographiques qui ont affecté le corps électoral des démocraties occidentales ont progressivement poussé les partis de gauche issus du mouvement ouvrier à renoncer à défendre un programme économique exclusivement dédié à leur clientèle ouvrière pour se tourner vers les classes moyennes³. Or ce changement de positionnement des partis de gauche aboutit à une dépoliarisation entre les partis sur les enjeux économiques, dépoliarisation qui conduit au déclin du vote de classe⁴.

Pour autant, et à la différence du modèle du changement social, le modèle des choix politiques ne prédit pas nécessairement une tendance à la baisse du vote de classe. Tant que les partis se distinguent sur des enjeux économiques, le vote de classe ne doit pas chuter, et ce quelle que soit l'ampleur des mutations sociales ; en revanche, à partir du moment où les positions des partis convergent en matière économique, il doit reculer. De la sorte, ce modèle est compatible avec les travaux ayant dans un premier temps observé des fluctuations sans tendance du vote de classe : il n'implique pas de déclin continu de la relation entre classe et vote, et permet même de comprendre certaines évolutions erratiques de cette relation. Ainsi,

-
- 1 MAIR Peter, MÜLLER Wolfgang C., PLASSER Fritz, « Introduction: Electoral Challenges and Party Responses », in MAIR P., MÜLLER W.C., PLASSER F. (dir.), *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*, Londres, Sage, 2004.
 - 2 KITSCHOLT Herbert, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
 - 3 L'impossibilité d'un positionnement économique qui satisfasse à la fois la classe ouvrière et les classes moyennes constitue selon A. Przeworski et J. Sprague le grand « dilemme » de la social-démocratie : la radicalité sociale d'une stratégie ouvriériste peut effrayer les couches moyennes, tandis que la modération d'un positionnement interclassiste en matière de redistribution peut décevoir les ouvriers. PRZEWORSKI Adam, SPRAGUE John, *Paper Stones*, 1986, p. 60.
 - 4 L'argument a été initialement développé dans EVANS Geoffrey, « Class and Vote: Disrupting the Orthodoxy », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999, p. 328-330. Il a depuis été repris dans EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk, « Explaining Cleavage Strength: The Role of Party Positions », in EVANS G., DE GRAAF N.D. (dir.), *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*, Oxford University Press, à paraître.

il est logique que les chercheurs d'Oxford en soient aujourd'hui les principaux promoteurs : ce modèle permet d'expliquer la dynamique de déclin du vote de classe qu'ils observent en Grande-Bretagne à partir de la victoire du *New Labour* en 1997 sans remettre en question les conclusions auxquelles ils sont parvenus sur les périodes antérieures¹.

La dimension géographique du vote de classe

L'émergence progressive d'un consensus sur la thèse d'une tendance au recul du vote de classe au cours des dernières décennies dans le monde occidental ne signifie pas que tous les auteurs s'accordent sur les mécanismes, l'ampleur et les temporalités du phénomène. La compréhension des évolutions du vote de classe ne se limite donc pas à l'exploration et à la mise en évidence de dynamiques communes à l'ensemble des démocraties occidentales ; elle passe également par l'identification de dimensions spécifiques à chaque pays, dimensions qui permettent de rendre compte des variations entre les pays, mais aussi au sein de ces pays. Et une conclusion s'impose : il n'y a pas un processus universel de déclin du vote de classe, qui pourrait être saisi par un seul modèle explicatif.

Les spécificités nationales du vote de classe

La thèse d'une tendance au déclin du vote de classe dans l'ensemble des démocraties occidentales a longtemps souffert de la faiblesse de ses fondements empiriques. L'utilisation controversée de l'indice d'Alford est pour beaucoup dans cette situation, mais elle n'explique pas tout : la généralisation de la thèse d'un déclin à l'ensemble du monde occidental est tout aussi discutable. Après tout, la première observation comparative d'un recul de l'indice du vote de classe ne concerne que l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède². Et les actualisations successives qu'effectue R. Inglehart sur le graphique original de S.M. Lipset n'intègrent qu'un pays supplémentaire, la France³.

De la sorte, les travaux de P. Nieuwbeerta sur les évolutions du vote de classe dans le monde occidental depuis 1945 sont les premiers à tester de manière systématique la thèse du déclin. Leur bilan est sans appel : « *With respect to politics, social classes are certainly not dead yet, but the rumors of their imminent death are not all that exaggerated* »⁴. En dépit de niveaux de départ différents, les vingt pays examinés par P. Nieuwbeerta sont tous caractérisés par un

1 EVANS Geoffrey, TILLEY James, « How Parties Shape Class Politics: Explaining the Decline of the Class Basis of Party Support », *British Journal of Political Science*, 42 (1), 2012.

2 LIPSET Seymour M., *Political Man*, 1981, p. 503-505.

3 Pour la dernière actualisation, INGLEHART Ronald, *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 255.

4 NIEUWBEERTA Paul, « The Democratic Class Struggle in Postwar Societies. Traditional Class Voting in Twenty Countries », in CLARK T.N., LIPSET S.M. (dir.), *The Breakdown of Class Politics*, 2001, p. 132. Pour des resultants similaires, on peut aussi lire NIEUWBEERTA Paul, DE GRAAF Nan Dirk, « Traditional Class Voting in Twenty Postwar Societies », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999.

affaiblissement de la relation entre classe et vote, et ce quelle que soit la mesure utilisée. Peu importe que la variable de classe sociale soit dichotomisée ou pas, que l'indicateur statistique retenu soit fondé sur des écarts absolus ou sur des *odds ratios*, le lien entre classe sociale et vote perd partout en intensité entre 1945 et 1990. Plus précisément, si la variable de classe est dichotomisée, mesures d'écart absolu et mesures d'écart relatif du vote de classe aboutissent à la même conclusion d'un déclin linéaire de la relation entre classe sociale et vote entre 1945 et 1990. Et si elle n'est pas dichotomisée, mais opérationnalisée à partir des schémas élaborés par J.H. Goldthorpe, le constat est identique : l'évolution des indices *kappa* dans les pays pour lesquels P. Nieuwbeerta parvient à rassembler des données conduit également à observer un déclin du vote de classe, sauf en Autriche¹.

En montrant que les différentes mesures du vote de classe conduisent à des résultats convergents, les travaux de P. Nieuwbeerta jouent un rôle primordial dans l'émergence d'un consensus autour de la thèse d'une tendance au déclin de la relation entre classe et vote dans le monde occidental. De la sorte, s'il est incontestable que l'opérationnalisation des variables et les propriétés statistiques des mesures sont deux enjeux importants sur un plan théorique, il n'en va pas de même sur un plan empirique. Cependant, les travaux de P. Nieuwbeerta ne concernent que le niveau d'analyse individuel du vote de classe : quelle que soit la manière dont est opérationnalisée la variable de classe, il s'agit d'évaluer son poids dans l'orientation du vote des électeurs. Mais ces premières observations sur les évolutions de l'impact général de la classe dans le vote sont complétées par un travail postérieur, mené conjointement avec C. Brooks et J. Manza, sur les transformations des alignements de classe dans six grands pays entre 1965 et 2000 (Allemagne, Australie, Autriche, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas). Et ici, où les mutations des coalitions entre classes sociales et partis politiques sont au centre de l'attention, le tableau est différent. Un phénomène se dégage, le désalignement électoral des ouvriers non qualifiés : plus favorables aux partis de gauche au début de la période que les autres classes sociales, ils perdent progressivement leur originalité sur les trois décennies étudiées, au point de ne plus se distinguer de la moyenne de l'électorat en fin de période².

Pour autant, la stratégie de recherche développée par P. Nieuwbeerta, qui repose sur l'utilisation extensive de grandes bases de données internationales³ et la comparaison d'un nombre important de pays, ne fait pas consensus. Elle est notamment critiquée par G. Evans

1 NIEUWBEERTA Paul, « The Democratic Class Struggle in Postwar Societies », *Acta Sociologica*, 1996, p. 356-365. Les conclusions de P. Nieuwbeerta sur la base du schéma EGP ne portent que sur 16 pays ; parmi ceux-ci, seulement 7 comptent plus de cinq points d'observation.

2 BROOKS Clem, NIEUWBEERTA Paul, MANZA Jeff, « Cleavage-Based Voting Behavior in Cross-National Perspective: Evidence from Six Postwar Societies », *Social Science Research*, 35 (1), 2006, notamment p. 107-109. Seule l'Autriche fait exception à cette dynamique, avec le maintien d'un alignement électoral des ouvriers non qualifiés sur les partis de gauche. L'Australie, de son côté, se distingue par l'absence de toute originalité du vote des ouvriers non qualifiés depuis 1979.

3 Les premiers travaux de P. Nieuwbeerta sont fondés sur l'*International Social Mobility and Politics File* (ISMP), qui rassemble 113 enquêtes par sondage dans 16 pays. L'article qu'il cosigne avec C. Brooks et J. Manza mobilise pour sa part une nouvelle base de données, l'*International Social Cleavages and Politics File* (ISCP), qui rassemble 112 enquêtes par sondage dans six pays.

car elle ne prend pas en compte les spécificités de l'offre électorale de chaque pays et semble peu compatible avec une analyse approfondie des différences de timing dans le changement de positionnement des partis. « *We must conclude that when vote is standardized, it undermines the benefit of comparative analysis because it obscures important aspects of political choice and their relation to social class positions that vary cross-nationally. Given our current low levels of knowledge about the comparability of national political contexts, this indicates that intensive national case studies sharing a sufficient frame of reference for the observation of common patterns provide the most reliable, if complex, basis for inference and theory building* »¹. L'argument a d'autant plus de force que le niveau du vote de classe est soumis à de fortes variations au sein de chaque pays.

La mise en contexte du vote de classe

La dimension géographique du vote de classe est le plus souvent réduite à un enjeu de comparaison internationale. Pourtant, les variations régionales du vote de classe n'en sont pas moins importantes. Elles figurent d'ailleurs au cœur des premiers travaux de R.R. Alford sur le cas des Etats-Unis : à la suite des chercheurs du Michigan², R.R. Alford observe que le *Deep South* se distingue par des niveaux de vote de classe très inférieurs au reste du pays, un phénomène qu'il associe au retard de l'urbanisation et de l'industrialisation, mais surtout à la concurrence des divisions ethniques³. Cette question des variations régionales du vote de classe se pose également en Angleterre : la période de prospérité que traverse le pays jusqu'à la fin des années 1960 se traduit par une poussée des conservateurs dans les milieux ouvriers du Sud et des Midlands, tandis que les milieux ouvriers traditionnels du Nord restent fidèles aux travaillistes⁴. Et au final, en Grande-Bretagne, les logiques contextuelles du vote de classe sont aussi documentées que les évolutions de l'influence de la classe sur le choix électoral au niveau individuel⁵. Il est vrai que l'enjeu est de taille : parallèlement aux premières analyses d'un affaiblissement du poids de la classe sociale dans l'orientation du vote des électeurs, les géographes britanniques mettent en évidence une influence grandissante de la composition sociale des circonscriptions dans la structuration des rapports de force électoraux.

Ce paradoxe géographique des évolutions du vote de classe en Grande-Bretagne est à l'origine de nombreux travaux sur les effets de contexte dans la relation entre classe et vote. Dans un article pionnier, W.L. Miller identifie quatre effets principaux de l'environnement

-
- 1 EVANS Geoffrey, « Class and Vote: Disrupting the Orthodoxy », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999, p. 332. Cette préférence pour les cas d'étude nationaux est confirmée dans EVANS Geoffrey, « Models, Measures and Mechanisms: An Agenda for Progress in Cleavage Research », *West European Politics*, 33 (3), 2010, p. 644.
 - 2 CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, 1960, p. 367-368.
 - 3 ALFORD Robert R., « The Role of Social Class in American Voting Behavior », *Western Political Quarterly*, 1963, p. 187-190.
 - 4 CREWE Ivor, « The Politics of 'Affluent' and 'Traditional' Workers in Britain: An Aggregate Data Analysis », *British Journal of Political Science*, 3 (1), 1973.
 - 5 FRANKLIN Mark N., *The Decline of Class Voting in Britain*, 1985, p. 120-125.

social des électeurs sur leur choix électoral¹ : l'absence d'effets, lorsque la composition sociale de l'environnement proche des électeurs n'a pas d'effet sur leurs préférences ; l'effet réactif, lorsque les électeurs votent plus volontiers en faveur du parti naturel de leur classe dans un environnement qui les contraint au contact avec l'autre classe ; l'effet consensuel, lorsque les électeurs votent plus volontiers en faveur du parti naturel des électeurs avec lesquels ils sont en contact, quelle que soit leur propre classe ; l'effet Przeworski/Soares, lorsque les électeurs des classes moyennes ont un comportement réactif vis-à-vis de leur environnement social, tandis que les électeurs de la classe ouvrière ont un comportement consensuel. Et sur la base des *British Election Studies*, il montre que l'effet consensuel est massif en Grande-Bretagne entre 1964 et 1974 : les électeurs ont tendance à adopter les préférences politiques majoritaires dans leur voisinage. Cette conclusion est confirmée et renforcée par I. MacAllister et ses collègues, deux décennies plus tard². Grâce à des données de recensement, ils identifient la composition sociale de l'environnement le plus proche de chaque électeur, sans se limiter au niveau de la circonscription³. Plus précisément, ils reconstruisent des voisinages de 500, 1.000, 2.500, 5.000 et 10.000 personnes, afin de vérifier que ce sont bien les interactions avec les voisins les plus directs qui comptent. Leurs résultats valident la conclusion de W.L. Miller : en associant ces données de voisinage aux résultats de l'enquête électorale de 1997, ils confirment l'existence d'un effet consensuel de l'environnement social sur l'orientation du vote des électeurs, mais surtout montrent que cet effet est d'autant plus fort que le voisinage considéré est proche.

Depuis une décennie, les recherches sur les logiques contextuelles du vote de classe connaissent un profond renouvellement. La rupture n'est pas d'ordre théorique : les quatre hypothèses posées par W.L. Miller sont plus que jamais d'actualité. En revanche, d'un point de vue méthodologique, les changements sont importants : grâce à l'utilisation des modèles multiniveaux développés en sociologie de l'éducation, il est désormais possible de respecter la structure hiérarchique des variables individuelles et des variables contextuelles, et donc de gagner en précision dans la mesure de leur effet respectif sur l'orientation du comportement électoral. Sous l'impulsion d'A. Heath, c'est en Grande-Bretagne qu'une telle modélisation a pour la première fois été employée pour comprendre les évolutions du vote de classe⁴. Ses apports sont incontestables : elle permet de confirmer l'affaiblissement du pouvoir explicatif

1 MILLER William L., « Social Class and Party Choice in England: A New Analysis », *British Journal of Political Science*, 8 (3), 1978, p. 266.

2 MACALLISTER Iain, JOHNSTON Ron J., PATTIE Charles J., TUNSTALL Helena, DORLING Danny F., ROSSITER David, « Class Dealignment and the Neighbourhood Effect: Miller Revisited », *British Journal of Political Science*, 31 (1), 2001.

3 Concrètement, ils distinguent cinq types d'environnements sociaux, du plus favorisé ou moins favorisé, à partir d'une analyse factorielle sur 10 variables du recensement de 1991 (pourcentage de foyers sans voiture, pourcentage de foyers avec plus de deux voitures, pourcentage de foyers monoparentaux, etc.). De son côté, W.L. Miller n'utilisait qu'une seule variable pour caractériser les circonscriptions : le pourcentage de patrons et de *managers* dans la population active.

4 HEATH Anthony, YANG Min, GOLDSTEIN Harvey, « Multilevel Analysis of the Changing Relationship Between Class and Party in Britain 1964–1992 », *Quality & Quantity*, 30 (4), 1996.

de la variable de classe au niveau individuel et de mettre en évidence la persistance de son effet au niveau contextuel des circonscriptions sur la période 1964-1997¹.

A l'issue de ce passage en revue des débats sur les évolutions du vote de classe, trois remarques s'imposent. (1) Les controverses sur l'observation d'un déclin du vote de classe au sein du monde occidental relèvent avant de questions de méthode : bien que les travaux de P. Nieuwbeerta montrent que les différentes mesures du vote de classe conduisent toutes à la conclusion d'un relâchement des liens entre classe et vote dans les démocraties occidentales depuis 1945, l'opérationnalisation des variables et les méthodes statistiques sont au cœur de toutes les discussions et de toutes les polémiques. (2) Les débats sur l'opérationnalisation des variables ont paradoxalement des implications qui dépassent tous ces enjeux de méthode : ils permettent incidemment de distinguer très nettement les deux niveaux d'analyse du vote de classe. Lorsque la classe sociale et le vote sont dichotomisés, la question du pouvoir explicatif de la classe sur le vote et la question de l'originalité du vote des ouvriers sont nécessairement confondues empiriquement car elles supposent des mesures statistiquement équivalentes. En revanche, lorsque la classe et le vote sont opérationnalisés de manière plus détaillée, les deux questions peuvent être différenciées car elles impliquent un indicateur statistique spécifique. (3) Si la variable de classe n'est pas dichotomisée, la perte d'originalité du vote d'une classe sociale ne signifie pas que l'impact général de la classe sur l'orientation du vote des électeurs recule : un désalignement électoral peut être compensé par le réalignment électoral d'une autre classe sociale, voire par le renforcement de certains alignements existants.

De la sorte, si les questions de méthode jouent un rôle central dans le développement de la littérature sur le vote de classe, la sophistication des instruments statistiques et le refus de la simplification des variables ne constituent pas des ruptures en soi, contrairement à ce que laisse penser le découpage en trois générations établi par P. Nieuwbeerta². Au contraire, ces questions de méthode ne sont décisives qu'en ce qu'elles mettent clairement en évidence la coexistence de deux niveaux d'analyse du vote de classe, le premier centré sur l'électeur et les bases sociales du vote, le second sur les groupes sociaux et les coalitions électorales entre classes sociales et partis politiques. En filigrane, elles révèlent alors le tournant qu'ont pris les recherches sur le déclin du vote de classe dans la seconde moitié des années 1990 : jusque là focalisées sur le recul du pouvoir explicatif de la classe sociale sur le vote des électeurs, elles se sont progressivement tournées vers la question des mutations des alignements électoraux des classes sociales, dans la lignée des travaux de J. Manza et C. Brooks sur les Etats-Unis³.

1 ANDERSEN Robert, HEATH Anthony, « Class Matters: The Persisting Effects of Contextual Social Class on Individual Voting in Britain, 1964-97 », *European Sociological Review*, 18 (2), 2002.

2 NIEUWBEERTA Paul, *The Democratic Class Struggle in Twenty Countries, 1945-1990*, 1995.

3 MANZA Jeff, BROOKS Clem, *Social Cleavages and Political Change*, 1999.

2.3. Les définitions du vote de classe

Parce qu'il peut aussi bien être utilisé pour décrypter la décision de vote d'un électeur que pour comprendre l'alignement électoral d'une classe sociale, le concept de vote de classe est fondamentalement un concept ambigu. Cependant, les incertitudes ne se limitent pas à la coexistence de ces deux niveaux d'analyse : au cours des trois dernières décennies, les débats empiriques ont été accompagnés de nombreuses propositions de clarifications conceptuelles, qui ont ajouté une certaine confusion à cette ambivalence originelle. Les nombreux adjectifs désormais accolés au terme « vote de classe » en témoignent : vote de classe absolu (*absolute class voting*), vote de classe relatif (*relative class voting*), vote de classe traditionnel (*traditional class voting*), vote de classe total (*total class voting*), vote de classe général (*general class voting*), vote de classe global (*overall class voting*), etc.

De la sorte, le concept de vote de classe n'a pas une acception unique et consensuelle, mais plusieurs définitions concurrentes. Afin de le rendre pleinement opératoire, notamment dans l'analyse des mutations du vote des ouvriers, il est nécessaire de préciser ces définitions et de revenir sur leurs différentes implications. Pour ce faire, le concept de vote de classe doit être inscrit dans le débat général sur les transformations des classes sociales dans les sociétés contemporaines, et articulé aux grandes problématiques des études électorales.

2.3.1. Vote de classe et classes sociales

L'opérationnalisation de la classe sociale est un enjeu primordial dans les travaux sur le vote de classe. De prime abord, l'essentiel de la discussion porte sur le nombre de classes à considérer, l'opposition traditionnelle entre travailleurs manuels et travailleurs non manuels ne faisant plus consensus à partir des années 1980. La distinction conceptuelle entre « vote de classe traditionnel » et « vote de classe total », introduite par J. Manza, M. Hout et C. Brooks, renvoie d'ailleurs en partie à la manière d'opérationnaliser la classe sociale : une dichotomie pour le « vote de classe traditionnel », un schéma détaillé pour le « vote de classe total ».

Pour autant, les problèmes soulevés par la variable de classe ne se réduisent pas à la question pratique du nombre de classes à envisager : le choix d'un schéma de classe engage, de manière plus générale, une théorie des classes sociales. De ce point de vue, la mesure de la classe ne peut suffire pour distinguer les diverses définitions du vote de classe : la conception générale des classes sociales qu'elles mettent en jeu est tout aussi importante.

Vote de classe et conceptions des classes sociales

Le concept de vote de classe est, par définition, lié au concept de classe sociale : sans l'existence de classes sociales, il ne saurait être question de vote de classe. La remarque peut paraître de bon sens, mais elle n'est pas inutile : elle rappelle que le concept de vote de classe

doit être réservé aux phénomènes électoraux résultant de divisions de classe, sous peine de perdre toute portée analytique. Il n'en reste pas moins qu'elle signale de nouveaux écueils, le concept de classes sociales étant lui-même entouré de nombreuses incertitudes : la première concerne sa définition, la seconde sa pertinence face aux profondes mutations économiques et sociales résultant de la révolution post-industrielle.

Inégalités, classes sociales et vote de classe

A l'image du concept de vote de classe, dont on peut distinguer un usage politique et un usage scientifique, le concept de classe sociale renvoie, dans le contexte français, à la fois à une catégorie d'action politique et à une représentation sociologique. Une telle ambivalence n'est pas sans poser des problèmes de définition, de compréhension et parfois de traduction : bien que l'expression « classe sociale » existe virtuellement dans toutes les langues, elle n'est pas toujours aussi chargée symboliquement. D'un point de vue sociologique, il n'en reste pas moins que les différentes conceptions des classes sociales s'appuient sur des caractéristiques communes : quelles que soient les dynamiques sociales qu'elles mettent en avant, les classes sont des constructions savantes qui visent à comprendre les inégalités qui traversent chaque société, et à repérer les individus dans le système de positions sociales qui en résulte.

Pour autant, les classes ne sont pas la seule manière de représenter les inégalités ; les couches sociales ou les styles de vie décrivent également de manière abstraite l'existence de positions inégales dans une société. Les classes sociales se distinguent toutefois de ces autres représentations des inégalités par une conception hiérarchique et discontinue de la structure sociale. Elles supposent des groupes distincts aux frontières étanches, frontières qui peuvent d'ailleurs se transformer en fractures lorsque les oppositions sociales sont exacerbées. Et elles impliquent une hiérarchisation entre ces différents groupes, selon leur capacité respective à accéder à des ressources rares et socialement valorisées.

Classiquement, on oppose une conception marxiste et une conception wébérienne des classes sociales. Dans la tradition marxiste, les classes sociales se définissent par une position objective dans le système économique, qui résulte de leur rapport aux moyens de production (la « classe en soi »), et par une conscience de constituer un collectif, qui conduit à agir selon un intérêt commun (la « classe pour soi »). Les classes sociales ne peuvent donc être réduites aux individus qui les composent : elles forment un tout, qui existe au-delà de chacun de leurs membres. Dans la tradition wébérienne, en revanche, les classes sociales désignent d'abord des groupes d'individus partageant une situation similaire sur le marché du travail, situation qui ne suppose pas une action commune mais se manifeste par les mêmes « chances de vie » (*Lebenschancen*). Cette définition est, de toute évidence, moins exigeante : elle n'emporte rien de plus que la somme des individus partageant une condition de classe analogue. Quoi qu'il en soit, les deux approches ne doivent pas être opposées frontalement : elles s'accordent sur la nécessaire conjonction d'un élément objectif (une position hiérarchiquement située dans le système productif) et d'un élément subjectif (une identité commune) pour définir une classe.

De la sorte, les classes sociales ne doivent pas être confondues avec des strates ou des statuts sociaux : elles supposent un nombre limité de groupes organisés selon un schéma de dépendance et s'opposent donc aux représentations du social sous forme de continuum¹. Ce point est capital et souligne une ambiguïté importante de la littérature américaine sur le vote de classe, qui opérationnalise généralement la « classe » à partir du revenu². Evidemment, la question ne se pose pas exactement dans les mêmes termes si le revenu est conservé sous sa forme continue ou transformé en variable ordinale. Mais le problème de fond demeure : une classe sociale ne peut en toute rigueur être définie à partir du seul revenu, dans la mesure où celui-ci renvoie à une conception gradualiste de la structure sociale.

Ces clarifications sont particulièrement utiles pour comprendre les controverses sur la mesure du vote de classe. D'emblée, elles lèvent une incertitude quant à la nature de l'indice de polarisation sociale (« *status polarization* ») utilisé par A. Campbell et ses associés dans *The American Voter* : en dépit d'un renvoi explicite au statut social plutôt qu'à la classe, cet indice constitue bien une mesure du lien entre classe et vote puisqu'il définit les groupes sociaux en fonction de leur position hiérarchique dans le système économique³. Mais là n'est pas le plus important : la confrontation des différentes mesures du vote de classe à la représentation de la structure sociale qu'elles mettent en jeu révèle d'abord la perte d'influence progressive de la conception marxiste des classes sociales et la généralisation d'une conception wébérienne⁴, mouvement dont témoigne l'abandon des schémas de classes basés sur une opposition entre les ouvriers et les non ouvriers. Or cette observation éclaire d'un nouveau jour les critiques adressées à l'indice d'Alford quant à l'opérationnalisation de la variable de classe : la remise

-
- 1 La distinction entre schémas de dépendance et schémas de gradation est présentée et discutée dans LEMEL Yannick, *Les classes sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p. 6-9.
 - 2 Cette tension est déjà sensible dans les premiers travaux de S.M. Lipset sur la question : en dépit d'une conception marxiste de la compétition politique, celui-ci analyse le vote de classe comme une opposition entre groupes de revenu. L'assimilation de la classe au revenu est toujours aussi courante aujourd'hui : discutant l'analyse du basculement de l'Etat industriel du Kansas vers le Parti républicain proposée par l'éditorialiste T. Frank dans *What's the Matter with Kansas?* (2004), L.M. Bartels définit spontanément la classe sociale à partir du niveau de revenu, ce qui lui vaut une critique acerbe de T. Frank, qui prétend raisonner en termes de niveau d'instruction. Sur ce débat, on peut lire BARTELS Larry M., « What's the Matter with *What the Matter with Kansas?* », *Quarterly Journal of Political Science*, 1 (2), 2006. Et FRANK Thomas, *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Henry Holt & Company, 2004.
 - 3 CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip E., MILLER Warren E., STOKES Donald E., *The American Voter*, 1960, p. 344. Ce qui confirme, au passage, sa proximité avec l'indice d'Alford : les deux mesures sont statistiquement équivalentes et fondées sur la même lecture de la structure sociale. Pour une discussion et une actualisation du concept de *status polarization*, on peut se reporter à LEWIS-BECK Michael S., JACOBY William G., NORPOTH Helmut, WEISBERG Herbert F., *The American Voter Revisited*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2008, p. 337-338.
 - 4 Une tension entre la conception marxiste et la conception wébérienne des classes sociales est déjà sensible dans les premiers travaux de R.R. Alford : bien que ce dernier se réclame explicitement d'un héritage wébérien (sur ce point, on peut lire ALFORD Robert R., « A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting », *Public Opinion Quarterly*, 1962, p. 420-421), ses travaux portent essentiellement sur le vote de la classe ouvrière.

en cause de la dichotomisation des classes sociales renvoie certes à la volonté de ne pas trop simplifier la diversité des positions sociales, mais elle tient également au rejet d'un primat de l'antagonisme entre la classe ouvrière détentrice de sa seule force de travail et la bourgeoisie propriétaire des moyens de production dans la dynamique des sociétés industrialisées.

Transformation des classes sociales et vote de classe

Au-delà de ces questions de définition, qui renvoient fondamentalement à la manière de concevoir et de représenter les inégalités, le lien logique qui unit vote de classe et classes sociales interroge plus généralement l'utilité du concept de vote de classe. Depuis les années 1950, les profonds changements qui ont affecté la structure sociale des grandes démocraties occidentales ont poussé plus d'un sociologue à annoncer la « mort des classes sociales »¹, et donc à dénier, au moins indirectement, toute portée analytique au concept de vote de classe. L'enjeu est d'autant plus important que parallèlement, sans remettre en cause la pertinence des analyses en termes de classes², les travaux consacrés à la « nouvelle classe ouvrière » ou aux « nouvelles classes moyennes » ont également contribué à affaiblir la capacité du concept à éclairer le vote des électeurs en brouillant les schémas de classes qu'il peut mettre en jeu.

Paradoxalement, les débats sur la « fin des classes sociales » s'intéressent relativement peu aux phénomènes politiques. En fait, cette situation n'a rien de surprenant : la critique des approches en termes de classes s'est assez longtemps résumée à une position de principe face à l'hégémonie du paradigme marxiste dans l'analyse des faits sociaux. Et même si depuis les années 1980, des preuves empiriques viennent systématiquement appuyer les considérations théoriques, la remise en cause de toute capacité des classes sociales à rendre compte du réel passe essentiellement par des exemples touchant à la mobilité sociale, à la famille ou encore aux loisirs. Pour autant, le débat sur la « mort des classes sociales » permet indirectement de revenir sur une dimension cruciale du concept de vote de classe : il s'inscrit dans un système conceptuel. Parce qu'il est indissociablement lié au clivage de classe et aux classes sociales, le vote de classe désigne nécessairement un phénomène structurel, fondé sur des oppositions d'ordre économique. Ce qui n'est pas sans conséquences : en toute rigueur, il ne peut pas être utilisé pour décrire le vote de n'importe quel groupe socioprofessionnel.

Les travaux sur la transformation des classes sociales soulèvent des enjeux différents, mais pas moins importants : s'ils ne remettent pas en cause le recours au concept de vote de classe, puisqu'ils ne concluent pas à la disparition des classes, ils posent de manière régulière la question de sa mesure, et plus particulièrement celle de l'opérationnalisation de la variable de classe. Historiquement, les débats sur la mutation des classes sociales se sont cristallisés

1 Bien avant T.N. Clark et S.M. Lipset au début des années 1990, R.A. Nisbet est le premier à avoir annoncé la perte de pertinence des classes sociales dans l'analyse des phénomènes inégalitaires. NISBET Robert A., « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, 2 (1), 1959.

2 Pour un tour d'horizon complet des différentes positions sur l'utilité et l'avenir des analyses en termes de classes sociales, on peut lire LEE David J., TURNER Bryan S. (dir.), *Conflicts about Class: Debating Inequality in Late Industrialism*, Londres, Longman, 1996.

en France, dès les années 1960, autour de l'émergence d'une « nouvelle classe ouvrière » plus individualisée et moins consciente d'elle-même¹. Mais c'est avec l'expansion des « nouvelles classes moyennes » dans les années 1970 que le concept de vote de classe tel qu'il a été conçu par R.R. Alford est confronté à ses premières limites, tant dans sa dimension théorique que dans sa dimension empirique : par leur position intermédiaire (sinon indéterminée) dans le processus de production, ces « nouvelles classes moyennes » brouillent l'opposition de classe traditionnelle entre ouvriers et bourgeois² ; et par leur diversité, elles contribuent à renforcer l'hétérogénéité de la catégorie des travailleurs non manuels, alors que celle-ci est un élément central dans le calcul de l'indice d'Alford. Au final, ce double constat débouche sur le rejet de toute dichotomisation de la structure sociale pour opérationnaliser la variable de classe, une position qui fait aujourd'hui consensus dans la littérature. Toutefois, cela ne signifie pas que tous les problèmes soient réglés : depuis que la spécificité des classes moyennes est reconnue, la question de leur homogénéité est posée. Car contrairement au mythe d'un groupe central uni, les nouvelles classes moyennes salariées qui se développent dans l'ensemble des sociétés occidentales au cours des années 1970 sont traversées par un puissant conflit économique et culturel entre les « *socio-cultural professionals* », porteurs des aspirations de la gauche post-matérialiste, et les « *managers* », séduits par la droite libérale³.

Vote de classe et mesure de la classe sociale

L'opérationnalisation de la classe sociale est un enjeu central dans la littérature sur le vote de classe. De prime abord, la diversité des mesures utilisées peut d'ailleurs surprendre. En fait, elle témoigne simplement du caractère fondamentalement composite de la variable : bien qu'elle soit régulièrement considérée comme une donnée sociodémographique, la classe sociale se situe au carrefour de l'économique, du social et du culturel. Or, sur cette base, elle ne peut être appréhendée aussi directement que l'âge, le genre ou la nationalité : en toute rigueur, un seul critère ne peut pas suffire pour la mesurer.

Traditionnellement, la classe sociale est définie à partir de la profession en Europe et du niveau de revenu aux Etats-Unis. Compte tenu de leur ambition comparative, les travaux sur le vote de classe utilisent le plus souvent des mesures standardisées. Longtemps, ce fut la

-
- 1 Les deux ouvrages classiques sur ce thème sont MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963 ; et TOURAINE Alain, *La conscience ouvrière*, Paris, Seuil, 1966.
 - 2 La catégorie des « professions intermédiaires », dont le nom est particulièrement évocateur de la place qu'elles occupent dans le système économique, est emblématique de ces classes moyennes en expansion. Pour une synthèse des débats français sur ces « nouvelles classes moyennes », on peut se reporter à LAVAU Georges, GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983.
 - 3 KRIESI Hanspeter, « The Transformation of Cleavage Politics: The 1997 Stein Rokkan Lecture », *European Journal of Political Research*, 33 (2), 1998. Sur cette division au sein des classes moyennes on peut aussi lire GÜVELI Ayse, NEED Ariana, DE GRAAF Nan Dirk « The Rise of 'New' Social Classes within the Service Class in the Netherlands: Political Orientation of Social and Cultural Specialists and Technocrats between 1970 and 2003 », *Acta Sociologica*, 50 (2), 2007.

principale force de la dichotomie entre travailleurs manuels et travailleurs non manuels : par sa simplicité, elle pouvait être utilisée dans tous les pays industrialisés. Depuis, des modèles plus complexes ont été proposés et un nouveau standard s'est imposé, le schéma « EGP », du nom de ses trois promoteurs originels : R. Erikson, J.H. Goldthorpe et L. Portocarero¹.

Classe objective, classe subjective et profession

Par-delà les différentes traditions théoriques, l'opérationnalisation des classes sociales est généralement basée sur une dissociation entre leur dimension objective et leur dimension subjective. D'un point de vue conceptuel, cette séparation ne fait pas sens : les classes sociales sont des phénomènes de groupe associés à une place spécifique au sein du système productif et à des formes d'identification. Toutefois, d'un point de vue empirique, elle apparaît comme un impératif analytique : dans l'histoire des sociétés industrialisées, ces deux dimensions ont rarement été en conjonction².

Les problèmes de mesure n'en sont pas pour autant résolus. L'opérationnalisation de la classe objective concentre l'essentiel des discussions : contrairement à la classe subjective, qui peut être réduite à un sentiment d'appartenance, la classe objective met en jeu plusieurs caractéristiques sociales dont l'articulation est incertaine. De manière générale, trois éléments doivent être combinés pour rendre compte de la dimension culturelle, économique et sociale des classes : le niveau d'instruction, le revenu et la profession. Des éléments supplémentaires peuvent également leur être associés, notamment la nature du contrat de travail et le secteur d'activité. Cependant, cette architecture de principe se heurte assez souvent à la qualité des données mobilisées, notamment à la disponibilité des variables, de sorte que la classe sociale objective est fréquemment approximée à partir d'un seul critère : la préférence va au revenu aux Etats-Unis, à la profession en Europe.

Pour un travail sur le vote des ouvriers, une focalisation sur la profession ne pose pas de problème *a priori* ; après tout, les ouvriers se caractérisent d'abord par leur métier manuel. Il n'en reste pas moins que le primat de la profession sur le revenu et sur l'instruction repose sur de très solides arguments théoriques. D'une part, le travail est un lieu primordial dans la construction de l'identité sociale des individus, l'instance de socialisation au sein de laquelle ils passent le plus de temps dans leur vie. D'autre part, la profession peut être conçue comme l'interface entre niveau d'instruction et niveau de revenu, et donc comme une synthèse de la condition de classe. Pour autant, il ne saurait être question de réduire les classes sociales à la profession, même si l'amalgame est parfois tentant. Les classes sociales ont trois dimensions

-
- 1 ERIKSON Robert, GOLDTHORPE John H., PORTOCARERO Lucienne, « Intergenerational Class Mobility in three Western European Societies: England, France and Sweden », *British Journal of Sociology*, 30 (4), 1979. Le schéma original a été révisé et actualisé à plusieurs reprises. Sa version la plus courante est présentée dans ERIKSON Robert, GOLDTHORPE John H., *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon, 1992. Ses appellations peuvent différer selon qu'il est fait référence au seul nom de J.H. Goldthorpe ou aux trois noms, mais il s'agit toujours du même schéma de classes.
 - 2 CHAUVEL Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006, p. 31.

constitutives, qui ne doivent pas être opposées. En revanche, selon la question de recherche, il peut être utile de les mettre en compétition, afin de déterminer quelle dimension prime¹.

En France comme en Allemagne, des mesures spécifiques centrées sur l'appartenance à la classe ouvrière ont également été développées. Dans les deux cas, elles ne se limitent pas au fait d'être ou non ouvrier, mais reposent sur l'idée qu'on peut être plus ou moins ouvrier. En France, G. Michelat et M. Simon ont ainsi proposé un indicateur d'intégration objective à la classe ouvrière combinant la catégorie socioprofessionnelle de l'individu et de celle de son père² ; en Allemagne, une mesure similaire a été forgée à partir de la profession de l'individu et de son appartenance ou non à un syndicat. Or, dans les deux pays, l'existence d'un vote de classe a longtemps été documentée à l'aide de ces variables, contribuant à entretenir le doute sur les contours exacts du concept de vote de classe. De ce point de vue, la généralisation de l'usage du schéma de classes « EGP » a permis certaines clarifications.

Le *class-schema* de J.H. Goldthorpe et ses prolongements

Initialement, le schéma de classes développé par J.H. Goldthorpe s'inscrivait dans un programme de recherche sur la mobilité sociale dans les sociétés industrielles. Toutefois, il a rapidement trouvé de l'écho dans d'autres champs de la sociologie, ainsi que dans la science politique, au point qu'il s'est imposé comme le modèle de référence pour opérationnaliser les classes sociales. Son succès doit beaucoup à son adoption par A. Heath, R. Jowell et J. Curtice dans les débats sur le déclin du vote de classe en Grande-Bretagne³, puis à son utilisation par M. Hout et ses associés aux Etats-Unis⁴. Dans la littérature sur le vote de classe, comme dans l'ensemble des travaux de science politique, les innovations franchissant l'Atlantique dans ce sens sont plutôt rares ; elles méritent d'être soulignées.

Quelle que soit sa forme définitive, et notamment le nombre de classes qu'il identifie, le *class-schema* promu par J.H. Goldthorpe est structuré par la question des relations d'emploi (« *employment relationship* ») : chaque classe sociale est caractérisée par la nature des relations

-
- 1 Cette posture renvoie directement aux travaux rappelant la nécessité de mieux apprécier l'effet propre du niveau d'instruction sur les attitudes et comportements politiques. HOUTMAN Dick, « Class, Culture and Conservatism. Reassessing Education as a Variable in Political Sociology », in CLARK T.N., LIPSET S.M. (dir.), *The Breakdown of Class Politics*, 2001. Et HOUTMAN Dick, *Class and Politics in Contemporary Social Science: 'Marxism Lite' and its Blind Spot for Culture*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2003.
 - 2 MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, 1977. De fait, le nombre d'attributs ouvriers varie entre 0 et 2. L'indicateur peut toutefois être complexifié en ajoutant la catégorie socioprofessionnelle du conjoint et celle de la mère.
 - 3 Dans les années 1990, J.H. Goldthorpe a d'ailleurs pris part à ce débat aux côtés de ses collègues de *Nuffield College*. GOLDTHORPE John H., « Class and Politics in Advanced Industrial Societies », in LEE D.J., TURNER B.S. (dir.), *Conflicts about Class*, 1996. GOLDTHORPE John H., « Modelling the Pattern of Class Voting in British Elections », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999.
 - 4 D'ailleurs, les chercheurs de Berkeley proposent d'emblée une adaptation du schéma classique en distinguant les *managers* et les *professionals*. HOUT Michael, BROOKS Clem, MANZA Jeff, « The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992 », *American Sociological Review*, 1995.

de travail qu'elle met en jeu. Deux distinctions constituent le cœur de l'architecture générale du schéma. La première oppose classiquement les salariés, les employeurs et les travailleurs indépendants ; la seconde divise le salariat entre la classe ouvrière, dont la relation d'emploi est fondée sur la rémunération d'une tâche précise effectuée sous le contrôle de l'employeur (*labor contract*) et la *service class*¹, dont la relation d'emploi repose sur un échange plus diffus, inscrit sur le long terme et impliquant un haut degré de confiance de la part de l'employeur (*service contract*), des types intermédiaires associant les caractéristiques de ces deux pôles. Sur cette base, le schéma peut évidemment être sophistiqué, par l'introduction d'une dimension sectorielle (notamment pour le secteur primaire), par la distinction des travailleurs manuels et des travailleurs non manuels, ou encore par la prise en compte du niveau de qualification. Mais dans tous les cas, les fondements théoriques du schéma restent les mêmes : c'est bien la nature des relations d'emploi d'un individu qui est constitutive de sa position de classe.

De la sorte, ce schéma de classes ne repose pas sur la même logique de départ que les nomenclatures socioprofessionnelles établies par les institutions publiques : en raison de son ancrage théorique, il peut prétendre à une capacité explicative dont sont de fait dépourvues des classifications à visée purement descriptive. Pour autant, d'un point de vue français, sa proximité avec les catégories socioprofessionnelles identifiées par l'INSEE est frappante. La version classique du schéma « EGP » retient sept classes sociales : *higher service class* (I), *lower service class* (II), employés (III), indépendants (IV), techniciens et contremaîtres (V), ouvriers qualifiés (VI), ouvriers non-qualifiés (VII). Le bas de la structure sociale est affiné, le sommet est simplifié, mais au final, les frontières de ces classes ne sont pas très éloignées de celles des groupes construits par la statistique nationale française².

Ce schéma de classes n'en est pas moins daté. Certes, il permet d'éclater le groupe des salariés non ouvriers en tenant compte de leur autonomie au travail et de leur expertise, mais il reste fondamentalement attaché au mode de fonctionnement des sociétés industrielles dans les années 1970. Or la tertiarisation des économies, la féminisation des emplois et l'élévation du niveau de formation ont changé la donne. Constatant que le schéma de classes développé par J.H. Goldthorpe ne parvient plus à rendre justice à l'hétérogénéité croissante du marché du travail, de nouvelles classifications ont émergé dans les années 2000³. Le débat a d'abord

1 Le terme, qui n'a pas d'équivalent direct en français, désigne les professions d'administration et de management. Il renvoie globalement aux « nouvelles classes moyennes salariées ».

2 La principale différence tient à l'identification d'un groupe spécifique formé par les techniciens et les contremaîtres. Bien qu'elle puisse être importante, la distinction entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés est généralement ignorée dans la littérature sur le vote de classe. Pour le reste, la *higher service class* désigne assez largement les cadres et les professions intellectuelles supérieures, tandis que la *lower service class* se confond avec les professions intermédiaires.

3 OESCH Daniel, « Labour Market Trends and the Goldthorpe Class Schema: A Conceptual Reassessment », *Swiss Journal of Sociology*, 29 (2), 2003. Voir aussi OESCH Daniel, *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006. En croisant une dimension verticale liée au niveau de qualification et à la relation d'emploi, et une dimension horizontale liée à la logique de travail (interpersonnel, productif, managérial, indépendant), D. Oesch identifie 17 classes sociales.

porté sur la distinction entre les *sociocultural professionals* et les *managers* au sein de la classe moyenne. Mais il s'est ensuite déplacé vers la classe ouvrière, avec la mise en évidence d'une fracture liée au secteur d'activité : aux côtés des ouvriers d'industrie (*production workers*), qui bénéficient de protections dans les grandes entreprises, se développe une classe ouvrière des services (*service workers*) caractérisée par des revenus plus faibles, des contrats atypiques, une couverture sociale moins solide et une surreprésentation des femmes et des immigrés¹.

2.3.2. Vote de classe et études électorales

Bien qu'il soit étroitement associé au concept de classe sociale et à des problématiques de sociologie, le concept de vote de classe vise avant tout à analyser des questions de science politique, et plus particulièrement des phénomènes électoraux. De prime abord, un tel rappel peut paraître trivial. Pourtant, il n'en est rien : la littérature sur le vote de classe a longtemps été dominée par des sociologues, si bien que la dimension proprement politique du concept a souvent été reléguée au second plan, sinon négligée².

Les études électorales sont articulées autour de trois grandes questions³ : (1) pourquoi certains citoyens votent alors que d'autres ne votent pas ; (2) pourquoi certains électeurs se prononcent en faveur d'un candidat/d'un parti alors que d'autres se prononcent en faveur d'un autre candidat/d'un autre parti ; (3) pourquoi un candidat/un parti sort victorieux d'un scrutin plutôt qu'un autre. De fait, les deux premières questions relèvent du choix individuel des électeurs, tandis que la troisième question renvoie à leur acte collectif une fois constitués en électorat. Or chacun des deux niveaux d'analyse du vote de classe doit être associé à l'une de ces deux grandes dimensions des études électorales.

Vote de classe et bases sociales du vote

Dans les démocraties représentatives modernes, qui garantissent le secret du vote, le choix électoral est fondamentalement un acte individuel. Il n'est donc pas surprenant que les études électorales s'intéressent prioritairement aux motivations qui poussent un électeur à se

-
- 1 Cette classe ouvrière bicéphale fait largement écho aux travaux sur la dualisation des sociétés post-industrielles. Pour une analyse de ce processus en France et en Allemagne, PALIER Bruno, THELEN Kathleen, « Institutionalizing Dualism: Complementarities and Change in France and Germany », *Politics & Society*, 38 (1), 2010. Et pour une analyse de ses effets sur la stratégie des partis sociaux-démocrates, RUEDA David, « Insider-Outsider Politics in Industrialized Democracies: The Challenge to Social Democratic Parties », *American Political Science Review*, 99 (1), 2005.
 - 2 Ce point est souligné par P. Mair dans sa discussion critique des conclusions de *The End of Class Politics?* : « The second problem I have, which may not really be a problem at all, is that there is little of politics as such. That is understandable: sociologists are promiscuous in different ways to political scientists ». MAIR Peter et alii, « Critical Commentaries: Four Perspectives on The End of Class Politics? », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999, p. 309.
 - 3 MILLER Warren E., SHANKS J. Merrill, *The New American Voter*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 3.

rendre aux urnes ou à s'abstenir, et aux raisons qui le conduisent à choisir un candidat plutôt qu'un autre¹. Dans ce cadre, le concept de vote de classe fait clairement référence au modèle de Columbia et à l'impact de la classe sociale dans le comportement électoral.

Les mesures du pouvoir explicatif de la classe sur le vote

Bien que leur vocation ne soit pas toujours aussi explicite, les indicateurs statistiques élaborés dans la littérature sur le vote de classe mesurent, pour la plupart, l'effet de la classe sociale sur le vote des électeurs. Toutefois, deux types d'indicateurs doivent être distingués : les mesures du « vote de classe traditionnel » impliquent une dichotomisation de la classe et du vote, tandis que les mesures du « vote de classe total » n'exigent pas de simplification des variables. Evidemment, cette opposition a des conséquences méthodologiques importantes, dans la mesure où la forme des variables détermine les techniques statistiques qui peuvent être employées. Mais l'enjeu est d'abord d'ordre substantiel : certaines sources d'association entre la classe et le vote peuvent être occultées quand les deux variables sont dichotomisées, ce qui pose de fait un problème pour apprécier le véritable pouvoir explicatif de la classe.

S'agissant du « vote de classe traditionnel », les deux principales mesures du pouvoir explicatif de la classe sur le vote sont l'indice d'Alford et l'indice du vote de classe absolu. De ce point de vue, l'indice du vote de classe absolu ne soulève aucune ambiguïté : il désigne la proportion de l'électorat se prononçant en faveur du « parti naturel de sa classe », c'est-à-dire conformément aux relations attendues entre la classe et le vote. Par facilité de langage, il est souvent présenté comme l'addition entre le pourcentage de travailleurs manuels votant pour la gauche et le pourcentage de travailleurs non manuels votant à droite. En fait, il renvoie au poids que représentent les travailleurs manuels votant pour la gauche et les travailleurs non manuels votant à droite au sein de l'ensemble de l'électorat : il varie donc strictement entre 0 et 100². Contrairement à cet indice, l'indice d'Alford ne mesure pas une proportion mais un écart, l'écart entre le vote des ouvriers et le vote des non ouvriers. Cependant, d'un point de vue mathématique, cet écart correspond au coefficient associé à la classe dans une régression linéaire prédisant le vote par la classe avec les deux variables sous une forme dichotomique, de sorte que l'indice d'Alford peut lui aussi être interprété comme une mesure de l'impact de la classe sur l'orientation du vote des électeurs³.

-
- 1 Ces deux questions sont si importantes qu'elles peuvent souvent se suffire à elles-mêmes : après tout, expliquer le comportement des électeurs à l'occasion d'une élection donnée n'implique pas d'expliquer le résultat de cette élection.
 - 2 Cette propriété statistique permet de calculer aisément l'indice du « *cross-class voting* » mesurant la part de l'électorat qui ne se prononce pas en faveur du parti naturel de sa classe. Dans le cas britannique, cet indice prend en compte les *tory workers*, les classes moyennes travaillistes, mais aussi les électeurs du Parti libéral et des tiers-partis.
 - 3 Avec cette technique statistique, le pouvoir explicatif de la classe sociale renvoie à la qualité de l'ajustement linéaire, c'est-à-dire à la part de variance expliquée par le modèle (le coefficient R²). Comme pour l'indice du vote de classe absolu, on retrouve l'idée de prédictions correctes.

S'agissant du « vote de classe total », le principal indicateur de l'influence de la classe sur le comportement électoral est l'indice *kappa* proposé par M. Hout, C. Brooks et J. Manza. Contrairement à l'indice d'Alford ou à l'indice du vote de classe absolu, le *kappa* ne renvoie pas directement à des pourcentages observés, mais dérive de certains paramètres estimés par un modèle de régression logistique. De la sorte, il se caractérise par une certaine complexité méthodologique, qu'il pourrait être tentant d'associer à une mathématisation croissante de la science politique. Pourtant, il n'en est rien : un tel raffinement est inévitable dès lors qu'il est question de quantifier, en intégrant des variables de contrôle, l'association statistique entre la classe sociale et le vote sans utiliser leur forme dichotomique. D'ailleurs, avant l'importation des techniques de régression logistique en sociologie électorale dans les années 1980, aucune mesure du « vote de classe total » n'avait pu être envisagée.

La question de la taille des classes sociales

La généralisation des modélisations logistiques pour mesurer le pouvoir explicatif de la classe sociale sur le vote des électeurs à partir des années 1990 ne renvoie pas seulement au rejet de la dichotomisation des variables. La question de la sensibilité des estimations aux changements dans la distribution marginale des deux variables est également mise en avant. L'enjeu est de taille : les paramètres estimés en régression linéaire pouvant être affectés par l'évolution du poids des différentes classes sociales ou du niveau des forces politiques, il est impossible avec ce type de modélisation de différencier un affaiblissement du lien statistique entre classe et vote d'un simple changement dans la distribution marginale des variables¹.

D'un point de vue méthodologique, la critique est parfaitement justifiée. Pour autant, d'un point de vue substantiel, la situation n'est pas aussi simple : dans la mesure où le poids des classes sociales est déterminant dans leur capacité à influencer les résultats des élections, les distributions marginales ont une signification particulière². Plus largement, le critère de la variance expliquée sur lequel repose la qualité des modèles de régression linéaire permet de ne pas limiter l'investigation à la mesure de la relation statistique entre la classe et le vote, et pousse à interroger la pertinence de l'effet mesuré. Cependant, ces deux réserves ne font sens que si l'objectif est de mieux comprendre les rapports de force électoraux, ce qui n'est pas le cas quand la question de départ concerne les logiques du choix électoral individuel.

Vote de classe et vote des classes sociales

Depuis l'avènement de la technique des sondages d'opinion, les études électorales se sont focalisées sur la question des déterminants individuels du choix des électeurs. Pourtant, le vote est également un choix collectif : de la décision de l'ensemble des citoyens, constitués

-
- 1 Cette critique est notamment développée dans EVANS Geoffrey, « Class Voting: From Premature Obituary to Reasoned Appraisal », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics?*, 1999, p. 13.
 - 2 FRANKLIN Mark N., « Book Review: *The End of Class Politics?* », *Party Politics*, 8 (5), 2002, p. 618.

en électorat, dépend le résultat final des élections. Evidemment, ces deux dimensions ne sont pas indépendantes. Et aucune n'est plus légitime que l'autre. Mais alors que l'explication du comportement électoral constitue une question en soi dans l'analyse électorale, il n'en va pas de même pour la compréhension des rapports de force électoraux : expliquer le résultat d'un scrutin implique, à un moment ou à un autre, de s'intéresser à des logiques individuelles.

Dans ce cadre, la distinction entre les deux niveaux d'analyse du vote de classe prend tout son sens : lorsqu'il est conçu au niveau des collectifs, le vote de classe est une manière de faire le lien entre le vote des électeurs et le résultat des élections. En identifiant les coalitions qui se forment entre des classes sociales et des forces politiques, et en suivant leurs évolutions au cours du temps, il est possible d'éclairer les rapports de force électoraux. Historiquement, le premier alignement de classe à avoir été mis en évidence est le « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche, l'alignement des ouvriers sur les partis issus du mouvement socialiste.

Les mesures de l'originalité du vote des classes sociales

Bien qu'elles ne visent pas à quantifier l'effet de la classe sur l'orientation du vote des électeurs, mais cherchent à identifier des alignements électoraux, les mesures d'originalité du vote des classes sociales impliquent aussi de différencier le « vote de classe traditionnel », qui limite l'investigation à deux classes sociales et deux tendances politiques, du « vote de classe total », qui rejette toute dichotomisation de la structure sociale ou de l'offre politique.

S'agissant du « vote de classe traditionnel », l'originalité du vote des classes sociales renvoie simplement à l'écart entre le vote des deux classes considérées. Toutefois, deux types d'indicateurs statistiques doivent être distingués, selon qu'ils calculent un écart absolu ou un écart relatif¹. L'enjeu est statistique : les mesures d'écart absolu sont fondées sur la différence entre deux pourcentages et sont donc sensibles au niveau des forces politiques, tandis que les mesures d'écart relatif sont basées sur le rapport entre deux proportions et ne sont donc pas dépendantes des distributions marginales. L'indice d'Alford est la principale mesure absolue de l'originalité du vote des classes sociales, tandis que l'*odds ratio* en est la principale mesure relative (il résulte du rapport entre deux rapports de chance²).

S'agissant du « vote de classe total », l'originalité du vote des classes sociales est plus complexe à mesurer. Deux stratégies, qui mettent chacune en jeu des mesures d'écart relatif entre le vote des classes sociales³, peuvent être envisagées. La première consiste à examiner

-
- 1 Cette distinction ne correspond pas à l'opposition entre le « vote de classe absolu », qui désigne la proportion des électeurs votant pour le parti naturel de leur classe (et relève donc de l'impact de la classe sur le vote), et le « vote de classe relatif », qui désigne la différence entre le vote des ouvriers et celui des non ouvriers (et mesure donc un alignement électoral). Ici, il n'est question que de mesures absolues et de mesures relatives du « vote de classe relatif ».
 - 2 Dans la littérature sur le vote de classe, le logarithme de l'*odds ratio* (le *log odds ratio*) est souvent préféré à l'*odds ratio*. Cette transformation est proposée dans THOMSEN Søren R., *Danish Elections 1920-79: A Logit Approach to Ecological Analysis and Inference*, Aarhus, Politica, 1987.
 - 3 L'indicateur exact dépend de la méthode statistique. De manière générale, il s'agit d'*odds ratios* ou de paramètres estimés dans des modélisations de type logistique (probabilités prédites, etc.).

chaque tendance politique séparément et à comparer de manière systématique l'originalité du vote de chaque classe sociale par rapport à une classe de référence. La seconde consiste à examiner chaque classe sociale séparément et à résumer les *odds ratios* calculés sur le vote en faveur de chaque tendance politique par un indicateur synthétique, le plus souvent un écart-type (ce qui revient en fait à décomposer l'indice *kappa* utilisé pour mesurer l'impact général de la variable de classe en un *sub-kappa* pour chaque classe sociale).

La question de la pertinence politique des classes sociales

En dépit de la proximité évidente des deux niveaux d'analyse du vote de classe quant aux indicateurs statistiques qu'ils mobilisent, l'identification d'alignements de classe n'a pas les mêmes implications théoriques que l'estimation du pouvoir explicatif de la classe sociale sur l'orientation du vote des électeurs. Comprendre la structuration des électorats partisans et les évolutions des rapports de force électoraux à partir des constellations durables qui se forment entre des classes sociales et des partis politiques suppose, avant toute chose, de bien repérer les classes les plus pertinentes en tant qu'unité d'analyse électorale.

De ce point de vue, le critère du poids numérique est incontournable, dans la mesure où il détermine la capacité à influencer sur les résultats des élections. Cependant, la signification politique des classes sociales ne se réduit pas à une question de taille : elle s'apprécie aussi à l'aune de la place qu'elles occupent dans la coalition électorale des différents partis et du rôle qu'elles jouent au sein de la structure sociale. Ainsi, certaines classes sociales ont une valeur symbolique particulière car elles sont à l'origine d'un parti, alors que d'autres ne constituent qu'une composante périphérique de l'électorat des partis. De même, certaines classes sont en prise directe avec la dynamique sociale (qu'elles diffusent des normes de comportement vers le reste de la société¹ ou attirent vers elles des groupes hétérogènes dépourvus de conscience collective²), alors que d'autres se contentent de fonctions marginales.

Dans ce cadre, l'intérêt suscité par le vote des ouvriers n'a rien de surprenant. Dans la majeure partie des démocraties occidentales, la classe ouvrière est au cœur du projet originel des principaux partis de gauche³. Et dans la quasi-totalité des sociétés industrialisées, elle a occupé une place centrale dans le développement du salariat, s'imposant à la fois comme un modèle d'organisation pour les autres classes et comme le moteur du changement social.

1 Sur ces « groupes inducteurs », on peut lire SIMON Michel, « Attitudes politiques ouvrières dans le département du Nord », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 36, 1964.

2 Sur ces « groupes attracteurs », on doit se reporter à BOLTANSKI Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Editions de Minuit, 1982, p. 52.

3 La notion de « projet partisan » est développée dans SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003, p. 28-32. Elle désigne le plus petit dénominateur commun entre les différentes expressions idéologiques, doctrinales et programmatiques produites par un parti tout au long de son histoire. Par-delà la succession des doctrines et des programmes, l'émancipation de la classe ouvrière est longtemps restée au cœur du projet des partis issus du mouvement socialiste.

Au final, sans remettre en cause l'importance décisive des questions de méthode dans le développement des travaux sur le lien entre classe et vote, ce deuxième chapitre permet de penser différemment le concept de vote de classe. En distinguant deux niveaux d'analyse du phénomène et en les associant aux grandes problématiques des études électorales, il rappelle la coexistence de deux agendas de recherche dans la littérature. Et en remettant l'explication des phénomènes politiques au cœur du débat, il contribue à clarifier les multiples définitions qui ont pu être données au concept (tableau 2.1).

Tableau 2.1
Les définitions du concept de vote de classe

		INDIVIDUS	GROUPES SOCIAUX
		Influence de la classe sociale sur l'orientation du vote des électeurs	Coalitions entre des classes sociales et des tendances politiques
VOTE DE CLASSE TRADITIONNEL	Terme utilisé	Vote de classe absolu	Vote de classe relatif
	Mesure	Indice du vote de classe absolu / Coefficient R ²	Indice d'Alford / <i>Odds ratio</i>
	Signification d'un déclin	Déclin du pouvoir explicatif de la classe	Perte d'originalité du vote des ouvriers
VOTE DE CLASSE TOTAL	Terme utilisé	Vote de classe général	Alignements de classe
	Mesure	Indice <i>kappa</i>	<i>Sub-kappas</i> / <i>Odds ratios</i>
	Signification d'un déclin	Déclin du pouvoir explicatif de la classe	Convergence du vote des classes sociales

NB. Bien qu'il constitue à la fois une mesure du pouvoir explicatif de la classe sociale et une mesure de l'originalité du vote des ouvriers, l'indice d'Alford est limité à cette seconde acception : il s'agit là de sa vocation originelle. Le « *traditional class voting* » et le « *total class voting* » font référence à la manière d'opérationnaliser les variables de classe et de vote. Une troisième voie, le « *overall left/right class voting* », a été ignorée car elle ne diffère pas fondamentalement du « vote de classe total ».

Les deux niveaux d'analyse du vote de classe se distinguent évidemment par le type d'outils statistiques qu'ils mettent en œuvre : la mesure de l'influence de la classe sociale sur le vote suppose un coefficient synthétique qui résume l'ensemble des relations entre les deux variables, alors que l'identification d'alignements de classe implique un indicateur spécifique pour le vote de chaque classe sociale. Toutefois, ils s'opposent encore plus nettement par leur conceptualisation des évolutions du vote de classe : au niveau individuel, il est question de la hausse, de la baisse ou de « fluctuations sans tendance » de l'impact de la classe sociale sur le vote des électeurs, tandis qu'au niveau collectif, il est question du réalignement électoral, du désalignement électoral ou du maintien de l'alignement électoral d'une classe sur un parti.

Quoi qu'il en soit, cette mise en perspective des définitions du vote de classe permet d'éclaircir le statut exact du « vote de classe ouvrier » dans la littérature : au fond, bien qu'il puisse parfois être considéré comme le modèle du lien entre classe sociale et vote, il désigne avant tout un alignement de classe. De la sorte, il prend place dans un agenda de recherche aux contours bien définis, qui vise à comprendre les rapports de force électoraux à travers les coalitions qui se forment, se cristallisent et s'institutionnalisent entre des groupes sociaux et des partis politiques¹. En Europe de l'Ouest, l'enjeu est fondamental : la « classe ouvrière » a longtemps constitué la principale composante du noyau électoral des forces de gauche issues du mouvement socialiste, et ainsi participé à la stabilité des systèmes partisans².

Sur cette base, la compréhension des évolutions du vote des ouvriers en France et en Allemagne depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale pose inévitablement la question du changement électoral. Dans ce cadre, l'objectif n'est pas de retracer les trajets individuels qui ont pu être suivis par des électeurs ouvriers, mais plutôt de décrire les dynamiques du vote d'un groupe dont la composition et les préférences ont profondément évolué. A l'issue de ce chapitre, quatre modèles explicatifs du vote ouvrier se dégagent (tableau 2.2).

A leur façon, ces quatre modèles rappellent la manière dont s'est construit le concept de vote de classe. Dans un premier temps, la relation entre classe et vote a été conçue comme un phénomène naturel, résultant d'une classe ouvrière qui serait par essence favorable aux partis de gauche. Dans un second temps, elle a été perçue comme la conséquence nécessaire des inégalités socio-économiques, reflétant dans la sphère politique les intérêts de classe qui se forment dans la sphère économique. Dans un troisième temps, suite à la remise en cause de ces conceptions mécanistes, elle a été décrite comme le produit du travail de mobilisation des classes sociales par les partis politiques dans leur lutte pour la conquête du pouvoir. Et dans un dernier temps, elle a été envisagée sous un angle culturel, invitant à reconsidérer le cadre strictement économique dans lequel elle avait toujours été inscrite.

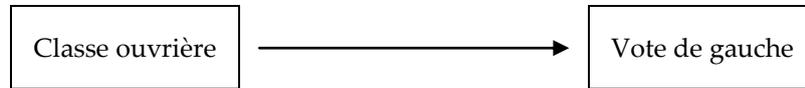
En tout état de cause, la succession de ces modèles permet de revenir sur trois points essentiels dans l'analyse du vote des ouvriers. (1) Contrairement à un mythe tenace, le « vote de classe ouvrier » n'a jamais été spontané : il a toujours impliqué un travail de mobilisation de la part des partis de gauche. (2) De la sorte, un vote de classe ne se réduit pas à un simple vote socioprofessionnel sur des intérêts matériels : il engage une dimension identitaire, sinon une conscience de classe, qui pousse à adopter un comportement de groupe. (3) Le vote des ouvriers ne renvoie pas seulement à des conflits socio-économiques, et ne peut être compris indépendamment des clivages et des enjeux qui structurent la compétition politique.

1 Ainsi formulé, cet agenda de recherche est particulièrement exigeant : il ne se limite pas à poser la question des liens entre classe et vote, mais interroge également leur durée et leur direction. Il se rapporte ainsi à la « *class politics* », dans la terminologie de P. Mair : par opposition au « vote de classe », qui désigne le fait qu'une classe sociale se prononce massivement pour un parti lors d'un scrutin donné, la « politique de classe » implique que cette coalition persiste dans le temps. MAIR Peter, « Explaining the Absence of Class Politics in Ireland », in GOLDTHORPE J.H, WHELAN C.T (dir.), *The Development of Industrial Society in Ireland*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

2 BARTOLINI Stefano, *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Tableau 2.2
Les modèles d'explication du vote ouvrier

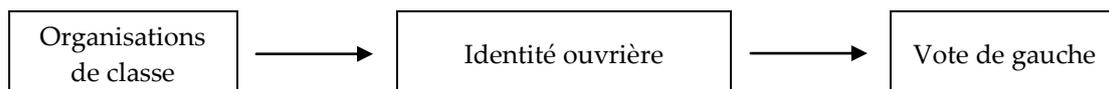
APPROCHE ESSENTIALISTE



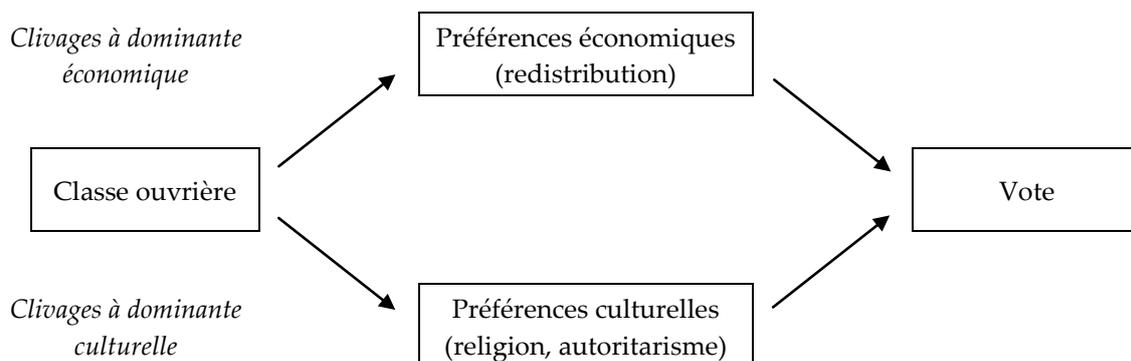
APPROCHE « BOTTOM-UP »



APPROCHE « TOP-DOWN »



FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET FONDEMENTS CULTURELS



NB. Une première synthèse des conceptualisations du vote de classe a été proposée dans HOUTMAN Dick, *Class and Politics in Contemporary Social Science*, 2003, p. 106-109. Toutefois, D. Houtman ne fait pas référence à l'approche « top-down » du vote de classe et se limite donc à trois modèles.

Chapitre 3

La dynamique du vote des classes sociales

Changement social, évolution des enjeux et banalisation du vote des ouvriers

Les évolutions du vote des ouvriers ne peuvent pas être comprises indépendamment des évolutions du vote des autres classes sociales. Par certains côtés, cette remarque liminaire peut sembler parfaitement évidente. Elle est pourtant fondamentale, car elle rappelle que les ouvriers ne constituent pas un groupe à part dans la dynamique des sociétés industrialisées. Comme toutes les autres classes, les ouvriers prennent place dans un ensemble complexe de rapports sociaux. Et comme toutes les autres classes, ils sont soumis aux effets incessants du changement économique. De la sorte, c'est seulement dans une comparaison systématique avec les évolutions du vote des autres classes sociales que les grandes mutations du vote des ouvriers peuvent prendre tout leur sens.

De ce point de vue, la littérature sur les dynamiques du vote de classe en France et en Allemagne admet désormais que le « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche a reculé. Ce résultat n'est pas banal, dans la mesure où le vote des ouvriers a très longtemps été considéré comme naturellement acquis à la gauche. Toutefois, le tableau est globalement plus nuancé : d'autres alignements de classe se sont développés en parallèle et ont compensé la perte d'originalité du vote des ouvriers. Ce troisième chapitre vise à décrire et à expliquer l'ensemble de ces transformations en confrontant les principaux modèles qui ont été avancés dans la littérature. Au final, il doit permettre de penser les mutations du vote des ouvriers en contexte, et d'apprécier leur rôle dans le constat d'un déclin du vote de classe.

Décrire la dynamique du vote des classes sociales

De fait, ce chapitre ne pose pas la question du vote de classe au niveau des individus et ne cherche pas à mesurer la capacité de la classe sociale à prédire l'orientation du vote des électeurs. Il se situe clairement au niveau des groupes sociaux et se concentre sur le degré de distinction entre le vote des classes sociales. Dans ce cadre, un déclin du vote de classe n'est rien de plus qu'une tendance à la convergence entre le vote des classes sociales, c'est-à-dire un processus de rapprochement entre le vote des différentes classes sociales.

D'un point de vue empirique, la description des grandes dynamiques à l'œuvre a des implications fortes. La première concerne le type de données à utiliser : par définition, seules des séries dans le temps long peuvent permettre d'apprécier avec précision les changements

des alignements électoraux. La seconde concerne l'opérationnalisation des variables : dès lors qu'il est question de comparaison sur le long terme, le recours à des indicateurs standardisés est nécessaire. L'enjeu est de taille : la temporalité, le rythme et l'amplitude des changements du vote des classes sociales sont souvent des clés importantes pour décrypter les évolutions des rapports de force électoraux.

Expliquer la dynamique du vote des classes sociales

Dans le chapitre précédent, deux modèles d'analyse du vote de classe ont été tracés à grands traits. Le premier modèle, inspiré par l'approche « *bottom-up* » du lien entre classe et vote, considère que les oppositions politiques épousent fidèlement les contours des divisions sociales. Dans cette perspective, les évolutions du vote des classes sociales sont directement associées à des modifications dans les structures socio-économiques : depuis les années 1960, l'extension de la société de consommation, la tertiarisation de l'économie, le développement du salariat et la massification de l'enseignement universitaire auraient brouillé les frontières de classe traditionnelles et provoqué un rapprochement entre le vote des classes sociales¹. Le second modèle, dérivé de l'approche « *top-down* » du lien entre classe et vote, repose sur une autre hypothèse de départ : il estime que les préférences des électeurs sont moins façonnées par la nature des divisions sociales que par l'action et la stratégie des partis politiques. Dans cette perspective, les mutations du vote des classes sociales sont associées à des changements dans le positionnement des partis : la convergence entre le vote des différentes classes résulte du recentrage des partis de gauche sur les enjeux socio-économiques suite au recul du poids des ouvriers dans le corps électoral des pays industrialisés².

De fait, ces deux modèles sont parfaitement compatibles avec la thèse d'un déclin du vote de classe – au sens d'une convergence entre le vote des classes sociales. Toutefois, ils ne mettent pas en jeu les mêmes mécanismes et se traduisent par des hypothèses différentes. Le modèle du changement social postule que l'affaiblissement progressif des divisions de classe aboutit inexorablement au recul du vote de classe : il implique donc un mouvement régulier, sans discontinuités. A l'inverse, le modèle des choix politiques insiste sur l'action des partis : il n'exclut donc pas l'existence d'évolutions brusques ou de fluctuations sans tendance, selon la manière dont les partis politiques modifient leur positionnement. De manière plus précise, le modèle du changement social suppose que les variables rendant compte de l'hétérogénéité

1 L'expression la plus claire de ce modèle se trouve dans DALTON Russell J., *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Chatham, Chatham House, 1996. Le recul du vote de classe est présenté comme une opinion communément admise (*conventional wisdom*) qui découle de trois transformations socio-économiques : l'enrichissement général de la population, l'urbanisation et la mobilisation cognitive. Cette présentation sommaire des débats est une des cibles favorites des auteurs contestant la thèse d'un déclin du vote de classe.

2 La confrontation de ces deux modèles d'explication est l'ambition assumée du dernier ouvrage de référence sur les transformations du vote de classe dans les démocraties occidentales. EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk (dir.), *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*, Oxford, Oxford University Press, à paraître.

croissante entre les classes sociales expliquent fortement la convergence de leurs alignements électoraux, alors que le modèle politique exige que la dynamique du vote des classes sociales corresponde à des évolutions significatives dans le degré de polarisation entre les principaux partis sur les enjeux socio-économiques.

Données et méthodes¹

Les données utilisées dans ce chapitre pour décrire la dynamique du vote des classes sociales en France et en Allemagne sont issues des grandes enquêtes électorales académiques qui sont réalisées dans les deux pays après chaque scrutin d'enjeu national². Contrairement à un usage relativement répandu dans la littérature, elles ne font l'objet d'aucune pondération. Ce choix peut être discuté, dans la mesure où il implique que le niveau des forces politiques puisse parfois différer assez sensiblement des résultats réels³. Il n'en est pas moins préférable dès lors que l'attention porte principalement sur la significativité, la direction et la force des relations statistiques qui s'établissent entre des variables.

Les classes sociales sont opérationnalisées à partir d'une version légèrement modifiée du schéma EGP. Six catégories sont construites : cadres supérieurs (I), salariés intermédiaires (II), employés (III), indépendants (IV), techniciens et contremaîtres (V), ouvriers (VI)⁴. Cette mesure présente deux grands avantages : elle permet d'assurer la comparabilité des résultats obtenus en France et en Allemagne, sans pour autant trop simplifier la structure sociale des deux pays. Les individus n'exerçant aucune activité professionnelle au moment de l'enquête (les retraités et les chômeurs) sont reclassés selon leur dernière occupation. Les individus qui n'ont jamais exercé d'activité professionnelle sont reclassés selon l'occupation de leur époux ou de leur épouse ; quand cette information n'est pas disponible, celle du chef de ménage est utilisée. Les étudiants et les individus inclassables sont exclus des analyses.

-
- 1 Pour une présentation exhaustive des données, on peut se reporter aux annexes 1 et 2. Le design est inspiré d'une recherche menée dans le cadre du projet « *Social Divisions and Political Choices* » codirigé par G. Evans et N.D. De Graaf. Initialement, les analyses sur la France ont été conduites avec G. Roux. Les interprétations présentées ici restent toutefois de mon seul ressort.
 - 2 Pour la France, il s'agit des élections législatives et de l'élection présidentielle depuis 1965. Pour l'Allemagne, il s'agit seulement des élections au *Bundestag*.
 - 3 Ce problème est particulièrement important pour les comportements électoraux que les sondés ont tendance à dissimuler : c'est notamment le cas du vote Front National en France. De fait, les niveaux doivent être pris avec précaution, d'autant qu'ils peuvent également être affectés par la technique de recueil des préférences. Ainsi, l'utilisation d'une urne lors de l'enquête Cevipof de 1995, administrée en face-à-face, a produit de meilleurs résultats pour le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen que l'interrogation par téléphone pour le Panel Electoral Français de 2002. Cette différence explique pourquoi sur certaines représentations graphiques, le vote d'extrême droite semble reculer entre 1995 et 2002, alors qu'il est en fait en progression.
 - 4 Les dénominations de ces catégories en anglais sont respectivement : *upper-service class* (I), *lower-service class* (II), *routine non-manual employees* (III), *petty bourgeois* (IV), *foremen and technicians* (V), *working-class* (VI). Pour des raisons de comparabilité des données sur le long terme, il n'a pas été possible de distinguer les professionnels socioculturels et les managers.

Paradoxalement, la littérature sur le vote de classe s'est beaucoup plus intéressée à la mesure de la classe sociale qu'à l'opérationnalisation des préférences politiques. Pourtant, la variable dépendante ne pose pas moins de problèmes. Ainsi, des mesures très différentes ont pu être utilisées sans qu'aucune réflexion systématique sur leur nature et leurs spécificités ne soit menée : placement sur l'échelle gauche-droite, identification partisane, intention de vote, vote lors de la dernière élection. Dans la mesure où les données rassemblées pour ce chapitre proviennent toutes des grandes enquêtes électorales académiques réalisées dans les premiers jours suivant les scrutins d'enjeu national, la variable dépendante est ici le vote à la dernière élection. Cette variable présente deux avantages majeurs : (1) elle est plus sensible aux forces de court terme que l'identification partisane ou la position sur l'échelle gauche-droite, ce qui permet de tenir compte des spécificités de l'acte de vote par rapport aux préférences de long terme ; (2) elle mesure un comportement effectif plutôt qu'une disposition ou une intention. Pour la France, seuls les premiers tours de scrutin sont analysés car l'offre électorale pour les seconds tours n'est pas toujours comparable. Quatre tendances politiques sont examinées : la gauche, la droite modérée, l'extrême droite et les divers se présentant de manière explicite en dehors de l'opposition gauche-droite¹. Pour l'Allemagne, le travail porte exclusivement sur les secondes voix aux élections fédérales. Tous les partis ayant franchi la barre des 5 % lors de plusieurs scrutins sont considérés, avec une attention particulière pour la CDU/CSU et le SPD. La participation et l'abstention sont également prises en compte, mais elles font l'objet d'un traitement spécifique dans chacun des deux pays.

Les données incluent évidemment le niveau d'instruction et le niveau de revenu, afin de pouvoir apprécier la pertinence du modèle du changement social dans l'explication de la dynamique du vote des classes sociales. Compte tenu des différences dans l'organisation des systèmes éducatifs français et allemand et des contraintes imposées par les enquêtes utilisées, le niveau d'instruction est opérationnalisé en trois ou quatre catégories. Quant au niveau de revenu, il est mesuré à partir des ressources du foyer dont est membre la personne interrogée et tient compte de sa composition interne². Le niveau relatif primant ici sur le niveau absolu, cinq catégories sont distinguées : 0-20 (les deux derniers déciles), 21-50, 51-75, 76-90, 91-100.

Trois autres variables sociodémographiques sont systématiquement introduites dans les analyses, bien qu'elles ne rendent pas directement compte d'une hétérogénéité croissante des classes sociales : le genre, la cohorte de naissance et la catégorie d'agglomération. Dans la mesure où elles sont fréquemment associées à l'orientation du comportement électoral, elles sont simplement utilisées comme des variables de contrôle. Enfin, deux indicateurs d'ethno-

1 Cette catégorie composite agrège notamment les écologistes indépendants (dont les Verts avant 1995), Jean-Pierre Chevènement en 2002 et François Bayrou en 2007.

2 Le revenu du foyer (à défaut, la moyenne de la catégorie de revenu) est divisé par un coefficient exprimant le nombre d'individus vivant dans le foyer (le premier adulte compte pour 1, chaque personne supplémentaire pour 0,5 et chaque enfant de moins de 14 ans pour 0,3). Cette manière d'opérationnaliser le niveau de revenu est classique dans la littérature française, mais elle a été remise au goût du jour par LE HAY Viviane, SINEAU Mariette, « 'Effet patrimoine' : 30 ans après, le retour ? », *Revue française de science politique*, 60 (5), 2010.

autoritarisme et d'adhésion au libéralisme économique sont construits dès que les données le permettent¹, afin de confronter les évolutions du vote des classes sociales aux évolutions de leurs valeurs et de leurs attitudes politiques. Au final, ce chapitre repose sur trois fichiers de données cumulées : un fichier pour la France depuis 1962, un fichier pour l'Allemagne de l'Ouest depuis 1949 et un fichier pour l'Allemagne de l'Est depuis 1990.

Les évolutions des positions des partis politiques sur les questions économiques sont mesurées à partir des données du *Comparative Manifesto Project*². Ces données sont basées sur une analyse quantitative des programmes des principaux partis pour chaque scrutin d'enjeu national depuis 1945. Les positions de tous les partis sont initialement estimées dans plus de cinquante champs de l'action publique, correspondant à sept grands domaines. L'indicateur utilisé pour décrire la polarisation idéologique sur les enjeux économiques a été spécialement mis au point pour le projet « *Social Divisions and Political Choices* »³.

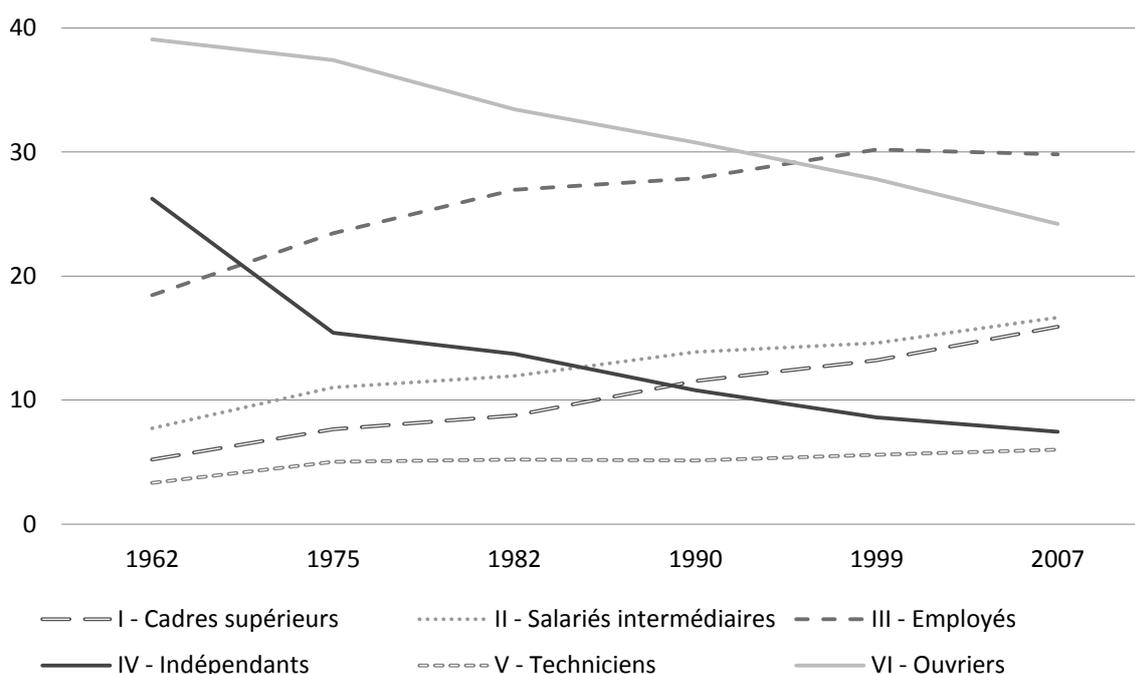
L'analyse est structurée en trois grands temps. La première étape consiste à décrire la dynamique du vote des classes sociales au cours du temps afin de vérifier s'il existe bien une tendance à la convergence. Pour ce faire, un modèle de régression multinomiale incluant des coefficients d'interaction entre le temps et chaque classe sociale est estimé⁴. La seconde étape consiste à tester le modèle du changement social. Concrètement, il s'agit d'introduire dans le premier modèle de régression le niveau de revenu et le niveau d'instruction afin de contrôler si ces deux variables rendent compte de la dynamique du vote des classes sociales. En termes statistiques, l'introduction de ces deux variables doit affaiblir les coefficients d'interaction ou les rendre non significatifs. De fait, l'objectif n'est pas d'expliquer le maximum de variance : la modélisation permet seulement de contrôler l'impact de certaines variables qui pourraient effacer la convergence entre les classes sociales. La troisième étape consiste à tester le modèle des choix politiques. Concrètement, il s'agit de confronter la dynamique du vote des classes sociales aux évolutions de la polarisation des partis en matière économique afin de vérifier si les deux processus suivent une tendance semblable, selon les mêmes temporalités.

-
- 1 Ces variables sont construites de manière séparée dans chaque enquête, à partir d'analyses des correspondances multiples. Elles sont ensuite standardisées en unités d'écart-type pour pouvoir être comparables dans le temps. Pour plus de détails sur la méthode employée, sur les questions utilisées et sur la disponibilité des indicateurs, on peut se reporter aux annexes 1 et 2.
 - 2 Pour une vue d'ensemble sur ce projet, on peut consulter BUDGE Ian, KLINGEMANN Hans-Dieter, VOLKENS Andrea, BARA Judith, TANENBAUM Eric, *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors, and Governments 1945-1998*, Oxford, Oxford University Press, 2001. Pour une première actualisation, on peut lire KLINGEMANN Hans-Dieter, VOLKENS Andrea, BARA Judith, BUDGE Ian, McDONALD Michael, *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors, and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
 - 3 BAKKER Ryan, HOBOLT Sara B., « Measuring Party Positions », in EVANS G., DE GRAAF N.D. (dir.), *Political Choice Matters*, à paraître.
 - 4 Le recours à une modélisation multinomiale s'impose en raison de la nature polytomique de la variable dépendante. Toutefois, cette technique statistique a d'autres avantages importants : elle permet notamment de distinguer les changements du vote des classes sociales des changements dans la taille des classes sociales et dans le niveau des rapports de force électoraux.

3.1. La dynamique du vote des classes sociales en France

La France n'est plus le pays qu'elle était au début des années 1960. Comme toutes les autres grandes démocraties occidentales, elle a connu un ensemble de transformations socio-économiques qui ont bouleversé sa structure sociale. L'effondrement du secteur primaire, le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire ont provoqué une chute de la part des indépendants et des ouvriers dans sa population active et une progression continue du poids des cadres supérieurs et des salariés intermédiaires (figure 3.1). Ces mutations, sans précédent par leur ampleur et par leur vitesse, sont décisives : en moins de cinq décennies, la part des ouvriers dans la population active est tombée de 39 à 24 %, celle des indépendants de 26 à 7 %. Résultat, les employés dépassent désormais les ouvriers.

Figure 3.1
Les évolutions de la structure de la population active française



NB. Les données présentées dans ce graphique sont issues du Recensement Général de Population pour la période 1962-1999 et de l'Enquête Emploi pour l'année 2007. Les chômeurs ont été exclus de tous les calculs : les données ne portent que sur la population active occupée.

Ces changements dans l'architecture générale de la structure sociale s'accompagnent également de transformations importantes à l'intérieur de chaque classe. De ce point de vue, le cas de la classe ouvrière est sans doute le plus emblématique. De nos jours, plus d'un tiers des ouvriers exerce son activité dans le secteur des services, avec un rapport direct au client,

et la plupart d'entre eux travaillent dans des petites et moyennes entreprises¹. Face à de telles mutations, il ne serait pas étonnant que le vote des classes sociales, et notamment le vote des ouvriers, aient connu de profondes évolutions.

3.1.1. L'état du débat : la persistance du vote de classe ?

Bien que la référence au concept de vote de classe se soit imposée assez tardivement dans la littérature², la classe sociale a toujours occupé une place importante dans les études électorales françaises³. De prime abord, cette situation peut paraître singulière. En filigrane, elle rappelle simplement qu'une tradition sociologique a longtemps dominé l'explication du vote en France, au point de donner naissance à un modèle d'analyse original articulé autour de l'impact de deux « variables lourdes », la classe sociale et la religion⁴.

De la sorte, jusqu'à la fin des années 1990, les travaux sur le comportement électoral des Français ont régulièrement insisté sur les éléments de continuité et minimisé les éléments de changement. Et lorsque les premiers débats internationaux sur le déclin du vote de classe se sont cristallisés, la France a été présentée comme un cas à part, marqué par la stabilité des alignements électoraux traditionnels⁵.

Le débat français : les recompositions du vote de classe

La littérature française sur les évolutions du vote de classe s'est longtemps construite de manière autonome, sans référence aux travaux conduits à l'étranger. De fait, elle présente plusieurs spécificités en termes de méthodes et de mesures, qui limitent souvent la portée de ses conclusions. De ce point de vue, le contraste avec la situation dans les autres démocraties occidentales est saisissant : alors qu'il s'est imposé comme la mesure phare du vote de classe au sein de la littérature internationale à partir de la fin des années 1960, l'indice d'Alford est resté relativement confidentiel en France jusqu'au milieu des années 1990.

1 GOUX Dominique, MAURIN Eric, « La nouvelle condition ouvrière », *Esprit*, 247, 1998. Pour un diagnostic similaire, on peut consulter CEZARD Michel, « Les ouvriers », *Insee Première*, 455, 1996. Pour un point de vue récent, on peut lire AMOSSE Thomas, CHARDON Olivier, « Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? », *Economie et statistique*, 393-394, 2006.

2 La première discussion explicite du concept figure dans LAVAU Georges, « L'électeur devient-il individualiste ? », in BIRNBAUM P., LECA J. (dir.), *Sur l'individualisme. Théories et méthodes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

3 De ce point de vue, il est révélateur que la classe sociale ait fait l'objet de deux chapitres dans GAXIE Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985.

4 Pour une formulation systématique de ce modèle des « variables lourdes », présenté comme la « variante française du paradigme de Michigan », on peut lire MAYER Nonna, PERRINEAU Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 82-84.

5 MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 104.

Les recherches françaises sur le vote de classe puisent l'essentiel de leurs racines dans les travaux de G. Michelat et M. Simon. Au tournant des années 1970, ces derniers montrent, à partir d'un dispositif d'enquête original associant un sondage d'opinion sur un échantillon représentatif et des entretiens non-directifs, que l'univers politique des Français est structuré par deux sous-cultures opposées¹. La première, caractéristique des catholiques pratiquants, est façonnée par la religion et s'accompagne généralement d'un vote de droite. La deuxième, caractéristique des ouvriers sans religion déclarée, est façonnée par les oppositions de classe et s'accompagne généralement d'un vote de gauche, notamment communiste. Evidemment, ces deux systèmes de valeurs ne résument pas l'ensemble des configurations possibles entre les différentes appartenances de groupe², mais ils décrivent les deux pôles antagonistes d'un continuum sur lequel chaque électeur peut être placé en fonction de l'intensité de sa pratique religieuse et de son degré d'intégration à la classe ouvrière³.

De fait, G. Michelat et M. Simon se focalisent initialement sur la classe ouvrière et sur le vote communiste. Toutefois, leur tableau est assez rapidement complété par N. Mayer : de la même façon que le vote de gauche s'accroît avec le nombre d'attributs ouvriers, le vote de droite progresse avec l'intégration au monde des indépendants⁴. De la sorte, le vote de classe recouvre traditionnellement deux réalités distinctes en France : l'alignement des ouvriers sur les partis de gauche et l'alignement des indépendants sur les partis de droite⁵.

Au début des années 1980, la réflexion s'élargit soudain au cas des « nouvelles classes moyennes salariées ». L'enjeu est important : il s'agit d'expliquer la progression constante de la gauche au cours des années 1970 et la victoire du Parti socialiste lors des élections de 1981. Pour les promoteurs du modèle des variables lourdes, cette dynamique renvoie aux grandes transformations socio-économiques de la société française : la généralisation du salariat et la tertiarisation de l'économie provoquent le développement des « nouvelles classes moyennes

1 MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et Editions Sociales, 1977.

2 MICHELAT Guy, SIMON Michel, « Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique », in GAXIE D. (dir.), *Explication du vote*, 1985, p. 292.

3 L'intégration à la classe ouvrière recouvre une dimension objective et une dimension subjective. La dimension objective est mesurée par le nombre d'attributs ouvriers, repérés par la profession exercée et la profession du père. La dimension subjective est elle mesurée à partir du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Cette manière d'opérationnaliser la classe sociale est sans doute la principale originalité des travaux de G. Michelat et M. Simon. Elle part de l'hypothèse que l'appartenance à un groupe est graduée : un individu peut être plus ou moins ouvrier, de la même façon qu'un catholique déclaré peut être plus ou moins pratiquant.

4 MAYER Nonna, « L'ancrage à droite des petits commerçants et artisans indépendants », in LAVAU G., GRUNBERG G., MAYER N. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. Pour une mise en perspective générale, on peut se reporter à MAYER Nonna, SCHWEISGUTH Etienne, « Classe, position sociale et vote », in GAXIE D. (dir.), *Explication du vote*, 1985.

5 Le basculement définitif des indépendants vers la droite date des élections législatives de 1936. MAYER Nonna, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. S'agissant de la constitution du « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche, aucune chronologie ne s'est imposée. Cet aspect est discuté dans le chapitre 4.

salariées », qui contribuent à la progression de la gauche et notamment du Parti socialiste en raison de leur sensibilité au libéralisme culturel¹.

Le retournement rapide des rapports de force électoraux à la suite de l'accèsion de la gauche au pouvoir ouvre une phase de remise en cause du modèle des variables lourdes. Le débat est particulièrement intense entre les tenants d'un nouvel électeur plus individualiste, plus mobile, affranchi de ses loyautés de classe et de ses convictions religieuses, et les tenants du paradigme sociologique². Ces derniers concèdent l'existence de certaines recompositions, mais contestent tout déclin des variables lourdes³ : la légère érosion de l'opposition entre les ouvriers et les non-ouvriers est compensée par le maintien du fossé entre les indépendants et les salariés et le développement d'une nouvelle ligne de fracture entre les salariés du secteur public, alignés sur les partis de gauche, et les salariés du privé, plus favorables aux forces de droite⁴. Cette analyse est confirmée suite aux élections présidentielles de 1988 et de 1995⁵ : la principale ligne de conflit passe désormais entre les travailleurs indépendants et les salariés, mais sur le long terme, les réalignements et les désalignements se neutralisent.

L'élection présidentielle de 2002 marque l'aboutissement des recompositions du vote de classe. L'opposition entre les ouvriers et les non-ouvriers, en recul depuis les années 1980, s'efface définitivement : pour la première fois sous la Cinquième République, les ouvriers ne donnent aucun avantage aux partis de gauche⁶. Et en dépit de la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de scrutin, les nouvelles fractures liées au secteur d'activité et au statut socioprofessionnel se maintiennent⁷. Au final, sur le long terme, la droite est parvenue à conserver son assise chez les indépendants tandis que la gauche a perdu du terrain chez les ouvriers, une double dynamique qui a contribué à assurer sa domination sur la vie politique française depuis le milieu des années 1980⁸.

-
- 1 GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », in LAVAU G., GRUNBERG G., MAYER N. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, 1983.
 - 2 Ce débat constitue la toile de fond de CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
 - 3 MAYER Nonna, « Pas de chrysanthèmes pour les variables sociologiques », in DUPOIRIER E., GRUNBERG G. (dir.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986. Pour une première actualisation après les élections de 1988, BOY Daniel, MAYER Nonna, « L'électeur français en questions », in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, 1990.
 - 4 Sur le développement de cette nouvelle ligne de fracture, on peut notamment se reporter à BOY Daniel, MAYER Nonna, « Secteur public contre secteur privé : un nouveau conflit de classe ? », in MAYER N. (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997.
 - 5 BOY Daniel, MAYER Nonna, « Que reste-t-il des variables lourdes ? », in BOY D., MAYER N. (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 117-118.
 - 6 MAYER Nonna, « Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français », *Lien social et Politiques*, 49, 2003, p. 103-105. Pour une perspective de long terme, on peut notamment lire GOUGOU Florent, « L'éclatement du vote populaire (1965-2002) », in PERRINEAU P. (dir.), *Atlas électoral 2007. Qui vote pour qui, où, comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
 - 7 CAUTRES Bruno, MAYER Nonna, « Les métamorphoses du vote de classe », in CAUTRES B., MAYER N. (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
 - 8 NADEAU Richard, BELANGER Eric, LEWIS-BECK Michael S., CAUTRES Bruno, FOUCAULT Martial, *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 98.

La France dans une perspective comparée : un modèle de stabilité ?

La France occupe une place à part dans la littérature internationale. Alors qu'à partir des années 1970, l'affaiblissement progressif des liens partisans et le déclin du vote de classe entraînent des recompositions importantes dans le paysage politique des autres démocraties occidentales, la France est d'abord pensée comme un cas exceptionnel, à contre-courant. De ce point de vue, l'analyse la plus aboutie est sans doute celle de M.S. Lewis-Beck : dressant le tableau des grandes évolutions électorales entre 1958 et 1981, ce dernier juge que l'électorat français est « *stalled* ». Cette stabilité générale de l'électorat renverrait au poids persistant de la classe et de la religion dans l'orientation du vote des électeurs, mais aussi à une dimension « doctrinaire » de la vie politique française, avec la prégnance de l'opposition gauche-droite¹. Sur cette base, les changements des équilibres électoraux s'expliqueraient essentiellement par les performances économiques des gouvernements sortants : le vainqueur des élections serait simplement le produit des jugements rétrospectifs sur le bilan du pouvoir en place².

Cette grille d'analyse du cas français insistant sur la persistance du vote de classe³ est largement confirmée par D.L. Weakliem et A. Heath⁴ : en confrontant les évolutions du vote de classe aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, ces derniers montrent que la France se caractérise par l'absence de tendance claire sur le long terme. Dans une comparaison plus précise entre la France et la Grande-Bretagne, B. Cautrès et A. Heath décèlent toutefois un recul significatif lors des élections législatives de 1993, après le passage de la gauche au pouvoir⁵. De la sorte, le vote de classe ne connaîtrait pas un déclin graduel et continu sur le long terme, mais subirait un reflux après les périodes où un gouvernement de gauche échoue aux responsabilités.

Les travaux comparatifs utilisant l'indice d'Alford parviennent à des conclusions très différentes. Comme toutes les autres démocraties occidentales, la France est marquée par un recul constant du vote de classe depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La dynamique est progressive et débute au cours des années 1950. Une seule période fait exception, entre le

1 LEWIS-BECK Michael S., « France: The Stalled Electorate? », in DALTON R.J., FLANAGAN S.C., BECK P.A. (dir.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 428.

2 Cette conclusion, en ligne avec les préoccupations théoriques de M.S. Lewis-Beck, est reprise et développée dans LEWIS-BECK Michael S., SKALABAN Andrew, « France », in FRANKLIN M.N., MACKIE T., VALEN H. (dir.), *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

3 Pour une actualisation après l'élection présidentielle de 1995, confirmant les résultats initiaux, LEWIS-BECK Michael S., « Class, Religion, and the French Voter: A 'Stalled' Electorate? », *French Politics and Society*, 16 (2), 1998.

4 WEAKLIEM David L., HEATH Anthony, « The Secret Life of Class Voting: Britain, France, and the United States since the 1930s », in EVANS G. (dir.), *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

5 CAUTRÈS Bruno, HEATH Anthony, « Déclin du 'vote de classe' ? Une analyse comparative en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, 3 (3), 1996. Les auteurs ne disposent pas de données sur les élections législatives de 1986.

début des années 1970 et le début des années 1980 : l'indice d'Alford se redresse légèrement, sans toutefois retrouver les niveaux atteints dans les années 1950¹.

3.1.2. Le tableau général : convergences et divergences

Depuis le début des années 2000, il est largement admis dans la littérature que le vote de classe a connu d'importantes évolutions en France au cours des dernières décennies. Pour autant, les débats ne sont pas clos. Au contraire, ils se sont déplacés et portent désormais sur la nature de ces évolutions, les travaux diagnostiquant un déclin généralisé du vote de classe étant vivement contestés par des travaux insistant sur l'existence de réaligements.

De manière générale, ces travaux souffrent de trois faiblesses. La première est liée à la dimension temporelle : peu de recherches s'intéressent aux évolutions sur le très long terme², et intègrent les deux premières décennies de la Cinquième République. La seconde concerne les outils statistiques mobilisés : en dépit d'une sophistication croissante des méthodes et des mesures, aucun travail ne teste de manière appropriée l'hypothèse d'une convergence entre le vote des classes sociales dans le temps. La troisième tient à l'opérationnalisation des choix électoraux : peu de recherches posent la question de l'abstention, alors qu'elle peut elle aussi participer aux transformations du vote de classe³.

Les données des enquêtes électorales françaises utilisées dans ce chapitre permettent de dépasser ces faiblesses et d'aller plus loin dans la description des dynamiques du vote de classe. Elles couvrent plus de quarante ans de vie politique, des élections législatives de 1962 à l'élection présidentielle de 2007. Elles autorisent un traitement raisonné de l'abstention par la construction de deux variables, l'une focalisée sur la participation au premier tour, l'autre sur la participation aux deux tours de scrutin⁴. Et elles rendent possible une modélisation de l'impact du temps sur les évolutions du vote des classes sociales grâce à l'introduction d'une interaction entre chaque classe et le nombre d'années après le premier point d'enquête⁵. Les résultats des modèles de régression sont présentés dans les tableaux 3.1 et 3.2.

1 Plusieurs sources de données ont été utilisées pour mesurer les évolutions de l'indice d'Alford en France, mais elles aboutissent toutes à des résultats convergents.

2 De manière générale, les travaux français sur les évolutions du vote de classe ne remontent pas au-delà des législatives de 1978. Un travail fait exception, en intégrant les législatives de 1967 : CAUTRES Bruno, « Old Wine in New Bottles? New Wine in Old Bottles? Class, Religion and Vote in the French Electorate – The 2002 Elections in Time Perspective », in LEWIS-BECK M.S (dir.), *The French Voter: Before and After the 2002 Elections*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2004.

3 LEHINGUE Patrick, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 244.

4 Compte tenu de la sous-déclaration du non-vote dans les enquêtes postélectorales, la mesure de l'abstention pose un problème évident de réalisme sociologique. Pour tenter de contourner cette difficulté, une variable supplémentaire a été construite : elle oppose les électeurs déclarant avoir voté à chaque tour de scrutin aux électeurs déclarant s'être abstenus au moins une fois.

5 Ce type d'interaction impose un effet linéaire du temps. Des termes quadratiques et des termes non-linéaires ont également été testés, mais ils s'ajustent moins bien aux données.

Tableau 3.1

Une modélisation multinomiale des évolutions du vote des classes sociales en France

		Vote de droite modérée		Vote d'extrême droite	
		Modèle 3.1	Modèle 3.2	Modèle 3.1	Modèle 3.2
Classe sociale	<i>Indépendants</i>	1,212**	1,055**	1,500**	1,510**
	<i>Cadres supérieurs</i>	1,218**	0,873**	0,372	1,122
	<i>Salariés intermédiaires</i>	0,879**	0,633**	1,307	1,661**
	<i>Employés</i>	0,628**	0,530**	0,337	0,630
	<i>Techniciens</i>	0,546**	0,432*	1,677*	1,833**
	<i>Ouvriers</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Classe * Temps	<i>Indépendants * Temps</i>	0,012**	0,011**	-0,026	-0,022
	<i>Cadres sup. * Temps</i>	-0,013**	-0,011*	-0,027	-0,034
	<i>Salariés int. * Temps</i>	-0,015**	-0,014**	-0,057**	-0,052**
	<i>Employés * Temps</i>	-0,004	-0,004	-0,009	-0,008
	<i>Techniciens * Temps</i>	-0,013*	-0,012*	-0,046	-0,046
	<i>Ouvriers * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>		0,228**		-0,477**
	<i>Hommes</i>		Ref.		Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>		0,088		-0,880**
	<i>Secondaire</i>		0,115*		-0,400**
	<i>Technique, commercial</i>		0,117*		0,024
	<i>Primaire</i>		Ref.		Ref.
Revenu	<i>91-100</i>		0,692**		-0,004
	<i>76-90</i>		0,394**		-0,080
	<i>50-75</i>		0,219**		-0,181
	<i>21-50</i>		0,077		-0,218
	<i>0-20</i>		Ref.		Ref.
N		17.567	17.567	17.567	17.567
Enquêtes		8	8	8	8

NB. La modalité de référence est le vote de gauche. Les modèles comportent un terme pour chaque année d'enquête. Le modèle 3.2 inclut également des contrôles pour la catégorie d'agglomération, la cohorte de naissance et le genre. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

Tableau 3.2

Une modélisation logistique des évolutions de la participation électorale en France

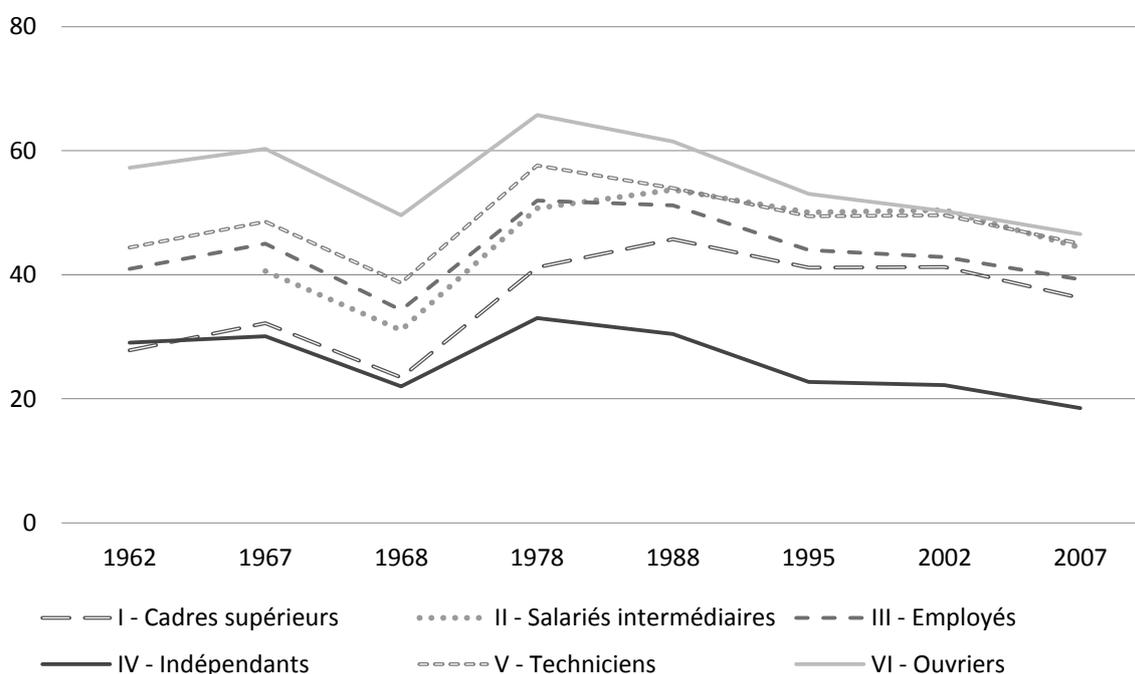
		Premier tour		Deux tours	
		Modèle 3.3	Modèle 3.4	Modèle 3.5	Modèle 3.6
Classe sociale	<i>Indépendants</i>	0,040	-0,061	0,086	-0,006
	<i>Cadres supérieurs</i>	-0,017	-0,297	-0,091	-0,316
	<i>Salariés intermédiaires</i>	0,148	-0,083	0,200	0,005
	<i>Employés</i>	-0,058	-0,044	-0,130	-0,122
	<i>Techniciens</i>	0,164	-0,026	0,190	0,021
	<i>Ouvriers</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Classe * Temps	<i>Indépendants * Temps</i>	0,011*	0,006	0,011*	0,007
	<i>Cadres sup. * Temps</i>	0,012	0,011	0,013*	0,013*
	<i>Salariés int. * Temps</i>	0,002	0,004	0,002	0,005
	<i>Employés * Temps</i>	0,004	0,006	0,006	0,008*
	<i>Techniciens * Temps</i>	-0,002	-0,002	-0,002	-0,002
	<i>Ouvriers * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>		-0,187**		-0,139**
	<i>Hommes</i>		Ref.		Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>		0,401**		0,293**
	<i>Secondaire</i>		0,230**		0,186**
	<i>Technique, commercial</i>		0,171*		0,159*
	<i>Primaire</i>		Ref.		Ref.
Revenu	<i>91-100</i>		0,318**		0,309**
	<i>76-90</i>		0,368**		0,362**
	<i>50-75</i>		0,373**		0,345**
	<i>21-50</i>		0,259**		0,260**
	<i>0-20</i>		Ref.		Ref.
N		19.782	19.782	19.748	19.748
Enquêtes		7	7	7	7

NB. La modalité de référence est l'abstention. Les modèles comportent un terme pour chaque année d'enquête. Les modèles 3.4 et 3.6 incluent des contrôles pour la cohorte de naissance et la catégorie d'agglomération. Les niveaux de significativité sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

La gauche et la droite modérée

La modélisation des évolutions dans le temps du vote de gauche et du vote de droite modérée révèle trois dynamiques distinctes (modèle 3.1). La première touche les « nouvelles classes moyennes » : les coefficients d'interaction associés aux salariés intermédiaires et aux cadres supérieurs sont à la fois négatifs et statistiquement significatifs, révélant une forme de rapprochement avec les ouvriers, la classe sociale la plus à gauche au début de la période. La seconde concerne les indépendants, les artisans et commerçants propriétaires de leur moyen de production : le coefficient d'interaction est positif et statistiquement significatif, signalant une divergence dans le temps par rapport aux ouvriers. La troisième concerne les employés : le coefficient d'interaction est plus faible et statistiquement non significatif, indiquant que les employés suivent la même trajectoire que les ouvriers. Ces observations sont confirmées par les figures 3.2 et 3.3, qui représentent graphiquement les évolutions des probabilités prédites par le modèle 3.1 d'un vote de gauche et d'un vote de droite modérée : le rapprochement des ouvriers et des autres catégories de salariés est net, de même que l'éloignement croissant des indépendants, qui restent profondément hostiles à la gauche.

Figure 3.2
Les évolutions du vote de gauche des classes sociales en France

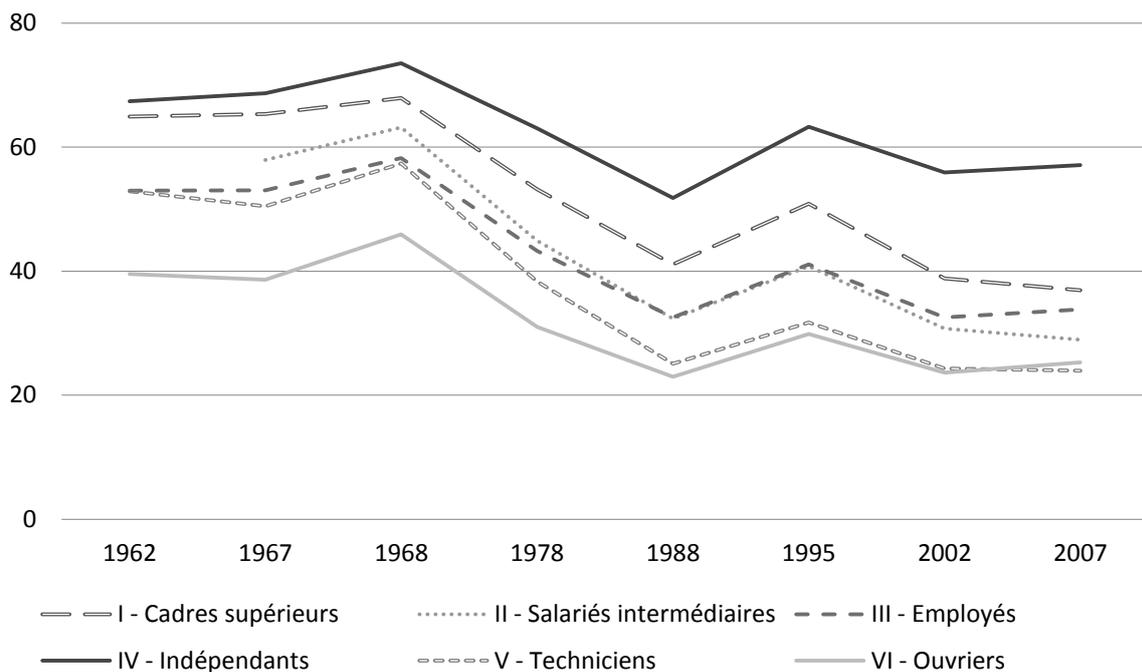


NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote de gauche pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.1, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.1. Elles sont exprimées en pourcentages.

Deux phases doivent être distinguées dans ces grandes évolutions du vote des classes sociales. Dans un premier temps, de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, toutes les classes glissent vers la gauche, à l'exception des indépendants. De fait, cette première phase correspond à une progression du vote de classe : les indépendants se distinguent de plus en plus des autres classes. Toutefois, dans un second temps, de la fin des années 1970 au milieu des années 1990, le vote de classe recule : le glissement à gauche des cadres supérieurs et des salariés intermédiaires se poursuit, mais il s'accompagne d'un décrochage de l'ensemble des classes populaires, et notamment des ouvriers. De la sorte, la seconde phase est marquée par un rapprochement du vote des catégories salariées, rapprochement qui résulte largement de la banalisation du vote des ouvriers. Au final, les principales conclusions de la littérature sur les transformations du vote de classe en France sont confirmées : la montée en puissance de l'opposition entre les indépendants et les salariés compense partiellement le déclin du « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche.

Figure 3.3

Les évolutions du vote de droite modérée des classes sociales en France



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote de droite modérée pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.1, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.1. Elles sont exprimées en pourcentages.

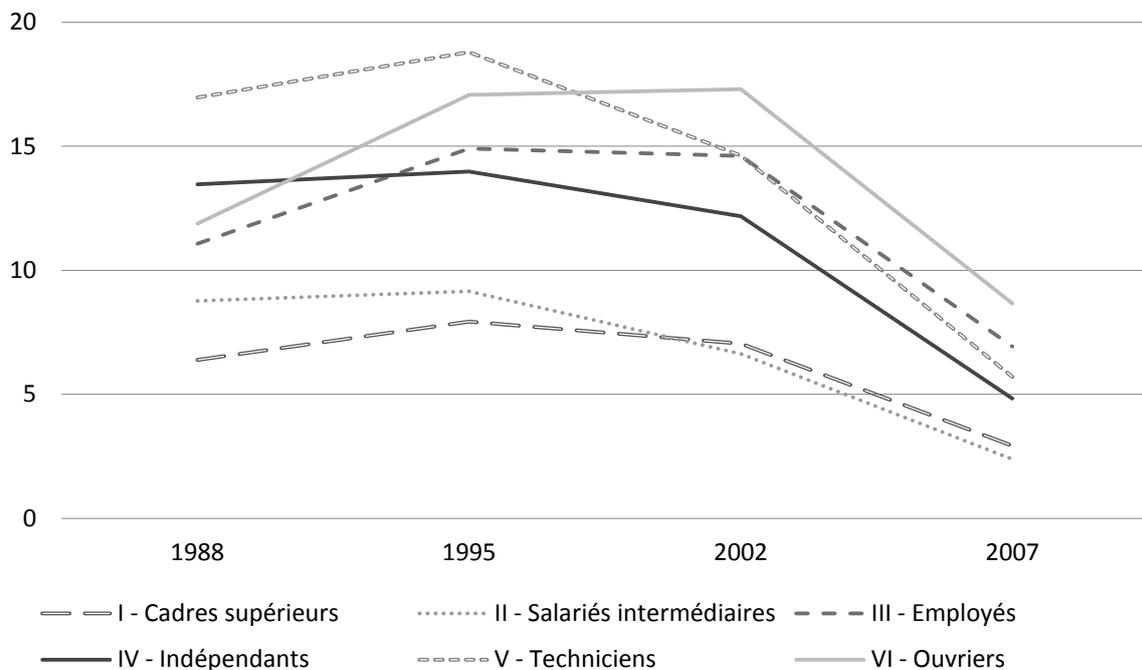
Ces chassés-croisés sont des processus de long terme, qui débutent avant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'émergence de l'extrême droite en 1984. De fait, la percée du Front National et les déceptions provoquées par la gauche au gouvernement ne peuvent pas

expliquer pourquoi le vote des classes sociales a autant évolué. Au mieux, elles ont accéléré les recompositions ; en aucun cas, elles ne les ont provoquées.

L'extrême droite

La description des dynamiques du vote d'extrême droite des classes sociales n'est pas aussi simple : seuls les coefficients associés aux travailleurs indépendants et aux techniciens et l'interaction décrivant le changement du vote des salariés intermédiaires sont significatifs (modèle 3.1). De fait, la figure 3.4 représentant graphiquement les évolutions des probabilités prédites par le modèle 3.1 d'un vote en faveur de l'extrême droite, doit être interprétée avec beaucoup de précautions.

Figure 3.4
Les évolutions du vote d'extrême droite des classes sociales en France



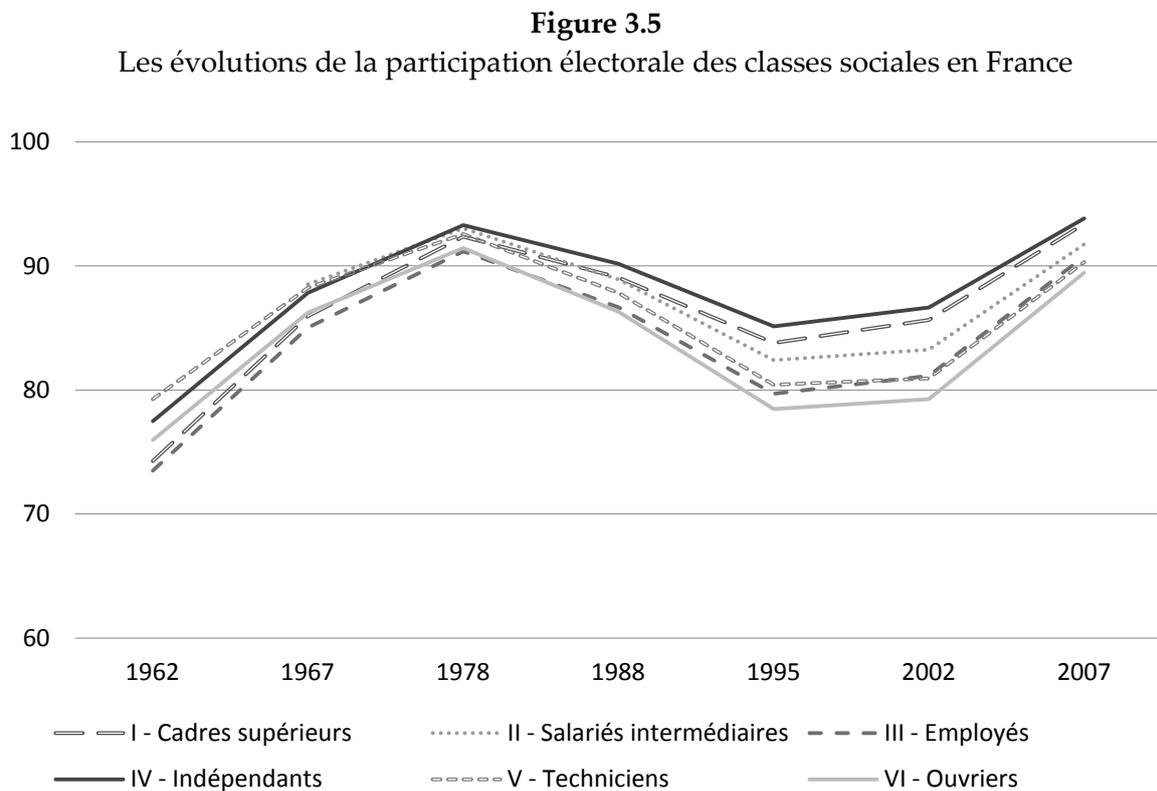
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote d'extrême droite pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression multinomiale 3.1, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.1. Elles sont exprimées en pourcentages.

Elle n'en est pas moins riche d'enseignements. Contrairement aux évolutions du vote de gauche et de droite modérée, les évolutions du vote d'extrême droite ne sont pas portées par les « nouvelles classes moyennes » : sur l'ensemble de la période, les cadres supérieurs et les salariés intermédiaires sont systématiquement les moins favorables à l'extrême droite. Ce n'est pas le cas des indépendants et des ouvriers. De ce point de vue, un changement majeur intervient entre 1988 et 1995 : le leader du Front National, Jean-Marie Le Pen, stagne chez les

indépendants mais progresse chez les ouvriers. L'extrême droite bénéficiait déjà d'un soutien non-négligeable des ouvriers, et plus largement des classes populaires, lors du premier tour de la présidentielle en 1988¹. Mais lors de la présidentielle de 1995, le vote ouvrier d'extrême droite se renforce et se distingue alors clairement du vote des indépendants.

L'abstention

L'analyse des évolutions de l'abstentionnisme des classes sociales pose des problèmes similaires à ceux qui se posent pour l'analyse des dynamiques du vote en faveur de l'extrême droite : quelle que soit la variable considérée, les coefficients associés à chacune des classes et les interactions correspondantes ne sont pas statistiquement significatifs (tableau 3.2). De la sorte, une très grande prudence s'impose avant d'interpréter la figure 3.5, qui représente les probabilités prédites par le modèle 3.3 d'une participation aux deux tours de scrutin.



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'une participation aux deux tours de scrutin. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle 3.5, dont les coefficients figurent dans le tableau 3.2. Elles sont ici exprimées en pourcentages.

1 De ce point de vue, le cas des techniciens et des contremaîtres peut surprendre. De fait, il existe un contraste important au sein de cette classe sociale, les contremaîtres votant beaucoup plus à l'extrême droite que les techniciens. Néanmoins, ces deux groupes se distinguent nettement des autres professions intermédiaires avec lesquelles ils sont agrégés dans le code des Pcs.

De fait, très peu de différences apparaissent entre les classes sociales : l'écart entre les ouvriers et les indépendants, les deux catégories les plus distantes, n'excède jamais 7 points. Certes, un tel différentiel peut avoir un impact important sur les résultats électoraux, mais il est loin des constats les plus alarmistes sur l'effondrement de la participation dans les classes populaires¹. Quoi qu'il en soit, la mesure utilisée dans ce travail reste sujette à caution et de plus amples investigations sont nécessaires pour statuer définitivement sur les évolutions de la mobilisation électorale des classes sociales, d'autant qu'une hiérarchie semble se dessiner à partir des années 1980, les indépendants, les cadres supérieurs et les salariés intermédiaires commençant à déclarer participer plus que les techniciens, les employés et les ouvriers².

3.1.3. Les explications : l'importance du changement des enjeux

La modélisation des évolutions du vote des classes sociales au cours de la Cinquième République a permis d'identifier deux grandes dynamiques : (1) une forme de déclin du vote de classe, avec le rapprochement du vote des différentes catégories de salariés ; (2) une forme de transformation du vote de classe, avec le développement d'une nouvelle ligne de fracture entre les travailleurs indépendants et les salariés. De prime abord, ces deux dynamiques sont contradictoires. Elles sont en fait complémentaires en ce qu'elles résultent essentiellement de la banalisation du vote des ouvriers.

L'explication de ces deux processus soulève plusieurs enjeux. Le plus important tient à la réversibilité des dynamiques à l'œuvre. Si les mutations du vote de classe sont liées à des transformations de la structure sociale, un retour en arrière est peu probable. En revanche, si elles renvoient à des changements dans la stratégie et le positionnement des partis politiques, un rétablissement des anciens alignements est possible. C'est tout le sens de la confrontation des deux principaux modèles d'explication des dynamiques du vote de classe, le modèle du changement social et le modèle des choix politiques.

Le modèle du changement social

Le test du modèle du changement social est relativement simple : si la transformation des structures économiques et sociales a effectivement brouillé les frontières de classe forgées par la révolution industrielle et modifié les liens traditionnels entre classe et vote, un contrôle statistique de la dynamique du vote des classes sociales par les principales variables rendant compte des nouvelles sources d'hétérogénéité sociale doit affaiblir les changements observés.

1 Les rares données relatives à l'inscription et à la non-inscription sur les listes électorales révèlent des dynamiques similaires. Sur ce point, on peut lire HERAN François, ROUAULT Dominique, « La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non-inscrits », *Insee Première*, 397, 1995.

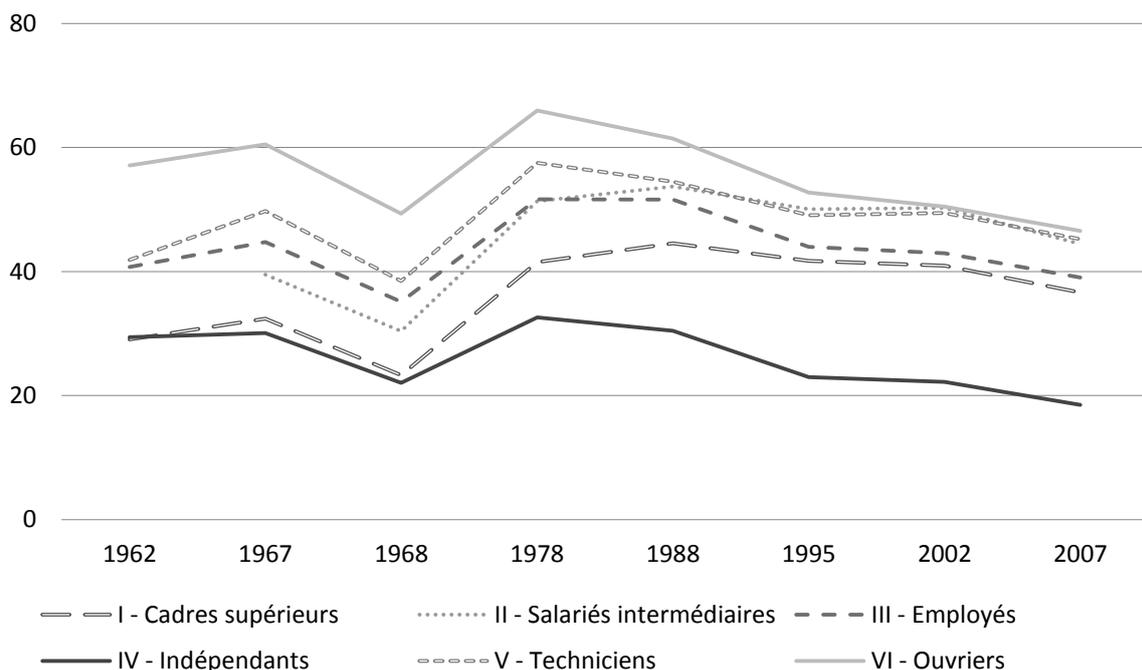
2 Cette discussion est limitée aux scrutins d'enjeu national, les élections législatives entre 1962 et 1978, l'élection présidentielle depuis 1988. Des conclusions très différentes pourraient être tirées si les données portaient sur les élections locales ou sur les élections européennes.

En d'autres termes, si l'explication par le changement social tient, l'introduction conjointe du niveau d'instruction et du niveau de revenu dans le modèle de base doit à la fois estomper le rapprochement du vote des salariés et atténuer la différenciation du vote des indépendants. De manière très concrète, les coefficients d'interaction décrivant le changement dans le temps du vote des classes sociales doivent nettement diminuer, voire devenir non significatifs¹.

Le test est sans appel : les coefficients d'interaction mesurant l'évolution des chances de voter pour la gauche plutôt que pour la droite modérée ne bougent quasiment pas entre le modèle 3.1 et le modèle 3.2 (tableau 3.1). En clair, les nouvelles oppositions sociales résultant du niveau d'instruction, du niveau de revenu ou des autres contrôles sociodémographiques inclus dans le modèle 3.2 peinent à rendre compte des transformations du vote de classe. La représentation graphique des probabilités prédites d'un vote de gauche par le modèle 3.2 ne laisse planer aucun doute : après contrôle, la banalisation des ouvriers, le rapprochement des salariés et l'éloignement des indépendants restent patents (figure 3.6). Si les contrôles avaient fonctionné, les courbes seraient devenues parallèles.

Figure 3.6

Les évolutions du vote de gauche en France contrôlées par le changement social



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote de gauche pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.2, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.1. Elles sont exprimées en pourcentages.

1 Le contrôle par le niveau d'instruction et le niveau de revenu peut également affecter fortement les coefficients mesurant l'effet net de chaque classe sociale. De telles évolutions ne seraient pas étonnantes : après tout, l'instruction et le revenu sont deux dimensions constitutives de la classe sociale. De fait, l'intérêt du test porte essentiellement sur les dynamiques dans le temps.

Pour autant, à ce stade, le modèle du changement social ne peut pas être entièrement rejeté : conformément à ses prédictions, les évolutions du vote des classes sociales suivent un mouvement régulier, sans ruptures notables. Certes, le nombre relativement limité de points d'observation ne permet pas de déterminer avec une très grande précision la chronologie de ces évolutions, mais la réfutation complète du modèle du changement social aurait nécessité un déclin brutal du vote de classe lors d'une élection ou de plusieurs élections proches. Quoiqu'il en soit, l'introduction des variables de contrôle dans la modélisation permet également de mieux comprendre les bases sociales du vote d'extrême droite : les principaux contrastes entre les classes sociales renvoient à des différences en termes de genre et d'instruction¹.

Le modèle des choix politiques

Le test empirique du modèle politique n'est pas aussi direct. La structure des données empêchant d'introduire la position des partis dans les modèles de régression², le test consiste simplement à confronter la dynamique du vote des classes sociales aux changements dans la polarisation entre les partis sur les enjeux économiques, afin de vérifier si les deux processus s'inscrivent effectivement dans les mêmes temporalités. Si ce modèle tient, la banalisation du vote des ouvriers à partir du début des années 1980 doit nécessairement correspondre à une période de très forte dépoliarisation entre les partis de gauche et les partis de droite modérée sur les grandes questions économiques³.

De prime abord, les résultats sont assez probants (figure 3.7). Deux périodes peuvent immédiatement être distinguées. Dans un premier temps, des élections législatives de 1958 aux élections législatives de 1986, l'écart entre la position moyenne des partis de gauche et la position moyenne des partis de droite modérée se creuse de manière progressive. Puis, dans un second temps, à partir de l'élection présidentielle de 1988, cet écart se réduit rapidement. Ces deux périodes font largement écho aux grandes évolutions du vote des classes sociales : la première période correspond au glissement des nouvelles classes moyennes vers la gauche et au maintien de l'alignement des indépendants sur la droite, tandis que la seconde période correspond au recul du « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche.

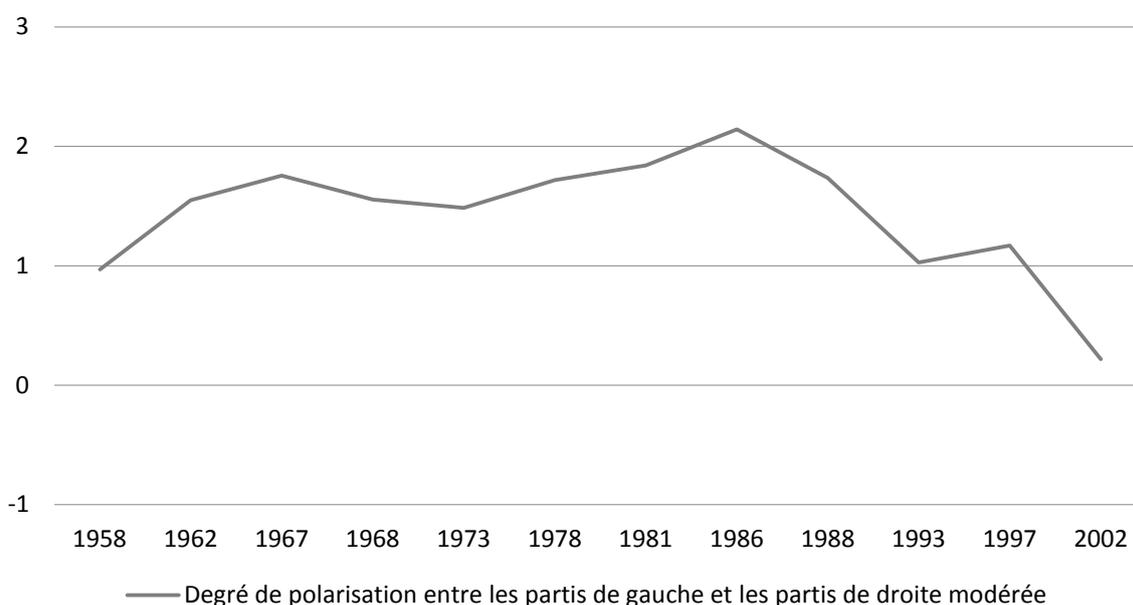
1 Pour une analyse plus détaillée des bases sociales du vote d'extrême droite en France, utilisant les mêmes données, GOUGOU Florent, MAYER Nonna, « The Class Basis of Extreme Right Voting in France: Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007) », in RYDGREN J. (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, Londres, Routledge, à paraître.

2 L'introduction des positions des partis suppose le passage à une modélisation multiniveaux. Or le nombre limité d'enquêtes pose problème : les modèles multiniveaux nécessitent un minimum de 30 à 50 cas au plus haut niveau d'analyse pour que les estimations ne soient pas biaisées. Sur ce point, on peut notamment consulter MAAS Cora J.M., HOX Joop J., « Sufficient Sample Sizes for Multilevel Modeling », *Methodology: European Journal of Research Methods for the Behavioral and Social Sciences*, 1 (3), 2005.

3 Le degré de polarisation des partis français sur les enjeux économiques est calculé à partir d'une simple soustraction entre la position moyenne des principales formations de gauche et de droite modérée lors de chaque élection.

Figure 3.7

Les évolutions de la polarisation des partis français en matière économique



NB. Le niveau de polarisation est calculé à partir d'une soustraction entre la position moyenne des partis de droite modérée et la position moyenne des partis de gauche sur les enjeux économiques à chaque scrutin. Les scores positifs indiquent que les partis de droite modérée sont plus « à droite » que les partis de gauche modérée. Les données sont issues du *Comparative Manifesto Project*.

Toutefois, les choses ne sont pas aussi simples. Ces deux grandes périodes cachent en fait quatre phases, qui complexifient fortement le tableau initial. La première phase couvre la première décennie de la Cinquième République et marque une première augmentation de la polarisation entre les partis : les enjeux économiques reprennent progressivement du poids à l'agenda après la domination des enjeux institutionnels entre 1958 et 1962. La seconde phase débute après les élections législatives de 1967 et s'achève lors des législatives de 1973 : elle se caractérise par une stabilisation de la polarisation sur les questions économiques en dépit de la montée en puissance des nouveaux enjeux sociétaux apparus lors des mouvements de mai 1968. La troisième phase s'ouvre après les élections législatives de 1973 et se referme avec les législatives de 1986 : elle marque une nouvelle augmentation de la polarisation sur les enjeux économiques, dans un contexte dominé par les chocs pétroliers, la crise du keynésianisme et l'avènement du paradigme néolibéral. La quatrième phase s'engage avec la présidentielle de 1988 : elle se distingue par une nette dépolarisation entre les partis, qui résulte largement du ralliement de la gauche, et notamment du Parti socialiste, au paradigme néolibéral.

Au final, les trois dernières phases correspondent assez fidèlement à la dynamique du vote des classes sociales, les mouvements de polarisation et de dépolarisation sur les grandes questions économiques coïncidant effectivement avec des changements dans les alignements électoraux. En revanche, la première phase dévie fortement du schéma général. Si le modèle politique fonctionnait aussi simplement, l'augmentation de la polarisation entre 1958 et 1967

aurait dû se traduire par des évolutions significatives dans le vote des classes sociales. Or, la stabilité prime. Qui plus est, le niveau relativement faible de la polarisation aux débuts de la Cinquième République est *a priori* contradictoire avec les très fortes différences entre le vote des classes sociales observées à ce moment-là.

Pour résoudre ce double paradoxe, la question du paradigme économique dominant est déterminante. Jusqu'à la fin des années 1970, le paradigme keynésien fait consensus. Les partis de droite soutiennent les politiques interventionnistes car elles assurent le plein emploi et une forte croissance économique. Et ils acceptent le « compromis social-démocrate » car les taux de croissance élevés permettent de satisfaire le travail sans pénaliser le capital¹. Dans ce cadre, les mouvements de polarisation et de dépoliarisation sur les questions économiques ne font pas nécessairement sens pour les évolutions du vote des classes sociales : au fond, il n'y a pas réellement d'affrontement sur le contenu des politiques économiques à mener.

L'intégration de la question du paradigme économique dominant dans le modèle des choix politiques apporte également un éclairage nouveau sur la phase de dépoliarisation qui s'ouvre dans la seconde moitié des années 1980. De prime abord, le fait que les positions des partis de gauche et des partis de droite modérée se soient fortement rapprochées en matière économique suffit à expliquer pourquoi le vote des ouvriers s'est banalisé : les ouvriers n'ont plus aucune raison de voter massivement pour les partis de gauche dès lors que ces derniers renoncent à défendre leurs intérêts. Mais le mouvement est plus complexe : la dépoliarisation s'inscrit dans un contexte de changement de paradigme économique et renvoie également à une transformation des enjeux à l'agenda. De ce point de vue, le nouveau cadrage associé au rôle de l'Etat dans l'économie est révélateur, la question des privatisations se substituant à la question des nationalisations. Le changement est décisif. Les partis de gauche sont désormais dans une posture défensive : ils subissent les recettes néolibérales et ne peuvent plus politiser à leur avantage les questions économiques. De la sorte, la dynamique de dépoliarisation entre les partis de gauche et les partis de droite modérée semble moins importante pour expliquer la banalisation du vote des ouvriers que le contexte idéologique dans lequel elle s'inscrit. Et au final, le modèle des choix politiques fonctionne seulement à condition d'admettre que ses prédictions varient selon le paradigme économique dominant : à chaque paradigme doivent être associées des hypothèses spécifiques quant aux évolutions du vote de classe.

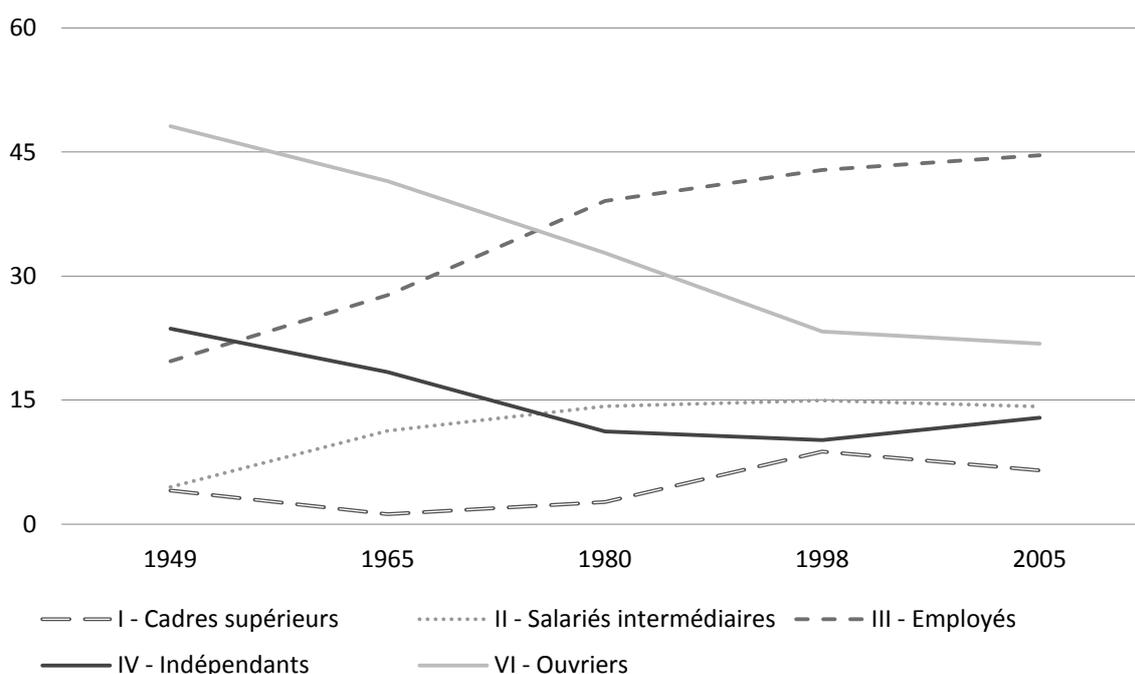
1 Dans un contexte de croissance élevée et de plein emploi, la redistribution n'est pas une entrave à la rémunération du capital et à la progression des taux de profit. LAVELLE Ashley, *The Death of Social Democracy: Political Consequences in the 21st Century*, Aldershot, Ashgate, 2008, p. 26-33.

3.2. La dynamique du vote des classes sociales en Allemagne

A l'image de toutes les grandes démocraties industrialisées, l'Allemagne a connu des transformations importantes de sa structure sociale au cours des cinq dernières décennies. Le miracle économique d'après-guerre s'est accompagné d'un bouleversement des activités de production : le développement du secteur tertiaire a progressivement façonné une société de services dans laquelle les nouvelles classes moyennes salariées ont pris le pas sur les ouvriers et les anciennes classes moyennes indépendantes. De ce point de vue, les données issues des enquêtes électorales sont sans ambiguïté : depuis la fin des années 1940, la part des ouvriers dans la population active allemande est passée de plus de 50 % à moins de 25 %, tandis que celle des indépendants a chuté de 25 % à environ 10 %.

Figure 3.9

Les évolutions de la structure de la population active en Allemagne de l'Ouest



NB. Les données présentées dans ce graphique sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les étudiants, les femmes au foyer et les chômeurs ont été exclus des calculs : les résultats ne concernent que la population active occupée.

Ces modifications de la structure socio-professionnelle se sont doublées de profondes transformations dans les modes de vie. Le développement de l'individualisme et la mutation des systèmes de valeurs ont introduit de nouvelles sources d'hétérogénéité entre les groupes sociaux et débouché sur une très nette diversification des styles de vie. Comme en France, il

ne serait pas surprenant que ces nombreuses dynamiques de changement aient provoqué de grandes recompositions dans le vote des classes sociales.

Evidemment, ce rapide état des lieux concerne seulement les *Länder* de l'Ouest. Dans les nouveaux *Länder*, la situation est très différente. Les structures économiques et sociales de l'ancienne Allemagne de l'Est sont encore marquées par quatre décennies de planification et d'économie administrée : ainsi, au moment de la réunification, les ouvriers comptaient pour près de la moitié de la population active, alors que les indépendants représentaient moins de 5 % des actifs. De la sorte, les débats ont plus volontiers porté sur la nature des alignements électoraux des classes sociales que sur leurs transformations.

3.2.1. L'état du débat : la fin du vote de classe ?

Contrairement à la littérature française, la littérature allemande sur le vote de classe s'est développée en lien direct avec la littérature internationale. Durablement influencée par les travaux pionniers de l'école de Columbia et par les apports de la théorie des clivages, elle en a hérité une définition resserrée du concept de vote de classe, limitée au vote des ouvriers pour les sociaux-démocrates et au vote des indépendants pour les chrétiens-démocrates. Sur cette base, le vote des nouvelles classes moyennes salariées a longtemps été négligé car il ne pouvait pas être interprété comme un produit du clivage de classe.

Comme dans la plupart des autres pays occidentaux, la question d'un éventuel déclin du vote de classe s'est posée avec insistance à partir du milieu des années 1990. Les débats se sont structurés autour de deux grandes controverses. La première s'est focalisée sur les effets de l'individualisation des rapports sociaux, reprenant un des thèmes phares de la sociologie allemande depuis le début des années 1980. La seconde s'est déployée dans une perspective internationale, autour des travaux prophétisant l'avènement d'une « nouvelle politique ».

Le débat allemand : montée de l'individualisme et recul du vote de classe

La plupart des recherches allemandes sur le vote de classe s'inscrivent dans le sillage des travaux pionniers de F.U. Pappi¹ et considèrent que deux électorats sont décisifs dans la stabilité du système partisan allemand. Le premier, constitué par les ouvriers syndiqués, est un produit du clivage de classe et forme le cœur du noyau électoral des sociaux-démocrates. Le second, constitué par les catholiques pratiquants réguliers, est issu du clivage religieux et forme la principale composante du noyau électoral des chrétiens-démocrates. En soulignant

1 De ce point de vue, deux références sont incontournables. PAPPI Franz U., « Parteiensystem und Sozialstruktur in der Bundesrepublik », *Politische Vierteljahresschrift*, 14 (2), 1973. PAPPI Franz U., « Sozialstruktur, gesellschaftliche Wertorientierungen und Wahlabsicht. Ergebnisse eines Zeitvergleichs des deutschen Elektorats 1953 und 1976 », in KAASE M. (dir.), *Wahlsoziologie heute: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976*, Opladen, Westdeutscher Verlag, *Politische Vierteljahresschrift*, Sonderheft 2/3, 1977.

le rôle déterminant des syndicats et de l'Église catholique dans la politisation des conflits qui traversent la société allemande¹, les travaux de F.U. Pappi rappellent que le développement du système partisan s'est accompagné de la formation de deux sous-cultures dont les normes se sont imposées durablement aux électeurs². Mais ils signalent aussi une forme d'asymétrie dans la compétition partisane, dans la mesure où les deux grands partis ne sont pas adossés au même clivage : les sociaux-démocrates ont explicitement une base de classe, alors que les chrétiens-démocrates ne peuvent pas être définis comme un simple parti bourgeois en dépit de leur ancrage traditionnel chez les travailleurs indépendants.

La première remise en question de la stabilité du vote des classes sociales intervient à l'issue des élections législatives de 1983. Ce n'est pas un hasard : pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les sociaux-démocrates subissent un net reflux dans les urnes et retombent sous la barre des 40 %. Pour les chercheurs de l'institut de sondage *Infas*, ce reflux des sociaux-démocrates s'explique par des pertes massives au sein de leur électorat ouvrier³. Leur conclusion sonne comme un coup de tonnerre. Certes, elle est aussitôt remise en cause par les chercheurs du *Forschungsgruppe Wahlen* en raison de ses faiblesses théoriques et méthodologiques⁴, mais elle ouvre une brèche.

Les travaux allemands diagnostiquant un déclin du vote de classe se multiplient dans la seconde moitié des années 1990. Ils s'inscrivent initialement dans un débat beaucoup plus large sur les effets de la montée de l'individualisme. Les hypothèses de base sont posées par U. Beck : la modernisation des sociétés occidentales s'est accompagnée d'une pluralisation et d'une différenciation des styles de vie, qui ont déstructuré les milieux sociaux traditionnels et affaibli le poids des différentes appartenances de groupe dans les choix de comportement des individus⁵. S'agissant des préférences politiques, le premier test empirique de cette thèse

1 PAPPI Franz U., « Die politisierte Sozialstruktur heute: Historische Reminiszenz oder aktuelles Erklärungspotential? », in BRETTSCHEIDER F., VAN DETH J., ROLLER E. (dir.), *Das Ende der politisierten Sozialstruktur*, Opladen, Leske und Budrich, 2002.

2 En ce sens, ces deux sous-cultures peuvent être rapprochées des « milieux sociaux-moraux » identifiés par M.R. Lepsius. LEPSIUS Mario Rainer, « Parteiensystem und Sozialstruktur. Zum Problem der Demokratisierung der Deutschen Gesellschaft », in ABEL W., BORCHARDT K., KELLENBENZ H., ZORN W. (dir.), *Wirtschaft, Geschichte und Wirtschaftsgeschichte: Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Lütge*, Stuttgart, Fischer, 1966.

3 FEIST Ursula, KRIEGER Hubert, SMID Menno, « Das 'kritische Potential' bei der Bundestagswahl 1983: Die bewusste Arbeitnehmerschaft. Eine Antwort auf die Forschungsgruppe Wahlen », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 15 (1), 1984.

4 Les conclusions des chercheurs de l'institut *Infas* sont fondées sur des enquêtes pré-électorales et portent sur l'ensemble de l'électorat ouvrier. En utilisant des données post-électorales et en se concentrant sur les ouvriers syndiqués, les chercheurs du *Forschungsgruppe Wahlen* n'observent aucun recul du SPD. BERGER Manfred, GIBOWSKI Wolfgang G., ROTH Dieter, SCHULTE Wolfgang, « 'Das Eis schmilzt zuerst an den Rändern'. Zur *Infas*-These von den Stammwählerverlusten der SPD », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 15 (2), 1984.

5 Ces hypothèses sont initialement exposées dans BECK Ulrich, « Jenseits von Stand und Klasse? Soziale Ungleichheiten, gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer Formationen und Identitäten », in KRECKEL R. (dir.), *Soziale Ungleichheiten*, Göttingen, Schwartz, Soziale Welt, Sonderband 2, 1983.

est réalisé par R. Schnell et U. Kohler¹. Leur conclusion est sans appel : entre 1953 et 1992, le pouvoir explicatif de la classe sociale a considérablement reculé. Rapidement, la discussion se déplace vers les évolutions des alignements électoraux des classes sociales. De ce point de vue, P. Gluchowski et U. von Wilamowitz-Moellendorff attirent l'attention sur l'existence de deux sources complémentaires de déclin du vote de classe : (1) le rétrécissement de l'électorat ouvrier syndiqué, qui diminue le nombre d'électeurs potentiellement concernés par un vote de classe ; (2) le recul progressif du vote des ouvriers en faveur des sociaux-démocrates et du vote des indépendants en faveur des chrétiens-démocrates, qui témoigne d'un recul du poids de la classe sociale dans l'orientation du vote des électeurs².

Toutefois, la thèse du déclin du vote de classe ne fait pas consensus dans la littérature car certaines différences significatives subsistent entre le vote des classes sociales³. Certes, ces différences ne sont pas aussi importantes qu'au début des années 1960, mais leur persistance exclut de conclure à un affaiblissement définitif de l'alignement des ouvriers sur les sociaux-démocrates et de l'alignement des indépendants sur les chrétiens-démocrates⁴. De la sorte, le débat empirique sur le déclin du vote de classe renvoie essentiellement à un désaccord quant à l'appréciation du changement : la plupart des auteurs admettent qu'un rapprochement est intervenu entre le vote des différentes classes sociales au cours des dernières décennies, mais les avis divergent sur l'ampleur et la finalité de ce processus.

Ce débat empirique s'accompagne d'une réflexion sur les sources du changement du vote des classes sociales. Dans ce cadre, trois grandes explications alternatives à l'effet d'une montée de l'individualisme sont avancées. La première insiste sur le rôle du renouvellement des générations et rappelle notamment que les ouvriers nés dans l'après-guerre votent moins

-
- 1 La démonstration est fondée sur une base de données rassemblant 37 enquêtes par sondage. De fait, les points d'enquête ne correspondent pas nécessairement à des années d'élection. SCHNELL Rainer, KOHLER Ulrich, « Empirische Untersuchung einer Individualisierungshypothese am Beispiel der Parteipräferenz von 1953-1992 », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 47 (4), 1995. Pour une critique méthodologique, soulignant les faiblesses de l'opérationnalisation des classes sociales et l'inadéquation des procédures statistiques, on peut lire MÜLLER Walter, « Sozialstruktur und Wahlverhalten. Eine Widerrede gegen die Individualisierungsthese », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 49 (4), 1997.
 - 2 GLUCHOWSKI Peter, VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF Ulrich, « Sozialstrukturelle Grundlagen des Parteienwettbewerbs in der Bundesrepublik Deutschland », in GABRIEL O.W., NIEDERMAYER O., STÖSS R. (dir.), *Parteiendemokratie in Deutschland*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 1997.
 - 3 WESSELS Bernhard, « Gruppenbindung und Wahlverhalten: 50 Jahre Wahlen in der Bundesrepublik », in KLEIN M., JAGODZINSKI W., MOCHMANN E., OHR D. (dir.), *50 Jahre Empirische Wahlforschung in Deutschland. Entwicklung, Befunde, Perspektiven, Daten*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2000.
 - 4 DEBUS Marc, « Soziale Konfliktlinien und Wahlverhalten: Eine Analyse der Determinanten der Wahlabsicht bei Bundestagswahlen von 1969 bis 2009 », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 62 (4), 2010. Toutefois, des mouvements importants ont eu lieu à l'occasion des élections de 2005 et de 2009, de sorte qu'une grande prudence s'impose pour la période récente. Sur ce point, on peut aussi se reporter à PAPPI Franz U., BRANDENBURG Jens, « Sozialstrukturelle Interessenlagen und Parteipräferenz in Deutschland: Stabilität und Wandel seit 1980 », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 62 (3), 2010.

volontiers en faveur des sociaux-démocrates que les ouvriers nés avant-guerre¹. La seconde souligne l'importance des modifications dans l'offre des partis politiques et met en évidence une convergence idéologique entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates sur les enjeux économiques². La troisième introduit la question de la participation électorale dans le débat et suggère l'existence d'un parallèle entre le recul du « vote de classe ouvrier » pour les sociaux-démocrates et la progression de l'abstentionnisme ouvrier³.

Le débat international : l'Allemagne, modèle d'une « nouvelle politique » ?

L'Allemagne occupe une place importante dans la littérature internationale. Dès la fin des années 1970, alors que la révolution post-industrielle commence à produire ses premiers effets dans le jeu politique des grandes démocraties occidentales, l'Allemagne est considérée comme l'archétype d'une « nouvelle politique » (*new politics*) débarrassée des oppositions de classe traditionnelles⁴. De ce point de vue, les travaux de K. Hildebrandt et R.J. Dalton jouent un rôle moteur : la diffusion des valeurs post-matérialistes et le développement de nouvelles formes d'engagement politique à la suite des mouvements sociaux des années 1960 auraient modifié la hiérarchie des priorités dans l'opinion publique allemande, et ainsi contribué à la montée en puissance de nouvelles aspirations sociétales (la protection de l'environnement, la pacification des relations internationales, etc.) aux dépens des problématiques économiques classiques (la croissance, le progrès technologique)⁵.

Les preuves empiriques ne manquent pas. L'irruption de l'*Ostpolitik* et du nucléaire à l'agenda à la fin des années 1960 confirment que de nouvelles préoccupations sociétales sans lien apparent avec le clivage de classe s'imposent progressivement dans l'électorat allemand. Elles s'accompagnent d'ailleurs d'un très net recul de l'indice d'Alford, recul qui résulte pour l'essentiel d'une poussée des sociaux-démocrates au sein des « nouvelles classes moyennes » porteuses des valeurs post-matérialistes⁶. Contre toutes attentes, le vote des ouvriers ne subit pas d'évolutions significatives au cours de cette phase de transition entre « vieille politique » et « nouvelle politique » : il reste acquis aux sociaux-démocrates.

-
- 1 PAPPI Franz U., « Klassenstruktur und Wahlverhalten im sozialen Wandel », in KAASE M., KLINGEMANN H.-D. (dir.), *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1987*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1990, p. 24-25.
 - 2 ELFF Martin, « Social Divisions and Political Choices in Germany, 1980-2006 », in EVANS G., DE GRAAF N.D. (dir.), *Political Choice Matters*, à paraître.
 - 3 GATTIG Alexander, « Klasseneinflüsse auf das Wahlverhalten und die Wahlbeteiligung. Resultate aus der Bundesrepublik Deutschland und den USA », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 58 (3), 2006.
 - 4 BAKER Kendall L., DALTON Russell J., HILDEBRANDT Kai, *Germany Transformed: Political Culture and the New Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1981.
 - 5 HILDEBRANDT Kai, DALTON Russell J., « Die Neue Politik: Politischer Wandel oder Schönwetterpolitik? », in KAASE M. (dir.), *Wahlsoziologie heute: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976*, Opladen, Westdeutscher Verlag, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 2/3, 1977.
 - 6 DALTON Russell J., « The West German Party System between Two Ages », in DALTON R.J., FLANAGAN S.C., BECK P.A. (dir.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies*, 1984, p. 127.

Au cours des années 1990, ce tableau est largement révisé par W. Müller¹. En utilisant un schéma de classe plus complexe, distinguant trois segments au sein des nouvelles classes moyennes salariées (managers, experts, professionnels socioculturels²), ce dernier démontre que l'opposition de classe traditionnelle entre les ouvriers et les anciennes classes moyennes indépendantes subsiste et que la « nouvelle politique » se déploie également sur des bases de classe, les Verts trouvant l'essentiel de leurs soutiens parmi les professionnels socioculturels et les experts. Il distingue toutefois les électeurs nés avant 1939 et les électeurs nés après, ces derniers étant moins favorables aux deux grands partis que leurs devanciers. Actualisant ses résultats après des élections de 2009, il confirme d'ailleurs le rôle moteur du renouvellement des générations dans les transformations du vote de classe : depuis les années 1990, l'arrivée de nouvelles cohortes dans le corps électoral a constamment affaibli les alignements de classe traditionnels et renforcé les bases de classe du vote en faveur des Verts³.

Le cas des nouveaux *Länder* : un « vote de classe inversé » ?

Les travaux sur la dynamique du vote des classes sociales en Allemagne de l'Est ne se posent pas dans les mêmes termes. Dans un premier temps, les chercheurs se sont contentés d'exporter les modèles d'analyse qu'ils mobilisaient pour comprendre le vote des électeurs à l'Ouest, anticipant l'existence d'un très fort vote de classe dans les nouveaux *Länder* compte tenu de la nature de leur structure sociale. Mais dès les élections à la Chambre du Peuple de mars 1990, ils ont été contraints de revoir leur manière de concevoir la compétition politique en Allemagne de l'Est : contre toute attente, les ouvriers des nouveaux *Länder* se sont d'abord prononcés massivement en faveur des chrétiens-démocrates et de leurs alliés conservateurs dans une forme de « vote de classe inversé »⁴.

De fait, la question d'un recul du vote de classe ne s'est jamais posée en Allemagne de l'Est et les débats se sont concentrés sur la nature des alignements électoraux naissants. Dans ce cadre, la littérature a d'abord insisté sur les spécificités de la compétition politique au sein des nouveaux *Länder* et notamment sur l'affrontement entre les partisans d'une réunification rapide et les héritiers de l'ancien système⁵, affrontement qui permet d'expliquer pourquoi les

1 MÜLLER Walter, « Klassenstruktur und Parteiensystem: Zum Wandel der Klassenspaltung im Wahlverhalten », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 50 (1), 1998.

2 Les experts se recrutent essentiellement parmi les ingénieurs et les scientifiques, tandis que les professionnels socioculturels travaillent sont des spécialistes dans les secteurs de la santé, de la culture, etc. Ces deux catégories se distinguent selon leur rapport (direct ou non) aux clients.

3 MÜLLER Walter, KLEIN Markus, « Die Klassenbasis in der Parteipräferenz des deutschen Wählers: Erosion oder Wandel? », in SCHMITT-BECK R. (dir.), *Wählen in Deutschland*, Baden-Baden, Nomos, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 45, 2012, p. 106-107.

4 Sur ces élections à la *Volkskammer*, les premières après la chute du Mur de Berlin, on peut lire GIBOWSKI Wolfgang, « Demokratischer (Neu-)Beginn in der DDR: Dokumentation und Analyse der Wahl vom 18. März », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 21 (1), 1990.

5 VON WINTER Thomas, « Wählerverhalten in den östlichen Bundesländern: Wahlsoziologische Erklärungsmodelle auf dem Prüfstand », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 27 (2), 1996.

ouvriers ont autant soutenu les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl. A partir du milieu des années 1990, la discussion s'est déplacée vers la question de la stabilisation des électorats partisans. Deux thèses se sont alors opposées, la première suggérant que le conflit découlant de la réunification s'est définitivement cristallisé à l'Est et que les coalitions électorales qui se sont forgées lors des élections de 1990 sont durables¹, la seconde considérant que les résultats des élections de 1990 étaient exceptionnels et qu'une forme de normalisation des alignements électoraux s'est ensuite imposée².

3.2.2. Le tableau général : permanences et changements

Malgré la multiplication des travaux sur le vote de classe au cours des deux dernières décennies, la littérature ne permet pas de dégager un tableau clair de la dynamique du vote des classes sociales en Allemagne de l'Ouest. Certes, toutes les recherches s'accordent sur le fait que la composante ouvrière syndiquée du noyau électoral des sociaux-démocrates s'est considérablement rétrécie suite aux transformations de la structure sociale, mais l'évolution des alignements électoraux des classes sociales reste incertaine. Paradoxalement, la situation en Allemagne de l'Est pose moins de problèmes : au fond, un large consensus existe autour de l'idée de différences majeures par rapport à l'Allemagne de l'Ouest.

Quoi qu'il en soit, la littérature souffre de plusieurs faiblesses. La première concerne la nature des enquêtes mobilisées et la variable dépendante qui en découle : l'usage parallèle des données issues des enquêtes électorales nationales (*Deutsche Nationale Wahlstudien*) et des données des enquêtes Allbus (*Allgemeine Bevölkerungsumfrage der Sozialwissenschaften*) incite à traiter de la même façon l'identification partisane, les intentions de vote et les déclarations de vote effectif et empêche toute réflexion critique sur les spécificités de ces différentes mesures. La seconde est liée aux séries temporelles analysées : très peu de recherches s'intéressent aux transformations du vote des classes sociales sur le très long terme, la plupart se contentant de remonter au milieu des années 1970³.

Les données utilisées dans ce chapitre permettent de dépasser ces faiblesses et d'aller plus loin dans la description des dynamiques du vote des classes sociales en Allemagne. En dépit de quelques problèmes liés à l'absence d'une infrastructure stable responsable de leur réalisation, les enquêtes électorales académiques offrent deux avantages importants. D'une part, elles couvrent l'ensemble des élections au *Bundestag* depuis 1949 et rendent possible le développement d'une véritable perspective de long terme. D'autre part, elles permettent de

-
- 1 DALTON Russell J., BÜRKLIN Wilhelm, « The Two German Electorates: The Social Bases of the Vote in 1990 and 1994 », *German Politics and Society*, 34 (1), 1995.
 - 2 GABRIEL Oscar W., BRETTSCHEIDER Frank, « Soziale Konflikte und Wählerverhalten: Die erste gesamtdeutsche Bundestagswahl im Kontext der langfristigen Entwicklung des Parteiensystems der Bundesrepublik Deutschland », in RATTINGER H., GABRIEL O.W., JAGODZINSKI W. (dir.), *Wahlen und politische Einstellungen im vereinigten Deutschland*, Frankfurt/Main, Peter Lang, 1994.
 - 3 De ce point de vue, le choix des données est crucial : la série des enquêtes électorales nationales remonte à 1949, tandis que les enquêtes Allbus débutent en 1980 (1976 avec le Zumabus).

se concentrer sur des déclarations de vote effectif et d'intégrer dans la réflexion les forces de court terme qui peuvent peser sur le choix des électeurs lorsqu'ils sont effectivement invités à se prononcer dans les urnes.

Comme dans les analyses sur le cas de la France, l'impact du temps sur les évolutions du vote des classes sociales est modélisé par l'introduction d'une interaction avec le nombre d'années après le premier point d'enquête¹. Les résultats des premiers modèles de régression sont présentés dans le tableau 3.3. En Allemagne de l'Ouest, il n'a pas été possible d'isoler les techniciens et les contremaîtres sur l'ensemble de la période étudiée : ils ont été laissés avec les ouvriers. En Allemagne de l'Est, les salariés intermédiaires et les cadres supérieurs ont été regroupés dans une seule et même *service class* pour des raisons d'effectifs.

Tableau 3.3

Une modélisation multinomiale des évolutions du vote des classes sociales en Allemagne

		Ouest 1949-2009		Est 1990-2009	
		Modèle 3.7		Modèle 3.8	
		CDU/CSU	FDP	CDU/CSU	PDS/Linke
Classe sociale	<i>Indépendants</i>	2,041**	2,710**	1,139**	0,569
	<i>Service class</i>	-	-	-0,232	0,888**
	<i>Cadres supérieurs</i>	1,736**	2,701**	-	-
	<i>Salariés intermédiaires</i>	1,251**	2,312**	-	-
	<i>Employés</i>	0,983**	1,675**	-0,488**	0,384*
	<i>Ouvriers</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Classe * Temps	<i>Indépendants * Temps</i>	-0,016**	-0,017**	-0,018	-0,036
	<i>Service class * Temps</i>	-	-	0,025	-0,044*
	<i>Cadres sup. * Temps</i>	-0,022**	-0,023**	-	-
	<i>Salariés int. * Temps</i>	-0,017**	-0,023**	-	-
	<i>Employés * Temps</i>	-0,018**	-0,019**	0,030*	-0,025
	<i>Ouvriers * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
N		16.420	16.420	4.054	4.054
Enquêtes		17	17	7	7

NB. La modalité de référence des deux modèles est le vote SPD. Les modèles incluent également un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

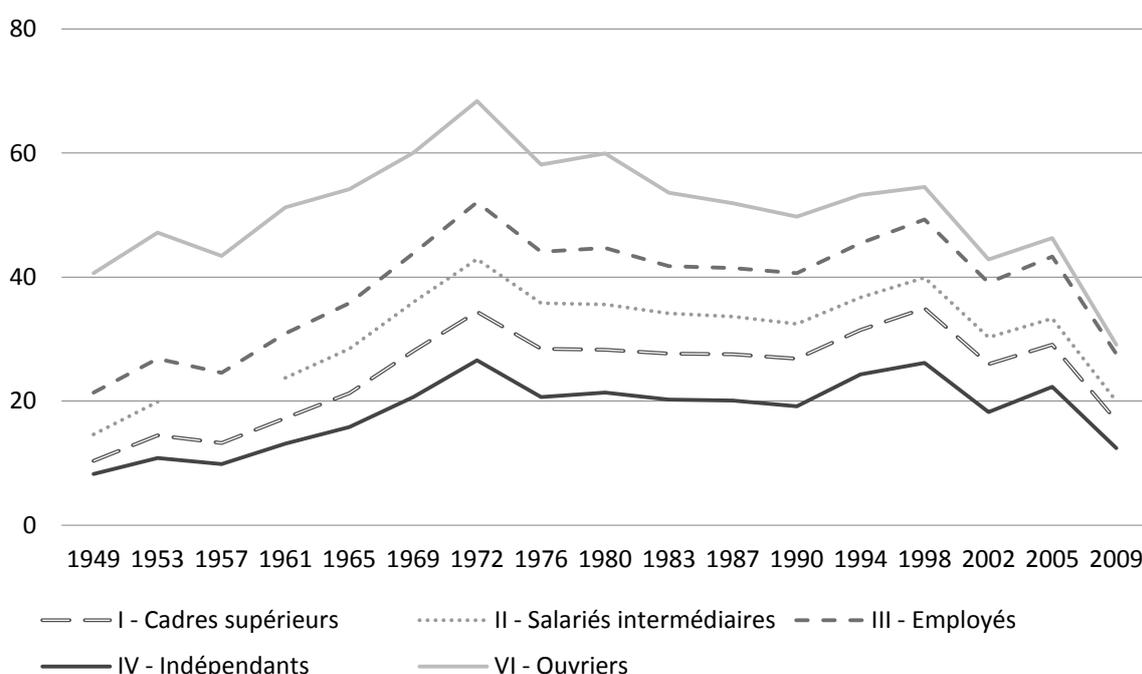
1 Ce type d'interaction impose un effet linéaire du temps. Des termes quadratiques et des termes non-linéaires ont été testés, mais ils s'ajustent moins bien aux données. En Allemagne de l'Est, le premier point d'enquête correspond aux élections à la *Volkskammer* de mars 1990.

Les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates

La modélisation des évolutions dans le temps du vote pour les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates en Allemagne l'Ouest révèle une tendance au rapprochement entre les différentes classes sociales (modèle 3.7). Cette tendance est générale et concerne toutes les classes, quelle que soit leur position de départ par rapport aux ouvriers : tous les coefficients d'interaction sont négatifs et statistiquement significatifs. Cette observation est confirmée par les figures 3.8 et 3.9, qui représentent graphiquement les évolutions des probabilités prédites par le modèle 3.7 d'un vote social-démocrate et d'un vote chrétien-démocrate : dans les deux cas, le resserrement des écarts entre les classes sociales est net. Cependant, cette tendance au rapprochement n'est pas synonyme d'une convergence complète : des différences subsistent entre le vote des classes sociales, à un niveau réduit.

Figure 3.8

Les évolutions du vote des classes sociales pour le SPD en Allemagne de l'Ouest



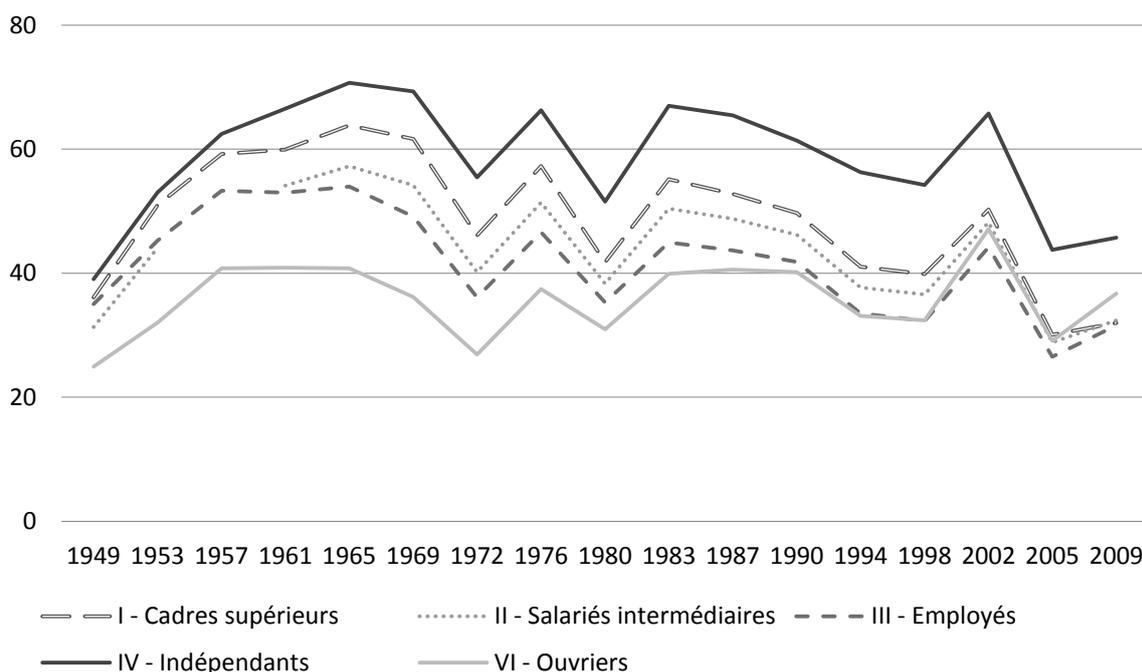
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote pour le SPD pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.7, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

Deux phases peuvent être distinguées dans les évolutions du vote en faveur du SPD. Dans un premier temps, des élections de 1949 aux élections de 1972, les sociaux-démocrates progressent très fortement dans l'ensemble des classes sociales, de sorte que l'écart entre les ouvriers et les indépendants, les deux classes les plus éloignées, reste stable. Certes, à partir des élections de 1961, ils bénéficient d'une dynamique plus importante chez les employés, les

salariés intermédiaires et les cadres supérieurs dans un mouvement qui fait écho à l'adoption du programme de Bad Godesberg, mais ils distinguent essentiellement par leur ancrage dans l'électorat ouvrier. Toutefois, dans un second temps, à partir des élections de 1976, ils entrent dans une phase de reflux. Et au cours de cette phase, ils souffrent essentiellement d'un recul au sein de l'électorat ouvrier. Comme en France, la tendance au rapprochement entre le vote des classes sociales en Allemagne est d'abord le fait d'une banalisation du vote des ouvriers.

Figure 3.9

Les évolutions du vote des classes sociales pour la CDU/CSU en Allemagne de l'Ouest



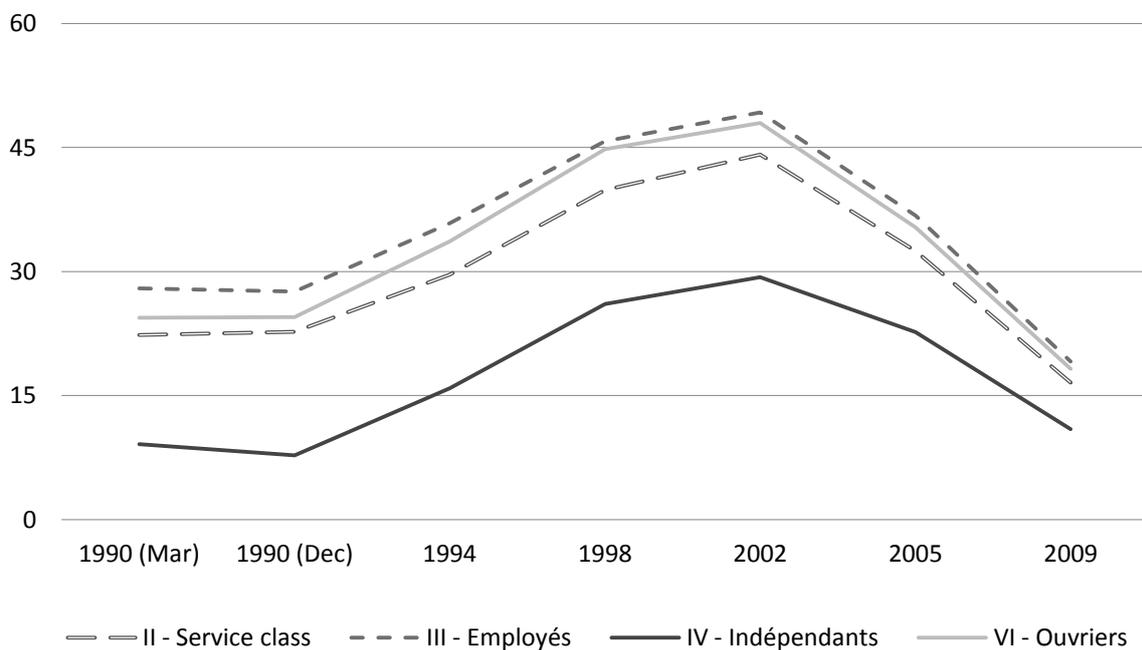
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote CDU/CSU pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.7, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

Les évolutions du vote en faveur des chrétiens-démocrates permettent de compléter ces premières observations. D'emblée, elles rappellent que l'électorat CDU/CSU est lui aussi structuré par des oppositions de classe, bien qu'il se soit historiquement construit autour du clivage religieux. De fait, dès les élections de 1953, les chrétiens-démocrates bénéficient d'un soutien important de la part des indépendants, soutien qui n'a jamais été démenti depuis. De la sorte, comme en France, la tendance au rapprochement entre les classes sociales sur le vote CDU/CSU concerne seulement les catégories salariées. Elle débute lors des élections de 1972 et s'achève lors des élections de 2005 avec une convergence complète entre les ouvriers et les cadres supérieurs, les deux classes initialement les plus distantes parmi les salariés. Au final, les chassés-croisés pénalisent d'abord le SPD, qui souffre de lourdes pertes dans son électorat ouvrier tandis que la CDU/CSU parvient à maintenir ses positions chez les indépendants.

La dynamique dans les nouveaux *Länder* est extrêmement différente. La modélisation des évolutions dans le temps du vote pour les deux grands partis ne révèle aucune tendance statistiquement significative au rapprochement entre les classes sociales (modèle 3.8) : seul le coefficient associé aux employés est significatif, au seuil de 0,05. D'ailleurs, les figures 3.10 et 3.11, qui représentent graphiquement l'évolution des probabilités prédites par le modèle 3.8 d'un vote en faveur des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates à l'Est, ne signalent pas de convergence claire entre le vote des classes sociales.

Figure 3.10

Les évolutions du vote des classes sociales pour le SPD en Allemagne de l'Est



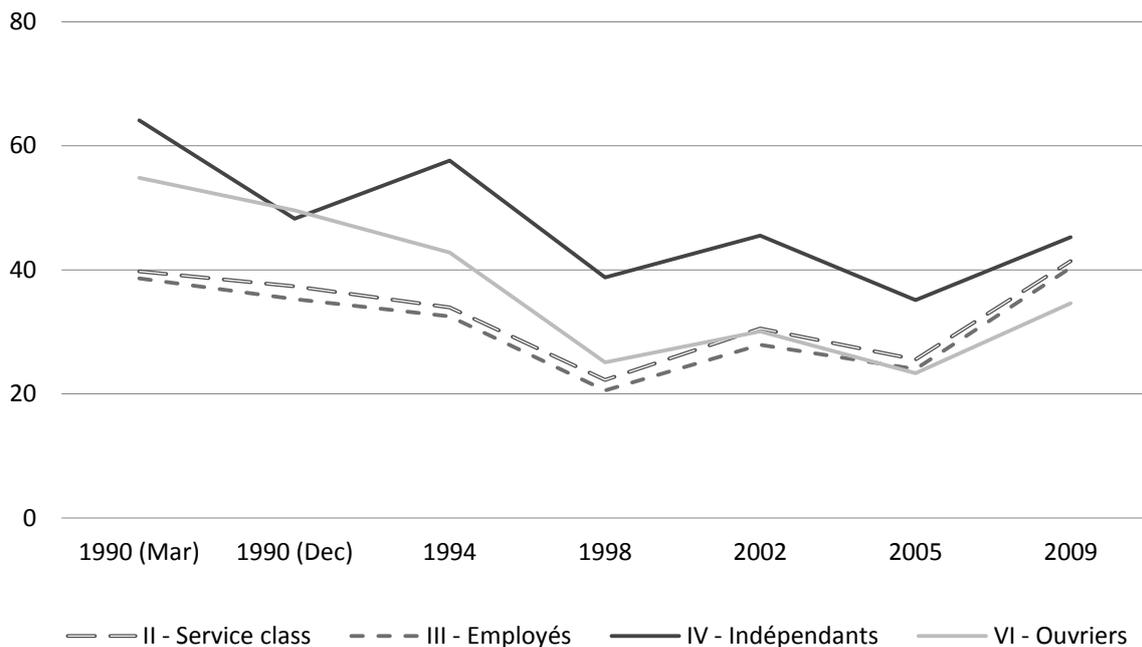
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote pour le SPD pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.8, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

De fait, depuis le rétablissement de la démocratie, les bases sociales du vote en faveur du SPD en Allemagne de l'Est sont remarquablement stables. Contrairement à la situation en Allemagne de l'Ouest, les sociaux-démocrates n'ont jamais bénéficié d'un soutien important de la part des ouvriers, payant vraisemblablement le prix de leur position tempérée lors de la réunification : alors que les ouvriers aspiraient à une solution rapide pour tourner la page de la dictature communiste, qui avait essentiellement servi les intérêts des élites dirigeantes, les sociaux-démocrates sont longtemps restés hostiles au plan de réunification échafaudé par le Chancelier Kohl. De la sorte, c'est parmi les employés que les sociaux-démocrates obtiennent généralement leurs meilleurs scores dans les nouveaux *Länder*. Et au final, c'est leur faiblesse chez les indépendants qui les rapproche de la situation dans les anciens *Länder*.

Du côté des chrétiens-démocrates, le tableau est plus contrasté. D'emblée, il confirme un des résultats les plus inattendus de l'histoire électorale allemande : le vote très important des ouvriers en faveur de la CDU/CSU lors des élections à la *Volkskammer* puis au *Bundestag* de 1990. Cependant, cette spécificité s'estompe par la suite, au point qu'en fin de période, les ouvriers deviennent la classe sociale la moins favorable aux chrétiens-démocrates.

Figure 3.11

Les évolutions du vote des classes sociales pour la CDU/CSU en Allemagne de l'Est



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote CDU/CSU pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.8, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

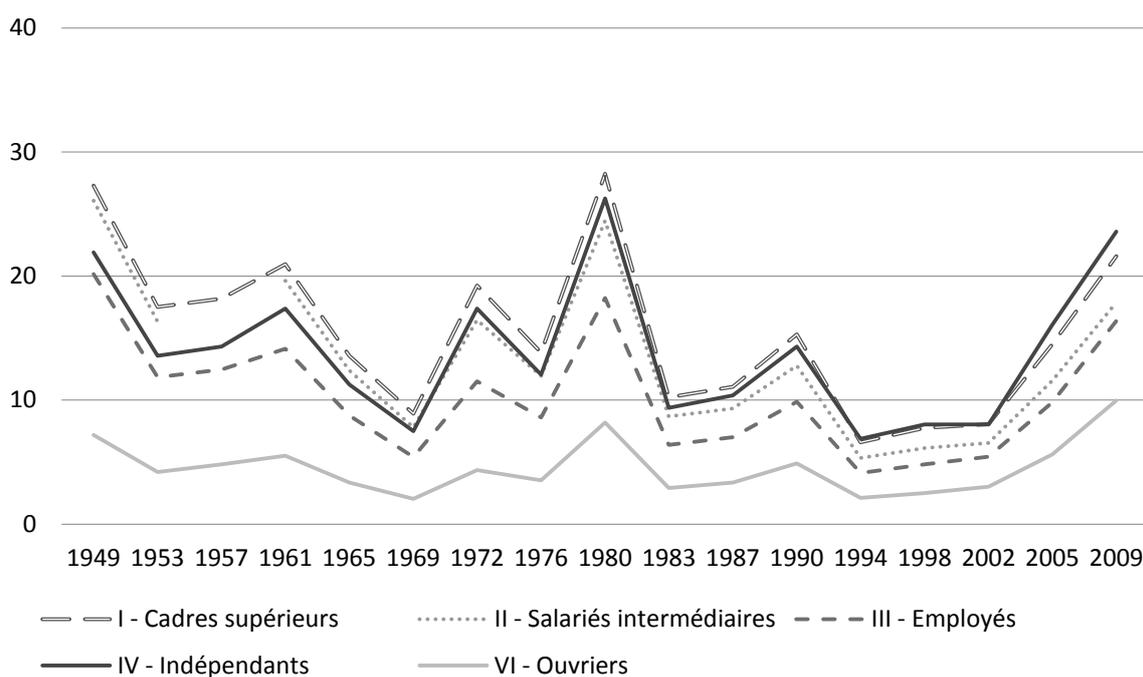
En filigrane, cette mutation des bases sociales du vote chrétien-démocrate confirme l'importance de la question de la réunification dans le comportement électoral des ouvriers lors des scrutins faisant directement suite de la chute du Mur de Berlin : une fois le débat sur les conditions de la réunification refermé, la CDU perd brutalement tout l'avantage dont elle disposait chez les ouvriers. En revanche, comme en Allemagne de l'Ouest, elle maintient ses positions chez les travailleurs indépendants. De la sorte, les nouveaux *Länder* se caractérisent bien par une certaine normalisation du vote des classes sociales : le « vote de classe inversé » qui s'est exprimé en 1990 résultait d'une conjoncture exceptionnelle, dans laquelle les forces de court terme ont pu jouer un rôle décisif car elles n'étaient pas contrecarrées par l'existence d'attaches partisans préalables chez les électeurs est-allemands.

Les autres forces politiques

Les évolutions du vote en faveur des autres partis politiques révèlent également des dynamiques importantes. En Allemagne de l'Ouest, le FDP est souvent présenté comme un parti sans base sociale spécifique, dont les résultats dépendent essentiellement de l'ampleur du vote tactique¹ et du niveau de mécontentement contre les grands partis. Cette conviction est renforcée par le fait qu'il a longtemps occupé une fonction pivot dans le système partisan, s'alliant successivement avec les chrétiens-démocrates, avec les sociaux-démocrates, puis de nouveau avec les chrétiens-démocrates. Pour autant, le vote FDP est profondément structuré par des oppositions de classe (figure 3.12). De ce point de vue, il ressemble beaucoup au vote CDU/CSU, avec une diffusion importante chez les indépendants et les cadres supérieurs, et une très forte résistance chez les ouvriers. Toutefois, comme pour le vote en faveur des deux grands partis, une tendance au rapprochement entre les classes sociales est visible au cours du temps, tendance confirmée par les coefficients d'interaction du modèle 3.7.

Figure 3.12

Les évolutions du vote des classes sociales pour le FDP en Allemagne de l'Ouest



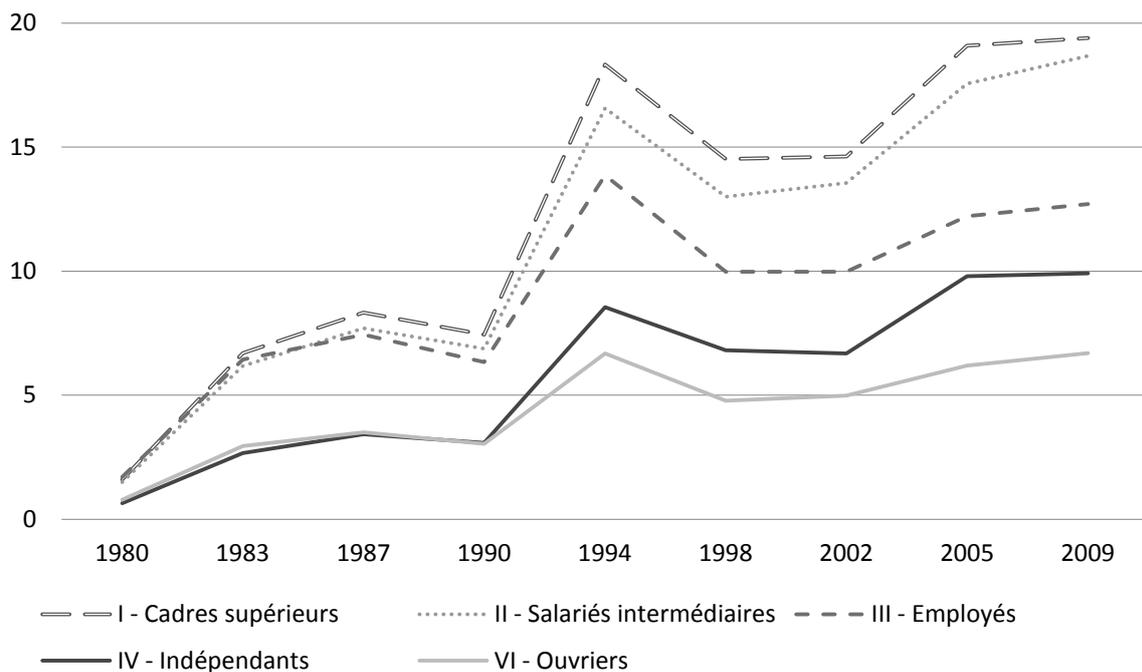
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote pour le FDP pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.7, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

1 Dans la plupart des cas, le vote tactique consiste à voter pour un grand parti aux premières voix (le scrutin uninominal) et à voter pour un petit parti allié aux secondes voix (la proportionnelle) afin de lui garantir une représentation au *Bundestag*.

Bien qu'il soit généralement interprété comme un produit de la « nouvelle politique », de l'élévation du niveau d'instruction et du développement des valeurs post-matérialistes, le vote en faveur des Verts obéit lui aussi à des logiques de classe (figure 3.13). Dans les anciens *Länder* comme dans les nouveaux¹, il est très fortement structuré par une opposition entre les ouvriers et les indépendants d'une part, et les classes moyennes salariées d'autre part. Cette ligne de fracture n'est pas récente : dès leur première percée électorale nationale en 1983, les *Grünen* avaient obtenu leurs meilleurs résultats chez les salariés intermédiaires et les cadres supérieurs. Cependant, au fil du temps, l'écart entre les ouvriers et les cadres supérieurs, les deux classes les plus distantes, s'est progressivement creusé, témoignant d'une accentuation des bases de classe du vote pour les Verts. Evidemment, cette dynamique peut être analysée comme le déploiement d'un conflit de valeurs entre matérialistes et post-matérialistes, mais son ancrage dans la structure sociale est désormais si profond qu'elle pourrait préfigurer une reconfiguration durable du clivage de classe.

Figure 3.13

Les évolutions du vote des classes sociales pour les Verts en Allemagne de l'Ouest



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote CDU/CSU pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.7, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

1 Les résultats des analyses sur le vote des classes sociales pour les Verts en Allemagne de l'Est ne sont pas présentés ici mais ils décrivent exactement les mêmes dynamiques qu'en Allemagne de l'Ouest. Pour plus de précisions, on peut se reporter à l'annexe 3.

Dans les nouveaux *Länder*, le vote pour les libéraux et pour les Verts suscite beaucoup moins d'interrogations que le vote pour les anciens communistes du PDS. Dans la mesure où la République Démocratique Allemande constituait officiellement un Etat des ouvriers et des paysans (*Arbeiter-und-Bauern-Staat*), il n'aurait pas été surprenant que les héritiers de l'ancien parti-unique bénéficient d'emblée d'un large soutien de la part des ouvriers. Il n'en est rien. Contrairement à ses déclarations d'intention, la dictature communiste a essentiellement servi les intérêts des classes dirigeantes. De la sorte, c'est parmi les cadres supérieurs et les salariés intermédiaires, les principaux serviteurs de l'ancien régime, que le PDS a d'abord trouvé ses plus fervents supporters (figure 3.14).

Figure 3.14

Les évolutions du vote des classes sociales pour le PDS/Die Linke en Allemagne de l'Est



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes du vote PDS/Linke pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.8, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.3. Elles sont exprimées en pourcentages.

Toutefois, depuis les élections de 1998, le PDS est parvenu à combler son retard chez les ouvriers en adoptant des positions de plus en plus hostiles au libéralisme économique. Ce rattrapage s'est d'ailleurs accéléré lors des élections de 2005 suite à son accord électoral avec le WASG, une formation de l'Ouest issue d'une scission du SPD. La création de *Die Linke* en 2007 a parachevé le processus : à l'Ouest comme à l'Est, la gauche radicale dispose désormais d'un solide ancrage dans le monde ouvrier.

L'abstention

Comme en France, l'analyse de l'abstentionnisme des classes sociales en Allemagne pose un problème évident de réalisme sociologique : compte tenu de la sous-déclaration de la non-participation dans les enquêtes post-électorales, la mesure de l'abstention est sujette à caution. Pour autant, la modélisation des évolutions de la participation et de l'abstention des classes sociales au cours du temps est extrêmement riche en enseignements (tableau 3.4).

Tableau 3.4

Une modélisation logistique des évolutions de la participation électorale en Allemagne

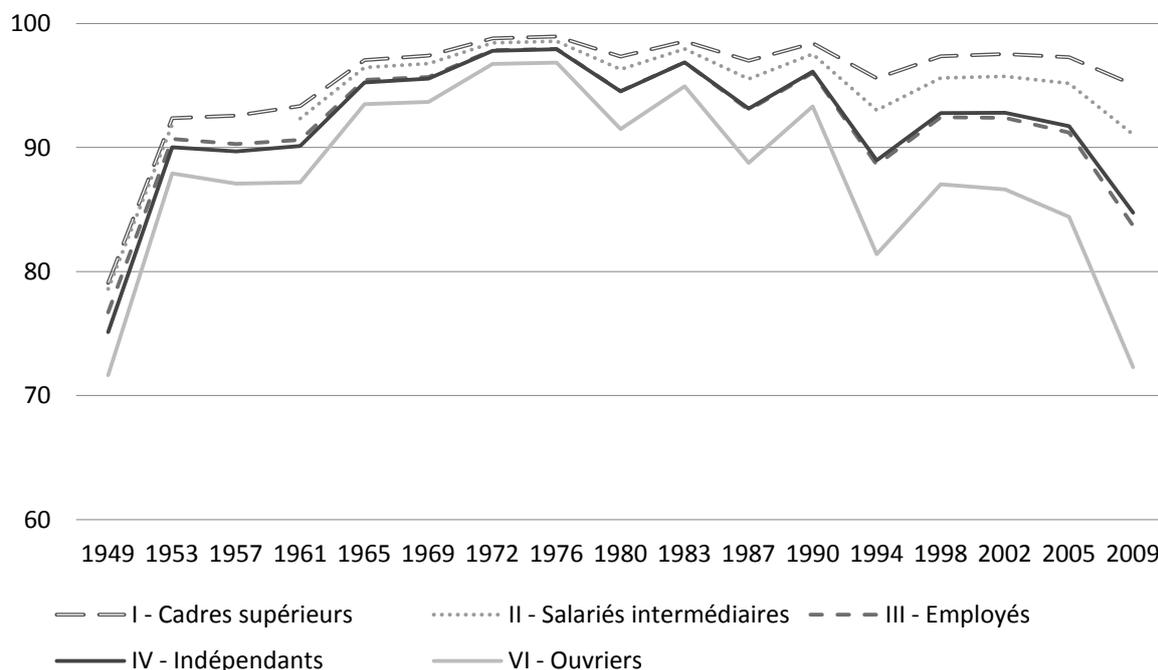
		Ouest 1949-2009		Est 1990-2009	
		Modèle 3.9	Modèle 3.10	Modèle 3.11	Modèle 3.12
Classe sociale	<i>Indépendants</i>	0,178	0,165	0,706	0,560
	<i>Service Class</i>	-	-	0,626*	0,381
	<i>Cadres supérieurs</i>	0,403	0,289	-	-
	<i>Salariés intermédiaires</i>	0,374	0,326	-	-
	<i>Employés</i>	0,265**	0,242*	0,728**	0,712**
	<i>Ouvriers</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Classe * Temps	<i>Indépendants * Temps</i>	0,010*	0,009*	-0,004	-0,008
	<i>Service Class * Temps</i>	-	-	0,081**	0,066
	<i>Cadres sup. * Temps</i>	0,027**	0,025**	-	-
	<i>Salariés int. * Temps</i>	0,016**	0,014**	-	-
	<i>Employés * Temps</i>	0,007*	0,010**	-0,017	-0,019
	<i>Ouvriers * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>		-0,458**		-0,139
	<i>Hommes</i>		Ref.		Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>		0,313**		0,923**
	<i>Secondaire</i>		0,077		-0,101
	<i>Primaire</i>		Ref.		Ref.
N		18.122	18.122	4.640	4.640
Enquêtes		17	17	7	7

NB. La modalité de référence est l'abstention. Les modèles comportent un terme pour chaque année d'enquête. Les modèles 3.10 et 3.12 intègrent un contrôle pour la catégorie d'agglomération. Les deux niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

En Allemagne de l'Ouest, tous les coefficients d'interaction décrivant l'évolution des classes sociales au cours du temps sont positifs et statistiquement significatifs. Ils signalent ainsi que les ouvriers, la catégorie de référence, s'écartent des autres classes sociales au cours de la période. De ce point de vue, la figure 3.15, qui représente graphiquement les évolutions des probabilités prédites par le modèle 3.9 d'une participation aux élections au *Bundestag*, ne laisse planer aucun doute : la tendance au déclin de la participation électorale, qui débute en 1976, est beaucoup plus prononcée chez les ouvriers que dans les autres classes sociales.

Figure 3.15

Les évolutions de la participation électorale des classes sociales en Allemagne de l'Ouest



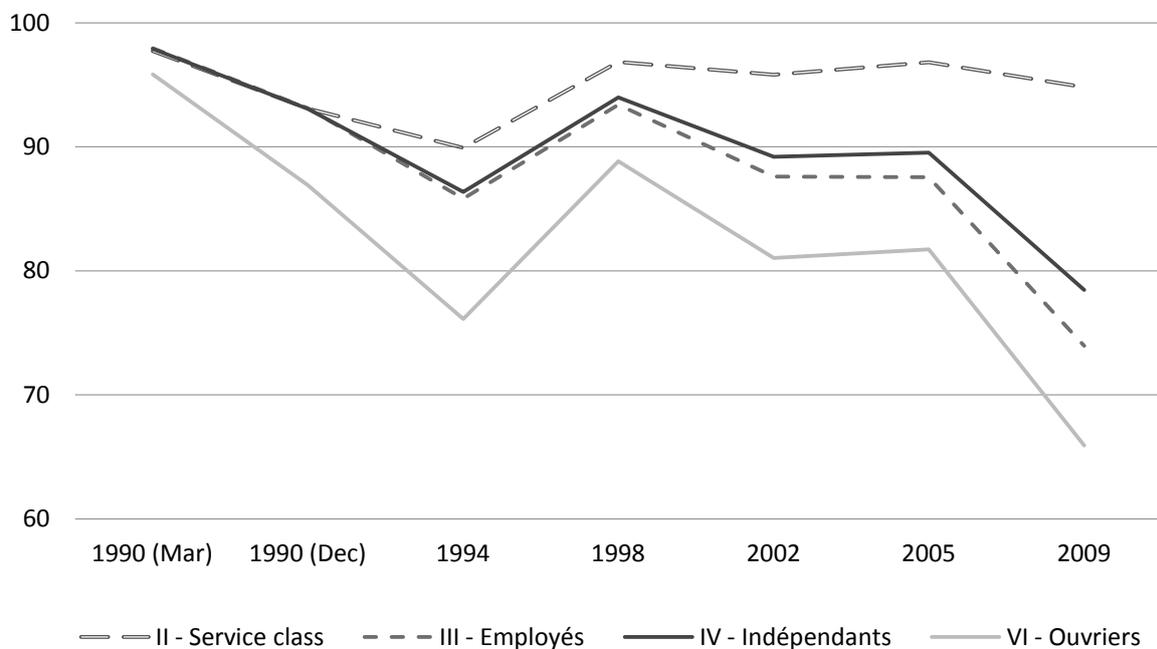
NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'une participation au scrutin pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.9, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.4. Elles sont exprimées en pourcentages.

Au fond, deux périodes doivent être distinguées. Dans un premier temps, entre 1949 et 1976, la participation progresse régulièrement. Le nouveau système politique démontre sa capacité à intégrer les électeurs. Les ouvriers, qui accusaient initialement un léger déficit de participation par rapport aux cadres supérieurs, la classe la plus mobilisée, comblent peu à peu l'écart. Et au début des années 1970, au moment où la participation électorale atteint son niveau maximal, les ouvriers participent autant que les autres classes sociales. En revanche, à partir des élections de 1980, la participation entre dans une phase de déclin et des différences apparaissent rapidement entre les classes sociales. Comme pour le vote en faveur des Verts, l'opposition principale passe entre les classes moyennes salariées et les ouvriers : en toute fin de période, l'écart entre les cadres supérieurs et les ouvriers atteint près de 20 points.

La dynamique en Allemagne de l'Est est plus complexe à analyser en raison de la très forte sur-déclaration de la participation lors des scrutins de mars et de décembre 1990. Pour autant, elle présente de nombreuses similitudes avec la situation en Allemagne de l'Ouest : à partir des élections de 1994, une opposition se cristallise entre les classes moyennes salariées et les ouvriers. De ce point de vue, les résultats du modèle 3.11 sont très clairs : le coefficient associé aux évolutions de la participation électorale de la *service class* dans le temps est positif et statistiquement significatif, confirmant l'existence d'une tendance à la divergence avec les ouvriers, la catégorie de référence (tableau 3.4). Dès le milieu des années 1990, les ouvriers sont nettement moins mobilisés que les autres classes sociales. Et en fin de période, l'écart de participation avec la *service class*, la classe la plus mobilisée, atteint 30 points (figure 3.16).

Figure 3.16

Les évolutions de la participation électorale des classes sociales en Allemagne de l'Est



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'une participation au scrutin pour chacune des classes sociales. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression 3.11, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 3.4. Elles sont exprimées en pourcentages.

3.2.3. Les explications

La modélisation des évolutions du vote des classes sociales en Allemagne de l'Ouest puis en Allemagne de l'Est a permis de mettre en évidence des dynamiques très contrastées. Dans les anciens *Länder*, trois processus se détachent : (1) un rapprochement progressif entre toutes les classes sociales sur le vote SPD à partir des élections de 1976 ; (2) le développement d'une nouvelle ligne de fracture entre les indépendants et les salariés sur le vote CDU/CSU à partir des élections de 1972 ; (3) la cristallisation d'une opposition entre les nouvelles classes moyennes d'une part, les ouvriers et les indépendants d'autre part, sur le vote en faveur des Verts. Dans les nouveaux *Länder*, deux phénomènes se distinguent : (1) la constitution d'un « vote de classe inversé » lors des élections de 1990 ; (2) une normalisation des alignements électoraux à partir du milieu des années 1990.

De fait, l'Allemagne ne se caractérise pas par un recul général et uniforme du vote de classe. La tendance au rapprochement entre le vote des classes sociales concerne seulement le vote en faveur des sociaux-démocrates et le vote des chrétiens-démocrates en Allemagne de l'Ouest, et comme en France, elle résulte largement d'une banalisation du vote des ouvriers. L'explication de cette dynamique n'est pas moins importante : elle pénalise essentiellement les sociaux-démocrates et selon qu'elle renvoie aux mutations de la structure sociale ou aux changements de l'offre politique, elle n'engage pas leur responsabilité de la même façon.

Le modèle du changement social

Le test du modèle du changement social n'est pas aussi simple qu'en France. Compte tenu de certaines limitations dans les données, deux modèles ont dû être estimés, le premier sans le niveau de revenu, le second avec le niveau de revenu mais sans les enquêtes de 1980, 1983, 1987 et 1990. Toutefois, la logique est la même : si le brouillage des frontières de classe est effectivement à l'origine du rapprochement entre le vote des classes sociales, un contrôle par les principales sources d'hétérogénéité entre les classes doit estomper cette tendance. De manière très concrète, l'introduction du niveau d'instruction et du niveau de revenu dans les modèles doit faire chuter les coefficients d'interaction décrivant les changements du vote des classes sociales dans le temps ou les rendre statistiquement non significatifs.

De ce point de vue, les tests sont sans appel : les coefficients d'interaction associés aux évolutions dans le temps du vote CDU/CSU plutôt que SPD ne bougent quasiment pas entre les modèles 3.13 et 3.14 d'une part, et les modèles 3.15 et 3.16 d'autre part (tableau 3.5). En d'autres termes, les principales variables rendant compte des transformations de la structure sociale allemande ne parviennent pas à expliquer le rapprochement observé entre le vote des différentes classes sociales¹.

1 M. Elff parvient à la même conclusion en utilisant les données Allbus sur la période 1980-2006. ELFF Martin, « Social Divisions and Political Choices in Germany, 1980-2006 », in EVANS G., DE GRAAF N.D. (dir.), *Political Choice Matters*, à paraître.

Tableau 3.5

L'impact de l'instruction et du revenu sur les évolutions des classes sociales en Allemagne

		Test sans le revenu		Test avec le revenu	
		Modèle 3.13	Modèle 3.14	Modèle 3.15	Modèle 3.16
Classe sociale	<i>Indépendants</i>	2,041**	1,895**	2,062**	1,847**
	<i>Cadres supérieurs</i>	1,710**	1,584**	1,766**	1,472**
	<i>Salariés intermédiaires</i>	1,244**	1,204**	1,304**	1,181**
	<i>Employés</i>	0,982**	0,959**	1,001**	0,935**
	<i>Ouvriers</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Classe * Temps	<i>Indépendants * Temps</i>	-0,016**	-0,015**	-0,018**	-0,017**
	<i>Cadres sup. * Temps</i>	-0,022**	-0,022**	-0,019**	-0,019**
	<i>Salariés int. * Temps</i>	-0,017**	-0,018**	-0,018**	-0,020**
	<i>Employés * Temps</i>	-0,018**	-0,021**	-0,018**	-0,021**
	<i>Ouvriers * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>		0,280**		0,377**
	<i>Hommes</i>		Ref.		Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>		0,322**		0,387**
	<i>Secondaire</i>		0,260**		0,321**
	<i>Primaire</i>		Ref.		Ref.
Revenu	<i>91-100</i>				0,091
	<i>76-90</i>				-0,129
	<i>50-75</i>				-0,244**
	<i>21-50</i>				-0,305**
	<i>0-20</i>				Ref.
N		16.376	16.376	11.864	11.864
Enquêtes		17	17	13	13

NB. La modalité de référence des modèles est le vote SPD. Tous les modèles incluent un terme pour chaque année d'enquête. Les modèles 3.14 et 3.16 comportent également un contrôle pour le genre et la catégorie d'agglomération. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

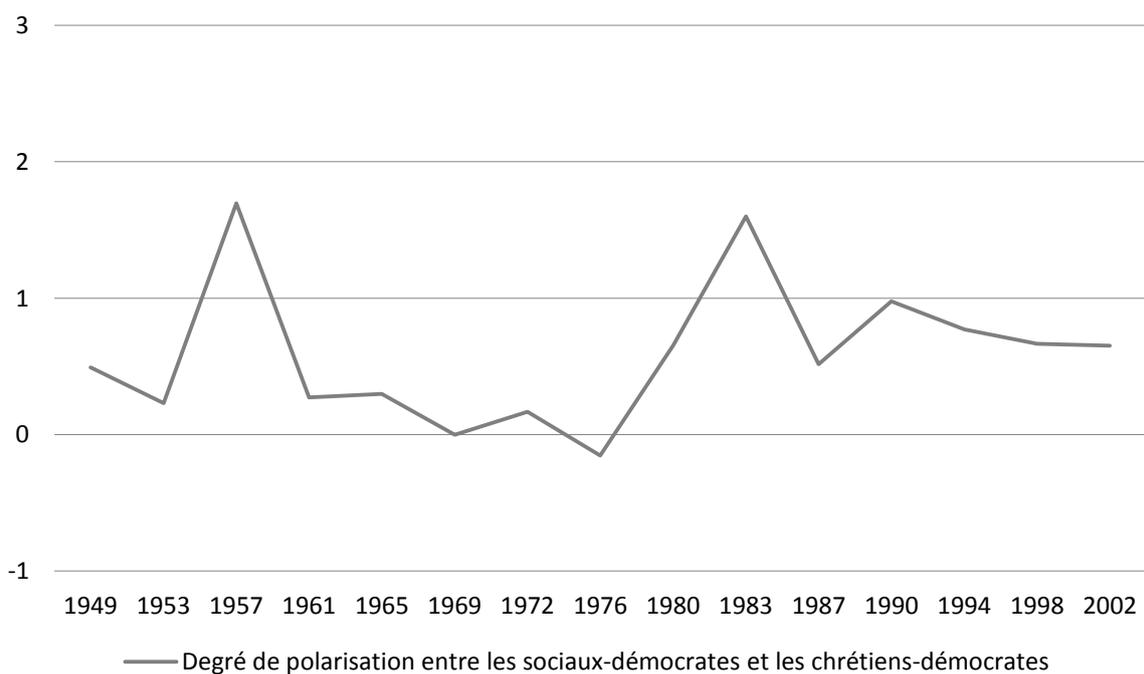
Pour autant, comme en France, le modèle du changement social n'est pas totalement invalidé. Conformément à ses attentes, les évolutions du vote des classes sociales suivent une pente progressive, sans ruptures significatives. De fait, une réfutation complète de ce modèle aurait nécessité un retournement brutal des alignements de classe lors d'une ou de plusieurs élections proches. Par ailleurs, l'introduction des variables de contrôle dans les modélisations permet de mettre en évidence l'effet particulier du niveau de revenu en Allemagne, qui pèse

relativement peu dans le vote en faveur des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates, mais joue très fortement dans le choix des libéraux.

Le modèle des choix politiques

La prise en compte des évolutions du degré de polarisation entre les partis allemands sur les enjeux économiques pose les mêmes problèmes méthodologiques qu'en France : bien que le nombre d'enquêtes électorales utilisées soit nettement plus élevé, il n'est pas suffisant pour mettre en œuvre une modélisation multiniveaux. De la sorte, la démonstration repose essentiellement sur la confrontation entre les temporalités des évolutions du vote des classes sociales et des variations du niveau de polarisation entre les partis en matière économique. Si l'explication par les choix politiques tient, le rapprochement entre le vote des classes sociales à partir des années 1970 doit correspondre à un mouvement de dépolarisation entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates sur les enjeux économiques (figure 3.17).

Figure 3.17
Les évolutions de la polarisation des partis allemands en matière économique



NB. Le niveau de polarisation est calculé à partir d'une soustraction entre la position moyenne des chrétiens-démocrates et la position moyenne des sociaux-démocrates sur les enjeux économiques à chaque élection au *Bundestag*. Un score positif signifie que la CDU est plus « à droite » que le SPD. Les données sont issues du *Comparative Manifesto Project*.

De prime abord, les résultats sont assez peu probants. Quatre grandes phases doivent être distinguées. La première couvre les élections au *Bundestag* de 1949 et 1953 et correspond

à la reconstruction du pays après la Seconde Guerre Mondiale : la polarisation entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates en matière économique est très faible car l'urgence est au rétablissement de la démocratie. La seconde phase commence avec les élections de 1957 et se referme avec les élections de 1976 : elle s'ouvre par un raidissement des sociaux-démocrates, qui se traduit par un premier pic dans la polarisation, mais elle se caractérise d'abord par un large consensus autour du paradigme de l'économie sociale de marché¹. La troisième phase couvre les élections de 1980 et de 1983 : elle est marquée par une hausse rapide et brutale du degré de polarisation entre les partis, qui renvoie à la promotion de mesures néolibérales par les chrétiens-démocrates. La quatrième et dernière phase s'engage avec les élections de 1987 : elle se distingue par une stabilisation de la polarisation à un niveau élevé suite à la diffusion des idées néolibérales et aux débats sur la gestion économique de la réunification.

De fait, ces quatre phases peinent à rendre compte des évolutions du vote des classes sociales : les périodes de dépolarisation entre les grands partis sur les questions économiques ne coïncident pas avec les moments de rapprochement entre le vote des classes sociales. Pour autant, elles peuvent aider à éclairer certains mouvements à condition de prendre en compte la question du paradigme économique dominant. Ainsi, comme en France, la dynamique du vote des classes sociales semble étroitement liée à l'entrée en crise du keynésianisme au cours des années 1970 et à la diffusion progressive du paradigme néolibéral, laissant penser que les cycles économiques priment sur les choix politiques.

1 De ce point de vue, les effets du Congrès de Bad Godesberg sont nets : dès les élections de 1961, la polarisation entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates revient à un niveau très faible.

Chapitre 4

Logiques de désalignement

Mécanismes et temporalités du déclin du « vote de classe ouvrier »

Le vote des ouvriers n'est pas un vote comme les autres. Depuis plus d'un siècle, il est l'objet d'une série de croyances qui pèsent fortement sur la manière dont il est analysé par les chercheurs et par les responsables politiques. Bien que les partis conservateurs aient toujours recueilli une part non négligeable des suffrages des ouvriers¹, le mythe d'un électorat ouvrier acquis aux partis de gauche a longtemps dominé les études électorales. Et l'idée d'un vote de classe parfait, par lequel tous les ouvriers se prononceraient durablement en faveur du parti naturel de leur classe, reste tenace dans certains milieux intellectuels.

En dépit de leurs présupposés idéologiques, ces croyances ne sont pas complètement infondées. L'électorat ouvrier a toujours eu une importance stratégique pour la conquête du pouvoir et malgré la diminution de son poids numérique dans le corps électoral des grandes démocraties post-industrielles, il conserve un rôle clé dans la définition des rapports de force partisans. Mais surtout, cet électorat est investi d'une charge symbolique : dans tous les pays où le développement du clivage de classe a conduit à la formation de partis ouvriers, il a une portée identitaire pour les héritiers du mouvement socialiste.

Inscrire le changement dans une perspective de long terme

Le changement est une notion complexe. Quel que soit leur objet, tous les travaux de science politique traitent, implicitement ou explicitement, d'un changement. De fait, tous les chercheurs portent, à leur façon, une conception du changement. Ce chapitre repose sur une distinction entre nature, mécanismes et effets du changement. Et il fait le pari qu'un examen attentif de ces trois dimensions constitutives du changement permet de proposer un tableau complet, à défaut d'être exhaustif, de ce qui change et de la manière dont cela change.

Pour identifier une dynamique de changement, il est nécessaire de mettre en évidence une forme de continuité préalable. De prime abord, cette remarque peut paraître banale ; elle a pourtant deux implications fortes. La première concerne l'analyse de la situation antérieure au changement : dans la mesure où elle constitue un point de référence indispensable à partir duquel peuvent être appréciés les différents paramètres du changement, elle doit être décrite

1 DOGAN Mattei, « Le vote ouvrier en Europe occidentale », *Revue française de sociologie*, 1 (1), 1960.

de manière aussi précise que possible. La seconde concerne le choix du cadre temporel : dans la mesure où la perception d'un changement peut dépendre des bornes temporelles retenues, celles-ci doivent être aussi larges que possible.

Ces principes théoriques ne sont pas des règles intangibles : ils peuvent évidemment être adaptés à la disponibilité des données. En Allemagne comme en France, les premières enquêtes par sondage ont été conduites aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale. De ce point de vue, elles ont toutes révélé l'existence d'un alignement électoral des ouvriers sur les partis de gauche. En revanche, elles ne donnent pas d'indications précises sur la situation antérieure¹. De fait, la construction historique du « vote de classe ouvrier » reste un mystère et rien ne permet d'affirmer qu'il était déjà aussi fort dans l'entre-deux-guerres. Au contraire tout laisse à penser qu'il a dû surmonter de nombreux obstacles avant d'atteindre le niveau auquel il a pu être mesuré dans les premières enquêtes par sondage (l'existence de loyautés partisans préalables à l'avènement du clivage de classe, la concurrence du clivage religieux, la fidélité à l'égard des notables locaux, etc.).

Rendre compte de la diversité des mondes ouvriers

De la même façon qu'ils ne se prononcent pas de manière naturelle pour les partis de gauche, les ouvriers ne forment pas un groupe social homogène. De prime abord, ce constat peut paraître évident : depuis les années 1970, les mutations socio-économiques engendrées par la révolution post-industrielle et l'installation d'un chômage de masse ont profondément transformé les métiers manuels et participé à un éclatement de la condition ouvrière. Or il ne va pas de soi : l'usage routinier des nomenclatures socioprofessionnelles peut parfois donner une impression factice d'unité à la catégorie des ouvriers.

Pour surmonter cette difficulté, ce chapitre fait le choix du pluralisme des sources de données : en utilisant de manière conjointe enquêtes par sondage et résultats électoraux dans des unités territoriales socialement homogènes, il fait l'hypothèse qu'il est possible de rendre compte de la diversité des mondes ouvriers contemporains. Pour autant, il ne prétend pas à l'exhaustivité : il assume une certaine simplification des évolutions du vote des ouvriers afin de les rendre intelligibles. En clair, il cherche à mettre en évidence les dynamiques générales du vote des ouvriers et ses principales variations.

1 Ce constat n'est pas propre à l'époque contemporaine, du moins pour le cas français : au début des années 1950, J.-D. Reynaud et A. Touraine regrettaient déjà que les données électorales ne permettent pas d'aller au-delà des législatives de 1951. REYNAUD Jean-Daniel, TOURAINE Alain, « La représentation politique du monde ouvrier », in DUVERGER M. (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France*, Paris, Armand Colin, 1955, p. 31. De fait, seuls les résultats électoraux permettent de documenter avec précision la période antérieure à la Seconde Guerre Mondiale.

4.1. Le déclin du « vote de classe ouvrier » en France

Les travaux sur les grandes évolutions du vote ouvrier sous la Cinquième République distinguent généralement trois phases¹. La première phase, qui s'achève sur la présidentielle et les législatives de 1981, serait marquée par un vote massif des ouvriers en faveur des partis de gauche, et notamment du Parti communiste². La deuxième phase, qui couvre l'ensemble des années 1980, serait caractérisée par un net recul du vote ouvrier communiste au profit du vote ouvrier socialiste, de sorte que l'alignement électoral des ouvriers sur la gauche ne serait pas remis en question. La troisième phase, qui s'ouvre avec les législatives de 1993, serait elle marquée par un divorce croissant entre les ouvriers et la gauche, qui s'accompagnerait d'une poussée du vote Front National et d'un déclin de la participation électorale.

Cette périodisation souffre toutefois de deux faiblesses méthodologiques. D'une part, elle se focalise sur les évolutions de niveau et ignore largement les évolutions de la spécificité du vote des ouvriers. D'autre part, elle se concentre sur l'élection présidentielle et néglige les autres types de scrutins. Or, en considérant simultanément le niveau et la spécificité du vote ouvrier, et en intégrant les élections législatives et les élections européennes à l'analyse, une autre chronologie se dégage : le déclin du « vote de classe ouvrier » pour les partis de gauche est un processus continu et progressif, qui débute dès la fin des années 1970.

4.1.1. La nature du changement : un désalignement électoral

Paradoxalement, les grandes enquêtes électorales universitaires ne constituent pas le meilleur outil pour décrire avec précision la nature des transformations du vote des ouvriers en France. Si elles forment un ensemble de données unique pour comprendre les logiques du vote des électeurs, elles souffrent de deux problèmes cruciaux pour la mesure des évolutions des alignements électoraux : elles ne couvrent pas tous les types de scrutin et connaissent des ruptures importantes dans le temps. Par chance, les enquêtes post-électorales réalisées par la Sofres permettent de remédier à ces problèmes³. Afin d'assurer la continuité des séries et la

1 Cette chronologie est caractéristique des travaux qui se concentrent de manière spécifique sur le vote des ouvriers. MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 237-238. Dans la même veine, on peut aussi lire PERRINEAU Pascal, REY Henri, « Classe et comportement politique. Retour sur l'électorat ouvrier », in DONEGANI J.-M., DUCHESNE S., HAEGEL F. (dir.), *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002.

2 MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques – Editions Sociales, 1977.

3 Pour les scrutins antérieurs à 1995, les résultats figurent dans PLATONE François, *Les électors sous la V^{ème} République. Données d'enquêtes 1958-1995*, Paris, Cahiers du Cevipof, 1995, deuxième édition. Pour les scrutins postérieurs à 1995, ils ont été repris sur le site Internet de la Sofres. Les données pour les élections européennes de 2004 m'ont été communiquées par l'institut.

comparabilité des résultats entre les différents types de scrutin, les ouvriers sont définis par la profession du chef de ménage (Pcm). Les données en profession de la personne interrogée décrivent les mêmes tendances dès que la comparaison est possible.

La forme du changement : rythme, vitesse et amplitude

Le recul du « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche est incontestable : alors qu'ils avaient régulièrement deux fois plus de chances de voter à gauche que l'ensemble de l'électorat au cours des années 1970, les ouvriers se sont progressivement rapprochés de la moyenne des Français, au point de ne plus accorder aucun avantage significatif à la gauche à partir de la fin des années 1990. En dépit de certaines différences s'agissant des temporalités, de la vitesse et de l'amplitude du changement, cette dynamique de désalignement s'observe à tous les types d'élections : elle concerne aussi bien la présidentielle que les législatives et les européennes, et ne dépend donc ni de l'enjeu de pouvoir ni du mode de scrutin.

Compte tenu de leur fréquence, les élections législatives offrent la description la plus précise du processus (tableau 4.1). Les résultats sont sans appel. Le déclin du « vote de classe ouvrier » est un phénomène progressif, sans à-coups : qu'elle soit mesurée par des écarts à la moyenne ou par des *odds ratios*, l'originalité du vote des ouvriers diminue de manière très régulière entre 1978 et 1993. La même conclusion s'impose pour les élections européennes, entre 1979 et 1999 (tableau 4.2). Le processus est bien un désalignement électoral.

Tableau 4.1

Le désalignement électoral des ouvriers au premier tour des législatives (1973-1997)

	L1973	L1978	L1981	L1986	L1988	L1993	L1997
Gauche							
Ensemble	46	52	56	44	49	31	44,5
Ouvriers (Pcm)	68	69	69	55			
Ouvriers (Ppi)				59	59	35	50,5
Écarts							
Ouvriers (Pcm)	+ 22	+ 17	+ 13	+ 11			
Ouvriers (Ppi)				+ 15	+ 10	+ 4	+ 6
Odds ratios							
Ouvriers (Pcm)	2,49	2,05	1,75	1,56			
Ouvriers (Ppi)				1,83	1,50	1,20	1,27

NB. Les données sont issues des enquêtes post-électorales Sofres. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les ouvriers sont définis par la profession actuelle du chef de ménage (Pcm) puis par la profession actuelle de la personne interrogée (Ppi). L'institut change de mesure lors des élections législatives de 1986, mais il fournit les résultats selon les deux méthodes à cette occasion.

Tableau 4.2
Le désalignement électoral des ouvriers aux européennes (1979-2009)

	E1979	E1984	E1989	E1994	E1999	E2004	E2009
Gauche							
Ensemble	48	39	34	40	44	46	45
Ouvriers (Pcm)	67	54	47	47	43	56	48
Écarts							
Ouvriers (Pcm)	+ 19	+ 15	+ 13	+ 7	- 1	+10	+ 3
Odds ratios							
Ouvriers (Pcm)	2,20	1,84	1,72	1,33	0,96	1,22	1,13

NB. Les données sont issues des enquêtes post-électorales Sofres. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les ouvriers sont définis par la profession actuelle du chef de ménage (Pcm).

Les données disponibles sur les premières années de la Cinquième République ne sont pas aussi complètes. Toutefois, les enquêtes d'intention de vote réalisées par l'Ifop à la veille de chaque scrutin législatif laissent apparaître une accentuation du « vote de classe ouvrier » au cours des années 1960, l'*odds ratio* du vote ouvrier de gauche passant de 1,39 en 1958 à 1,57 en 1967, 1,76 en 1968 et 2,09 en 1973¹. De la sorte, l'alignement électoral des ouvriers sur la gauche semble avoir atteint son maximum au milieu des années 1970, avant de décliner de manière ininterrompue sur les deux décennies suivantes. Quoi qu'il en soit, le désalignement ouvrier débute avant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et ne peut donc être expliqué par la pratique gouvernementale des socialistes et des communistes². De même, il est déjà à l'œuvre lors de la percée du Front National aux européennes de 1984 et ne renvoie donc ni à l'émergence du couple d'enjeux immigration-insécurité sur la scène politique française, ni à la tripartition du système partisan. D'ailleurs, le désalignement ouvrier est également vérifié lors des duels gauche-droite au second tour de la présidentielle, l'*odds ratio* du vote ouvrier de gauche passant de 2,21 en 1974 à 1,87 en 1981, 1,81 en 1988 et 1,49 en 1995.

De ce point de vue, le premier tour de la présidentielle présente quelques spécificités intéressantes (tableau 4.3). La première concerne le niveau du « vote de classe ouvrier » pour les partis de gauche : sur l'ensemble de la période, il n'atteint jamais les records observés aux législatives ou aux européennes. Ainsi, à son maximum en 1974, l'écart à la moyenne du vote ouvrier de gauche reste nettement inférieur à 20 points, tandis que son *odds ratio* ne dépasse pas 2. La seconde concerne les temporalités du désalignement ouvrier. Bien que l'originalité du vote ouvrier recule dès 1981, l'alignement des ouvriers sur la gauche résiste jusqu'en 1988

1 Les données sont reprises de PLATONE François, *Les électorsats sous la V^{ème} République*, 1995. La première enquête post-électorale de la Sofres a été réalisée lors de la présidentielle de 1969.

2 Ce point a déjà été mentionné dans MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 177-182.

avant de s'effondrer à partir de 1995. Ce décalage dans le temps renvoie aux spécificités de la présidentielle de 1988. Pour la première fois depuis l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, la gauche bénéficie de la présence d'un sortant et la candidature de François Mitterrand lui permet de contenir, temporairement, l'effondrement du « vote de classe ouvrier ». Ce phénomène est d'ailleurs confirmé par les résultats du second tour : entre 1981 et 1988, l'*odds ratio* du vote ouvrier de gauche recule seulement de 1,87 à 1,81.

Tableau 4.3

Le désalignement électoral des ouvriers au premier tour de la présidentielle (1969-2007)

	P1969	P1974	P1981	P1988	P1995	P2002	P2007
Gauche							
Ensemble	32	47	47	45,5	40,5	37,5	36
Ouvriers (Pcm)	47	63	62	59	49	42	34
Écarts							
Ouvriers (Pcm)	+ 15	+ 16	+ 15	+ 13,5	+ 8,5	+ 4,5	- 2
Odds ratios							
Ouvriers (Pcm)	1,88	1,92	1,84	1,72	1,41	1,21	0,92

NB. Les données sont issues des enquêtes post-électorales Sofres. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les ouvriers sont définis par la profession actuelle du chef de ménage (Pcm).

Le déclin du « vote de classe ouvrier » n'épargne aucun parti de gauche. Evidemment, il pénalise prioritairement le Parti communiste, dont l'électorat est de loin celui qui compte le plus d'ouvriers. Mais contrairement à une idée assez largement répandue¹, le Parti socialiste ne bénéficie pas de la situation. Que l'on considère la présidentielle ou les législatives, jamais sur la période les ouvriers n'ont plus de chances que l'ensemble de l'électorat de se prononcer pour les socialistes plutôt que pour les autres forces de gauche². En clair, le Parti socialiste ne parvient pas à tirer profit des pertes massives du Parti communiste dans l'électorat ouvrier³ : il ne progresse pas plus dans l'électorat ouvrier que dans le reste de l'électorat.

1 Cet argument est notamment développé par REY Henri, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mécontente*, Paris, La Découverte, 2004.

2 Selon les données des enquêtes Sofres, les odds ratios du vote ouvrier pour les socialistes plutôt que pour les autres forces de gauche sont compris entre 0,65 et 0,87 aux législatives (1978-1997) et entre 0,57 et 0,84 à la présidentielle (1981-2007).

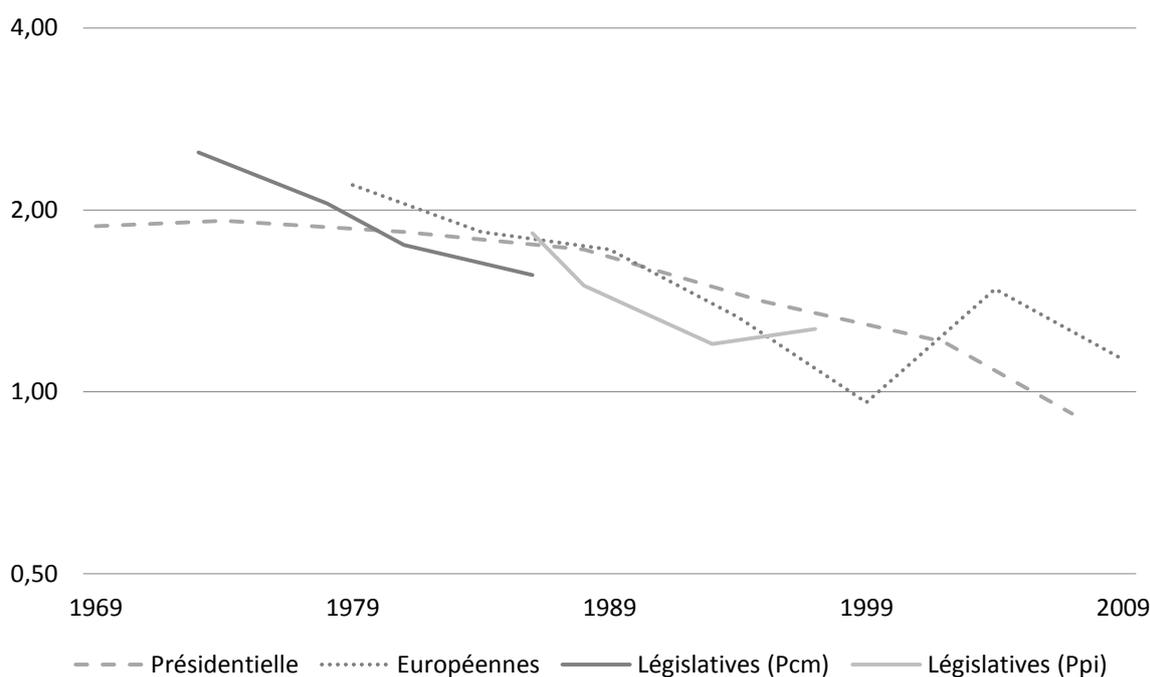
3 Le désalignement électoral des ouvriers est d'ailleurs un élément central des transformations du noyau électoral du Parti socialiste. Sur ce point, GOUGOU Florent, TIBERJ Vincent, « Les électeurs du Parti socialiste. Sociologie de l'électorat d'un parti en reconversion (1981-2009) », in LEFEBVRE R., SAWICKI F. (dir.), *Sociologie des socialistes*, Paris, Economica, à paraître.

Les séquences du changement : timing et temporalités

Bien que la perte d'originalité du vote ouvrier suive une pente relativement régulière, sans cassure significative (figure 4.1), la dynamique de désalignement des ouvriers peut être scindée en trois grandes périodes : une phase de déstabilisation entre les élections législatives de 1978 et les élections du printemps 1981, une phase d'accélération à partir des européennes de 1984 et une phase de banalisation depuis les législatives de 1993. Dans un premier temps, jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'alignement électoral des ouvriers sur la gauche se maintient à un niveau élevé, aux alentours de 70 %. De fait, au cours de cette première phase, la perte d'originalité du vote ouvrier résulte essentiellement d'une progression de la gauche au sein des autres classes sociales, notamment des « nouvelles classes moyennes salariées ». Toutefois, des fragilités apparaissent : dès la fin des années 1970, la gauche recule dans son électorat ouvrier traditionnel, mais parvient à compenser ses pertes par une percée dans les milieux ouvriers ancrés à droite suite au déclin de la pratique catholique¹.

Figure 4.1

Le désalignement électoral des ouvriers en France : rythme et amplitude



NB. Cette figure représente les *odds ratios* calculés dans les tableaux 4.1, 4.2 et 4.3. L'*odds ratio* est une mesure asymétrique : il varie sur l'intervalle $[0 ; +\infty]$ et vaut 1 en cas d'indépendance statistique, ce qui implique l'usage d'une échelle logarithmique.

1 Ce phénomène est impossible à percevoir dans les données post-électorales de la Sofres, mais il est très net dans les résultats électoraux. Il est largement discuté dans la suite de ce chapitre.

Le recul du niveau du vote ouvrier de gauche n'intervient que dans un second temps, à partir du milieu des années 1980. Et en deux étapes : un premier décrochage se produit lors des européennes de 1984 et des législatives de 1986, un second lors des législatives de 1993. Ces trois scrutins ont un point commun : des gouvernements de gauche sont sanctionnés sur leur bilan. De la sorte, si l'accès de la gauche aux responsabilités nationales n'a pas provoqué le désalignement électoral des ouvriers, il semble bien que ses différents passages au pouvoir aient conduit à une accélération du processus. Ce résultat n'est pas surprenant : comme tous les autres groupes sociaux, les ouvriers sont sensibles aux forces de court terme.

Le déclin du « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche entre dans sa troisième phase au cours des années 1990 avec l'aboutissement de la dynamique de désalignement. La temporalité diffère selon le type de scrutin considéré, mais le résultat ne change pas : à partir de 1993 pour les élections législatives, de 1999 pour les élections européennes et de 2002 pour l'élection présidentielle, les ouvriers n'accordent plus aucun avantage spécifique à la gauche. Seuls deux scrutins s'écartent de cette nouvelle norme, les élections législatives de 1997 et les élections européennes de 2004, deux scrutins où des gouvernements de droite sont victimes d'un « vote sanction ». De la même façon que le mauvais bilan de gouvernements de gauche a pu accélérer et amplifier le désalignement des ouvriers, il semble ainsi que le mauvais bilan de gouvernements de droite soit plus sévèrement sanctionné dans les urnes par les ouvriers que par l'ensemble des Français. Mais la déviation n'est que temporaire et ne laisse apparaître aucun signe de rétablissement durable de l'alignement des ouvriers sur la gauche.

4.1.2. Les acteurs du changement : le renouvellement des générations

Les enquêtes électorales françaises permettent d'aller plus loin dans l'identification et la compréhension des mécanismes du désalignement ouvrier. Elles permettent notamment d'estimer l'impact du renouvellement des générations, tout en contrôlant les éventuels effets de composition liés à la hausse du niveau d'instruction, aux évolutions du niveau de revenu ou au déclin de la pratique catholique. Les résultats des modélisations sont présentés dans le tableau 4.4 ; les modèles excluent l'enquête de 1962 en raison de certaines limitations dans les données, en particulier pour la mesure de la religion.

L'analyse est fondée sur la distinction entre trois générations d'ouvriers. La première arrive à l'âge adulte entre le Front Populaire et la Libération : politisée par les grandes luttes sociales de 1936, la Résistance et la victoire contre le nazisme, elle partage une solide culture de classe. La seconde arrive à l'âge adulte au cours des Trente Glorieuses : socialisée dans un contexte d'amélioration des conditions de vie et d'extension de la protection sociale, elle tire pleinement profit des politiques redistributives attachées au « compromis social-démocrate » sans pour autant renoncer aux combats historiques de la classe ouvrière. La troisième arrive à l'âge adulte lors de la crise économique des années 1970-1980 : touchée de plein fouet par la montée du chômage, le creusement des inégalités et la dégradation de l'image de la classe ouvrière, elle est marquée par une nette individualisation des rapports sociaux.

Tableau 4.4

Une modélisation multinomiale des évolutions du vote des ouvriers en France (1967-2007)

		Vote de droite modérée versus vote de gauche			
		Modèle 4.1	Modèle 4.2	Modèle 4.3	Modèle 4.4
Cohorte	<i>... -1913</i>	0,950**	0,986**	0,994**	0,696**
	<i>1914-1928</i>	0,431**	0,445**	0,450**	0,279*
	<i>1929-1945</i>	0,528**	0,553**	0,554**	0,353**
	<i>1946-1960</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	<i>1961-1977</i>	0,206	0,204	0,212	0,427**
	<i>1978- ...</i>	0,207	0,176	0,208	0,555*
Instruction	<i>Supérieur</i>		-0,057	-0,010	0,001
	<i>Secondaire</i>		0,000	0,015	-0,012
	<i>Technique, commercial</i>		-0,090	-0,040	-0,079
	<i>Primaire</i>		Ref.	Ref.	Ref.
Revenu	<i>91-100</i>		0,362	0,427	0,502
	<i>76-90</i>		0,224	0,302*	0,449**
	<i>50-75</i>		0,087	0,136	0,215*
	<i>21-50</i>		0,048	0,076	0,140
	<i>0-20</i>		Ref.	Ref.	Ref.
Agglomération	<i>Rurale</i>		0,634**	0,641**	0,458**
	<i>20.000-50.000</i>		0,409**	0,404**	0,276**
	<i>50.000-100.000</i>		0,186	0,187	0,092
	<i>+ 100.000</i>		Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>			0,273**	0,105
	<i>Hommes</i>			Ref.	Ref.
Catholicisme	<i>Pratiquant régulier</i>				2,353**
	<i>Pratiquant irrégulier</i>				1,555**
	<i>Non-pratiquant</i>				0,862**
	<i>Autre religion</i>				0,984**
	<i>Sans religion</i>				Ref.
N		4.284	4.284	4.284	4.284
Enquêtes		7	7	7	7

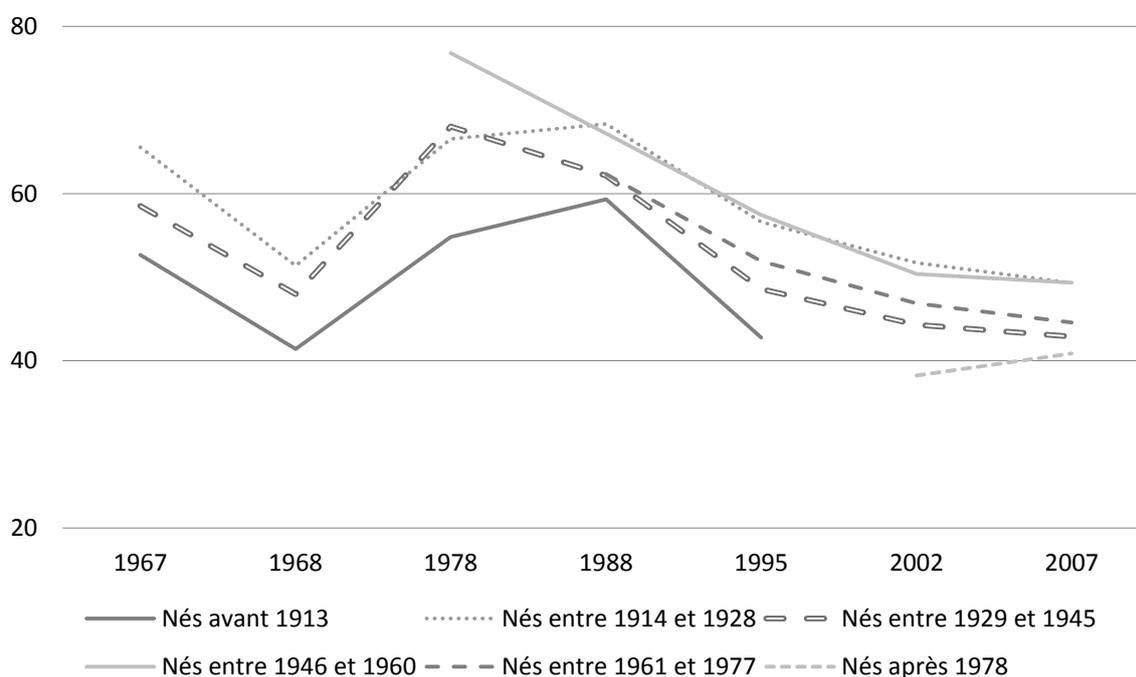
NB. La modalité de référence des modèles est le vote de gauche. Les modèles incluent également un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01. Pour une présentation générale des données et des variables, on peut revenir au chapitre 3.

Le moteur du changement : la génération de la crise

Le recul du « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche est généralement associé aux mutations de la condition ouvrière engendrées par la révolution post-industrielle, mutations dont témoigne l'effondrement du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière¹. Cependant, tous les segments du groupe ouvrier ne contribuent pas de la même manière au changement : la dynamique de désalignement est essentiellement portée par les ouvriers nés après 1960, ceux qui ont été le plus directement touchés par l'installation d'un chômage de masse et la précarisation de la condition ouvrière.

De ce point de vue, la représentation graphique des probabilités prédites d'un vote de gauche par le modèle de régression 4.4 est sans ambiguïté : à partir des années 1980, chaque nouvelle cohorte d'ouvriers entrant dans le corps électoral a moins de chances de voter pour les partis de gauche que la cohorte qui la précède immédiatement (figure 4.2). Dans ce cadre, le rapprochement entre la cohorte née après 1978 et la cohorte née entre 1961 et 1977 en fin de période ne doit pas surprendre : il indique simplement que le désalignement est achevé.

Figure 4.2
Les évolutions du vote de gauche selon les cohortes d'ouvriers en France



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote de gauche pour chacune des six cohortes d'ouvriers. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression multinomiale 4.4, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 4.4. Elles sont exprimées en pourcentages.

1 MICHELAT Guy, SIMON Michel, « Changements de société, changements d'opinion : 1981-1995 », *L'Etat de l'opinion*, 10, 1996.

Cette analyse par cohortes n'éclaire pas seulement les logiques du désalignement des ouvriers ; elle donne aussi des indications sur la manière dont s'est historiquement constitué le « vote de classe ouvrier » en faveur des partis de gauche. La vie politique française n'a pas toujours été structurée par le clivage de classe : les deux premières décennies de la Troisième République, notamment, ont été dominées par un affrontement très dur entre républicains et monarchistes sur la nature du régime. La « question ouvrière » n'a véritablement émergé sur l'agenda que lors de la phase de réaligement de 1893-1902, et s'est définitivement imposée au cœur des débats dans les années 1920, avec la poussée électorale de la gauche socialiste et communiste. Or, des traces de l'histoire de cette cristallisation du clivage de classe en France sont encore perceptibles dans le vote des ouvriers au cours des années 1960 : que ce soit lors des élections législatives de 1962, 1967 ou 1968, les deux cohortes d'ouvriers nées dans l'entre-deux-guerres et socialisées pendant l'émergence du clivage de classe ont plus de chances de voter à gauche que la cohorte née avant 1913 et socialisée dans un ordre électoral dominé par le conflit entre les républicains et les monarchistes¹.

La dynamique des générations permet également de comprendre pourquoi le « vote de classe ouvrier » atteint son maximum au cours des années 1970 : c'est à ce moment-là que la cohorte d'ouvriers la plus fortement alignée sur la gauche, celle née pendant le *baby-boom*, entre massivement dans le corps électoral². Socialisée dans un ordre électoral marqué par la domination du compromis keynésien et des taux de croissance exceptionnels, qui permettent à la fois d'augmenter les salaires et de satisfaire le capital, cette cohorte reste d'ailleurs l'une des plus fidèles à la gauche dans les années 1980 et 1990, confirmant en filigrane le caractère exceptionnel de son expérience de politisation.

De la sorte, le développement historique du « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche en France rappelle les analyses de P.A. Beck sur le lien entre socialisation politique et réaligements. L'alignement électoral des ouvriers sur la gauche est né avec les générations qui ont vécu l'avènement du clivage de classe dans le jeu politique au moment de leur entrée dans le corps électoral. Il s'est ensuite renforcé avec la génération du *baby-boom*, à laquelle la génération née pendant l'entre-deux-guerres a pu transmettre son expérience de politisation. Et il s'est finalement affaibli avec les cohortes nées après 1960, qui n'ont ni vécu ni appris les conditions d'émergence du conflit de classe sur l'agenda politique français³.

-
- 1 La constitution du « vote de classe ouvrier » pour les travaillistes en Grande-Bretagne répond à des logiques similaires : le processus est porté par les cohortes nées après 1918, socialisées dans un ordre électoral marqué par la cristallisation du clivage de classe, mais aussi par la disparition du clivage religieux qui structurait l'opposition entre conservateurs et libéraux avant la Première Guerre Mondiale. BUTLER David E., STOKES Donald E, *Political Change in Britain: The Evolution of Electoral Choice*, Londres, MacMillan, 1974, seconde édition, p. 172-181.
 - 2 Avant son abaissement à 18 ans en 1974, la majorité électorale était fixée à 21 ans. Des électeurs nés en 1946 sont donc entrés dans le corps électoral dès les législatives de 1967, mais c'est dans les années 1970 que la génération du *baby-boom* commence à peser fortement dans les urnes.
 - 3 Sur la distinction entre ces trois générations d'ouvriers (la génération héroïque, la génération de la modernisation et la génération de la crise), on peut aussi lire NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986.

Les mécanismes secondaires : l'impact caché du recul de la pratique catholique

Les modèles présentés dans le tableau 4.4 livrent des indications supplémentaires sur la manière dont la dynamique des générations pèse dans les évolutions du vote des ouvriers. Paradoxalement, les différences entre la « génération de la modernisation » et la « génération de la crise » n'apparaissent pas immédiatement : dans le modèle 4.1, qui estime l'impact de la cohorte de naissance sans aucune variable de contrôle, les coefficients associés aux ouvriers nés après 1978 et aux ouvriers nés entre 1961 et 1977 ne sont pas statistiquement significatifs. Il en va de même pour les modèles 4.2 et 4.3, qui incluent pourtant un ensemble de variables sociodémographiques pour tenir compte des effets de composition entre les cohortes.

De fait, seul le modèle 4.4 permet de confirmer le rôle moteur du renouvellement des générations dans le recul du « vote de classe ouvrier », en intégrant l'impact de la religion. Et au passage, il révèle l'existence d'un mécanisme complexe de compensation : si les cohortes d'ouvriers nées après 1978 et entre 1961 et 1977 ne se distinguent pas d'emblée de la cohorte née entre 1946 et 1960, c'est parce qu'elles sont nettement moins pratiquantes. En dépit d'un vote de gauche plus important, la « génération de la modernisation » compte plus d'ouvriers catholiques alignés sur la droite. Toutefois, une fois le niveau de pratique religieuse contrôlé, la « génération de la crise » a effectivement moins de chances de voter pour la gauche que sa devancière. De la sorte, le désalignement ouvrier est bien un produit du renouvellement des générations, mais il a été en partie amorti par le recul de la pratique catholique¹.

Les autres variables sociodémographiques introduites dans les différents modèles ne jouent pas de rôle déterminant dans le désalignement électoral des ouvriers. Dans la plupart des cas, les coefficients associés au niveau d'instruction et au niveau de revenu ne sont pas statistiquement significatifs. Evidemment, cela ne veut pas dire que ces deux variables n'ont aucune influence sur l'orientation du vote des ouvriers ; simplement, leurs effets ne peuvent pas être généralisés. Ce n'est pas surprenant : après tout, les ouvriers se caractérisent par un faible niveau d'instruction et un faible niveau de revenu, de sorte que ces deux variables ne jouent vraisemblablement qu'à la marge.

Le genre pose un problème différent : les différences entre les ouvriers et les ouvrières mesurées par le modèle 4.3 ne résistent pas au contrôle par la religion dans le modèle 4.4. En d'autres termes, si les ouvrières votent plus volontiers pour les partis de droite modérée que les ouvriers, c'est essentiellement parce qu'elles sont plus pratiquantes. A niveau de pratique égal, les différences entre ouvriers et ouvrières ne sont plus statistiquement significatives, du moins pour le vote de gauche et le vote de droite modérée².

1 Sur les effets de la diminution du poids des catholiques pratiquants dans le corps électoral, on peut se reporter à MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, 2000, p. 167-174. Sensible dès les élections législatives de 1968, le recul de la pratique catholique a compensé le déclin du « vote de classe ouvrier » pour la gauche en minorant le poids des ouvriers de droite.

2 Le modèle 4.4 révèle deux logiques du vote ouvrier de droite : l'intégration au catholicisme et un environnement rural. De fait, ces deux variables ne rendent pas compte de toutes les raisons qui peuvent pousser un ouvrier à voter à droite, mais elles en donnent un premier aperçu.

4.1.3. Les résultats du changement : les dynamiques contextuelles

Les évolutions électorales dans les territoires à forte composante ouvrière confirment l'existence d'une tendance au recul du « vote de classe ouvrier » pour la gauche. Cependant, elles révèlent également des dynamiques différenciées selon l'orientation politique préalable des territoires observés, qu'il s'agisse des évolutions du vote de gauche ou des évolutions de la participation électorale. De ce point de vue, il est possible de distinguer trois grands types de milieux ouvriers en fonction du niveau de la gauche à la présidentielle de 1981¹. Le type I correspond aux bastions de la gauche, avec un avantage supérieur à 5 points par rapport à la métropole au premier tour et un niveau supérieur à 60 % au second tour². Le type II décrit les territoires incertains, avec un avantage compris entre 0 et 5 points par rapport à la métropole au premier tour et un niveau compris entre 52 et 57 % au second tour. Le type III correspond aux bastions de la droite, avec un niveau de gauche inférieur à sa moyenne nationale.

La dynamique de la gauche

Le recul de la gauche dans les territoires à forte composante ouvrière est un processus général, qui concerne tous les types d'élections et touche tous les types de milieux, quelle que soit leur tradition politique. La dynamique est particulièrement nette à la présidentielle, là où les effets d'implantation des partis et de notoriété des candidats sont les plus faibles : de 1974 à 2007, la gauche subit partout des pertes massives, souvent supérieures à 15 points (tableau 4.5). Certes, elle cède aussi du terrain sur l'ensemble de la métropole au cours de la période, mais son reflux n'est que de 10 points. En d'autres termes, ses pertes sont généralement plus importantes en milieu ouvrier qu'en métropole (figure 4.3).

Dans les bastions ouvriers communistes comme dans les bastions ouvriers socialistes, la situation est finalement assez paradoxale : la gauche s'effrite de manière régulière à partir de la présidentielle de 1981, mais cela ne l'empêche pas de conserver un avantage substantiel par rapport à son niveau sur la métropole, y compris en fin de période. De fait, ces territoires restent des bastions de la gauche, même si elle peine désormais à franchir 50 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Ce tableau est confirmé au second tour de scrutin : bien que Ségolène Royal ne parvienne pas à retrouver en 2007 l'avantage dont a bénéficié François Mitterrand lors de son accession à la présidence de la République en 1981, elle devance toujours son concurrent Nicolas Sarkozy, dépassant même 60 % des suffrages à Saint-Pierre-des-Corps, Ault/Frivilles-Escarbotin ou Liévin³.

-
- 1 Pour une présentation détaillée de la construction de la typologie et de la logique de sélection des cas, on peut se reporter à l'annexe 2.
 - 2 Le type I est composé de deux sous-types, correspondant respectivement aux fiefs communistes et aux fiefs socialistes. Ils ont été distingués à partir du rapport de forces PCF/PS en 1981.
 - 3 La dynamique de la gauche à Liévin rappelle également que les effets du désalignement ouvrier ont pu être « compensés » par l'impact de la personnalité de François Mitterrand à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988 (figure 4.3).

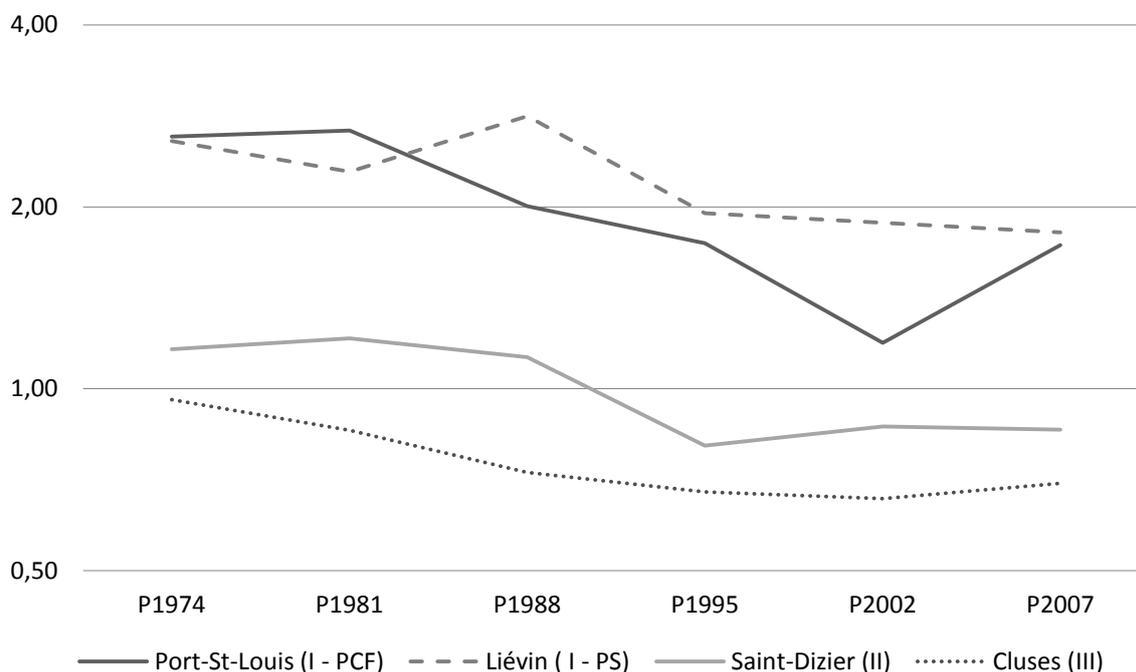
Tableau 4.5
Les évolutions du vote de gauche en milieu ouvrier (1974-2007)

	P1974	P1981	P1988	P1995	P2002	P2007
Métropole	46,1	47,2	45,3	40,7	37,3	36,1
Type I – PCF						
Port-Saint-Louis (13. Ville)	69,1	70,5	62,4	54,5	41,5	49,4
<i>Odds ratios</i>	(2,61)	(2,68)	(2,01)	(1,74)	(1,19)	(1,73)
St-Pierre-Corps (37. Ville)	62,6	70,6	67,3	60,6	56,4	55,8
<i>Odds ratios</i>	(1,96)	(2,69)	(2,48)	(2,24)	(2,18)	(2,23)
Ault/Friville (80. Cantons)		59,8	61,7	53,8	43,3	45,1
<i>Odds ratios</i>		(1,67)	(1,94)	(1,70)	(1,28)	(1,46)
Type I – PS						
Wattrelos (59. Ville)	55,5	57,0	52,8	44,6	45,8	41,5
<i>Odds ratios</i>	(1,46)	(1,48)	(1,35)	(1,17)	(1,42)	(1,26)
Liévin (62. Ville)	68,7	67,2	70,1	57,3	52,8	50,6
<i>Odds ratios</i>	(2,57)	(2,29)	(2,82)	(1,95)	(1,88)	(1,82)
St-Rémy-Durolle (63. Canton)		54,9	50,3	46,0	38,6	41,6
<i>Odds ratios</i>		(1,36)	(1,22)	(1,24)	(1,06)	(1,26)
Type II						
Wassigny (02. Canton)		51,4	55,1	42,9	36,8	36,0
<i>Odds ratios</i>		(1,18)	(1,48)	(1,10)	(0,98)	(0,99)
Saint-Dizier (52. Ville)	49,9	52,0	48,3	35,6	34,0	32,6
<i>Odds ratios</i>	(1,16)	(1,21)	(1,13)	(0,81)	(0,87)	(0,86)
Ancerville (55. Canton)		51,4	49,5	36,1	33,3	28,0
<i>Odds ratios</i>		(1,18)	(1,18)	(0,82)	(0,84)	(0,69)
Type III						
Oyonnax (01. Ville)	48,2	42,7	39,5	33,5	32,1	33,1
<i>Odds ratios</i>	(1,09)	(0,83)	(0,79)	(0,73)	(0,79)	(0,88)
Amplepuis (69. Canton)		36,3	34,4	28,9	24,4	25,0
<i>Odds ratios</i>		(0,64)	(0,63)	(0,59)	(0,54)	(0,59)
Cluses (74. Ville)	45,1	43,3	37,6	31,7	28,1	28,3
<i>Odds ratios</i>	(0,96)	(0,85)	(0,73)	(0,68)	(0,66)	(0,70)

NB. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés. Seuls les premiers tours sont pris en compte. Les écarts et les *odds ratios* sont calculés par rapport aux résultats en métropole.

Figure 4.3

La dynamique de la gauche selon les types de milieux ouvriers



NB. Cette figure est une représentation graphique des *odds ratios* présentés dans le tableau 4.5. Un seul exemple, particulièrement emblématique, a été retenu pour chaque type de milieu ouvrier.

Le type II se caractérise par un effondrement de la gauche à partir de la présidentielle de 1995. De fait, il se distingue des bastions ouvriers communistes et socialistes par la vitesse et l'amplitude du recul de la gauche : le processus est moins régulier, plus tardif, et il aboutit à la disparition de tout avantage pour la gauche au premier tour de la présidentielle de 2007. Le basculement est encore plus spectaculaire au second tour de scrutin : entre 1995 et 2007, la gauche passe de 56,4 à 49,6 % à Wassigny, de 48,2 à 39,8 % à Saint-Dizier et de 51,4 à 38,3 % à Ancerville, alors qu'elle reste quasiment stable sur l'ensemble de la métropole¹.

Les milieux ouvriers de droite n'échappent pas à la dynamique générale et malgré un niveau déjà relativement faible en début de période, la gauche enregistre de nouvelles pertes entre 1974 et 2007. Le processus est progressif et ne connaît pas d'inflexions significatives, ce qui les différencie des milieux ouvriers qui ont basculé à droite à partir du premier tour de la présidentielle de 1995. De fait, la domination de la droite s'est nettement accentuée au cours des trois dernières décennies et dans la plupart des cas, Nicolas Sarkozy a largement dépassé la barre des 60 % au second tour de la présidentielle de 2007².

1 Pour rappel, Ségolène Royal obtient 46,7 % des suffrages exprimés en 2007 en métropole, contre 47,3 % pour Lionel Jospin en 1995. Toutes ces données peuvent être retrouvées dans l'annexe 2.

2 De ce point de vue, les évolutions du vote en faveur du candidat de droite au second tour de la présidentielle à Cluses sont particulièrement significatives : 53 % en 1974, 49,9 % en 1981, 51,7 % en 1988, 58,1 % en 1995 et 63,9 % en 2007.

Paradoxalement, ce reflux de la gauche dans les milieux ouvriers de droite à partir de la fin des années 1970 intervient après une décennie pendant laquelle elle a progressivement regagné des positions, notamment dans les milieux ouvriers très catholiques (tableau 4.6). De ce point de vue, la poussée de la gauche entre les élections législatives de 1968 et les élections législatives de 1978 est assez impressionnante, souvent supérieure à 20 points. Elle résulte du déclin de la pratique catholique et confirme, une nouvelle fois, que le désalignement ouvrier a sans doute été compensé, dans un premier temps, par le mouvement de sécularisation.

Tableau 4.6
La poussée de la gauche dans les milieux ouvriers catholiques (1962-1981)

	L1962	L1967	L1968	L1973	L1978	L1981
Vote de gauche						
Métropole	43,7	43,6	40,9	45,8	49,6	55,6
Maiche (25. Canton)	15,5	39,0	28,1	28,2	41,5	41,5
Saint-Amarin (68. Canton)	8,0	7,6	10,0	14,5	29,2	34,6
Amplepuis (69. Canton)	13,7	31,1	37,0	40,4	36,1	40,3
Écarts						
Maiche (25. Canton)	- 28,2	- 4,6	- 12,8	- 17,6	- 8,1	- 14,1
Saint-Amarin (68. Canton)	- 35,7	- 36,0	- 30,9	- 31,3	- 20,4	- 21,0
Amplepuis (69. Canton)	- 30,0	- 12,5	- 3,9	- 5,4	- 13,5	- 15,3
Odds ratios						
Maiche (25. Canton)	0,24	0,83	0,56	0,46	0,72	0,57
Saint-Amarin (68. Canton)	0,11	0,11	0,16	0,20	0,42	0,42
Amplepuis (69. Canton)	0,20	0,58	0,85	0,80	0,57	0,54

NB. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Seuls les premiers tours sont pris en compte. Les écarts et les *odds ratios* sont calculés par rapport aux résultats en métropole.

Le cas des anciennes « banlieues rouges » mérite également une attention particulière. Comme dans tous les bastions ouvriers communistes, le déclin du « vote de classe ouvrier » commence à produire ses effets au début des années 1980. Il conduit à une baisse du vote de gauche, particulièrement nette entre 1981 et 1988 (tableau 4.7). Cependant, à partir du milieu des années 1990, cette dynamique s'inverse et la gauche parvient à reprendre rapidement du terrain. Le processus est confirmé au second tour de la présidentielle : les *odds ratios* du vote pour la gauche en 1981, 1995 et 2007 passent respectivement de 2,23 à 1,62 et 2,03 à Vaulx-en-Velin, de 2,48 à 2,04 et 2,54 à Gennevilliers et de 1,91 à 1,62 et 2,05 à La Courneuve. De prime abord, cette dynamique est contradictoire avec le désalignement ouvrier. Il n'en est rien : elle renvoie en fait aux transformations sociologiques des banlieues des grandes agglomérations

urbaines, avec le poids croissant des Français d'origine étrangère. Jusqu'au milieu des années 1990, la surreprésentation des ouvriers sur le corps électoral des « quartiers populaires » s'est traduite par un recul de la gauche. Mais depuis, l'arrivée progressive de nouveaux électeurs massivement alignés sur le Parti socialiste¹ a conduit à un net redressement de la gauche.

Tableau 4.7
La dynamique de la gauche dans les anciennes banlieues rouges (1974-2007)

	P1974	P1981	P1988	P1995	P2002	P2007
Vote de gauche						
Métropole	46,1	47,2	45,3	40,7	37,3	36,1
Vaulx-en-Velin (69. Ville)	65,6	66,1	55,8	51,0	47,2	52,0
Gennevilliers (92. Ville)	71,5	70,0	60,5	57,4	58,4	57,4
La Courneuve (93. Ville)	62,7	66,4	60,1	54,6	52,7	54,0
Écarts						
Vaulx-en-Velin (69. Ville)	+ 19,5	+ 18,9	+ 10,5	+ 10,3	+ 9,9	+ 15,9
Gennevilliers (92. Ville)	+ 25,4	+ 22,8	+ 15,2	+ 16,7	+ 21,1	+ 21,3
La Courneuve (93. Ville)	+ 16,6	+ 19,2	+ 14,8	+ 13,9	+ 15,4	+ 17,9
Odds ratios						
Vaulx-en-Velin (69. Ville)	2,23	2,18	1,52	1,52	1,50	1,92
Gennevilliers (92. Ville)	2,94	2,61	1,85	1,97	2,36	2,39
La Courneuve (93. Ville)	1,96	2,21	1,82	1,75	1,88	2,08

NB. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés. Seuls les premiers tours sont pris en compte. Les écarts et les *odds ratios* sont calculés par rapport aux résultats en métropole.

Les évolutions de la participation électorale

Les pertes dont souffre la gauche en milieu ouvrier correspondent évidemment à une poussée symétrique de la droite. Mais ce n'est pas tout : le recul du « vote de classe ouvrier » s'accompagne de la constitution d'un abstentionnisme différentiel entre les milieux ouvriers selon leur tradition politique (tableau 4.5). La dynamique est particulièrement marquée sur le premier tour de la présidentielle : de 1981 à 2007, la participation recule très nettement dans les milieux ouvriers traditionnellement orientés à gauche, tandis qu'elle évolue sensiblement de la même manière que sur la métropole dans les fiefs ouvriers de droite (figure 4.3).

1 L'alignement des Français d'origine étrangère sur la gauche, et notamment sur les socialistes, a été mis en évidence par BROUARD Sylvain, TIBERJ Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

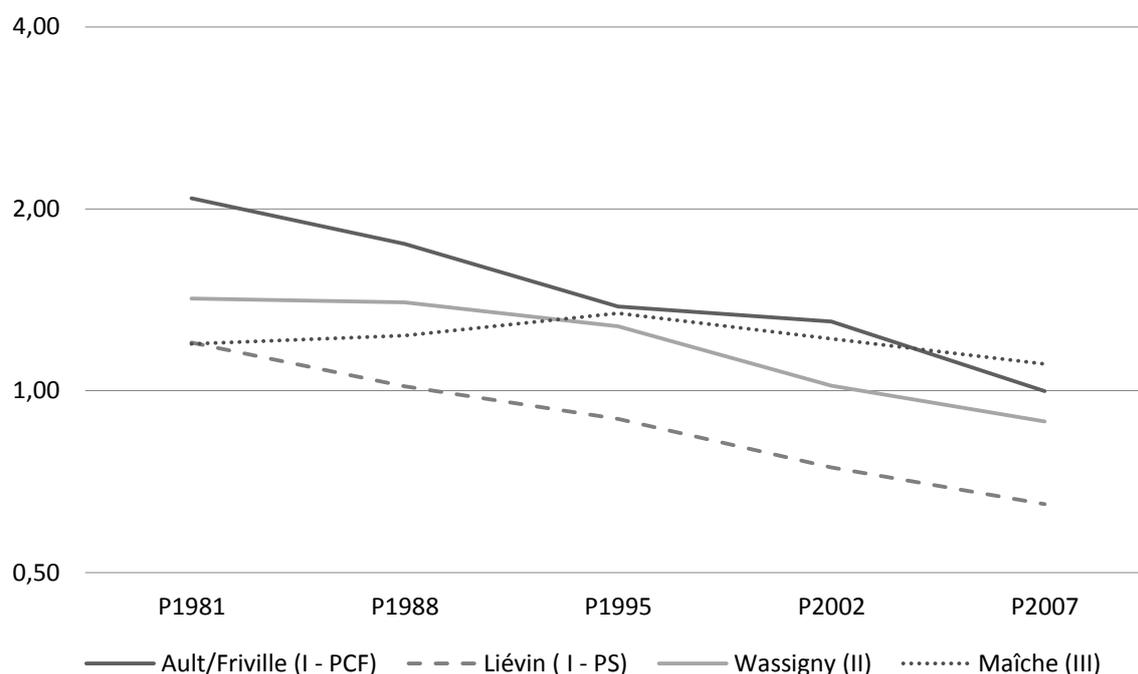
Tableau 4.8
Les dynamiques de la participation électorale en milieu ouvrier (1981-2007)

	P1981	P1988	P1995	P2002	P2007
Métropole	81,7	82,0	79,4	72,8	85,3
Type I – Fiefs communistes					
Port-Saint-Louis (13. Ville)	90,1	84,7	80,3	70,3	84,9
<i>Odds ratios</i>	(2,04)	(1,22)	(1,06)	(0,88)	(0,97)
Ault/Friville-Escarbotin (80. Cantons)	90,3	88,9	84,2	77,7	85,3
<i>Odds ratios</i>	(2,08)	(1,75)	(1,38)	(1,30)	(1,00)
Type I – Fiefs socialistes					
Wattrelos (59. Ville)	82,1	80,4	75,5	64,0	76,9
<i>Odds ratios</i>	(1,03)	(0,90)	(0,80)	(0,66)	(0,57)
Liévin (62. Ville)	84,3	82,3	77,6	66,7	79,0
<i>Odds ratios</i>	(1,20)	(1,02)	(0,90)	(0,75)	(0,65)
Type II – Nouvelles terres de droite					
Wassigny (02. Canton)	86,4	86,4	83,1	73,2	83,8
<i>Odds ratios</i>	(1,42)	(1,39)	(1,28)	(1,02)	(0,89)
Chevillon (52. Canton)	82,3	81,6	81,4	70,9	84,7
<i>Odds ratios</i>	(1,04)	(0,97)	(1,14)	(0,91)	(0,95)
Ancerville (55. Canton)	84,8	84,5	81,4	74,5	85,9
<i>Odds ratios</i>	(1,25)	(1,20)	(1,14)	(1,09)	(1,05)
Roisel (80. Canton)	88,6	88,1	85,2	75,3	86,4
<i>Odds ratios</i>	(1,74)	(1,63)	(1,49)	(1,14)	(1,09)
Type III – Fiefs de droite					
Maïche (25. Canton)	84,2	84,9	83,8	76,6	86,5
<i>Odds ratios</i>	(1,19)	(1,23)	(1,34)	(1,22)	(1,10)
Saint-Amarin (68. Canton)	81,9	83,2	81,8	76,0	84,2
<i>Odds ratios</i>	(1,01)	(1,09)	(1,17)	(1,18)	(0,92)
Amplepuis (69. Canton)	81,9	84,5	81,1	76,3	87,1
<i>Odds ratios</i>	(1,01)	(1,20)	(1,11)	(1,20)	(1,16)
Cluses (74. Ville)	79,4	77,9	78,2	68,3	81,5
<i>Odds ratios</i>	(0,86)	(0,77)	(0,93)	(0,81)	(0,76)

NB. Les taux de participation s'expriment en pourcentage des électeurs inscrits. Les *odds ratios* sont calculés par rapport à la participation sur l'ensemble de la métropole.

Figure 4.4

La dynamique de la participation selon les types de milieux ouvriers



NB. Cette figure est une représentation graphique des *odds ratios* présentés dans le tableau 4.8. Un seul exemple, particulièrement emblématique, a été retenu pour chaque type de milieu ouvrier.

Ce résultat est extrêmement important. De fait, la progression souvent spectaculaire de l'abstention dans certains milieux populaires depuis la fin des années 1970¹ ne peut être conçue comme un processus généralisé touchant l'ensemble des territoires économiquement et socialement défavorisés. Au contraire, elle doit être pensée comme une conséquence de la lente déstructuration d'environnements sociaux qui incitaient des électeurs peu politisés à se rendre aux urnes, et à voter en faveur des partis de gauche².

Le développement de cet abstentionnisme différentiel entre les milieux ouvriers n'est pas un processus parfaitement linéaire. Il est également soumis à des forces de court terme et peut subir des accélérations ou des ralentissements selon la conjoncture. De ce point de vue, les élections législatives permettent d'affiner le tableau issu de l'élection présidentielle. Dans les fiefs ouvriers de gauche, les législatives de 1986 et de 1993 constituent deux moments très importants : elles sont marquées par une dynamique de sanction contre les gouvernements de gauche et les électeurs désertent les urnes pour signaler leur mécontentement (figure 4.5). A l'inverse, dans les fiefs ouvriers de droite, la participation connaît des chutes importantes lors des législatives de 1981 et de 1988 : elles interviennent dans la foulée de la victoire d'un

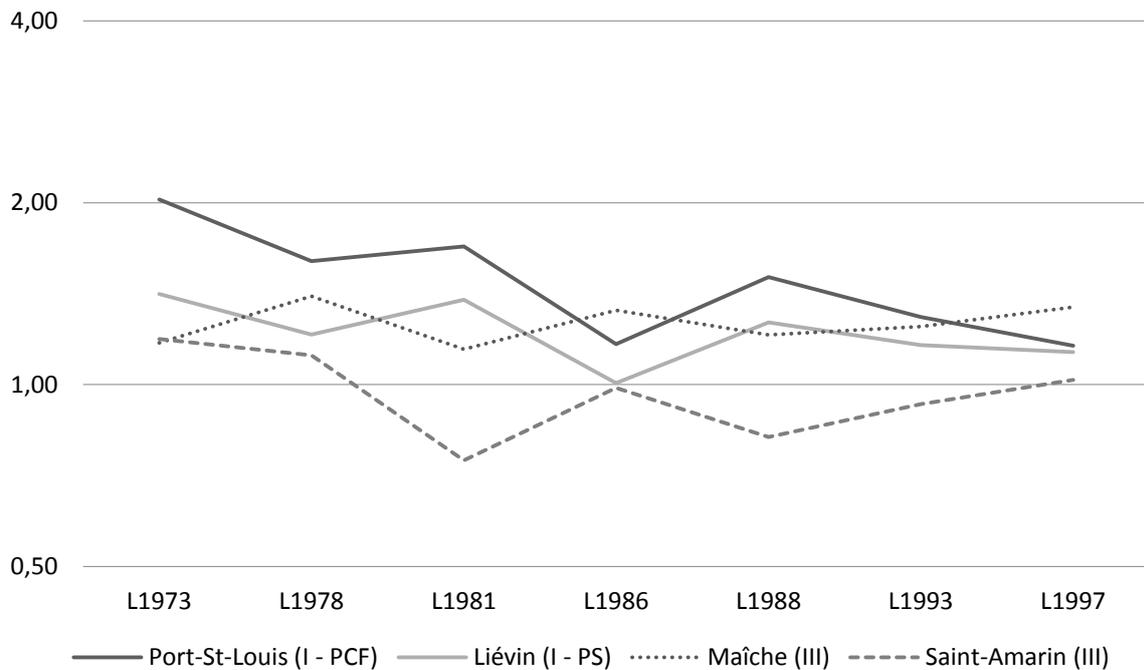
1 BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

2 Ce point est développé dans GOUGOU Florent, « Lecture critique. La démocratie de l'abstention », *Revue française de sociologie*, 50 (1), 2009.

candidat de gauche à la présidentielle et sont marquées par une démobilisation des vaincus. De fait, en dépit de leur faible niveau de politisation, les ouvriers perçoivent bien ce qui peut se jouer dans une élection.

Figure 4.5

L'impact de la conjoncture sur les évolutions de la participation selon les milieux ouvriers



NB. Cette figure est une représentation graphique des *odds ratios* de la participation plutôt que de l'abstention par rapport à la métropole au premier tour des élections législatives.

4.2. Le déclin du « vote de classe ouvrier » en Allemagne

De manière assez paradoxale, peu de recherches s'intéressent aux grandes évolutions du vote des ouvriers en Allemagne de l'Ouest. De fait, une forme de consensus existe autour d'un maintien de l'alignement électoral des ouvriers sur les sociaux-démocrates. Et depuis la réunification, l'attention porte plus volontiers sur l'Allemagne de l'Est, où l'ampleur du vote des ouvriers en faveur des chrétiens-démocrates continue à intriguer les observateurs.

La situation n'est pas aussi simple. Contre toutes attentes, le tableau des dynamiques du vote des classes sociales brossé dans le chapitre précédent a permis de mettre en évidence une tendance à la banalisation du vote des ouvriers en Allemagne de l'Ouest sur le très long terme. L'analyse détaillée des évolutions du niveau et de l'originalité du vote des ouvriers en faveur des sociaux-démocrates permet de confirmer le désalignement des ouvriers¹.

4.2.1. La nature du changement : un désalignement inachevé ?

A l'inverse des enquêtes universitaires françaises, les enquêtes électorales allemandes constituent un excellent outil pour décrire les transformations du vote des ouvriers. En dépit de quelques variations dans leur mise en œuvre², elles forment un ensemble de données sans équivalent pour mesurer les évolutions des alignements électoraux : elles couvrent toutes les élections au *Bundestag* depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et ne souffrent d'aucune rupture cruciale dans les séries³. Afin d'assurer la continuité et la comparabilité des résultats, les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (profession actuelle pour les actifs, dernière profession exercée pour les chômeurs et les retraités).

Contrairement aux données post-électorales produites par la Sofres, les résultats des enquêtes électorales allemandes ne sont pas redressés. Ce choix n'est pas sans conséquences, notamment pour l'appréciation du niveau du vote des ouvriers pour les sociaux-démocrates. De manière plus précise, deux enquêtes posent problème : l'enquête de 1972, avec une forte surestimation du vote social-démocrate, et l'enquête de 2002, avec une nette sous-estimation. Pour le reste, les rapports de force mesurés dans les enquêtes sont assez proches des résultats réels, ce qui permet de ne pas écarter *a priori* la question du niveau du champ de la réflexion. Le tableau 4.9 présente en détail les données utilisées et les calculs effectués. Il concerne aussi bien la première voix que la seconde voix.

-
- 1 Du moins dans les anciens *Länder* : depuis la chute du mur de Berlin, il n'y a jamais eu de « vote de classe ouvrier » pour les sociaux-démocrates ou pour les anciens communistes en Allemagne de l'Est. Sur ce point, on peut revenir au chapitre 3.
 - 2 Pour une présentation synthétique des enquêtes électorales allemandes et de leur méthodologie, on peut se reporter à l'annexe 3. Ces enquêtes ont déjà été utilisées dans le chapitre 3.
 - 3 De fait, elles remplissent les deux conditions préalables à une bonne description du changement des alignements électoraux : comparabilité et exhaustivité.

Tableau 4.9

Le désalignement électoral des ouvriers en Allemagne de l'Ouest (1949-2009)¹

	B1949	B1953	B1957	B1961	B1965	B1969	B1972	B1976	B1980
Première voix									
Ensemble SPD				35,3	39,9	48,4	58,2	47,1	50,5
Ouvriers SPD				55,7	60,1	61,5	69,8	56,2	61,1
Seconde voix									
Ensemble SPD	26,0	31,2	30,1	36,3	38,8	46,4	53,8	45,6	47,0
Ouvriers SPD	37,9	48,8	49,0	55,7	57,3	59,9	66,6	56,5	58,6
Écarts									
Première voix				+ 20,4	+ 20,2	+ 13,1	+ 11,6	+ 9,1	+ 10,6
Seconde voix	+ 11,9	+ 17,6	+ 18,9	+ 19,4	+ 18,5	+ 13,5	+ 12,8	+ 10,9	+ 11,6
Odds ratios									
Première voix				2,30	2,27	1,70	1,66	1,44	1,54
Seconde voix	1,74	2,10	2,23	2,21	2,12	1,73	1,71	1,55	1,60
	B1983	B1987		B1990	B1994	B1998	B2002	B2005	B2009
Première voix									
Ensemble SPD	45,5	43,0		39,5	46,9	50,0	40,6	45,3	27,6
Ouvriers SPD	50,2	53,6		50,9	56,9	55,2	45,2	56,0	31,1
Seconde voix									
Ensemble SPD	43,4	41,8		39,1	43,2	46,3	36,5	39,6	24,4
Ouvriers SPD	48,3	53,6		48,6	56,0	55,2	42,6	52,4	30,0
Écarts									
Première voix	+ 4,7	+ 10,6		+ 11,4	+ 10,0	+ 5,2	+ 4,6	+ 10,7	+ 3,5
Seconde voix	+ 4,9	+ 11,8		+ 9,5	+ 12,8	+ 8,9	+ 6,1	+ 12,8	+ 5,6
Odds ratios									
Première voix	1,21	1,53		1,59	1,49	1,23	1,21	1,54	1,18
Seconde voix	1,22	1,61		1,47	1,67	1,43	1,29	1,68	1,33

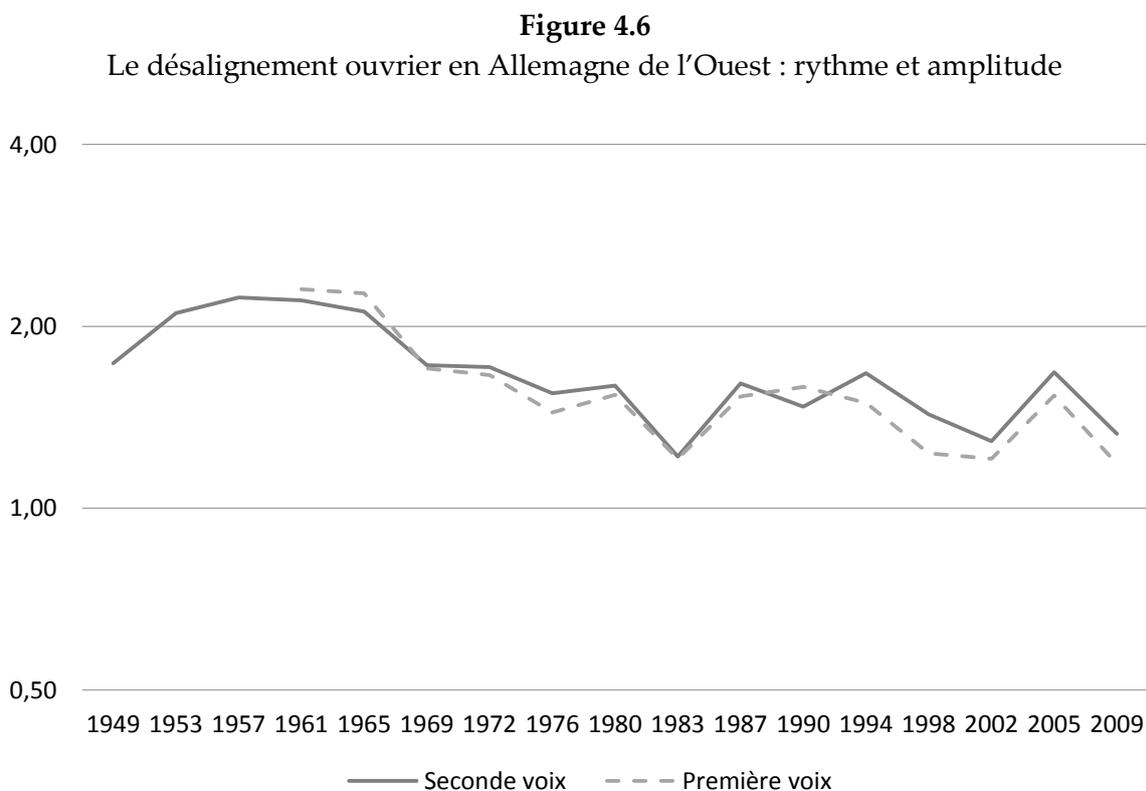
NB. Les données sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les résultats sont en pourcentage des exprimés ; les données n'ont pas été pondérées. Les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (la dernière profession exercée pour les chômeurs et les retraités).

1 Le mode de scrutin en vigueur à l'heure actuelle en Allemagne a été introduit pour les élections de 1953 : en 1949, les électeurs ne disposaient pas de deux voix. Les enquêtes de 1953 et de 1957 ne distinguent pas première et seconde voix.

La forme du changement : vitesse et amplitude

Comme en France, le recul du « vote de classe ouvrier » est incontestable : alors qu'ils avaient constamment deux fois plus de chances de voter pour les sociaux-démocrates plutôt que pour les autres forces politiques par rapport à l'ensemble de l'électorat entre les élections de 1953 et de 1965, les ouvriers se sont fortement rapprochés de la moyenne des Allemands à partir des élections de 1969. En revanche, le processus n'a pas la même amplitude : malgré la poursuite de leur désalignement jusqu'aux élections les plus récentes, les ouvriers continuent à accorder un avantage significatif aux sociaux-démocrates, compris entre 5 et 10 points, à la première voix comme à la seconde voix.

Ce tableau général des transformations du vote des ouvriers s'inscrit clairement dans une perspective de long terme. L'enjeu est crucial : des bornes temporelles plus rapprochées pourraient conduire à une appréciation extrêmement différente du changement, voire à des conclusions totalement opposées (figure 4.6). Ainsi, une description de la dynamique du vote des ouvriers sur la seule période 1969-1994 pourrait aboutir à la conclusion d'un maintien de l'alignement des ouvriers sur les sociaux-démocrates, avec une déviation temporaire lors des élections au *Bundestag* de 1983. Plus que jamais, l'analyse des changements des alignements électoraux implique une longue période de temps.



NB. Cette figure représente les *odds ratios* d'un vote des ouvriers pour les sociaux-démocrates plutôt que pour les autres forces politiques par rapport à l'ensemble de l'électorat. Toutes les données sont reprises du tableau 4.9.

De fait, le désalignement des ouvriers n'est pas un processus parfaitement régulier : il est soumis à des déviations temporaires et connaît même des phases d'interruption. Sur cette base, deux interprétations du changement peuvent être défendues. La première est celle d'un désalignement de très long terme, qui débute lors des élections de 1969 et se poursuit jusqu'à nos jours, avec deux points déviants en 1983 et 2005. La seconde est celle d'un désalignement très rapide entre les élections de 1969 et de 1983, suivi d'une longue période de « fluctuations sans tendance ». De prime abord, les évolutions du niveau du vote des ouvriers en faveur des sociaux-démocrates vont plutôt dans le sens de la seconde interprétation, avec un recul très marqué entre les élections de 1972 et de 1983, puis une phase de stabilisation entre 45 et 55 % des suffrages exprimés, du moins jusqu'aux élections de 2005.

Quoi qu'il en soit, le désalignement des ouvriers est un processus général, qui touche tous les types de scrutin¹. Aux élections législatives, le mouvement est un peu plus prononcé sur la première voix que sur la seconde. De manière générale, le scrutin uninominal amplifie les dynamiques du vote ouvrier : l'alignement des ouvriers sur les sociaux-démocrates est un peu plus fort à la première voix qu'à la seconde au cours des années 1960, quand le « vote de classe ouvrier » est à son apogée, et inversement un peu plus faible à la première voix qu'à la seconde à partir des années 1990, quand le « vote de classe ouvrier » est à son minimum.

Les séquences du désalignement : phases, timing et temporalités

La discussion du timing et des temporalités du désalignement ouvrier permet d'aller plus loin dans la description du processus et de trancher entre les deux interprétations de la dynamique de changement. Le principal problème concerne le statut des élections de 1983. Dans le premier cas, elles constituent une simple déviation temporaire dans une tendance de très long terme au recul du « vote de classe ouvrier ». Dans le second cas, elles indiquent une forme d'aboutissement du désalignement ouvrier.

De fait, les élections au *Bundestag* de 1983 ne sont pas des élections comme les autres. Elles interviennent dans un contexte extrêmement incertain, marqué par la dislocation de la coalition gouvernementale entre les sociaux-démocrates et les libéraux, et par l'arrivée d'un nouveau Chancelier chrétien-démocrate au pouvoir, Helmut Kohl. Elles se soldent d'ailleurs par une nette défaite des sociaux-démocrates, qui enregistrent leur premier recul significatif depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale en repassant brusquement sous la barre de 40 % des suffrages exprimés. De prime abord, le vote des ouvriers s'inscrit parfaitement dans cette dynamique de sanction : le « vote de classe ouvrier » recule fortement parce que les ouvriers sanctionnent plus sévèrement les sociaux-démocrates que l'ensemble de l'électorat, mais il se redresse dès les élections de 1987, une fois les sociaux-démocrates revenus dans l'opposition. De ce point de vue, les élections de 1983 ont tout d'une déviation temporaire.

1 Sur le désalignement ouvrier aux élections régionales, on peut notamment lire VÖLKL Kerstin, LANGER Wolfgang, « Cleavages und Landtagswahlen 1981 bis 2009 », in SCHMITT-BECK R. (dir.), *Wählen in Deutschland*, Baden-Baden, Nomos, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 45, 2012.

Cependant, ces élections constituent également un moment de rupture dans l'histoire politique allemande. Plus précisément, elles marquent l'effondrement de l'ordre électoral qui était en place depuis les élections de 1961 et ouvrent une phase de réaligement qui s'achève lors des élections de 1990. Or cette phase de réaligement consacre des changements majeurs à l'agenda avec le retour en force des enjeux socio-économiques suite à la réunification. Dans ce cadre, l'interruption de la dynamique de désalignement à partir des élections de 1983 et la phase de « fluctuations sans tendance » des années 1990 prennent une autre dimension : elles renvoient en fait au changement d'ordre électoral. Et au final, les grandes évolutions du vote des ouvriers doivent être associées aux mutations des structures de la compétition politique : le recul du « vote de classe ouvrier » s'inscrit dans la dynamique de l'ordre électoral de 1961¹ et il s'interrompt avec la phase de réaligement des années 1980.

4.2.2. Les acteurs du changement : générations et politisation

Les données des enquêtes électorales allemandes permettent d'aller plus loin dans la compréhension des mécanismes du recul du « vote de classe ouvrier » en faveur des sociaux-démocrates. Comme les données des enquêtes françaises, elles permettent d'estimer l'impact du renouvellement des générations tout en contrôlant les éventuels effets de composition liés à la progression du niveau d'instruction et à la baisse de la pratique religieuse. Les résultats des modèles de régression sont présentés dans le tableau 4.10².

L'analyse repose sur la distinction de cinq générations d'ouvriers. La première arrive à l'âge adulte pendant l'Empire : politisée avant la cristallisation du clivage de classe, elle est durablement marquée par les lois antisocialistes et par la répression organisée par le pouvoir central contre le mouvement ouvrier. La seconde arrive à l'âge adulte sous la République de Weimar : socialisée dans un contexte de changements politiques massifs, elle accompagne le développement du clivage de classe et la division du mouvement ouvrier entre communistes et sociaux-démocrates. La troisième arrive à l'âge adulte lors du Troisième Reich : frappée de plein fouet par les difficultés économiques de l'entre-deux-guerres puis par l'interdiction des partis et des syndicats, elle vit une expérience de politisation unique dans l'histoire politique allemande. La quatrième arrive à l'âge adulte avec le miracle économique de l'après-guerre : socialisée dans une période d'amélioration des conditions de vie et d'extension rapide de la protection sociale, elle participe à la consolidation de la démocratie et au développement du système de cogestion face au contre-modèle incarné par l'Allemagne de l'Est. La cinquième, enfin, arrive à l'âge adulte avec la crise économique des années 1970-1980 et la réunification, dans un contexte d'épuisement du modèle social allemand.

1 De prime abord, cet aspect peut paraître en contradiction avec un autre élément décisif dans la dynamique de l'ordre électoral de 1961, la progression générale des sociaux-démocrates. En fait, dans un premier temps, les effets du désalignement ouvrier sont compensés par la poussée des sociaux-démocrates au sein des « nouvelles classes moyennes salariées ».

2 La variable dépendante n'a que trois modalités pour des contraintes d'effectifs.

Tableau 4.10
Une modélisation multinomiale du vote des ouvriers en Allemagne (1949-2009)

		CDU/CSU		Tiers partis	
		Modèle 4.5	Modèle 4.6	Modèle 4.5	Modèle 4.6
Cohorte	<i>... -1895</i>	0,292	0,421	-0,347	-0,294
	<i>1896-1910</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	<i>1911-1925</i>	0,253	0,233	0,204	0,212
	<i>1926-1944</i>	0,184	0,261	0,353	0,412*
	<i>1945-1959</i>	0,348	0,380	0,399	0,418
	<i>1960-1974</i>	2,272*	2,056*	4,103**	4,209**
	<i>1975- ...</i>	4,534	3,146	7,204	7,726
Cohorte * Temps	<i>... -1895 * Temps</i>	0,014	0,009	0,037	0,036
	<i>1896-1910 * Temps</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	<i>1911-1925 * Temps</i>	-0,007	-0,009	-0,004	-0,005
	<i>1926-1944 * Temps</i>	-0,009	-0,014	-0,003	-0,008
	<i>1945-1959 * Temps</i>	-0,015	-0,018	0,008	0,004
	<i>1960-1974 * Temps</i>	-0,061**	-0,062**	-0,054*	-0,062*
	<i>1975- ... * Temps</i>	-0,092	-0,072	-0,113	-0,130
Genre	<i>Femmes</i>		0,387**		0,144
	<i>Hommes</i>		Ref.		Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>		0,569		0,858**
	<i>Secondaire</i>		0,470**		0,602**
	<i>Primaire</i>		Ref.		Ref.
Agglomération	<i>- 2.000</i>		0,733**		0,610**
	<i>2.000-20.000</i>		0,607**		0,434**
	<i>20.000-100.000</i>		0,366**		0,212
	<i>+ 100.000</i>		Ref.		Ref.
Confession	<i>Protestant</i>		0,223		-0,377*
	<i>Catholique</i>		1,273**		-0,150
	<i>Autre religion</i>		0,513		-0,155
	<i>Sans religion</i>		Ref.		Ref.
N		6.403	6.403	6.403	6.403
Enquêtes		17	17	17	17

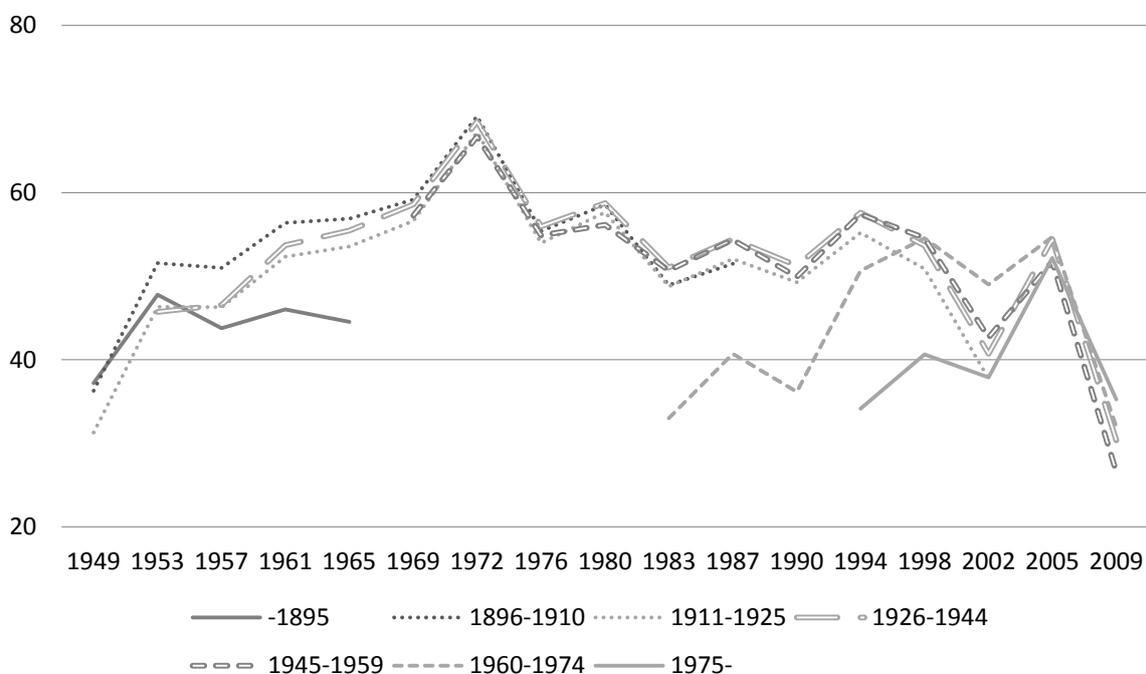
NB. La modalité de référence des modèles est le vote SPD. Les modèles incluent tous un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

Le moteur du changement : la dynamique des générations

La dynamique des générations est plus complexe qu'en France. Le mécanisme n'est pas direct, avec de nouvelles générations qui entrent dans le corps électoral et se détournent systématiquement un peu plus des sociaux-démocrates que leurs devancières. Au cours de la première phase de la dynamique de désalignement, entre les élections législatives de 1969 et les élections législatives de 1983, toutes les cohortes ouvrières évoluent de la même façon. S'il devait y avoir un décrochage, il devrait d'abord concerner la cohorte née après 1945. Ce n'est pas le cas (figure 4.7). Au demeurant, aucun des coefficients associés aux cohortes nées avant 1960 n'est statistiquement significatif (tableau 4.10).

Figure 4.7

Les évolutions du vote social-démocrate par cohortes d'ouvriers en Allemagne de l'Ouest



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote social-démocrate pour chacune des cohortes d'ouvriers. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression multinomiale 4.5, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 4.10. Elles sont exprimées en pourcentages.

Un changement important intervient avec l'entrée de la génération de la crise dans le corps électoral. Comme en France, un décrochage du vote en faveur des sociaux-démocrates a lieu avec les cohortes ouvrières nées après 1960. Mais la dynamique est différente : d'abord nettement moins favorables aux sociaux-démocrates que les autres cohortes au moment de leur entrée dans le corps électoral, les cohortes nées après 1960 finissent par se normaliser. Ce phénomène est bien capté par les coefficients d'interaction associés à leurs évolutions dans le

temps, négatifs¹ et statistiquement significatifs (tableau 4.10)². Et il explique pourquoi il n’y a pas d’effondrement du « vote de classe ouvrier » pour les sociaux-démocrates en Allemagne : le décrochage des nouvelles générations ouvrières n’est pas durable.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer le décrochage temporaire puis la normalisation des dernières cohortes d’ouvriers, notamment la persistance d’une très forte socialisation par le travail grâce au maintien de l’encadrement syndical. En excluant les enquêtes conduites lors des élections de 1949 et de 1961, il est d’ailleurs possible d’estimer un modèle de régression plus complet intégrant le niveau de pratique religieuse et l’adhésion à un syndicat. Ces deux variables n’affectent pas la dynamique des générations : elles ont un impact significatif sur le vote des ouvriers (l’adhésion à un syndicat renforce le vote pour les sociaux-démocrates, une pratique religieuse régulière l’affaiblit), mais elles n’altèrent pas les coefficients associés aux évolutions des cohortes dans le temps. De la sorte, ce n’est pas parce qu’ils se distinguent de leurs aînés dans leur engagement syndical que les ouvriers nés après 1960 votent moins fréquemment en faveur des sociaux-démocrates³.

Quoi qu’il en soit, cette dynamique des générations permet d’éclairer la manière dont s’est historiquement constitué l’alignement électoral des ouvriers sur les sociaux-démocrates. Sur l’ensemble de la période, la cohorte ouvrière née entre 1896 et 1910 est systématiquement la plus favorable aux sociaux-démocrates. Or elle est aussi la première à avoir été socialisée à la suite de la percée électorale du SPD à la fin du XIXe siècle. En clair, elle est arrivée dans le corps électoral au moment où les sociaux-démocrates se sont définitivement imposés au sein du système de partis. Comme en France, le timing de la cristallisation du clivage de classe est un élément crucial pour comprendre le développement du « vote de classe ouvrier ».

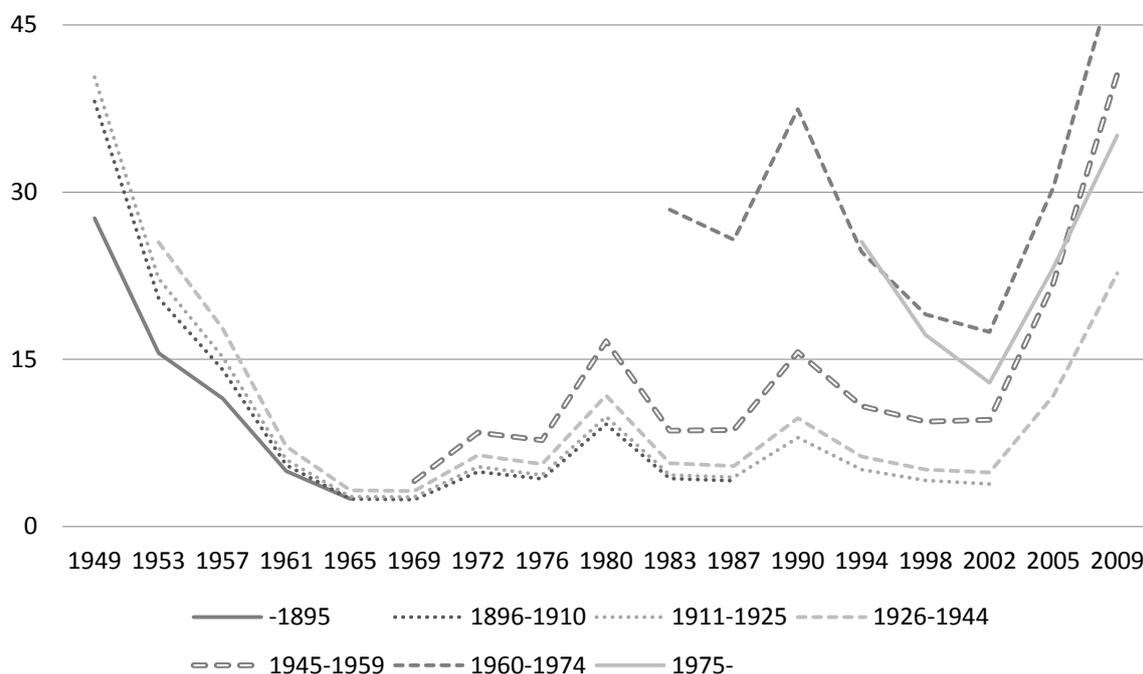
Les mécanismes secondaires : nouveaux enjeux et diversification de l’offre électorale

L’impact du contexte de politisation dans la cristallisation des préférences électorales des ouvriers se retrouve également dans les évolutions du vote en faveur des tiers partis : dès les élections au *Bundestag* de 1983, les cohortes ouvrières nées après 1960 se distinguent de leurs devancières par un soutien plus marqué pour les tiers partis (figure 4.11). Ces cohortes accompagnent les transformations du paysage politique : elles sont politisées dans un nouvel ordre électoral, marqué par l’irruption de nouveaux enjeux à l’agenda et par l’émergence de partis incarnant une nouvelle forme de radicalité.

-
- 1 Un coefficient négatif témoigne ici d’un rapprochement avec les autres cohortes dans la mesure où les nouvelles cohortes ont plus de chances de voter pour les chrétiens-démocrates que pour les sociaux-démocrates par rapport à la catégorie de référence.
 - 2 Les coefficients associés à la cohorte née après 1975 ne sont pas statistiquement significatifs. De prime abord, ce point pourrait poser problème et conduire à conclure que seule la cohorte née après 1960 se distingue des autres. Toutefois, la faiblesse des effectifs pour la cohorte née après 1975 pousse à ne pas invalider l’explication par le renouvellement des générations, d’autant que le signe et la force des coefficients vont dans le sens attendu.
 - 3 Au demeurant, les données des enquêtes électorales allemandes n’indiquent aucune diminution du taux de syndicalisation des ouvriers avec le renouvellement des générations.

Figure 4.8

Les évolutions du vote pour les tiers partis par cohortes d'ouvriers en Allemagne de l'Ouest



NB. Ce graphique présente les probabilités moyennes d'un vote en faveur des tiers partis de chaque cohorte d'ouvriers. Ces probabilités ont été prédites à partir du modèle de régression multinomiale 4.5, dont les coefficients sont reportés dans le tableau 4.10. Elles sont exprimées en pourcentages.

Cette dynamique est confirmée par les coefficients du modèle de régression (tableau 4.10). Cependant, les coefficients d'interaction suggèrent également l'existence d'une forme de rapprochement dans le temps entre les cohortes nées après 1960¹ et leurs devancières. De ce point de vue, le tournant intervient lors des élections au *Bundestag* de 2005 (figure 4.8). Et à l'inverse des dynamiques observées sur le vote en faveur des sociaux-démocrates, il n'est pas question d'une normalisation. Au contraire : ce sont les anciennes générations ouvrières qui se tournent brutalement vers les tiers partis, et notamment vers *Die Linke*, participant ainsi à l'effondrement de l'ordre électoral qui était en place depuis 1990.

1 Une nouvelle fois, les coefficients associés à la cohorte née après 1975 et à ses évolutions dans le temps ne sont pas statistiquement significatifs. Néanmoins, ils ont le signe et la force attendus, de sorte que l'explication réside sans doute dans la faiblesse des effectifs.

Chapitre 5

Logiques de réalignement

Transformation des clivages et recompositions du vote des ouvriers

La littérature sur le vote des ouvriers ne s'est pas toujours focalisée sur la question du vote de classe en faveur des partis de gauche. Des travaux importants ont également pu être réalisés sur les « cas déviants », révélant la très grande diversité de l'expression électorale des ouvriers. Dans un essai de typologie au début des années 1960, M. Dogan distingue ainsi six types d'ouvriers en France¹. *L'ouvrier révolutionnaire*, persuadé que sa condition ne pourra s'améliorer que par une révolution, vote communiste. *L'ouvrier protestataire* vote également communiste, mais sans adhérer à l'idéologie marxiste. *L'ouvrier réformiste* estime lui que sa condition s'améliorera seulement par des changements lents et vote donc parfois socialiste, parfois communiste. *L'ouvrier catholique* est guidé par ses convictions morales : il vote donc démocrate-chrétien. *L'ouvrier conservateur*, volontiers nationaliste, s'identifie clairement à la petite bourgeoisie et vote soit pour la droite modérée, soit pour les gaullistes. Enfin, *l'ouvrier indifférent* ne s'intéresse pas à la politique et préfère généralement s'abstenir. La question des divisions internes à la classe ouvrière n'est pas propre à la France : elle s'est également posée en Allemagne², et dans la plupart des autres grandes démocraties occidentales.

Les ouvriers, la droite et l'extrême droite

Les travaux sur le vote ouvrier de droite sont généralement structurés par la figure de l'ouvrier conservateur et par la thèse de S.M. Lipset sur l'autoritarisme de la classe ouvrière³ : parce qu'ils sont peu instruits et peu intéressés par la politique, les ouvriers seraient porteurs de valeurs d'ordre et d'autorité, des valeurs généralement associées à la droite. Mais derrière

1 DOGAN Mattéi, « Les clivages politiques de la classe ouvrière », in HAMON L. (dir.), *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962.

2 BLANKENBURG Erhard, « Die politische Spaltung der westdeutschen Arbeiterschaft », *Archives européennes de sociologie*, 10 (1), 1969.

3 LIPSET Seymour M., « Democracy and Working-Class Authoritarianism », *American Political Science Review*, 24 (4), 1959. Pour une discussion sur le cas allemand, HOPF Wulf, « Soziale Schichtung und Autoritarismus. Oder: Sind Arbeiter besonders autoritär? », in RIPPL S., SEIPEL C., KINDERVATER A. (dir.), *Autoritarismus. Kontroversen und Ansätze der aktuellen Autoritarismusforschung*, Opladen, Leske und Budrich, 2000.

cette figure de l'ouvrier conservateur se cache souvent la figure de l'ouvrier d'extrême droite. De ce point de vue, la France et l'Allemagne sont deux terrains très contrastés : à la percée du Front National en France répond l'échec de l'extrême droite en Allemagne¹.

Les ouvriers, la participation et l'abstention

Les recompositions du vote ouvrier ne concernent pas seulement la gauche, la droite et l'extrême droite, mais aussi la participation et l'abstention. Elles s'adosent alors au débat sur la compétence politique des ouvriers et sur les formes de domination dont ils seraient les victimes dans la sphère politique en raison de leur faible dotation en capital culturel². De ce point de vue là aussi, la France et l'Allemagne offrent des terrains d'observation assez riches, avec une même tendance au déclin de la participation électorale depuis les années 1980.

1 Le vote ouvrier d'extrême droite est toutefois une thématique importante des études électorales allemandes, notamment sur la période nazie. Pour une discussion des bases sociales du vote en faveur des nazis, on doit se reporter à HAMILTON Richard F., *Who Voted for Hitler?*, Princeton, Princeton University Press, 1982.

2 Sur ce thème, on peut lire GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

5.1. La droitisation du vote des ouvriers en France

La droitisation est une notion floue. Qu'elle soit utilisée pour caractériser des électeurs ou des forces politiques, elle désigne un glissement vers la droite, donc un changement. Pour le reste, elle est fondamentalement évasive : elle ne donne aucune indication sur la situation antérieure au changement, sur la forme du changement ou sur le résultat du changement. En tout état de cause, elle ne suppose pas un basculement à droite ou un ralliement à la droite. La précision peut sembler banale, elle est primordiale.

La droitisation n'en reste pas moins une notion équivoque. De fait, elle peut recouvrir des situations très différentes, sinon opposées, selon qu'elle est limitée à la description d'une dynamique de changement ou plus largement destinée à l'explication de cette dynamique de changement. Ainsi, la droitisation d'un parti ne renvoie pas nécessairement à l'adoption d'un nouveau programme plus à droite ; bien au contraire, elle peut résulter d'un positionnement stable dans un contexte de déplacement de l'ensemble des autres partis vers la gauche. De même, la droitisation du vote d'un groupe social ne signifie pas obligatoirement droitisation de ses valeurs ; son glissement vers la droite peut être indépendant de toute évolution de ses attitudes et renvoyer à l'émergence de nouveaux enjeux.

En France, la droitisation du vote des ouvriers est d'abord la conséquence mécanique de l'affaiblissement de leur ancien alignement électoral sur les partis de gauche : contre toute attente, les ouvriers n'ont jamais voté plus à droite que l'ensemble de l'électorat au cours des trois dernières décennies. Toutefois, elle a un visage particulier, le vote d'extrême droite, qui renvoie à la polarisation croissante des nouvelles générations d'ouvriers sur l'immigration.

5.1.1. De la droitisation à la lepénisation du vote des ouvriers

Depuis la publication d'un sondage de la Sofres¹ indiquant que 30 % des ouvriers ont voté Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, il est fréquent de qualifier le Front National de « premier parti ouvrier de France ». L'expression est largement abusive, mais elle a le mérite de rappeler à quel point le vote des ouvriers est un vote chargé de symboles. Et elle permet de bien comprendre l'intérêt qu'a pu susciter la « prolétarianisation de l'électorat Le Pen »² et la vigueur des controverses scientifiques qui s'en sont suivies entre

1 Ce sondage a été réalisé par la Sofres du 20 au 23 mai 1995, sur 2.000 individus. En dépit d'un très fort retentissement médiatique, ses résultats sont sujets à caution.

2 Cette expression est couramment employée pour décrire la dynamique ouvrière du vote Le Pen, bien que le phénomène mis en évidence soit le plus souvent la « lepénisation » du vote ouvrier. Il s'agit d'une confusion classique entre données en composition et données en pénétration : que 30 % d'un groupe social se prononce pour un parti (données en pénétration) ne signifie pas nécessairement que l'électorat de ce parti soit composé d'une forte proportion de membres de ce groupe social. Dans ce chapitre, l'expression « lepénisation du vote ouvrier » sera préférée pour décrire la progression du vote Front National chez les ouvriers.

les tenants de la thèse d'un « gauchisme »¹ et les tenants de la thèse d'une droitisation du vote des ouvriers, dont le Front National aurait été le principal bénéficiaire². Les données des enquêtes post-électorales Sofres permettent de montrer que la lepenisation du vote des ouvriers associe en fait une logique de désalignement (le déclin du vote ouvrier de gauche) et une logique de réalignement (la domination du FN sur le vote ouvrier de droite).

La progression du vote ouvrier de droite

La droite a toujours recueilli une proportion non négligeable des suffrages ouvriers et au plus fort du « vote de classe ouvrier » pour la gauche, elle pouvait régulièrement compter sur le soutien d'un tiers des ouvriers. Elle avait d'ailleurs été majoritaire au sein de l'électorat ouvrier au soir du premier tour de la présidentielle de 1969, même si elle y accusait alors un déficit de 15 points par rapport à son score dans l'ensemble de l'électorat (tableau 5.1). Il n'en reste pas moins que le glissement à droite des ouvriers est un phénomène récent, qui décrit la figure inverse de la dynamique de désalignement identifiée dans le chapitre 4 (figure 5.1).

Tableau 5.1

La droitisation du vote des ouvriers au premier tour de la présidentielle (1969-2007)

	P1969	P1974	P1981	P1988	P1995	P2002	P2007
Ensemble							
Gauche	32	47	47	45,5	40,5	37,5	36
Droite	67	52	49	51	59	51	44,5
Autres	1	1	4	3,5	0,5	11,5	19,5
Ouvriers (Pcm)							
Gauche	47	63	62	59	49	42	34
Droite	52	36	34	39	50,5	46	48
Autres	1	1	4	2	0,5	12	18
Odds ratios							
Gauche	1,88	1,92	1,84	1,72	1,41	1,21	0,92
Droite	0,53	0,52	0,54	0,61	0,71	0,82	1,15

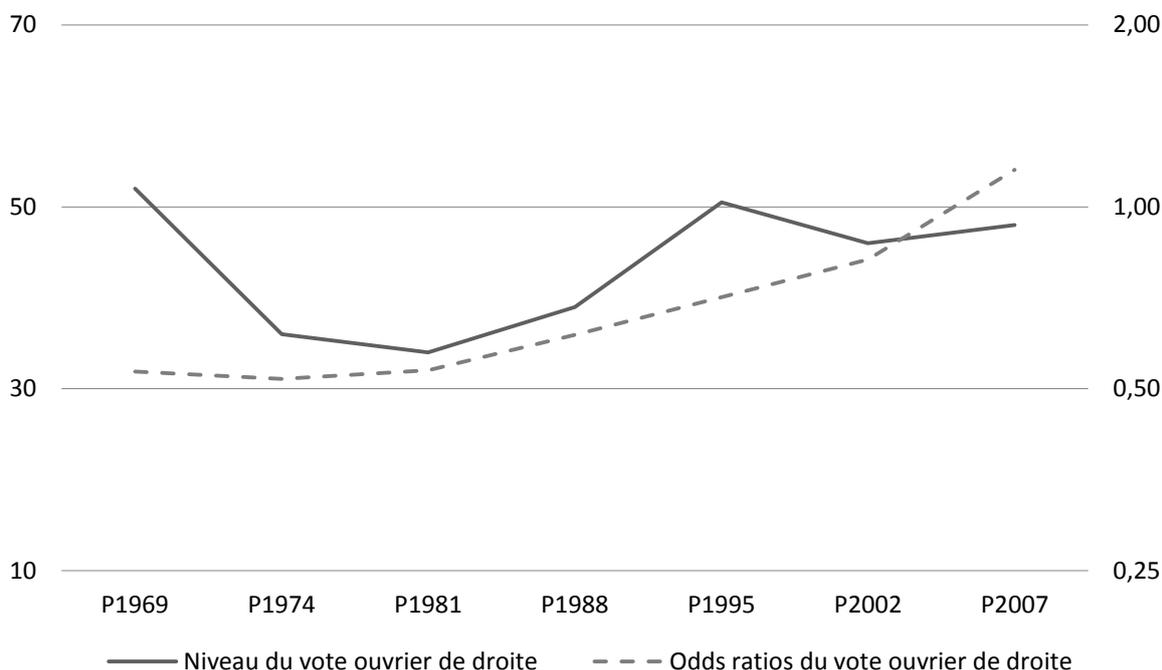
NB. Les données sont issues des enquêtes post-électorales Sofres. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les ouvriers sont définis par la profession actuelle du chef de ménage (Pcm).

1 L'expression a été introduite dans PERRINEAU Pascal, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gauchisme », in PERRINEAU P., YSMAL C. (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

2 MARTIN Pierre, « Qui vote pour le Front National français ? », in DELWIT P., DE WAELE J.-M., REA A. (dir.), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998.

Figure 5.1

La dynamique du vote ouvrier de droite au premier tour de la présidentielle (1969-2007)



NB. Cette figure représente les évolutions du niveau et des *odds ratios* du vote ouvrier de droite. Les évolutions de niveau sont mesurées sur une échelle arithmétique (l'axe des ordonnées à gauche), les évolutions des *odds ratios* sur une échelle logarithmique (l'axe des ordonnées à droite). Les données originales sont présentées dans le tableau 5.1.

Les conséquences électorales du désalignement ouvrier sont très impressionnantes : depuis 1995, la droite est systématiquement majoritaire chez les ouvriers au premier tour de la présidentielle et l'avance dont elle dispose sur la gauche ne cesse de grandir (tableau 5.1). Toutefois, la droitisation du vote ouvrier ne se réduit pas à cette logique de désalignement : elle renvoie aussi à des logiques de réalignement dans l'électorat ouvrier de droite, logiques de réalignement dont le Front National est le principal bénéficiaire.

La progression de l'extrême droite dans le vote ouvrier de droite

Le premier tour de l'élection présidentielle de 1995 est très souvent considéré comme un tournant dans la dynamique électorale du Front National, avec son enracinement définitif en milieu ouvrier¹. Pourtant, la lepénisation du vote des ouvriers est déjà largement acquise lors de la présidentielle de 1988, et son renforcement lors de la présidentielle de 1995 renvoie en fait à une poussée de l'ensemble de la droite dans l'électorat ouvrier (tableau 5.2).

1 Sur la dynamique ouvrière du vote Le Pen, on peut se reporter à MAYER Nonna, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, p. 98-99.

Tableau 5.2

La progression de l'extrême droite dans le vote ouvrier de droite (1984-2009)

	E1984	L1986	P1988	P1995	P2002	P2007	E2009
Droite modérée							
Ensemble	43	45	36,5	44	31,5	33,5	35
Ouvriers (Pcm)	30	32	21	31	19,5	22	19
Extrême droite							
Ensemble	11	10	14,5	15	19,5	11	7,5
Ouvriers (Pcm)	7	10	18	19,5	26,5	26	22,5
Odds ratios							
Ouvriers (Pcm)	0,91	1,41	2,16	1,85	2,20	3,60	5,53

NB. Les données sont issues des enquêtes post-électorales Sofres. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les ouvriers sont définis selon la profession actuelle du chef de ménage (Pcm) afin de pouvoir assurer la comparabilité entre les différents types d'élections (européennes, législatives et présidentielle). Les *odds ratios* expriment le rapport de chances des ouvriers de voter pour l'extrême droite plutôt que pour la droite modérée relativement à l'ensemble de l'électorat.

Dans un premier temps, le Front National est nettement dominé par ses concurrents de droite modérée au sein de l'électorat ouvrier de droite : lors des élections européennes de 1984, les ouvriers préfèrent beaucoup plus souvent les listes de droite traditionnelle à la liste Le Pen que l'ensemble des Français. Toutefois, l'influence du Front National dans l'électorat ouvrier de droite s'affirme dès les législatives de 1986 (l'*odds ratio* du vote ouvrier pour le FN plutôt que pour la droite modérée passe de 0,91 à 1,41) pour finalement atteindre au premier tour de la présidentielle de 1988 un niveau stable jusqu'en 2002 : désormais, les ouvriers ont environ deux fois plus de chances de préférer un candidat d'extrême droite à un candidat de droite modérée que la moyenne des Français. Dès la fin des années 1980, le Front National se distingue ainsi des autres partis de droite par son ancrage au sein de l'électorat ouvrier. Et au cours des années 1990, il bénéficie simplement de la poursuite de la dynamique de déclin du « vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche pour accroître son avantage, le mouvement de droitisation résultant de ce désalignement jouant largement en sa faveur.

De la sorte, l'élection présidentielle de 1988 s'impose comme un moment crucial dans la dynamique électorale du Front National. Après avoir connu ses premiers succès nationaux à la proportionnelle, que ce soit aux européennes de 1984 ou aux législatives de 1986, le parti de Jean-Marie Le Pen confirme son installation dans le paysage politique français en obtenant le meilleur score de son histoire, et ce malgré le mode de scrutin uninominal à deux tours. Et parallèlement, il assoit son influence dans l'électorat ouvrier, une influence qui ne sera jamais démentie par la suite. Tout au contraire : la rupture provoquée par l'élection présidentielle et les élections législatives de 2007 renforce l'ancrage du Front National chez les ouvriers. Alors qu'il recule très nettement à la présidentielle par rapport au total de l'extrême droite en 2002,

Jean-Marie Le Pen résiste dans l'électorat ouvrier¹, de sorte que l'*odds ratio* du vote ouvrier pour l'extrême droite plutôt que pour la droite modérée s'élève brutalement (tableau 5.2). La dynamique s'amplifie ensuite lors des élections européennes de 2009, confirmant au passage la domination de l'extrême droite sur l'électorat ouvrier de droite depuis le premier tour de l'élection présidentielle de 2002.

5.1.2. La dynamique des générations et l'impact des valeurs

Les enquêtes électorales françaises permettent d'aller plus loin dans l'identification et la compréhension des mécanismes du vote ouvrier pour le Front National. Elles permettent notamment d'estimer l'effet du renouvellement des générations dans la progression du vote ouvrier d'extrême droite, tout en contrôlant l'impact du niveau d'instruction, du niveau de revenu et du changement des valeurs. Les résultats des modélisations sont présentés dans le tableau 5.3 ; les modèles portent sur la période 1988-2007, la période pendant laquelle Jean-Marie Le Pen obtient des résultats significatifs à l'élection présidentielle².

Le poids du renouvellement des générations

A l'instar du déclin du vote de classe en faveur de la gauche, la montée du vote Front National dans l'électorat ouvrier est portée par une dynamique générationnelle : au premier tour de la présidentielle, chaque cohorte d'ouvriers a systématiquement plus de chances de voter pour un candidat issu de l'extrême droite que la cohorte qui la précède immédiatement (figure 5.2). Seule la dernière cohorte, née après 1978, fait exception, mais sa proximité avec la cohorte née entre 1961 et 1977 ne remet pas en cause le mécanisme général.

Les modèles présentés dans le tableau 5.3 livrent des indications supplémentaires sur la manière dont la dynamique des générations pèse dans le vote ouvrier d'extrême droite. De manière paradoxale, les différences entre cohortes n'apparaissent pas immédiatement ; dans le modèle 5.1, qui intègre les différentes cohortes ouvrières sans aucune variable de contrôle, seul le coefficient associé à la cohorte née entre 1914 et 1928 est statistiquement significatif. Tout au long de la période, cette cohorte est systématiquement celle qui se prononce le moins pour les candidats d'extrême droite.

1 Sur le vote des ouvriers lors des élections de 2007, on peut lire GOUYOU Florent, « Les élections présidentielle et législatives de 2007 en milieu populaire », *Recherche socialiste*, 39-40, 2007.

2 Les modèles sont des modèles de régression multinomiale sur une variable dépendante à quatre modalités : gauche, droite modérée, extrême droite, autres. La construction de cette variable est largement discutée dans le chapitre 3. La modalité de référence est le vote pour les candidats de gauche, ce qui permet de contraster les principaux choix électoraux des ouvriers. Toutefois, une modélisation logistique du vote d'extrême droite conduit aux mêmes résultats. De ce point de vue, on peut se reporter à GOUYOU Florent, MAYER Nonna, « The Class Basis of Extreme Right Voting in France: Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007) », in RYDGREN J. (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, Londres, Routledge, à paraître.

Tableau 5.3

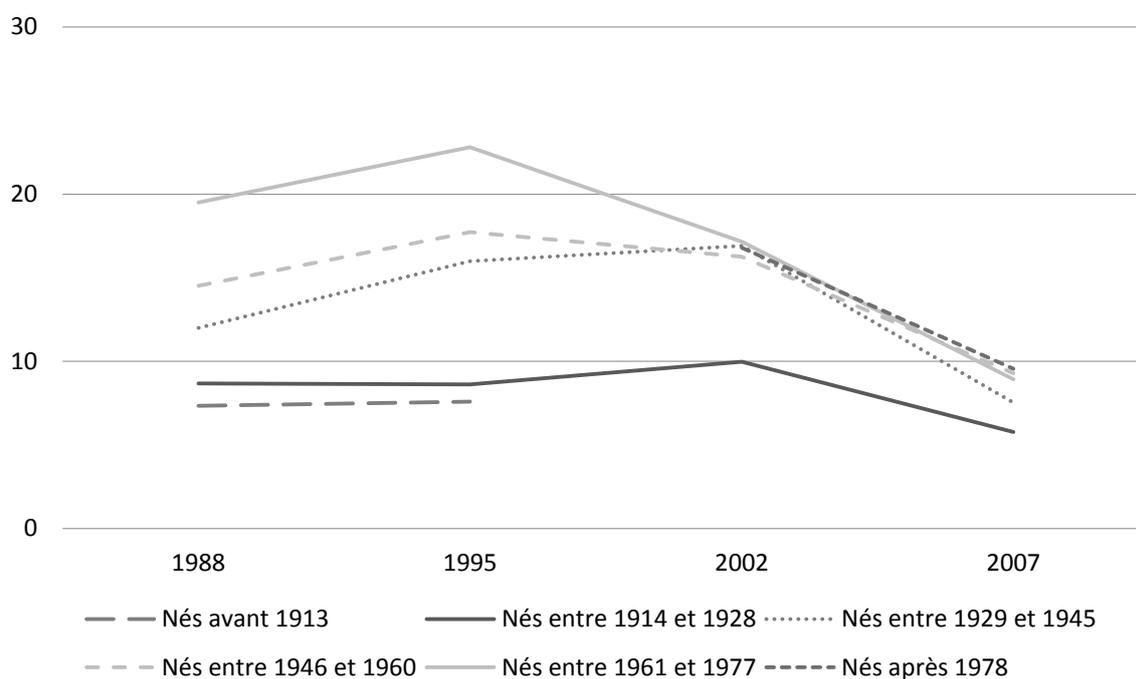
Une modélisation multinomiale du vote ouvrier d'extrême droite en France (1988-2007)

		Vote d'extrême droite versus vote de gauche			
		Modèle 5.1	Modèle 5.2	Modèle 5.3	Modèle 5.4
Cohorte	... -1913	-0,653	-0,733	-0,740	-0,675
	1914-1928	-0,623**	-0,688**	-0,656*	-0,942**
	1929-1945	-0,042	-0,094	-0,133	-0,364*
	1946-1960	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	1961-1977	0,210	0,330*	0,318*	0,518**
	1978- ...	0,248	0,367	0,477	0,906**
Instruction	<i>Supérieur</i>		-1,883**	-2,008**	-0,990
	<i>Secondaire</i>		-0,716**	-0,785**	-0,356
	<i>Technique, commercial</i>		-0,149	-0,181	0,046
	<i>Primaire</i>		Ref.	Ref.	Ref.
Revenu	91-100		0,791	0,633	1,037*
	76-90		-0,036	-0,117	-0,019
	50-75		-0,248	-0,339*	-0,116
	21-50		-0,156	-0,159	-0,210
	0-20		Ref.	Ref.	Ref.
Agglomération	<i>Rurale</i>		-0,100	-0,159	-0,222
	20.000-50.000		-0,122	-0,115	-0,216
	50.000-100.000		-0,190	-0,185	-0,181
	+ 100.000		Ref.	Ref.	Ref.
Genre	<i>Femmes</i>		-0,445**	-0,417**	-0,586**
	<i>Hommes</i>			Ref.	Ref.
Valeurs	<i>Libéralisme économique</i>			0,741**	0,736**
	<i>Ethnocentrisme</i>				1,555**
N		2.691	2.691	2.691	2.691
Enquêtes		4	4	4	4

NB. La modalité de référence des modèles est le vote en faveur des candidats de gauche. Tous les modèles incluent un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01. Pour une présentation générale des données et des différentes variables, on peut revenir au chapitre 3 et se reporter à l'annexe 2.

Figure 5.2

Les évolutions du vote d'extrême droite selon les cohortes d'ouvriers en France



NB. Ce graphique représente les probabilités moyennes d'un vote d'extrême droite des ouvriers en fonction de leur cohorte de naissance. Ces probabilités prédites ont été calculées à partir du modèle de régression multinomiale 5.4 présenté dans le tableau 5.3.

De fait, seul le modèle 5.4 permet de confirmer le rôle moteur du renouvellement des générations dans la progression du vote ouvrier d'extrême droite, en intégrant l'impact du niveau d'ethnocentrisme. Dans les trois premiers modèles, le poids crucial de la dynamique des générations est « caché » par des effets de composition : le niveau d'ethnocentrisme est la variable la plus importante pour expliquer le vote d'extrême droite en France¹, mais il varie très fortement entre les cohortes. Une fois pris en compte le fait que les plus jeunes cohortes sont nettement moins ethnocentristes que leurs devancières, le poids du renouvellement des générations sur le vote ouvrier d'extrême droite devient évident. Ce résultat est d'autant plus important qu'*a contrario*, l'introduction du niveau d'ethnocentrisme fait disparaître l'impact d'autres variables sur le vote d'extrême droite, notamment celui du niveau d'instruction².

1 Sur ce point, on peut se reporter à GOUGOU Florent, MAYER Nonna, « The Class Basis of Extreme Right Voting in France », in RYDGREN J. (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, à paraître.

2 Parmi les variables sociologiques classiques, seul le genre conserve un effet sur le vote ouvrier d'extrême droite, les ouvrières se prononçant nettement moins souvent en faveur de Jean-Marie Le Pen que les ouvriers. Pour une discussion de ce « gender gap », on peut se reporter à MAYER Nonna, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002

La dynamique des valeurs et la polarisation sur les nouveaux enjeux culturels

De fait, ce mouvement est paradoxal : alors qu'elles sont le moteur du déclin du vote de gauche et de la progression du vote d'extrême droite dans l'électorat ouvrier, les cohortes nées après 1960 sont aussi hostiles au libéralisme économique que leurs devancières et bien moins ethnocentristes¹. Toutefois, le paradoxe n'est qu'apparent : avec le renouvellement des générations, les attitudes ethnoculturelles pèsent de plus en plus fortement dans l'orientation du vote des ouvriers. En d'autres termes, les plus jeunes cohortes ouvrières sont certes moins ethnocentristes que leurs aînées, mais elles sont aussi plus fortement polarisées sur les enjeux ethnoculturels. Et *a contrario*, la cohorte née entre 1914 et 1928, qui est à la fois la plus fidèle à la gauche et la moins favorable à l'extrême droite sur l'ensemble de la période, est celle pour laquelle les attitudes économiques pèsent le plus, confirmant que le « vote de classe ouvrier » a en fait été « enterré vivant »² par le changement des enjeux, et notamment par l'émergence de l'enjeu immigration au début des années 1980.

Le contexte de socialisation des plus jeunes cohortes est décisif pour comprendre leur polarisation sur les enjeux ethnoculturels. Contrairement à leurs aînées, elles n'ont pas connu la vie politique française avant la phase de réaligement des années 1980 : elles ont grandi au sein d'un ordre électoral marqué par la présence d'un Front National significatif, par l'enjeu immigration et par la personnalité de Jean-Marie Le Pen. De manière plus générale, elles ont vécu la cristallisation du clivage identité/cosmopolitisme dans le jeu politique français, de la même façon que les cohortes nées dans l'entre-deux-guerres avaient vécu la cristallisation du clivage de classe. Et elles se sont polarisées sur la ligne de conflit dominante au moment de leur socialisation, tandis que les cohortes précédentes ont conservé de leur socialisation une plus grande sensibilité aux enjeux économiques.

Pour autant, cela ne signifie pas que les dernières cohortes ouvrières sont totalement indifférentes aux enjeux économiques. Simplement, leur hostilité au libéralisme économique ne prime pas sur leur mécontentement face aux échecs successifs des gouvernements à régler le problème du chômage. Au demeurant, le Front National a vraisemblablement bénéficié de manière structurelle de ce mécontentement des ouvriers : après tout, depuis son installation dans le jeu politique français au cours des années 1980, il est le seul parti significatif à n'avoir été aux responsabilités, et donc à n'avoir jamais échoué.

1 Sur ce point, GOUGOU Florent, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réaligement et renouvellement des générations », in DE WAELE J-M., VIEIRA M. (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012.

2 L'expression est reprise de VAN DER WAAL Jeroen, ACHTERBERG Peter, HOUTMAN Dick, « Class Is Not Dead – It Has Been Buried Alive. Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956-1990) », *Politics and Society*, 35 (3), 2007. L'idée d'une concurrence entre « vote de classe » et « vote culturel » pour comprendre la droitisation du vote des ouvriers est développée dans HOUTMAN Dick, ACHTERBERG Peter, DERKS Anton, *Farewell to the Leftist Working Class*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2008.

5.1.3. Les deux électorats ouvriers du Front National

La lepénisation du vote des ouvriers n'est pas un processus uniforme, qui toucherait tous les milieux ouvriers au même rythme et selon les mêmes logiques. Au-delà des effets du renouvellement des générations et du changement des enjeux, l'observation des dynamiques électorales dans les territoires à forte composante ouvrière permet de distinguer un électorat ouvrier traditionnellement ancré à droite, qui se radicalise à l'extrême droite dès les élections européennes de 1984, et un électorat ouvrier qui bascule progressivement vers la droite dans les années 1990 et se réaligne alors sur le Front National.

Les ouvriers et le réalignement des années 1980

Lors de sa percée électorale en 1984, le Front National est essentiellement porté par la radicalisation d'une partie de l'électorat de droite traditionnelle, dans une logique de « vote sanction » contre la gauche au pouvoir depuis 1981. Cette dynamique touche prioritairement le noyau de l'électorat de la droite modérée, en particulier les travailleurs indépendants et les milieux aisés, mais elle concerne également des composantes plus marginales, en particulier les ouvriers conservateurs. Ainsi, la liste conduite par Jean-Marie Le Pen obtient plus de 20 % des suffrages exprimés à Oyonnax et à Cluses, deux des communes parmi les plus ouvrières de France, mais aussi deux communes nettement orientées à droite (tableau 5.4). D'ailleurs, dès les élections législatives de 1986, une partie importante de cet électorat radicalisé revient dans le giron de la droite modérée : à Oyonnax comme à Cluses, le Front National recule très nettement, perdant plus de 7 points par rapport à 1984. Toutefois, ce premier électorat du FN se consolide assez rapidement. Dans les milieux ouvriers traditionnellement ancrés à droite, un survote en faveur de l'extrême droite est acquis dès le premier tour de la présidentielle de 1988¹. Et ce survote ne s'accroît que très légèrement par la suite.

Au cours des années 1990, un second électorat ouvrier rejoint la coalition électorale de Jean-Marie Le Pen. Et contrairement à l'électorat radicalisé dès 1984, il n'est pas originaire de milieux traditionnellement ancrés à droite, mais de milieux glissant progressivement vers la droite. Dans ces milieux-là, le basculement vers le Front National est un processus plus lent, qui renvoie à la fois à la poursuite du déclin du « vote de classe ouvrier » et au déploiement des logiques de réalignement au sein de l'électorat ouvrier de droite. La progression du vote Le Pen est particulièrement forte entre 1988 et 1995², mais elle se prolonge au-delà : les cas de Wassigny, Chevillon et Roisel en témoignent (tableau 5.4).

1 Seules les terres les plus catholiques font exception à cette radicalisation des milieux ouvriers de droite : dans le canton de Maïche, par exemple, le Front National a toujours obtenu des résultats inférieurs à sa moyenne nationale (7,3 % aux législatives de 1986 ; 9,7 % à la présidentielle de 1988 ; 10,7 % en 1995 ; 17,5 % pour le total Le Pen-Mégret en 2002).

2 Il n'est donc pas question de nier la dynamique ouvrière du vote Le Pen entre 1988 et 1995. Ces résultats montrent simplement qu'il s'agit d'un second électorat ouvrier pour le Front National, qui est produit par le déploiement de dynamiques déjà à l'œuvre dans les années 1980.

Tableau 5.4

La dynamique de l'extrême droite selon les trois types de milieux ouvriers (1984-2007)

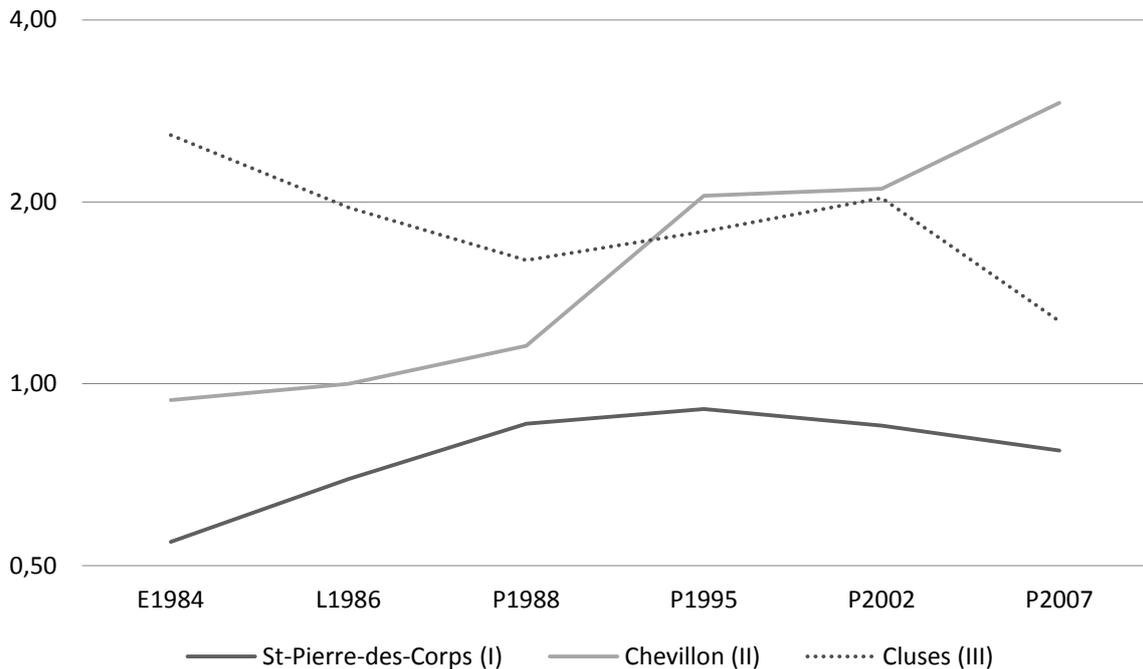
	E1984	L1986	P1988	P1995	P2002	P2007
Métropole	11,1	9,9	14,6	15,3	19,6	10,7
Type 1						
St-Pierre-des-Corps (37)	6,4	7,1	12,8	14,1	17,2	8,5
<i>Odds ratios</i>	(0,55)	(0,70)	(0,86)	(0,91)	(0,85)	(0,78)
Gamaches (80. Canton)	6,9	5,0	8,8	11,6	16,7	14,7
<i>Odds ratios</i>	(0,59)	(0,48)	(0,56)	(0,73)	(0,82)	(1,44)
Type 2						
Wassigny (02. Canton)	9,0	10,8	13,9	20,2	26,6	23,1
<i>Odds ratios</i>	(0,79)	(1,10)	(0,94)	(1,40)	(1,49)	(2,51)
Chevillon (52. Canton)	10,5	9,9	16,5	27,0	33,9	25,9
<i>Odds ratios</i>	(0,94)	(1,00)	(1,16)	(2,05)	(2,10)	(2,92)
Roisel (80. Canton)	11,3	11,3	15,3	19,8	26,5	22,6
<i>Odds ratios</i>	(1,02)	(1,16)	(1,06)	(1,37)	(1,48)	(2,44)
Type 3						
Oyonnax (01. Commune)	20,4	13,3	21,1	26,0	28,3	12,7
<i>Odds ratios</i>	(2,05)	(1,40)	(1,56)	(1,95)	(1,62)	(1,21)
Hirsingue (68. Canton)	12,6	11,0	21,6	23,5	29,6	14,2
<i>Odds ratios</i>	(1,15)	(1,12)	(1,61)	(1,70)	(1,72)	(1,38)
Cluses (74. Commune)	24,4	17,7	21,5	24,4	33,1	13,2
<i>Odds ratios</i>	(2,58)	(1,96)	(1,60)	(1,79)	(2,03)	(1,27)

NB. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les *odds ratios* expriment le rapport de chance du vote pour l'extrême droite plutôt que pour les autres tendances politiques dans l'unité territoriale considérée par rapport à ce même rapport de chance sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Au final, la lepénisation du vote des ouvriers est un processus complexe, associant un électorat conquis dès les européennes de 1984, au cours de la phase critique du réaligement des années 1980, et un électorat séduit dans les années 1990, lors de la phase de déploiement de ce réaligement (figure 5.3). En revanche, le Front National ne parvient pas à percer dans les milieux ouvriers qui restent massivement orientés à gauche : au cours de la période, il n'y dépasse que rarement sa moyenne nationale (tableau 5.4). Toutefois, le vote d'extrême droite tend à y progresser plus rapidement que sur l'ensemble de la France métropolitaine, de sorte que l'hypothèse d'un simple décalage temporel, dans le recul du vote de gauche comme dans la poussée de l'extrême droite, ne doit pas être exclue.

Figure 5.3

La dynamique de l'extrême droite selon les types de milieux ouvriers



NB. Cette figure est une représentation graphique des *odds ratios* présentés dans le tableau 5.5. Un seul exemple, particulièrement emblématique, a été retenu pour chaque type de milieu ouvrier.

Les ouvriers et la rupture de 2007

Quoi qu'il en soit, les deux électorats ouvriers du Front National ne se distinguent pas seulement par les logiques de leur ralliement à Jean-Marie Le Pen ; ils diffèrent également par leur comportement dans la séquence ouverte par l'élection présidentielle de 2007 (tableau 5.5). Dans les milieux ouvriers de droite radicalisés dès les années 1980, Jean-Marie Le Pen souffre de lourdes pertes au profit de Nicolas Sarkozy dès le premier tour de la présidentielle, pertes confirmées lors des législatives, avant un redressement aux européennes de 2009, à son tour confirmé aux régionales de 2010. En revanche, dans les milieux ouvriers séduits au cours des années 1990, Jean-Marie Le Pen résiste au premier tour de la présidentielle, avant des pertes importantes aux législatives, pertes confirmées aux européennes de 2009¹, mais suivies d'un redressement aux régionales de 2010. Evidemment, ces mouvements différenciés ne laissent rien présager de l'avenir, mais ils éclairent certaines logiques de la rupture de 2007.

1 Les évolutions enregistrées lors des élections européennes de 2009 doivent être interprétées avec prudence en raison d'importants effets d'offre. Dans les cantons de Wassigny et de Roisel (situés dans la circonscription Nord Ouest), la présence de Marine Le Pen, et dans une moindre mesure la concurrence d'une liste menée par Carl Lang, donnent un coup d'accélérateur spectaculaire à l'extrême droite. En revanche, dans les cantons de Chevillon, Ancerville et Brouvelieures (situés dans la circonscription Est), le Front National souffre du parachutage raté de Bruno Gollnisch.

Tableau 5.5
Le reflux de l'extrême droite selon les types de milieux ouvriers (2007-2010)

	P2002	L2002	R2004	E2004	P2007	L2007	E2009	R2010
Métropole	19,6	12,7	16,5	10,3	10,7	4,8	7,2	12,7
<i>Odds ratios</i>					(0,49)	(0,35)	(0,68)	(0,74)
Type 2								
Wassigny (02)	26,6	16,1	29,0	19,6	23,1	7,6	19,6	22,7
<i>Odds ratios</i>					(0,83)	(0,43)	(1,00)	(0,72)
Chevillon (52)	33,9	23,4	35,7	23,0	25,9	13,9	14,6	26,3
<i>Odds ratios</i>					(0,68)	(0,53)	(0,57)	(0,64)
Ancerville (55)	30,0	21,8	28,9	18,9	23,8	13,0	12,4	25,1
<i>Odds ratios</i>					(0,73)	(0,54)	(0,61)	(0,82)
Roisel (80)	26,5	22,2	23,3	16,7	22,6	9,1	20,7	19,8
<i>Odds ratios</i>					(0,81)	(0,35)	(1,30)	(0,81)
Brouvelieures (88)	28,1	16,3	23,1	16,9	23,2	9,1	9,5	22,0
<i>Odds ratios</i>					(0,77)	(0,51)	(0,52)	(0,94)
Type 3								
Oyonnax (01)	28,3	21,4	29,2	15,4	12,7	8,2	11,1	21,1
<i>Odds ratios</i>					(0,37)	(0,33)	(0,69)	(0,65)
Hirsingue (68)	29,6	12,4	30,3	16,4	14,2	3,2	8,0	21,8
<i>Odds ratios</i>					(0,39)	(0,23)	(0,44)	(0,64)
Saint-Amarin (68)	35,9	24,1	34,7	18,2	18,1	5,5	11,1	27,9
<i>Odds ratios</i>					(0,39)	(0,18)	(0,56)	(0,73)
Cluses (74)	33,1	31,2	33,2	18,6	13,2	12,7	12,2	23,4
<i>Odds ratios</i>					(0,31)	(0,32)	(0,61)	(0,61)

NB. Les résultats sont en pourcentage des exprimés. Les *odds ratios* expriment le rapport de chance du vote pour l'extrême droite plutôt que pour une autre tendance politique dans l'unité territoriale considérée par rapport à ce même rapport de chance lors du précédent scrutin de même type. Pour la dynamique de l'extrême droite à l'élection présidentielle sur l'ensemble de la métropole, le calcul est le suivant : $(10,7/(100-10,7))/(19,6/(100-19,6))$.

5.2. Les recompositions du vote des ouvriers en Allemagne

Les recompositions du vote des ouvriers ne se posent pas exactement dans les mêmes termes en Allemagne. Evidemment, cette situation renvoie assez largement à l'incapacité des forces d'extrême droite à percer durablement dans le paysage politique. Mais ce n'est pas tout : la tendance à la régionalisation de la compétition politique depuis la réunification et la fragmentation croissante du système partisan produisent des dynamiques plus contrastées, avec des différences très marquées entre les nouveaux *Länder* et les anciens *Länder*.

5.2.1. Les nouveaux visages du vote des ouvriers

Contrairement aux enquêtes électorales françaises, qui souffrent de trop nombreuses ruptures dans leurs séries temporelles, les enquêtes électorales allemandes constituent un très bon matériau pour apprécier les recompositions du vote des ouvriers sur le long terme. Elles donnent notamment des indications précieuses sur les évolutions du taux d'abstention des ouvriers et permettent ainsi de dresser un tableau quasi exhaustif des nouveaux visages du vote des ouvriers, en Allemagne de l'Est comme en Allemagne de l'Ouest.

Un vote éclaté ?

Les recompositions du vote des ouvriers en Allemagne de l'Ouest sont marquées par une forme d'éclatement. Pour l'essentiel, cette situation renvoie au caractère profondément inachevé de la dynamique de désalignement : dans la mesure où ils continuent à accorder un avantage aux sociaux-démocrates, les ouvriers ne peuvent pas être au centre de changements aussi spectaculaires qu'en France. De fait, la redistribution de leurs suffrages bénéficie à tous les partis, et aucun ne semble être particulièrement favorisé (tableau 5.6).

Bien qu'elle reste fondamentalement limitée, la progression des chrétiens-démocrates dans l'électorat ouvrier est significative (figure 5.4). Alors qu'ils accusaient généralement un déficit supérieur à 10 points chez les ouvriers par rapport à leurs résultats dans l'ensemble de l'électorat jusqu'aux élections de 1972, les chrétiens-démocrates ont progressivement réussi à gommer ce handicap. Et s'ils ne parviennent pas encore à prendre régulièrement l'avantage sur les sociaux-démocrates, ils ont en partie rééquilibré les forces.

Le redéploiement du vote ouvrier vers les autres partis est nettement plus contrasté : jusqu'au début des années 2000, les tiers partis n'enregistrent aucune dynamique chez les ouvriers. Ce n'est pas une surprise : les positions défendues par les Verts et les libéraux n'ont jamais rencontré un écho important au sein de l'électorat ouvrier. De fait, le vote ouvrier en faveur des tiers partis ne dépasse qu'une fois la barre des 10 % entre les élections de 1961 et de 2002, lors des élections de 1990.

Tableau 5.6

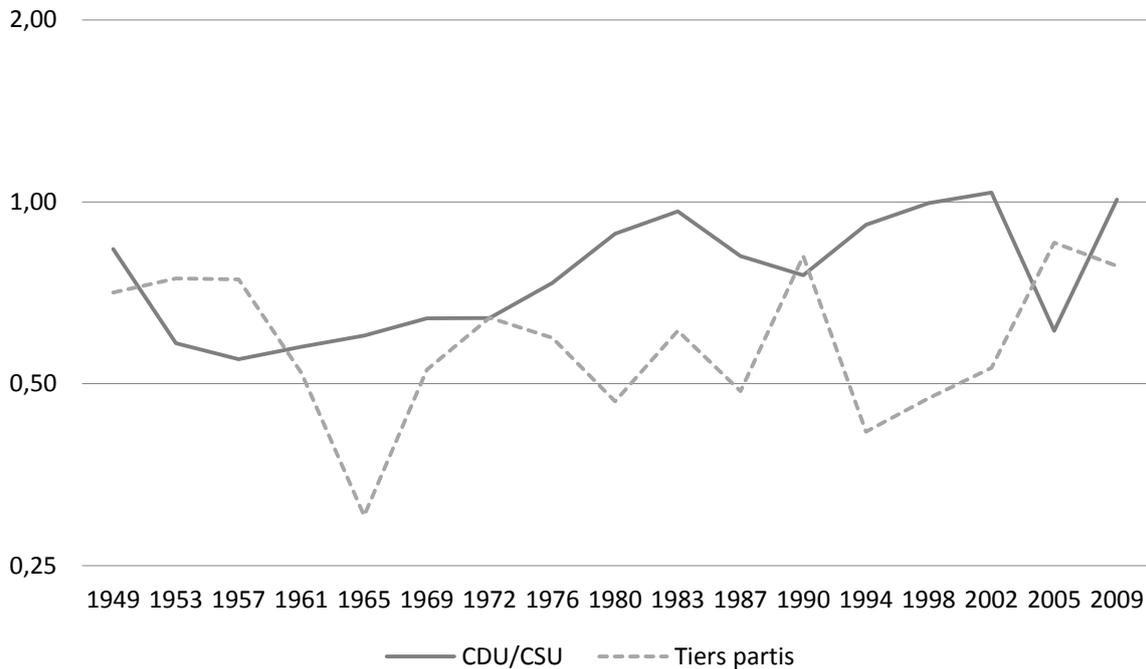
Les recompositions du vote des ouvriers en Allemagne de l'Ouest (1949-2009)

	B1949	B1953	B1957	B1961	B1965	B1969	B1972	B1976	B1980
Ensemble									
SPD	26,0	31,2	30,1	36,3	38,8	46,4	53,8	45,6	47,0
CDU/CSU	30,9	41,4	49,4	50,4	52,5	47,7	36,3	45,5	34,5
Tiers partis	43,1	27,4	20,5	13,3	8,7	5,9	9,9	8,9	18,5
Ouvriers									
SPD	37,9	48,8	49,0	55,7	57,3	59,9	66,6	56,5	58,6
CDU/CSU	27,2	29,2	34,9	36,9	39,9	36,9	26,8	38,0	31,8
Tiers partis	34,9	22,0	16,1	7,4	2,8	3,2	6,6	5,5	9,6
Odds ratios									
SPD	1,74	2,10	2,23	2,21	2,12	1,73	1,71	1,55	1,60
CDU/CSU	0,84	0,58	0,55	0,58	0,60	0,64	0,64	0,73	0,89
Tiers partis	0,71	0,75	0,74	0,52	0,30	0,53	0,64	0,60	0,47
<hr/>									
	B1983	B1987		B1990	B1994	B1998	B2002	B2005	B2009
Ensemble									
SPD	43,4	41,8		39,1	43,2	46,3	36,5	39,6	24,4
CDU/CSU	45,5	43,9		43,3	36,3	35,2	47,0	32,8	33,6
Tiers partis	11,1	14,3		17,6	20,5	18,5	16,5	27,6	42,0
<i>dont PDS / Linke</i>					2,0	1,6	0,9	4,4	10,3
Ouvriers									
SPD	48,3	53,6		48,6	56,0	55,2	42,6	52,4	30,0
CDU/CSU	44,6	38,9		36,6	34,3	35,1	47,9	23,0	33,8
Tiers partis	7,1	7,5		14,8	9,7	9,7	9,5	24,6	36,2
<i>dont PDS / Linke</i>					0,6	1,0	1,1	9,5	14,8
Odds ratios									
SPD	1,22	1,61		1,47	1,67	1,43	1,29	1,68	1,33
CDU/CSU	0,96	0,81		0,76	0,92	1,00	1,04	0,61	1,01
Tiers partis	0,61	0,49		0,81	0,42	0,47	0,53	0,86	0,78
<i>PDS / Die Linke</i>					0,30	0,62	1,22	2,28	1,51

NB. Les données sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés sur la seconde voix ; ils n'ont pas été pondérés. Les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (dernière profession pour les chômeurs et les retraités).

Figure 5.4

La redistribution du vote des ouvriers en Allemagne de l'Ouest (1949-2009)



NB. Cette figure représente les *odds ratios* du vote des ouvriers pour les chrétiens-démocrates plutôt que pour les autres forces politiques et les *odds ratios* du vote des ouvriers pour les tiers partis plutôt que pour le SPD et la CDU/CSU. Les données sont reprises du tableau 5.6.

De ce point de vue, un tournant a lieu en 2005, avec la percée de la gauche radicale. Alors que les anciens communistes du PDS obtenaient jusque là des résultats insignifiants au sein de l'électorat ouvrier, l'alliance entre le PDS et les amis d'Oskar Lafontaine frôle soudain la barre des 10 %. Le mouvement est confirmé lors des élections de 2009, avec une nouvelle progression autour des 15 %. De la sorte, les ouvriers participent activement à la rupture de 2005 en assurant une partie importante de la progression de la gauche radicale en Allemagne de l'Ouest. Néanmoins, il est encore trop tôt pour savoir si cette dynamique va conduire à un réalignement durable des ouvriers sur *Die Linke*. Pour cela, il sera nécessaire d'attendre la fin de la phase de réalignement en cours, et la consolidation d'un nouvel ordre électoral.

En Allemagne de l'Est, la situation est très différente dans la mesure où les ouvriers n'avaient pas d'attaches partisans solides au moment du rétablissement des élections libres en 1990. De ce point de vue, leur vote très important en faveur des chrétiens-démocrates lors des élections à la *Volkskammer* puis lors des élections au *Bundestag* ne doit pas surprendre : il est essentiellement guidé par des forces de court terme, et notamment par leur jugement sur la gestion de la réunification par le Chancelier Kohl (tableau 5.7). Les recompositions qui ont lieu par la suite laissent apparaître trois grands mouvements : un recul progressif du vote en faveur des chrétiens-démocrates, des fluctuations sans tendance du vote en faveur des sociaux-démocrates et une montée du vote en faveur des anciens communistes (figure 5.5).

Tableau 5.7

Les recompositions du vote des ouvriers en Allemagne de l'Est (1990-2009)

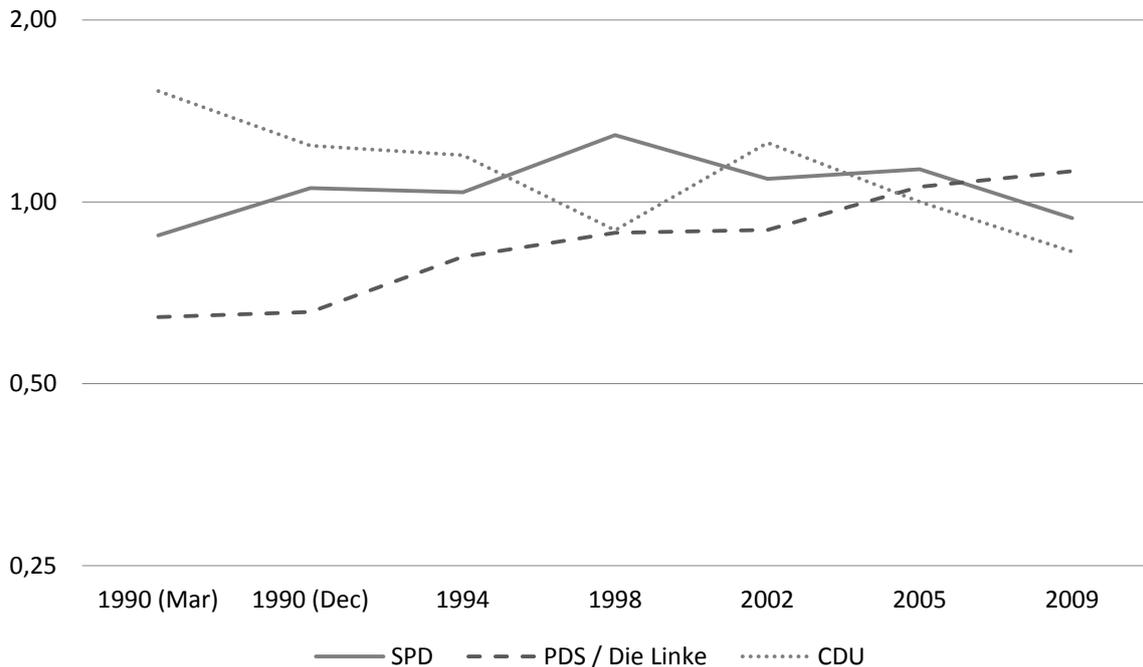
	V1990	B1990	B1994	B1998	B2002	B2005	B2009
Ensemble							
SPD	24,7	24,8	32,0	42,0	45,9	33,1	18,1
CDU	47,5	42,5	39,3	23,6	29,5	25,0	38,8
Tiers partis	27,8	32,7	28,7	34,4	24,6	41,9	43,1
<i>dont PDS / Die Linke</i>	14,7	6,4	18,1	18,4	11,0	25,5	24,1
Ouvriers							
SPD	22,4	25,8	32,8	48,3	48,1	35,9	17,2
CDU	58,0	47,8	43,6	21,7	34,4	25,0	34,4
Tiers partis	19,6	26,4	23,6	30,0	17,5	39,1	48,4
<i>dont PDS / Die Linke</i>	10,0	4,3	15,2	16,7	10,0	26,6	26,3
Écarts							
SPD	- 2,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 6,3	+ 2,2	+ 2,8	- 0,9
CDU	+ 10,5	+ 5,3	+ 4,3	- 1,9	+ 4,9	=	- 4,4
Tiers partis	- 8,2	- 6,3	- 5,1	- 4,4	- 7,1	- 2,8	+ 5,3
<i>PDS / Die Linke</i>	- 4,7	- 2,1	- 2,9	- 1,7	- 1,0	+ 1,1	+ 2,2
Odds ratios							
SPD	0,88	1,05	1,04	1,29	1,09	1,13	0,94
CDU	1,53	1,24	1,19	0,90	1,25	1,00	0,83
Tiers partis	0,63	0,74	0,77	0,82	0,65	0,89	1,24
<i>PDS / Die Linke</i>	0,64	0,66	0,81	0,89	0,90	1,06	1,12

NB. Les données sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés sur la seconde voix ; ils n'ont pas été pondérés. Les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (dernière profession pour les chômeurs et les retraités).

La progression continue des anciens communistes du PDS dans l'électorat ouvrier est évidemment la dynamique la plus marquante. De ce point de vue, la situation en Allemagne de l'Est ressemble beaucoup à la situation en Allemagne de l'Ouest. Cependant, cette montée de la gauche radicale dans l'électorat ouvrier des nouveaux *Länder* ne répond pas aux mêmes logiques que la percée de *Die Linke* dans l'électorat ouvrier des anciens *Länder* : la dynamique est progressive et ne subit pas d'à-coups, que ce soit en 2005 ou avant (figure 5.5). Quoi qu'il en soit, le renversement est spectaculaire : alors qu'elle accusait initialement un déficit assez important dans l'électorat ouvrier est-allemand, la gauche radicale y dispose désormais d'un léger avantage.

Figure 5.5

La redistribution du vote des ouvriers en Allemagne de l'Est (1990-2009)



NB. Cette figure représente les *odds ratios* du vote des ouvriers pour les chrétiens-démocrates, pour les sociaux-démocrates et pour la gauche radicale. Les données sont reprises du tableau 5.7.

Au final, l'analyse des recompositions du vote ouvrier autour de la gauche radicale en Allemagne de l'Est et en Allemagne de l'Ouest permet de jeter un regard original sur les résultats des élections de 2005. D'emblée, elle confirme que l'effondrement de l'ancien ordre électoral est essentiellement une dynamique de l'Ouest, consécutive à la scission d'une partie du SPD. Mais surtout, elle démontre qu'une convergence est possible entre les alignements électoraux à l'Est et à l'Ouest, dans une forme de nationalisation de la compétition politique.

La montée de l'abstention

Malgré des problèmes de réalisme sociologique liés à la sous-déclaration régulière de l'abstention dans les enquêtes post-électorales, les évolutions de la participation déclarée des ouvriers révèlent également des dynamiques importantes : dans les nouveaux *Länder* comme dans les anciens *Länder*, les ouvriers votent nettement moins que la moyenne de l'électorat¹. Ce constat mérite toutefois d'être nuancé : les ouvriers n'ont pas toujours été moins mobilisés

1 Le problème de la sous-déclaration de la non-participation ne se pose pas vraiment jusqu'aux élections au *Bundestag* de 1987 : à l'exception des élections de 1949, où elle s'élève à 78,5 % des inscrits, la participation dépasse systématiquement la barre des 85 %, et franchit même parfois la barre des 90 %. De ce point de vue, les données relatives à la participation dans les enquêtes électorales allemandes ne sont pas très éloignées de la réalité.

que la moyenne de l'électorat. Le développement de cet abstentionnisme différentiel est un phénomène récent, qui participe pleinement aux recompositions du vote des ouvriers.

En Allemagne de l'Ouest, le tournant intervient au début des années 1970. Jusqu'aux élections de 1972, les ouvriers ne se distinguent pas clairement de la moyenne de l'électorat : ils sont parfois plus mobilisés, parfois moins mobilisés (tableau 5.8). Une première rupture a lieu lors des élections au *Bundestag* de 1972 : alors qu'ils avaient plus voté que la moyenne de l'électorat lors des élections fédérales de 1965 et de 1969, les ouvriers déclarent soudain avoir moins voté que la moyenne. Compte tenu des fluctuations observées entre 1949 et 1969, cette rupture pourrait être interprétée comme une déviation temporaire. Ce n'est pas le cas : lors de toutes les élections suivantes, les ouvriers déclarent systématiquement une participation inférieure à la moyenne (figure 5.6). Et le phénomène s'accroît dans les années 1990 : alors qu'il s'était stabilisé aux alentours de 2 points dans les années 1980, le déficit de participation des ouvriers dépasse brutalement les 5 points.

Tableau 5.8

La participation des ouvriers aux élections fédérales en Allemagne de l'Ouest (1949-2009)

	B1949	B1953	B1957	B1961	B1965	B1969	B1972	B1976	B1980
Niveau									
Ensemble	73,5	89,3	88,6	88,9	93,9	93,8	97,1	97,5	93,3
Ouvriers	73,4	86,7	89,1	87,9	96,2	95,9	96,1	97,2	92,8
Distinction									
Écarts	- 0,1	- 2,6	+ 0,5	- 1,0	+ 2,3	+ 2,1	- 1,0	- 0,3	- 0,5
<i>Odds ratios</i>	0,99	0,78	1,05	0,91	1,64	1,55	0,74	0,89	0,93
	B1983	B1987	B1990	B1994	B1998	B2002	B2005	B2009	
Niveau									
Ensemble	96,2	91,9	95,3	85,5	91,2	90,9	-	80,9	
Ouvriers	93,8	89,4	93,9	78,5	86,2	84,7	-	73,6	
Distinction									
Écarts	- 2,4	- 2,5	- 1,4	- 7,0	- 5,0	- 6,2	-	- 7,3	
<i>Odds ratios</i>	0,60	0,74	0,76	0,62	0,60	0,55	-	0,66	

NB. Les données sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les résultats sont en pourcentage des électeurs inscrits ; ils n'ont pas été pondérés. Les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (dernière profession pour les chômeurs et les retraités).

Figure 5.6

Les évolutions de la participation des ouvriers en Allemagne de l'Ouest (1949-2009)



NB. Cette figure représente les évolutions dans le temps de l'écart à la moyenne et de l'*odds ratio* du taux de participation des ouvriers aux élections au *Bundestag* en Allemagne de l'Ouest. Les données sont reprises du tableau 5.8. Les écarts à la moyenne sont représentés sur une échelle arithmétique (axe de gauche), les *odds ratios* sur une échelle logarithmique (axe de droite).

En Allemagne de l'Est, la question de la participation électorale ne se pose pas tout à fait dans les mêmes termes : le rétablissement d'élections libres et concurrentielles intervient dans un contexte de recul général de la participation dans les démocraties occidentales. De fait, à l'exception des élections à la *Volkskammer* de 1990, la participation n'a jamais atteint des niveaux très élevés dans les nouveaux *Länder*¹. Et dès les élections au *Bundestag* de 1990, les ouvriers accusent un déficit de participation par rapport à la moyenne de l'électorat est-allemand (tableau 5.9). De fait, contrairement aux ouvriers ouest-allemands, les ouvriers est-allemands n'ont jamais déclaré voter plus souvent que la moyenne. Qui plus est, leur déficit de participation ne se creuse pas dans le temps : les *odds ratios* d'une participation plutôt que d'une abstention par rapport à l'ensemble de l'électorat sont restés remarquablement stables entre les élections de 1990 et de 2009, autour de 0,75 (figure 5.7). Il n'en reste pas moins qu'il existe désormais un abstentionnisme différentiel structurel des ouvriers en Allemagne, dans les nouveaux *Länder* comme dans les anciens.

1 La participation pour les élections à la *Volkskammer* de mars 1990 s'élevait à 93,4 % des inscrits. Dès les élections au *Bundestag* de décembre 1990, elle recule à 75,5 %. Elle est ensuite de 73,4 % en 1994 ; 80,2 % en 1998 ; 73,5 % en 2002 ; 74,7 % en 2005 ; 65,5 % en 2009.

Tableau 5.9

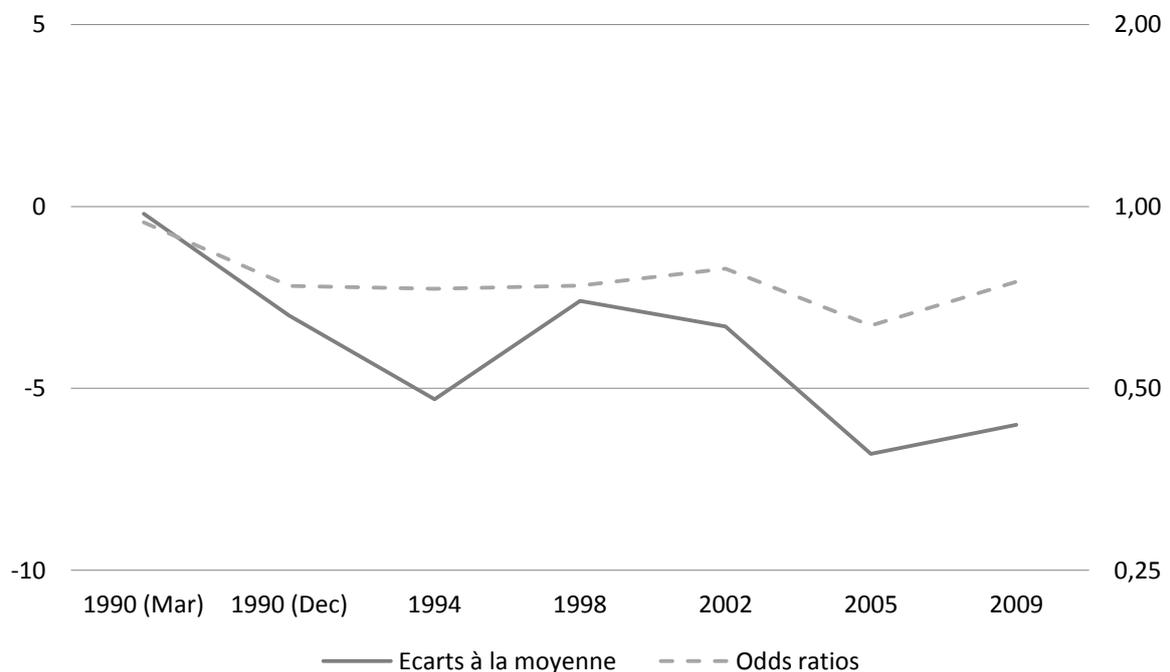
La participation des ouvriers aux élections législatives en Allemagne de l'Est (1990-2009)

	V1990	B1990	B1994	B1998	B2002	B2005	B2009
Niveau							
Ensemble	96,7	90,3	81,0	91,7	84,9	84,8	73,1
Ouvriers	96,5	87,3	75,7	89,1	81,6	78,0	67,1
Distinction							
Écarts	- 0,2	- 3,0	- 5,3	- 2,6	- 3,3	- 6,8	- 6,0
Odds ratios	0,94	0,74	0,73	0,74	0,79	0,64	0,75

NB. Les données sont issues des enquêtes électorales allemandes. Les résultats sont en pourcentage des électeurs inscrits ; ils n'ont pas été pondérés. Les ouvriers sont définis par la profession de la personne interrogée (dernière profession pour les chômeurs et les retraités).

Figure 5.7

Les évolutions de la participation des ouvriers en Allemagne de l'Est (1990-2009)



NB. Cette figure représente les évolutions dans le temps de l'écart à la moyenne et de l'*odds ratio* du taux de participation des ouvriers aux élections législatives en Allemagne de l'Est. Les données sont reprises du tableau 5.9 Les écarts à la moyenne sont représentés sur une échelle arithmétique (axe de gauche), les *odds ratios* sur une échelle logarithmique (axe de droite).

5.2.2. La dynamique des générations et l'absence de l'extrême droite

Les données des enquêtes électorales allemandes permettent d'aller plus loin dans la compréhension des mécanismes de recomposition du vote des ouvriers, et notamment dans la constitution de cet abstentionnisme différentiel structurel. Elles permettent notamment de mesurer l'impact du renouvellement des générations dans la montée de l'abstention chez les ouvriers, tout en contrôlant les effets des principales variables sociologiques et des grandes dimensions de valeurs. La question des valeurs est cruciale dans l'analyse : en l'absence d'un parti d'extrême droite, on peut penser que l'abstention est en fait un choix par défaut pour des ouvriers hostiles à l'immigration qui ne se reconnaissent pas dans l'offre politique¹.

L'abstentionnisme ouvrier et le renouvellement des générations

A l'image de la progression du vote ouvrier en faveur le Front National en France, le développement de l'abstentionnisme ouvrier en Allemagne est porté par le changement des générations : dans les anciens *Länder* comme dans les nouveaux, chaque nouvelle cohorte a systématiquement moins de chances de participer aux élections que la cohorte qui la précède immédiatement (tableau 5.10). De ce point de vue, les résultats des modélisations ne laissent planer aucun doute : que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, que les modèles intègrent des variables ou non, tous les coefficients associés aux différentes cohortes nées après la Seconde Guerre Mondiale sont négatifs, statistiquement significatifs, et systématiquement un peu plus forts au fur et à mesure qu'on se rapproche de la dernière cohorte.

Les effets de la dynamique des générations sont particulièrement nets en Allemagne de l'Ouest : dès leur entrée dans le corps électoral, la cohorte née entre 1945 et 1959, la cohorte née entre 1960 et 1974 et la cohorte née après 1975 se placent en dessous de la cohorte qui les précède immédiatement (figure 5.8). Mieux, le timing de leur arrivée dans le corps électoral correspond parfaitement aux temporalités du recul de la participation au sein de l'électorat ouvrier : le premier déclin lors des élections de 1972 coïncide avec l'arrivée de la cohorte née entre 1945 et 1959, le second palier lors des élections de 1983 avec l'arrivée de la cohorte née de 1960 à 1974, et l'accélération des années 1990 avec l'arrivée de la cohorte née après 1975.

Par la force des choses, les effets de cette dynamique générationnelle ne sont pas aussi systématiques en Allemagne de l'Est : seule la cohorte née après 1975 n'était pas encore dans le corps électoral au moment du rétablissement d'élections démocratiques en 1990. Toutefois, au moment de son entrée dans le corps électoral, elle se place effectivement en-dessous des cohortes qui la précède, confirmant l'importance capitale du renouvellement des générations dans la montée de l'abstentionnisme ouvrier (figure 5.9).

1 Cette question est d'autant plus cruciale que l'absence de parti d'extrême droite se double d'une neutralisation de l'enjeu immigration depuis le début des années 1990, en dépit de l'existence de vives tensions liées à l'intégration des populations d'origine turque. Ce point a déjà été discuté dans le chapitre 1.

Tableau 5.10

Une modélisation logistique de la participation électorale des ouvriers en Allemagne

		Ouest 1949-2009		Est 1990-2009	
		Modèle 5.5	Modèle 5.6	Modèle 5.7	Modèle 5.8
Cohorte	... -1895	0,102	0,069		
	1896-1910	0,123	0,119		
	1911-1925	Ref.	Ref.	-0,392*	-0,354
	1926-1944	0,013	-0,045	Ref.	Ref.
	1945-1959	-0,547**	-0,661**	-0,270**	-0,597**
	1960-1974	-0,927**	-1,137**	-0,670**	-1,043**
	1975- ...	-1,561**	-1,873**	-1,163**	-1,587**
Genre	Femmes		-0,565**		-0,071
	Hommes	.	Ref.	.	Ref.
Instruction	Supérieur		1,249**		1,813**
	Secondaire		0,525**		0,635**
	Primaire	.	Ref.	.	Ref.
Agglomération	- 2.000		0,021		0,297
	2.000-20.000		0,001		-0,050
	20.000-100.000		-0,051		-1,117
	+ 100.000	.	Ref.	.	Ref.
Confession	Protestant		0,550**		0,336**
	Catholique		0,716**		0,725**
	Autre religion		-0,512		-0,599
	Sans religion	.	Ref.	.	Ref.
N		7.329	7.329	5.301	5.301
Enquêtes		17	17	7	7

NB. La modalité de référence est l'abstention. Les modèles incluent un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01. Pour une présentation générale des données et des variables, on peut se reporter à l'annexe 1.

Figure 5.8

La participation électorale selon les cohortes d'ouvriers en Allemagne de l'Ouest

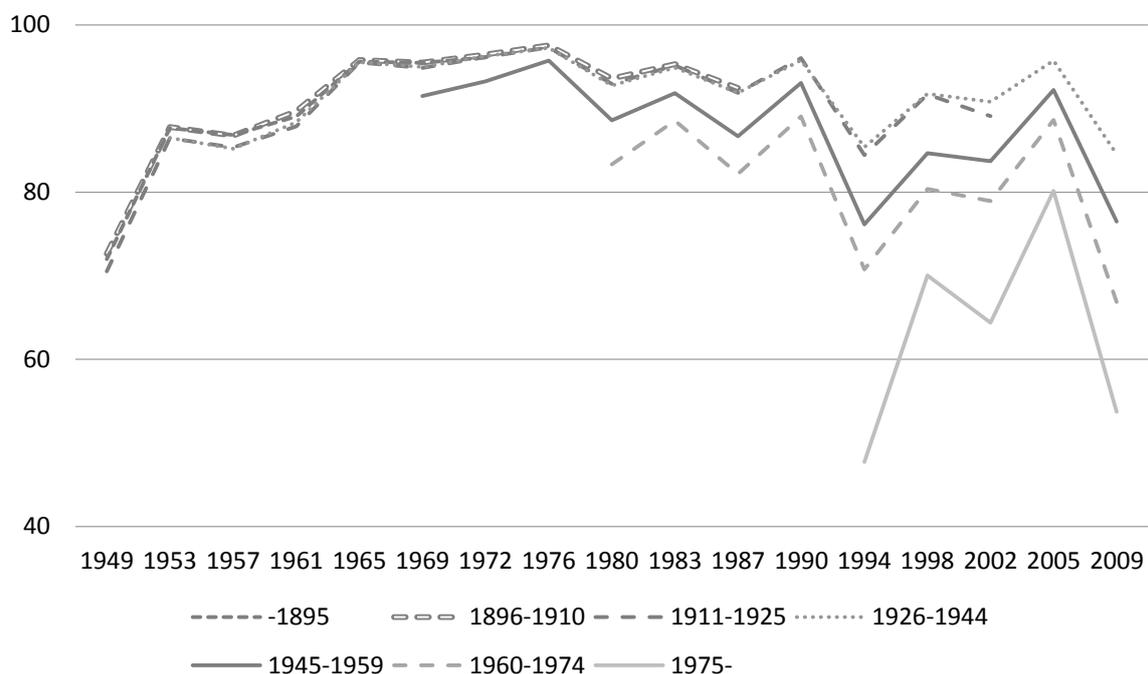
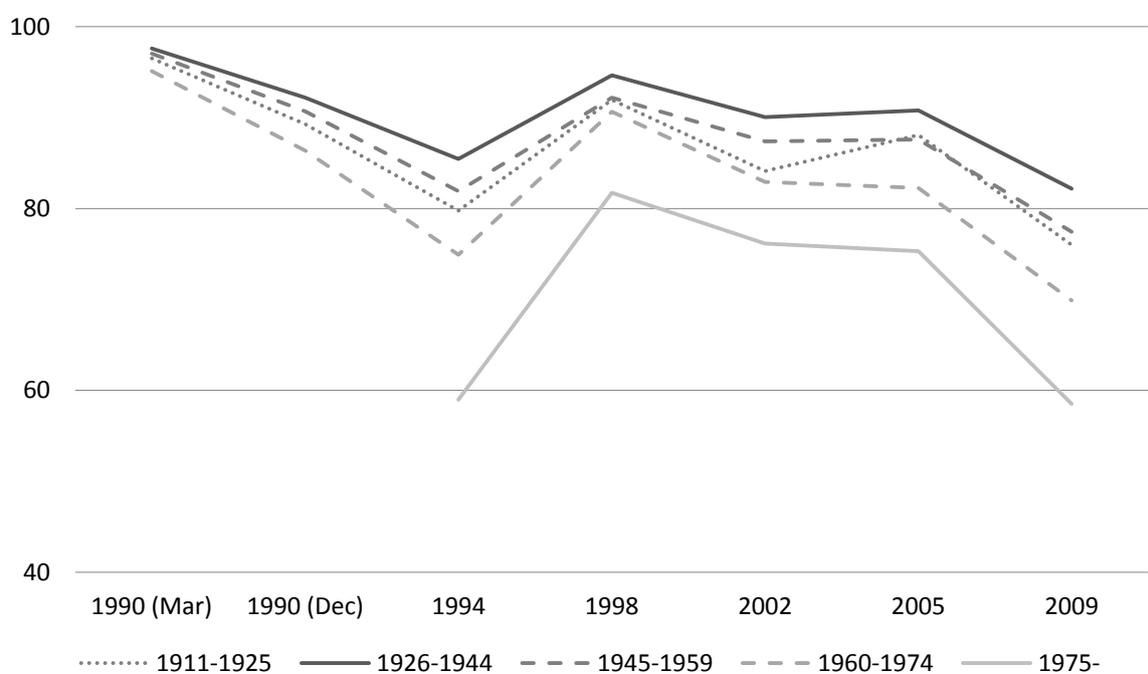


Figure 5.9

La participation électorale selon les cohortes d'ouvriers en Allemagne de l'Est



NB. Les deux graphiques représentent les probabilités moyennes d'une participation des ouvriers selon la cohorte de naissance. Ces probabilités prédites ont été calculées à partir des modèles de régression multinomiale 5.6 et 5.8 présentés dans le tableau 5.10.

Un détour par les valeurs

L'intégration des dimensions de valeurs dans les modélisations permet d'achever le tableau des recompositions du vote ouvrier en revenant sur la question de la représentation politique des ouvriers les plus hostiles à l'immigration. Les résultats des différentes analyses sont présentés dans le tableau 5.10. Les modèles ne portent que sur la période 1994-2009 en raison de limitations dans les données : aucune question relative au niveau d'ethnocentrisme n'est posée dans les enquêtes précédentes¹.

Contre toute attente, l'ethnocentrisme n'a aucun impact sur la mobilisation électorale des ouvriers en Allemagne de l'Ouest : le coefficient associé à l'attitude est faible et n'est pas statistiquement significatif (modèle 5.9). En clair, les ouvriers hostiles à l'immigration ne se réfugient pas plus souvent dans l'abstention que les ouvriers les plus tolérants. En revanche, l'ethnocentrisme pèse fortement dans le vote en faveur des chrétiens-démocrates, avec cette fois un coefficient positif et statistiquement significatif (modèle 5.10). De la sorte, à l'Ouest, les ouvriers les plus hostiles à l'immigration ne semblent pas souffrir de l'absence d'un parti d'extrême droite : l'offre des chrétiens-démocrates paraît leur convenir.

La situation est différente dans les nouveaux *Länder*. Le niveau d'ethnocentrisme a un effet sur le vote pour les chrétiens-démocrates, mais aussi sur la participation : les ouvriers les plus hostiles à l'immigration sont à la fois moins participationnistes et plus favorables aux chrétiens-démocrates que les ouvriers les plus tolérants². De la sorte, il semble bien exister un potentiel de mobilisation pour les forces d'extrême droite au sein de l'électorat ouvrier, même si les chrétiens-démocrates occupent déjà en partie le créneau.

1 De ce point de vue, les questionnaires des enquêtes électorales peuvent aussi être lus comme un révélateur des enjeux qui dominent l'agenda. Les chercheurs ne sont pas des devins : il est rare de pouvoir anticiper l'émergence d'un nouvel enjeu.

2 Une certaine prudence s'impose néanmoins quant au lien entre niveau d'ethnocentrisme et vote chrétien-démocrate : le coefficient n'est significatif qu'au seuil de 95 %.

Tableau 5.10

Une modélisation de l'impact des valeurs sur les choix électoraux des ouvriers en Allemagne

		Ouest 1994-2009		Est 1994-2009	
		Partici.	CDU/CSU	Partici.	CDU
		Modèle 5.9	Modèle 5.10	Modèle 5.11	Modèle 5.12
Cohorte	<i>1911-1925</i>	- 0,064	0,004	- 0,130	0,025
	<i>1926-1944</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
	<i>1945-1959</i>	- 0,633**	- 0,165	- 0,384**	- 0,182
	<i>1960-1974</i>	- 0,981**	- 0,846**	- 0,821**	- 0,426
	<i>1975- ...</i>	- 1,756**	- 0,297	- 1,151**	0,150
Genre	<i>Femmes</i>	- 0,405*	0,175	- 0,227	- 0,066
	<i>Hommes</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Instruction	<i>Supérieur</i>	1,536*	0,095	1,404*	0,383
	<i>Secondaire</i>	0,745**	0,464	0,376*	0,058
	<i>Primaire</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Agglomération	<i>- 2.000</i>	0,747	0,822*	0,632*	0,278
	<i>2.000-20.000</i>	0,321	0,648**	0,386*	0,414
	<i>20.000-100.000</i>	0,116	0,177	0,176	- 0,263
	<i>+ 100.000</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Confession	<i>Protestant</i>	0,727**	- 0,063	0,208	0,476*
	<i>Catholique</i>	0,783**	0,597**	1,173**	2,087**
	<i>Autre religion</i>	0,621	0,354	0,527	1,241
	<i>Sans religion</i>	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Valeurs	<i>Libéralisme économique</i>	0,217**	0,125	- 0,033	0,205*
	<i>Ethnocentrisme</i>	- 0,074	0,391**	- 0,216**	0,190*
N		1.204	980	1.179	914
Enquêtes		5	5	5	5

NB. La modalité de référence des modèles 5.9 et 5.11 est l'abstention (régressions logistiques) ; la modalité de référence des modèles 5.10 et 5.12 est le vote SPD (régressions multinomiales). Tous les modèles incluent un terme pour chaque année d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

Conclusion

Comprendre le vote des groupes sociaux

« Nous devons parler plus fort aux travailleurs, Lionel ; il faut que tu adresses un message à la France qui travaille. Le mot ouvrier n'est pas un gros mot ». Ces deux phrases de Pierre Mauroy à Lionel Jospin le 20 mars 2002, un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle et l'élimination de la gauche, résument bien l'enjeu de ce travail : non, le mot ouvrier n'est pas un gros mot, et comprendre les mutations du vote des ouvriers est une des clés pour analyser les changements électoraux à l'œuvre dans les démocraties occidentales.

Alors qu'elle devait être le moteur de l'histoire au XXI^e siècle en renversant le système capitaliste, la classe ouvrière a progressivement disparu de la scène sociale et politique à partir des années 1970. La chute finale du communisme en Union soviétique, le déclin de la pensée marxiste dans les milieux intellectuels et l'entrée des sociétés occidentales dans une nouvelle ère post-industrielle ont largement contribué à l'invisibilité de cette classe qui avait jusque là focalisé l'essentiel de l'attention. Comme un clin d'œil de l'histoire, le retour au pouvoir de la gauche dans la plupart des pays d'Europe occidentale au cours des années 1990 a parachevé ce mouvement : pour la première fois, la social-démocratie européenne pouvait démontrer qu'elle n'avait pas besoin d'un soutien privilégié des ouvriers pour remporter les élections.

Les ouvriers n'ont pourtant pas disparu. Même s'il est nécessaire de discuter la réalité sociale qui se cache derrière la catégorie, un quart de la population en âge de voter dans les démocraties occidentales continue d'être liée par son occupation passée ou présente au monde du salariat d'exécution. A mesure qu'ils enchaînaient les déconvenues électorales dans les années 2000, les principaux dirigeants de la gauche ont d'ailleurs redécouvert que le soutien des classes populaires, et parmi elles des ouvriers, demeurait indispensable à toute stratégie de conquête durable du pouvoir. Si ce « retour » de l'électorat ouvrier dans les discours et les stratégies des responsables politiques de gauche comme de droite est d'abord le reflet de leur poids persistant dans le corps électoral, il renvoie aussi aux nouvelles dynamiques qui agitent les sociétés occidentales, et notamment à la mondialisation, face à laquelle les ouvriers sont en première ligne, que ce soit sur le front des délocalisations, de l'austérité salariale ou de la cohabitation entre les cultures.

Les enseignements de la thèse

En France comme en Allemagne, le recul de l'alignement des ouvriers sur les partis de gauche est antérieur à l'arrivée au pouvoir du PS et du SPD. Le mouvement est progressif. Il débute dès la fin des années 1950 en Allemagne, dans la foulée du miracle économique et du Congrès de Bad Godesberg. En France, si le retour du Général de Gaulle aux affaires en 1958 a un temps éloigné les ouvriers de la gauche, le déclin du « vote de classe ouvrier » ne débute véritablement qu'à la fin des années 1970. Mais il est plus marqué qu'en Allemagne : depuis le milieu des années 1990, les ouvriers français n'accordent plus aucun avantage à la gauche. Cette différence dans l'amplitude du désalignement ouvrier s'explique à la fois par la situation de la gauche allemande, qui n'a pas eu à subir l'effondrement d'une composante communiste, et par la nature du tissu industriel allemand, avec des syndicats plus puissants et mieux implantés qui sont parvenus à maintenir une socialisation par le travail. Toutefois, la trajectoire des ouvriers allemands tend à converger avec celle des ouvriers français, de sorte que la gauche ne semble plus être l'horizon indépassable du vote ouvrier.

Cette banalisation du vote ouvrier est portée par le renouvellement des générations. En France comme en Allemagne, toutes les recompositions du vote des ouvriers passent par l'arrivée de nouvelles cohortes dans le corps électoral. Les ouvriers sont sans doute un cas d'école pour apprécier les effets électoraux du changement générationnel en raison de leur plus faible espérance de vie¹, mais le mécanisme fonctionne vraisemblablement pour tous les groupes sociaux. Socialisées dans un monde nettement moins clivé entre les possédants et les travailleurs, les jeunes générations d'ouvriers français et allemands n'ont connu que l'angoisse du chômage et les difficultés de pouvoir d'achat. Le paradigme keynésien, qui permettait à la social-démocratie de ne pas avoir à choisir entre redistribution salariale et rémunérations du capital, n'a pas survécu à la chute des taux de croissance à partir des années 1970. Dans une logique de dépendance au sentier – l'acceptation du cadre capitaliste et la désouvriérisation de leurs cadres dirigeants – les sociaux-démocrates ont promu des politiques néolibérales et ainsi accentué la coupure avec leur base ouvrière traditionnelle.

Cette dynamique de désalignement a conduit à une forme de droitisation du vote des ouvriers, mais pas seulement. En Allemagne, la participation électorale des ouvriers a connu une chute très spectaculaire. En France, la logique de désalignement a également contribué à un retrait du jeu électoral des ouvriers, notamment dans des territoires qui étaient les plus ancrés à gauche, mais elle s'est surtout combinée à une logique de réalignement vers l'extrême droite. La moindre délégitimation des mouvements extrémistes en France et l'histoire récente de l'Allemagne, avec la réunification, sont largement responsables de cette divergence. Alors que le Front National mobilise en France un électorat populaire ethnocentriste, l'abstention est le principal réceptacle des laissés pour compte de la révolution mondiale en Allemagne.

1 La question de la mortalité différentielle des groupes sociaux a déjà été posée par FAVRE Pierre, « La mort de l'électeur. Faut-il prendre en compte la mortalité et la fécondité différentielles dans les études électorales ? », *Revue française de science politique*, 26 (5), 1976.

En France, les évolutions du vote des ouvriers permettent de comprendre la faiblesse structurelle de la gauche à partir des élections européennes de 1984 et son incapacité à gagner des élections nationales sans que la droite modérée ne soit victime d'un vote sanction ou de la concurrence de l'extrême droite. Elles permettent également d'éclairer la progression limitée mais constante du Front National jusqu'en 2002, celui-ci profitant du renouvellement du corps électoral pour gagner progressivement du terrain dans l'électorat ouvrier. En Allemagne, les recompositions du vote ouvrier permettent notamment d'expliquer le déclin impressionnant de la participation électorale, et les logiques de la rupture de 2005, autour de la percée de la gauche radicale et de l'affaiblissement des sociaux-démocrates.

De manière générale, cette thèse souligne le rôle déterminant des conflits structurant la compétition politique pour comprendre les changements des alignements électoraux : en France comme en Allemagne, les recompositions du vote des ouvriers dépendent largement des enjeux qui dominaient le jeu politique au moment où la dynamique de désalignement a commencé à produire ses premiers effets. En France, l'émergence de l'enjeu immigration au début des années 1980 a porté la lepnisation du vote des ouvriers, tandis qu'en Allemagne, la réactivation des oppositions économiques suite à la réunification a conduit à une meilleure résistance de l'alignement électoral des ouvriers sur les sociaux-démocrates.

Enfin, cette thèse a permis de rejeter certaines idées reçues sur le vote des ouvriers. En France comme en Allemagne, les ouvriers n'ont jamais voté unanimement pour les partis de gauche. En France comme en Allemagne, le recul du « vote de classe ouvrier » débute avant l'arrivée des partis de gauche aux responsabilités nationales et ne peut donc pas s'expliquer par leur pratique gouvernementale. En France comme en Allemagne, les recompositions du vote des ouvriers ne se traduisent pas par un vote massif en faveur des partis de droite, mais d'abord par une forme de banalisation de leur comportement électoral.

Des pistes pour un futur agenda de recherche

Cette thèse plaide en faveur d'une analyse approfondie des changements du vote des groupes sociaux pour comprendre les évolutions électorales. En retour, elle invite désormais à réfléchir aux mécanismes par lesquels les alignements électoraux se construisent, se déploient et se maintiennent au-delà des individus qui les ont portés. Cette réflexion sur les coalitions électorales que les partis agrègent et mobilisent est cruciale : elle permet de faire le pont entre les évolutions du vote des groupes sociaux et la dynamique des électors partisans en mettant l'accent sur ce qui lie un groupe à un parti et sur la manière dont ce lien prend forme dans le cadre de la stratégie des partis pour conquérir le pouvoir.

Cette thèse pousse également à dépasser les seuls cas de la France et de l'Allemagne, afin de vérifier si les logiques d'évolution du vote des ouvriers mises en évidence résistent à d'autres contextes économiques et à d'autres histoires politiques. De ce point de vue, les cas de l'Autriche et de l'Italie pourraient être assez éclairants : l'Autriche, parce que son système partisan repose sur les mêmes fondamentaux que le système partisan allemand, mais avec la

reconversion des libéraux en parti d'extrême droite ; l'Italie, parce que son système partisan a longtemps été dominé par un affrontement entre communistes et démocrates-chrétiens, dans une forme de synthèse des systèmes partisans français et allemand.

Au final, cette thèse ouvre plus de pistes de recherche qu'elle ne referme de portes. Et elle rappelle que les élections portent toujours un lot d'incertitudes : la France et l'Allemagne traversent actuellement des phases de réalignement qui ont été ouvertes par des évolutions importantes de l'électorat ouvrier. L'histoire est loin d'être finie.

Bibliographie

- ABEL, Wilhelm, BORCHARDT, Knut, KELLENBENZ, Hermann, ZORN, Wolfgang dir. *Wirtschaft, Geschichte und Wirtschaftsgeschichte: Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Lütge*. Stuttgart : Fischer, 1966. 437 p.
- ABRAMS, Mark. Social Class and British Politics. *Public Opinion Quarterly*, 1961, vol. 25, n°3, p. 342-350.
- ALFORD, Robert R. A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting. *Public Opinion Quarterly*, 1962, vol. 26, n°3, p. 417-425.
- ALFORD, Robert R. The Role of Social Class in American Voting Behavior. *Western Political Quarterly*, 1963, vol. 16, n°1, p. 180-194.
- ALFORD, Robert R. *Party and Society: The Anglo-American Democracies*. Londres: John Murray, 1964. 396 p.
- ALFORD, Robert R. The Social Bases of Political Cleavage in 1962 In MEISEL, John dir. *Papers on the 1962 Election: Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*. Toronto : University of Toronto Press, 1964, p. 203-234.
- ALFORD, Robert R. Class Voting in the Anglo-American Political Systems In LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York : The Free Press, 1967. p. 67-93.
- ALLARDT, Erik. Past and Emerging Political Cleavages In STAMMER, Otto dir. *Party Systems, Party Organizations, and the Politics of New Masses*. Berlin : Institut für politische Wissenschaft an der Freien Universität, 1968. p. 66-74.
- ALLARDT, Erik. *Party Systems and Voter Alignments* in the Tradition of Political Sociology In KARVONEN, Lauri, KUHNLE, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments Revisited*. Londres : Routledge, 2001. p. 13-27.
- AMOSSÉ, Thomas, CHARDON, Olivier. Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? *Economie et statistique*, 2006, n°393-394, p. 203-229.

- ANDERSEN, Robert, HEATH, Anthony. Class Matters: The Persisting Effects of Contextual Social Class on Individual Voting in Britain, 1964-97. *European Sociological Review*, 2002, vol. 18, n°2, p. 125-138.
- ANDERSON, Dewey, DAVIDSON, Percy E. *Ballots and the Democratic Class Struggle: A Study in the Background of Political Education*. Stanford : Stanford University Press, 1943. 377 p.
- ARZHEIMER, Kai, FALTER, Jürgen W. 'Annäherung durch Wandel'? Das Wahlverhalten bei der Bundestagswahl 1998 in Ost-West-Perspektive. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1998, vol. 52, p. 33-43.
- ARZHEIMER, Kai, FALTER, Jürgen W. 'Good Bye Lenin'? Bundes- und Landtagswahlen seit 1990: eine Ost-West-Perspektive In FALTER, Jürgen W., GABRIEL, Oscar W., WESSELS, B. dir. *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 2002*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2005. p. 244-283.
- BAKER, Kendall L., DALTON, Russell J., HILDEBRANDT, Kai. *Germany Transformed: Political Culture and the New Politics*. Cambridge : Harvard University Press, 1981. 381 p.
- BAKKER, Ryan, HOBOLT, Sara B. Measuring Party Positions In EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. A paraître.
- BARTELS, Larry M. What's the Matter with *What the Matter with Kansas?* *Quarterly Journal of Political Science*, 2006, vol. 1, n°2, p. 201-226.
- BARTOLINI, Stefano. *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*. Cambridge : Cambridge University Press, 2000. 637 p.
- BARTOLINI, Stefano. La formation des clivages. *Revue internationale de politique comparée*, 2005, vol. 12, n°1, p. 9-34.
- BARTOLINI, Stefano, MAIR, Peter. *Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*. Cambridge : Cambridge University Press, 1990. 363 p.
- BECK, Paul A. A Socialization Theory of Partisan Realignment In NIEMI, R. G. dir. *The Politics of Future Citizens*. San Francisco : Jossey-Bass, 1974. p. 199-219.
- BECK, Ulrich. Jenseits von Stand und Klasse? Soziale Ungleichheiten, gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer Formationen und Identitäten In KRECKEL, Reinhard dir. *Soziale Ungleichheiten*. Göttingen : Schwartz, 1983. Soziale Welt. Sonderband 2. p. 35-74.
- BENDIX, Reinhard, LIPSET, Seymour M. *Social Mobility in Industrial Society*. Berkeley : University of California Press, 1959. 309 p.
- BERELSON, Bernard R., LAZARSFELD, Paul L., MCPHEE, William N. *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*. Chicago: The University of Chicago Press, 1954. 395 p.

- BERGER, Manfred, GIBOWSKI, Wolfgang G., ROTH, Dieter, SCHULTE, Wolfgang. 'Das Eis schmilzt zuerst an den Rändern'. Zur Infas-These von den Stammwählerverlusten der SPD. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 1984, vol. 15, n°2, p. 305-312.
- BETZ, Hans-Georg. *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. Basingstoke : MacMillan, 1994. 226 p.
- BIRNBAUM, Pierre, LECA, Jean dir. *Sur l'individualisme. Théories et méthodes*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. 379 p.
- BLANKENBURG, Erhard. Die politische Spaltung der westdeutschen Arbeiterschaft. *Archives européennes de sociologie*, vol. 10, n°1, 1969, p. 3-24.
- BLONDEL, Jean. Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies. *Canadian Journal of Political Science*, 1968, vol. 1, n°2, p. 180-203.
- BOLTANSKI, Luc. *Les cadres : la formation d'un groupe social*. Paris : Editions de Minuit, 1982. 523 p.
- BORNSCHIER, Simon. France: The Model Case of Party System Transformation In KRIESI, Hanspeter, GRANDE, Edgar, LACHAT, Romain, DOLEZAL, Martin, BORNSCHIER, Simon, FREY, Timotheos. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008. p. 77-104.
- BORNSCHIER, Simon. *Cleavage Politics and the Populist Right: The New Cultural Conflict in Western Europe*. Philadelphie : Temple University Press, 2010. 245 p.
- BOUDON, Jacques-Olivier. *Religion et politique en France depuis 1789*. Paris : Armand Colin, 2007. 254 p.
- BOY, Daniel, MAYER, Nonna. L'électeur français en questions In CEVIPOF. *L'électeur français en questions*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990. p. 197-218.
- BOY, Daniel., MAYER, Nonna dir. *L'électeur a ses raisons*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997. 407 p.
- BOY, Daniel, MAYER, Nonna. Que reste-t-il des variables lourdes ? In BOY, Daniel., MAYER, Nonna dir. *L'électeur a ses raisons*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997. p. 101-138.
- BOY, Daniel, MAYER, Nonna. Secteur public contre secteur privé : un nouveau conflit de classe ? In MAYER, Nonna dir. *Les modèles explicatifs du vote*. Paris : L'Harmattan, 1997. p. 111-131.
- BRACONNIER, Céline, DORMAGEN, Jean-Yves. *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Paris : Gallimard, 2007. 460 p.
- BRETTSCHNEIDER, Frank, VAN DETH, Jan, ROLLER, Edeltraud dir. *Das Ende der politisierten Sozialstruktur*. Opladen : Leske und Budrich, 2002. 396 p.

- BROOKS, Clem, MANZA, Jeff. The Social and Ideological Bases of Middle-Class Political Realignment in the United States, 1972 to 1992. *American Sociological Review*, 1997, vol. 62, n°2, p. 191-208.
- BROOKS, Clem, MANZA, Jeff. Social Cleavages and Political Alignments: U.S. Presidential Elections, 1960 to 1992. *American Sociological Review*, 1997, vol. 62, n°6, p. 937-946.
- BROOKS, Clem, MANZA, Jeff. Class Politics and Political Change in the United States, 1952-1992. *Social Forces*, 1997, vol. 76, n°2, p. 379-408.
- BROOKS, Clem, NIEUWBEERTA, Paul, MANZA, Jeff. Cleavage-Based Voting Behavior in Cross-National Perspective: Evidence from Six Postwar Societies. *Social Science Research*, 2006, vol. 35, n°1, p. 88-128.
- BROUARD, Sylvain, TIBERJ, Vincent. *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*. Paris : Presses de Sciences Po, 2005. 157 p.
- BUDGE, Ian, CREWE, Ivor, FARLIE, Dennis J. dir. *Party Identification and Beyond: Representations of Voting and Party Competition*. New York : John Wiley, 1976. 393 p.
- BUDGE, Ian, KLINGEMANN, Hans-Dieter, VOLKENS, Andrea, BARA, Judith, TANENBAUM, Eric. *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors, and Governments 1945-1998*. Oxford : Oxford University Press, 2001. 274 p.
- BÜRKLIN, Wilhelm P. *Grüne Politik. Ideologische Zyklen, Wähler und Parteiensystem*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1984. 270p.
- BURNHAM, Walter D. Party Systems and the Political Process In CHAMBERS, William N., BURNHAM, Walter D. dir. *The American Party Systems: Stages of Political Development*. New York : Oxford University Press, 1967. p. 277-307.
- BURNHAM, Walter D. *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*. New York : Norton, 1970. 210 p.
- BUTLER, David E, KAVANAGH, Dennis. *The British General Election of 1983*. Londres : MacMillan, 1984. 388 p.
- BUTLER, David E., STOKES, Donald E. *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*. Londres : Macmillan, 1969, 516 p.
- BUTLER, David E., STOKES, Donald E. *Political Change in Britain: The Evolution of Electoral Choice*. Londres : MacMillan, Deuxième édition, 1974, 500 p.
- CAMPBELL, Angus. A Classification of the Presidential Elections In CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E. et al. *Elections and the Political Order*. New York : John Wiley, 1966. p. 963-977.
- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E., STOKES, Donald E. *The American Voter*. New York : John Wiley, 1960. 573 p.

- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E., STOKES, Donald E. *Elections and the Political Order*. New York : John Wiley, 1966. 385 p.
- CAMPBELL, Angus, GURIN, Gerald, MILLER, Warren E. *The Voter Decides*. Evanston : Peterson, 1954. 242 p.
- CAMPBELL, Angus, KAHN, Robert L. *The People Elect a President*. Ann Arbor : University of Michigan, 1952. 73 p.
- CAMPBELL, Bruce A., TRILLING, Richard J. dir. *Realignment in American Politics: Toward a Theory*. Austin : University of Texas Press, 1980. 352 p.
- CAMPBELL, Bruce A., TRILLING, Richard J. Toward a Theory of Realignment: An Introduction In CAMPBELL, Bruce A., TRILLING, Richard J. dir. *Realignment in American Politics: Toward a Theory*. Austin : University of Texas Press, 1980. p. 3-20.
- CAMPBELL, James A. Sources of the New Deal Realignment: The Contributions of Conversion and Mobilization to Partisan Change. *Western Political Quarterly*, 1985, vol. 38, n°3, p. 357-376.
- CAPDEVIELLE, Jacques, DUPOIRIER, Elisabeth, GRUNBERG, Gérard, SCHWEISGUTH, Etienne, YSMAL, Colette. *France de gauche, vote à droite ?* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981. 355 p.
- CARAMANI, Daniele. *The Nationalization of Politics: The Formation of National Electorates and Party Systems in Western Europe*. Cambridge : Cambridge University Press, 2004. 347 p.
- CARMINES, Edward G. The Logic of Party Alignments. *Journal of Theoretical Politics*, 1991, vol. 3, n°1, p. 65-80.
- CARMINES, Edward G., MCIVER, John P., STIMSON, James A. Unrealized Partisanship: A Theory of Dealignment. *Journal of Politics*, 1987, vol. 49, n°2, p. 376-400.
- CARMINES, Edward G., STIMSON, James A. The Two Faces of Issue Voting. *American Political Science Review*, 1980, vol. 74, n°1, p. 78-91.
- CARMINES, Edward G., STIMSON, James A. *Issue Evolution: Race and the Transformation of American Politics*. Princeton : Princeton University Press, 1989. 217 p.
- CARMINES, Edward G., WAGNER, Michael W. Political Issues and Party Alignments: Assessing the Issue Evolution Perspective. *Annual Review of Political Science*, 2006, vol. 9, p. 67-81.
- CAUTRÈS, Bruno. Old Wine in New Bottles? New Wine in Old Bottles? Class, Religion and Vote in the French Electorate – The 2002 Elections in Time Perspective In LEWIS-BECK, Michael S. dir. *The French Voter: Before and After the 2002 Elections*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, 2004. p. 74-86.

- CAUTRES, Bruno, HEATH, Anthony. Déclin du 'vote de classe' ? Une analyse comparative en France et en Grande-Bretagne. *Revue internationale de politique comparée*, 1996, vol. 3, n°3. p. 541-568.
- CAUTRES, Bruno, MAYER, Nonna. Les métamorphoses du vote de classe In CAUTRES Bruno, MAYER, Nonna dir. *Le nouveau désordre électoral*. Paris : Presses de Sciences Po, 2004. p. 143-159.
- CAUTRES, Bruno, MAYER, Nonna dir. *Le nouveau désordre électoral*. Paris : Presses de Sciences Po, 2004. 412 p.
- CEVIPOF. *L'électeur français en questions*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990. 249 p.
- CÉZARD, Michel. Les ouvriers. *Insee Première*, 1996, n°455, p. 1-4.
- CHAMBERS, William N., BURNHAM, Walter D. dir. *The American Party Systems: Stages of Political Development*. New York : Oxford University Press, 1967. 321 p.
- CHAUVEL, Louis. *Les classes moyennes à la dérive*. Paris : Seuil, 2006. 108 p.
- CLAGGETT, William, LOESCH, Jeffrey, SHIVELY, W. Phillips, SNELL, Ronald. Political Leadership and the Development of Political Cleavages: Imperial Germany, 1871-1912. *American Journal of Political Science*, 1982, vol. 26, n°4, p. 643-663.
- CLARK, Terry N., LIPSET, Seymour M. Are Social Class Dying? *International Sociology*, 1991, vol. 6, n°4, p. 397-410.
- CLARK, Terry N., LIPSET, Seymour M. dir. *The Breakdown of Class Politics: A Debate on Post-Industrial Stratification*. Washington D.C : Woodrow Wilson Center Press, 2001. 336 p.
- CLARK, Terry N., LIPSET, Seymour M, REMPEL, Michael. The Declining Political Significance of Social Class. *International Sociology*, 1993, vol. 8, n°3, p. 293-316.
- CLUBB, Jerome M., FLANIGAN, William H., ZINGALE, Nancy H. *Partisan Realignment: Voters, Parties and Government in American History*. Londres : Sage, 1980. 311 p.
- COLLIER, Ruth B., COLLIER, David. *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton : Princeton University Press, 1991. 877 p.
- CONRADT, David P., DALTON, Russell J. The West German Electorate and the Party System: Continuity and Change in the 1980's. *Review of Politics*, 1988, vol. 50, n°1, p. 3-29.
- CONVERSE, Philip E. The Concept of a Normal Vote In CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E., STOKES, Donald E. *Elections and the Political Order*. New York : John Wiley, 1966. p. 9-39.
- CONVERSE, Philip E. Of Time and Partisan Stability. *Comparative Political Studies*, 1969, vol. 2, n°2, p. 139-171.

- CONVERSE, Philip E., PIERCE, Roy. *Political Representation in France*. Cambridge : The Belknap Press of Harvard University Press, 1986. 996 p.
- CREWE, Ivor. The Politics of 'Affluent' and 'Traditional' Workers in Britain: An Aggregate Data Analysis. *British Journal of Political Science*, 1973, vol. 3, n°1, p. 29-52.
- CREWE, Ivor. The Electorate: Partisan Dealignment Ten Years On. *West European Politics*, 1983, vol. 6, n°4, p. 183-215.
- CREWE, Ivor. On the Death and Resurrection of Class Voting: Some Comments on *How Britain Votes*. *Political Studies*, 1986, vol. 34, n°4, p. 620-638
- CREWE, Ivor. Pourquoi les travaillistes ont-ils (à nouveau) perdu ? *Revue française de science politique*, 1993, vol. 43, n°2, p. 257-281.
- CREWE, Ivor, DENVER, David dir. *Electoral Change in Western Democracies: Patterns and Sources of Electoral Volatility*. Londres: Croom Helm, 1985. 438 p.
- CREWE, Ivor, SÄRLVIK, Bo, ALT James. Partisan Dealignment in Britain 1964-1974. *British Journal of Political Science*, 1977, vol. 7, n°2, p. 129-190.
- DAHRENDORF, Ralf. Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland. *European Journal of Sociology*, 1960, vol. 1, n°1, p. 86-120.
- DALTON, Russell J. Cognitive Mobilization and Partisan Dealignment in Advanced Industrial Democracies. *Journal of Politics*, 1984, vol. 46, n°1, p. 264-284.
- DALTON, Russell J. The West German Party System between Two Ages In DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?* Princeton : Princeton University Press, 1984. p. 104-133.
- DALTON, Russell J. *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*. Chatham : Chatham House, 1996. 338 p.
- DALTON, Russell J. dir. *Germans Divided: The 1994 Bundestag Election and the Evolution of the German Party System*. Oxford : Berg, 1996. 336 p.
- DALTON, Russell J., BÜRKLIN, Wilhelm. The Two German Electorates: The Social Bases of the Vote in 1990 and 1994. *German Politics and Society*, 1995, vol. 34, n°1. p. 79-99.
- DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?* Princeton : Princeton University Press, 1984. 513 p.
- DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. Political Forces and Partisan Change In DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?* Princeton : Princeton University Press, 1984. p. 451-476.

- DALTON, Russell J., KLINGEMANN, Hans-Dieter dir. *The Oxford Handbook of Political Behavior*. New York : Oxford University Press, 2007. 992 p.
- DALTON, Russell J., WATTENBERG, Martin P. dir. *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press, 2000. 314 p.
- DE WAELE, Jean-Michel, VIEIRA, Mathieu dir. *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Paris : Economica, 2012. 218 p.
- DEBUS, Marc. Soziale Konfliktlinien und Wahlverhalten: Eine Analyse der Determinanten der Wahlabsicht bei Bundestagswahlen von 1969 bis 2009. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 2010, vol. 62, n°4, p. 731-749.
- DECKER, Frank, NEU, Viola dir. *Handbuch der deutschen Parteien*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007. 440 p.
- DEEGAN-KRAUSE, Kevin. New Dimensions of Political Cleavage In DALTON, Russell J., KLINGEMANN, Hans-Dieter dir. *The Oxford Handbook of Political Behavior*. New York : Oxford University Press, 2007. p. 538-556.
- DELWIT, Pascal, DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea dir. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles : Complexe, 1998. 314 p.
- DIX, Robert H. Cleavage Structures and Party Systems in Latin America. *Comparative Politics*, 1989, vol. 22, n°1, p. 22-37.
- DOGAN, Mattéi. Le vote ouvrier en Europe occidentale. *Revue française de sociologie*, 1960, vol. 1, n°1, p. 25-44.
- DOGAN, Mattéi. Les clivages politiques de la classe ouvrière In HAMON, Léo dir. *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*. Paris : Presses Universitaires de France, 1962. p. 101-143.
- DOGAN, Mattéi. Political Cleavage and Social Stratification in France and Italy In LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York : The Free Press, 1967. p. 129-196.
- DOGAN, Mattéi, ROKKAN Stein dir. *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*. Cambridge : MIT Press, 1969. 607 p.
- DOLEZAL, Martin. Germany: The Dog that Didn't Bark In KRIESI, Hanspeter, GRANDE, Edgar, LACHAT, Romain, DOLEZAL, Martin, BORNSCHIER, Simon, FREY, Timotheos. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008. p. 208-233.
- DONEGANI, Jean-Marie, DUCHESNE, Sophie, HAEGEL, Florence dir. *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*. Paris : L'Harmattan, 2002. 398 p.

- DÖRING, Herbert. Wählen Industriearbeiter zunehmend konservativ? Die Bundesrepublik Deutschland im westeuropäischen Vergleich. *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 29, 1989, p. 225-271.
- DUHAMEL, Olivier, PARODI, Jean-Luc. Images du communisme 2 : Sur l'effet Kaboul... et quelques autres. *Pouvoirs*, n°22, 1982, p. 159-172.
- DUNLEAVY, Patrick. Class Dealignment in Britain Revisited. *West European Politics*, 1987, vol. 10, n°3, p. 400-419.
- DUNLEAVY, Patrick, HUSBANDS, Christopher T. *British Democracy at the Crossroads: Voting and Party Competition in the 1980*. Londres : Allen and Unwin, 1985. 251 p.
- DUPEUX, Georges. *Le Front Populaire et les élections de 1936*. Paris : Armand Colin, 1959. 183 p.
- DUPOIRIER, Elisabeth, GRUNBERG, Gérard dir. *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*. Paris : Presses Universitaires de France, 1986. 252 p.
- DUVERGER, Maurice. *Partis politiques et classes sociales en France*. Paris : Armand Colin, 1955. 331 p.
- DUVERGER, Maurice, GOGUEL, François, TOUCHARD, Jean dir. *Les élections du 2 janvier 1956*. Paris : Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, 1957. 504 p.
- ELFF, Martin. Social Divisions and Political Choices in Germany, 1980-2006 In EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. A paraître.
- ENGELS, Friedrich. Introduction In MARX, K. *Les luttes de classes en France 1848-1850*. Paris : Editions sociales, 1984, p. 53-77.
- ERIKSON, Robert, GOLDTHORPE, John H. *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*. Oxford : Clarendon, 1992. 429 p.
- ERIKSON, Robert, GOLDTHORPE, John H., PORTOCARERO, Lucienne. Intergenerational Class Mobility in three Western European Societies: England, France and Sweden. *British Journal of Sociology*, 1979, vol. 30, n°4, p. 415-441.
- EULAU, Heinz. Perceptions of Class and Party in Voting Behavior: 1952. *American Political Science Review*, 1955, vol. 49, n°2, p. 364-384.
- EULAU, Heinz. *Class and Party in the Eisenhower Years: Class Roles and Perspectives in the 1952 and 1956 Elections*. Glencoe: The Free Press, 1962. 162 p.
- EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. 364 p.

- EVANS, Geoffrey. Class Voting: From Premature Obituary to Reasoned Appraisal In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 1-20.
- EVANS, Geoffrey. Class and Vote: Disrupting the Orthodoxy In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 323-334.
- EVANS, Geoffrey. The Continued Significance of Class Voting. *Annual Review of Political Science*, 2000, vol. 3, p. 401-417.
- EVANS, Geoffrey. The Social Bases of Political Divisions in Post-Communist Eastern Europe. *Annual Review of Sociology*, 2006, n°32, p. 245-270.
- EVANS, Geoffrey. Models, Measures and Mechanisms: An Agenda for Progress in Cleavage Research. *West European Politics*, 2010, vol. 33, n°3, p. 634-647.
- EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk. Explaining Cleavage Strength: The Role of Party Positions In EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. À paraître.
- EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. A paraître.
- EVANS, Geoffrey, HEATH, Anthony, PAYNE, C. Class: Labour as a Catch-All Party? In EVANS, Geoffrey, NORRIS, Pippa dir. *Critical Elections: British Parties and Voters in Long-Term Perspective*. Londres : Sage, 1999. p. 87-101.
- EVANS, Geoffrey, NORRIS, Pippa dir. *Critical Elections: British Parties and Voters in Long-Term Perspective*. Londres : Sage, 1999. 310 p.
- EVANS, Geoffrey, TILLEY, James. How Parties Shape Class Politics: Explaining the Decline of the Class Basis of Party Support. *British Journal of Political Science*, 2012, vol. 42, n°1, p. 137-161.
- EVANS, Geoffrey, TILLEY, James. How Parties Shape Class Politics: The British Case In EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. A paraître.
- FALTER, Jürgen W. Kontinuität und Neubeginn: Die Bundestagswahl 1949 zwischen Weimar und Bonn. *Politische Vierteljahresschrift*, 1981, vol. 22, n°2, p. 236-263.
- FALTER, Jürgen W., GABRIEL, Oscar W., WESSELS, B. dir. *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 2002*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2005. 620 p.

- FALTER, Jürgen W., LINDENBERGER, Thomas, SCHUMANN, Siegfried. *Wahlen und Abstimmungen in der Weimarer Republik : Materialien zum Wahlverhalten 1919-1933*. Munich : Beck, 1986. 251 p.
- FAVRE, Pierre. La mort de l'électeur. Faut-il prendre en compte la mortalité et la fécondité différentielles dans les études électorales ? *Revue française de science politique*, vol. 26, n°5, 1976, p. 865-898.
- FEIST, Ursula, KRIEGER, Hubert, SMID, Menno. Das 'kritische Potential' bei der Bundestagswahl 1983: Die bewusste Arbeitnehmerschaft. Eine Antwort auf die Forschungsgruppe Wahlen. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 1984, vol. 15, n°1. p. 124-136.
- FLORA, Peter. Introduction and Interpretation In ROKKAN Stein, édité par FLORA, Peter, KUHNLE, Stein, URWIN, Derek, *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe: The Theory of Stein Rokkan*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 1-91.
- FRANK, Thomas. *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*. New York : Henry Holt & Company, 2004. 320 p.
- FRANKLIN, Mark N. How the Decline of Class Voting Opened the Way to Radical Change in British Politics. *British Journal of Political Science*, 1984, vol. 14, n°4, p. 438-508.
- FRANKLIN, Mark N. *The Decline of Class Voting in Britain. Changes in the Basis of Electoral Choice, 1964-1983*. Oxford : Clarendon Press, 1985. 194 p.
- FRANKLIN, Mark N. The Decline of Cleavage Politics In FRANKLIN, Mark N., MACKIE, Thomas T., VALEN, Henry dir. *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge: Cambridge University Press, 1992. p. 383-405.
- FRANKLIN, Mark N. Book Review: *The End of Class Politics?*. *Party Politics*, 2002, vol. 8, n°5, p. 617-618.
- FRANKLIN, Mark N. Cleavage Research: A Critical Appraisal. *West European Politics*, 2010, vol. 33, n°3, p. 648-658.
- FRANKLIN, Mark N., MACKIE, Thomas T., VALEN, Henry dir. *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992. 475 p.
- FRANKLIN, Mark N., MUGHAN, Anthony. The Decline of Class Voting in Britain: Problems of Analysis and Interpretation. *American Political Science Review*, 1978, vol. 72, n°2, p. 523-534.
- FROGNIER, André-Paul. Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique. *Revue internationale de politique comparée*, 2007, vol. 14, n°2, p. 281-302.
- GABRIEL, Oscar W., BRETTSCHEIDER, Frank. Soziale Konflikte und Wählerverhalten: Die erste gesamtdeutsche Bundestagswahl im Kontext der langfristigen Entwicklung des Parteiensystems der Bundesrepublik Deutschland In RATTINGER, Hans, GABRIEL, Oscar

- W., JAGODZINSKI, W. dir. *Wahlen und politische Einstellungen im vereinigten Deutschland*. Frankfurt am Main : Peter Lang, 1994. p. 7-45.
- GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 1997. 575p.
- GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. 639 p.
- GATTIG, Alexander. Klasseneinflüsse auf das Wahlverhalten und die Wahlbeteiligung. Resultate aus der Bundesrepublik Deutschland und den USA. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 2006, vol. 58, n°3, p. 510-533.
- GAXIE, Daniel dir. *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985. 450 p.
- GAXIE, Daniel. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Seuil, 1978. 268 p.
- GIBOWSKI, Wolfgang. Demokratischer (Neu-)Beginn in der DDR: Dokumentation und Analyse der Wahl vom 18. März. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 1990, vol. 21, n°1, p. 5-22.
- GLUCHOWSKI, Peter, VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, Ulrich. Sozialstrukturelle Grundlagen des Parteienwettbewerbs in der Bundesrepublik Deutschland In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 1997. p. 179-208.
- GLUCHOWSKI, Peter, GRAF, Jutta, VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, Ulrich. Sozialstrukturelle Grundlagen des Parteienwettbewerbs in der Bundesrepublik In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. p. 181-203.
- GOGUEL, François. *Chroniques électorales : les scrutins politiques en France de 1945 à nos jours. 1, La Quatrième République*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. 171 p.
- GOGUEL, François. *Chroniques électorales : les scrutins politiques en France de 1945 à nos jours. 2, La Cinquième République du général de Gaulle*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. 520 p.
- GOLDTHORPE, John H. Class and Politics in Advanced Industrial Societies In LEE, David J., TURNER, Bryan S. dir. *Conflicts about Class: Debating Inequality in Late Industrialism*. Londres : Longman, 1996. p. 196-208.
- GOLDTHORPE, John H. Modelling the Pattern of Class Voting in British Elections In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 59-82.

- GOLDTHORPE, John H., LLEWELLYN, Catriona, PAYNE, Clive. *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*. Oxford : Clarendon Press, 1980. 310 p.
- GOLDTHORPE, John H., LOCKWOOD, David, BECHHOFFER, Frank et al. The Affluent Worker and the Thesis of Embourgeoisement : Some Preliminary Research Findings. *Sociology*, 1967, vol. 1, n°1, p. 11-31.
- GOLDTHORPE, John H., WHELAN, C.T dir. *The Development of Industrial Society in Ireland: the third Joint Meeting of the Royal Irish Academy and the British Academy*. Oxford : Clarendon Press, 1992. 470 p.
- GOUAULT, Jacques. *Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale, 1870-1875*. Paris : Armand Colin, 1954. 239 p.
- GOUGOU, Florent. L'éclatement du vote populaire (1965-2002) In PERRINEAU, Pascal dir. *Atlas électoral 2007. Qui vote pour qui, où, comment ?* Paris : Presses de Sciences Po, 2007. p. 82-86.
- GOUGOU, Florent. Les élections présidentielle et législatives de 2007 en milieu populaire. *Recherche socialiste*, 2007, n°39-40, p. 41-55.
- GOUGOU, Florent. Lecture critique. *La démocratie de l'abstention*. *Revue française de sociologie*, 2009, vol. 50, n°1, p. 201-204.
- GOUGOU, Florent. La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réalignement et renouvellement des générations In DE WAELE, Jean-Michel, VIEIRA, Mathieu dir. *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Paris : Economica, 2012. p. 142-172.
- GOUGOU, Florent, LABOURET, Simon. The 2010 French Regional Elections: Transitional Elections in a Realignment Era. *French Politics*, vol. 8, n°3, 2010, p. 321-341.
- GOUGOU, Florent, LABOURET, Simon. The 2011 French Cantonal Elections: The Last Voter Sanction Before the 2012 Presidential Poll. *French Politics*, vol. 9, n°4, 2011, p. 381-403.
- GOUGOU, Florent, LABOURET, Simon. Critical and Secular Patterns of Electoral Change in France: The Realignment Era of the 1980's and Afterwards. Paper presented in a Short Course of the Annual Meeting of the American Political Science Association, 2011, Seattle.
- GOUGOU, Florent, MAYER, Nonna. The Class Basis of Extreme Right Voting in France: Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007) In RYDGREN, Jens dir. *Class Politics and the Radical Right*. Londres: Routledge. A paraître.
- GOUGOU, Florent, ROUX, Guillaume. Political Change and Cleavage Voting in France: Class, Religion, Political Appeals and Voter Alignments (1962-2007) In EVANS, Geoffrey, DE GRAAF, Nan Dirk dir. *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford : Oxford University Press. A paraître.

- GOUGOU, Florent, TIBERJ, Vincent. Les électeurs du Parti socialiste. Sociologie de l'électorat d'un parti en reconversion (1981-2007) In LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric dir. *Sociologie des socialistes*. Paris : Economica. A paraître.
- GOUX, Dominique, MAURIN, Eric. La nouvelle condition ouvrière. *Esprit*, 1998, n°247, p. 102-121.
- GRUNBERG, Gérard. Sur l'analyse des élections britanniques de 1992. *Revue française de science politique*, 1993, vol. 43, n°2, p. 327-331.
- GRUNBERG, Gérard, SCHWEISGUTH, Etienne. Le virage à gauche des couches moyennes salariées In LAVAU, Georges, GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna dir. *L'univers politique des classes moyennes*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. p. 351-371.
- GRUNBERG, Gérard, SCHWEISGUTH, Etienne. La tripartition de l'espace politique In PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette dir. *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003. p. 339-362.
- GÜVELL, Ayse, NEED, Ariana, DE GRAAF, Nan Dirk. The Rise of 'New' Social Classes within the Service Class in the Netherlands: Political Orientation of Social and Cultural Specialists and Technocrats between 1970 and 2003. *Acta Sociologica*, 2007, vol. 50, n°2, p. 129-146.
- HABERT, Philippe. *Le nouvel électeur*. Paris : Vinci, 1996. 308 p.
- HABERT, Philippe, LANCELOT, Alain. L'émergence d'un nouvel électeur In HABERT, Philippe, YSMAL, Colette dir. *Les élections législatives de 1988 : résultats, analyses et commentaires*. Paris : Le Figaro – Etudes Politiques, 1988. p. 16-23.
- HABERT, Philippe, YSMAL, Colette dir. *Les élections législatives de 1988 : résultats, analyses et commentaires*. Paris : Le Figaro – Etudes Politiques, 1988. 178 p.
- HAMILTON, Richard F. *Who Voted for Hitler?* Princeton : Princeton University Press, 1982. 664 p.
- HAMON, Léo dir. *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*. Paris : Presses Universitaires de France, 1962. 252 p.
- HEATH, Anthony, CAUTRES, Bruno. Déclin du 'vote de classe' ? Une analyse comparative en France et en Grande-Bretagne. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 1996, vol. 3, n°3, p. 541-568.
- HEATH, Anthony, JOWELL, Roger, CURTICE, John. *How Britain Votes*. Oxford : Pergamon Press, 1985. 251 p.
- HEATH, Anthony, JOWELL, Roger, CURTICE, John. Trendless Fluctuation. A Reply to Crewe. *Political Studies*, 1987, vol. 35, n°2, p. 256-277.

- HEATH, Anthony, JOWELL, Roger, CURTICE, John. Class Dealignment and the Explanation of Political Change. A Reply to Dunleavy. *West European Politics*, 1988, vol. 11, n°1, p. 146-148.
- HEATH, Anthony, JOWELL, Roger, CURTICE, John, et alii. *Understanding Political Change: The British Voter 1964-1987*. Oxford : Pergamon Press, 1991. 334 p.
- HEATH, Anthony, YANG, Min, GOLDSTEIN, Harvey. Multilevel Analysis of the Changing Relationship Between Class and Party in Britain 1964–1992. *Quality & Quantity*, 1996, vol. 30, n°4, p. 389-404.
- HERAN, François, ROUAULT, Dominique. La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non-inscrits. *Insee Première*, juillet 1995, n°397.
- HERBERT, Ulrich. *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*. Munich : Beck, 2001. 442 p.
- HILDEBRANDT, Kai, DALTON, Russell J. Die Neue Politik: Politischer Wandel oder Schönwetter-politik? In KAASE, Max dir. *Wahlsoziologie heute: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976*. Opladen : Westdeutscher Verlag, 1977. Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 2/3. p. 230-256.
- HOPF, Wulf. Soziale Schichtung und Autoritarismus. Oder: Sind Arbeiter besonders autoritär? In RIPPL, Susanne, SEIPEL, Christian, KINDERVATER, Angela dir. *Autoritarismus. Kontroversen und Ansätze der aktuellen Autoritarismusforschung*. Opladen : Leske und Budrich, 2000. p. 93-118
- HOUT, Mike, BROOKS, Clem, MANZA, Jeff. The Persistence of Classes in Post-Industrial Societies. *International Sociology*, 1993, vol. 8, n°3, p. 259-277.
- HOUT, Michael, BROOKS, Clem, MANZA, Jeff. The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992. *American Sociological Review*, 1995, vol. 60, n°6, p. 805-828.
- HOUTMAN, Dick. Class, Culture and Conservatism. Reassessing Education as a Variable in Political Sociology In CLARK, Terry N., LIPSET, Seymour M. dir. *The Breakdown of Class Politics : a Debate on Post-Industrial Stratification*. Washington D.C: Woodrow Wilson Center Press, 2001. p. 161-195.
- HOUTMAN Dick, *Class and Politics in Contemporary Social Science: 'Marxism Lite' and its Blind Spot for Culture*, New York : Aldine de Gruyter, 2003. 193 p.
- HOUTMAN, Dick, ACHTERBERG, Peter, DERKS, Anton. *Farewell to the Leftist Working Class*. New Brunswick : Transaction Publishers, 2008. 144 p.
- IGNAZI, Piero. The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe. *European Journal of Political Research*, 1992, vol. 22, n°1, p. 3-34.

- INGLEHART, Ronald. The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-Industrial Societies. *American Political Science Review*, 1971, vol. 65, n°4, p. 991-1017.
- INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton : Princeton University Press, 1977. 482 p.
- INGLEHART, Ronald. The Changing Structure of Political Cleavages in Western Society In DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?* Princeton : Princeton University Press, 1984. p. 25-69.
- INGLEHART, Ronald. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton : Princeton University Press, 1990. 484 p.
- INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*. Princeton : Princeton University Press, 1997. 453 p.
- INGLEHART, Ronald, FLANAGAN, Scott C. Value Change in Industrial Societies. *American Political Science Review*, 1987, vol. 81, n°4, p. 1289-1319.
- INGLEHART, Ronald, HOCHSTEIN, Avram. Alignment and Dealignment of the Electorate in France and the United States. *Comparative Political Studies*, 1972, vol. 5, n°3, p. 343-372.
- JANOWITZ, Morris, SEGAL, David R. Social Cleavage and Party Affiliation: Germany, Great Britain, and the United States. *American Journal of Sociology*, 1967, vol. 72, n°6, p. 601-618.
- JESSE, Eckhard. Die Parteien im westlichen Deutschland von 1945 bis zur deutschen Einheit 1990 In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. p. 59-83.
- JESSE, Eckhard. Die Parteien in der SBZ/DDR 1945 bis 1989/90 In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar., STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. p. 84-105.
- JOBERT, Bruno. *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*. Paris : L'Harmattan, 1994. 328 p.
- JOU, Willy. The 2008 Hamburg *Bürgerschaftswahl*: Birth of a New Coalition Formula. *German Politics*, 2009, vol. 18, n°1, p. 96-102.
- KAASE, Max dir. *Wahlsoziologie heute: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1977. Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 2/3. 704 p.
- KAASE, Max, KLINGEMANN, Hans-Dieter dir. *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1987*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1990. 785 p.
- KARVONEN Lauri, KUHNLE Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments Revisited*. Londres: Routledge, 2001. 317 p.

- KATZ, Richard S., CROTTY, William J. dir. *Handbook of Party Politics*. Londres : Sage, 2006. 550 p.
- KATZ, Richard S., MAIR, Peter. Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party. *Party Politics*, 1995, vol. 1, n°1, p. 5-28
- KEY, Valdimer O. The Future of the Democratic Party. *Virginia Quarterly Review*, 1952, vol. 28, n°2, p. 161-175.
- KEY, Valdimer O. A Theory of Critical Elections. *Journal of Politics*, 1955, vol. 17, n°1, p. 3-18.
- KEY, Valdimer O. Secular Realignment and the Party System. *Journal of Politics*, 1959, vol. 21, n°2, p. 198-210.
- KITSCHOLT, Herbert. *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*. Ithaca : Cornell University Press, 1989. 334 p.
- KITSCHOLT, Herbert. *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1994. 345 p.
- KITSCHOLT, Herbert, MCGANN, Anthony J. *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1995. 332 p.
- KLATZMANN, Joseph. Comportement électoral et classe sociale. Etude du vote communiste et du vote socialiste dans le département de la Seine In DUVERGER, Maurice, GOGUEL, François, TOUCHARD, Jean dir. *Les élections du 2 janvier 1956*. Paris : Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, 1957. p. 254-285.
- KLEIN, Markus, JAGODZINSKI, Wolfgang, MOCHMANN, Ekkehard, OHR, Dieter dir. *50 Jahre Empirische Wahlforschung in Deutschland. Entwicklung, Befunde, Perspektiven, Daten*. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2000. 616 p.
- KLINGEMANN, Hans-Dieter, VOLKENS, Andrea, BARA, Judith, BUDGE, Ian, McDONALD, Michael. *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors, and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*. Oxford : Oxford University Press, 2006. 267 p.
- KNUTSEN, Oddbjørn. The Decline of Social Class? In DALTON, Russell J., KLINGEMANN, Hans-Dieter dir. *The Oxford Handbook of Political Behavior*. Oxford : Oxford University Press, 2007. p. 457-480.
- KORPI, Walter. Some Problems on the Measurement of Class Voting. *American Journal of Sociology*, 1972, vol. 78, n°3, p. 627-642.
- KRECKEL, Reinhard dir. *Soziale Ungleichheiten*. Göttingen: Schwartz, 1983. Soziale Welt. Sonderband 2. 408 p.
- KREUZER, Marcus. How Party Systems Form: Path Dependency and the Institutionalization of the Post-War German Party System. *British Journal of Political Science*, 2009, vol. 39, n°4, p. 669-697.

- KRIESI, Hanspeter. *Political Mobilization and Social Change: The Dutch Case in Comparative Perspective*. Aldershot : Avebury, 1993. 292 p.
- KRIESI, Hanspeter. *Les démocraties occidentales. Une approche comparée*. Paris : Economica, 1994. 491 p.
- KRIESI, Hanspeter. The Transformation of Cleavage Politics: The 1997 Stein Rokkan Lecture. *European Journal of Political Research*, 1998, vol. 33, n°2, p. 165-185.
- KRIESI, Hanspeter, GRANDE, Edgar, LACHAT, Romain, DOLEZAL, Martin, BORNSCHIER, Simon, FREY, Timotheos. Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared. *European Journal of Political Research*, 2006, vol. 45, n°6, p. 921-956.
- KRIESI, Hanspeter, GRANDE, Edgar, LACHAT, Romain, DOLEZAL, Martin, BORNSCHIER, Simon, FREY, Timotheos. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge : Cambridge University Press, 2008. 428 p.
- LANCELOT, Alain dir. *1981 : Les élections de l'alternance*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. 261 p.
- LANE, Jan-Erik, ERSSON, Svante. Parties and Voters: What Creates the Ties? *Scandinavian Political Studies*, 1997, vol. 20, n°2, p. 179-196.
- LAVAU, Georges. L'électeur devient-il individualiste ? In BIRNBAUM, Pierre, LECA, Jean dir. *Sur l'individualisme. Théories et méthodes*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. p. 299-329.
- LAVAU, Georges, GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna dir. *L'univers politique des classes moyennes*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. 389 p.
- LAVELLE, Ashley. *The Death of Social Democracy: Political Consequences in the 21st Century*. Aldershot: Ashgate, 2008. 221 p.
- LAZARSELD, Paul L., BERELSON, Bernard R., GAUDET, Hazel. *The People's Choice: How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*. New York : Columbia University Press, 1948. 178 p.
- LE HAY, Viviane, SINEAU, Mariette. 'Effet patrimoine' : 30 ans après, le retour ? *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n°5, p. 869-900.
- LEE, David J., TURNER, Bryan S. dir. *Conflicts about Class: Debating Inequality in Late Industrialism : a Selection of Readings*. Londres : Longman, 1996. 307 p.
- LEES, Charles. *Party Politics in Germany: A Comparative Politics Approach*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, 2005. 269 p.
- LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric dir. *Sociologie des socialistes*. Paris : Economica. A paraître.

- LEHINGUE, Patrick. Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux. Paris : La Découverte, 2011. 287 p.
- LEHMBRUCH, Gerhard. RFA : Le cadre institutionnel et les incertitudes des stratégies néo-libérales In JOBERT, Bruno dir. *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*. Paris : L'Harmattan, 1994, p. 201-232.
- LEMEL, Yannick. *Les classes sociales*. Paris : Presses Universitaires de France, 2004. 127 p.
- LEPSIUS, Mario Rainer. Parteiensystem und Sozialstruktur. Zum Problem der Demokratisierung der Deutschen Gesellschaft In ABEL, Wilhelm, BORCHARDT, Knut, KELLENBENZ, Hermann, ZORN, Wolfgang dir. *Wirtschaft, Geschichte und Wirtschaftsgeschichte: Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Lütge*. Stuttgart: Fischer, 1966. p. 56-80.
- LEWIS-BECK, Michael S. France: The Stalled Electorate? In DALTON, Russell J., FLANAGAN, Scott C., BECK, Paul A. dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?* Princeton : Princeton University Press, 1984. p. 425-448.
- LEWIS-BECK, Michael S. Class, Religion, and the French Voter: A 'Stalled' Electorate? *French Politics and Society*, 1998, vol. 16, n°2, p. 43-51.
- LEWIS-BECK, Michael S. dir. *The French Voter: Before and After the 2002 Elections*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, 2004. 256 p.
- LEWIS-BECK, Michael S., JACOBY, William G., NORPOTH, Helmut et al. *The American Voter Revisited*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2008. 493 p.
- LEWIS-BECK, Michael S., SKALABAN, Andrew. France In FRANKLIN, Mark N., MACKIE, Thomas T., VALEN, Henry dir. *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992. p. 167-178.
- LICHTMAN, Allan J. The End of Realignment Theory? Toward a New Research Program for American Political History. *Historical Methods*, 1982, vol. 15, n°4. p. 170-188.
- LIEPELT, Klaus. Esquisse d'une typologie des électeurs allemands et autrichiens. *Revue française de sociologie*, 1968, vol. 9, n°1, p. 13-32.
- LIJPHART, Arend. Religious vs. Linguistic vs. Class Voting: The "Crucial Experiment" of Comparing Belgium, Canada, South Africa, and Switzerland. *American Political Science Review*, 1979, vol. 73, n°2, p. 442-458.
- LINDON, Denis, WEILL, Pierre. *Le choix d'un député. Un modèle explicatif du comportement électoral*. Paris : Editions de Minuit, 1974. 199 p.
- LINDZEY Gardner dir. *Handbook of Social Psychology. Volume II: Special Fields and Applications*. Reading : Addison-Wesley, 1954. 1226 p.

- LINZ, Juan J. Cleavage and Consensus in West German Politics: The Early Fifties In LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York : The Free Press, 1967. p. 283-321.
- LIPSET, Seymour M. Democracy and Working-Class Authoritarianism. *American Political Science Review*, vol. 24, n°4, 1959, p. 482-501.
- LIPSET, Seymour M. *Political Man: The Social Bases of Politics*. Garden City: Doubleday, 1960. 432 p.
- LIPSET, Seymour M. dir. *Politics and the Social Sciences*. Oxford : Oxford University Press, 1969. 328 p.
- LIPSET, Seymour M. *Political Man: The Social Bases of Politics*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1981. 586 p.
- LIPSET, Seymour M. Cleavages, Parties, and Democracy In KARVONEN Lauri, KUHNLE Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments Revisited*. Londres: Routledge, 2001. p. 3-9.
- LIPSET, Seymour M. The Americanization of the European Left. *Journal of Democracy*, 2001, vol. 12, n°2, p. 74-87.
- LIPSET, Seymour M., LAZARFELD, Paul L., BARTON, Allen H. et al. The Psychology of Voting: An Analysis of Political Behavior In LINDZEY, Gardner dir. *Handbook of Social Psychology. Volume II: Special Fields and Applications*. Reading: Addison-Wesley, 1954. p. 1124-1175.
- LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein. Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction In LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York : The Free Press, 1967. p. 1-64.
- LIPSET, Seymour M., ROKKAN, Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York : The Free Press, 1967. 554 p.
- MAAS, Cora J.M., HOX, Joop J. Sufficient Sample Sizes for Multilevel Modeling. *Methodology: European Journal of Research Methods for the Behavioral and Social Sciences*, vol. 1, n°3, 2005. p. 86-92.
- MACALLISTER, Iain, JOHNSTON, Ron J., PATTIE, Charles J. et alii. Class Dealignment and the Neighbourhood Effect: Miller Revisited. *British Journal of Political Science*, 2001, vol. 31, n°1, p. 41-59.
- MACK, Charles S. *When Political Parties Die: A Cross-National Analysis of Disalignment and Realignment*. Santa Barbara: Praeger, 2010. 323 p.
- MAIR, Peter dir. *The West European Party System*. Oxford : Oxford University Press, 1990. 364 p.
- MAIR, Peter. Explaining the Absence of Class Politics in Ireland In GOLDTHORPE, John H, WHELAN, C.T dir. *The Development of Industrial Society in Ireland*. Oxford : Clarendon Press, 1992. p. 383-410.

- MAIR, Peter. Myths of Electoral Change and the Survival of Traditional Parties: The 1992 Stein Rokkan Lecture. *European Journal of Political Research*, 1993, vol. 24, n°2, p. 121-133.
- MAIR, Peter. The Freezing Hypothesis: An Evaluation In KARVONEN Lauri, KUHNLE Stein dir. *Party Systems and Voter Alignments Revisited*. Londres : Routledge, 2001. p. 27-44.
- MAIR, Peter. Cleavages In KATZ, Richard S., CROTTY, William J. dir. *Handbook of Party Politics*. Londres : Sage, 2006. p. 371-375.
- MAIR, Peter, LIPSET, Seymour M., HOUT, Michael et alii. Critical Commentaries: Four Perspectives on The End of Class Politics? In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 308-322.
- MAIR, Peter, MÜLLER, Wolfgang C., PLASSER, Fritz dir. *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*. Londres : Sage, 2004. 280 p.
- MAIR, Peter, MÜLLER, Wolfgang C., PLASSER, Fritz. Introduction: Electoral Challenges and Party Responses In MAIR, Peter, MÜLLER, Wolfgang C., PLASSER, Fritz dir. *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*. Londres : Sage, 2004. p. 1-19.
- MALLET, Serge. *La nouvelle classe ouvrière*. Paris : Seuil, 1963. 265 p.
- MANZA, Jeff, BROOKS, Clem. *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*. Oxford : Oxford University Press, 1999. 342 p.
- MANZA, Jeff, HOUT, Michael, BROOKS, Clem. Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation? *Annual Review of Sociology*, 1995, n° 21, p. 137-162.
- MARTIN, Pierre. Qui vote pour le Front National français ? In DELWIT, Pascal, DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea dir. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles : Complexe, 1998. p. 133-165.
- MARTIN, Pierre. *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*. Paris : Presses de Science Po, 2000. 470 p.
- MARTIN, Pierre. Les élections de 2002 constituent-elles un 'moment de rupture' dans la vie politique française ? *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002, p. 593-606.
- MARTIN, Pierre. *Dynamiques partisanes et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*. Paris : L'Harmattan, 2005. 301 p.
- MARTIN, Pierre. *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*. Paris : Montchrestien, 2006, troisième édition. 156 p.
- MARTIN, Pierre. Comment analyser les changements dans les systèmes partisanes d'Europe occidentale depuis 1945 ? *Revue internationale de politique comparée*, 2007, vol. 14, n°2, p. 263-280.

- MARTIN, Pierre. Les scrutins de 2007 comme moment de rupture dans la vie politique française. *Revue politique et parlementaire*, 2007, n°1044, p. 167-175.
- MARTIN, Pierre. L'immigration, un piège pour la droite ? *Commentaire*, n°132, 2010, p. 1027-1036.
- MARX, Karl. *Les luttes de classes en France 1848-1850*. Paris : Editions sociales, 1984. 249 p.
- MAYER, Nonna. L'ancrage à droite des petits commerçants et artisans indépendants In LAVAU, Georges, GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna dir. *L'univers politique des classes moyennes*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. p. 330-350.
- MAYER, Nonna. *La boutique contre la gauche*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. 346 p.
- MAYER, Nonna. Pas de chrysanthèmes pour les variables sociologiques In DUPOIRIER, Elisabeth, GRUNBERG, Gérard dir. *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*. Paris : Presses Universitaires de France, 1986. p. 149-165.
- MAYER, Nonna dir. *Les modèles explicatifs du vote*. Paris : L'Harmattan, 1997. 287 p.
- MAYER, Nonna. *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion, 2002. 478 p.
- MAYER, Nonna. Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français. *Lien social et Politiques*, 2003, vol. 49, p. 101-111.
- MAYER, Nonna. Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen. *Revue française de science politique*, vol. 57, n°3-4, 2007, p. 429-445.
- MAYER, Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 2010. 316 p.
- MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. *Les comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 1992. 160 p.
- MAYER, Nonna, SCHWEISGUTH, Etienne. Classe, position sociale et vote In GAXIE, Daniel. *Explication du vote : un bilan des études électorales en France*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985. p. 263-290.
- MAYEUR, Jean-Marie. *Les débuts de la Troisième République : 1871-1898*. Paris : Seuil, 1973. 252 p.
- MAYHEW, David R. *Electoral Realignment: A Critique of an American Genre*. New Haven: Yale University Press, 2002. 174 p.
- MCMICHAEL, Lawrence G., TRILLING, Richard J. The Structure and Meaning of Critical Realignment: The Case of Pennsylvania In CAMPBELL, Bruce A., TRILLING, Richard J. dir. *Realignment in American Politics: Toward a Theory*. Austin : University of Texas Press, 1980. p. 21-51.

- MEGUID, Bonnie M. Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success. *American Political Science Review*, 2005, vol. 99, n°3, p. 347-359.
- MEISEL, John dir. *Papers on the 1962 Election: Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*. Toronto: University of Toronto Press, 1964. 288 p.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. Systèmes d'opinions, choix politiques, caractéristiques socio-démographiques : résultats d'une analyse typologique. *Revue française de science politique*, 1974, vol. 24, n°1, p. 5-32.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977. 498 p.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique In GAXIE, Daniel dir. *Explication du vote : un bilan des études électorales en France*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985. p. 291-322.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. Changements de société, changements d'opinion : 1981-1995. *L'Etat de l'opinion*, 1996, vol. 10, p. 167-186.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*. Paris : Presses de Sciences Po, 2004. 373 p.
- MILLER, Warren E., SHANKS, J. Merrill. *The New American Voter*. Cambridge : Harvard University Press, 1996. 640 p.
- MILLER, William L. Social Class and Party Choice in England: A New Analysis. *British Journal of Political Science*, 1978, vol. 8, n°3, p. 257-284.
- MINTZEL, Alf. Regionale politische Traditionen und CSU-Hegemonie in Bayern In OBERNDÖRFER, D., SCHMITT, K. dir. *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland*. Berlin : Duncker & Humblot, 1991. p. 125-180.
- MÜLLER, Walter. Sozialstruktur und Wahlverhalten. Eine Widerrede gegen die Individualisierungsthese. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1997, vol. 49, n°4, p. 747-760.
- MÜLLER, Walter. Klassenstruktur und Parteiensystem: Zum Wandel der Klassenspaltung im Wahlverhalten. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1998, vol. 50, n°1, p. 3-46.
- MÜLLER, Walter, KLEIN, Markus. Die Klassenbasis in der Parteipräferenz des deutschen Wählers: Erosion oder Wandel? In SCHMITT-BECK, Rüdiger dir. *Wählen in Deutschland*. Baden-Baden : Nomos, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 45, 2012. p. 85-110.
- MÜNZ, Ranier, ULRICH, Ralf E. Germany and its Immigrants: A Socio-Demographic Analysis. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 1998, vol. 24, n°1, p. 25-56.

- MÜNZ, Rainer, ULRICH, Ralf. Les migrations en Allemagne : 1945-1996. *Revue européenne des migrations internationales*, 1998, vol. 14, n°2, p. 173-210.
- MYLES, John F. Differences in the Canadian and American Class Vote: Fact or Pseudofact? *American Journal of Sociology*, 1979, vol. 84, n°5, p. 1232-1237.
- NADEAU, Richard, BELANGER, Eric, LEWIS-BECK, Michael S., CAUTRÈS, Bruno, FOUCAULT, Martial. *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy*. Paris : Presses de Sciences Po, 2012. 301 p.
- NEUMANN, Sigmund. *Die Parteien der Weimarer Republik*. Stuttgart : Kohlhammer, 1965. 148 p.
- NIE, Norman H., VERBA, Sidney, PETROCIK, John R. *The Changing American Voter*. Cambridge : Harvard University Press, 1976. 399 p.
- NIEDERMAYER, Oskar. *Die Parteien nach der Bundestagswahl 1998*. Opladen : Leske und Budrich, 1999. 160 p.
- NIEDERMAYER, Oskar. Die Bundestagswahl 1998: Ausnahmewahl oder Ausdruck langfristiger Entwicklungen der Parteien und des Parteiensystems? In NIEDERMAYER, Oskar dir. *Die Parteien nach der Bundestagswahl 1998*. Opladen: Leske und Budrich, 1999. p. 9-35.
- NIEDERMAYER, Oskar. Nach der Vereinigung: Der Trend zum fluiden Fünfparteiensystem In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. p. 107-127.
- NIEDERMAYER, Oskar. Das Parteiensystem Deutschlands In NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard, HAAS, Melanie dir. *Die Parteiensysteme Westeuropas*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006. p. 109-133.
- NIEDERMAYER, Oskar. Die Entwicklung des bundesdeutschen Parteiensystems In DECKER, Frank, NEU, Viola dir. *Handbuch der deutschen Parteien*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007. p. 114-135.
- NIEDERMAYER, Oskar. Von der Zweiparteiendominanz zum Pluralismus: Die Entwicklung des deutschen Parteiensystems im westeuropäischen Vergleich. *Politische Vierteljahresschrift*, 2010, vol. 51, n°1, p. 1-13.
- NIEDERMAYER, Oskar. Das deutsche Parteiensystem nach der Bundestagswahl 2009 In NIEDERMAYER, Oskar dir. *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2009*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2011. p. 7-36
- NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard, HAAS, Melanie dir. *Die Parteiensysteme Westeuropas*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006. 581 p.
- NIEMI, Richard G. dir. *The Politics of Future Citizens*. San Francisco : Jossey-Bass, 1974. 239 p.

- NIEUWBEERTA, Paul. *The Democratic Class Struggle in Twenty Countries, 1945-1990*. Amsterdam : Thesis Publishers, 1995. 247 p.
- NIEUWBEERTA, Paul. The Democratic Class Struggle in Postwar Societies: Class Voting in Twenty Countries 1945-1990. *Acta Sociologica*, 1996, vol. 39, n°4, p. 345-383.
- NIEUWBEERTA, Paul. The Democratic Class Struggle in Postwar Societies. Traditional Class Voting in Twenty Countries In CLARK, Terry N., LIPSET, Seymour M. dir. *The Breakdown of Class Politics: A Debate on Post-Industrial Stratification*. Washington D.C: Woodrow Wilson Center Press, 2001, p. 121-135.
- NIEUWBEERTA, Paul, DE GRAAF, Nan Dirk. Traditional Class Voting in Twenty Postwar Societies In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics?* Oxford : Oxford University, 1999. p. 23-56.
- NIEUWBEERTA, Paul, DE GRAAF, Nan Dirk, ULTEE, Wout. The Effects of Class Mobility on Class Voting in Post-War Western Industrialized Countries. *European Sociological Review*, 2000, vol. 16, n°4, p. 327-348.
- NISBET, Robert A. The Decline and Fall of Social Class. *Pacific Sociological Review*, 1959, vol. 2, n°1, p. 11-17.
- NOIRIEL, Gérard. *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècle*. Paris : Seuil, 1986. 317 p.
- NORTH, Douglass C. *Structure and Change in Economic History*. New York : Norton, 1981. 228 p.
- OBERNDÖRFER, Dieter, SCHMITT, Karl dir. *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland*. Berlin : Duncker & Humblot, 1991. 399 p.
- OESCH, Daniel. Labour Market Trends and the Goldthorpe Class Schema: A Conceptual Reassessment. *Swiss Journal of Sociology*, 2003, vol. 29, n°2, p. 241-262.
- OESCH, Daniel. *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2006. 257 p.
- OLSEN, Jonathan. The Merger of the PDS and WASG: From Eastern German Regional Party to National Radical Left Party. *German Politics*, 2007, vol. 16, n°2, p. 205-221.
- PALIER, Bruno, THELEN, Kathleen. Institutionalizing Dualism: Complementarities and Change in France and Germany. *Politics & Society*, 2010, vol. 38, n°1, p. 119-148.
- PAPPI, Franz U. Parteiensystem und Sozialstruktur in der Bundesrepublik. *Politische Vierteljahresschrift*, 1973, vol. 14, n°2, p. 191-213.
- PAPPI, Franz U. Sozialstruktur, gesellschaftliche Wertorientierungen und Wahlabsicht. Ergebnisse eines Zeitvergleichs des deutschen Elektorats 1953 und 1976 In KAASE, Max dir. *Wahlsoziologie heute: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976*. Opladen : Westdeutscher Verlag, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 2/3, 1977. p. 195-229.

- PAPPI, Franz U. The West German Party System. *West European Politics*, 1984, vol. 7, n°4, p. 7-26.
- PAPPI, Franz U. Klassenstruktur und Wahlverhalten im sozialen Wandel In KAASE, Max, KLINGEMANN, Hans-Dieter dir. *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1987*. Opladen : Westdeutscher Verlag, 1990. p. 15-30.
- PAPPI, Franz U. Die politisierte Sozialstruktur heute: Historische Reminiszenz oder aktuelles Erklärungspotential? In BRETTSCHEIDER, Frank, VAN DETH, Jan, ROLLER, Edeltraud dir. *Das Ende der politisierten Sozialstruktur*. Opladen : Leske und Budrich, 2002. p. 25-46.
- PAPPI, Franz U., BRANDENBURG, Jens. Sozialstrukturelle Interessenlagen und Parteipräferenz in Deutschland: Stabilität und Wandel seit 1980. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 2010, vol. 62, n°3, p. 459-483.
- PARTCH, Richard D. The Transformation of the West German Party System: Patterns of Electoral Change and Consistency. *German Studies Review*, 1980, vol. 3, n°1, p. 85-120.
- PEDERSEN, Mogens N. The Dynamics of European Party Systems: Changing Patterns of Electoral Volatility. *European Journal of Political Research*, 1979, vol. 7, n°1, p. 1-26.
- PERRINEAU, Pascal. La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gauchisme In PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette dir. *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*. Paris : Presses de Sciences Po, 1995. p. 243-261.
- PERRINEAU, Pascal dir. *Atlas électoral 2007. Qui vote pour qui, où, comment ?* Paris : Presses de Sciences Po, 2007. 140 p.
- PERRINEAU, Pascal, REY, Henri. Classe et comportement politique. Retour sur l'électorat ouvrier In DONEGANI, Jean-Marie, DUCHESNE, Sophie, HAEGEL, Florence dir. *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*. Paris : L'Harmattan, 2002. p. 19-32.
- PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette dir. *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*. Paris : Presses de Sciences Po, 1995. 352 p.
- PETROCIK, John R. Measuring Party Support: Leaners are not Independents. *Electoral Studies*, 2009, vol. 28, n°4, p. 562-572.
- PFEUFFER, Andreas, SCHULTHEIS, Franz. Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social. *Sociétés contemporaines*, vol. 45-46, 2002, p.17-42.
- PIERSON, Paul. Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics. *American Political Science Review*, 2000, vol. 94, n°2, p. 251-267.
- PIERSON, Paul. *Politics in Time: History, Institutions, and Social Analysis*. Princeton : Princeton University Press, 2004. 196 p.
- PLATONE, François. *Les électors sous la V^{ème} République. Données d'enquêtes 1958-1995*. Paris : Cahiers du Cevipof, 1995. Deuxième édition. 270 p.

- POGUNTKE, Thomas. The German Party System: Eternal Crisis? *German Politics*, 2001, vol. 10, n°2, p. 37-50.
- PROKSCH, Sven-Oliver, SLAPIN, Jonathan B. Institutions and Coalition Formation: The German Election of 2005. *West European Politics*, 2006, vol. 29, n°3, p. 540-559.
- PRYSBY, Charles L. Psychological Sources of Working-Class Support for Leftist Political Parties. *Journal of Politics*, 1977, vol. 39, n°4, p. 1073-1081.
- PRZEWORSKI, Adam. *Capitalism and Social Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press, 1985. 269 p.
- PRZEWORSKI, Adam, SPRAGUE, John. *Paper Stones: A History of Electoral Socialism*. Chicago: The University of Chicago Press, 1986. 224 p.
- PULZER, Peter. *Political Representation and Elections in Britain*. Londres: George Allen and Unwin, 1967. 168 p.
- PULZER, Peter. The German Federal Election of 1998. *West European Politics*, 1999, vol. 22, n°3, p. 241-249.
- RATTINGER, Hans, GABRIEL, Oscar W., JAGODZINSKI W. dir. *Wahlen und politische Einstellungen im vereinigten Deutschland*. Frankfurt am Main : Peter Lang, 1994. 600 p.
- REMOND, René. *Les droites en France*. Paris : Aubier, 1982 (quatrième édition). 544 p.
- REY, Henri. *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*. Paris : La Découverte, 2004. 212 p.
- REYNAUD, Jean-Daniel, TOURAINE, Alain. La représentation politique du monde ouvrier In DUVERGER, Maurice dir. *Partis politiques et classes sociales en France*. Paris : Armand Colin, 1955. p. 31-47.
- RIPPL, Susanne, SEIPEL, Christian, KINDERVATER, Angela dir. *Autoritarismus. Kontroversen und Ansätze der aktuellen Autoritarismusforschung*. Opladen : Leske und Budrich, 2000. 284 p.
- RITTER, Gerhard A. The Social Bases of the German Parties, 1867-1920 In ROHE, Karl dir. *Elections, Parties and Political Traditions: Social Foundations of German Parties and Party Systems, 1867-1987*. New York : Berg, 1990. p. 27-52.
- ROBERTSON, David. *Class and the British Electorate*. Oxford : Blackwell, 1984. 250 p.
- ROBIN, Maurice. Le système électoral de la République Fédérale Allemande. *Revue française de science politique*, 1957, vol. 7, n°4, p. 825-864.
- ROBINSON, William S. Ecological Correlations and the Behavior of Individuals. *American Sociological Review*, vol. 15, n°3, 1950. p. 351-357.
- ROHE, Karl dir. *Elections, Parties and Political Traditions: Social Foundations of German Parties and Party Systems, 1867-1987*. New York : Berg, 1990. 244 p.

- ROHE, Karl. Entwicklung der politischen Parteien und Parteiensysteme in Deutschland bis zum Jahre 1933 In GABRIEL, Oscar W., NIEDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard dir. *Parteiendemokratie in Deutschland*. Deuxième édition actualisée. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002. p. 39-58.
- ROKKAN, Stein. Zur entwicklungssoziologischen Analyse von Parteiensystemen: Anmerkungen für ein hypothetisches Modell. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1965, vol. 17, n°3, p. 675-702.
- ROKKAN, Stein. The Structuring of Mass Politics in the Smaller European Democracies: A Developmental Typology. *Comparative Studies in Society and History*, 1968, vol. 10, n°2, p. 173-210.
- ROKKAN, Stein. *Citizens Elections Parties: Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*. Oslo: Universitetsforlaget, 1970. 469 p.
- ROKKAN, Stein. Towards a Generalized Concept of *Verzuiling*: A Preliminary Note. *Political Studies*, 1977, vol. 25, n°4, p. 563-570.
- ROKKAN, Stein, édité par FLORA, Peter, KUHNLE, Stein, URWIN, Derek, *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe: The Theory of Stein Rokkan*. Oxford : Oxford University Press, 1999. 422 p.
- ROSA, Hartmut. *Accélération. Une critique sociale du temps*. Paris : La Découverte, 2010. 474 p.
- ROSE, Richard dir. *Electoral Behavior: A Comparative Handbook*. New York : The Free Press, 1974. 753 p.
- ROSE, Richard. Comparability in Electoral Studies In ROSE, Richard dir. *Electoral Behavior: A Comparative Handbook*. New York : The Free Press, 1974. p. 3-25.
- ROSE, Richard. *Class Does not Equal Party: the Decline of a Model of British Voting*. Glasgow : University of Strathclyde Studies in Public Policy, 1980. 70 p.
- ROSE, Richard, MCALLISTER, Ian. *Voters Begin to Choose: From Closed-Class to Open Elections in Britain*. Londres : Sage, 1986. 178 p.
- ROSE, Richard, URWIN, Derek. Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes. *Comparative Political Studies*, 1969, vol. 2, n°1, p. 7-67.
- ROSE, Richard, URWIN, Derek. Persistence and Change in Western Party Systems since 1945. *Electoral Studies*, 1970, vol. 18, n°3, p. 287-319.
- ROSENOF, Theodore. *Realignment: The Theory That Changed the Way We Think about American Politics*. Lanham : Rowman and Littlefield, 2003. 231 p.
- RUEDA, David. Insider-Outsider Politics in Industrialized Democracies: The Challenge to Social Democratic Parties. *American Political Science Review*, vol. 99, n°1, 2005, p. 61-74.

- RUNCIMAN, Walter G. *Social Science and Political Theory*. Cambridge : Cambridge University Press, 1963. 200 p.
- RYDGREN, Jens dir. *Class Politics and the Radical Right*. Londres : Routledge. A paraître.
- SAALFELD, Thomas. The German Party System: Continuity and Change. *German Politics*, 2002, vol. 11, n°3, p. 99-130.
- SÄRLVIK, Bo, CREWE, Ivor. *Decade of Dealignment. The Conservative Victory of 1979 and Electoral Trends in the 1970s*. Cambridge: Cambridge University Press, 1983. 393 p.
- SARTORI, Giovanni. The Sociology of Parties: A Critical Review In STAMMER, Otto dir. *Party Systems, Party Organizations, and the Politics of New Masses*. Berlin : Institut für politische Wissenschaft an der Freien Universität, 1968. p. 1-25.
- SARTORI, Giovanni. From the Sociology of Politics to Political Sociology In LIPSET, Seymour M. dir. *Politics and the Social Sciences*. Oxford : Oxford University Press, 1969. p. 65-100.
- SARTORI, Giovanni. *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press, 1976. 370 p.
- SARTORI, Giovanni. The Sociology of Parties: A Critical Review In MAIR, Peter dir. *The West European Party System*. Oxford : Oxford University Press, 1990. p. 150-180.
- SCHATTSCHEIDER, Elmer E. *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America*. New York : Holt, Rinehart and Winston, 1960. 147 p.
- SCHEUCH, Erwin K. Social Context and Individual Behavior In DOGAN, Mattéi, ROKKAN, Stein dir. *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*. Cambridge : MIT Press, 1969. p. 133-155.
- SCHMITT-BECK, Rüdiger dir. *Wählen in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 45, 2012. 556 p.
- SCHNELL, Rainer, KOHLER, Ulrich. Empirische Untersuchung einer Individualisierungshypothese am Beispiel der Parteipräferenz von 1953-1992. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1995, vol. 47, n°4, p. 634-657.
- SEGAL, David R. Strata and Parties in West Germany and the United States. *Comparative Studies in Society and History*, 1967, vol. 10, n°1, p. 66-84.
- SEILER, Daniel-Louis. *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*. Paris : Ellipses, 2003. 479 p.
- SHAFER, Byron E. dir. *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*. Madison: The University of Wisconsin Press, 1991. 187 p.
- SHAFER, Byron E. The Notion of an Electoral Order: The Structure of Electoral Politics at the Accession of George Bush In SHAFER, Byron E. dir. *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*. Madison : The University of Wisconsin Press, 1991. p. 37-84.

- SHAFER, Byron E. Orders and Eras in American Politics. *Polity*, 2005, vol. 37, n°4, p. 541-547.
- SIEGFRIED, André. *Géographie électorale de l'Ardèche sous la Troisième République*. Paris : Armand Colin, 1949. 138 p.
- SIEGFRIED, André. *Tableau politique de la France de l'Ouest*. Paris : Imprimerie Nationale, 1995 [1913]. 636 p.
- SIMON, Michel. Attitudes politiques ouvrières dans le département du Nord. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1964, vol. 36, p. 57-74.
- STAMMER, Otto dir. *Party Systems, Party Organizations, and the Politics of New Masses*. Berlin : Institut für politische Wissenschaft an der Freien Universität, 1968. 487 p.
- STAR, Shirley A. Book Review: *The People Elect a President*. *American Journal of Sociology*, 1953, vol. 59, n°3, p. 284-285.
- STOETZEL, Jean. Voting Behaviour in France. *British Journal of Sociology*, 1955, vol. 6, n°2, p. 104-122.
- STOKES, Donald E. Spatial Models of Party Competition. *American Political Science Review*, 1963, vol. 57, n°2, p. 368-377.
- SUNDQUIST, James L. *Dynamics of the Party System: Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*. Washington D.C : The Brookings Institution, édition révisée, 1983. 466 p.
- THOMSEN, Søren R. *Danish Elections 1920–79: A Logit Approach to Ecological Analysis and Inference*. Aarhus: Politica, 1987. 210 p.
- TIBERJ, Vincent. La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes (1988-2007). *Revue française de science politique*, vol. 62, n°1, 2012, p. 71-106.
- TINGSTEN, Herbert. *Political Behavior: Studies in Election Statistics*. Totowa : The Bedminster Press, 1963 [1937]. 231 p.
- TITUS, Charles H. Book Review: *The People Elect a President*. *Political Research Quarterly*, 1953, vol. 6, n°1, p. 193-194.
- TOURAINE, Alain. *La conscience ouvrière*. Paris : Seuil, 1966. 397 p.
- URWIN, Derek. Germany: Continuity and Change in Electoral Politics In ROSE, Richard dir. *Electoral Behavior: A Comparative Handbook*. New York : The Free Press, 1974. p. 109-170.
- VAN DER WAAL, Jeroen, ACHTERBERG, Peter, HOUTMAN, Dick. Class Is Not Dead—It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956–1990). *Politics & Society*, 2007, vol. 35, n°3, p. 403-426.
- VERBA, Sidney, NIE, Norman H. *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*. New York : Harper and Row, 1972. 428 p.

- VERBA, Sidney, NIE, Norman H, KIM, Jae-On. *Participation and Political Equality: A Seven-Nation Comparison*. Cambridge : Cambridge University Press, 1978. 394 p.
- VÖLKL, Kerstin, LANGER, Wolfgang. Cleavages und Landtagswahlen 1981 bis 2009 In SCHMITT-BECK, Rüdiger dir. *Wählen in Deutschland*. Baden-Baden : Nomos, Politische Vierteljahresschrift, Sonderheft 45, 2012. p. 63-84.
- VON WINTER, Thomas. Wählerverhalten in den östlichen Bundesländern: Wahlsoziologische Erklärungsmodelle auf dem Prüfstand. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 1996, vol. 27, n°2, p. 298-316.
- WATTENBERG, Martin P. *The Rise of Candidate-Centered Politics: Presidential Elections of the 1980s*. Cambridge : Harvard University Press, 1991. 186 p.
- WEAKLIEM, David L., HEATH, Anthony. The Secret Life of Class Voting: Britain, France, and the United States since the 1930s In EVANS, Geoffrey dir. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press, 1999. p. 97-136.
- WELDON, Steven, NÜSSER, Andrea. Bundestag Election 2009: Solidifying the Five Party System. *German Politics and Society*, 2010, vol. 28, n°3, p. 47-64.
- WESSELS, Bernhard. Gruppenbindung und Wahlverhalten: 50 Jahre Wahlen in der Bundesrepublik In KLEIN, Markus, JAGODZINSKI, Wolfgang, MOCHMANN, Ekkehard, OHR, Dieter dir. *50 Jahre Empirische Wahlforschung in Deutschland. Entwicklung, Befunde, Perspektiven, Daten*. Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2000. p. 129-158.
- WOLF, Christof. Konfessionelle versus religiöse Konfliktlinie in der deutschen Wählerschaft. *Politische Vierteljahresschrift*, 1996, vol. 37, n°4, p. 713-734.
- ZUCKERMAN, Alan. Political Cleavage: A Conceptual and Theoretical Analysis. *British Journal of Political Science*, 1975, vol. 5, n°2, p. 231-248.

Annexe 1

Les enquêtes électorales allemandes

Les données

Les données de sondage proviennent des *Deutsche Nationale Wahlstudien*. En dépit de l'hétérogénéité des équipes qui les ont portées et de la variété de leurs questionnements, elles forment un ensemble unique, qui couvre l'ensemble des élections au *Bundestag* depuis 1949. Seules les vagues d'enquête post-électorales ont été retenues : dans le cas de panels, il s'agit de la dernière vague d'enquête ; dans le cas de *Politbarometer*, de l'enquête du mois suivant immédiatement le scrutin. Les principales caractéristiques de ces enquêtes sont présentées dans l'annexe 1.1 pour l'Allemagne de l'Ouest et dans l'annexe 1.2 pour l'Allemagne de l'Est.

Contrairement à l'usage dans la littérature allemande, les électeurs de Berlin Ouest ont été classés en Allemagne de l'Est. Ce choix s'imposait pour assurer une cohérence entre les données d'enquête et des résultats électoraux. Il a conduit à exclure les électeurs de Berlin Ouest des analyses menées sur l'Allemagne de l'Ouest avant 1990. De même ont été exclus tous les électeurs qui ne sont pas en âge de voter.

Annexe 1.1

Les données d'enquête en Allemagne de l'Est

	N	Description	Référence
V1990	933	Politbarometer Ost (vague 1)	ZA1987
B1990	1.196	Politbarometer Ost (vague 7)	ZA1987
B1994	1.089	Nachwahlstudie 1994	ZA2601
B1998	1.704	Panel Dfg 1998 (vague 2)	ZA3066
B2002	1.598	Panel Dfg 20028 (vague 2)	ZA3861
B2005	942	Nachwahlstudie Bürger und Parteien	ZA4332
B2009	743	Gles	ZA5301

Annexe 1.2
Les données d'enquête en Allemagne de l'Ouest

	N	Description	Référence
B1949	1.967		ZA2361
B1953	3.246	Bundesstudie 1953	ZA0145
B1957	2.179	Wahlstudie 1957 (vague III)	ZA3272
B1961	1.715	Kölner Wahlstudie (vague 2)	ZA0057
B1965	1.305	Nachwahlstudie 1965	ZA0314
B1969	766	Panelstudie 1969 (vague 2)	ZA0426
B1972	1.222	Panelstudie 1972 (vague 3)	ZA0635
B1976	1.196	Panelstudie 1976 (vague 3)	ZA0823
B1980	1.001	Politbarometer West (vague 9)	ZA1053
B1983	1.014	Panelstudie 1983 (vague 3)	ZA1276
B1987	1.311	Panelstudie 1987 (vague 2)	ZA1537
B1990	899	Panelstudie 1990 (vague 4)	ZA1919
B1994	957	Nachwahlstudie 1994	ZA2601
B1998	1.073	Panel Dfg 1998 (vague 2)	ZA3066
B2002	1.013	Panel Dfg 20028 (vague 2)	ZA3861
B2005	1.598	Nachwahlstudie Bürger und Parteien	ZA4332
B2009	1.372	Gles	ZA5301

La construction des dimensions d'attitude

Le nombre réduit de questions communes à l'ensemble des enquêtes post-électorales mobilisées exclut d'emblée l'hypothèse de mesures directement comparables dans le temps. Pour contourner cette difficulté, une stratégie de mesure alternative a dû être privilégiée. Elle repose sur l'idée de dimensions latentes : pour chaque enquête, on suppose que les électeurs peuvent être distingués selon des dimensions d'attitude (le conservatisme moral, l'adhésion au libéralisme économique, le niveau d'ethnocentrisme) et que ces dimensions peuvent être indirectement approchées grâce aux questions d'opinion qui s'y rapportent.

La technique statistique retenue ici est l'analyse des correspondances multiples (Acm) spécifique. Cette technique permet de construire des axes sur la base des questions intégrées dans l'analyse, axes qui rendent chacun compte d'une dimension latente aux données. Cette méthode permet également de hiérarchiser les axes selon leur poids dans la structuration des données, mais elle ne donne pas d'indication définitive quant à leur contenu substantiel. Les axes doivent être interprétés à partir du nuage des modalités, ce qui implique préalablement de vérifier lequel capte la dimension d'attitude recherchée.

Ce type de méthode est particulièrement bien adapté à l'exploration des modalités de réponse aux questions d'opinion posées dans les enquêtes universitaires : l'Acm spécifique suppose des variables nominales et permet d'inclure des individus qui n'auraient pas répondu à une question sans affecter la définition des axes (seules les modalités d'intérêt participent au calcul des distances entre individus et à la construction des nuages de points).

Dans cette méthode, chaque individu est défini par sa coordonnée factorielle sur les différents axes construits. Chaque axe retenu pour mesurer une dimension d'attitude prend donc la forme d'une variable continue. Toutefois, un axe calculé dans une enquête n'est pas directement comparable avec un axe défini dans une autre enquête car leurs bornes ne sont pas les mêmes. Pour résoudre ce problème, chaque axe peut être transformé et standardisé en unités d'écart-type dans l'enquête dont il est issu. De la sorte, dans chaque enquête, tous les individus ont une position calculée en fonction du point moyen de l'échantillon duquel ils sont extraits. Par définition, ce point moyen vaut 0. Ainsi, si la standardisation des axes ne permet pas de suivre l'évolution du point moyen de chaque échantillon dans le temps (et donc de savoir, par exemple, si l'adhésion au libéralisme économique progresse ou recule), elle permet d'apprécier l'évolution de la position relative des électeurs en fonction de leurs caractéristiques sociales ou politiques, ce qui est précisément l'objectif poursuivi.

Les variables d'attitude

L'adhésion au libéralisme économique

Ci-après sont listés les thèmes des questions d'opinion et le nom des variables qui ont contribué à la construction de la mesure de l'adhésion au libéralisme économique. A la suite est indiqué l'axe de l'Acm spécifique qui capte la dimension d'attitude.

Ouest, 1976. Le contrôle de l'Etat sur l'économie (v503). Le rôle de l'Etat (v505). Axe 2

Ouest, 1983. La fixation du prix des loyers (v321). Le contrôle des allocations pour les chômeurs (v323). L'incitation à l'investissement des entrepreneurs (v331). La destruction de l'Etat (v332). Axe 1

Ouest, 1990. Lutter contre le chômage (v369). Sécuriser les retraites (v374). Axe 1

Ouest, 1994. La lutte contre le chômage (v25). Le rôle de l'Etat dans l'économie (v39). L'augmentation des retraites (v100). Axe 1

Ouest, 1998. L'économie administrée (v350b). Le travail pour tous ceux qui veulent (v176a). La responsabilité de l'Etat pour l'emploi (v177a). Axe 1

Ouest, 2002. L'économie administrée (v350b). Le socialisme (v350p). Axe 1

Ouest, 2005. L'assurance maladie universelle (f053_1). L'augmentation de la Tva et la baisse des coûts salariaux (f055_1).

Ouest, 2009. Les impôts et les aides sociales (q81). Le socialisme (q87e). Le salaire minimum (q160b). Le salaire maximum (q160d). La justification des hauts salaires (q160f). Axe 1

Est, 1994. La lutte contre le chômage (v25). Le rôle de l'Etat dans l'économie (v39). L'augmentation des retraites (v100). Axe 1

Est, 1998. L'économie administrée (v350b). Le travail pour tous ceux qui veulent (v176a). La responsabilité de l'Etat pour l'emploi (v177a). Axe 1

Est, 2002. L'économie administrée (v350b). Le socialisme (v350p). Axe 1

Est, 2005. L'assurance maladie universelle (f053_1). L'augmentation de la Tva et la baisse des coûts salariaux (f055_1). Axe 1

Est, 2009. Les impôts et les aides sociales (q81). Le socialisme (q87e). Le salaire minimum (q160b). Le salaire maximum (q160d). La justification des hauts salaires (q160f). Axe 1

Le conservatisme moral

Ci-après sont listés les thèmes des questions d'opinion et le nom des variables qui ont contribué à la construction de la mesure de conservatisme moral. A la suite est indiqué l'axe de l'Acm spécifique qui capte la dimension d'attitude.

Ouest, 1976. L'importance de l'ordre public (v504). La place de la religion dans l'espace public (v506). L'avortement (v519). Axe 1

Ouest, 1983. La législation sur l'avortement (v330). L'ordre public (v184). Axe 1

Ouest, 1990. Thermomètre Eglise catholique (v120). L'ordre public (v370). Axe 1

L'ethno-autoritarisme

Ci-après sont listés les thèmes des questions d'opinion et le nom des variables qui ont contribué à la construction de la variable d'ethno-autoritarisme. A la suite est indiqué l'axe de l'Acm spécifique qui capte la dimension d'attitude.

Ouest, 1994. Le contrôle des flux d'immigration (v41). L'adaptation des étrangers au style de vie (v44). Le renvoi des étrangers en cas de chômage (v45). Les droits politiques pour les étrangers (v46). Les mariages mixtes (v47). Axe 1

Ouest, 1998. La menace immigration (v350l). Les mariages mixtes (v350n). Les attaques contre les centres pour asile (v350r). La fierté d'être allemand (v350a). Le renvoi des étrangers (v174b). Axe 1

Ouest, 2002. La menace immigration (v350l). Les mariages mixtes (v350n). Les attaques contre les centres pour asile (v350r). La fierté d'être allemand (v350a). Le renvoi des étrangers (v174b). Axe 1

Ouest, 2005. La grandeur du peuple allemand (f062_1). L'influence des Juifs (f062_3). Le renvoi des étrangers en cas de chômage (f062_4). Un chef pour résoudre les problèmes (f062_5). Les bons côtés du nazisme (f062_6). Axe 1

Ouest, 2009. Le respect des règles dans la société (q76c). Le contrôle de l'immigration (q82). Axe 1

Est, 1994. Le contrôle des flux d'immigration (v41). L'adaptation des étrangers au style de vie (v44). Le renvoi des étrangers en cas de chômage (v45). Les droits politiques pour les étrangers (v46). Les mariages mixtes (v47). Axe 1

Est, 1998. La menace immigration (v350l). Les mariages mixtes (v350n). Les attaques contre les centres pour asile (v350r). La fierté d'être allemand (v350a). Le renvoi des étrangers (v174b). Axe 1

Est, 2002. La menace immigration (v350l). Les mariages mixtes (v350n). Les attaques contre les centres pour asile (v350r). La fierté d'être allemand (v350a). Le renvoi des étrangers (v174b). Axe 1

Est, 2005. La grandeur du peuple allemand (f062_1). L'influence des Juifs (f062_3). Le renvoi des étrangers en cas de chômage (f062_4). Un chef pour résoudre les problèmes (f062_5). Les bons côtés du nazisme (f062_6). Axe 1

Est, 2009. Le respect des règles dans la société (q76c). Le contrôle de l'immigration (q82). Axe 2

Annexe 2

Les enquêtes électorales françaises

Les données

Les données de sondage proviennent des grandes enquêtes universitaires françaises. A défaut d'une tradition comparable aux *American National Election Studies* ou aux *British National Election Studies* dans la répétition des indicateurs et des variables, elles forment une série relativement longue, qui couvre l'ensemble de la Cinquième République

Seules les vagues d'enquête post-électorales ont été retenues. Parmi les dix enquêtes correspondant à ce critère, deux ont été exclues : l'enquête de 1958, en raison de l'absence de certaines variables ; l'enquête de 1997, afin d'assurer une homogénéité des données sur les deux périodes principales de l'histoire électorale française depuis 1958 (les législatives sur la période 1962-1981, la présidentielle sur la période 1984-2007). Les principales caractéristiques des huit enquêtes mobilisées sont détaillées dans l'annexe 2.1.

Annexe 2.1

Les enquêtes électorales françaises

	N	Premiers investigateurs	Institut
L1962	1.511	G. Dupeux, G. Michelat	IFOP
L1967	2.046	P.E. Converse, G. Dupeux, R. Pierce	SOFRES
L1968	1.902	R. Inglehart	IFOP
L1978	4.507	CEVIPOF	SOFRES
P1988	4.032	CEVIPOF	SOFRES
P1995	4.078	CEVIPOF	SOFRES
P2002	4.017	CEVIPOF – CIDSF – CECOP	SOFRES
P2007	4.006	CEVIPOF	IFOP

Les variables d'attitude

Les deux variables d'attitudes mobilisées dans la thèse, l'adhésion au libéralisme économique et l'ethno-autoritarisme, ont été construites sur la base des données disponibles dans les enquêtes. En raison de certaines limitations, l'adhésion au libéralisme économique n'a pu être mesurée que dans les enquêtes de 1967, 1978, 1988, 1995, 2002 et 2007. Quant à l'ethno-autoritarisme, il n'a pu être mesuré que dans les enquêtes de 1978, 1988, 1995, 2002 et 2007. La méthode de construction de ces variables est détaillée dans l'annexe 1.

L'adhésion au libéralisme économique

Ci-après sont listées toutes les questions d'opinion qui ont contribué à la construction de la mesure de l'adhésion au libéralisme économique. Dans toutes les enquêtes examinées, cette dimension d'attitude a été captée par l'axe 1 de l'Acm spécifique réalisée.

1967. L'importance d'une répartition équitable des revenus entre les catégories de Français (v21). Dans la répartition du revenu national, les ouvriers sont vraiment défavorisés (v27). Les droits des syndicats devraient être mieux défendus (v31).

1978. Supprimer les avantages d'un bon nombre pour réduire les inégalités sociales entre les gens (t26). Elargir et développer le secteur nationalisé (t27). Interdire le licenciement tant qu'un nouvel emploi n'est pas garanti (t30). Nous vivons dans une société caractérisée par la lutte des classes (t68).

1988. Si tous les gens gagnaient la même chose, ça ne les encouragerait pas à travailler (q1a6). Sentiment à l'égard d'un homme qui fait fortune en quelques années (q3). Le rôle de l'Etat à l'égard des entreprises (q4). Connotation du mot socialisme (q8a1). Connotation du mot profit (q8a2). Connotation du mot bourse (q8a3). Connotation du mot nationalisations (q8a4). Connotation du mot entreprise (q8a5). Connotation du mot privatisations (q8a6). L'Etat devrait garantir à chaque foyer un revenu minimum (q31a2). Il faudrait rétablir l'impôt sur les grandes fortunes (q31a9).

1995. Connotation du mot compétition (q21a4). Connotation du mot profit (q21a5). Connotation du mot privatisations (q21a12). La priorité entre l'amélioration de la situation des salariés et la compétitivité de l'économie française (q36).

2002. Il faudrait interdire aux entreprises de licencier (xq237). Le rôle de l'Etat à l'égard des entreprises (xq239). Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires (xq39p2_0). L'importance de réduire l'écart entre les riches et les pauvres (xq238_4).

2007. On devrait augmenter les impôts pour ceux qui gagnent plus de 4000 € par mois (Q64SC). Il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres (Q64SD). Connotation du mot privatisations (Q138S1). Connotation du mot profit (Q138S2). La mondialisation est un danger ou une chance (Q320). Le Rmi donne le coup de pouce nécessaire ou risque d'inciter les gens à s'en contenter (Q321). Les patrons devraient avoir le droit de licencier plus facilement (Q322S2). Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires (Q322S5). Le rôle de

l'Etat à l'égard des entreprises (Q323). La priorité entre l'amélioration de la situation des salariés et la compétitivité de l'économie française (Q136).

L'ethno-autoritarisme

Ci-après sont listées toutes les questions d'opinion qui ont contribué à la construction de la variable d'ethno-autoritarisme pour chaque année. Ici aussi, cette dimension d'attitude a été systématiquement captée par l'axe 1 des Acm spécifiques réalisées.

1978. La sévérité des tribunaux face aux jeunes délinquants (t74). L'école devrait donner le sens de la discipline ou former des gens à l'esprit éveillé (t77).

1988. Je suis fier d'être français (q1a4). Il y a trop d'immigrés en France (q1a9). L'école devrait donner le sens de la discipline ou former des gens à l'esprit éveillé (q10). On ne sent plus chez soi comme avant (q31a3). Les Juifs ont trop de pouvoir en France (q31a5). Dans la société il faut une hiérarchie et des chefs (q31a7). Il serait normal que les Musulmans vivant en France aient des mosquées (q31a8). Il faudrait rétablir la peine de mort (q31a10).

1995. Il y a trop d'immigrés en France (q7a1). Il faudrait rétablir la peine de mort (q7a4). Il serait normal que les Musulmans vivant en France aient des mosquées (q7a5). On ne sent plus chez soi comme avant (q7a6). Connotation du mot autorité (q21a8). Connotation du mot islam (q21a13). L'école devrait donner le sens de la discipline ou former des gens à l'esprit éveillé (q22a1).

2002. Il y a trop d'immigrés en France (xq39p2_1). Il faudrait rétablir la peine de mort (xq39p2_2). Les Juifs ont trop de pouvoir en France (xq39p2_4). L'école devrait donner le sens de la discipline ou former des gens à l'esprit éveillé (xq58). L'importance de l'ordre public (xq238_2).

2007. Il faudrait rétablir la peine de mort (Q64S5). Il y a trop d'immigrés en France (Q64S6). On ne sent plus chez soi comme avant (Q64S7). En matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un Français (Q64SH). L'école devrait donner le sens de la discipline ou former des gens à l'esprit éveillé (Q135). Connotation du mot islam (Q138S3). Connotation du mot identité nationale (Q138S8).

Annexe 3

Les résultats électoraux en Allemagne

Les données

Les résultats électoraux allemands proviennent de fichiers produits et transmis par le *Statistisches Bundesamt*. Les résultats complets des élections au *Bundestag* sont présentés dans les tableaux suivants. Ils portent sur l'ensemble du territoire fédéral, avec les variations que cela implique : l'intégration de la Sarre lors des élections de 1957 et l'arrivée des nouveaux *Länder* de l'Est lors des élections de 1990.

Les résultats sont en pourcentage des électeurs inscrits pour les votants et pour les suffrages exprimés, et en pourcentage des exprimés pour les résultats des forces politiques. Le mode de scrutin à deux voix est utilisé pour la première fois lors des élections de 1953 : en 1949, les électeurs ne disposaient que d'une seule voix.

Annexe 3.1
Les élections au *Bundestag* du 14 août 1949

	Voix		Sièges
	Nombre	%	Total
Inscrits	31 207 620		
Votants	24 495 614	78,5	
Exprimés	23 732 398	76,0	421
SPD	6 934 975	29,2	140
CDU	5 978 636	25,2	120
CSU	1 380 448	5,8	24
FDP	2 829 920	11,9	57
BP	986 478	4,2	17
DKP/DRP	429 031	1,8	5
DP	939 934	4,0	17
Zentrum	727 505	3,1	10
EVD	26 162	0,1	
KPD	1 361 706	5,7	15
Parteilose	1 141 647	4,8	3
RSF	216 749	0,9	
RWVP	21 931	0,1	
SSW	75 388	0,3	1
WAV	681 888	2,9	12
SPD + CDU	14 294 059	60,2	284
Autres	9 438 339	39,8	127

Annexe 3.2
Les élections au *Bundestag* du 6 septembre 1953

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	33 120 940		33 120 940			
Votants	28 479 550	86,0	28 479 550	86,0		
Exprimés	27 519 760	83,1	27 551 272	83,2	242	487
KPD	611 317	2,2	607 860	2,2		
SPD	8 131 257	29,5	7 944 943	28,8	45	151
FDP	2 967 566	10,8	2 629 163	9,5	14	48
CDU	9 577 659	34,8	10 016 594	36,4	130	191
CSU	2 450 286	8,9	2 427 387	8,8	42	52
GB/BHE	1 613 215	5,9	1 616 953	5,9		27
BP	399 070	1,5	465 641	1,7		
DP	1 073 031	3,9	896 128	3,3	10	15
DRP	204 725	0,7	295 739	1,1		
Zentrum	55 835	0,2	217 078	0,8	1	3
GVP	286 465	1,0	318 475	1,2		
Autres	149 334	0,5	115 311	0,4		
SPD + CDU	20 159 202	73,3	20 388 924	74,0	217	394
Tiers-partis	7 360 558	26,7	7 162 348	26,0	25	93

Annexe 3.3
Les élections au *Bundestag* du 15 septembre 1957

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	35 400 923		35 400 923			
Votants	31 072 894	87,8	31 072 894	87,8		
Exprimés	30 156 214	85,2	29 905 428	84,5	247	497
CDU	11 975 400	39,7	11 875 339	39,7	147	217
SPD	9 651 669	32,0	9 495 571	31,8	46	169
CSU	3 186 150	10,6	3 133 060	10,5	47	53
FDP	2 276 234	7,5	2 307 135	7,7	1	41
DP	1 062 293	3,5	1 007 282	3,4	6	17
DRP	290 622	1,0	308 564	1,0		
GB/BHE	1 324 636	4,4	1 374 066	4,6		
Autres	389 210	1,3	404 411	1,4		
SPD + CDU	24 813 219	82,3	24 503 970	81,9	240	439
Tiers-partis	5 342 995	17,7	5 401 458	18,1	7	58

Annexe 3.4
Les élections au *Bundestag* du 17 septembre 1961

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	37 440 715		37 440 715			
Votants	32 849 624	87,7	32 849 624	87,7		
Exprimés	32 004 466	85,5	31 550 901	84,3	247	499
SPD	11 672 057	36,5	11 427 355	36,2	91	190
CDU	11 622 995	36,3	11 283 901	35,8	114	192
FDP	3 866 269	12,1	4 028 766	12,8		67
CSU	3 104 742	9,7	3 014 471	9,6	42	50
DFU	587 488	1,8	609 918	1,9		
GDP	859 290	2,7	870 756	2,8		
Autres	291 625	1,0	315 734	1,0		
SPD + CDU	26 399 794	82,5	25 725 727	81,5	247	449
Tiers-partis	5 604 672	17,5	5 825 174	18,5	0	50

Annexe 3.5
Les élections au *Bundestag* du 19 septembre 1965

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	38 510 395		38 510 395			
Votants	33 416 207	86,8	33 416 207	86,8		
Exprimés	32 437 049	84,2	32 620 442	84,7	248	496
SPD	12 998 474	40,1	12 813 186	39,3	94	202
CDU	12 631 319	38,9	12 387 562	38,0	118	196
CSU	3 204 648	9,9	3 136 506	9,6	36	49
FDP	2 562 294	7,9	3 096 739	9,5		49
DFU	386 900	1,2	434 182	1,3		
NPD	587 216	1,8	664 193	2,0		
Autres	66 198	0,1	88 074	0,3		
SPD + CDU	28 834 441	88,9	28 337 254	86,9	248	447
Tiers-partis	3 602 608	11,1	4 283 188	13,1	0	49

Annexe 3.6
Les élections au *Bundestag* du 28 septembre 1969

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	38 677 235		38 677 235			
Votants	33 523 064	86,7	33 523 064	86,7		
Exprimés	32 713 516	84,6	32 966 024	85,2	248	496
SPD	14 402 374	44,0	14 065 716	42,7	127	224
CDU	12 137 148	37,1	12 079 535	36,6	87	193
CSU	3 094 176	9,5	3 115 652	9,5	34	49
FDP	1 554 651	4,8	1 903 422	5,8		30
NPD	1 189 375	3,6	1 422 010	4,3		
Autres	335 792	1,0	379 689	1,1		
SPD + CDU	29 633 698	90,6	29 260 903	88,8	248	466
Tiers-partis	3 079 818	9,4	3 705 121	11,2	0	30

Annexe 3.7
Les élections au *Bundestag* du 19 novembre 1972

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	41 446 302		41 446 302			
Votants	37 761 589	91,1	37 761 589	91,1		
Exprimés	37 303 779	90,0	37 459 750	90,4	248	496
SPD	18 228 239	48,9	17 175 169	45,8	152	230
CDU	13 304 813	35,7	13 190 837	35,2	65	177
CSU	3 620 625	9,7	3 615 183	9,7	31	48
FDP	1 790 513	4,8	3 129 982	8,4		41
DKP	146 258	0,4	113 891	0,3		
NPD	194 389	0,5	207 465	0,6		
Autres	18 942	0,1	27 223	0,1		
SPD + CDU	35 153 677	94,2	33 981 189	90,7	248	455
Tiers-partis	2 150 102	5,8	3 478 561	9,3	0	41

Annexe 3.8
Les élections au *Bundestag* du 3 octobre 1976

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	42 058 015		42 058 015			
Votants	38 165 753	90,7	38 165 753	90,7		
Exprimés	37 695 644	89,6	37 822 500	89,9	248	496
SPD	16 471 321	43,7	16 099 019	42,6	114	214
CDU	14 423 157	38,3	14 367 302	38,0	94	190
CSU	4 008 514	10,6	4 027 499	10,6	40	53
FDP	2 417 683	6,4	2 995 085	7,9		39
NPD	136 028	0,4	122 661	0,3		
Autres	238 941	0,7	210 934	0,6		
SPD + CDU	34 902 992	92,6	34 493 820	91,2	248	457
Tiers-partis	2 792 652	7,4	3 328 680	8,8	0	39

Annexe 3.9
Les élections au *Bundestag* du 5 octobre 1980

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	43 231 741		43 231 741			
Votants	38 292 176	88,6	38 292 176	88,6		
Exprimés	37 806 531	87,5	37 938 981	87,8	248	497
SPD	16 808 861	44,5	16 260 677	42,9	127	218
CDU	13 467 207	35,6	12 989 200	34,2	81	174
CSU	3 941 365	10,4	3 908 459	10,3	40	52
FDP	2 720 480	7,2	4 030 999	10,6		53
Grünen	732 619	1,9	569 589	1,5		
NPD			68 096	0,2		
Autres	135 999	0,4	111 961	0,3		
SPD + CDU	34 217 433	90,5	33 158 336	87,4	248	444
Tiers-partis	3 589 098	9,5	4 780 645	12,6	0	53

Annexe 3.10
Les élections au *Bundestag* du 6 mars 1983

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	44 088 935		44 088 935			
Votants	39 279 529	89,1	39 279 529	89,1		
Exprimés	38 845 353	88,1	38 940 687	88,3	248	498
SPD	15 686 033	40,4	14 865 807	38,2	68	193
CDU	15 943 460	41,0	14 857 680	38,2	136	191
CSU	4 318 800	11,1	4 140 865	10,6	44	53
FDP	1 087 918	2,8	2 706 942	7,0		34
Grünen	1 609 855	4,1	2 167 431	5,6		27
NPD	57 112	0,1	91 095	0,2		
Autres	142 175	0,4	110 867	0,3		
SPD + CDU	35 948 293	92,5	33 864 352	87,0	248	437
Tiers-partis	2 897 060	7,5	5 076 335	13,0	0	61

Annexe 3.11
Les élections au *Bundestag* du 25 janvier 1987

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	45 327 982		45 327 982			
Votants	38 223 860	84,3	38 225 294	84,3		
Exprimés	37 741 379	83,3	37 867 319	83,5	248	497
SPD	14 787 953	39,2	14 025 763	37,0	79	186
CDU	14 168 527	37,5	13 045 745	34,5	124	174
CSU	3 859 244	10,2	3 715 827	9,8	45	49
FDP	1 760 496	4,7	3 440 911	9,1		46
Grünen	2 649 459	7,0	3 126 256	8,3		42
NPD	182 880	0,5	227 054	0,6		
Autres	332 820	0,9	285 763	0,8		
SPD + CDU	32 815 724	86,9	30 787 335	81,3	248	409
Tiers-partis	4 925 655	13,1	7 079 984	18,7	0	88

Annexe 3.12
Les élections au *Bundestag* du 2 décembre 1990

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	60 436 560		60 436 560			
Votants	46 995 915	77,8	46 995 915	77,8		
Exprimés	46 274 925	76,6	46 455 772	76,9	328	662
CDU	17 707 574	38,3	17 055 116	36,7	192	268
SPD	16 279 980	35,2	15 545 366	33,5	91	239
FDP	3 595 135	7,8	5 123 233	11,0	1	79
CSU	3 423 904	7,4	3 302 980	7,1	43	51
Grünen	2 037 885	4,4	1 788 200	3,8		
PDS	1 049 245	2,3	1 129 578	2,4	1	17
B90/Grünen	552 027	1,2	559 207	1,2		8
Republikan.	767 652	1,7	987 269	2,1		
Autres	861 523	1,9	964 823	2,0		
SPD + CDU	37 411 458	80,8	35 903 462	77,3	326	512
Tiers-partis	8 863 467	19,2	10 552 310	22,7	2	104

Annexe 3.13
Les élections au *Bundestag* du 16 octobre 1994

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	60 452 009		60 452 009			
Votants	47 737 999	79,0	47 737 999	79,0		
Exprimés	46 949 356	77,7	47 105 174	77,9	328	672
CDU	17 473 325	37,2	16 089 960	34,2	177	244
SPD	17 966 813	38,3	17 140 354	36,4	103	252
FDP	1 558 185	3,3	3 258 407	6,9		47
CSU	3 657 627	7,8	3 427 196	7,3	44	50
Grünen	3 037 902	6,5	3 424 315	7,3		49
PDS	1 920 420	4,1	2 066 176	4,4	4	30
Republikan.	787 757	1,7	875 239	1,9		
Autres	547 327	1,2	823 527	1,7		
SPD + CDU	39 097 765	83,3	36 657 510	77,8	324	546
Tiers-partis	7 851 591	16,7	10 447 664	22,2	4	126

Annexe 3.14
Les élections au *Bundestag* du 27 septembre 1998

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	60 762 751		60 762 751			
Votants	49 947 087	82,2	49 947 087	82,2		
Exprimés	49 166 580	80,9	49 308 512	81,1	328	669
SPD	21 535 893	43,8	20 181 269	40,9	212	298
CDU	15 854 215	32,2	14 004 908	28,4	74	198
CSU	3 602 472	7,3	3 324 480	6,7	38	47
Grünen	2 448 162	5,0	3 301 624	6,7		47
FDP	1 486 433	3,0	3 080 955	6,2		43
PDS	2 416 781	4,9	2 515 454	5,1	4	36
DVU			601 192	1,2		
Republikan.	1 115 664	2,3	906 383	1,8		
NPD	45 043	0,1	126 571	0,3		
Autres	661 917	1,3	1 265 676	2,6		
SPD + CDU	40 992 580	83,4	37 510 657	76,1	324	543
Tiers-partis	8 174 000	16,6	11 797 855	23,9	4	126

Annexe 3.15
Les élections au *Bundestag* du 22 septembre 2002

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	61 432 868		61 432 868			
Votants	48 582 761	79,1	48 582 761	79,1		
Exprimés	47 841 724	77,9	47 996 480	78,1	299	603
SPD	20 059 967	41,9	18 488 668	38,5	171	251
CDU	15 336 512	32,1	14 167 561	29,5	82	190
CSU	4 311 178	9,0	4 315 080	9,0	43	58
Grünen	2 693 794	5,6	4 110 355	8,6	1	55
FDP	2 752 796	5,8	3 538 815	7,4		47
PDS	2 079 203	4,3	1 916 702	4,0	2	2
Republikan.	55 947	0,1	280 671	0,6		
NPD	103 209	0,2	215 232	0,4		
Autres	449 118	0,9	963 396	2,0		
SPD + CDU	39 707 657	83,0	36 971 309	77,0	296	499
Tiers-partis	8 134 067	17,0	11 025 171	23,0	3	104

Annexe 3.16
Les élections au *Bundestag* du 18 septembre 2005

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	61 870 711		61 870 711			
Votants	48 044 134	77,7	48 044 134	77,7		
Exprimés	47 194 062	76,3	47 287 988	76,4	299	614
SPD	18 129 100	38,4	16 194 665	34,2	145	222
CDU	15 390 950	32,6	13 136 740	27,8	106	180
FDP	2 208 531	4,7	4 648 144	9,8		61
Die Linke	3 764 168	8,0	4 118 194	8,7	3	54
Grünen	2 538 913	5,4	3 838 326	8,1	1	51
CSU	3 889 990	8,2	3 494 309	7,4	44	46
NPD	857 777	1,8	748 568	1,6		
Republikan.	38 678	0,1	266 101	0,6		
Autres	375 955	0,8	842 941	1,8		
SPD + CDU	37 410 040	79,3	32 825 714	69,4	295	448
Tiers-partis	9 784 022	20,7	14 462 274	30,6	4	166

Annexe 3.17
Les élections au *Bundestag* du 27 septembre 2009

	Premières voix		Secondes voix		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Directs	Total
Inscrits	62 168 489		62 168 489			
Votants	44 005 575	70,8	44 005 575	70,8		
Exprimés	43 248 000	69,6	43 371 190	69,8	299	622
CDU	13 856 674	32,0	11 828 277	27,3	173	194
SPD	12 079 758	27,9	9 990 488	23,0	64	146
FDP	4 076 496	9,4	6 316 080	14,6		93
Die Linke	4 791 124	11,1	5 155 933	11,9	16	76
Grünen	3 977 125	9,2	4 643 272	10,7	1	68
CSU	3 191 000	7,4	2 830 238	6,5	45	45
NPD	768 442	1,8	635 525	1,5		
Republikan.	30 061	0,1	193 396	0,4		
DVU			45 752	0,1		
Autres	477 320	0,9	1 732 229	4,0		
SPD + CDU	29 127 432	67,3	24 649 003	56,8	282	385
Tiers-partis	14 120 568	32,7	18 722 187	43,2	17	237

Annexe 4

Les résultats électoraux en France

Les données

Les résultats électoraux utilisés pour la France proviennent soit de fichiers produits par la Banque de Données Socio-Politiques de Grenoble et diffusés par le Centre de Données Socio-Politiques de Sciences Po (pour les scrutins antérieurs à 1993), soit de fichiers produits par le Ministère de l'Intérieur (pour les scrutins postérieurs à 1993).

Les résultats des élections législatives et des élections présidentielles sont présentés dans les tableaux suivants. Pour les élections législatives, les résultats sont ceux des fichiers par département. Pour l'élection présidentielle, ils ont été repris au *Journal Officiel*.

Les résultats portent sur la seule France métropolitaine, afin de pouvoir comparer les résultats entre les différents types de scrutin. Ils sont en pourcentage des inscrits pour les votants et pour les exprimés, et en pourcentage des exprimés pour les résultats des candidats ou des forces politiques.

La typologie des milieux ouvriers

Trois types de milieux ouvriers (cantons ou communes) ont été distingués en fonction de leur orientation politique. Dans un premier temps, ces unités territoriales ont été retenues sur la base des données du recensement général de population de 1999 : toutes comptent une proportion très élevée d'ouvriers au sein de leur population active (généralement supérieure à 40 %), qui garantit une certaine homogénéité sociale. Dans un second temps, elles ont été classées selon les évolutions du score de la gauche au second tour de l'élection présidentielle entre 1995 et 2007. Dans un contexte de stabilité générale des rapports de force électoraux sur la France métropolitaine (52,7 % pour Jacques Chirac en 1995 ; 46,7 % pour Nicolas Sarkozy en 2007), il est possible de différencier des bastions de gauche (type I), des bastions de droite (type II) et des territoires basculant de la gauche vers la droite (type III). Dans un troisième temps, les fiefs de gauche ont été séparés en deux sous-types communiste et socialiste selon la force dominante localement.

Annexe 4.1
Les élections constituanes du 10 novembre 1946

Tour unique (représentation proportionnelle)		
	Suffrages	%
Inscrits	25 087 233	
Votants	19 575 097	78,0
Exprimés	19 203 070	76,5
PCI	61 818	0,3
PCF	5 489 288	28,6
SFIO	3 431 954	17,9
RGR	2 082 640	10,8
MRP	5 039 651	26,2
PRL	2 478 080	12,9
Union gaulliste	619 639	3,2
Gauche	8 983 060	46,8
Droite	10 220 010	53,2
Autres	0	0,0

Annexe 4.2
Les élections législatives du 17 juin 1951

Tour unique (représentation proportionnelle)		
	Suffrages	%
Inscrits	24 530 523	
Votants	19 661 803	80,2
Exprimés	19 129 064	78,0
PCF	4 925 528	26,0
SFIO	2 791 883	14,7
DVG	131 192	0,7
RGR	1 977 630	10,4
MRP	2 571 898	13,6
Modérés	2 053 304	10,8
RPF	3 986 035	21,0
DVD	316 915	1,7
EXD	200 090	1,1
Gauche	7 848 603	41,4
Droite	11 105 872	58,6
Autres	0	0,0

Annexe 4.3
Les élections législatives du 2 janvier 1956

	Tour unique (représentation proportionnelle)	
	Suffrages	%
Inscrits	26 786 426	
Votants	22 148 314	82,7
Exprimés		
EXG	96 318	0,5
PCF	5 526 994	25,9
SFIO	3 050 201	14,3
Radicaux de gauche	2 579 600	12,1
Radicaux de droite	770 077	3,6
MRP	2 455 201	11,5
Modérés	3 242 395	15,2
Républicains sociaux	799 276	3,7
DVD	154 764	0,7
Poujadistes	2 446 061	11,5
EXD	199 288	0,9
Gauche	11 253 113	52,8
Droite	10 067 062	47,2
Autres	0	0,0

NB. Les résultats sont en pourcentage des inscrits pour les votants et les exprimés ; en pourcentage du total du nombre moyen de voix recueillies par l'ensemble des listes pour les forces politiques. Le résultat des forces politiques est le total du nombre moyen de suffrages qui se sont portés sur leurs listes ; il diffère du nombre total d'exprimés en raison d'une subtilité du mode de scrutin : certains électeurs peuvent avoir voté pour un nombre inférieur de candidats que de sièges à pourvoir s'ils n'ont pas remplacé tous les candidats qu'ils ont rayé de la liste pour laquelle ils ont voté.

Annexe 4.4
Les élections législatives des 23 et 30 novembre 1958

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	27 244 992	
Votants	21 026 542	77,2
Exprimés	20 492 367	75,2
PCF	3 870 184	18,9
UFD	184 673	0,9
Radicaux UFD	63 588	0,3
SFIO	3 171 459	15,5
Radicaux socialistes	1 177 732	5,7
Divers	105 201	0,5
UDSR minoritaires	87 244	0,4
Radicaux centristes	712 734	3,5
MRP	2 272 643	11,1
CNI	2 902 790	14,2
Modérés	1 188 330	5,8
CRR	413 559	2,0
UNR	3 679 960	18,0
Gaullistes divers	135 626	0,7
Poujadistes	301 371	1,5
EXD	225 273	1,1
Gauche	8 467 636	41,3
Droite	11 919 530	58,2
Autres	105 201	0,5

Annexe 4.5
Les élections législatives des 18 et 25 novembre 1962

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	27 540 358	
Votants	18 918 154	68,7
Exprimés	18 333 788	66,6
EXG	6 464	0,0
PSU	363 842	2,0
PCF	4 010 463	21,9
SFIO	2 279 209	12,4
Radicaux socialistes	907 075	4,9
Radicaux centristes	453 390	2,5
Divers	13 478	0,1
MRP	1 443 838	7,9
CNI	1 341 748	7,3
Modérés	769 419	4,2
UNR-UDT	5 877 127	32,1
Maj – MRP	235 921	1,3
Maj – RI	427 821	2,3
Maj – DVD	64 793	0,4
Poujadistes	50 874	0,3
EXD	88 326	0,5
Gauche	8 020 443	43,7
Droite	10 299 867	56,2
Autres	13 478	0,1

Annexe 4.6
Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	28 242 549	
Votants	22 910 839	81,1
Exprimés	22 389 474	79,3
EXG	21 220	0,1
PSU	473 846	2,1
PCF	5 039 032	22,5
FGDS	4 231 173	18,9
Régionalistes	5 035	0,0
Radicaux centristes	294 525	1,3
Centre démocrate	3 155 367	14,1
Modérés	435 455	1,9
UD – Vème	7 022 495	31,4
Maj – CD	195 616	0,9
Maj – DVD	159 978	0,7
RI	1 230 870	5,5
Alliance républicaine	80 795	0,4
EXD	44 067	0,2
Gauche	9 765 271	43,6
Droite	12 619 168	56,4
Autres	5 035	0,0

Annexe 4.7
Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	28 178 087	
Votants	22 530 455	80,0
Exprimés	22 147 207	78,6
EXG	14 778	0,1
PSU	862 515	3,9
PCF	4 434 831	20,0
FGDS	3 662 443	16,5
Radicaux socialistes	80 102	0,4
Divers	113 634	0,5
Régionalistes	6 299	0,0
Radicaux centristes	89 576	0,4
Centre démocrate	2 319 118	10,5
Modérés	259 194	1,2
UDR	8 255 741	37,3
Gaullistes divers	166 672	0,8
RI	1 863 371	8,4
EXD	15 887	0,1
Alliance républicaine	3 046	0,0
Gauche	9 054 669	40,9
Droite	12 972 605	58,6
Autres	119 933	0,5

Annexe 4.8
Les élections législatives des 4 et 11 mars 1973

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	29 883 738	
Votants	24 299 200	81,3
Exprimés	23 752 311	79,5
PSU	463 537	2,0
LO	194 685	0,8
LCR	89 215	0,4
OCI	10 793	0,0
PC	5 085 356	21,4
PS	4 537 348	19,1
MRG	408 734	1,7
DVG	98 331	0,4
Radicaux réformateurs	965 228	4,1
Radicaux divers	2 183 890	9,2
Modérés	810 076	3,4
Front Progressiste	24 785	0,1
URP – UDR	5 706 421	24,0
URP – RI	1 561 939	6,6
URP – CDP	823 622	3,5
URP – DVD	289 990	1,2
UDR	39 121	0,2
RI	138 867	0,6
CDP	90 775	0,4
DVD	107 100	0,5
EXD	122 498	0,5
Gauche	10 887 999	45,8
Droite	12 864 312	54,2
Autres	0	0,0

Annexe 4.9
Les élections législatives des 12 et 19 mars 1978

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	34 424 388	
Votants	28 656 845	83,2
Exprimés	28 098 115	81,6
EXG	917 666	3,3
PCF	5 791 525	20,6
PS	6 403 265	22,8
RDG	606 565	2,2
DVG	230 787	0,8
Divers	232 700	0,8
Ecologistes	574 136	2,0
UDF	5 516 057	19,6
MAJ	979 773	3,5
RPR	6 333 173	22,5
DVD	303 973	1,1
EXD	208 495	0,7
Gauche	13 949 808	49,6
Droite	13 341 471	47,5
Autres	806 836	2,9

Annexe 4.10
Les élections législatives des 14 et 21 juin 1981

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	35 536 041	
Votants	25 182 031	70,9
Exprimés	24 822 945	69,9
EXG	312 649	1,3
PCF	4 003 025	16,1
PS	9 005 608	36,3
MRG	364 978	1,5
DVG	125 729	0,5
Ecologistes	265 647	1,1
Régionalistes	24 445	0,1
UDF	5 060 223	20,4
RPR	5 155 311	20,8
DVD	433 985	1,7
EXD	71 345	0,3
Gauche	13 811 989	55,6
Droite	10 720 864	43,2
Autres	290 092	1,2

Annexe 4.11
Les élections législatives du 16 mars 1986

Tour unique (représentation proportionnelle)		
	Suffrages	%
Inscrits	36 575 457	
Votants	28 708 887	78,5
Exprimés	27 462 702	75,1
EXG	421 156	1,5
PCF	2 661 697	9,7
PS	8 638 148	31,5
RDG	107 606	0,4
DVG	267 922	1,0
Ecologistes	340 727	1,2
Régionalistes	22 552	0,1
UDF	2 315 590	8,4
RPR	3 054 539	11,1
RPR-UDF	5 860 090	21,3
DVD	1 018 035	3,7
EXD	2 754 640	10,0
Gauche	12 096 529	44,0
Droite	15 002 894	54,6
Autres	363 279	1,3

Annexe 4.12
Les élections législatives des 5 et 12 juin 1988

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	37 088 868	
Votants	24 529 264	66,1
Exprimés	23 995 556	64,7
EXG	88 820	0,4
PCF	2 680 213	11,2
PS	8 391 128	35,0
RDG	279 320	1,2
DVG	342 527	1,4
Ecologistes	86 257	0,4
Régionalistes	17 764	0,1
UDF	4 456 961	18,6
RPR	4 612 649	19,2
DVD	672 441	2,8
FN	2 337 158	9,7
EXD	30 318	0,1
Gauche	11 782 008	49,1
Droite	12 109 527	50,5
Autres	104 021	0,4

Annexe 4.13
Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	37 872 226	
Votants	26 248 463	69,3
Exprimés	24 869 312	65,7
EXG	431 673	1,7
PCF	2 273 762	9,1
PS	4 365 362	17,6
MRG	231 370	0,9
DVG	417 714	1,7
Verts	1 024 551	4,1
Génération Ecologie	918 435	3,7
Régionalistes	69 386	0,3
Divers	948 110	3,8
UDF	4 733 120	19,0
RPR	5 037 257	20,3
DVD	1 193 489	4,8
FN	3 156 720	12,7
EXD	68 363	0,3
Gauche	7 719 881	31,0
Droite	14 188 949	57,1
Autres	2 960 482	11,9

Annexe 4.14
Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	38 006 621	
Votants	26 021 601	68,5
Exprimés	24 761 581	65,2
EXG	633 394	2,6
PCF	2 449 423	9,9
PS	5 904 027	23,8
RDG	363 727	1,5
DVG	631 891	2,6
Verts	979 792	4,0
Ecologistes	743 631	3,0
Divers	302 442	1,2
UDF	3 565 334	14,4
RPR	3 824 624	15,4
DVD	1 563 092	6,3
FN	3 774 253	15,2
EXD	25 951	0,1
Gauche	10 962 254	44,3
Droite	12 753 254	51,5
Autres	1 046 073	4,2

Annexe 4.15
Les élections législatives des 9 et 16 juin 2002

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	39 587 281	
Votants	25 781 787	65,1
Exprimés	25 246 638	63,8
EXG	81 559	0,3
LO	301 985	1,2
LCR	320 480	1,3
PCF	1 216 279	4,8
PS	6 086 601	24,1
PRG	388 889	1,5
MRC	299 899	1,2
DVG	275 555	1,1
VEC	1 138 222	4,5
Ecologistes	295 931	1,2
Divers	194 961	0,8
Régionalistes	66 243	0,3
CPNT	422 481	1,7
UDF	1 226 463	4,9
UMP	8 408 234	33,3
DL	104 767	0,4
RPF	94 218	0,4
MPF	202 849	0,8
DVD	921 949	3,7
FN	2 863 126	11,3
MNR	276 398	1,1
EXD	59 549	0,2
Gauche	10 109 469	40,0
Droite	14 157 553	56,1
Autres	979 616	3,9

Annexe 4.16
Les élections législatives des 10 et 17 juin 2007

Premier tour (scrutin uninominal)		
	Suffrages	%
Inscrits	42 333 718	
Votants	25 817 166	61,0
Exprimés	25 353 275	59,9
EXG	879 461	3,5
PCF	1 115 663	4,4
PS	6 346 406	25,0
PRG	342 427	1,4
DVG	363 363	1,4
Verts	835 371	3,3
Ecologistes	207 797	0,8
Régionalistes	55 546	0,2
Divers	233 033	0,9
CPNT	213 427	0,8
MoDem	1 962 886	7,7
NC	616 182	2,4
UMP	10 109 910	39,9
MPF	312 581	1,2
DVD	545 789	2,2
FN	1 111 309	4,4
EXD	102 124	0,4
Gauche	9 882 691	39,0
Droite	12 797 895	50,5
Autres	2 672 689	10,5

Annexe 4.17
L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	28 233 167		28 223 198	
Votants	24 001 961	85,0	23 862 653	84,5
Exprimés	23 757 669	84,1	23 197 512	82,2
F. Mitterrand	7 658 792	32,2	10 553 985	45,5
M. Barbu	277 652	1,2		
J. Lecanuet	3 767 404	15,9		
C. de Gaulle	10 386 734	43,7	12 643 527	54,5
P. Marcilhacy	413 129	1,7		
J-L. Tixier-Vignancourt	1 253 958	5,3		
Gauche	7 658 792	32,2	10 553 985	45,5
Droite	15 821 225	66,6	12 643 527	54,5
Autres	277 652	1,2		

Annexe 4.18
L'élection présidentielle des 1^{er} et 15 juin 1969

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	28 774 041		28 761 494	
Votants	22 492 059	78,2	19 854 087	69,0
Exprimés	22 204 687	77,2	18 558 871	64,5
A. Krivine	236 237	1,1		
J. Duclos	4 779 539	21,5		
M. Rocard	814 051	3,7		
G. Defferre	1 127 733	5,1		
L. Ducatel	284 697	1,3		
A. Poher	5 201 133	23,4	7 870 688	42,4
G. Pompidou	9 761 297	44,0	10 688 183	57,6
Gauche	6 957 560	31,3		
Droite	14 962 430	67,4	18 558 871	100,0
Autres	284 697	1,3		

Annexe 4.19
L'élection présidentielle des 5 et 19 mai 1974

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	29 778 550		29 774 211	
Votants	25 285 835	84,9	26 168 242	87,9
Exprimés	25 057 571	84,1	25 819 613	86,7
A. Krivine	92 701	0,4		
A. Laguiller	591 339	2,4		
F. Mitterrand	10 863 402	43,4	12 737 607	49,3
R. Dumont	336 016	1,3		
G. Héraud	18 340	0,1		
B. Renouvin	42 719	0,2		
J-C. Sebag	39 658	0,2		
E. Muller	175 142	0,7		
V. Giscard d'Estaing	8 253 856	32,9	13 082 006	50,7
J. Chaban-Delmas	3 646 209	14,6		
J. Royer	808 885	3,2		
J-M. Le Pen	189 304	0,8		
Gauche	11 547 442	46,1	12 737 607	49,3
Droite	13 073 396	52,2	13 082 006	50,7
Autres	436 733	1,7		

Annexe 4.20
L'élection présidentielle des 26 avril et 10 mai 1981

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	35 458 985		35 459 328	
Votants	28 972 114	81,7	30 648 932	86,4
Exprimés	28 504 635	80,4	29 760 956	83,9
A. Laguiller	661 119	2,3		
H. Bouchardeau	318 113	1,1		
G. Marchais)	4 412 949	15,5		
F. Mitterrand	7 437 282	26,1	15 541 905	52,2
M. Crépeau	638 944	2,2		
B. Lalonde	1 118 232	3,9		
V. Giscard d'Estaing	7 929 850	27,8	14 219 051	47,8
J. Chirac	5 138 569	18,0		
M. Debré	468 780	1,6		
M-F. Garaud	380 797	1,3		
Gauche	13 468 407	47,2	15 541 905	52,2
Droite	13 917 996	48,8	14 219 051	47,8
Autres	1 118 232	3,9		

Annexe 4.21
L'élection présidentielle des 24 avril et 8 mai 1988

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	37 048 689		37 039 196	
Votants	30 381 566	82,0	31 349 237	84,6
Exprimés	29 780 011	80,4	30 204 384	81,5
P. Bousset	115 356	0,4		
A. Laguiller	601 098	2,0		
A. Lajoinie	2 042 473	6,9		
F. Mitterrand	10 094 408	33,9	16 304 512	54,0
P. Juquin	634 913	2,1		
A. Waechter	1 141 893	3,8		
R. Barre	4 914 548	16,5		
J. Chirac	5 883 857	19,8	13 899 872	46,0
J-M. Le Pen	4 351 465	14,6		
Gauche	13 488 248	45,3	16 304 512	54,0
Droite	15 149 870	50,9	13 899 872	46,0
Autres	1 141 893	3,8		

Annexe 4.22
L'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 1995

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	38 557 748		38 539 457	
Votants	30 624 088	79,4	31 027 522	80,5
Exprimés	29 774 108	77,2	29 156 857	75,7
A. Laguiller	1 599 969	5,4		
R. Hue	2 598 720	8,7		
L. Jospin	6 909 627	23,2	13 792 952	47,3
D. Voynet	996 067	3,3		
J. Cheminade	79 371	0,3		
E. Balladur	5 520 045	18,5		
J. Chirac	6 094 305	20,5	15 363 905	52,7
P. de Villiers	1 430 511	4,8		
J-M. Le Pen	4 545 493	15,3		
Gauche	12 104 383	40,7	13 792 952	47,3
Droite	17 590 354	59,1	15 363 905	52,7
Autres	79 371	0,3		

Annexe 4.23
L'élection présidentielle des 21 avril et 5 mai 2002

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	39 429 867		39 425 876	
Votants	28 721 752	72,8	31 912 950	80,9
Exprimés	27 751 948	70,4	30 183 867	76,6
D. Gluckstein	131 377	0,5		
A. Laguiller	1 615 584	5,8		
O. Besancenot	1 199 214	4,3		
R. Hue	954 880	3,4		
L. Jospin	4 398 055	15,8		
C. Taubira	577 714	2,1		
N. Mamère	1 474 780	5,3		
J-P. Chevènement	1 495 958	5,4		
C. Lepage	527 620	1,9		
J. Saint-Josse	1 201 091	4,3		
F. Bayrou	1 927 887	6,9		
J. Chirac	5 385 769	19,4	24 737 986	82,0
C. Boutin	332 006	1,2		
A. Madelin	1 098 133	4,0		
J-M. Le Pen	4 770 491	17,2	5 445 881	18,0
B. Mégret	661 389	2,4		
Gauche	10 351 604	37,3		
Droite	14 175 675	51,1	30 183 867	100,0
Autres	3 224 669	11,6		

Annexe 4.24
L'élection présidentielle des 22 avril et 6 mai 2007

	Premier tour		Deuxième tour	
	Suffrages	%	Suffrages	%
Inscrits	42 091 840		42 092 168	
Votants	35 918 585	85,3	35 907 015	85,3
Exprimés	35 430 285	84,2	34 385 319	81,7
G. Schivardi	121 368	0,3		
A. Laguiller	476 029	1,3		
O. Besancenot	1 472 030	4,2		
M-G. Buffet	691 353	2,0		
S. Royal	9 003 477	25,4	16 050 554	46,7
D. Voynet	557 769	1,6		
J. Bové	464 151	1,3		
F. Nihous	417 262	1,2		
F. Bayrou	6 645 242	18,8		
N. Sarkozy	10 984 200	31,0	18 334 765	53,3
P. De Villiers	810 354	2,3		
J-M. Le Pen	3 787 050	10,7		
Gauche	12 786 177	36,1	16 050 554	46,7
Droite	15 581 604	44,0	18 334 765	53,3
Autres	7 062 504	19,9		